

Université Panthéon-Assas

**école doctorale de Sciences économiques et de gestion,
sciences de l'information et de la communication (ED
455) en cotutelle avec le doctorat en Histoire d'Europe :
société, politique, institutions (XIX-XX siècles),
Université de la Tuscia, Viterbe, Italie.**

Thèse de doctorat en Sciences de l'information
et de la communication/Histoire contemporaine
soutenue le 23 septembre 2013

Thèse de Doctorat / septembre 2013

Les radios libres en Italie et en France des années soixante-dix aux années quatre- vingt-dix: de la recherche de la liberté d'expression à l'affirmation de la radiophonie commerciale



Université Panthéon-Assas

Auteur

Raffaello Ares DORO

Sous la direction de :

Fabrice D'ALMEIDA - Université Panthéon-Assas Paris 2
Maurizio RIDOLFI - Università degli Studi della Tuscia

Membres du jury :

Christian DELPORTE - Université de Versailles-Saint Quentin en Yve
Nathalie SONNAC - Université Paris 2 - Panthéon -Assas
Enrico MENDUNI - Università Roma TRE
Fabrizio DENUNZIO - Università di Salerno



Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Au terme d'un parcours de recherche de la durée de quatre ans je souhaite exprimer mes remerciements à plusieurs personnes. Je voudrais tout d'abord remercier la Professeur Madame Francesca Anania, ma directrice de thèse, décédée le 3 avril 2013, sans laquelle cette recherche difficilement serait commencée. J'aime penser que ce travail représente, au moins en petite partie, une occasion pour rendre hommage à sa mémoire.

Un vif remerciement va à mes deux Directeurs de thèse en France et en Italie : M. Fabrice D'Almeida et M. Maurizio Ridolfi. A Fabrice D'Almeida pour son soutien, son aide constant et ses conseils précieux, fondamentaux pour la connaissance du monde de la recherche en France. A Maurizio Ridolfi pour sa disponibilité et pour la confiance qu'il a toujours démontré à mon égard.

Je souhaite remercier mes parents Angelo et Luisa pour m'avoir transmis l'amour pour la connaissance et pour m'avoir toujours soutenu avec leur affect et leurs encouragements. Mon frère Damiano parce que il m'a stimulé constamment avec sa curiosité et son esprit critique.

L'Université des Etudes de la Tuscia de Viterbe et les Professeurs de l'Ecole Doctorale in Histoire d'Europe : société, politique, institutions (XIX-XX siècles), pour leur disponibilité et leurs précieuses suggestions pendant le parcours de la recherche. L'Université Paris 2 Panthéon-Assas et l'Ecole Doctorale en Sciences de l'Information et de la Communication, pour m'avoir donné la possibilité d'effectuer une recherche en cotutelle et pour m'avoir permis de me confronter avec le monde de la recherche dans un contexte nouveau et stimulant comme celui de la France.

Un remerciement non formel mais substantiel à tous les archivistes et au personnel des archives où j'ai effectué mes recherches en Italie et en France, en me permettant de travailler d'une façon rapide et efficace grâce à leur préparation et compétence : Archivio Centrale dello Stato de Rome, Centre des Archives Contemporaines site de

Fontainebleau, Archivio Istituto Gramsci de Rome, Inathèque de Paris, Archives Départementales de la Seine St. Denis à Bobigny.

Un remerciement aux possesseurs des importants archives radiophoniques privés en Italie et en France sans lesquels il ne serait pas été possible d'écouter les sons de certaines radios de la saison des radios libres : Albino Pedroia, Joelle Girard, Roberto Renzetti e Antoine Léfébure.

Un remerciement à tous les Professeurs et les chercheurs avec lesquels j'ai eu l'occasion d'échanger opinions et réflexions à propos de ma recherche pour un dialogue enrichissant et stimulant : Jean-Jacques Cheval, Thierry Lefebvre, Hélène Eck, Pascal Ricaud, Frédéric Antoine, Sébastien Poulain, Nozha Smathi, Giovanni Fiorentino, Sante Cruciani, Anna Caprarelli, Giancarlo Lombardi, Andrea Lanza, Agnese Bertolotti et mon ami fraternel Andrea Scagliarini.

Enfin un remerciement à tous les docteurs de recherche et les doctorants de l'Ecole Doctorale en Histoire d'Europe de l'Université de Viterbe pour l'excellent rapport humaine que s'est instauré pendant ces années et pour avoir trouvé, outre que des collègues des vrais amis avec lesquels partager la passion pour la recherche historique.

Ringraziamenti

Al termine di un percorso di ricerca di quattro anni sono tante le persone alle quali vorrei esprimere il mio personale ringraziamento. Desidero innanzitutto ringraziare la Prof.ssa Francesca Anania, la mia tutor scomparsa il 3 aprile 2013, senza la quale questa ricerca difficilmente sarebbe iniziata. Mi piace pensare che questo lavoro rappresenta in minima parte un'occasione per onorare la sua memoria.

Un ringraziamento speciale e sentito va ai miei due direttori di Tesi in Francia e in Italia: Fabrice D'Almeida e Maurizio Ridolfi. A Fabrice D'Almeida per il suo supporto, il suo aiuto costante e i suoi preziosi consigli, fondamentali per la conoscenza del mondo della ricerca in Francia. A Maurizio Ridolfi per la sua disponibilità e la fiducia che ha sempre dimostrato nei miei confronti aiutandomi a superare i momenti più difficili.

Desidero ringraziare i miei genitori Angelo e Luisa, per avermi trasmesso l'amore per la conoscenza ed avermi sempre sostenuto con il loro affetto e i loro incoraggiamenti e mio fratello Damiano la cui curiosità intellettuale il suo spirito critico sono stati uno stimolo costante nel corso della mia attività.

L'Università degli Studi della Tuscia di Viterbo e tutti i docenti del collegio del Dottorato in Storia d'Europa: Politica, Società, istituzioni XIX-XX secc., per la loro disponibilità e i preziosi suggerimenti nel corso del percorso della ricerca. L'Université Paris 2 Panthéon Assas e l'Ecole Doctorale en Sciences de l'Information et de la Communication, per avermi dato la possibilità di svolgere una ricerca in cotutela ed avermi permesso di confrontarmi con il mondo della ricerca in un contesto nuovo e ricco di occasioni di dibattito come quello della Francia.

Un ringraziamento non formale ma sostanziale a tutti gli archivisti e al personale degli enti nei quali ho svolto le ricerche in Italia e in Francia, che mi hanno garantito lo svolgimento del lavoro in modo rapido ed efficace grazie allo loro preparazione e competenza: Archivio Centrale dello Stato di Roma, Centre des Archives

Contemporaines a Fontainebleau, Archivio Istituto Gramsci di Roma, Inathèque di Parigi, Archives departementales de la Seine St. Denis di Bobigny.

Un ringraziamento ai possessori di importanti archivi radiofonici privati in Italia e in Francia, senza i quali non sarebbe stato possibile ascoltare le trasmissioni di alcune radio della stagione delle radio libere: Albino Pedroia, Joelle Girard, Roberto Renzetti e Antoine Léfébure.

Un ringraziamento a tutti i docenti e ricercatori con i quali ho avuto modo di scambiare idee e riflessioni sulla mia ricerca per un dialogo proficuo e stimolante: Jean-Jacques Cheval, Thierry Lefebvre, Hélène Eck, Pascal Ricaud, Frédéric Antoine, Sébastien Poulain, Nozha Smathi, Blandine Schmidt, Giovanni Fiorentino, Sante Cruciani, Anna Caprarelli, Lorenzo Denicolai, Giancarlo Lombardi, Andrea Lanza, Agnese Bertolotti e il mio amico fraterno Andrea Scagliarini.

Un ringraziamento infine a tutti i dottori di ricerca e dottorandi del Dottorato in Storia d'Europa dell'Università di Viterbo per l'ottimo rapporto umano che si è instaurato nel corso di questi anni e per aver trovato, oltre che dei colleghi dei veri amici con cui condividere la passione per la ricerca storica.

Résumé:

Cette recherche présente une analyse historique de la naissance et de l'évolution des radios libres en Italie et en France à partir du début des années soixante-dix jusqu'à la fin des années quatre-vingt au XXe siècle. Le caractère comparatif de la recherche illustre les similitudes et les divergences soit des processus sociaux-historiques, soit des différents systèmes politiques, qui ont déterminé l'apparition et l'évolution de ces formes de communication en dehors du monopole d'Etat et leur intégration à l'intérieur de systèmes médiatiques spécifiques, aux réalités nationales singulières. L'étude s'insère dans l'histoire des médias des deux Pays.

Le parcours des radios libres montre de quelle façon on est passé des revendications originelles de la prise de parole libre, d'une communication décentrée, de la réalisation de médias démocratiques, à l'affirmation dans les années quatre-vingt du modèle de la radio commerciale, influencé par la domination de la télévision et de la publicité. L'évolution des radios libres contribue à redéfinir le paysage audiovisuel en décrétant la fin du monopole public du service audiovisuel. Les radios libres, en exprimant le point de vue de groupes politiques, culturels, religieux et de communautés locales, ont représenté un moment d'ouverture et de démocratisation du secteur des médias et d'élargissement de l'espace de la sphère publique. Même si ces objectifs pendant les années quatre-vingt ont été en partie remplacés par l'affirmation des radios à vocation musicale, à cause de situations politique, sociale et économique différentes, l'expérience des radios communautaires, favorisant une communication de proximité sans but lucratif, ont constitué les héritières directes de la période des radios libres. Bien qu'elles n'occupent qu'une place réduite dans les systèmes médiatiques de l'Italie et de la France, ces radios ont démontré l'importance sociale des moyens de communications alternatifs et locaux, au niveau soit des contenus, soit de l'organisation radiophonique, en anticipant en partie des formes d'interactivité que se développeront dans les décennies suivantes avec la naissance des webradios.

Descripteurs : Radio Libres, Radios Privées, Radios Locales, Communication, Dérégulation, France, Italie.

Title and Abstract:

Free radios in Italy and France between Seventies and Nineties: from the research of freedom of speech to affirmation of commercial radio.

The thesis presents an historical analysis of the birth and evolution of free radios in Italy and France between the beginning of '70s (seventies) and the end of '80s (eighties) of the 20th century. The comparative character of the study highlights the similarities and divergences of both the historical-social processes and the various political systems which determined the emergence and transformation of such from-the-ground means of communication, out of the central monopoly of the State as well as their insertion in the proper frame of national media. The study finds its place in the historical context of the two countries. The route of free radios shows how one passed from the original claim of 'taking-the-word', of off-centred communication, of realization of democratic media, to the affirmation in the Eighties of the model of commercial radio, influenced by the centrality of the television and the commercials. The evolution of free radios contributes to redefine the audio-visual landscape of the two countries, causing the end of the public monopoly of the radio and TV broadcast. Free radios, expressing the point-of-view of political, cultural and religious groups of local communities, represented a moment of opening and democratization of the media sector and of widening of spaces of the public sphere. Although these objectives in the Eighties, thanks also to a changed political, social and economic frame, were substituted by the affirmation of the music radios, communitary radios, which favored non-profit forms of communication of proximity, constituted the direct heir of free radios. Despite they occupied a reduced space in the media system of the two countries, they proved the social importance of alternative and local means of communication, with respect to the radiophonic contents and the organization, partially anticipating certain features of interactivity which will be recovered years later with the rise of the web-radios.

Keywords : Free Radios, Private Radios, Local Radios Station, Broadcasting, Deregulation, France, Italy

Principales abréviations

AACP (Association des Agences-Conseils en Publicité)

ACLI (Associazioni Cristiane dei Lavoratori Italiani)

ACS (Archivio Centrale dello Stato)

ADER (Association pour le Développement de l'Expression Régionale)

AIG (Archivio Istituto Gramsci)

ALO (Association pour la Libération des Ondes)

AM (Modulazione di Ampiezza)

ANTI (Associazione Nazionale Tele radiodiffusioni Indipendenti)

APELIM (Association pour la Promotion et la Liberté de l'Information Municipale)

APROR ((Association pour la Promotion des Radios Rurales)

ARCI (Associazione Ricreativa e Culturale Italiana)

A2 (Antenne 2)

BBC (British Broadcasting Corporation)

CAC (Centre des Archives Contemporaines)

CB (Citizen Band)

CCRLP (Commission Consultative sur les Radios Locales Privées)

CEO

CERIAM (Centre d'Etudes et de réalisations informatiques, audiovisuels, multimédia)

CESP (Centre d'études des supports de publicité)

CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail)

CGIL (Confederazione Generale Italiana del Lavoro)

CGT (Confédération Générale du Travail)

CINEL (Comité D'Initiative pour des nouveaux espaces de liberté)

CLT (Compagnie Luxembourgeoise de Télévision)

CNCL (Commission Nationale de la Communication et des Libertés)

CNRL (Confédération nationale des radios libres)

CORALLO (Consorzio Radio Libere Locali)

CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel)

CTR (Comités Techniques Régionaux)

DC (Democrazia Cristiana)

EMI (Electric and Musical Industries)
ENEL (Ente Nazionale Energia Elettrica)
FCC (Federal Communications Commission)
FERL (Federazione Europea delle Radio Libere)
FFRC (Fédération Française des Radios Chrétiennes)
FIEL (Federazione Italiana Emittenti Locali)
FIM (Federazione Italiana Metalmeccanici)
FIOM (Federazione Italiana Operai Metalmeccanici)
FM (Modulazione di Frequenza)
FNRL (Fédération Nationale Radios Libres non commerciales)
FNRTLI (Fédération Nationale Radios Télévisions Libres Indépendantes)
FNSI (Federazione Nazionale della Stampa Italiana)
FRED (Federazione Radio Emittenti Democratiche)
FRT (Federazione Radio Televisioni)
FR3 (France Régions 3)
FSERL (Fond de Soutien à l'Expression Radiophonique Locale)
HACA (Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle)
IFOP (Institut Français Opinion Publique)
INA (Institut National de l'Audiovisuel)
IREP (Institut de Recherches et d'Etudes publicitaires)
IRI (Istituto per la Ricostruzione Industriale)
ISAR (Indagine Statistica sull'Ascolto Radiofonico)
LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire)
LEID (Lega per l'Emittenza e l'Informazione Democratica)
MRG (Mouvement Radicaux de Gauche)
MSI (Movimento Sociale Italiano)
NRJ (Nouvelle Radio de Jeunes)
ORTF (Office de Radiodiffusion-Télévision Française)
PCF (Parti Communiste Français)
PCI (Partito Comunista Italiano)
PDUP (Partito di Unità Proletaria)
PLI (Partito Liberale Italiano)
PR (Parti Républicain)
PRI (Partito Repubblicano Italiano)

PSDI (Partito Socialista Democratico Italiano)
PS (Parti Socialiste)
PSI (Partito Socialista Italiano)
PTT (Postes Télégraphes et Téléphones)
RAI (Radio Televisione Italiana)
RCA (Radio Corporation of America)
RDF (Radiodiffusion Française)
RMC (Radio Monte-Carlo)
RPR (Rassemblement pour la République)
RTF (Radiodiffusion Télévision Française)
RTL (Radio Télé Luxembourg)
SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière)
SFP (Société Française de Production)
SIP (Società Idroelettrica Piemontese)
SIPRA (Società Italiana Pubblicità)
SNTRL (Syndicat National des Télévisions et Radios Locales)
SOP (Service d'observation des programmes)
SPER (Società Pubblicità Editoriale Radiofonica)
TDF (Télé Diffusion de France)
TF1 (Télé France 1)
UDF (Union pour la Démocratie Française)
UILM (Unione Italiana Lavoratori Metalmeccanici)

Sommaire

RESUME SUBSTANTIEL EN FRANÇAIS	22
INTRODUCTION	100
Partie 1	111
I. Les origines des radios libres dans les années Soixante-dix (1970-1976)	
I.1 Archéologie des radios libres: le précédent des “radios pirates” offshore	112
I.1.1 Divertissement musical et aspects commerciaux	112
I.1.2 Radio pirates, jeunes et musique rock	117
I.1.3 La réponse de la BBC	118
I.1.4 Radios “pirates”: entre contreculture et esprit commercial	119
I.2 Radios libres: Premières tentatives isolées en Italie et en France	122
I.2.1 Les influences du <i>mai '68</i>	122
I.2.2 De Radio Campus à Radio Sicilia Libera	126
I.2.3 Voix de protestation, voix des étudiants	130
I.3 France et Italie: entre monopole et lois de réforme de l’audiovisuel	134
I.3.1 La Réforme de l’ORTF	134
I.3.2 Les radios “périphériques”	139
I.3.3 La revue Interférences	140
I.3.4 Les prémisses de la Réforme de la Rai	146
I.3.5 Le débat politique et la Réforme	153
I.4 La naissance du mouvement italien et la phase préparatoire en France	157
I.4.1 La radio en Italie avant les radios “libres”	157
I.4.2 Radios libres et radios commerciales	161
I.4.3 Milan et Rome	167
I.4.4 Les avantages techniques de la modulation de fréquence	172
I.4.5 France: critiques au monopole et expériences des radios écologistes	174
I.4.6 Italie: la coexistence entre radios libres et Rai et la fin du monopole	178
I.5 De “Radio Verte” aux radios pirates	184
I.5.1 Le cas médiatique de “Radio Verte”	184
I.5.2 Radios vertes ou radios de quartier?	186
I.5.3 “Techniciens et écologistes”	196

Partie 2	200
<i>II La “prise” de la radio (1976-1979)</i>	
II.1 Radios libres et contestation	200
II.1.1 Introduction	200
II.1.2 Radios pirates et radios de lutte en France	205
II.2 Entre information “alternative” et liberté d’ expression	210
II.2.1 L’information alternative des radios “démocratiques”	210
II.2.2 Radio Popolare et Radio Radicale	219
II.2.3 La bataille juridique en France: l’affaire Radio Fil Bleu	230
II.2.4 La création de l’Association pour la libération des ondes	235
II.3 Les radios “démocratiques” et le mouvement du 1977: Radio Alice et les autres	239
II.3.1 Radio Città Futura: de la contestation au reflux	239
II.3.2 “Radio Alice” et l’année ’77 à Boulogne	248
II.3.3 Voix et sons de contre-information dans l’éther italien	261
II.3.4 Essor et déclin de la Federazione Radio Emittenti Democratiche	265
II.4 Du modèle de “Radio Alice” à la loi Lecat	269
II.4.1 L’esprit de “Radio Alice”	269
II.4.2 Le modèle de “Radio Alice” entre fascination et refus	275
II.4.3 De la fracture du mouvement à la loi Lecat	287
Partie 3	295
<i>III. Radios libres: entre espace locale et réponse de la radio publique (1979-1981)</i>	
III.1 L’espace locale de la radio	295
III.1.1 Radios musicales et radios de service	295
III.1.2 Radios libres et radios municipales	305
III.2 Radios libres: entre instruments de propagande et identités locales	314
III.2.1 Radio Lorraine Cœur d’Acier et les radios syndicales en France	314
III.2.2 Radio Riposte et l’offensive du Parti Socialiste	323
III.3 Le service public face à l’essor des radios libres	331
III.3.1 Décentrement radiophonique et Radio Rai	332
III.3.2 Les radios locales de Radio France	341
III.3.3 Les partis de majorité et les radios libres en France	344
Partie 4	347
IV. Les année Quatre-vingt: des radios libres aux radios locales privées (1981-1984)	
IV.1 La dérégulation et la fin de l’idée de radio libre des années Soixante-dix	347
IV.1.1 Un changement de phase	347

IV.2 La radio et la chute du monopole en France: des radios libres aux radios locales privées	352
IV.2.1 L'élection de François Mitterrand et la "loi de tolérance"	352
IV.2.2 Les radios locales de l'opposition	360
IV.2.3 Radios de parole, radios d'expression	363
IV.2.4 La radio et la loi de réforme de l'audiovisuel du 29 juillet 1982	368
IV.3 La radio italienne dans les années Quatre-vingt: une croissance prive des règles	373
IV.3.1 Vide législatif et continuité du secteur	373
IV.3.2 La radio et la centralité de la télévision commerciale en Italie	377
IV.4 Les radios locales et la publicité en Italie et en France	383
IV.4.1 Publicité clandestine et radios locales en France	385
IV.4.2 L'autorisation de la publicité en France: les radios locales dans le système commerciale	389
IV.4.3 Radios locales, publicité et télévision en Italie	393
IV.5 La nouvelle "géographie" de la radio. L'audience des radios locales privées dans les Régions	396
IV.5.1 La radio entre "glocalisation" et pluralité des formats	396
IV.5.2 Une nouvelle "géographie" de la radio?	398
Partie 5	407
V. Les radios libres dans l'époque de la Tv (1985-1990)	
V.1 La normalisation de la FM	407
V.1.1 La radio dans la deuxième moitié des années Quatre-vingt: des radios libres au modèle commercial	407
V.2 Musique et paroles: programmation et consommation des radios locales privées	416
V.2.1 La prédominance des contenus musicales à la radio	416
V.2.2 Programmation et audience des radios locales	421
V.3 Les radios communautaires et associatives en Italie et en France	438
V.3.1 Radios communautaires: l'héritage des radios libres	438
V.3.2 Modèles de radios communautaires en France	441
V.3.3 Exemples de radios religieuses et de radios d'information	446
V.4 L'affirmation des réseaux nationaux et la course à l'audience	452
V.4.1 La logique des concentrations et le modèle commercial	452
V.4.2 Les réseaux nationaux en Italie et en France. De la recherche de l'audience au nouveau cadre législatif des années Quatre-vingt-dix	455
Conclusion	466
Bibliographie	471

<i>Sitographie</i> _____	481
<i>Sources de Presse: Périodiques</i> _____	482
<i>Sources de Presse: Quotidiens français</i> _____	486
<i>Sources de Presse: Quotidiens italiens</i> _____	492
<i>Sources d'Archives</i> _____	495
<i>Archives Audio</i> _____	498

Indice

RESUME SUBSTANTIEL EN FRANÇAIS	22
INTRODUZIONE	100
Parte 1	111
I. Le origini delle radio libere negli anni Settanta (1970-1976)	
I.1 Archeologia delle radio libere: il precedente delle “radio pirata” offshore	112
I.1.1 Intrattenimento musicale e aspetti commerciali	112
I.1.2 Radio “pirata”, giovani e musica rock	117
I.1.3 La risposta della BBC	118
I.1.4 Radio “pirata”: tra controcultura e spirito commerciale	119
I.2 Radio libere: Primi tentativi isolati in Italia e in Francia	122
I.2.1 Le influenze del maggio ’68	122
I.2.2 Da Radio Campus a Radio Sicilia Libera	126
I.2.3 Voci di protesta, voci degli studenti	130
I.3 Francia e Italia: tra monopolio e leggi di riforma dell’audiovisivo	134
I.3.1 La Riforma dell’ORTF	134
I.3.2 Les radios “périphériques”	139
I.3.3 La rivista Interférences	140
I.3.4 Le premesse della Riforma della Rai	146
I.3.5 Il dibattito politico e la Riforma	153
I.4 La nascita del movimento italiano e la fase preparatoria in Francia	157
I.4.1 La radio in Italia prima delle radio “libere”	157
I.4.2 Radio libere e radio commerciali	161
I.4.3 Milano e Roma	167
I.4.4 Vantaggi tecnici della modulazione di frequenza	172
I.4.5 Francia: critiche al monopolio e esperimenti di radio ecologiste	174
I.4.6 Italia: la coesistenza tra radio libere e Rai e la fine del monopolio	178
I.5 Da “Radio Verte” alle radios pirates	184
I.5.1 Il caso mediatico di “Radio Verte”	184
I.5.2 Radios vertes o radios de quartier?	186
I.5.3 “Techniciens et écologistes”	196

Parte 2	200
<i>II. La “presa” della radio (1976-1979)</i>	
II.1 Radios libres et contestation	200
II.1.1 Introduzione	200
II.1.2 Radio pirata e radio di lotta in Francia	205
II.2 Tra informazione “alternativa” e libertà di espressione	210
II.2.1 L’informazione alternativa delle radio “democratiche”	210
II.2.2 Radio Popolare e Radio Radicale	219
II.2.3 La battaglia giuridica in Francia: l’ <i>affaire</i> Radio Fil Bleu	230
II.2.4 La nascita dell’Association pour la libération des ondes	235
II.3 Le radio “democratiche” e il movimento del ’77: Radio Alice e le altre	239
II.3.1 Radio Città Futura: dalla contestazione al riflusso	239
II.3.2 “Radio Alice” e il ’77 a Bologna	248
II.3.3 Voci e suoni di controinformazione nell’etere italiano	261
II.3.4 Sviluppo e declino della Federazione Radio Emittenti Democratiche	265
II.4 Du modèle de “Radio Alice” à la loi Lecat	269
II.4.1 Lo spirito di “Radio Alice”	269
II.4.2 Il modello di “Radio Alice” tra fascino e rifiuto	275
II.4.3 Dalla divisione del movimento alla legge Lecat	287
Partie 3	295
<i>III. Radio libere: tra spazio locale e risposta della radio pubblica (1979-1981)</i>	
III.1 L’espace locale de la radio	295
III.1.1 Radio musicali e radio di servizio	295
III.1.2 Radios libres e radios municipales	305
III.2 Radio libres: tra strumenti di propaganda e identità locali	314
III.2.1 Radio Lorraine Coeur d’Acier e le radio sindacali in Francia	314
III.2.2 Radio Riposte e l’offensiva del Partito Socialista	323
III.3 Il servizio pubblico davanti all’emergere delle radio libere	331
III.3.1 Decentramento radiofonico e Radio Rai	332
III.3.2 Le radio locali di Radio France	341
III.3.3 I partiti politici di maggioranza e le radio libere in Francia	344
Partie 4	347
IV. Gli anni Ottanta: dalle radio libere alle radio locali private (1981-1984)	
IV.1 La deregulation e il tramonto dell’idea di radio libera degli anni Settanta	347
IV.1.1 Un cambiamento di fase	347

IV.2 La radio e la fine del monopolio in Francia: dalle <i>radios libres</i> alle <i>radios locales privées</i>	352
IV.2.1 L'elezione di François Mitterrand e la "loi de tolérance"	352
IV.2.2 Le radio locali dell'opposizione	360
IV.2.3 Radio di parola, radio di espressione	363
IV.2.4 La radio e la legge di Riforma dell'audiovisivo del 29 luglio 1982	368
IV.3 La radio italiana negli anni Ottanta: una crescita senza regole	373
IV.3.1 Vuoto legislativo e continuità del settore	373
IV.3.2 La radio e la centralità della televisione commerciale in Italia	377
IV.4 Le radio locali e la pubblicità in Italia e in Francia	383
IV.4.1 Pubblicità clandestina e radio locali in Francia	385
IV.4.2 L'autorizzazione della pubblicità in Francia: le radio locali nel sistema commerciale	389
IV.4.3 Radio locali, pubblicità e televisione in Italia	393
IV.5 La nuova "geografia" della radio. L'ascolto delle radio locali private nelle Regioni	396
IV.5.1 La radio tra "glocalizzazione" e pluralità di formati	396
IV.5.2 Una nuova "geografia" della radio?	398
Partie 5	407
V. Le radio libere nell'età della Tv (1985-1990)	
V.1 La normalizzazione della FM	407
V.1.1 La radio nella seconda metà degli anni Ottanta: dalle radio libere al modello commerciale	407
V.2 Musica e parole: programmazione e consumo delle radio private locali	416
V.2.1 La prevalenza dei contenuti musicali nella radio	416
V.2.2 Programmazione e ascolti delle radio locali	421
V.3 Le radio comunitarie e associative in Italia e in Francia	438
V.3.1 Radio comunitarie: l'eredità delle radio libere	438
V.3.2 Modelli di radio comunitarie in Francia	441
V.3.3 Esempi di radio religiose e di radio di informazione	446
V.4 L'affermazione dei network nazionali e la corsa all'audience	452
V.4.1 La logica delle concentrazioni e il modello commerciale	452
V.4.2 I network nazionali in Italia e in Francia. dalla ricerca dell'audience al nuovo quadro legislativo degli anni Novanta	455
Conclusioni	466
Bibliografia	471
Sitografia	481

<i>Fonti Stampa: Periodici</i> _____	482
<i>Fonti Stampa: Quotidiani francesi</i> _____	486
<i>Fonti Stampa: Quotidiani italiani</i> _____	492
<i>Fonti Archivistiche</i> _____	495
<i>Archivi Audio</i> _____	498

RESUME SUBSTANTIEL EN FRANÇAIS

PARTIE PREMIERE

I. Les origines des radios libres dans les années Soixante-dix

Le précédent des radios pirates offshore

La naissance des radios libres au milieu des années soixante-dix en Italie et en France s'inscrit dans un phénomène plus général engendré par la critique aux différents statuts du monopole qui règlent l'organisation des médias audiovisuels dans les Pays Européens. Le statut de la radiodiffusion en Europe était réglé à partir de la fin de la Seconde guerre mondiale par le monopole public sous contrôle de l'Etat. Cette réglementation était considérée la meilleure forme afin d'assurer le rôle du service public des médias audiovisuels. Cette organisation était plutôt différente par rapport au statut de la radiodiffusion aux Etats-Unis où à partir des années Quarante s'était développé un ample secteur de radiophonie privée commerciale. La parution des premières expériences de radios libres en Europe remonte à la fin des années Cinquante quand commencent à fleurir les radios pirates *offshore*. Ces stations représentent une expérience importante dans le domaine de la radiophonie parce qu'elles se posent volontairement au dehors des monopoles d'Etat sur la communication audiovisuelle. Ces radios, implantées sur des vieux bateaux ancrés au large des côtes en eaux internationales afin d'échapper à la législation en vigueur, après des tentatives au Danemark, en Suède et aux Pays-Bas, jaillissent surtout en Angleterre. Grâce à l'initiative de Radio Caroline et de Radio London, les radios pirates anglaises diffusent des nouveaux modèles et styles d'animation, en privilégiant la programmation de musique rock et pop, qui au début des années Soixante s'affirmait à travers des groupes tels que les Rolling Stones, les Beatles et les Beach Boys. En quelques mois Radio Caroline, qui commence ses émissions en mars 1964 et Radio London, obtiennent de très bons scores d'audience en soustrayant à peu près dix millions d'auditeurs aux chaînes de la BBC. Les radios pirates sont primés surtout par les jeunes auditeurs qui trouvent dans la musique rock un nouvel et important langage générationnel, ainsi que dans les figures des animateurs et les disc-jockeys, qui avec un style et un esprit captivant sont perçus plus proches par rapport

aux protagonistes de la radio publique. L'application du transistor à partir des années Cinquante avait en outre permis la miniaturisation et la mobilité des appareils radiophoniques qui au niveau de l'usage devenaient transportables en conférant à la radio des nouvelles possibilités de fruition. A côté de l'aspect d'innovation sur le plan du style et des contenus, ces radios commencent aussi à faire circuler des messages publicitaires afin de se sustenter : des produits des Etats-Unis qui montraient la finalité commerciale de certaines stations, tel que par exemple Radio London. Dans le mouvement des radios pirates en Angleterre on peut remarquer d'après l'analyse de Robert Chapman deux tendances représentées par Radio Caroline et par Radio London. Radio Caroline se veut expression du climat contreculturel des *Swingin' Sixties* et exprime une idée alternative, alors que Radio London voulait exister en parallèle à la BBC, ayant décidé de se placer dans une optique d'exploitation commerciale des annonceurs publicitaires. Face à la croissance d'audience des radios pirates, le gouvernement anglais intervient en 1967 en promulguant la loi de juin 1967 qui à partir du 15 août 1967 interdit toute transmission irradiée vers les Iles Britanniques. Au même moment, la BBC lance le canal BBC One avec une programmation adressée surtout vers les jeunes avec une grande quantité de musique et en engageant les meilleurs disc-jockeys des radios pirates. Les radios pirates en Angleterre avaient démontré qu'il existait bien parmi les jeunes un désir d'écouter de la musique différente en marquant un renouvellement des contenus diffusés. D'un autre côté les radios pirates ont fait preuve d'une très forte vocation commerciale qui montrait comment derrière la naissance de ces nouvelles expériences par rapport au monopole poussait un secteur d'annonceurs soucieux d'exploiter ces espaces de communication.

Radios libres : premières expériences isolées en Italie et en France

Dans le domaine de la radiophonie le cas des radios pirates du Nord d'Europe, émettant en modulation d'amplitude à partir des navires ancrés en eaux internationales, représente donc la première manifestation des expériences de communication audiovisuelle au dehors du monopole. Sur un plan culturel et dans une optique de comparaison entre l'Italie et la France mai '68 représente un moment fondamental dans la recherche des moyens de communication alternatifs à ceux contrôlés par le gouvernement et l'Etat. En France, au cours des événements de mai

'68 le pouvoir politique avait critiqué les envoyés des radios périphériques, accusés de donner en direct des renseignements sur les déplacements des forces de police pendant les manifestations, mais ils avaient soulevé le thème de la liberté de communication dans les médias audiovisuels, incapables de se détacher du contrôle de la politique. C'est à partir de la *prise de la parole*, définie par Michel de Certeau que la véritable innovation culturelle se déclenche suite à mai '68, et que commence à se développer une stratégie visant à construire un réseau des médias alternatifs afin de contrecarrer l'organisation des médias dominants. La prise de la parole avait contribué à l'émergence des nouvelles énergies et de nouvelles modalités d'expression. Selon Fabrice D'Almeida et Christian Delporte « la crise de 1968 a placé la liberté d'information au cœur du débat médiatique. Plus généralement, elle a hissé au premier plan la revendication sociale de la liberté de parole et de la possibilité, pour tous, d'accéder aux médias ».

Il s'agissait d'une créativité diffuse concernant surtout les groupes militants qui à travers des instruments, tels que la presse *offset*, la vidéo, mais aussi les tracts et la presse militante cherchaient des nouvelles façons pour diffuser leur point de vue et leurs positions politiques. Dans les mois qui suivent Mai '68, les feuilles imprimées et les tracts se multiplient : chaque organisation, chaque groupe, chaque cercle conçoit sa presse. Dans les années suivantes l'Agence Presse Libération verra le jour, crée en 1971, dont le but manifeste était de se battre pour « rétablir la vérité, pour renforcer l'information libre et attaquer l'information aux ordres ». De cette expérience au printemps 1973, naîtra le quotidien Libération. En Italie, les luttes estudiantines et ouvrières de 1968-1969, la naissance des groupes organisés issus de la contestation d'orientation marxiste-révolutionnaire, et le début de la « *strategia della tensione* » avec l'explosion de la bombe du 12 décembre 1969 à Milan à Piazza Fontana et la fausse version sur cet épisode donné par les autorités, avaient contribué à la recherche des instruments d'expression qui visaient à devenir la caisse de résonance des différents groupes tout en s'inscrivant dans une optique de contre-information. Entre la fin des années soixante et le milieu des années soixante-dix c'est notamment dans la presse qu'on assiste à la naissance des quotidiens et périodiques d'expressions et de formations politiques de l'extrême gauche parmi lesquels il faut rappeler « Il Manifesto » « Lotta Continua » et le « *Quotidiano dei lavoratori* ». Ces expériences s'inscrivaient dans le climat de lutte et de contestation particulièrement aigu du début des années soixante-dix en Italie, mais ils montraient

aussi un besoin très fort de faire circuler à travers la presse, le vidéo, les tracts et les autres supports des contenus et des informations différentes à l'intérieur de la sphère publique déterminée par l'univers des médias.

C'est dans l'optique de la prise de la parole qu'il faut placer les toutes premières expériences des radios libres dans l'Italie et la France. Influencés par l'esprit de la prise de la parole, mais aussi par les expériences contreculturelles des campus universitaires des Etats-Unis, à partir de la fin des années soixante on enregistre les premières tentatives d'installation de radios libres émettant au dehors du monopole aussi bien en Italie qu'en France. Radio Campus est lancée en 1969 par le jeune ingénieur de l'IUT de Lille Christian Werwaerde qui voulait donner un instrument d'évasion et de divertissement aux étudiants du campus. Inspirée dans son style aux radios pirates, cette station pouvait compter sur la tolérance accordée par les autorités qui décident de ne pas intervenir à cause de la couverture limitée du rayon d'émission de la radio délimité par le campus de Lille. Bien que Radio Campus représente une expérience limitée et isolée, les autorités au début de l'année universitaire 1973/74 décident d'intervenir afin de faire respecter le monopole en décrétant la fin de cette initiative promue par des étudiants pour des autres étudiants. Le 25 mars 1970, en Italie, a lieu la première émission de Radio Sicilia Libera, amorcée par l'écrivain et sociologue Danilo Dolci. Son but était d'informer et solliciter l'opinion publique à propos des conditions des populations des vallées du Belice, du Jato et du Carboi en Sicile, après le tremblement de terre qui avait concerné ces lieux en janvier 1968 et surtout après plus de deux ans pendant lesquels la reconstruction promise par l'Etat s'était faite attendre en vain. Dolci, engagé depuis plusieurs années aux côtés des populations les plus humbles et pauvres de cette zone de la Sicile, choisit la radio comme l'instrument le plus direct et immédiat pour faire entendre la voix « de ceux qui d'habitude n'ont pas voix ». Après la diffusion d'un long communiqué expliquant les motivations à l'origine de Radio Sicilia Libera, la police intervient pour réduire au silence cette expérience qui se plaçait pour la première fois au dehors du monopole. Des autres expériences de radiophonie libre en France au début des années soixante-dix se retrouvent encore dans l'esprit de mai '68, avec deux stations que Thierry Lefebvre a qualifié comme deux cas pilotes : Radio Entonnoir et Radio Lip. Radio Entonnoir émet pendant huit jours en mars 1973 depuis le campus universitaire de Jussieu à Paris, pour propager la grève des étudiants qui protestaient contre la loi Débré. Cette station, même si ce n'est pas une vraie radio, permet pendant la durée de

la protestation étudiante une circulation des informations et une appropriation en première personne du micro par les jeunes en conférant à ce geste un sens de liberté et de possibilité d'expression. D'un autre côté, Radio Lip à Besançon représente l'une des premières tentatives d'une radio de lutte, car elle visait à travers le travail de l'ex-journaliste de l'Ortf, Roger Louis, à une information capable de raconter la lutte menée par les ouvriers de l'usine Lip, alors que les principaux moyens d'informations consacraient un espace réduit au conflit. Même dans ce cas, la radio se prête à devenir l'instrument à travers lequel diffuser des informations négligées par les médias officiels et informer la population locale sur les motivations des ouvriers en lutte. Cette recherche de moyens alternatifs au monopole trouve des lieux de réflexion aussi dans certains périodiques mineurs comme par exemple la revue Kanar. Périodique underground « à modulation de fréquence », dirigé par Pascal Vambremeersch, futur animateur de Radio Uylenspiegel qui émettra dans la région des Flandres à partir de 1978, elle sera l'une des premières à critiquer avec envergure le paysage radiophonique français, en soulignant une générale homogénéisation entre les chaînes de radio France et les radios périphériques.

France et Italie : entre monopole et lois de réforme de l'audiovisuel

Le contexte législatif à l'intérieur duquel se situent les premières tentatives des radios libres en Italie et en France est le monopole de l'Etat sur la radiodiffusion. Comme déjà souligné, la gestion et l'organisation de la communication audiovisuelle à partir de la fin du second conflit mondial étaient réglées par le contrôle direct des pouvoirs publics. Au milieu des années soixante-dix cette situation législative était confirmée dans les deux Pays par deux différentes lois de réforme de l'audiovisuel. En France, après l'élection à la Présidence de la République de M. Valéry Giscard d'Estaing en mai 1974, la loi de réforme de l'ORTF est approuvée le 7 août 1974 par le gouvernement de M. Jacques Chirac et elle entrera en vigueur à partir de janvier 1975. La réforme de l'ORTF prévoyait le démantèlement de l'Office en sept sociétés indépendantes chargées de garantir la diffusion et la production des programmes radiophoniques et télévisés, afin de garantir une forme de pluralisme dans la gestion des médias audiovisuels. En ce qui concerne la télévision on crée la Télévision Française (TF1), Antenne 2 (A2) et France Régions 3 (FR3, troisième chaîne créée en 1973 à qui l'on confie les programmes à caractère régional). En ce qui concerne la

radio, la diffusion des programmes est assignée à Radio France. Cette loi institue en outre la TDF (Télédiffusion de France), chargée de la gestion et de la réception des images et des fréquences, l'INA (Institut National de l'Audiovisuel) avec la mission de recherche et de conservation de la documentation audiovisuelle et la SFP (Société de Production), chargée de produire les émissions et les moyens nécessaires à leur élaboration. Le démantèlement de l'ORTF en sept sociétés différentes visait selon la majorité à instaurer un régime de concurrence entre les structures, afin de garantir le maximum de décentrement, de pluralisme et de droit à l'accès aux médias audiovisuels. Même dans le domaine radiophonique, la loi de l'aout 1974 confirmait le statut du monopole: Radio France était chargée de diffuser ses programmes à travers cinq chaînes à diffusion nationale, alors que les émissions régionales étaient confiées à FR3. La société chargée de veiller au respect du monopole était la TDF. Au niveau politique la confirmation du monopole par la majorité guidée par M. Chirac était individuée comme le meilleur choix pour le respect de l'indépendance des médias audiovisuels, même si cette disposition législative avait reçu les critiques de l'opposition. Après la réforme, les principales contestations au monopole visaient l'organisation de la radiophonie. À côté des chaînes de Radio France, les critiques s'appuyaient en particulier sur le statut des radios périphériques. Ces stations telles que Europe 1, RMC et RTL, mais aussi Sud-Radio et Radio Andorre se caractérisaient pour avoir leurs studios en France et leurs relais à l'étranger, ne contrastant ainsi pas, de fait, avec le monopole. En fait ces stations étaient tolérées par l'Etat français car il détenait un pourcentage des actions de ces radios à travers la Sofirad ou Havas en participant indirectement au capital social. Si les radios périphériques pouvaient profiter de cette situation, elles devaient être considérées comme des autres médias du monopole, parce que le contrôle de l'Etat était évident, mais en même temps ces stations étaient aussi perçues en tant que radios privées ne constituant de fait aucune anomalie. La contestation au monopole, surtout sur un plan politique mais aussi technique, se renforce avec la parution en novembre 1974 du premier numéro de la revue *Interférences*. Dirigée par Antoine Léfèbure, doctorant en histoire mais passionné de technique radiophonique, en collaboration avec une équipe de jeunes chercheurs en sciences sociales, la revue qui avait pour sous-titre « pour une critique des appareils d'information et de communication », arrive à devenir un point de référence dans les milieux qui voient dans le monopole un instrument obsolète accusé d'empêcher la libre expression des gens par la radio et qui

envisageait la création de « Groupes d'Information sur les médias » et des « Réseaux Populaires de Communication ». La critique au monopole conduite par la revue *Interférences* s'adressait en particulier à la programmation, accusée de reproduire une certaine homogénéisation des contenus, inspirée par la concurrence entre radios périphériques et Radio France qui ne différenciait pas l'offre pour le public des auditeurs. La revue montrait aussi les contradictions du statut des radios périphériques au niveau juridique en remarquant leurs étroits liens avec le contrôle de l'Etat. A côté de la critique au modèle de la radio commerciale que la présence des périphériques avait aussi contribué à affirmer dans les chaînes de Radio France, la revue *Interférences* considérait la radio comme l'instrument le plus accessible et le plus immédiat afin de permettre aux gens de communiquer entre eux et de constituer des médias alternatifs. A ce propos, en refusant les radios à diffusion nationale, l'équipe d'*Interférences* proposait des modèles de radio locale, avec un petit rayon d'émission, un outil accessible à coûts réduits qui aurait permis de contrecarrer la gestion monopoliste de la radio. Selon les rédacteurs de la revue le vrai problème était « celui du monopole qui est d'abord et avant tout le monopole des classes dirigeantes sur les moyens de communication et d'information ». Les critiques exprimées dans *Interférences* par Antoine Léfèbure à l'organisation du panorama radiophonique français, articulé entre radios du service public et radios périphériques, et plus en général au monopole de la radiodiffusion, seront à l'origine des revendications du mouvement des radios libres qui démarrera à partir du printemps 1977. En plus de la gestion libre de l'information, ils demandaient une nouvelle organisation de la communication à l'échelle locale, en vue d'un réel décentrement des médias, qui était réalisable en partant du décentrement de la radio, car désormais les progrès technologiques et les coûts réduits de l'instrumentation permettaient aux gens de se doter d'une propre radio.

En Italie aussi au début des années Soixante-dix un vaste mouvement d'opinion demandait la réforme de la Rai, la société responsable de la diffusion des programmes télévisés et radiophoniques grâce à une convention de la durée de vingt ans signée par l'Etat en 1952. Durant cette phase différents secteurs demandaient une réforme de la Rai afin d'avoir un pluralisme plus important, plus de décentrement et d'indépendance dans les médias audiovisuels, face au contrôle exercé par le parti de majorité relative, la Démocratie Chrétienne: les partis d'opposition, notamment le Parti Socialiste et le Parti Communiste; les syndicats, les hommes de culture tel que

Pier Paolo Pasolini et plus en général le mouvement inspiré par les réflexions de Theodore Adorno et Max Horkheimer; enfin même les dirigeants de la Rai qui ne voulant trop modifier la situation, étaient soucieux de rénover, seulement pour montrer leur volonté de changement. Le cadre juridique était encore celui du monopole, mais à partir de ce moment la situation évolue assez rapidement. En fait les gouvernements de bref durée de l'Italie du début des années Soixante-dix n'arrivent pas à changer la loi. C'est alors à travers deux télévisions étrangères (Telecapodistria e la radiotélévision de la Suisse italienne) que le monopole est rompu pour la première fois. Pourtant le ministre des Postes Giuseppe Togni ordonne le démantèlement des relais des deux télévisions étrangères en provoquant l'intervention de la Cour Constitutionnelle (Conseil Constitutionnel italien). Avec les deux arrêts du juillet 1974 la Cour Constitutionnelle jugeait illégitime le décret du Ministre en autorisant la diffusion des émissions des télévision étrangères sur le sol italien; avec l'arrêt n. 226 la Cour autorisait aussi les télévisions locales par câble, en interdisant les émissions par voie hertzienne. Il faut souligner que dans la phase suivante, en septembre 1974 l'entrepreneur en bâtiments Silvio Berlusconi lancera une télévision par câble, TeleMilano qui sera l'une des premières expériences de télévision privée en Italie et représentera la première télévision du future groupe Fininvest.

Même si la Cour Constitutionnelle avait confirmé le statut de monopole, elle avait introduit des ouvertures significatives dans le domaine de l'audiovisuel en Italie, surtout au niveau de la communication télévisé locale. Au même temps dans ses arrêts la Cour proposait au législateur sept thèmes fondamentaux sur lesquels modeler la future réforme de la Rai, qui seront plus tard reçus par le gouvernement guidé par Aldo Moro. La loi de Réforme de la Rai est ainsi approuvée après une longue discussion parlementaire le 14 avril 1975, votée par la majorité de centre-gauche avec l'abstention du Parti Communiste. Dans ses lignes générales la nouvelle loi confirmait le statut du monopole de la radiodiffusion. Afin de montrer la volonté des partis politiques d'approuver une loi qui aurait conduit à un majeur décentrement et à un pluralisme plus important et à l'indépendance de l'information, la loi prévoyait le passage du contrôle de la Rai du gouvernement au parlement à travers l'institution d'une Commission Parlementaire de vigilance composé par quarante membres choisis parmi les partis en proportion à leur présence en Parlement. En outre afin de répondre au besoin de communication régionale, qui avec l'institution des statuts régionaux en 1970 était de plus en plus réclamée par les collectivités locales, la loi disposait la

création des différents chaînes régionales et la nomination d'un directeur pour chacune des cinq chaînes de la Rai : deux pour la télévision et trois pour la radio. Cela n'empêche qu'à la direction des chaînes et des rédactions journalistiques seront nommés des professionnels choisis par les partis en confirmant la pratique qui sera définie « lottizzazione », c'est-à-dire une répartition de la direction des chaînes audiovisuelles en faveur des principaux partis, selon un contrôle de la politique dans la gestion de l'audiovisuel. La majorité et l'opposition avaient salué la Réforme comme instrument réellement pluraliste, favorisant le décentrement et le droit à l'accès aux médias pour les citoyens et les différentes idéologies. Selon le gouvernement cette loi aurait favorisé une forme de démocratisation des médias et la possibilité de permettre un réel pluralisme entre les différentes formes de pensée. Bien que le parlement eût essayé de garantir un vrai pluralisme, cette organisation qui confirmait le monopole se montrait de plus en plus désuète, car durant les mêmes jours où était votée la Réforme de la Rai, on assistait à la naissance d'un mouvement radiophonique de masse qui aurait conduit finalement, après presque un an, à la fin du monopole de l'audiovisuel en Italie.

La naissance du mouvement italien et la phase préparatoire en France

La naissance du mouvement italien à partir du 1975 était destinée à agrandir l'offre des chaînes radiophoniques car avant de l'arrivée des radios libres, si l'on ne compte pas les chaînes de la Rai, il y avait seulement Radio Monte Carlo et Radio Capodistria. Ce sont notamment des petits groupes d'extrême gauche qui se chargent à travers des expériences isolées de montrer la possibilité de lancer une radio à faibles coûts et accessible pour tous.

Après l'initiative de Radio Bologna per l'accesso pubblico du metteur en scène Roberto Faenza en novembre 1974, c'est à partir du 1^{er} janvier 1975 qui se déclenche un mouvement radiophonique d'amples dimensions. Au début, la première station est Radio Parma. Le but de cette station était celui de combler la carence d'informations au niveau local des autres médias et de faire une radio qui pouvait être complémentaire à la presse locale. Le modèle suivi est celui de la Rai: un ton professionnel, musique, informations, vie et animation de la ville.

Il s'agit d'un mouvement national parce que les nouvelles antennes se diffusent partout dans la péninsule. Dans la même période se constitue aussi la première

organisation de catégorie, l'ANTI (Association Nationale des Radios et Télévisions indépendantes) avec le but de défendre les radios sur le plan juridique et de veiller à leur existence. Les nouvelles radios s'installent tout à fait au dehors du monopole et de la loi en vigueur. Au début les radios libres, ainsi nommées par la presse et l'opinion publique, se déclarent indépendantes vis-à-vis à n'importe quel pouvoir politique et économique. Si les premières radios libres naissent en province, c'est le cas de Radio Milano International, une radio animée par trois jeunes passionnés de musique anglo-saxonne et fascinés par l'exemple de RTL, qui porte le dossier sur le terrain juridique. En effet après la saisie du matériel de la station pour infraction au monopole, après dix jours le juge d'instance décide de rendre l'appareillage déclarant la légitimité à émettre pour la station. Dans les mois suivants plusieurs stations connaîtront le même destin: les juges d'instance absolvant les animateurs ou, se déclarant incompétents sur la matière renvoyaient les actes à la Cour Constitutionnelle. Pourtant cette première anomalie dans l'application de la loi montrait la nécessité de compléter la loi parce qu'en bref sur la modulation de fréquence l'anarchie allait vite devenir la règle.

Dans la même année naissent les revues spécialisées "Altri Media" et "Mille Canali" qui permettent une importante caisse de résonance sur la connaissance de la technologie radio, donnant en plus beaucoup d'informations concernant les nouveaux projets. Selon Peppino Ortoleva les caractéristiques principales de la naissance du mouvement italien sont : 1) la dimension nationale du phénomène qui se développe aussi bien dans les grandes villes que dans les localités de province; 2) la mobilisation de ressources humaines et économiques nouvelles tels que les jeunes bénévoles et les formes de financement alternatif ; 3) la prise de la parole que s'associant à la contestation des jeunes, déterminait la naissance de nombreuses radios libres; 4) enfin la caractéristique de se situer volontairement au dehors des institutions et au moins au début, au dehors des partis traditionnels. Plusieurs radios libres sont issues des formations d'extrême gauche telles que Avanguardia Operaia, Lotta Continua, et d'autres associations faisant référence à l'univers mixte de l'extrême gauche italienne des années soixante-dix.

D'après une enquête de la Rai réalisée au début de 1976 le nombre de radios recensées rejoint les 580 unités.

Rome et Milan qui représentent le deux capitales de la communication en Italie constituent un observatoire privilégié où vérifier les différents styles et buts des

projets de radios. Au début à côté des radios musicales telles que Milano International, on peut vérifier le développement de projets militants. A Milan c'est Umberto Eco qui dans les pages du « Corriere della Sera » se charge de souligner les différences entre les stations musicales et politiques. A côté des ces premiers groupes plus nombreux, il y a aussi plusieurs expériences de simples passionnés des instruments radiophoniques tels que les amateurs de CB (citizen band) ou des gens qui aiment et désirent simplement parler au micro ou faire entendre leur musique préférée. Ce qui se passe en Italie, notamment à Rome, est signalé aussi par des envoyés du quotidien « Le Monde » qui soulignent la variété du nouveau panorama radiophonique de la capitale où l'on peut capter aisément parmi les vraies stations aussi bien des radios commerciales telles que Radio Luna, Radio G.B.R. et Radio Roma 104, que des radios politiques telles que Radio Radicale et Radio Città Futura. Dans cette phase, comme le montre la revue Interférences en France, une telle prolifération des émetteurs libres en Italie est assurée par le développement de l'instrumentation technique et par l'usage diffusé de la bande à modulation de fréquence.

Les avantages de la MF sont résumables par plusieurs aspects: la possibilité d'émettre un signal constant pendant la durée de la journée en assurant ainsi une réception d'un niveau assez bon; l'avantage logistique de connaître, au moins d'un point de vue théorique, le nombre des auditeurs en base au rayon d'émission de la station; enfin les avantages économiques déterminés par le coûts plus bas par rapport à une radio en MA, soit au niveau des charges d'installation que de maintenance; dans le printemps 1977 la revue Interférences révélait la même analyse en montrant que la modulation de fréquence aurait permis une possibilité majeure d'accéder aux médias par les citoyens. Sur le versant politique en 1975 en France, le Parti Socialiste manifeste la volonté d'étudier soigneusement le dossier du décentrement et des radios locales. Cette attention conduit à la rédaction du projet de radios locales du Parti Socialiste Maurice Séveno, un projet qui pourtant sera vite laissé tombé par les dirigeants du Parti.

Dans cette période il y a encore le lancement de deux radios écologistes. Radio Active à Paris naît afin de protester contre une initiative à laquelle s'étaient opposés les mouvements écologistes ; au fil des mois il y a aussi les brèves parutions de Radio 104 à Grenoble et d'une autre Radio Active à Lyon. Au même moment, le Comité pour le Respect au droit de l'information radiotélévisé, un organisme composé par

des membres des partis appartenant au Programme Commun, présente son rapport en montrant comment le temps d'antenne réservé à la majorité et au Président de la République, était de loin en faveur, puisque le rapport entre les membres de la majorité et ceux de l'opposition était de 1 à 3.

En Italie devant la prolifération des antennes, les chaînes de la Rai accusent une très forte diminution de l'audience au profit des radios libres. En deux ans les radios libres enlèvent à peu près la moitié de l'audience totale aux radios de la Rai. Le Président de la Rai Beniamino Finocchiaro se plaint des radios libres et affirme qu'elles sont contraires à l'esprit de la loi visant à garantir le maximum de pluralisme contre la concentration et qu'elles alimentent surtout des intérêts commerciaux. Certains journalistes de la Rai au contraire reconnaissent l'importance des radios libres qui avaient su répondre à un besoin réel de communication que la Rai n'arrivait plus à maîtriser. Les institutions dénoncent les stations d'occuper des fréquences de manière illégitime et font recours à la Cour Constitutionnelle. Désormais, face à la croissance des radios qui ne paraît s'arrêter, la légalisation des radios libres semble de plus en plus certaine. C'est alors que la Cour Constitutionnelle se charge de rendre l'arrêt historique du 28 juillet 1976 qui déclare que les radios libres pouvaient librement s'implanter à condition qu'elle ne dépassent pas le rayon local. La cour ne spécifiait pourtant pas les dimensions de ce « rayon local » d'émission en favorisant, une course à la puissance des émetteurs pendant les quinze ans qui précèdent la loi Mammì de 1990, la première loi avec laquelle le paysage radiophonique italien sera institutionnalisé après la croissance des radios libres entre 1975 et 1976.

De Radio Verte aux radios pirates

La naissance du mouvement français qui peut être située à partir de l'expérience de Radio Verte se nourrit du précédent italien. Pourtant c'est le cas singulier d'une radio écologiste dans Paris à proposer aux yeux de l'opinion publique la question du monopole. Par rapport au début des radios libres italiennes on remarque plusieurs différences : en Italie à partir de 1975 le phénomène des radios libres apparaît et va acquérir bientôt une dimension de masse. Les programmes des émetteurs les plus structurés couvrent une grille de programmes de 24 heures en montrant la solidité de plusieurs projets. C'est notamment le cadre juridique plutôt incertain qui conduit à la naissance d'un nombre si ample des nouvelles expériences radiophoniques. En France dans la première phase, les radios sont éphémères, les programmes préenregistrés ne

sont pas en direct et durent seulement pour quelques minutes et en général elles n'ont pas une grille de programme structuré. Le cas de Radio Verte en France est emblématique à propos d'une des caractéristiques les plus évidentes des radios libres en France, c'est-à-dire que il s'agissait d'un phénomène dont on parlait plus qu'écouter les radios. En fait la publicité garantie par des autres médias à propos de Radio Verte détermine un grand débat dans l'opinion publique. Radio Verte est lancée en grand style dans la soirée électorale du 20 mars 1977 sur le plateau de TF1, lors que Brice Lalonde, porte-parole du mouvement écologiste « Les Amis de la Terre » fait entendre au public l'émission de la nouvelle radio. Il s'agit d'un coup de théâtre bien orchestré par Antoine Léfèbure et Brice Lalonde, car le programme n'est qu'une registration, mais dans cette soirée près 15 millions de téléspectateurs sont branchés sur TF1 et pour la première fois depuis la Seconde Guerre Mondiale, ils peuvent écouter un signal différent des chaînes de Radio France et des radios périphériques. Le projet de Radio Verte s'était développé à partir de la collaboration entre la rédaction de la revue « Interférences », représentée surtout par son directeur Antoine Léfèbure et les écologistes des Amis de la Terre, représentés par Brice Lalonde. Le but de cette rencontre était de constituer à Paris des expériences des radios de quartier afin de « donner aux gens les moyens de prendre en charge de manière autonome une information locale, d'exprimer leurs désirs ». A l'origine du projet de Radio Verte il y avait donc deux sensibilités : d'un côté les « techniciens » désireux de permettre le maximum de diffusion de la technique de la radio en MF ; et de l'autre les écologistes soucieux d'associer les thèmes écologistes au développement des médias locaux.

La curiosité autour de Radio Verte est alimentée par la grande couverture de presse qui cherche à expliquer les buts de cette station. L'expérience est étonnante car il s'agit d'un moyen qui se situe volontairement au dehors du monopole et son apparition était destinée à ouvrir une brèche dans ce monopole. Dans la longue phase de débat de l'opinion publique à propos de Radio Verte et des possibles conséquences sur l'organisation de l'audiovisuel en France, la radio et ses animateurs affirmaient de ne pas vouloir se mettre en concurrence avec Radio France, mais au contraire de vouloir être un moyen complémentaire aux chaînes du service public. Pourtant les autorités refusent de donner une dérogation au monopole pour Radio Verte et Jean Autin, Président de la TDF parle à propos de cette radio d'un phénomène « d'intoxication pure et simple » en se disant prêt à utiliser tous les moyens à sa

disposition afin d'empêcher les émissions de la station écologiste. Après deux mois pendant lesquels Radio Verte est devenue un argument de la presse, finalement le 13 mai 1977, ses émissions débutent. Le contenu diffusé était une émission préenregistrée de 35 minutes pendant laquelle on pouvait écouter les déclarations d'Antoine Léfèbure, du journaliste de « Le Monde » Pierre Viansson-Ponté et parmi les autres de Brice Lalonde qui soulignait l'importance d'une radio telle que Radio Verte afin de rapprocher les gens et d'échapper à l'isolement produit par la métropole parisienne. Trois jours plus tard à l'occasion d'une nouvelle émission de la station, les programmes sont vite couverts par l'intervention de la TDF qui à travers la technique du brouillage rend inaudible Radio Verte. Même dans les jours suivants des tentatives d'émission seront réduits au silence par le brouillage de l'Etat, qui avec cette attitude montrait de vouloir maintenir le monopole et de ne pas être disponible à tolérer des émissions pirates. C'est en fait encore Jean Autin, le Président de la TDF qui qualifie le phénomène Radio Verte, comme radio pirate. Cela n'empêche que la naissance de Radio Verte avait contribué à faire surgir un nouveau besoin de communication, qui pouvait désormais être satisfait à travers la radio, aussi bien qu'à ouvrir le débat sur la liberté des ondes en France.

Après le brouillage l'équipe de Radio Verte décide d'interrompre son projet. La décision est due en partie à la répression de la TDF, mais aussi aux divergences entre les écologistes et les techniciens. En fait alors que Antoine Léfèbure prônait de rompre avec le « discours radiophonique officiel » à travers la création des radios locales, les écologistes souhaitaient diffuser des thématiques liées aux problèmes de l'environnement, en utilisant les radios aussi comme moyen de propagande. Dans les colonnes d'Interférences s'allait ratifier cette séparation qui déterminera la fin de la première phase du mouvement des radios libres en France. Comme témoignage de l'attention des groupes écologistes pour l'usage de la radio et en général comme instrument de propagande, il faut signaler les activités de deux stations qui se développent dans cette phase. A partir de 4 juin 1977 se constitue Radio Verte Fessenheim, lancée par des militants écologistes de l'Alsace afin de s'opposer à la construction de la centrale nucléaire de Fessenheim. A Nantes le 10 juin 1977, Radio Libre 44 est implantée pour protester contre la création de la centrale nucléaire du Pellerin. Ces expériences montrent comme au début du mouvement des radios libres en France la radio locale est considérée un instrument pour diffuser des contenus écologistes ou des revendications des groupes qui l'utilisent comme un instrument de

propagande. Si le mouvement français au début se caractérise pour être expressions de minorités et en général des groupes militants, en Italie déjà à ses débuts les radios s'installent dans la durée et proposent une alternative aux chaînes de la Rai. En France la répression des autorités afin de faire respecter le monopole sur l'audiovisuel, sera à l'origine de ce que Thierry Lefebvre a qualifiée comme « la bataille des radios libres », qui verra un mouvement clandestin réclamer avec force la liberté des ondes et l'ouverture du secteur dans les années qui précèdent l'arrivée de François Mitterrand et de la gauche au pouvoir en mai 1981.

PARTIE SECONDE

II. La prise de la radio (1976-1979)

Radios libres et contestation

Après la parution des premières radios libres la radio s'impose comme l'outil le plus immédiat pour prendre et donner la parole. Dans l'Italie des années soixante-dix elle se veut un instrument à disposition des militants afin de contrecarrer les informations véhiculées par les grands médias. La nature de la radio, sa prédisposition à l'oralité et à recréer les conditions typiques d'une conversation permet un usage de la radio ouverte aux auditeurs qui peuvent participer en direct aux programmes à travers le téléphone. En Italie au moins jusqu'en 1978 les radios du « Movimento » ou radios démocratiques ont été les plus actives dans la recherche d'une nouvelle modalité de gestion et de fonctionnement de la radio. A ce propos l'innovation la plus importante au niveau des contenus a été un nouveau rapport à l'information. Les radios libres sont devenues l'un des lieux privilégiés où développer une logique de l'information alternative ou de contre-information. Si d'après Umberto Eco et Patrizia Violi l'information alternative se différencie par rapport à la contre-information car elle utilise les mêmes médias mais en altérant les contenus, alors il faut classer les radios libres du « Movimento » dans le socle de l'information alternative. La tendance à utiliser la radio comme instrument pour restituer la parole aux gens ou pour mobiliser les populations locales se manifeste aussi à travers les exemples de radios pirates de province en France. Radio Verte Fessenheim naît en juin 1977 pour répondre à la carence d'information locale et pour solliciter la population de la vallée du Rhin à se battre contre l'implantation de la centrale nucléaire de Fessenheim. Les émissions de Radio Libre 44 à Nantes associent la contestation à la central nucléaire

du Pellerin, à l'explication des motifs de la grève des ouvriers des chantiers navals de la Dubigéon. Radio Libre Toulouse se veut une radio pour l'occitanisme en inaugurant la prédisposition de radio à soutenir la promotion de la culture et de l'identité régionale. A Paris on enregistre dans cette phase la naissance de Radio Abbesses Echo, une radio de quartier du XVIII^e arrondissement. La volonté des animateurs aussi bien en Italie qu'en France semble répondre aux concepts formulés par Bertolt Brecht dans les années Trente, donc dans une époque expérimentale de l'histoire de la radio, quand il envisageait la possibilité de transformer la radio « de moyen de distribution en moyen de communication » en favorisant le rapprochement entre les hommes.

Entre information alternative et liberté d'expression

L'information alternative des radios démocratiques se caractérise par de nouvelles modalités de récolte des nouvelles et par un nouveau rapport avec le public. Les émissions se déroulent pour la plupart en direct, en utilisant des reportages réalisés par des envoyés qui racontent l'actualité sans filtres ou censure. Les expériences les plus innovatrices se situent dans les grandes villes notamment à Milan avec Canale 96, Radio Milano Centrale, Radio Popolare et à Rome avec Radio Radicale, Radio Città Futura, Radio Onda Rossa. Radio Popolare joue un rôle décisif dans l'ouverture d'un débat public dans les années de la contestation à Milan en se proposant comme une nouvelle agora virtuelle où les auditeurs se confrontent et discutent sur les questions politiques les plus actuelles ; de son côté Radio Radicale se pose au service du public en inaugurant une radio novatrice au profil de l'information, qui dans la courant des années ira s'imposer dans le panorama de l'information radiophonique en tant que station organisée et structurée. La naissance de milliers de radios libres en Italie, entre 1975 et 1979, on calcule que le nombre des émetteurs passe de 150 à près de 2600 radios, à travers les radios militantes telles que Radio Popolare et Radio Radicale, détermine la création des véritables lieux où élargir l'espace même de la sphère publique. Comme déjà l'avait bien remarqué Jurgen Habermas les moyens électriques de communication ont contribué à cet élargissement en favorisant plusieurs occasions de débats, de dialogue avec les auditeurs et surtout la possibilité pour les auditeurs d'avoir la possibilité de faire partie d'une communauté ayant les mêmes intérêts ou les mêmes idéologies. La présence de revues de presse, d'espaces

autogérés par différents groups (féministes, homosexuels, comités d'usine), et en général de plusieurs occasions de discussion rendaient effectives ces possibilités.

En France après les toutes premières expériences de radios libres, le tableau change avec l'entrée en scène de Radio Fil Bleu en juillet 1977. C'est avec cette station, animée par des jeunes militantes du Parti Républicain du Président Giscard d'Estaing, que la bataille contre le monopole rentre dans le domaine juridique. L'équipe d'avocats qui anime Radio Fil Bleu veut créer un précédent juridique afin de montrer que le monopole était désormais caduque. Après le brouillage des premières émissions de la station, le parquet de Montpellier porte plainte contre Radio Fil Bleu pour violation du monopole. Les avocats de la radio au même temps portent plainte contre la TDF en s'appuyant aux suivantes motivations :

- 1) le monopole n'existait plus car les radios périphériques le violaient chaque jour en diffusant leurs programmes en France ;
- 2) il y avait une vide législatif parce que la loi ne prévoyait pas des conditions pour obtenir des dérogations au monopole et donc on ne pouvait pas interdire expressément les radios libres.
- 3) Enfin que le monopole était contraire aussi bien à liberté d'expression inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme, que aux principes fondamentaux du droit public français.

A la lumière de ces revendications, interdire des émissions des radios libres ou locales équivalait à contraster le principe de la liberté de presse. Les animateurs de Radio Fil Bleu essayent de rallier au projet aussi la direction du Parti Républicain en proposant d'étudier soigneusement le dossier des radios libres.

Pourtant le rapprochement du Parti républicain à la question de la liberté des ondes soulève plusieurs critiques par l'opposition, notamment de la part du Parti Communiste qui voyait dans l'ouverture du secteur radiophonique et l'abandon du monopole la volonté d'ouvrir le marché radiophonique aux puissances de l'argent. Le cas de Radio Fil Bleu est significatif car il s'agit de la première radio libre de cette phase n'ayant pas une vocation de gauche ou de se voulant expression de quelque revendication sociale. Dans cette phase la plupart des radios libres se positionnent à l'opposition du gouvernement de Raymond Barre et Radio Fil Bleu va représenter une exception, une anomalie. Dans une perspective comparée il faut remarquer le rôle joué par l'Italie et la France autant par Radio Fil Bleu que par Radio Radicale en direction du progrès de l'idée de liberté d'expression. Si Radio Fil Bleu vise le champ

juridique pour affirmer ce droit, Radio Radicale utilise son espace pour donner la parole à différentes associations, aussi bien qu'à laisser un espace médiatique aux auditeurs.

Au niveau des radios militantes en septembre 1977 en France a lieu la naissance de l'Association pour la liberté des ondes (ALO) afin de donner un soutien juridique et des informations techniques aux radios ; cette rencontre représente une première forme de coordination des émetteurs qui s'étaient rencontrées en occasion du rassemblement du Larzac, rendez-vous de l'extrême gauche française en août 1977, lors que quinze stations avaient émis pour réclamer leur droit à exister en tant que médias nouveaux et alternatifs. Parmi les personnalités qui soutiennent la naissance de l'ALO on trouve Antoine Léfébure et Brice Lalonde, protagonistes du lancement de Radio Verte, mais aussi des représentants de la culture française contemporaine tels que Gilles Deleuze, Michel Foucault, Jean-Pierre Faye, Jean-Marc Fombonne, Gérard Fromanger, Serge July et Félix Guattari. La nécessité d'une coordination entre les différentes radios se révèle urgente face à l'attitude des autorités qui continuent à brouiller les émissions pirates de par leur action répressive.

Après une période où les autorités ne veulent pas admettre la possibilité pour les radios d'émettre, en décembre 1977 le juge de Montpellier Lapierre rend un verdict de non-lieu sur l'affaire Radio Fil Bleu, destiné à ouvrir une nouvelle phase. Même cette sentence est contestée par l'opposition qui voit dans l'opération Radio Fil-Bleu un instrument avec lequel ouvrir le marché aux profits des intérêts privés. Ce sont aussi les radios se ralliant autour de l'ALO qui donnent une évaluation négative de la question en estimant que Radio Fil Bleu n'étant pas une vraie radio indépendante mais plutôt le paravent d'une entreprise juridique destinée à faire tomber le monopole et qu'elle aurait favorisé seulement des intérêts commerciaux.

Les radios « démocratiques » et le mouvement du 1977 : Radio Alice et les autres

Les radios démocratiques italiennes connaissent leur dernier moment de popularité avec le mouvement du 1977 en Italie. Considéré comme la dernière expression du long «Soixante-huit italien» ce mouvement trouve dans les radios libres un lieu privilégié où diffuser ses revendications et ses contenus. Les radios qui jouent ce rôle et que deviendront au fil des mois des véritables composantes de la contestation étudiante sont notamment « Radio Città Futura » à Rome et Radio Alice à Bologne.

Si dans le cas de Radio Alice on verra plus tard son impact dans la recherche d'une nouvelle modalité de production et de gestion de la radio, en ce qui concerne Radio Città Futura il faut remarquer comme cette station, se situant à l'intérieur des mouvements de lutte actifs en Italie au milieu des années Soixante, suit la parabole des organisations d'extrême gauche en Italie et à Rome. Créée en février 1976 en tant qu'expression de la formation politique d'« Avanguardia Operaia », bientôt cette radio se veut comme la voix du mouvement dans l'ensemble et non comme la voix d'un seul groupe ou parti. Radio Città Futura est l'une des premières radios à inaugurer un programme complètement géré par un collectif féministe avec les émissions de « Radio Donna ». Cette radio va vite devenir l'une des voix plus irrévérencieuses de la MF à Rome, car son but déclaré était celui de représenter une alternative à « l'information bourgeoise ». Durant 1977 Radio Città Futura à Rome deviendra l'une des composantes du « Movimento » qui se développe dans l'année. Elle aura un rôle très important dans les longues heures de directe autour des rassemblements et des violentes manifestations qui se déroulent en cette année là dans la capitale. La radio est témoin de violents affrontements entre la police et les Collectifs autonomes et donne des informations de plus en plus précises sur ce qui se passe à l'intérieur des débats des organisations d'extrême gauche. On a souvent rappelé que le rôle des radios démocratiques en Italie a été central jusqu'en 1978. Même Radio Città Futura connaît sa période la plus performante dans cette phase qui coïncide avec l'une des périodes les plus aigües de la contestation des jeunes en Italie. Mais c'est à travers l'expérience de Radio Città Futura qu'on peut bien mesurer le début de ce qu'on appelle le « riflusso », c'est-à-dire la fin de la saison de l'engagement politique militant qui dans l'Italie des années Soixante-dix avait connu une dimension et une ampleur de masse. Déjà dans les émissions de fin 1978 et fin 1979, les auditeurs se plaignaient que Radio Città Futura, même si elle restait encore pour certains un point de référence dans le panorama médiatique alternatif, avait perdu son élan et sa capacité de favoriser une réelle identification des auditeurs avec la station. Ces critiques témoignaient du début d'une phase différente par rapport à 1975 pour les radios démocratiques italiennes : Radio Città Futura montrera plusieurs éléments de crise que connaissaient aussi bien les groupes d'extrême gauche que l'idée de la communication alternative, au moins comme elle était envisagée par les tenants du discours radiophonique militant. À côté des expériences de Radio Città Futura à Rome, de Radio Popolare à Milan et d'autres nombreuses initiatives, la radio

la plus célèbre du mouvement des radios libres italiennes demeure sans doute Radio Alice de Bologne. Créée en 1976 par les animateurs du groupe culturel A/traverso, le collectif de Radio Alice se proposait la transformation du langage radiophonique traditionnel. Radio Alice se définissait une station « mao-dadaïste », en indiquant avec cette formule une approche ironique au dogmatisme typique de la plupart des groupes d'extrême gauche. Influencée par les théories des avant-gardes artistiques et poétiques d'Antonin Artaud et de Vladimir Majakovskij, la radio se proposait de changer les schémas conventionnels de la communication radiophonique afin de faire émerger « le langage de la vie quotidienne, de la vie vraie ». Selon les animateurs on pouvait réaliser à travers la radio l'ancienne utopie dadaïste visant à « abolir l'art/abolir la vie quotidienne ». Il est nécessaire de situer l'histoire de Radio Alice dans le contexte de la ville de Bologne en 1977 où s'enregistrent dans ces années la présence de nombreux étudiants universitaires exprimant un très vivant ferment culturel. Symbole du pouvoir du Parti Communiste au niveau de l'administration locale, la ville connaît pourtant un très ample mouvement d'étudiants notamment en 1977. Au début des années soixante-dix Hans Magnus Enzensberger avait envisagé une « stratégie socialiste pour les médias » en soutenant que désormais la technique rendait possible à tous de devenir des potentiels émetteurs. Afin de s'opposer à l'usage manipulateur et répressif des médias opéré par les classes dominantes, il fallait une stratégie qui aurait permis de changer ce rapport. Ainsi selon Enzensberger on aurait pu, comme déjà l'avait affirmé Bertolt Brecht dans les années Trente transformer la radio de moyen de distribution en moyen de communication. Pourtant dans la même période Jean Baudrillard montrait que les réflexions d'Enzensberger étaient « une illusion stratégique » car les médias, à cause de leur structure même, ne pouvaient pas assurer n'importe quelle forme d'échange entre les hommes. Alors selon Baudrillard les effets de la communication sur la société dépendaient moins des intentions politiques des acteurs sociaux participant à la communication, que des modalités relationnelles offertes par la technologie. Influencée par l'analyse de Baudrillard la volonté des animateurs de Radio Alice était de constituer la radio en opposition aux théories militantes. A partir de sa naissance Radio Alice lance ses messages alternatifs et anticonformistes en privilégiant les téléphonés en direct des auditeurs, les bulletins d'informations, mais aussi les concerts de groupes émis directement dans son studio outre à la musique la plus combative de la période (Led Zeppelin, Frank Zappa, Jimi Hendrix, Patti Smith et Who). Mais il y a aussi la place

pour toutes les minorités intéressées à véhiculer leurs contenus à la radio, telles que par exemple les groupes féministes et homosexuels ou les collectifs d'ouvriers en lutte. Le téléphone par l'intermédiaire de la radio devient l'instrument à travers lequel la voix change son rôle et permet la transformation des programmes qui deviennent le fruit d'une élaboration collective. La radio acquiert notoriété aux yeux de l'opinion publique après l'inculpation en mars 1976 de l'un de ses animateurs Francesco « Bifo » Berardi, accusé de participation à bande armée. La radio se mobilise afin de défendre son animateur (après quelques mois les accuses se révéleront infondées) et connaît une très ample soutien par la population locale notamment pas les jeunes. L'histoire de Radio Alice est devenue célèbre à cause de sa fermeture et de sa saisie opérées par les autorités la nuit du 12 mars 1977. La mort d'un étudiant le jour précédent, après de violents affrontements entre les manifestants et la police, avait déterminé un climat de forte protestation et de tension dans la ville de Bologne. L'intervention de l'armée dans le centre de la ville déchaîne les dures protestations des étudiants. C'est alors que Radio Alice se charge de donner en direct nouvelles et informations sur les déplacements des forces de police pendant les affrontements. C'est pour cette raison que la radio sera bientôt fermée par la police et réduite au silence. Même si dans les jours suivants la station recommencera à émettre grâce à l'aide des autres radios de Bologne, cet épisode marque la fin symbolique de cette expérience que se poursuivra jusqu'en 1981, mais sans ses traits de spontanéité et d'innovation qui étaient ses caractéristiques principales. Radio Alice soulèvera aussi un âpre débat dans la presse opposant Umberto Eco et d'autres journalistes à propos de la légitimité à émettre et à diffuser des informations sur les déplacements de la police et plus en général s'interrogeant sur le rôle des radios libres en tant que nouveaux moyens d'information. Radio Alice bénéficiera d'un écho international. Dans le manifeste contre la répression paru en juillet 1977 sur le quotidien « Lotta Continua », signé parmi les autres par Jean Paul Sartre, Michel Foucault, Roland Barthes, Félix Guattari, Philippe Sollers qui s'adressait à critiquer la politique du compromis historique du PCI et de la DC, la fermeture de la radio était considérée inscrite dans cette politique de répression menée par les principales partis.

La plupart des radios du «movimento» s'étaient ralliées autour de la FRED, c'est-à-dire la Fédération de Radio Emetteurs Démocratiques. Cet organisme représentait un important point de référence pour les radios militantes italiennes, car il se proposait d'étudier des modalités de financement alternatives et différentes à la publicité

commerciale, mais aussi de favoriser une coordination parmi les radios ; après sa naissance en 1976, dans l'espace de deux ans la FRED connaît une grave période de crise, coïncidant avec la crise de la plupart des projets des radios militantes. Si en occasion du premier congrès de l'association qui se déroule en 1977 les radios censées sont plus de 200, en juin 1978 les émetteurs représentés sont seulement 80 et elles n'ont plus le même esprit combatif des années précédentes. C'est alors en 1978 qu'il y a la dernière présence de la FRED dans le monde radiophonique italien. La dissolution de cette Fédération montrait bien comment, après les nombreuses activités des radios libres militantes entre 1975 et 1978, l'idée d'une communication alternative connaissait un recul au profit de la progressive affirmation de l'idée de la radio commerciale, qui à partir de ce moment s'imposera vite dans la plupart des radios libres italiennes. D'un autre côté la fin de la FRED témoignait aussi combien de différences existaient au niveau des projets entre les mêmes radios militantes expressions de groupes d'extrême gauche.

Du modèle de Radio Alice à la loi Lecat

L'histoire de Radio Alice à partir de sa répression avait connu un écho significatif notamment en France à travers la signature du manifeste contre la répression par les intellectuels français. Le rapport entre Francesco Bifo Berardi, l'un des principaux animateurs de la station italienne, et Félix Guattari avait contribué à divulguer non seulement l'histoire, mais surtout le modèle qu'elle allait représenter dans les intentions des tenants de la radio libre militante en France. A ce propos Félix Guattari avait rédigé la préface à l'édition française du livre « Alice è il diavolo », paru aux éditions J.P. Delarge en 1977. A propos de la France dans la préface Guattari soulignait la volonté du pouvoir d'interdire l'accès à l'antenne aux voix des minorités, ce que au contraire s'était passé en Italie. Le théoricien de la « révolution moléculaire » voyait dans la création de radios de petites dimensions les moyens par lesquels les groupuscules auront pu avoir leur place sur les ondes et dans les médias. Les animateurs de Radio Alice étaient aussi restés influencés par les théories élaborées par Guattari et Gilles Deleuze dans l'œuvre « L'Anti-Œdipe. Capitalisme et schizophrénie » du 1972. En comparant l'imaginaire sociale à l'inconscient, il fallait considérer l'imaginaire sociale comme une fabrique où se produisent les attitudes et où s'élaborent les formes de conscience discursive que la société mettait en scène. La

responsabilité de la radio en tant que moyen de communication devait faire face à cette dimension afin d'exprimer la « puissance révolutionnaire du désir », afin d'agir sur les mouvements de la société et remplir un rôle de transformation réelle.

Au début du 1978, malgré la sentence de non-lieu donnée pour Radio Fil Bleu, la situation des radios libres restait dans l'incertitude juridique et la répression menée à travers le brouillage des émissions par la TDF se poursuivait. C'est dans cette même période que commence à se creuser l'écart entre les projets de radios militantes et les projets de radio réclamant simplement la liberté d'expression, donc en bref entre le projet de Radio Verte et celui de Radio Fil Bleu. A l'heure de la première journée nationale des radios libres, qui se déroule en février 1978, le ministère de l'Intérieur recensait à peu près 40 stations. A Paris on en dénombrait huit, alors que la plupart se situaient en province, notamment dans le Nord de l'Hexagone. Les projets militants dans cette phase sont les plus nombreux et témoignent d'une différence profonde à propos de l'idée de radio que les groupes poursuivent.

Les modèles en opposition sont entre celui de Radio Alice et celui d'une radio commerciale réclamant simplement la liberté d'expression. Récemment Cécile Méadel à propos du mouvement des radios libres en France a parlé du précédent italien. Il s'agissait d'un exemple pour lequel les opinions étaient profondément différentes, divisées entre fascination et refus de ce que on appelait l'« anarchie à l'italienne ». A côté des radios militantes commencent à paraître des expériences radiophoniques avec un profil commercial défini telle que Génération 2000 à Paris, la première station pirate à diffuser un message publicitaire. Bientôt les clivages idéologiques conduisent au rapprochement entre la partie de l'ALO qui se referait à Antoine Léfèbure, qui prônait le recours à la publicité afin de garantir un meilleur service et confort d'écoute pour les auditeurs, et les animateurs de Radio Fil Bleu, soucieux d'ouvrir le secteur afin de garantir le maximum de liberté d'expression. Cet objectif commun détermine la création du Bureau de Liaison Consensus Liberté Radio en mai 1978 auquel adhèrent à peu près quinze collectifs de radios. De l'autre côté les radios militantes, favorables à l'idée de la radio en tant que medium pauvre, de petites dimensions, capable d'assurer l'espace de parole et d'expression aux minorités et à tous les exclus de la communication, avaient promu la rencontre internationale ALFREDO 78. Cette rencontre réunissait les collectifs d'à peu près 300 radios en provenance de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Espagne et de la France. En défendant les radios en tant que instrument d'expression des minorités et en acceptant

la théorie du moyen pauvre, ces radios refusaient tout recours à la publicité et envisageaient des possibilités de se sustenter alternatives comme par exemple les souscriptions des auditeurs, l'organisation des concerts et de manifestations. La volonté de ces radios était de préserver leur indépendance par rapport à n'importe quelle pouvoir économique et politique. Cette rencontre figeait les différences à l'intérieur du mouvement des radios libres françaises : en juin 1978 sur l'initiative de Félix Guattari et des autres personnalités se créait la Fédération Nationale des Radios Libres non commerciales (FNRL), composée par 22 collectifs radios. La création de deux distinctes fédérations s'était produite dans une période où la répression se poursuivait à l'égard des radios qui décidaient d'émettre encore en régime de monopole. Dans les expériences de cette phase emblématique on note le cas de Radio 93 à Saint Denis. Installée dans le locaux d'une librairie, selon Thierry Lefebvre cette station « s'impose comme le modèle de la «radio libre populaire» à l'italienne [...]». Elle se veut ouverte au public, émet à des horaires réguliers et annonce systématiquement son numéro de téléphone à l'antenne ». Pourtant elle sera saisie et réduite au silence par l'intervention de la police fin avril 1978, en provoquant l'appui et le soutien des autres collectifs de radios libres. Les animateurs de Radio Fil Bleu, bien que reconnaissant le rôle joué par les radios militantes d'extrême gauche, les seules à avoir de l'initiative face à l'immobilisme des partis politiques sur les dossiers des radios libres, se disent favorables à l'ouverture du secteur en refusant le modèle de Radio Alice, qui aurait interdit aux radios de se développer librement car des radios de ce type auront représenté des expériences que les pouvoirs ne voulaient pas faire développer, en agitant le spectre de ce qui s'était passé en Italie avec la prolifération des émetteurs.

Dans le domaine juridique la confirmation du non-lieu en appel rendu par le juge à propos de l'affaire Radio Fil Bleu, détermine une très forte réaction du gouvernement et du Président de la République. La confirmation du non-lieu comportait un vide juridique qu'aurait permis la prolifération des radios en France à l'instar de ce qui s'était passé en Italie avec la sentence du Conseil Constitutionnel du juillet 1976. C'est alors le Président de la République Giscard d'Estaing qui charge le Ministre de la Culture et de la Communication Jean-François Lecat de rédiger un texte de loi visant à intégrer la loi du 1974. La loi Lecat, approuvée en juin 1978, prévoyait des lourdes sanctions pour les contrevenants au monopole. Le première article de la loi était fortement répressif en affirmant que

«Toute personne, qui en violation du monopole prévu par la présente loi aura diffusé un émission de radiodiffusion ou de télévision sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 10 000 à 100 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de condamnation le tribunal prononcera la confiscation des installations et des appareils ».

La motivation d'une loi ayant un caractère si répressif, exprimée dans la discussion à l'assemblée Nationale, venait de l'expérience italienne et dans l'ouverture du secteur des années précédentes. Dans les paroles du Ministre Lecat il y avait le refus total de l'anarchie à l'italienne :

« Il faut épargner à notre pays les errements que connaissent certains de nos voisins chez qui l'abandon du service public a très vite dérivé vers l'anarchie, ou dégénéré en un laxisme où l'esprit de lucre, le plus vulgaire et le plus sommaire, a supplanté le droit à l'expression; tout cela débouchant sur une espèce de cacophonie finale: songeons qu'à Rome, par exemple, 84 radios se bousculent pour émettre entre 88 et 104 mégahertz finissant pas se chevaucher et devenir complément inaudibles. Où est la communication dans tout cela?

Si la majorité soutenait la mesure à travers l'UDF et le RPR de Jacques Chirac, la gauche se déclarait contraire. La gauche ne voulait pas remettre en cause le monopole, auquel elle restait encore attachée comme meilleure garantie de pluralisme, mais l'opposition se disait contraire à la loi parce qu'elle critiquait la gestion des médias par la majorité et en particulier elle critiquait ce qu'elle appelait la « mainmise giscardienne sur les médias ».

En mai 1978, une année après le lancement de Radio Verte, l'opinion publique française bien que reconnaissant le caractère éphémère de la plupart des stations pirates, exprimait un discret soutien aux radios libres. D'après un sondage du CEO (Centre d'Etude d'Opinion) réalisé en mai 1978, 47% déclaraient avoir déjà entendu parler du phénomène, alors que le 42% n'était pas informés sur ces expériences. En ce qui concerne la diffusion des programmes seulement le 3% affirmait d'avoir entendu au moins une fois des émissions, alors que le 77% n'en avait pas encore eu l'occasion. Enfin presque le 47% se déclarait favorable à la création des radios libres contre le 28% qui se disait contraire. Pourtant à partir de la loi Lecat pour les radios libres françaises commence une période de répression qui contrastait profondément avec la situation de dérégulation à l'italienne. En 1979 avec l'entrée en scène des syndicats et des partis politiques, une phase différente serait commencée pour les radios libres en France.

PARTIE TROISIEME

III. Radios libres : entre espace local et réponse de la radio publique

L'espace local de la radio

La parution des radios libres aussi bien en Italie qu'en France favorise une nouvelle modalité de communication au niveau de l'échelle locale. Cette mutation était significative parce que, hormis de brefs espaces consacrés à l'information et à la culture régionale dans certains créneaux des chaînes de la radio publique, l'espace local de la communication était négligé et confié notamment à la presse régionale. Les radios libres contribuent à combler les carences de la communication radiophonique centralisée et œuvrent en direction d'une véritable communication décentralisée. Le rayon local d'émission pour les radios libres était au début déterminé par plusieurs motivations d'ordre technologique, mais aussi économique et social. Au niveau technologique la diffusion en MF, couvrant un rayon d'émission allant de 10 km à 100 km, imposait une diffusion circonscrite à des lieux et à des territoires précis ; au niveau économique l'installation des radios en MF était beaucoup moins coûteuse que d'installer des autres médias avec finalité de communication locale tels que par exemple une télévision; au niveau social la naissance d'un nombre si ample des projets radiophoniques en Italie et en France semblait répondre à un besoin de communication à l'échelle locale décentralisée et autonome par rapport aux chaînes nationales. La possibilité d'entendre à la radio des informations concernant le pays ou la région où l'on vit, rendait immédiatement l'identification des auditeurs avec les contenus de la radio. Si au début la naissance de la radiophonie d'initiative autonome semblait contribuer à élargir les occasions de fruition au niveau des informations sur la vie locale, bientôt notamment en Italie, les radios locales se posent surtout en tant que instruments d'évasion et de divertissement pour la population locale, soucieuse de pouvoir téléphoner en direct afin de demander des dédicaces, des chansons, pour promouvoir ses activités, ou simplement pour entendre sa voix ou la voix des personnes connues et qui vivent dans la même localité géographique. La radio s'affirme, avant de l'arrivée des télévisions privées locales en Italie, comme le lieu idéal pour donner voix aux communautés locales. Les rapports avec les auditeurs se construisent à partir du téléphone : la possibilité de pouvoir s'exprimer en direct en

conversant avec les animateurs, ou en participant aux concours, renforce le caractère de proximité de la plupart des radios locales.

En ce qui concerne le cas italien, une enquête de la Rai réalisé en décembre 1979, dans une phase où les radios libres s'étaient désormais bien enracinées dans le renouvelé paysage audiovisuel italien, montre bien la différence de perception de la radio publique par rapport aux radios libres. La Rai était considérée comme sérieuse, la voix officielle de l'Etat et du gouvernement ; plus en général, les chaînes de la radio publique étaient vécues comme dominantes par rapport aux auditeurs et avec une programmation stricte et sévère, envisagée au delà des besoins et des désirs du public ; les radios libres au contraire étaient perçues comme des expressions spontanées « des véritables radios de relation », des stations favorisant la participation des auditeurs que voient dans les radios privées des instruments réellement à leur disposition. D'après Giuseppe Richeri, il faut définir la communication radiophonique à l'échelle locale que se développe à partir du milieu des années Soixante-dix, suivant plusieurs significants, le terme « local » étant un terme « élastique » qui se prête à plusieurs définitions, selon qu'il se réfère à différents facteurs de la communication radiophonique. L'adjectif local peut alors se référer : 1) à la zone géographique de couverture du signal (région, agglomération, quartier, village);

2) au nombre ou à la catégorie des habitants concernés par les émissions (communautés, catégories sociales précises, groupes sociaux marginales) ;

3) à la programmation, en indiquant une radio diffusant des émissions d'intérêt local, reliées à la culture, à la politique et à l'économie d'une collectivité déterminée;

4) aux initiateurs de l'activité radiophonique, par exemple dans le cas d'une radio se voulant expression des administrations locales ou des intérêts économiques locaux ;

5) enfin local par rapport à d'autres systèmes de communication, en tant qu'élément d'un réseau plus grand, régional ou national.

Comme on l'a vu le terme « local », en étant poly-sémantique se prête à plusieurs conceptions de la radiophonie locale. Au niveau des contenus, l'espace donné aux informations sur la vie et la culture locale, beaucoup plus ample par rapport à la radio publique, semblait pouvoir assigner aux radios locales un rôle complémentaire. Bientôt pourtant la plupart des stations locales en Italie se tournent vers un modèle de radio musicale et commerciale, qui utilise l'idée de la communication locale notamment en vue d'élargir son public, mais qui dans les contenus privilégie les

émissions musicales. Le cas italien de la fin des années soixante-dix paraît significatif : selon une autre enquête de la Rai de décembre 1979, en analysant les contenus des radios locales, on peut vérifier que parmi plus de 2000 stations actives à ce moment, plus d'un tiers consacre le 70% des programmes à la musique, alors que les autres deux tiers oscillent entre le 60% et le 80%. Au niveau de contenus parlés, traditionnellement les plus diffusés dans les émissions de la radio publique, il prévaut seulement dans le 10% des stations. Pourtant la plupart des stations décidaient de structurer leur communication locale moins sur l'information et la culture, que sur la musique. Ce choix favorise un rapport plus direct entre les auditeurs et la station mais montre en même temps que tous les nouveaux projets ne naissaient pas au nom du développement de l'information locale. L'espace local radiophonique se partageait entre une majorité des radios locales musicales avec un profil commercial et radios locales de service s'adressant à la population locale.

Après la promulgation de la loi Lecat le mouvement des radios libres en France connaît une période où on assiste à la diminution des tentatives de création radiophonique. Cela en raison de la répression des émissions par le brouillage de la TDF (Christian Brochand dénombre 264 plaintes déposés par la TDF pendant l'année 1978) ; cela n'empêche qu'à travers les associations qui oeuvrent en faveur de la fin du monopole, elles sollicitent l'intervention aussi des partis politiques d'opposition. Ainsi plusieurs députés socialistes, parmi lesquels François Mitterrand, Georges Fillioud, Gaston Defferre e Pierre Mauroy, saisissent le Conseil Constitutionnel contre la loi Lecat en soutenant qu'elle contrastait avec la Déclaration des droits de l'homme et du Citoyen. Toutefois la Consulte rend un avis favorable à la loi confirmant le monopole et en affirmant qu'elle n'était pas en contraste avec les principes de la Constitution. Cela n'empêche que pendant l'été 1978 plusieurs expériences de lancer une radio ont lieu, aussi bien à Paris qu'en province. A côté des radios ayant une vocation musicale telles que Radio Noctiluque, que émet à Paris en direct pendant la nuit, on trouve aussi des radios à vocation locale visant à satisfaire le besoin de communication locale émané par de nombreuses communautés. Les radios sont aussi utilisés comme des véritables outils de propagande politique s'associant la revendication de la liberté des ondes. C'est le cas par exemple de Radio Mirabelle a Nancy, installée à partir du mai 1978 par le militant écologiste Alain Jeunet, afin de soutenir sa candidature aux élections législatives partielles et d'informer l'opinion publique sur la situation des radios libres après la loi Lecat. Bien

que les émissions caractérisées par “l’information régionale et la musique ignorée par les grands médias”, soient appréciées par le public de Nancy, bientôt la radio subit la saisie et est contrainte au silence par l’intervention de la TDF. D’autres radios représentent d’un autre côté l’expression des municipalités en place, aussi dans la banlieue de Paris : le cas de Radio Othis Survie gérée par le conseil municipal à guide socialiste est indicatif. Au cours d’une grave crise financière qui avait investi la municipalité de Othis dans la Seine et Marne, la radio est lancée avec le but d’informer la population locale et de trouver des solutions à la difficile situation économique. La station se voulait comme lieu de rencontre entre les élus et les habitants de la commune, afin de partager et d’informer sur les mesures envisagées pour résoudre les problèmes de la collectivité locale. Même si les partis de gauche saluent l’initiative en déclarant d’assister à la naissance d’une vraie radio libre, sous l’égide de la municipalité, les autorités interviennent vite afin de faire terminer les émissions d’une station très écoutée par la population locale. Le maire socialiste d’Othis Alain Romandel sera inculqué pour violation du monopole.

Pourtant la répression des fonctionnaires de Télédiffusion de France dans cette phase ne vise pas seulement les radios proches à la gauche, mais aussi des expériences de radios libres n’ayant pas une vocation politique. Radio Joufflu à Lyon, qui se veut une radio de divertissement « couleur rock », sera saisie en novembre 1978, en montrant comment à différence de la première période de la floraison des radios libres en Italie, il n’y avait aucune volonté par la majorité de favoriser des expériences de communication locale, en préférant faire respecter strictement le monopole sur l’audiovisuel. Dans cette phase l’engagement le plus fort au niveau de la promotion des radios locales, au moins d’un point de vue théorique, vient du Parti communiste et du Parti Socialiste. Les projets du Parti Communiste visent à installer les radios locales sous le contrôle des élus des municipalités locales, cela afin de maintenir ces expériences à l’intérieure du service public et d’empêcher la croissance des radios privées selon le modèle de l’« anarchie italienne ». Les réflexions du Parti Communiste essayent de trouver une solution par rapport à la demande d’accès aux médias provenant par plusieurs communautés locales, mais s’inscrivent toujours dans le respect du monopole, qui selon les communistes représentait encore la meilleure garantie du pluralisme. Il s’agissait quand même d’un changement de perspective qui reconnaissant l’importance de la communication locale, au même temps critiquait le

monopole en place, car il était considéré détourné au profit de la majorité et du Président de la République.

Certaines expériences qui se développeront dans la suite, comme par exemples les radios syndicales, montreront d'être réellement ancrées dans le tissu de la population locale et de devenir au même temps soit la voix d'une communauté, soit le lieu d'échanges entre les habitants d'une collectivité. Les radios libres aussi bien en Italie qu'en France soit au niveau des contenus que de rapport avec leur auditoire anticipent de tendances qui s'affirmeront dans les années suivantes. Déjà à partir de la fin des années Soixante-dix la diffusion de la communication radiophonique locale se noue avec les procès de dérégulation des systèmes nationaux publics de la radio et de la télévision. Un concept qui se prête à comprendre le changement au niveau de la radio est celui de communication « glocale ». Introduit au début des années Quatre-vingt-dix par le sociologue anglais Roland Robertson, afin de décrire les changements dans le management japonais, le terme est la contraction de mots « global » et « local ». Il arrive à définir la tendance des radios libres aussi bien en Italie qu'en France, soit en ce qui concerne les contenus, que l'organisation et l'audience. La radio et en particulier les radios locales semblent exprimer le strict lien entre l'espace local et l'espace global. Pierre Musso a remarqué qu'« à la globalisation de la régulation et des grands protagonistes répond la montée croissante des collectivités territoriales qui sont autant de « nouveaux entrants ». Ce mouvement à la fois local et global a été qualifié de « glocalisation ». Mais les radios libres ont aussi anticipé certaines tendances de ce que Anthony Giddens a qualifié comme « modernité », comme par exemple la constante interaction entre éléments locaux et éléments globaux. C'est à travers la radio aussi qu'on peut contraster le phénomène typique de la modernité du *desembedding* entre espace et temps décrit encore par Giddens. Dans la perspective de la « glocalisation » et du rapport entre les médias et son public, en se référant ici aux publics des radios locales italiennes et françaises, il est nécessaire aussi de rappeler ce que John B. Thompson a défini l'« appropriation locale des médias » en indiquant comment les contenus des différents médias soient toujours réinterprétés par les auditeurs en fonction de milieux historiques et sociales où ils vivent et des instruments à leur disposition ». La naissance des radios libres, devenues ensuite radios locales, montre que la croissance de ces nouvelles expériences de communication, était imposée par le développement et les changements des médias au niveau mondial. Par exemple la musique anglo-saxonne qui serait devenue bientôt

l'une des contenus plus diffusés par les radios, ayant une diffusion globale, était reçue et interprétée par un public qui restait forcément local.

Radios libres : entre outils de propagande et identités locales

L'entrée en scène du syndicat dans la « bataille des radios libres » en France contribue à montrer dans quelle mesure les radios libres peuvent se rapprocher à la tendance « glocale » des médias à la fin des années soixante-dix. Les conséquences de la crise économique internationale qu'à partir du 1973-1974 a investie les Pays occidentaux sont particulièrement dures dans certains secteurs productifs. La France, aussi bien que l'Italie d'ailleurs, se trouve à vivre une période difficile au niveau économique qui a déterminée un haut pourcentage de chômage. L'un des secteurs les plus frappé par la crise économique est la sidérurgie. La région de la Lorraine représente l'un des territoires où la majorité de la population travaille dans l'industrie de la sidérurgie. En décembre 1978, lors de l'approbation du plan du gouvernement Barre appelé Davignon-Etcheagaray, qui prévoyait les licenciements pour 8500 ouvriers dans les usines de la région et en particulier dans la localité de Longwy, les syndicats décident d'utiliser des radios afin d'informer la population et de la mobiliser contre les effets du plan. L'aspect « glocal » des radios se manifeste dans une réaction locale à une situation de crise internationale et montre la possibilité pour une radio locale de faire réfléchir à propos d'un problème global ayant des effets sur les collectivités locales. C'est alors que la ville de Longwy devient vite un laboratoire pour les expériences des radios libres. Le lancement de la première radio de la CFDT, Radio SOS-Emploi, qui émet deux heures des programmes quotidiens préenregistrées, à partir de la moitié de décembre du 1978, montre la volonté de syndicats d'utiliser une radio libre afin de soutenir la lutte des sidérurgistes, menacés de perdre leurs postes de travail. Le but de la station est de donner la parole et l'occasion de parler aux travailleurs en leur permettant d'exprimer leur difficile condition de vie. A côté de Radio SOS emploi, bientôt aussi la CGT, le syndicat avec le plus grand nombre d'inscrits dans la région de la Lorraine, décide de se doter de sa propre radio. Il s'agissant de radios émettant au dehors du monopole, ces expériences se posent tout à fait contre la loi en vigueur. L'initiative de la CGT vise à donner le maximum de visibilité à la lutte des travailleurs de Longwy : c'est pour cette raison que la naissance de Radio Lorraine Cœur d'Acier s'inscrit en plein dans la propagande

syndicale, mais elle aura aussi un sens profond au niveau du mouvement des radios libres françaises et en général sur le débat à propos du monopole sur l'audiovisuel. Radio Lorraine Cœur d'Acier s'identifiera pendant son existence avec la population de Longwy et peut être considérée comme une radio libre associant la propagande et la lutte syndicale avec l'expression de la culture et de la vie d'une communauté locale. La direction centrale de la CGT confie la coordination du projet à Henry Krasucki, directeur de *La Vie ouvrière*, journal du syndicat. La volonté de médiatiser le conflit des sidérurgistes lorrains trouve dans la radio un lieu privilégié. Le but était aussi celui de créer une tribune où la population de Longwy pouvait avoir librement accès au micro afin d'exprimer son point de vue et dénoncer ses conditions. Sur le plan de l'organisation la direction syndicale engage deux journalistes professionnels, Marcel Trillat et Jacques Dupont, et se dote d'un émetteur de 600 watts. Il s'agit à ce moment de la plus ample puissance pour un émetteur des radios libres, car la majorité des expériences précédentes à la parution de Radio Lorraine Cœur d'Acier ont des émetteurs de faible puissance. Les studios de la station sont installés dans les locaux de la mairie à direction communiste de Longwy, alors que l'antenne est placée sur l'église. Les émissions de la radio commencent le 17 mars 1979 afin de raconter la marche des sidérurgistes lorrains à Paris, pour protester contres les mesures du gouvernement. Bientôt dans les mois suivants la radio s'enracine dans la population locale et va devenir un point de référence pour la ville de Longwy. Sur le plan stylistique les émissions se déroulent en direct, en suivant trois créneaux horaires. La grille des programmes prévoit environ 10 heures d'émission quotidiennes : revues de presse sur la crise lorraine et la situation politique internationale et nationale, programmes autogérés par les groupes de femmes et par les différentes communautés d'immigrés présentes dans la région, chansons de la tradition du mouvement ouvrier français et musique française contemporaine, émissions consacrées à l'histoire française et du syndicat, fables pour les enfants, sont les programmes les plus diffusés. Mais la véritable nouveauté de Radio Lorraine Cœur d'Acier c'est qu'elle donne réellement la possibilité à n'importe qui de s'exprimer au micro : à travers les téléphonés à la station, mais aussi et surtout en direct dans les studios qui restent ouverts pendant toute la journée. La radio devient alors un instrument perçu par les habitants non seulement comme un lieu d'expression, mais aussi comme un symbole de la communauté et de la lutte menée par les syndicats à côté de la population. C'est aussi pour ces motifs que face à l'intervention de la TDF que ne tolère pas les

émissions de la station syndicale, la population engage de violents affrontements avec la police au mois de mai 1979. La radio représente la voix de tous les habitants qui durant les interventions en direct soulèvent aussi le problème de la liberté d'expression dans les médias, en reconnaissant combien la radio soit devenue l'instrument le plus immédiat afin de permettre aux gens de communiquer, alors que les médias nationaux montraient de ne pas s'intéresser beaucoup au conflit. La radio «de la population en lutte de la Lorraine» détermine aussi un changement des habitudes d'écoute pour les habitants comme le soulignent les articles de «Le Point»: «Plutôt que d'écouter RTL, on écoute notre radio.» Cette boulangère n'est pas la seule à Longwy et dans les environs, à avoir depuis quelques mois modifié ses habitudes d'écoute. [...]. Des ouvriers la captent dans des ateliers, certains commerçants la diffusent dans leur boutique. C'est qu'elles font de remue-ménage, ces deux petites stations «pirates» qui violent chaque jour, depuis que la Lorraine a été heurtée de plein fouet par la crise, le monopole d'Etat sur les ondes».

La radio semblait avoir libéré un besoin de communiquer, particulièrement présent dans cette région. En outre beaucoup d'informations concernant la vie locale contribuent à faire percevoir la station comme toujours plus proches aux habitants. Même si l'histoire de LCA se caractérise par la particulière situation de crise dans la région et par le soutien fondamental du syndicat de la CGT, le Parti Communiste aussi assure sa proximité au projet. Cela aussi parce que avec LCA les dirigeants voient une réalisation pratique du projet des radios municipales, gérées par les élus mais à l'intérieur du service public, qui était l'horizon dans lequel il avait décidé de se situer sur les dossier des radios libres et locales. Pourtant LCA se révélera une radio ayant un esprit ouvert où la spontanéité va vite devenir la règle et où la parole est réellement donnée aux auditeurs. A côté de l'initiative menée à Longwy, il faut souligner le lancement des plusieurs radios par la CGT en occasion des élections prud'homales du novembre 1979 : face à l'indifférence des médias sur les thèmes syndicaux, l'organisation installe de nombreuses stations émettant pour quelques jours, parmi celles-ci on peut rappeler Radio Quinquin à Nancy, Radio CGT 75 à Paris, Radio Action CGT à Strasbourg et Radio CGT 33 à Bordeaux. Même si ces radios sont éphémères, car elles diffusent seulement quelques heures par jour, les thèmes abordés ne touchent pas seulement le syndicat, mais aussi des aspects de la vie locale en montrant encore une fois la liaison entre radios en tant qu'outils de lutte et propagande et radios en tant qu'expression de la culture locale. Pour ce qui

concerne Radio Lorraine Cœur d'Acier au début de l'été 1980 ses émissions sont interrompues après la décision des dirigeants de la CGT. Les deux journalistes Trillat et Dupont sont éloignés de la station qui cesse ses programmes. La radio reprendra en octobre 1980, mais son style et son ton ne seront plus spontanés et ouverts comme auparavant, en montrant de mal supporter des expressions de critique à la ligne du syndicat. Cela conduira à la fermeture définitive de l'expérience de Radio Lorraine Cœur D'Acier, même à cause du rapprochement des élections présidentielles prévues en mai 1981.

L'engagement du Parti communiste marque une nouveauté dans la stratégie vers les médias poursuivie par la gauche. Bien que le syndicat CGT pouvait être considéré comme une courroie de transmission du Parti, l'attitude du Parti communiste montre une croissante attention aux thèmes soulevés par l'émergence des radios libres. Les critiques des partis de gauche, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, s'appuient notamment sur l'absence de pluralisme dans les chaînes radio et télévision publique à tout profit de la majorité et du Président de la République. Afin de contraster ce qui est défini comme la « la mainmise du pouvoir giscardien sur les grands moyens d'information », les dirigeants du Parti socialiste décident de lancer une initiative symbolique avec la station Radio Riposte à Paris le 28 juin 1979. L'opération est orchestrée avec l'aide des militants de l'ALO et de la FNRL qui mettent à dispositions leurs connaissances techniques afin de préparer l'émission de Radio Riposte, dont la presse se charge d'annoncer le lieu et la date précise. Bien que Radio Riposte soit une radio libre au dehors du monopole, cette initiative s'inscrit moins dans la revendication de la liberté d'antenne que dans une opération visant à montrer le besoin d'un plus grand pluralisme dans les médias. Le contenu de l'émission de la durée d'environ 70 minutes, est constitué par une déclaration enregistrée de François Mitterrand où il critique « l'autorité présidentialiste qui oriente et forme l'opinion, au besoin malgré elle ». Pourtant au bout de quelques minutes l'émission est brouillée par la TDF et le siège du PS Cité Malherbes dans le neuvième arrondissement, lieu où se déroule le programme, est investi par la police. Devant la résistance des députés présents, les autorités décident de forcer la porte et envahissent les locaux, sans toutefois arriver à retrouver l'émetteur utilisé pour le programme. Cet épisode suscite réactions de condamnation par le Parti Socialiste et par le Parti Communiste, mais aussi par certains membres du RPR. L'expérience de Radio Riposte, différente par rapport à celles des radios syndicales, montrait bien à l'opinion publique l'attitude

répressive du gouvernement, que ne paraît pas disposé à tolérer l'installation des médias au-delà du monopole. La stratégie du PS dans le mois suivants enregistre d'autres tentatives de radios « riposte » aussi en province. Suite à l'émission de Radio Riposte 34 à Montpellier de fin juillet 1979, plusieurs parlementaires du PS sont inculpés pour violation au monopole. C'est en particulier le Premier Secrétaire François Mitterrand qui vient dénoncé avec Bernard Parmantier et Laurent Fabius pour la responsabilité de l'émission de Radio Riposte à Paris. Les accuses seront retirés en novembre 1980, après une motion de l'Assemblée Nationale, mais dans les jours suivants à son inculpation Mitterrand, en jugeant la dénonciation le résultat d'un dessein politique, expliquera les motifs de la stratégie de son Parti, avec une déclaration qui restera célèbre : « Dans l'histoire de France il y a toujours eu des moments où des hommes ont du prendre des risques pour la liberté. Or il existe aujourd'hui un détournement de la loi sur le monopole audiovisuel. Une atteinte grave de la liberté de la presse. Une fraude permanente sur le service public de la radio télévision. Et bien, je le dis avec force, les auteurs de ce détournement sont le Président de la République et son gouvernement. C'est pourquoi le Parti socialiste a décidé d'engager une vaste campagne, afin que l'opinion se rende compte à quel point est menacée dans notre pays la liberté d'information ».

Le Parti Socialiste multipliera ses initiatives radiophoniques jusqu'au février 1980 en utilisant les radios libres comme l'instrument pour critiquer la gestion des médias. En même temps le Parti Socialiste était aussi en train de rédiger un projet de loi en suivant les indications formulées dans le rapport Bastide, un document préparé dans les années précédentes, visant à promouvoir les radios locales « sans but lucratif, dans le cadre d'un véritable service public de l'information ». Le rayon d'émission n'aurait pas du dépasser les 30 km et les stations devront respecter un cahier des charges. Le Parti Socialiste aussi bien que le Parti Communiste, dans l'attente des élections présidentielles de mai 1981, envisageait une réglementation des radios locales, gérées par les élus ou les conseils municipaux, mais toujours à l'intérieur du service public. Le maintien du monopole était contesté au contraire par les principales associations des radios libres, notamment l'ALO, que réclamait l'abolition du contrôle de l'Etat sur les médias. Au cours du mois de septembre 1979, comme témoignage de la dimension internationale du phénomène des radios libres, à Longwy s'était tenue la rencontre « Radios Libres sans frontières », avec le collectif des radios en provenance de l'Italie, de l'Espagne, de l'Allemagne, de la Suisse et de l'Angleterre. Après la fin

des travaux, les 54 collectifs des radios libres françaises rédigeaient un communiqué dans lequel, face à la différence des projets radiophoniques existants, elles réclamaient encore une fois la fin du monopole comme garantie d'une véritable liberté d'expression.

Dans la comparaison entre l'Italie et la France on peut remarquer comment les différents cadres politiques affrontent le dossier des radios libres. Si en Italie la fin du monopole se produit suite à l'arrêt de la Cour Constitutionnelle et les principaux partis n'arrivent pas à maîtriser la situation, en France la bataille sur la liberté d'antenne engage directement les partis de l'opposition et le débat entre les forces politiques. C'est surtout le Parti Socialiste qui, en soutenant l'offensive des radios « riposte », se place à côté du mouvement des radios libres. Cette participation du PS sera à l'origine aussi de l'attention assurée au dossier de la communication, par le futur candidat socialiste Mitterrand que insérera le thème de la fin du monopole dans son programme électoral.

Le service public face à l'essor des radios libres

La naissance et la diffusion des radios libres déterminent un changement de stratégie du service public. Afin de contraster le rôle que les radios allaient jouer au niveau de la communication locale, aussi bien la Rai que Radio France envisageant des projets visant à répondre aux besoins de communication locale et décentrée que les radios libres avaient contribué à faire surgir. Pourtant il est nécessaire évaluer les réactions du service public radiophonique selon les différents cadres normatifs en place. En Italie la complète actuation de la loi de Reforme de la Rai du 1975, prévoyant la naissance de la troisième chaîne de la télévision Rai Tre, qui se voulait une télévision à caractère régional, donc favorisant la communication locale, se réalise seulement en décembre 1979. Face à l'anarchie des ondes le Parlement rédige plusieurs projets afin de réglementer l'organisation des fréquences et de donner un statut certain aux milliers de radios présentes dans les différentes régions. Bien que les projets visaient à mettre fin au chaos dans l'éther, les partis n'arrivent pas à trouver un accord et la situation réglementaire était destinée à ne pas subir de modifications. Si les textes de loi, par exemple celui rédigé par le Ministre des Postes et de Télécommunications Antonino Gullotti en juin 1978, affirment que le rayon d'émission ne devait pas dépasser les 15 km d'émission, les associations des radios réclament haut et fort une

légitimité à l'existence renforcée par le caractère local des radios libres, face au caractère national des radios de la RAI. Le choix de décentraliser la troisième chaîne télévisée montrait bien la volonté de ne pas favoriser le procès de décentrement de la radio publique en laissant ainsi espace aux radios locales soucieuses de couvrir l'information locale. Les associations des radios libres et privées oscillaient entre une position de complémentarité et de concurrence envers le service public. La FRED avant sa disparition du mouvement des radios libres italiennes, prônait une étroite collaboration avec la radio publique au niveau de la communication locale, à condition que la Rai eût réellement accompli son rôle de service public. Après la fin de la FRED, plusieurs stations se réunissent dans la LEID (Ligue pour l'Emission et l'Information Démocratique), une association visant à promouvoir la communication radiophonique locale avec l'institution de différentes coordinations régionales. A côté des radios démocratiques, gérées pour la plupart par des collectifs du PDUP (Parti d'Unité Proletarienne), il y avait aussi des radios représentant les fédérations locales du Parti Communiste, telles que Radio Flash à Turin et Radio Blu à Rome. Avec la constitution de la CERT, une agence pour la distribution des services radiophoniques aux stations proches du Parti, les communistes italiens marquaient un changement dans leur politique sur l'audiovisuel. Dans les années suivantes le Parti contrôlera à peu près 150 radios dans toute la péninsule. A la fin des années Soixante-dix le Parti Socialiste italien se montrait attentif à étudier le dossier sur l'audiovisuel italien. Pourtant les dirigeants refusaient d'inscrire les expériences des radios locales à l'intérieur du service public et prônaient la distinction entre des radios et télévisions privées locales et radios et télévisions publiques nationales. En outre le Parti Socialiste prévoyait aussi de constituer une quatrième chaîne télévisée en tant que consortium des télévision privées, en montrant une attention particulière au secteur de la télévision privée qui se manifestera pendant les années quatre-vingt.

En ce qui concerne la radiophonie publique les projets de restructuration de la radio publique n'étaient pas manqués afin d'avoir un décentrement et un rapport différent avec les auditeurs comme par exemple le plan Motta du 1978 ; pourtant à partir de ce moment la Rai connaîtra une longue période dans laquelle, face au foisonnement des projets de réforme, la direction n'arrivera pas à les réaliser. Cela n'empêche qu'à travers la collaboration entre les émissions régionales de la Rai et les rédactions de certaines radios libres, il y aura la démonstration d'un côté du rôle joué par les radios privées dans la communication locale, et de l'autre de combien de ces nouvelles

expériences ont poussé la Rai à redéfinir sa politique en matière de programmation régionale.

A partir de 1980 en France la question du décentrement de la communication au niveau local exerce une importance significative surtout sur le plan politique. Face au foisonnement et à la multiplication illégale, en 1980 la TDF dépose 471 plaintes pour infraction au monopole dont 443 en province, Radio France sur proposition de sa Présidente Jacqueline Baudrier décide de lancer des nouvelles stations à caractère local. Entre mai et septembre 1980 Fréquence Nord, Radio Mayenne et Radio Melun sont inaugurées. Le double but de ces trois chaînes était de contraster les radios libres au même temps que de vérifier la réponse des auditeurs par rapport aux différentes échelles de pénétration. En outre les radios locales de Radio France, en utilisant la modulation de fréquence visaient à se placer sur le même terrain des radios libres aussi d'un point de vue technique. Les programmes sont conçus en vue d'être des espaces d'expression locale, avec finalités de divertissement mais fortement ancrées à la réalité locale. Radio France prenait en charge la réalisation de ces projets se substituant à la société FR 3, à laquelle était confiées par la loi du 1974 les émissions régionales. La première station Fréquence Nord transmet depuis Lille pendant dix-huit heures par jour et s'adresse à un auditoire potentiel de 2300 communes et plus de quatre millions et demi d'habitants. Bien que des espaces pour l'expression locales des élus soit prévus dans ses créneaux, ainsi que des syndicats et des associations culturelles, la radio n'arrive pas complétement à être utilisé de cette façon et devient un instrument qui au niveau de l'expression locale n'accomplit pas sa mission.

Radio Mayenne, lancée en juin 1980, se veut la radio du département rural de la Mayenne. Installée à Laval dans le Pays de la Loire, la station visait un public potentiel de 260.000 habitants. Le caractère de proximité à la population de Radio Mayenne est confirmé par les sondages du CEO (Centre d'Etudes d'Opinion) qui après quatre mois du lancement montrait que la station était écoutée par le 28,8 % du public concerné soit, à peu près un troisième de son auditoire. Radio Melun enfin, lancée en septembre 1980 couvrait six communes de la grande banlieue parisienne et possédait une zone d'exploitation de 80.000 auditeurs potentiels. Dans le but aussi de diversifier son public, radio France avait aussi inauguré des radios thématiques comme par exemple Radio 7 s'adressant aux trois millions de jeunes de la région parisienne qui proposait beaucoup de genres musicaux afin d'attirer la plus grande audience de cette tranche de public. France-Bleue s'adressait en prévalence au

troisième âge et était diffusé dans toute la France quatre heures par jour. Ces nombreuses stations qui se créent sous l'impulsion de Radio France montrent comment le service public visait à contrecarrer les radios libres sur le terrain de la communication locale, que les radios libres avaient eu le mérite de soulever et de faire émerger.

La volonté de répondre aux radios libres venait aussi du gouvernement et du Président de la République Giscard d'Estaing. Après avoir souligné les stratégies des partis de gauche, à ce moment à l'opposition, il semble utile d'analyser le rôle joué par les partis de la majorité en place en 1980. Le Premier Ministre et le Président de la République se sont toujours prononcés contre les radios libres et pour le respect du monopole sur l'audiovisuel. Aussi bien le Président Giscard d'Estaing que Raymond Barre, deux hommes politiques d'idéologie libérale, se sont fortement opposés à la diffusion des nouvelles expériences de communication radiophonique. La plupart des radios libres dans la période entre 1977 et 1981 se sont déclarées en opposition par rapport au gouvernement de Raymond Barre et donc il ne pouvait pas tolérer des médias hostiles au pouvoir en place. Un autre élément de contrariété aux stations illégales était la crainte de l'anarchie à l'italienne, au point qu'en septembre 1979 le Premier Ministre qualifia les radios libres « comme le germe puissante de l'anarchie » dans la société française. Pourtant à l'intérieur de l'UDF il y avait aussi des positions favorables à la fin du monopole, comme en témoigne le cas de Radio Fil Bleu à Montpellier et notamment de l'avocat François Chassaing, soucieux moins de maintenir le control de l'audiovisuel que d'ouvrir le secteurs de la radiophonie, en restant fidèle à ses principes libéraux. On peut donc observer dans l'attitude de l'UDF une tension entre le pragmatisme de Raymond Barre et de Valéry Giscard d'Estaing qui voulait respecter le monopole pour des motivations d'opportunité politique, et l'idéologie des militants de base tels que l'équipe qui avait lancée Radio Fil Bleu. En ce qui concerne le RPR (Rassemblement pour la République) de Jacques Chirac, l'ancien Premier Ministre soulignait les limites du contrôle sur les médias exercé par le Président de la République, en réclamant une majeure ouverture, mais sans arriver à l'engagement total comme le PS et François Mitterrand. Pourtant la position de Chirac n'était pas partagée par tous les membres de son mouvement car, notamment les militants plus anciens, étaient fidèles à l'idée des médias et dans ce cas de la radio, comme « voix de la France », une formule chère au Général De Gaulle.

A la veille des élections présidentielles de mai 1981 les radios libres étaient devenues un thème important du débat politique en France qui aurait conduit dans les années suivantes à un profond changement du paysage audiovisuel.

QUATRIEME PARTIE

IV. Les années Quatre-vingt: des radios libres aux radios locales privées (1981-1984)

La dérégulation et la fin de l'idée de radio libre des années Soixante-dix

Pendant les années Quatre-vingt dans le domaine des moyens de communication de masse s'achèvent des procès déjà inaugurés dans la décennie précédente. Le développement technologique de la moitié des années Soixante-dix se noue avec des changements plus généraux au niveau des cadres juridiques. En Europe l'un des phénomènes les plus significatifs est représenté par l'abandon progressif des monopoles publics sur l'audiovisuel. Le développement des radios libres aussi bien en Italie qu'en France constitue un exemple de ces procès en anticipant les évolutions liées à l'affirmation de la télévision commerciale. Les mutations du système des médias après la crise économique des années Soixante-dix alimentent la croissance de la consommation en assignant aux médias une place centrale à l'intérieur des sociétés occidentales. Les radios libres, considérées en tant que médias alternatifs, seront destinées à perdre leur caractère d'altérité, et s'inséreront à l'intérieur du système commercial, qui s'affirme à travers le rôle déterminant exercé par la publicité. Le terme « radio libre » sera remplacé par l'adjectif plus neutre de radio « locale », avant de se définir en tant que « radio locale privée ». En Italie le système entier des médias est conditionné par le rôle et le poids de la télévision nationale commerciale représentée par les trois chaînes de la société Fininvest de l'entrepreneur Silvio Berlusconi. Cette présence dans le paysage audiovisuel de l'Italie sera déterminante aussi dans le champ de la radiophonie privée, obligée de se confronter avec le média le plus populaire.

En France après l'élection de François Mitterrand en mai 1981, les radios libres deviendront vite radios locales privées et ensuite pendant le premier gouvernement de cohabitation en 1986 simplement radios privées. Ces modifications du statut des stations se réalisent avec une très forte intervention législative, car au bout de moins

de dix ans, trois lois se chargent de réguler le secteur de la radiophonie privée et locale. A côté du rôle du pouvoir politique il faut noter la poussée d'un marché publicitaire en plein essor qui voit dans les nouvelles radios des supports à exploiter afin de trouver des espaces pour les annonceurs. Pourtant le rôle de la publicité pour les radios en France sera l'un des aspects les plus controversés car la libéralisation des ondes réalisée par le gouvernement Mauroy interdit le recours à la publicité comme source de financement, en cherchant de mettre en place des moyens de financement différents. Au bout de moins de trois ans toutefois, en 1984, finalement la publicité sera autorisée et les anciennes radios libres s'installeront pour la plupart à l'intérieur de la concurrence. Pendant les années Quatre-vingt les progrès technologiques s'associent aussi à des modifications aussi bien au niveau économique que au niveau social. Les années Quatre-vingt se caractérisent pour le passage d'une économie de type fordiste à une économie postfordiste. L'augmentation du nombre des occupés dans le secteur tertiaire et en général dans les services, qui arrive en même temps soit en Italie qu'en France, représente une confirmation de cette mutation sociale. A propos de ces évolutions certains sociologues tels que Daniel Bell ont parlé de la naissance d'une société « postindustrielle » ou aussi de société de l'information. Ces définitions indiquaient comment la présence des éléments immatériels tels que la connaissance et les informations étaient destinés à dépasser la traditionnelle organisation industrielle. Dans les années Quatre-vingt s'accompli aussi la mondialisation des marchés pour les produits des médias. La constante interaction entre produits internationaux et appropriation locale, déjà rappelé en précédence comme l'une des tendances les plus significatives des radios locales, se renforcent au cours de cette phase, en faisant de la radio un medium projeté vers la modernité. Les radios libres en Italie et en France participent des ces mutations, mais elles résultent aussi influencées par les différents contextes politiques nationaux, qui montrent des divergences. En fait, avec le recul, bien que les évolutions du secteur paraissent plutôt semblables, elles se sont réalisées sous l'impulsion aussi bien d'une différente gestion des médias au niveau du pouvoir public, que du différent poids de la télévision privée. Cela n'empêche pas de souligner comment, avec la chute du monopole, c'est la radio le medium avec lequel le secteur privé des médias commence la concurrence au secteur public. La présence des nouvelles radios détermine aussi une redéfinition de la géographie des médias au niveau de différentes échelles de communication. La présence d'un nombre si ample de nouvelles radios contribue à une nouvelle

organisation d'espaces de médias contrastant avec le centralisme de la radio et de la télévision publique aussi bien en Italie qu'en France.

La radio et la chute du monopole en France: des radios libres aux radios locales privées

L'élection de François Mitterrand le 10 mai 1981 représente un moment décisif dans l'histoire de la communication en France. Premier Président de la République de la gauche unie pendant la Vème République, sa victoire promettait un « changement » par rapport au septennat de Giscard d'Estaing. Le changement se serait réalisé à partir d'un renouvelé intervention de l'Etat dans l'économie afin de contraster le haut niveau de chômage qu'avait investi la France depuis la crise des années Soixante-dix. La communication et les médias étaient inscrits dans le programme de Mitterrand, qui s'était rapproché au mouvement des radios libres avec l'affaire de Radio Riposte en juin 1979. La proposition n. 94 du programme de Mitterrand affirmait que « La télévision et la radio seront décentralisées et pluralistes. Les radios locales pourront librement s'implanter dans le cadre du service public. Leur cahier des charges sera établi par les collectivités locales ». L'élection de Mitterrand avait donné beaucoup d'espoirs aux tenants de la radiophonie libre, notamment en vue d'un dépassement du monopole et donc aussi de la répression vers les animateurs des radios. Le lendemain du 10 mai des centaines de radios s'installent partout en France. La volonté du gouvernement de Pierre Mauroy et du Président de la République est celle d'assurer l'existence pour ces nouveaux outils de communication après la période de répression des années précédentes. Le nouveau ministre de la Communication Georges Fillioud après avoir défini les radios comme « des nouveaux espaces de liberté » montre la volonté de leur garantir une existence légitime mais en protégeant leur caractère des médias de petites dimensions. Pour ces raisons le Ministre était favorable à l'interdiction de la récolte des ressources publicitaires et à l'interdiction des réseaux : « A l'origine de ces stations, on trouve de tout. Il y a d'abord les radios de lutte, les radios de ceux qui ont quelque chose à dire, qui veulent s'exprimer ou faire s'exprimer les gens dans leur contexte quotidien et familial. Ces initiatives sont sympathiques et doivent tout naturellement trouver leur place au travers de la loi. Mais, il y a des initiatives moins pures, qui sont le fait de gens ou de groupes qui ne voient dans la libération des ondes qu'un marché commercial nouveau à exploiter

[...]. Nous ne pourrions tolérer que des stations se dotent d'émetteurs puissants, qu'elles recourent à une publicité massive et qu'elles créent entre elles des réseaux de programmes ou de collectes de messages publicitaires ».

Le dossier des radios libres se présente difficile à gérer soit pour respecter les fréquences de la radio publique que des services (police, ambulance, avions), soit au niveau du statut des radios. Le projet de loi rédigé par le Ministre Fillioud, visant à assurer l'existence des stations prévoyait pourtant la possibilité pour les radios d'accéder à la publicité pour un maximum de 5 minutes par heure. Face à la contrariété manifestée en premier lieu par le Premier Ministre Pierre Mauroy, hostiles aux « radios-fric », mais aussi par des autres ministres tels que Gaston Defferre et Louis Mexandeau, le gouvernement approuve un texte où il est confirmé l'interdiction à la publicité pour les radios libres. A l'intérieur de la nouvelle majorité si le Parti communiste de Georges Marchais, préfère parler d'aménagement du service public pour les radios qui doivent être gérées par les conseils régionaux et les municipalités, le Parti Socialiste décide de changer la loi et d'ouvrir le secteur aux radios. Ce changement de stratégie par rapport au monopole peut être expliquée à partir des trois facteurs principaux : la volonté de rompre avec la gestion centraliste des médias ; se présenter comme plus libéral par rapport à la Présidence de Giscard d'Estaing ; répondre au besoin de communication locale et décentralisée qui venait des différentes zones de la France, où la présence des médias n'était pas diffuse. La loi dite « de tolérance » du 9 novembre 1981 prévoyait la concession des dérogations « précaires et révocables » au monopole à condition de respecter certaines conditions : le rayon d'émission des stations ne devait pas dépasser 30 km ; interdiction du recours à la publicité ; un individu ou les collectivités locales ne devaient pas dépasser un quart des charges de fonctionnement des radios. Les radios devaient être gérées par une association selon la loi n. 1901 ou par une société sans but lucratif. La concession des dérogations était confiée à la CCRLP (Commission Consultative des Radio Locales Privées) instituée en janvier 1982. Cet organisme était composé par des représentants des différents secteurs de la société française : le gouvernement, les syndicats, les associations des radios et de la presse. Ces mesures montraient la volonté du gouvernement de Pierre Mauroy de préserver le secteur de la radiophonie locale, qui devait être soustrait aux logiques du marché en favorisant les radios des petites dimensions à vocation associative et de proximité. De cette façon le Parti Socialiste, bien qu'il avait ouvert le secteur de la radiophonie, respectait ses

positions idéologiques, contraires à insérer les radios dans le système des médias commerciaux. Les associations des radio expriment des positions différentes : alors que l'ALO se déclare en faveur du recours à la publicité et d'un maximum de puissance des émetteurs de 300 watts, la FNRL se disait favorable à la loi, fidèle à l'idée d'une radio moyen « pauvre », en affirmant son hostilité à la publicité ; une troisième fédération, créée en mai 1981, la FNRTL (Fédération Nationale Radios Télévisions Libres Indépendantes) exprimait des positions moins catégoriques par rapport aux autres fédérations et dans la suite s'adaptera à la nouvelle situation législative. Selon la presse nationale l'interdiction de la publicité pour les radios locales visait à ne pas faire concurrence à la presse régionale au niveau de la publicité locale. Pourtant dans le mois suivant à la loi de tolérance plusieurs journaux demanderont une dérogation afin de lancer leur radio, en montrant les liens toujours plus étroits entre les différents médias, qui préfiguraient la constitution de sociétés multimédias. Même si la mesure interdisant la publicité est critiquée par plupart, parce qu'elle aurait imposé aux radios de recourir à pratiques de publicité clandestine, à partir de la fin du 1981 une vraie fièvre radiophonique va se répandre dans toute la France, avec la constitution en bref des milliers des radios locales. Ce phénomène était comparable à ce qui s'était passé en Italie à partir du 1975, car l'Italie et la France sont les Pays où la dérégulation du secteur radiophonique a été plus marquée en Europe. Toutefois comme on verra par la suite, la définition d'un nouveau paysage radiophonique sera conditionnée profondément par les choix des gouvernements en place et conduira à des solutions en partie différentes.

Après la promulgation de la loi de tolérance ce sont aussi les partis de l'opposition de droite que décident d'utiliser ces nouveaux moyens de communication et stabilisent une stratégie visant à la création des radios locales. Aux traditionnelles fédérations des radios, pour la plupart orientées généralement à gauche, il faut ajouter deux associations liées aux partis de droite, le FAREL, proche du RPR et l'APELIM (Association pour la Promotion et la Liberté de l'Information Municipale) proche de l'UDF, regroupant environ 40 stations. Dans les mois suivants le RPR envoie à ses militants un dossier technique afin d'apprendre à maîtriser la gestion des radios locales. Ces stations proches des partis de l'opposition témoignent d'un pluralisme qui contraste avec la période précédente à la loi de tolérance où la répression était toujours constante. Parmi les exemples les plus significatifs des radios de l'opposition il faut rappeler le cas de « Radio Service Tour Eiffel ». Inaugurée en décembre 1981

et soutenue par le maire de Paris, Jacques Chirac, cette radio est financée, comme prévoit la loi, pour un quart par le Conseil Municipal et pour les restants trois quarts par l'Association pour le Développement de la communication. La radio s'adresse à différents publics (jeunes, femmes, enfants, troisième âge) et selon sa grille de programmes se veut une radio de service à disposition de la population de Paris, proposant un mix d'informations sur la ville et de divertissement pour les auditeurs avec programmes consacrés à la parole et à la musique française. D'une autre côté la station Alouette F.M. est lancée en novembre 1981 aux Herbiers dans la région de la Vendée par Philippe de Villiers, déjà sous-préfet de Vendôme. Vite cette radio va être très écoutée par la population locale. Selon un rapport du Ministère de l'Intérieur du juin 1983, Alouette F.M. rejoint pointes de 500.000 auditeurs par jour. Dotée d'une bonne structure organisationnelle elle disposait de 50 collaborateurs fixes et plus d'une centaine de bénévoles. L'association qui gère la station dans cette phase encourage la création d'une Fédération des radios de pays, regroupant les radios ayant la même vocation. En bref Alouette F.M. se dote d'une agence de presse afin de fournir les dépêches aux stations de son circuit en montrant la tendance à professionnaliser le secteur et à gérer de façon autonome la récolte des informations.

Après la victoire de socialistes jaillissent plusieurs expériences radiophoniques visant à faire des radios de moyens d'expression populaire. D'après Jean-Jacques Cheval « 1981 figure sans conteste le triomphe de la parole. A l'origine les émissions laissent une large place au verbe. Dans leur majorité, les radios étaient conçues essentiellement comme un moyen d'expression ». Dans cette phase les grilles de programmes ne sont pas régulières et les programmes avaient un caractère plutôt spontané. Il n'avait pas des créneaux horaires à respecter et les grilles étaient souvent improvisées. Cela montre comme au début de la libération des ondes le bénévolat et le manque de professionnalisme fussent assez diffusés. Les programmes fondées sur la parole et sur le rapport constant entre les animateurs et les auditeurs à travers les téléphonés, représentaient la possibilité de faire exprimer les gens au micro. Bien que dans nombreux cas la volonté de faire exprimer la parole populaire naquit des revendications militantes, les radios permettaient aussi de discuter de thématiques différentes, liées aux activités et aux intérêts des animateurs. La possibilité de donner la parole au public fera ainsi que « les stations tentaient de mettre en pratique la prise de parole individuelle ou collective de tout un chacun, ce qu'elles appelaient « l'expression populaire » ». La liberté d'expression paraît conquérir plusieurs secteurs

de la société française à travers la radio, au point que Félix Guattari décrit cette période comme celui du narcissisme radiophonique. Cela n'empêche que à travers les nouvelles radios beaucoup de contenus inédits ou négligés par les médias jusqu'à ce moment, sont insérés dans l'opinion publique en contribuant à faire circuler nouvelles idées dans les débats publics et sociaux. Cette diffusion de la parole peut être rapprochée à l'idée de rumeur publique, utilisée par Arlette Farge dans son étude sur la France du XVIII^e siècle. En donnant la parole aux auditeurs les radios libres ont aussi favori, par l'intermédiaire du téléphone, le développement de ce que Dominique Wolton a appelée communication « normative ». Typique de l'individu, car elle manifeste le besoin des hommes de partager avec les autres leurs idées, elle s'associe aussi à la communication « fonctionnelle », c'est-à-dire à la communication répondant à des but pratiques (comme par exemple la recherche des informations). Bien que la musique ne soit pas absente de la programmation dans cette période, sa fréquence était déterminée selon les choix des animateurs que décidaient d'utiliser un genre musical de façon complémentaire au langage parlé. Parmi les nombreuses stations privilégiant le langage parlé et en général le rapport avec les auditeurs, les expériences de certaines radios parisiennes montrent comment la parole pouvait être déclinée autrement selon la volonté des animateurs. A côté de Radio Gilda la Radiopolitaine, lancé par le fils du Ministre Fillioud et favorable à la publicité, que cédera sa fréquence au fondateur de NRJ Jean-Paul Baudecroux en 1985, on peut rappeler les cas de Radio Ici et Maintenant et de Carbone 14. Radio Ici et Maintenant, créée en juin 1980, se voulait une radio donnant un ample espace aux auditeurs avec leurs interventions en direct, se caractérisant comme l'une des radios les plus novatrices dans cette phase de liberté radiophonique. D'après Daniel Leuseur la « différence entre Ici et Maintenant et les autres stations, c'est le temps d'antenne qui est réservé aux intervention venues de l'extérieur, et la totale liberté d'expression qui est laissée à l'intervenant. Sur les autres radios, tout est minuté, filtré, calibré, soupesé...sur Ici et Maintennat, 24 h sur 24 h, chacun s'exprime comme il l'entend ». Parmi des autres radios parisiennes Carbone 14. La Radio active, inscrit son histoire dans la période de stabilisation de la FM. Son existence qui va du 14 décembre 1981 au 17 aout 1983 rentre dans une phase encore provisoire. Lancée par le publicitaire Dominique Fènu, cette radio marque sa différence par rapport aux autres radios locales pour un style provocateur et irrévérencieux. Ses programmes nocturnes en particulier sont accusés d'obscénité et de trivialité par le SOP (Service d'Observation

des Programmes) surtout pour certaines émissions à caractère sexuel, comme par exemple le programme du février 1982 intitulé *Hardcore. L'amour en direct* simulant une rencontre amoureuse entre un couple de jeunes. Après son exclusion d'une première liste des radios autorisées sur la FM parisienne en mai 1982, Carbone 14 adresse ses critiques vers le Président de la République, accusé de ne pas garantir une véritable liberté pour les radios. Ces émissions montrent comment la liberté d'expression engendrée par les nouvelles radios n'épargnait néanmoins François Mitterrand, qui avait pourtant concédé aux radios la possibilité d'exister. Carbone 14 arrêtera ses activités après la fermeture de la police en août 1983, car elle continuait à émettre bien qu'elle ne fut plus autorisée. La stratégie de Carbone 14 montrait pourtant d'être payante, si un sondage réalisé en mars 1983 lui assignait à peu près du 10% de pénétration dans la ville de Paris.

François Mitterrand et le gouvernement de Pierre Mauroy expriment leur volonté de changement aussi dans le domaine de la communication audiovisuelle, qui constitue depuis les années Cinquante un thème de plus en plus important dans le débat politique. La loi de réforme de l'audiovisuel promulguée le 29 juillet 1982, exactement 101 ans après la votation de la loi sur la liberté de presse, revêt une profonde importance symbolique. Le premier article de la loi affirme que « la communication audiovisuelle est libre », en décrétant ainsi la fin du monopole. L'une des mesures les plus significatives est la création d'un organisme de contrôle et de vigilance que veille au respect de l'indépendance des médias de l'Etat et du pouvoir politique en place, sur le modèle de la FCC (Federal Communications Commission) aux Etats-Unis. La création de la HACA (Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle), composée de neuf membres nommés paritairement par le Président de la République et par les Présidents de deux Chambres, vise à cet objectif de garantir pluralisme et autonomie au champ des médias audiovisuels. La HACA s'installe le 22 août 1982 sous la présidence de la journaliste Michèle Cotta, déjà Présidente de Radio France.

Dans le domaine de la radio la loi confirme les mesures prévues dans la loi de tolérance (interdiction de la publicité, un maximum de 30 km de rayon d'émission et interdiction de constituer des réseaux) et impose aux radios la création des programmes pour au moins l'80% des émissions, afin de favoriser la production et la création radiophonique. Afin de soutenir les radios sans financement, la loi du 29 juillet 1982 dispose aussi la création d'un Fond de Soutien à l'Expression

Radiophonique Locale (FSERL), alimenté par un prélèvement sur les ressources provenant de la publicité diffusé par les services de radiodiffusion sonore et télévisuelle (télévision, radio France et radio périphériques). Pourtant ce mécanisme de financement garanti aux radios libres sera mis en place seulement en septembre 1983 par le Ministre Fillioud, en déterminant ainsi la course à la publicité déguisée ou clandestine. Dans cette phase de « cacophonie » des ondes, les stations qu'émettent sans problèmes économiques sont notamment celles financées par les communautés locales et par les conseils municipaux. Pour ce qui concerne la radiophonie, la HACA est chargée aussi de concéder des autorisations aux radios de la durée de trois ans, après avoir entendu l'avis de la CCRLP, présidée à partir du novembre 1982 par Jean-Michel Galabert qui est succédé à André Holleaux. Les premières autorisations seront concédées par la Haute Autorité au mois de décembre 1982. C'est à partir de ce moment que les *radios libres* deviennent *radios locales privées* en perdent, au moins d'un point de vue sémantique, leur connotation d'altérité et de transgression à la loi. Si le nouveau cadre réglementaire semble satisfaire les tenants de la communication libre et soustraite aux lois du marché, pour les nouvelles stations, dont le nombre ne cesse de s'accroître dans les mois suivants à la loi, il se posent des problèmes liés à l'existence même des radios. Bientôt, en manque d'autres formes de financement les radios font recours à la publicité clandestine. Strictement liée au financement c'est aussi la recherche des émetteurs plus puissants afin d'élargir sa zone d'exploitation et se poser en une position de force en attente de l'autorisation de la publicité.

Un autre problème se pose au niveau des fréquences. Si dans certaines zones géographiques il n'y a pas problèmes d'espace car les stations ne sont pas trop nombreuses, c'est dans les grandes agglomérations que les radios locales privées rencontrent des difficultés à émettre. Dans les grandes villes telles que Paris, Lyon et Marseille il y a des problèmes de coexistence. Cela aussi parce que entre 1983 et 1984 la Haute Autorité donnera plus de 1400 avis favorables aux stations en déterminant une croissance sans précédents du secteur de la radiophonie. La solution envisagée afin de résoudre l'engorgement de la modulation de fréquence dans les grandes agglomérations est de regrouper sur la même fréquence plusieurs radios. Après les premières autorisations concédées en province, le cas de Paris est l'un de plus significatifs. Parues en mai 1983, les autorisations concernaient environ 50 stations dans la banlieue et une vingtaine au centre de la ville avec regroupements composés de 2 à 4 radios. Toutefois bientôt des problèmes se posent car les stations

ne veulent pas, dans la plupart de cas, partager les fréquences et le temps d'antenne avec des stations profondément diverses au niveau aussi bien des contenus que d'idéologie. Dans la liste des radios autorisées dans l'agglomération parisienne, même s'il sont autorisés nombreuses projets, la plupart ont un profil commercial, comme par exemple NRJ, alors que les radios rejetées sont des stations « historiques » de la MF parisienne, comme parmi les autres Carbone 14, Radio Ici et Maintenant, Radio Vo-Ka, et Radio Libertaire. Certaines stations non autorisées décident de poursuivre leurs émissions, mais en aout 1983 elles seront contraintes à la fermeture après l'intervention de la police qui décrètera la fin de ces expériences. Il s'agit d'une des épisodes le plus répressifs après la chute du monopole et la loi de tolérance du novembre 1981. Parmi les stations concernées, dans la suite réussiront à réémettre seulement Radio Libertaire et Radio Ici et Maintenant. La volonté manifestée dans cette phase par plusieurs radios d'élargir leur rayon d'émission en se dotant des émetteurs plus puissants, était aussi motivée par la croissance de l'audience des radios locales privées dans cette période. Selon une enquête du CEO à partir de mai 1981, c'est-à-dire de la première libéralisation des ondes, jusqu'à mai 1984, lorsque les stations locales ont désormais un profil défini, l'audience est augmentée en passant du 2,9% au 19,3, soit environ un cinquième de l'écoute totale de la radio. Cette croissance sera parmi les causes qui conduiront à l'autorisation de la publicité pour les radios locales privées dans l'été 1984.

La radio italienne dans les années Quatre-vingt : une croissance privée des règles

A différence de la France la situation de la radiophonie italienne dans les années Quatre-vingt peut se définir comme une croissance privée des règles. Alors qu'en France les radios locales privées sont réglementées par les lois des gouvernements socialistes, en Italie les radios se développent au dehors de n'importe quelle réglementation. Selon un sondage du Ministère des Postes en 1984 en Italie on dénombre la présence d'environ 4200 stations. Ce développement se produit dans les années Quatre-vingt, une décennie où en Italie s'affirme la télévision privée commerciale, au début au niveau local, ensuite au niveau national avec les chaînes de la Fininvest de Silvio Berlusconi. Pourtant si la télévision rejoint bientôt une couverture nationale, en ce qui concerne la radio on peut parler pour la première moitié des années quatre vingt d'un phénomène local. Face à la centralité de la

publicité qui devient la première forme de financement des télévisions privées nationales, les radios n'arrivent pas à participer en plein au développement de la publicité en déterminant une générale carence des moyens de financement, parce que les radios dans cette phase ne peuvent utiliser que de la publicité locale. Les années Quatre-vingt sont aussi les années de la fin de l'engagement politique des années Soixante-dix. L'individualisme va s'imposer comme l'un des aspects les plus caractéristiques dans la saison de ce qu'a été défini comme le « riflusso ». Cela influence aussi sur le rôle des anciennes radios libres : la radio change sa fonction par rapport à la période précédente. En fait la radio ne représente plus l'outil favorisant le débat politique et un lieu de discussion, mais plutôt elle s'affirme en tant que moyen de divertissement. Cette mutation d'ailleurs paraît bien s'inscrire dans la « légitimité absolue au divertissement » dont parle le sociologue Fausto Colombo à propos de l'industrie culturelle italienne des années Quatre-vingt. Une analyse qui peut être confirmée par la prédominance des contenus musicaux que dépassent de loin les émissions de radios politiques ou parlées.

Même si au niveau social, économique et politique, les années Quatre-vingt en Italie sont très différentes par rapport aux années Soixante-dix, selon Peppino Ortoleva on peut remarquer dans le domaine des radios libres une substantielle continuité. Cette continuité se trouve dans le vide législatif qui sera comblé seulement en 1990 avec la loi Mammì, mais aussi au niveau des fréquences. En fait dans les années Quatre-vingt la plupart des fréquences sont occupées par les stations que s'en étaient emparées au cours de la décennie précédente et elles deviennent objet de contractions et de commerce entre les radios. Enfin la continuité se montre aussi dans le personnel des radios: la plupart des animateurs ayant débuté dans les années Soixante-dix, ils travaillaient encore à la radio en montrant d'avoir acquis une professionnalité sur le champ. Même si le vide législatif a empêché le développement d'un statut certain, les radios se sont installées dans la durée et ont assuré la naissance d'une pluralité des voix et des formats. Pourtant le problème de la gestion de fréquences se fait de plus en plus difficile à gérer, pour le nombre des stations ainsi que pour l'absence de l'intervention du gouvernement. Ce sont alors les Régions que se chargent de mettre ordre dans la modulation de fréquence locale. Par exemple la région Piémont, à la fin de 1980, envisage de favoriser un code de bonne conduite pour les plus de 200 stations émettant dans la région, afin de permettre à toutes d'avoir leur place dans l'espace hertzien.

La dérégulation de la radio et de la télévision en Italie se produit sous l'impulsion de la télévision commerciale privée notamment à partir de l'autorisation de trois chaînes télévisées appartenant à la société Fininvest de Silvio Berlusconi, décrétée à travers les mesures du gouvernement Craxi en février 1985. Les procès de dérégulation sont en partie alimentés par le pouvoir politique surtout en ce qui concerne la télévision. Pourtant l'intervention de la politique se manifeste seulement dans la réglementation du secteur télévisé en négligeant l'organisation de la radio. En fait la volonté politique de régler la radio en Italie ne paraît pas claire : entre 1976 et 1984, au moins huit projets de loi se sont succédés, sans jamais arriver à une approbation partagée par les partis politiques. D'après David Hendy les facteurs de changement de la radio peuvent être classifiés à l'intérieur de deux macro définitions : l'évolution technologique et la commercialisation. Appliquée au développement des radios libres on peut remarquer comme l'évolution technologique, et dans ce cas notamment l'exploitation de la bande MF au niveau des masses, a permis la diffusion des milliers d'expériences radiophoniques. En Italie et en France ces aspects technologiques se sont rencontrés avec un grand besoin de participation et de communication à travers la radio en déterminant un changement dans ce domaine. Dans les années Quarante-vingt, c'est au contraire la commercialisation qui va s'imposer en modifiant l'organisation et la production radiophonique, qui s'orienteront dans la majorité des cas vers des logiques qui voient dans la radio un moyen pour créer du profit et s'insérer à l'intérieur d'un marché des médias, désormais profondément différent. Face à l'immobilisme, voire à l'indifférence de l'échiquier politique par rapport à la radio, les sollicitations à régler le secteur proviennent surtout de l'étranger. En septembre 1984 sur demande de l'UIT (Union Internationale de Télécommunications) de Genève, le ministre des Postes Antonio Gava est chargé de rédiger un nouveau plan national des radiofréquences. Selon ce projet les radios privées auraient réduit les fréquences à leur disposition en faveur de la Rai, en contraignant plusieurs expériences radiophoniques de s'interrompre. Face à ces mesures les animateurs des radios se mobilisent pour réclamer leur droit à exister en tant que médias locaux, ils demandent notamment d'avoir la possibilité d'émettre pour diffuser de la musique. Ces manifestations témoignent d'un changement de phase par rapport aux années Soixante-dix, lors que les radios réclamaient leur espace au nom de la liberté d'expression et de la prise de la parole pour tous les exclus de la communication. A partir des années Quarante-vingt au contraire la grande majorité des radios locales

s'oriente en direction d'une radio de « flot », selon la définition introduite par l'analyse des programmes télévisés de Raymond Williams. Les radios locales privées en Italie étaient désormais bien insérées à l'intérieur du paysage médiatique italien et elles arrivent à obtenir un bon score d'audience. Selon l'enquête ISAR 1983 (Enquête Statistique sur l'Audience Radiophonique) l'ensemble des radios locales privées étaient écoutées par le 28,6% de la population déclarant d'écouter au moins une radio privée au cours de la journée, soit environ 13 millions d'auditeurs. D'après la même étude la radio privée en Italie en 1983 était un secteur où travaillaient environ dix-huit milles personnes et le marché des programmes privés rassemblait environ quatre milliards et demi de liras. Face à la précarité de leur statut, en 1985 les radios et les télévisions privées se constituent en la FRT (Fédération Radios Télévisions), un organisme regroupant plus du 50% de la radiophonie privée et le 98% des télévisions privées. Ces chiffres montrent comment le secteur de la télévision privée aurait conditionné les radios locales privées en Italie avant la promulgation de la loi Mammi en aout 1990. Pourtant cette loi, comment on le verra par la suite, ne serait qu'une « photographie » de la situation existante car elle visait surtout à réglementer et à institutionnaliser le duopole télévisé Rai-Fininvest. A la fin, Les radios seront reconnues, mais les radios locales auront encore des difficultés à s'imposer à l'intérieur du paysage médiatique italien dominé par la télévision commerciale.

Les radios locales et la publicité en Italie et en France

Dans la période précédente à l'autorisation du financement publicitaire pour les radios locales privées en France, décrétée par la loi du 1^{er} aout 1984, la question de la publicité représente le thème le plus controversé, soit au niveau des rapports entre les radios et le gouvernement, soit au niveau des différentes positions des radios. En fait la décision de ne pas permettre la publicité aux radios locales privées, cherchait à maintenir ce secteur à l'intérieur du monde associatif, alors qu'autoriser la publicité aurait poussé ces nouveaux espaces d'expression dans la logique du marché et du profit commercial. Bien que le gouvernement eut prévu de soutenir financièrement les stations à travers le Fond de Soutien à l'expression radiophonique locale, les premières subventions seront allouées à partir de l'automne 1983, c'est-à-dire environ deux ans après la loi de tolérance de novembre 1981 et environ un an après la loi de réforme de l'audiovisuel de juillet 1982. Dans cette phase en outre, les stations qui au

début étaient gérées par des petits groupes, commencent à élargir le nombre de leurs collaborateurs et acquièrent un bon niveau professionnel. Face aux frais de gestion, toujours plus élevés, les radios locales privées essaient de trouver des moyens de financement alternatifs : subventions des municipalités, des institutions, mais aussi initiatives autonomes telles que la vente des cartes des auditeurs, l'organisation des événements (concerts, expositions, spectacles), la vente des disques mais aussi des gadgets de la station (t-shirt, adhésifs) et l'organisations des spectacles au dehors de la radio. Au moment de l'approbation de la loi interdisant la publicité pour les radios, plusieurs fédérations parmi l'ALO qui prônait la professionnalisation du secteur et la FNRTL, s'étaient plaintes que faute de moyens de subvention les radios étaient destinées à la médiocrité. Seule la FNRL, fidèle au refus de la publicité, défendait le caractère de la loi et des radios à but non lucratif. Pourtant déjà en septembre 1981, le Service Juridique et Technique de l'Information signalaient comme la pratique de la publicité clandestine était plutôt diffusée dans plusieurs zones de la France. C'est le même service qui encore en octobre 1983 montrait comment cette attitude allait se généraliser dans l'ensemble des radios locales privées françaises. La plupart des radios recouraient à la publicité clandestine comme le moyen principal pour permettre l'existence des projets autorisés. La question de la publicité et du financement sera aussi à l'origine de la division de la FNRL. Cette Fédération, qui pouvait compter sur une centaine de stations adhérentes, lors de son congrès du juin 1983 se scindait en une majorité favorable à maintenir une communication radiophonique sans finalités commerciales, alors qu'une minorité se déclarait favorable à la publicité. De cette scission naîtra la Confédération Nationale des Radios Libres (CNRL) qui dans son statut confirmait sa volonté de préserver les radios de tout pouvoir politique, économique et religieux.

Au début de 1984 la modification de la loi est demandée aussi par les Agences publicitaires qui voyaient dans les radios de nouveaux supports à exploiter. Dans un appel rédigé en mars 1984 adressé au gouvernement, les représentants des agences soutenaient que « Les radios locales ont, depuis deux ans, fait la preuve qu'elles correspondaient à un besoin réel de communication. Il est désormais urgent que les préjugés nourris à l'encontre de la publicité s'effacent et que soient reconnus à ces nouveaux médias les moyens de vivre ». Après une intense campagne de presse conduite par le quotidien « Le Matin de Paris » réclamant l'autorisation du financement publicitaire, le Président Mitterrand se déclare en faveur du changement

de la loi. Il s'agit d'un changement d'avis par le Président de la République qui aurait institutionnalisé la publicité, après que la loi venait désormais de plus en plus transgressée. A différence de l'Italie où les radios libres sont devenues très vite un support publicitaire, en France les radios locales privées pouvaient transmettre des messages payants seulement à partir de la loi du 1^{er} août 1984. Avec cette loi le Fond de Soutien à l'Expression Radiophonique Local venait maintenu en montrant la volonté de préserver les expériences de radiophonie sans but lucratif. A ce propos, selon Annie Cojean, entre 1983 et 1985 plus de 700 radios ou regroupements de radios avaient obtenu une somme de 100.000 francs pour l'installation. La loi autorisant la publicité ne posait pas de limites ni dans la durée ni dans la forme des messages, à condition que le même annonceur ne participât pas à plus du 10% du financement de la station. En bref parmi les environ 1500 radios locales privées, trois sur quatre décident de faire recours à la publicité, en montrant la volonté de la majorité des stations de s'insérer dans le système commercial. L'autorisation de la publicité était l'une des premières mesures mises en place par le nouveau gouvernement de Laurent Fabius. Laurent Fabius avait été choisi par François Mitterrand parce qu'aux yeux de l'opinion publique il pouvait être considéré plus libéral par rapport à Pierre Mauroy, dans une phase politique où le Président socialiste était critiqué par l'opposition pour le projet de loi sur l'école privée présenté par le Ministre Alain Savary. Face aux manifestations de l'opposition, le projet sera retiré en juillet 1984 et le Ministre résignera ses démissions. La mesure sur les radios locales privées s'inscrivait dans ce climat politique. A la fin de 1984, le cortège promu par NRJ afin de protester contre la suspension de son autorisation décidée par la HACA à cause d'un émetteur trop puissant ne respectant pas la loi, montrera d'un façon symbolique le changement d'époque. Des milliers de jeunes se mobiliseront ensemble à de nombreux personnages du monde du spectacle, tels que la fameuse chanteuse Dalida, afin de défendre « leur radio », « la plus belle des radios » et lui permettre de poursuivre ses émissions. Face à ce soutien en faveur de la station musicale commerciale la plus écoutée dans Paris, la Haute Autorité retirera la suspension et NRJ continuera à émettre avec le même émetteur de 100kW alors que la puissance prévue par la loi était de 0,5 kW.

Avec la possibilité de diffuser des messages publicitaires, selon plusieurs observateurs les radios locales privées passaient de la phase de la passion à celle du professionnalisme. Les Agences soutenaient l'autorisation car elle aurait permis de

mieux cibler mieux le public plus fidèle à l'écoute, notamment les jeunes, comme d'ailleurs en Italie. Pourtant la publicité paraît favoriser les stations avec un projet mieux structuré, laissant aux radios moins organisées seulement une petite portion du marché et de ce fait favorisant une tendance à la concentration. Selon une enquête de l'AACP (Association des Agences-Conseils en Publicité) de 1985, sur 614 radios interpellées le 19% rassemblait le 67,4% des ressources, alors que le 57% ne se partageait que le 16% du total. Le chiffre global des investissements publicitaires dans les radios locales privées était à cette époque d'environ 400 millions de francs. La plupart des messages diffusés avaient un caractère local (71%), contre le restant 29% ayant un caractère national. Cette répartition témoignait comment dans les premières années de l'ouverture à la publicité, les radios locales privées émettaient des messages locaux, mais aussi que la récolte des ressources publicitaires, aurait favori notamment les projets radiophoniques les plus développés.

La publicité des radios locales privées en Italie a été fortement conditionnée par la concurrence de la télévision commerciale nationale, à l'intérieur d'un phénomène plus général c'est-à-dire l'augmentation des investissements publicitaires dans les médias. Même si à partir du début des années Quatre-vingt des agences spécialisées dans la fourniture des messages publicitaires aux radios locales vont se créer, les investissements dans le secteur radiophonique privée dépassent les investissements de la radio publique seulement en 1984, en préfigurant le passage en tête au niveau d'audience qui arrivera en 1987. La concurrence de la télévision change avec la constitution de Publitalia, l'agence publicitaire de Fininvest qui déterminera une croissance des investissements dans les chaînes nationales privées. La part de la radio (publique et privée confondues) sur le total du marché des médias entre 1980 et 1990 passe du 6,68% au 3,64%, alors que la télévision passe du 25,68% au 47,88%, fortement alimentée par le poids de la télévision commerciale. Ces chiffres montrent le rôle central qu'a été joué par la télévision dans la croissance de la publicité en Italie.

La chute du monopole avait permis à des nouveaux supports tels que les radios libres d'offrir des espaces où publiciser des produits. Jusqu'à ce moment en fait la publicité était contrôlée et réglée par la SIPRA, la concessionnaire de la Rai. En ce qui concerne les radios locales, dans l'attente de la transformation en radios nationales privées, elles privilégient la publicité locale, qui trouve des nouvelles modalités d'être diffusée, en exploitant le rapport direct avec le lieu d'émission des stations.

Dans une perspective de comparaison avec la France, même si la radio a été la principale victime de l'arrivée des télévisions privées comme soutient Marc Martin, elle garde des pourcentages d'investissement supérieurs à ceux de la radio en Italie. Selon l'enquête IREP du 1987, la radio obtenait le 7% des investissements sur les médias alors que la télévision le 22% et la presse (quotidiens et périodiques) le 56,4%. Pourtant à différence de l'Italie, les radios locales privées à partir de 1986 doivent faire face à la concurrence des radios périphériques qui à partir de ce moment s'installent sur la bande MF. MF. La fragmentation de la modulation de fréquence aussi bien en Italie qu'en France a découragé les annonceurs nationaux à investir dans le secteur radiophonique, au point que la partie de marché occupée par la radio dans les deux Pays diminuera pendant les années Quatre-vingt. Si en Italie aux seuils des années Quatre-vingt-dix la radio ne dépasse pas le 3%, en France entre 1984 et 1990 la radio passe du 9,4% au 6,6% des investissements publicitaires globaux sur les médias. Même si en France la concurrence de la télévision commerciale a été moins marquée qu'en Italie, elle a influencé le secteur radiophonique, à l'intérieur duquel ce sont surtout les radios les plus organisées et développées qui ont bénéficié de la publicité. Une tendance qui d'ailleurs s'imposera totalement dans la deuxième moitié des années quatre-vingt aussi bien en Italie qu'en France, en pénalisant les radios de petites dimensions.

La nouvelle géographie de la radio. L'audience des radios locales privées dans les régions

La parution des radios libres en Italie et en France détermine la fin du monopole et le passage d'un système géré par l'Etat à un système des médias qui se fonde sur la libre concurrence. L'un des effets les plus significatifs de ce changement est représenté par la multiplication des chaînes. Les radios locales privées renforcent leur lien avec leur lieu d'émission, se présentant comme la voix des communautés locales ou comme un lieu où pouvoir s'exprimer par l'intermédiaire du téléphone, qui permet un échange entre les animateurs et les auditeurs. Les stations deviennent des lieux où la dimension publique se noue avec la sphère privée à travers la capacité des stimuler un dialogue constant avec le public.

Si les radios expriment leur rapport avec le milieu local, d'un autre côté elles proposent des contenus de plus en plus expression des produits musicaux anglo-

saxons. Cela se produit aussi lors que les stations les plus structurées à partir du milieu des années Quatre-vingt décident d'augmenter leur rayon d'émission et commencent à se constituer en réseaux, acquérant un espace qui va au-delà du local. Le concept de « glocalisation » déjà rappelé, permet de d'expliquer la double tendance des stations entre espace local, espace national et espace international. Cette tendance est aussi fortement alimentée par des procès de concentrations des industries culturelles au niveau mondial, qui commencent à la fin des années Soixante-dix. L'un des aspects les plus innovateurs est l'énorme augmentation des offres pour le public. Si, en fait, jusqu'à la parution des radios libres la programmation radiophonique a été généraliste afin d'attirer plusieurs typologies de public, dans les années Quatre-vingt les radios locales privées imposent une pluralité de formats radiophoniques. La programmation généraliste (basée sur l'information et le divertissement) est progressivement enrichie par la programmation visant à attirer des publics ciblés. Strictement liée au développement des investissements publicitaires dans les médias, la tendance à lancer une station selon les différents publics visés s'affirme (jeunes, femmes, jeunes-adultes, artisans, troisième âge). Cette évolution dans le secteur radiophonique en Italie et en France permet de montrer comment la radio a été le premier médium électrique à passer d'une communication de masse à une communication segmentée, ou du *broadcasting* au *narrowcasting*. Le concept de communication de masse avec la multiplication des offres radiophoniques, inaugure un procès de fragmentation du public qui par la suite sera l'une des innovations plus profondes dans tous les domaines des médias. La modification du rôle de la radio anticipera une évolution des médias qui s'affirmera de plein fouet dans les décennies suivantes, en montrant comment la radio après la dérégulation se présentait comme un observatoire où comprendre des changements plus généraux du champ médiatique. Un autre élément important dans la prolifération des radios locales est leur contribution à la redéfinition d'une nouvelle géographie des médias. Il s'agit d'un changement alimenté par la nécessité des communautés locales d'avoir ses propres moyens de communications, permettant de préserver leurs traditions, leurs identités, voire leurs dialectes et langages. Parmi les nombreuses stations qui voient le jour dans les années Quatre-vingt, beaucoup décident d'émettre avec la mission et le but de promouvoir et veiller à la diffusion des différentes cultures locales. Le besoin d'avoir des médias locaux s'associe aux procès de décentrement administratif, qui arrive dans cette période aussi bien en Italie qu'en France. Ces procès débutent en

Italie avec l'institution des Régions en 1970, alors qu'en France c'est le Ministre de l'Intérieur et de la décentralisation Gaston Defferre qu'à partir du 1982 inaugure une série de mesures visant à renforcer la décentralisation administrative dans l'Hexagone. Quand on s'interroge sur la géographie des médias, il faut tenir compte de la forte concentration au niveau des médias existante à ce période aussi bien en Italie qu'en France. La centralité de Paris ne vient pas mise en discussion, mais à travers la naissance de milliers des radios elle est au moins atténuée ; en Italie comme on l'a déjà remarqué, Rome et Milan constituaient les deux capitales de la communication : Rome pour le secteur public, Milan pour le secteur privé. En Italie, en outre, pendant les années Quatre-vingt les procès de concentration s'accroissent sous la poussée de la télévision commerciale. Pourtant les radios locales modifient cette centralité et proposent des exemples de communication décentralisée et autonome par rapport aux villes les plus importantes d'un point de vue économique. La création des radios locales, redéfinissant la géographie des médias dans les deux Pays a bénéficié aussi de l'aide de la presse locale et régionale, que comme on l'a souligné avant, joue un rôle important dans la promotion des stations locales.

La structure administrative de la France et de l'Italie, organisée à travers les Régions, permet de noter quelles sont les zones géographiques les plus intéressées par la présence des radios locales privées et quelle était leur audience à l'intérieur de ces zones. L'étude de Robert Prot relevant la présence des radios locales privées dans les différentes Régions de la France à la fin du 1984, montre leurs diffusions. Les régions où les radios locales privées sont davantage distribuées, avec plus de 25 stations, sont l'Ile de France, le Nord Pas de Calais, l'Alsace, l'Aquitaine, la Provence et le Rhône-Alpes. Cette diffusion s'enregistre aussi dans des autres zones du Midi comme par exemple à Marseille (Bouches du Rhône) et à Montpellier (Hérault). En Bretagne dans l'agglomération de Rennes on compte entre 16 et 25 radios, alors que d'autres zones géographiques sont plus démunies, ayant entre 6 et 15 stations telles qu'Orléans et Tours (Centre), Dijon (Bourgogne), mais aussi Toulouse (Midi-Pyrénées), Nantes (Pays de la Loire) et dans des villes du Nord-Ouest telle que Nancy (Lorraine). La différente présence des radios locales privées dans les régions de la France, montrait comment ces stations ont pu modifier le paysage radiophonique au niveau local. En analysant l'audience des radios locales privées dans les régions, il faut rappeler l'évaluation de la pénétration, la concurrence exercée, outre que par Radio France aussi par les radios périphériques. Cela à différence de l'Italie où les

radios locales privées étaient en concurrence seulement avec les chaînes de la radio publique. L'agglomération de Rennes où la radio en général était écoutée par plus de 78% du public, c'est-à-dire avec le taux de pénétration le plus haut, l'audience des radios locales privées dépassait l'audience de Radio France et s'attestait sur les mêmes niveaux des périphériques. A Paris et dans l'Île de France les radios locales privées se partageaient l'audience aussi bien avec les périphériques que avec Radio France. A Lyon et à Marseille, les agglomérations les plus peuplées après l'agglomération parisienne, les radios locales obtenaient des scores supérieurs à Radio France, mais inférieurs aux périphériques. Au contraire, dans l'agglomération de Bordeaux les chaînes de Radio France étaient les plus écoutées par la population, alors que l'ensemble des radios locales privées était plus écoutées que l'ensemble des radios périphériques. L'agglomération de Lille montrait la majeure pénétration des périphériques, alors que les radios locales privées dépassaient les radios de Radio France. La région où les nouvelles stations étaient les plus écoutées était l'Alsace. A Strasbourg leur taux de pénétration arrivait à 46%, dépassant aussi bien les périphériques (34,4%) que Radio France (12%). Dans le cas de l'Alsace la présence des radios locales démontre comment elles ont contribué à un ample agrandissement de l'auditoire. Pourtant ces chiffres ne sont pas confirmés par ce qui se passe dans des autres agglomérations avec une grande diffusion de stations locales telles que celles de Lyon et de Marseille où les radios périphériques étaient les plus écoutées, bien que plusieurs radios locales privées existaient déjà.

Selon l'enquête ISAR 1983, en Italie la région avec la présence la plus diffuse des radios privées était la Sicile avec 190 radios. Au niveau de pénétration ces stations dépassaient Radio Rai avec 54,1% d'audience. La Lombardie comptait 157 radios, mais leur pénétration restait au dessous de celle des radios de la Rai. D'autres zones où le nombre des radios locales privées était consistant étaient les Pouilles (130 stations) avec le 54% de pénétration. Le Latium où la communication était centrée sur Rome, comptait 88 stations qui pourtant n'arrivaient pas à toucher l'audience de Radio Rai n'obtenant que le 22,1% de l'audience. D'autres régions où on dénombrait une centaine de stations sont la Vénétie, le Piémont, la Campanie, l'Emilie Romagne et la Toscane. Dans ces zones l'audience des radios locales privées surpassaient celle de la Rai en Campanie et en Emilie, mais en Vénétie, au Piémont et en Toscane la Rai restait en tête des sondages.

La diffusion des radios locales privées dans les différentes régions de la France et de l'Italie montre comment ces nouveaux médias ont contribué à une redéfinition de la géographie radiophonique dans les deux Pays. Leur majeure audience dans certaines zones dévoile jusqu'à quel point les radios se sont posées en concurrence avec les stations existantes et comment, dans l'espace des quelques années, elles sont arrivées à modifier en profondeur les habitudes d'écoute, dans des lieux différents de par leur population et par leur présence.

CINQUIEME PARTIE

V. Les radios libres dans l'époque de la télévision (1985-1990)

La normalisation de la MF

A partir du milieu des années Quatre-vingt la saison des radios libres, commencée pendant les années Soixante-dix, s'approche à sa conclusion. Les anciennes radios libres, devenues désormais radios locales privées, sont insérées à l'intérieur d'un système des médias qui s'oriente de plus en plus en direction d'une exploitation commerciale. Les expérimentations dans ce domaine et notamment dans le champ des outils de communication alternative se trouvent à se confronter avec une situation sociale et économique nouvelle. L'orientation libérale et libériste en économie, représentée au niveau mondial par le rôle joué par Ronald Reagan et Margareth Thatcher, concerne bientôt aussi les médias et les radios qui s'adaptent à ce renouvellement impliquant aussi une redéfinition du rôle sociale de la radio. La confrontation avec le pragmatisme économique de cette période pose fin aux espoirs et aux illusions de possibilités d'établir des médias qui soient réellement instruments de participation démocratique. Les sociétés française et italienne se modifient en direction aussi d'une prédominance des occupés dans le secteur des services, déterminant les conditions d'un passage à une société de l'information. Ce que François Lyotard avait appelé « condition-post moderne » impliquait une définition des concepts de savoir et de connaissance et de leur diffusion à travers les médias. D'après Armand Mattelart dans les années Quatre vingt c'est la même idée de communication alternative que ne peut plus être considérée en montrant comment les média alternatifs, tels que les radios libres, ne représentaient plus des espaces où exprimer des contenus différents. A ce propos il soulignait une « impossible quête du

«communautaire» et du «local» comme point d'ancrage pour la création d'une identité et d'un espace de couverture du média dit alternatif rappelait que la démocratie n'est pas nécessairement là où on dit qu'elle est. *Small* n'est pas nécessairement *beautiful* ».

Dans le domaine radiophonique en France et en Italie l'évolution des radios libres est le résultat aussi de changements législatifs qui influencent aussi la programmation. Si en Italie jusqu'en 1990 il n'y a pas de réglementation du secteur, inséré dans un système où la télévision commerciale joue un rôle central, en France à partir de 1986 s'impose un changement dans la conception même de radio locale : la loi du 30 septembre 1986, votée pendant le premier gouvernement de cohabitation guidé par Jacques Chirac, éliminait la notion de radio locale en faveur de radio privée. Cela montrait qu'à partir de ce moment les anciennes radios libres étaient forcées à l'intérieur d'une logique de profit économique. En outre à partir de 1984 les stations les plus structurées, telles que NRJ en France et Studio 105 en Italie, commencent à élargir leur espace de couverture en vue de devenir des stations nationales. Au niveau des contenus la centralité de la musique va s'imposer, alors que les programmes basés sur la parole et l'échange linguistique, commencent à être moins diffusés. Cela favorise un procès de standardisation du format radiophonique, articulé entre musique et nouvelles, qui se renforcera dans la deuxième moitié des années Quatre-vingt avec la création de grands réseaux nationaux qui, à travers les satellites, auront la possibilité de partager leur contenus et de se franchiser avec beaucoup des stations locales. La centralité de la programmation musicale se noue avec une tendance de grilles de programmes au passage de grilles verticales, c'est-à-dire basées sur des programmes spontanés et non réguliers, à des grilles horizontales avec des créneaux horaires de plus en plus fixes. La diminution des programmes orientés sur la voix et sur la parole des auditeurs, peut être interprétée selon une générale tendance à l'individualisme, qui représente une caractéristique typique des années Quatre-vingt. Ces mutations des contenus concernant la parole peuvent être expliquées selon les analyses de Pierre Bourdieu qui considère les échanges linguistiques comme des rapports économiques qui influencent le champ des rapports entre un producteur et un consommateur. Les radios ne sont plus vues comme des nouvelles agoras virtuelles où il est possible de discuter, mais plutôt comme des lieux où être protagonistes dans un monde que vient de plus en plus représenté par les médias. Même s'il s'agit d'un procès largement utilisé par la télévision, la radio y participe aussi. Les médias

deviennent des dispensateurs de divertissement favorisant la spectacularisation de la société. Les médias d'ailleurs alimentent avec leur pénétration dans la société la « société de consommation », qu'avait décrite Jean Baudrillard déjà dans les années Soixante-dix, agissant en tant que véhicule de suggestions et de désirs. La progressive homogénéisation des formats à partir de la deuxième moitié des années 80 a réduit aussi la capacité créative autonome des radios, qui au début de la saison des radios libres était l'un des aspects les plus innovateurs des ces médias.

En ce qui concerne la radio et l'évolution des radios libres on peut accepter l'interprétation d'une « normalisation » de la MF d'après Jean-Jacques Cheval à propos du cas français, et l'idée d'une continuité du secteur pour le cas italien introduite par Peppino Ortoleva. Dans ce paysage, l'espace pour les expériences de communication alternative a été remplis par les radios communautaires ou associatives, qui seront reconnues par la loi. Même s'il y a eu un changement d'époque, ces stations ont essayé de maintenir un caractère ouvert vers des formes d'expression dégagées de logiques du profit du marché des médias. Pourtant leur taux de pénétration, estimé à environ 5% de l'audience totale de la radio dans les deux Pays au début des années Quatre-vingt-dix, montrait comment ces expériences ont occupé un espace réduit dans le secteur radiophonique.

Musique et paroles : programmation et consommation des radios locales privées

Dans la deuxième moitié des années Quatre-vingt, en Italie et en France, la centralité des contenus musicaux va s'imposer dans la programmation des radios locales privées. Cela s'associe à des procès socio-économiques déjà rappelés, qui font des années '80 une période caractérisée par le « fun », les loisirs, l'hédonisme et l'exaltation du soi. Les anciennes radios libres qui au début de leur saison étaient des lieux de partage se tournent vers le divertissement et l'individualisme. Pourtant la multiplication des chaînes radiophoniques causée par la prolifération des radios, détermine aussi bien en Italie qu'en France l'augmentation de l'audience de la radio. Selon l'enquête Médiamétrie d'octobre 1987, la radio en France est écoutée par le 75% de la population de plus de 11 ans, alors que en Italie l'audience globale s'atteste autour du 55% de la population. Ces chiffres montraient comment en pleine époque de l'image, de la centralité de la télévision, la radio restait le deuxième média le plus diffusé dans le deux Pays. Dans cette phase la radio s'affirme comme lieu

privilegié pour la consommation de la musique. La catégorie de public la plus visée par la consommation de musique à la radio est celle des jeunes. La musique en fait s'impose de plus en plus en tant que facteur d'identité générationnelle à travers laquelle différents groupes de jeunes, choisissent des genres musicaux bien déterminés afin d'être reconnus par les personnes du même âge.

Dans cette phase la radio développe une tendance, déjà bien présente aux Etats Unies, au format radio, c'est-à-dire, à la création des formats radiophoniques orientés vers des publics visés. Afin d'examiner les contenus des radios locales privées les plus écoutées, il peut être utile d'analyser, à travers des *case studies* concernant l'Italie et la France, leur programmation dans les régions où l'audience des radios privées était supérieure. Cela permet aussi de vérifier dans quelle mesure les principales radios locales ont accompli leur mission au niveau de l'information locale et quelle a été la place occupée par ce contenu. Si on observe la répartition de l'audience de la radio en général en Italie et en France, on peut voir des différences d'écoute dans les différentes zones géographiques. En France comme on l'a vu, l'agglomération de Rennes avec plus du 78% d'audience est le lieu où est plus diffusé l'audience radiophonique. Les radios locales privées obtiennent environ le 31% de l'écoute, face au 33,7% des radios périphériques et au 30% de Radio France. La station locale privée de l'agglomération la plus écoutée selon l'enquête IFOP du 1985 c'est Fréquence Ille. Cette station représente un exemple parmi plusieurs, d'une station locale qui utilise l'espace local non pas comme véritable présence dans le lieu d'émission, mais plutôt comme support à exploiter pour finalités commerciales. D'après la recherche d'Anne-Claire Delorme la proximité à l'espace local « ne se traduit pas par la diffusion de programmes «couleur locale». La programmation laisse au contraire apparaître une dominante anglo-américaine prononcée. Il ne s'agit pas là, bien sur, de dévaluer au nom de quelque impérialisme culturel les expressions culturelles étrangères, mais de démontrer que l'absence de vocation locale se traduit aussi au niveau du contenu par la confortation du modèle américain ». Le modèle auquel Fréquence Ille déclarait de vouloir s'inspirer était celui d'NRJ, qui à partir de mars 1984 avait commencé à élargir son rayon d'émission en distribuant ses programmes à une trentaine de radios locales dans toute la France. La tendance à reproduire un modèle où la programmation était centrée sur la musique, était d'ailleurs un trait commun à la plupart des radios locales dans la deuxième moitié des années Quatre-vingt. En réfléchissant sur le contenu de l'information locale de

Fréquence Ille, la recherche montrait que l'information avait la tendance à devenir une composante spectaculaire de la programmation. Ainsi le local était destiné à être « un espace lointain d'où on observe, on distingue à peine les tendances du débat national. Fréquence Ille fait du local un univers imaginaire, coupé de la réalité, une entité repliée sur elle-même ». Le cas de cette station montrait en parallèle comment se redéfinissait aussi la notion de l'information locale, que ne s'adressait plus à l'information pure et simple, mais concernait désormais plusieurs aspects de la vie quotidienne : « la conception de la MF privée comme instrument de divertissement, de détente fait du secteur des loisirs un domaine privilégié de l'information locale (loisirs, vie associative, information service) ». En Italie la région où l'audience de la radio en général était plus ample était le Trentin-Haut-Adige avec plus du 70% de pénétration alors que la moyenne nationale s'attestait autour du 55%. Même si les chaînes publiques restaient en tête aux sondages par rapport aux radios locales privées, la radio locale la plus écoutée, Radio Dolomiti, montrait une trajectoire semblable à celle de Fréquence Ille. L'information locale était utilisée comme un élément complémentaire dans la programmation, s'articulant dans différents créneaux horaires. Même si l'espace à l'information locale était reconnu, il souffrait d'un manque de professionnalisme que finissait pour reléguer ce contenu aux marges de la programmation, qui se caractérisait notamment pour être une station musicale.

Si l'on observe les lieux où s'enregistrait le maximum d'audience des radios locales privées en Italie et en France on constate que les stations privilégiaient un format musicale bien défini. L'Alsace est la région où la pénétration des radios locales privées est majeure avec 46% de l'auditoire total. NRJ était la plus écoutée avec environ le 29% de pénétration en montrant comment la logique des franchises était gagnant pour cette station. Une autre radio beaucoup suivie par un public des jeunes était la station Canal 15, avec le 2,2% de public. En Italie la région où l'audience des radios locales privées rejoignait le maximum était la Sicile: si dans l'agglomération de Palerme la plus écoutée était Radio Palermo Centrale, une station lancée au milieu des années Soixante-dix ayant une vocation informative, dans les autres provinces, telles que celle de Catane, les stations les plus écoutées étaient Radio Color et Radio Catania International avec une vocation décidément musicale. Pourtant dans une perspective comparée, des autres zones géographiques montrent comment le modèle musical était devenu désormais le plus diffusé aussi bien pour les radios locales en Italie qu'en France. Dans l'agglomération de Lyon l'ensemble des radios locales

privées obtiennent environ le 30% de l'audience totale. Radio Scoop avec le 8,4% était en tête de sondages des stations locales en 1985, en diffusant une programmation centrée sur la musique d'origine anglo-saxonne. Claude Collin, en analysant les radios locales dans une autre agglomération du Rhone-Alpes, celle de Grenoble, montrait comment dans cette zone on pouvait parler d'une « grand désillusion » à propos de la communication locale. Les désir de faire de l'espace local un lieux de renouvellement démocratique à travers la radio rencontrait une insuffisante prédisposition des radios les plus écoutées à traiter thèmes de caractère local. Selon Claude Collin « le local, primitivement conçu comme un lieu d'expression et d'épanouissement d'une vie communautaire et collective, a très vite été considéré comme un espace marchand à conquérir. La façon la moins couteuse de conquérir «les paires d'oreilles» étant la diffusion permanente de musique à la mode (qu'il faut tout de même interrompre par fois de spots publicitaires), on comprend pourquoi les radios locales se définissent de plus en plus comme «musicales». Cette tendance paraît évidente aussi en Italie. Radio Firenze, la deuxième radio locale la plus écoutée de la ville, pendant les années '80 avait renforcé une dimension votée au divertissement et à l'évasion comme en témoignent ses grilles de programmes avec une prévalence d'émissions à caractère musical. D'autres enquêtes conduites au niveau local montraient comment cette tendance fut prévalente dans la plupart de stations. De ce point de vue, les résultats des enquêtes régionales sur l'audience en Piémont et en Ligurie confirmaient cette aptitude.

L'audience totale de la radio en Italie et en France change selon les différentes zones géographiques. En France au fil des années Quatre-vingt l'écoute de la radio est supérieur, outre que dans l'Ile de France, aussi dans les régions du Nord, du Nord-Ouest et du Nord-est avec une moyenne d'environ le 75% ; dans le Midi au contraire le pourcentage de pénétration de la radio s'attestait autour du 60%. Même en Italie l'écoute varie selon des différentes zones concernées. Si on excepte la Sicile, généralement l'audience était moins significative dans les Régions du Sud, alors que au Centre et au Nord elle dépassait la moyenne nationale. La comparaison entre les stations les plus écoutées dans l'agglomération de Marseille (25,3% pour les radios locales privées) et celle de Naples (31,6%) nous donne un tableau semblable aux autres zones déjà considérées. En fait à Marseille Radio Service, lancée en 1984, arrivait en 1985 à dépasser le 8% d'audience, à travers une programmation alternant programmation musicale et informations locales. A Naples Radio Kiss Kiss, fondée

par le propriétaire d'une discothèque, était de loin la plus écoutée même parce qu'elle proposait une riche sélection des morceaux à la mode. Le développement de cette station conduira Radio Kiss Kiss à se constituer en réseaux à partir du 1986, après avoir rejoint en 1985 le résultat de radio privée la plus écoutée en Italie.

Afin d'introduire un ultérieur élément de comparaison on a essayé de vérifier quelles étaient les radios locales privées les plus diffusées dans les grandes agglomérations telles que Paris et la région de l'Ile de France, aussi bien que Rome et Milan et les régions du Latium et de la Lombardie. Parmi les radios locales privées à Paris et dans l'Ile de France la plus écoutée était de loin NRJ avec le 18,8% : un niveau d'écoute très proche des stations nationales telles que RTL, Europe 1 et France Inter. La vocation musicale commerciale de NRJ visant un public de jeunes était bien marquée, mais si on observe les autres radios locales privées qui étaient très écoutées on constate des modèles plutôt orienté vers la recherche d'une professionnalisme. En particulier 95.2, déjà Radio Fréquence Montparnasse, RFM et Hit FM s'attestaient autour du 2,5% d'audience globale chacune, en privilégiant une programmation capable d'attirer la plus grande audience possible. Toutes ces radios pouvaient bénéficier du soutien des groupes multimédias, comme témoigne le cas de 95.2, qui était née comme émanation d'Europe 1. RFM en 1986 révélera le réseaux Chic FM, mais au fil des années elle souffrira de la concurrence avec NRJ et à la fin des années Quatre-vingt, son fondateur Patrick Mayer décidera de céder une partie de ses actions au Crédit Mutuel Artois et au groupe anglais Crown Communication. Hit FM, lancée par le célèbre publicitaire Jacques Séguela en 1985, appartenait au groupe UGC et avait l'ambition de créer un réseau dans les grandes villes de province. Le projet de réseaux des radios de province sera abandonné et la radio renforcera sa dimension parisienne lorsqu'en février 1988 il sera autorisé à diffuser les programmes d'Europe 2. Les radios locales privées les plus écoutées dans les provinces de Rome et de Milan en 1985 montraient des orientations analogues. A Rome où la radio publique était encore en tête des sondages, les trois stations les plus diffusées étaient Radio Dimensione Suono, Teleradio Stereo et Radio Tvr Voxson. Radio Dimensione Suono s'affirmait en tant que radio musicale visant un public généraliste (14-44) et après sa constitution en réseaux en 1986, elle s'affirmera par la suite comme une des radios privées nationale de majeur succès. Teleradio Stereo et Radio Tvr Voxson au contraire étaient expression d'une volonté des groupes multimédias de diversifier leur activité à la recherche d'une convergence entre radios et télévisions locales. Même à

Milan, les radios musicales étaient les plus écoutées. Parmi elles les plus significatives étaient Gamma Radio, Radio DeeJay et Rete 105. Si Radio DeeJay visait un public de jeunes (15-24 ans), Gamma Radio et Radio 105 s'orientaient vers un public plus vaste. Les trois stations s'imposaient comme lieu de divertissement et de compagnie pour les auditeurs à travers une riche programmation musicale « couleur américaine ». Dans les années suivantes toutes les trois stations élargiront leur rayon d'émission en vue d'une couverture nationale. Au début des années Quatre-vingt-dix elles représenteront d'importants acteurs dans la radiophonie privée nationale en Italie. Cette tendance à vouloir accroître leur zone de couverture était de plus en plus déterminée par la volonté d'occuper un rôle reconnu par les annonceurs publicitaires, en offrant un support qui allait au-delà des zones géographiques d'origine.

Devant la multiplication des offres radiophoniques la plupart du public opte pour les radios musicales, en Italie et en France. Ce choix sanctionnait la centralité de la musique et de la chanson dans les industries culturelles de deux Pays, en s'associant au parallèle développement des industries discographiques au niveau international. La programmation privilégiée, comme on l'a vu, était constituée par les produits musicaux anglo-saxons. Pourtant il ne faut pas conclure trop vite qu'à travers ces contenus une certaine forme d'« impérialisme culturel » se serait affirmé, comme le soutient Herbert Schiller. En fait comme témoigne l'étude classique de Katz et Liebes sur la réception du téléfilm américain *Dallas*, les modalités d'appropriation d'un contenu diffusé par les médias, varient profondément selon les différents milieux d'appropriation de ces contenus.

À côté des radios musicales, qui décrètent la fin de la saison des radios libres en Italie et en France, il reste pourtant un secteur radiophonique communautaire et associatif, et même si ce dernier n'arrive pas à rejoindre une grande présence de public, il reste l'un des héritages les plus significatifs de cette période.

Les radios communautaires et associatives en Italie et en France

Les radios qui décident de ne pas se financer à travers les ressources publicitaires en France avaient la possibilité d'obtenir des subventions à travers le Fond de Soutien à l'expression Radiophonique Local. Ces stations refusaient la logique de la radio commerciale qui s'était renforcée dans le domaine radiophonique suite à la loi du 30

septembre 1986, soutenue par le Ministre de la Culture et de la Communication du gouvernement Chirac, François Léotard. En fait le ministre lors de la discussion sur la loi avait déclaré que « l'information et la distraction ne sont pas des services publics, mais de libertés ». En outre au contraire de la loi du 29 juillet 1982, la loi prévoyait de rendre moins stricts les contraintes contre la concentration car selon le ministre « la concentration n'est pas nécessairement antinomique du pluralisme ». A partir de l'autorisation de la publicité en août 1984, la plupart des 1500 radios locales privées présentes en France à ce moment, optent pour le statut commercial. Les radios qui se finançaient à travers le Fond de Soutien, qui sera retiré en 1987, ont pourtant des grandes difficultés économiques pour survivre. Même si elles cherchaient aussi d'autres moyens de financement (cartes des auditeurs, organisations de spectacles), ce type de radios utilisaient en grande partie du personnel bénévole. Cela conduit, au bout de quelques années, à la fin de nombreuses expériences, causées par des problèmes de financement de plus en plus difficiles à gérer. Dans cette catégorie on peut classer les radios communautaires ou associatives, qui se caractérisent pour être expression d'une communauté (ethnique, religieuse, politique, culturelle) et pour avoir une finalité de communication sociale à but non lucratif. Ces radios aussi bien en Italie qu'en France représentaient les héritières directes du mouvement des radios libres des années Soixante-dix en essayant de garder un rôle de mission envers leur public. Au milieu des années Quatre-vingt le phénomène des radios libres, même s'il n'avait plus la diffusion des années précédentes, n'était pas circonscrit à l'Italie et à la France, car en avril 1986 à Limans se constitue la FERL (Fédération Européenne des Radios libres). Cet organisme, regroupant environ 400 stations au niveau européen, montrait qu'il existait encore une place pour ces médias refusant toute logique commerciale et qui défendaient les radios expressions de mouvements sociaux indépendants de n'importe quel pouvoir « économique et politique ». Dans la même année, 1986, en France aussi la CNRL rédigeait une Charte où se confirmait l'adhésion aux principes de la communication indépendante et associative. Au bout des trois ans cette Charte sera signée par environ une centaine de stations, représentant un facteur de coordination et de revitalisation du secteur des radios associatives. En Italie, face au manque de financement par l'Etat, les radios associatives et communautaires qui avaient dépassé la phase des années Quatre-vingt, bien qu'elles aient connu une période très difficile économiquement, ont essayé de trouver de nouvelles formes de financement, en comptant sur le soutien des auditeurs.

Elles ont aussi soutenu des formes de publicités « alternatives » en aidant des évènements culturels ou politiques, en gardant leur refus de la publicité traditionnelle. Les expériences de radios plus structurées, telles que Radio Radicale et Radio Popolare, s'imposent comme des exemples héritières des anciennes radio libre en Italie.

Si les radios commerciales visent un public déterminé en fonction de son âge, des catégorie socio-économiques mais aussi d'un genre musical, les radios associatives et communautaires se différencient par rapport aux différents groupes ciblés. Les expériences des radios communautaires en France se sont développées à différence de l'Italie aussi vers les nombreuses communautés issues de l'immigration présentes à l'intérieur de l'Hexagone. En particulier les radios s'adressant aux communautés issues de l'immigration représentent une nouveauté par rapport aux radios communautaires italiennes.

A l'intérieur de l'agglomération parisienne on peut trouver des cas significatifs, tels que Radio Pays, s'adressant aux différents groupes régionaux. Cette radio, consacrant deux demis journées par semaine aux communautés basques, corses, occitanes, catalanes et flamandes évoque un lieu de rencontre où chaque communauté a la possibilité de s'exprimer à travers la radio. Cette station se basait principalement sur le travail d'environ 70 collaborateurs bénévoles, démontrant son caractère non commercial. La richesse de la MF parisienne est confirmée aussi par la présence des radios de quartier, telles que 988 FM, anciennement Fréquence Montmartre et Abbesses Echo, qui se veut la radio d'expression du XVIII^e arrondissement de Paris. La rédaction, composée de 65 bénévoles, était en collaboration avec le quotidien Le Matin de Paris et refusait la publicité comme garantie de l'indépendance de la station. Radio Aligre pour sa part se veut une station « éducative d'information locale » dont la rédaction est composée par 70 collaborateurs, la plupart bénévoles; sa programmation est articulée dans le format *music and news* en consacrant le 70% du temps d'antenne à la musique et le 30% à l'information locale. Comme témoignage de son enracinement dans la vie de la ville, lorsqu'en 1987 la CNCL ne renouvelera pas son autorisation, elle aura le soutien de différents personnages de la culture, tels que l'écrivain Julien Green. Les radios communautaires ont joué un rôle significatif aussi dans les banlieues : Radio Contact à Bondy en Seine St.-Denis se voulait une station ouverte aux communautés en réservant 35 heures d'émission par semaine aux programmes produits en langue étrangère.

Radio Beur à Montreuil, créée en 1981, était une station avec une prévalence de public d'origine arabe jusqu'en 1986. Pour sa capacité de s'adresser à un auditoire plutôt ample elle a été perçue comme une présence familiale dans la vie de la communauté et son caractère de proximité a été reconnu. À côté des radios communautaires parisiennes, dont on a donné quelques exemples, le rôle joué par des autres stations dans différents lieux géographiques est aussi significatif. Radio Trait d'Union à Lyon, selon les sondages du 1985 obtenait l'1,8% de l'audience totale dans l'agglomération lyonnaise. Active à partir de 1981, en 1988 cette radio réunira 25 communautés issues de l'immigration dans la ville de Lyon en lui permettant d'avoir un espace médiatique où s'exprimer. À différence de l'Italie, il faut aussi souligner la constitution en janvier 1983 d'une association des radios rurales l'APROR (Association pour la Promotion des Radios Rurales). Cette association, réunissant environ 50 stations, a permis aux communautés rurales d'avoir un média capable d'animer réellement la vie locale en favorisant événements, fêtes et spectacles destinés à la population locale. Le cas de Radio Alpes-Mancelles dans la commune de Fresnay-sur-Sarthe explique l'importance des radios dans des zones géographiques rurales. Avec ses 30 collaborateurs bénévoles et grâce à 15 heures d'émissions en direct chaque jour, cette station est devenue la voix du terroir et a contribué à la promotion économique, culturelle et sociale du lieu d'émission. Même les radios rurales, aussi bien que les radios expression de communautés issues de l'immigration, représentent un élément de nouveauté par rapport aux exemples de radios communautaires en Italie.

La fin du monopole et la prolifération des radios libres a multiplié le nombre de formats disponibles, non seulement en ce qui concerne les radios musicales, mais aussi les radios communautaires. À l'intérieur des radios à but non lucratif, une place significative est occupée par les radios religieuses qui indiquent une nouveauté associée à l'ouverture du secteur radiophonique aussi bien en Italie qu'en France. Les radios expression de différentes communautés religieuses se regroupent dans fédérations à caractère régionale ou nationale. En France, à la fin des années Quatre-vingt les radios chrétiennes sont réunies à l'intérieur de la FFRC (Fédération Française des Radios Chrétiennes), une fédération regroupant environ 30 stations. Parmi ces radios, Radio Notre Dame, créée en novembre 1981, s'adressait « aux catholiques de Paris avec une affirmation d'identité, de propos, de contenu très forte, pour recréer cette communion locale qui existe de moins en moins, en particulier dans l'Eglise » comme rappelait son directeur Olivier Jay, responsable de la communication pour le cardinal

de Paris Lustiger. Cette radio rythmant ses programmes sur la prière, constituait un important outil de diffusion des contenus pour les fidèles. Dans le monde des radios chrétiennes, à côté des radios s'adressant à une communauté spécifique on trouve aussi des stations favorisant la rencontre et les échanges entre fois diverses, telles que par exemple Radio Dialogue à Marseille, une station ayant un esprit « œcuménique ». La variété des radios religieuses se manifeste dans des autres expériences liées aux autres confessions. Les radios expression de la communauté juive, telle que Radio J et Radio Com, permettent d'un côté de favoriser un contenu lié aux principes de la religion d'origine, mais d'autre côté à promouvoir un dialogue avec les autres confessions. En Italie les radios catholiques se sont regroupées dans le consortium CORALLO (Consorzio Radio Libere Locali), à l'intérieur duquel on dénombrait au début des années Quatre-vingt-dix environ 450 stations. Radio Maria, lancée en 1982 dans un village de province près de Come, dans l'espace de deux ans a élargi son rayon d'émission en rejoignant une couverture nationale. Cette station représente l'une des stations les plus diffusées et suivies par le public et son succès est décrété par la proximité quelle instaure avec son auditoire, composé en prévalence par le troisième âge. Comme témoignage de la pluralité des formats des radios religieuses, en 1982 la communauté de Hare Krishna avait lancé sa station, Radio Krishna Centrale, qui pendant les années Quatre-vingt deviendra l'une de stations les plus écoutées.

Si les radios religieuses sont l'une des exemples plus remarquables de la libérations des ondes aussi bien en Italie qu'en France, car elles permettent de donner voix à différentes communautés, Radio Radicale et Radio Popolare en Italie, sont deux stations que ont essayé de rester fidèles aux principes des débuts du mouvement des radios libres. Ces stations se sont imposée dans le panorama radiophonique italien au cours des années Quatre-vingt, à travers leur professionnalité et cohérence. Radio Radicale, qui à partir de 1979 avait amplifiée sa zone de couverture, deviendra une radio de service pour les auditeurs, car elle transmettra les plus importants évènements publics en Italie, soit au niveau culturel qu'au niveau politique. En outre elle recevra par le Parlement l'autorisation à transmettre en direct les travaux parlementaires, en favorisant un rapprochement entre le public et le monde politique italien. Radio Popolare à Milan, investira sur sa vocation de radio d'information. Fidèle à une liaison étroite avec son lieu d'émission, Radio Popolare se caractérise pour la centralité donnée à l'information politique. En particulier pendant les années

Quatre-vingt elle jouera un rôle très important dans le milieu de la gauche à Milan. Au début des années quatre-vingt elle choisira pour sa gestion une forme d'actionnariat populaire à travers la vente des ses participations aux auditeurs. Après deux campagnes de suscription, Radio Popolare en 1992 pourra compter sur le soutien d'environ douze milles auditeurs. En outre à partir du 1992, dans le but de partager ses contenus avec des autres stations ayant la même vocation, elle constituera le réseaux « Popolare Network » que lui permettra d'émettre aussi dans autres zones géographiques.

Ces quelques exemples des radios communautaires en Italie et en France montrent comment cette typologie des stations permettait de préserver des identités et de constituer des points de référence pour les différentes communautés. Si elles ont réussi à poursuivre leur mission d'être un média favorisant la communication de proximité et permette aux auditeurs de se reconnaître à partir de leur radio, ces stations se prêtent à favoriser l'affirmation d'une identité. Affirmer une identité, dans ce cas à travers la radio, nous montre de quelle façon la radio peut représenter un moyen à travers lequel solidifier au moins en partie la « modernité liquide » dont parle Zygmunt Bauman à propos de notre époque.

L'affirmation des réseaux nationaux et la course à l'audience

Dans la deuxième moitié des années Quatre-vingt, terminée la phase de majeure effervescence des radios locales privées, le domaine radiophonique connaît une absence d'attention par les forces politiques par rapport à la télévision. Si en Italie, déjà en 1985, il s'est structuré un réseaux de télévisions nationales privées Fininvest de Silvio Berlusconi, en France entre 1986 et 1987 a lieu la vente de TF1 à l'entrepreneur Louis Bouygues, décrétant la privatisation de la première chaîne de la télévision publique, après la création dans les années précédentes de Canal Plus en 1984, La Cinq en 1985 et M6. La radio, aussi bien en Italie qu'en France, est considérée un media moins important et son organisation sera influencée par cette attitude des gouvernements en place qui n'arriveront pas à gérer complètement le secteur. En France la loi Léotard du 30 septembre 1986, déjà mentionnée, outre à éliminer la notion de radio locale en faveur de la radio privée et les contraintes à la concentration, remplace la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle par la CNCL (Commission Nationale de Communication et des libertés). Cet organisme,

composé, à différence, de la HACA par treize membres, sera chargée en ce qui concerne la radio de renouveler les autorisations des stations arrivant à échéance en 1987 après la dissolution de la CCRLP. Même si dans les deux ans de son activité cet organisme s'occupera seulement des dossiers des radios du Nord, des agglomérations de Lyon et de Paris, il sera critiqué par son attitude envers les radios associatives. A Paris par exemple, outre les radios périphériques, qui depuis 1986 émettent en modulation de fréquence, les radios commerciales plus structurées seront autorisées, ayant déjà commencé à se constituer en réseaux. Cette décision avait soulevé beaucoup de contestations et de prises de position. Selon Annie Cojean avec les mesures adoptées par la CNCL, une page de la MF se tournait définitivement en décrétant la centralité des radios commerciales et la progressive perte d'importance des radios associatives, d'après un article de « le Monde » du juillet 1987:

les décisions de la CNCL et l'orientation de ses choix marquent incontestablement un tournant dans l'histoire de la FM. Un tournant instructif pour l'ensemble des stations de province, qui vont elles aussi devoir passer, tour à tour, sous ses fourches caudines. Car, hormis une poignée de radios associatives – radios alibis ou expressions jugées inévitables (notamment celles des communautés ethniques), - la CNCL s'est fondée sur l'assise financière des radios. Elle a reconnu la primauté des stations commerciales. Mieux: elle a choisi de les conforter, de les protéger et d'asseoir leur puissance en leur donnant fréquences uniques, puissances supérieures et sites avantageux ».

Un autre phénomène significatif de cette phase, strictement lié à l'affirmation des stations commerciales ayant une vocation nationale, était l'achat des fréquences des radios locales par les réseaux. Bien que la loi interdisait cette pratique, cette tendance, s'affirmant entre 1987 et 1988, montrait le triomphe de la logique commerciale et de la course à l'audience. En fait la décision d'élargir de plus en plus leurs zones de couverture montrait combien désormais les réseaux étaient orientés à exploiter le plus possible le marché publicitaire afin de se proposer comme des supports nouveaux aussi pour les annonceurs nationaux. En fait, si jusqu'à ce moment la publicité radiophonique avait eu une dimension principalement locale, maintenant avec les réseaux elle se tournait vers un espace national. C'était encore la journaliste Annie Cojean dans un article de l'été 1987 à montrer comment la situation des radios privées avait évolué à partir du 1984 en France : « ce qui est sûr, c'est que depuis 1984, malgré la loi interdisant la cession des fréquences et des autorisations, les transactions se sont multipliées, à Paris et en province, créant ainsi de toutes pièces un véritable marché des fréquences, biens rares par nature, et soumis, de par la loi, à

autorisations précaires et révocables. [...]. Désormais, comme aux Etats-Unis, le jeu du marché primera. La logique économique heurtera de plein fouet la règle juridique, forçant les garants de celle-ci à s'incliner ».

L'année 1987 marque en Italie la prévalence de l'écoute des radios privées par rapport aux chaînes de la radio publique. Pourtant l'audience globale de la radio ne dépassait pas le 55%, alors qu'en France, selon l'enquête Médiamétrie du 1987, la radio était écoutée en général par le 76% du public. Les radios locales privées obtenaient environ le 25% de l'audience totale. A l'intérieur de cette catégorie la station la plus diffusée était le réseau de NRJ qui pouvait compter sur environ le 10% de l'audience totale. Ce succès est déterminé par une écoute significative de la tranche de public des jeunes (15-24 ans). Cela témoignait comment pendant toute la décennie la radio était devenue le média privilégié pour la consommation de musique. En Italie et en France le pouvoir politique décidait finalement d'intervenir afin de réglementer un secteur, après que la prolifération des radios libres enregistrât la suprématie des radios commerciales et des réseaux. François Mitterrand, après sa deuxième élection à la Présidence de la République en 1988, charge Catherine Tasca, ministre délégué à la Communication de rédiger une nouvelle loi concernant le secteur de l'audiovisuel. La loi n.89-25 du janvier 1989 substituait la CNCL avec le nouvel organisme du CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel), chargé de veiller au respect de l'indépendance dans ce domaine. En ce qui concerne la radio, la loi confirmait la législation en vigueur mais en même temps elle définissait avec plus de précision les questions des zones de couverture, les affiliations et les franchises entre les stations et la question du financement publicitaire. D'après Christian Brochand, en 1989, on dénombrait en France environ 1800 stations, dont 300 associatives et non commerciale. Les 1500 stations commerciales se partageaient en 500 indépendantes et 1000 franchises aux réseaux nationaux. Pour les radios associatives s'était la possibilité de faire recours à la publicité pour le 20% du budget des stations, mais il était aussi prévu la réintroduction du Fond de Soutien à l'expression radiophonique locale. Ces radios devaient assurer une mission de service envers une communauté visée selon critères géographiques et culturels. Cette mesure, même si les radios associatives occupaient un espace limité dans la radiophonie française, montraient la volonté de préserver les héritières des radios libres en vue de favoriser encore des expériences de communication de proximité. La loi instituait aussi les CTR (Comités Techniques Régionaux) afin de mieux gérer et organiser les fréquences dans les

régions. Dans un paysage médiatique dominé par la centralité télévisée même au niveau local, le modèle commercial s'impose à la radio, car dans la plupart des cas les stations de province sont essentiellement des relais diffusant les programmes musicaux parisiens entrecoupés de publicité locale. Les radios commerciales se distinguent selon leur diffusion (locale ou nationale), de l'affiliation à un réseaux ou de la typologie des programmes choisis. La tendance pourtant pour les grands réseaux commerciaux est de plus en plus d'imiter la programmation des périphériques ou celle de NRJ, qui s'adressait au public des jeunes. Les stations articulent la programmation dans le format « music and news », en suivant la logique du flot radiophonique. En 1989, en France, il existaient 8 réseaux regroupant environ 600 stations. Les plus structurées étaient RFM, FUN, Kiss FM, Nostalgie (émanation de RMC) et Skyrock. Nostalgie regroupait environ 130 stations, alors que FUN en desservait 97 et NRJ 77. L'affirmation des réseaux nationaux s'imposera aussi dans la période suivante si on considère qu'en 1993 14 réseaux se partageaient un public d'environ 15 millions d'auditeurs, soit le 40% de l'auditoire total de la radio en France. Le contenu privilégié restait la musique, mais elle se différençait d'une station à l'autre. Si NRJ visait sur la musique d'origine anglo-saxonne, Nostalgie optait pour un format de musique française. En Italie dans un paysage radiophonique où on dénombrait environ 4000 stations, la politique essayait de régler le secteur avec la loi Mammi, promulguée en août 1990. Il s'agissait de la première mesure visant à mettre ordre et à reconnaître officiellement la radiophonie privée après la parution des radios libres en 1975. La loi prévoyait qu'une station commerciale nationale aurait du couvrir au moins le 60% du territoire national. En outre elle était obligé à programmer des bulletins d'information et devait transmettre exclusivement de la publicité nationale en laissant la locale aux stations locales. Même si la plupart des fréquences (70%) étaient assignées aux radios locales, la loi n'arrivait jamais à appliquer ces mesures, car la dimension du rayon local n'était pas encore été déterminée. La loi, qui était conçue surtout pour mettre des contraintes à la concentration de la télévision nationale, prévoyait aussi la possibilité pour les radios locales de se réunir en consortium en programmant un maximum de six heures d'émissions communes. Donc, la logique des réseaux nationaux s'imposera vite en Italie, basés sur la formule « music and news ». Au milieu des années Quatre-vingt-dix, huit stations sur les douze nationales avaient choisi ce format. Les radios les plus développées visaient un public de jeunes ou de jeunes-adultes (11-34 ans) et se

diffénciaient selon le style musical proposé. Parmi les plus écoutées Radio DeeJay et RTL 102,5 représentaient des exemples de radios qui ont su vite s'imposer dans les préférences des jeunes. D'autres radios telles que Radio Dimensione Suono et Radio Italia, ont essayé de s'adresser à un public plus généraliste en proposant des formats musicaux novateurs.

Pourtant, un an après la loi Mammi, les problèmes de la radiophonie italienne privée et locale persistaient à cause d'un général encombrement de l'espace hertzien. Cette situation reproduisait l'anarchie de dix ans auparavant, en finissant par favoriser les stations les plus structurées et par pénaliser les petites radios locales. Cela était du en partie à l'absolue centralité de la télévision que reléguait la radio en une position secondaire.

Avec la loi n.89-25 du janvier 1989 pour la France et la loi Mammi d'aout 1990 pour l'Italie, la saison des radios libres commencée dans les année Soixante-dix pouvait se dire terminée. Pourtant la radio, au début des années Quatre-vingt-dix, a connu un renouvellement d'intérêt soit au niveau des investissements publicitaires, qu'au niveau du volume d'écoute.

La parution du Web et d'Internet aurait permis à l'idée de radio libre, lieu d'expression ouvert à tous, de se présenter à nouveau avec la naissance de milliers de web radios aussi bien en France qu'en Italie. Les web radios sont devenues l'uns de lieu privilégiés pour l'expression d'un discours associatif en représentant une grande possibilité d'avoir les moyens de communication autogérée et indépendante. L'idée de la radio libre a alors pu retrouver un nouveau support qui montre comment la naissance des radios libres avait préfiguré des procès qui se montreront dans les décennies suivantes, en confirmant ainsi d'être un média tourné vers le futur et capable d'avoir encore un rôle à jouer dans un panorama médiatique qui s'adresse de plus en plus vers une progressive convergence multimédia.

CONCLUSIONS

L'évolution des radios libres en Italie et en France, à partir des années Soixante-dix, présente plusieurs éléments de réflexion. Même si dans une perspective comparée elles ont connues un destin commun et en grande partie prévisible, leur trajectoire a été conditionnée par les différents champs politiques, sociaux et économiques. Les radios libres ont exprimé une volonté de démocratiser la société à travers les médias

en essayant de donner la possibilité de participer en première personne à ceux qui, jusqu'à ce moment, étaient exclus de la communication. En Italie à partir de 1975, elles se sont liées avec la saison la plus intense du conflit politique. La fin du monopole qui a été vite décrété avec l'arrêt du Conseil Constitutionnel de juillet 1976 a permis à milliers de radios locales de proliférer et d'occuper une place reconnue à l'intérieur du système des médias. En Italie, les radios « démocratiques », dont Radio Alice en est le symbole de leur rôle joué pendant le mouvement de 1977, ont essayé d'exprimer des modèles alternatifs soit au niveau de l'organisation que de production des contenus. Pourtant avec les années Quatre-vingt les expériences de communication autogérés, indépendantes sont terminées sous l'influence d'un système des médias en rapide mutation sous l'impulsion de la télévision privée commerciale qui en Italie a eu une grande importance. Les expériences des radios libres même si à l'intérieur du système des médias, sont restées au dehors de n'importe quelle cadre réglementaire jusqu'à la loi Mammì en 1990. En France, après une longue phase de clandestinité et de répression, entre 1977 et 1981, les radios libres ont été autorisées après l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République le 10 mai 1981. Malgré la volonté du gouvernement de Pierre Mauroy de préserver ce secteur en tant qu'espace d'une communication associative, soustraite aux lois du marché, en interdisant la publicité et la constitution des réseaux, bientôt le réalisme économique a fini par s'imposer. Les mesures prévues afin de soutenir la vie des stations locales se sont révélées insuffisantes à satisfaire milliers de radios qui allaient occuper une place toujours plus définie dans le système de médias français. Aussi bien qu'en Italie les radios locales ont souffert de la concurrence avec les chaînes nationales privées qui au début des années Quatre-vingt-dix s'étaient désormais imposées. Pourtant dans les deux Pays, la création des radios libres, ensuite devenues radios locales privées, a permis la présence et l'accès aux médias à des sujets, des communautés, des groupes qui autrement ne seraient pas arrivés à avoir un lieu où s'exprimer. Même si l'espace des radios communautaires et associatives est plutôt réduit en Italie et en France, elles représentent les héritières directes du mouvement des radios libres et ont montré le rôle que peut jouer un médium tel que la radio dans le décentrement et l'élargissement de la participation du public aux média. Un autre aspect significatif soulevé par les radios libres a été celui de la communication à l'échelle locale. Les radios locales dans certains cas ont démontré qu'elles pouvaient accomplir une mission de présence dans les localités,

capable de rapprocher les habitants entre eux et de donner à des communautés spécifiques une place virtuelle où s'exprimer. Pourtant même en ce qui concerne la communication locale on a observé comment elle a été conditionnée par la logique de la publicité qui pendant les années Quatre-vingt s'est imposé. En fait dans la plupart des cas les radios locales se sont détournées de leur mission d'origine et ont préféré orienter leur programmation en direction du format « music and news », en essayant de reproduire à l'échelle locale la programmation des radios généralistes. Même si apparemment l'évolution des radios libres s'est révélée loin des désirs et des attentes des leurs pionniers, ce phénomène a permis la circulation des nombreux contenus très différents par rapport à la programmation qui jusqu'aux années Soixante-dix étaient prévalent dans la radio italienne et française. En outre elles ont promu une communication par le bas, indépendante, autogérée, qui représente l'un des aspects le plus intéressant de cette phase. Même si seulement pour une brève période, elles ont montré de vouloir constituer des médias en alternative au système dominant en partant de la nécessité de donner au public un lieu de discussion et d'échange. Même si les objectifs rejoins n'ont pas été gardés, les radios libres ont inauguré des formes de communication qui se seraient proposées à nouveau avec la diffusion du Web et d'Internet. La naissance de milliers de web radios en Italie et en France à partir de la fin des années Quatre-vingt a montré comment l'idée de radio libre pouvait encore trouver des nouveaux supports où se propager; les radios libres avaient anticipé une tendance à l'interactivité qui représente l'une des tendances les plus profondes du développement des médias dans l'époque contemporaine.

Introduzione

La presente ricerca propone un'analisi comparata della nascita e dell'evoluzione del fenomeno delle "radio libere" in Italia e in Francia dagli anni Settanta agli anni Novanta del XX secolo. Il lavoro si inserisce all'interno di quella branca della storia contemporanea che è la storia dei media così come è stata definita da Peppino Ortoleva¹. La volontà è stata quella di ricostruire una parte della storia della radio, con particolare riferimento a quella delle radio libere in Italia e in Francia. La scelta è stata quella di studiare in un'ottica comparata i due movimenti nati intorno alla metà degli anni Settanta nei due Paesi e la loro successiva trasformazione in radio locali private nel corso degli anni Ottanta. Un confronto che analizza l'evoluzione dei settori della radiofonia libera e locale, permette di cogliere affinità e elementi in comune, ma anche aspetti di diversità che le radio libere hanno fatto emergere, comparando tanto le vicende delle varie radio libere, quanto i differenti contesti politici e l'organizzazione dei media nei due Paesi. La letteratura presente in tema di radio libere come fenomeno storico si è concentrata sull'analisi riguardante i singoli casi nazionali. In Italia la storia delle radio libere è stata oggetto di ricerca storiografica soprattutto in occasione degli anniversari della nascita della radio, e del trentennale della sentenza della Corte Costituzionale del luglio del 1976 che ha sancito la "liberalizzazione dell'etere". In questa occasione è stato pubblicato il volume dedicato alla mostra "*Radio Fm 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*", curato da Peppino Ortoleva, Giovanni Cordoni e Nicoletta Verna². L'opera presenta una riflessione di carattere storico sul tema, suggerendo possibili percorsi interpretativi e fornendo diversi approcci metodologici. La ricchezza di contributi, tiene conto anche delle difficoltà di una ricostruzione storica del fenomeno, ricostruzione che deve confrontarsi con questioni relative alla povertà delle fonti sonore, al contesto storico-politico in cui le radio libere fecero la loro comparsa, caratterizzato dal clima conflittuale dell'Italia degli anni Settanta. Le radio libere sono state oggetto di analisi anche in importanti contributi che trattano della storia della radio e della televisione, o della storia dei media in generale, e che hanno

¹ P. Ortoleva, *Mediastoria. Mezzi di comunicazione e cambiamento sociale nel mondo contemporaneo*, Il Saggiatore, Milano 2002.

sottolineato la novità rappresentata dalla nascita dell'emittenza radiofonica privata in Italia. Su tutti occorre ricordare le opere di Franco Monteleone, in particolare negli studi in cui si è occupato del rapporto tra radio pubblica ed emittenti commerciali tra la metà degli anni Settanta e i primi anni Novanta e quelli sulla storia della radio e della televisione in Italia³, così come i contributi di Enrico Menduni sulle nuove forme della radio nell'età della televisione⁴. Gli studi di Francesca Anania sulla storia della radio e della televisione italiana, così come sul sistema delle comunicazioni di massa da un punto di vista storico, sottolineano il ruolo delle radio libere italiane nel chiedere “informazione alternativa, evasione e partecipazione”⁵. Negli ultimi anni ulteriori tentativi di ricostruzione sono stati condotti tenendo presente la varietà e la ricchezza del movimento italiano, come nel testo di Stefano Dark⁶, ma l'analisi si arresta alla fine degli anni Settanta, considerati come il periodo finale dell'esperienza delle radio libere italiane. Per quanto riguarda la letteratura francese sull'argomento, occorre distinguere le opere uscite a ridosso della nascita del movimento delle radio libere sul finire degli anni Settanta⁷, costituite da testimonianze di diretti protagonisti di quella stagione, dai testi comparsi durante gli anni Ottanta che prediligono un taglio più vicino al racconto che all'analisi del movimento nel suo complesso. Le ricostruzioni e i racconti dei protagonisti presentano una lettura militante, che pur risentendo di un punto di vista parziale, contribuiscono a restituire il clima e le parole d'ordine delle prime radio “pirata” in Francia⁸. Tra queste opere è opportuno ricordare anche i testi dedicati a singole emittenti che hanno segnato nella prima fase (1977-1981), ciascuna per un'impostazione editoriale precisa, il panorama delle stazioni private francesi⁹.

² P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna”, Minerva, Bologna 2006.

³ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit. , e F. Monteleone, *Radio pubblica ed emittenti commerciali dal 1975 al 1993*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *La stampa italiana nell'età della tv, 1975-1994*, cit.

⁴ Cfr. E. Menduni, *La radio nell'era della tv*, Il Mulino, Bologna 1994.

⁵ Cfr. F. Anania, *Storia delle comunicazioni di massa*, Utet Università, Torino 2007, p. 111 e F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, Carocci, Roma 2004, p. 91.

⁶ S. Dark, *Libere! L'epopea delle radio italiane degli anni '70*, Stampa Alternativa, Viterbo 2009.

⁷ Cfr. in particolare F. Ténot, *Radios privées radios pirates*, Denoël, Paris 1977.

⁸ Cfr. T. Bomblet, «*Devine qui va parler ce soir?*» *Petite histoire des radios libres*, Éditions Syros, Paris 1981 e Collectif radios libres populaires, *Les Radios libres*, Maspéro, Paris 1978.

⁹ Sulla storia di Radio Lorraine Coeur d'Acier, emittente della CGT che sosteneva le rivendicazioni dei lavoratori della siderurgia in Lorena, cfr. D. Charasse, *Lorraine Coeur d'Acier*, Maspéro, Paris 1981, su Radio Fil-Bleu, l'emittente lanciata a Montpellier da alcuni esponenti dell'UDF di Valéry Giscard d'Estaing, cfr. F. Chassaing, *Radio Fil Bleu: à qui la liberté fait-elle peur?*, Westhoek, Dunkerque 1980.

Tra le pubblicazioni uscite sul finire degli anni Settanta è necessario menzionare anche gli studi che derivano dai rapporti ufficiali commissionati da vari enti pubblici: così, pur riconoscendone il carattere sperimentale, l'inchiesta promossa dalla Cellule d'études prospectives di Radio France, dall'INA (Institut National de l'Audiovisuel) e da la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) curata da Régine Chaniac, Patrice Flichy e Monique Sauvage dal titolo *Les radios locales en Europe* del 1978, costituisce un primo approccio all'analisi delle radio locali e private in Europa¹⁰.

I testi pubblicati a partire dagli anni Ottanta propongono lavori interamente dedicati al fenomeno che in quegli anni vedeva così alcuni tentativi di rielaborazione dal punto di vista storico. Tra questi, il volume di François Cazenave *Les radios libres: des radios pirates aux locales privées*, presenta una ricostruzione storica della caduta del monopolio in Francia e della situazione internazionale delle radio libere occupandosi anche dei casi del Belgio e dell'Italia¹¹. Altri lavori, realizzati da giornalisti che hanno seguito da vicino il movimento francese, costituiscono degli strumenti molto utili per comprendere le varie tappe che hanno condotto alla definitiva regolamentazione del settore della radiofonìa privata¹². La recente opera di Thierry Lefebvre dedicata alla "bataille des radios libres"¹³ costituisce un utile contributo per comprendere la fase di clandestinità vissuta dalle radio libere in Francia tra il 1977 e il 1981, mostrando la ricchezza di esperienze radiofoniche in questa fase e i condizionamenti esercitati dal contesto politico del tempo nel ritardare la caduta del monopolio e l'affermazione di queste nuove forme di comunicazione. Una chiave di analisi del fenomeno e delle sue trasformazioni ha permesso di evidenziare i principali aspetti di novità comuni ai due Paesi, sia dal punto di vista dei contenuti che dei quadri giuridici e legislativi. La ricerca si è proposta di sviluppare un'analisi comparata secondo un'indagine storica, che cercasse di far emergere da un lato il clima e il dibattito culturale che hanno condotto alla nascita di queste esperienze, dall'altro le risposte del quadro politico all'apparizione delle

¹⁰ Cfr. R. Chaniac, P. Flichy e M. Sauvage, *Les Radios locales en Europe*, La Documentation française, Paris 1978.

¹¹ Cfr. F. Cazenave, *Les radios libres: des radios pirates aux locales privées*, Presses Universitaires de France, Paris 1984 (2 ed. aggiornata).

¹² Cfr. soprattutto A. Cojean e F. Eskenazi, *FM La folle histoire des radios libres*, Grasset, Paris 1986 e J. Bénétière e J. Soncin, *Au cœur des radios libres*, L'Harmattan, Paris 1989.

¹³ T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, Nouveau Monde Editions, Paris 2008.

nuove forme di comunicazione dal basso al di fuori del monopolio e all'allargamento degli spazi della sfera pubblica¹⁴ inaugurate dalle radio libere.

Lo sviluppo e la successiva evoluzione delle antenne libere rappresenta un campo di studio difficile da inquadrare per la grande vastità del fenomeno, in quanto l'Italia e la Francia sono i Paesi europei nei quali il settore radiofonico prima libero, poi privato si è maggiormente sviluppato. A titolo indicativo occorre ricordare che in Italia erano censite oltre 4000 stazioni nel 1984, mentre in Francia le emittenti autorizzate nel 1985 raggiungono il numero di 1600. Da questo punto di vista si è operata una selezione, che ha studiato il fenomeno nelle sue molteplici sfaccettature cercando di far emergere le tematiche più significative rispetto al ruolo esercitato nelle società e nell'opinione pubblica italiana e francese.

Per l'analisi delle radio libere si è cercato di indagare il fenomeno alla luce delle dimensioni di analisi dei media proposte dal sociologo Jerome Bourdon secondo cui lo studio dei media deve essere preso in considerazione come fenomeno situato in un preciso contesto storico, secondo quattro dimensioni fondamentali: la tecniche di fabbricazione e diffusione di un singolo mezzo di comunicazione; l'organizzazione che stabilisce un proprio rapporto con le autorità pubbliche rafforzandone la propria dimensione politica; i contenuti proposti; il pubblico, che, attraverso il criterio di diffusione di massa degli strumenti del comunicare, rappresenta un attore importante dell'analisi¹⁵. Da questo punto di vista si è cercato di studiare il fenomeno prendendo in considerazione gli aspetti della tecnologia, sottolineando l'importanza dello sviluppo della modulazione di frequenza e della possibilità di accedere ad un'apparecchiatura che consentiva di inaugurare una radio anche a costi limitati. L'utilizzo diffuso di queste forme tecnologiche è stata la condizione fondamentale nei due Paesi che ha favorito lo sviluppo di un numero così ampio di esperienze. L'organizzazione è stata presa in considerazione secondo le nuove logiche delle radio libere, costituite sia da piccoli gruppi, che da redazioni più estese, ma che denotava una concezione profondamente diversa rispetto a come fino ad allora era concepita l'organizzazione radiofonica, favorendo una creatività e delle forme di autoproduzione che contrastava con l'organizzazione tradizionale delle radio del monopolio. I contenuti delle emittenti sono stati analizzati alla luce sia delle rivendicazioni

¹⁴ J. Habermas, *Storia e critica dell'opinione pubblica*, Laterza, Roma-Bari 2008, (tit. or. *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1962).

¹⁵ Cfr. J. Bourdon, *Introduzione ai media*, Bologna, Il Mulino 2001, pp. 7-10.

militanti dei gruppi impegnati in una riflessione sui medi alternativi, che partendo dall'idea della presa della parola del maggio '68 hanno cercato di innovare sul piano della programmazione e del rapporto con gli ascoltatori. Di analoga importanza si è rivelata l'analisi dei contenuti delle radio locali private negli anni Ottanta, che si caratterizzano per una programmazione di flusso, dove la musica era la primo posto e dimostra come le emittenti si erano evolute dopo la fase di rivendicazioni iniziali incentrate sul diritto all'espressione. Nella loro evoluzione anche le radio con un progetto di comunicazione sociale, che possono essere comprese nella categoria delle radio "associative" e "comunitarie", nel corso degli anni Ottanta dimostravano di essere le eredi della stagione delle radio libere per i contenuti proposti, ma all'interno di un panorama mediatico profondamente mutato. Il pubblico è stato studiato attraverso l'analisi dei dati di ascolto delle radio libere, sia da un punto di vista generale, per valutarne l'incidenza all'interno del sistema radiofonico dei due Paesi in rapporto ai canali della radio pubblica, sia da un punto di vista degli ascolti su scala locale, cercando di comprendere se e in che modo queste esperienze hanno contribuito ad innovare la comunicazione dal punto di vista locale in un momento in cui parallelamente, i grandi sviluppi tecnologici della telecomunicazioni, con i satelliti, spingevano la comunicazione verso una dimensione internazionale e globale. Le radio si sono così trovate al centro di questa duplice dimensione caratterizzandosi come un medium globale, che ad una programmazione sempre più influenzata dalle logiche internazionali del mercato discografico, ha associato una ricezione in contesti locali. Dal punto di vista delle fonti si è cercato di privilegiare l'uso delle fonti audiovisive come le registrazioni di alcune delle trasmissioni delle emittenti che sono state conservate. Tuttavia occorre sottolineare una generale carenza delle fonti audio, poiché le stazioni in molti casi non avendo un progetto di impresa solido, non si preoccupavano di archiviare le proprie trasmissioni. Per questo le fonti audio provengono da archivi sonori privati custoditi da alcuni protagonisti di quella stagione sia in Italia che in Francia, come in particolare gli archivi di Joelle Girard, Antoine Léfèbure e Albino Pedroia per il caso francese e quello di Roberto Renzetti, redattore di Radio Città Futura di Roma per l'Italia. Per le fonti audio è necessario menzionare numerosi siti Internet che sfruttando le possibilità della Rete costituiscono un valido strumento di catalogazione e archiviazione di alcune trasmissioni. Oltre ai siti di alcune tra le radio storiche che hanno conservato traccia della loro esistenza, per le quali si rimanda ad un elenco nella parte finale del lavoro,

di estrema importanza si sono rivelati i due grandi archivi online disponibili per l'Italia e la Francia, come il sito web curato dall'associazione "Libere Voci"¹⁶, archivio storico sonoro delle prime radio libere italiane 1975-1980, realizzato in collaborazione con la Facoltà di Scienze della Comunicazione dell'Università La Sapienza di Roma e il sito internet www.schoop.fr, che rappresenta una miniera di frammenti sonori utili per ascoltare alcune delle trasmissioni più significative della modulazione di frequenza in Francia. Sebbene vi sia rimasta traccia di alcune fonti sonore, queste non possono essere considerate esaurienti per la ricostruzione storica del fenomeno. Così, anche seguendo le indicazioni fornite da Cécile Méadel nel suo testo sulla storia della radio negli anni Trenta¹⁷, si è pensato di ovviare alla carenza di fonti sonore attraverso la consultazione di fonti scritte, con particolare riferimento ai periodici specializzati, che uscivano in quella fase sia in Italia che in Francia, come fonti dalle quali ricostruire l'articolazione dei vari palinsesti, il ruolo svolto dal mercato pubblicitario, il peso dell'informazione nella programmazione offerta dalle singole stazioni radio. In particolare i periodici "Mille Canali" e "Altri Media" per l'Italia e la rivista "Interférences" per la Francia hanno rappresentato un utile supporto alla ricerca. Insieme alla stampa specialistica, un'ulteriore fonte è costituita dalla stampa quotidiana e periodica, anche perché il tema della nascita della radiofonia libera privata è diventata subito sia in Italia che in Francia, un fenomeno a cui il giornalismo dedicò grande attenzione. L'idea secondo la quale le radio libere furono soprattutto in Francia, un fenomeno di stampa¹⁸, è stata più volte sostenuta, dimostrando così il ruolo che i maggiori quotidiani francesi ebbero nello sviluppare una riflessione comune sul tema della fine del monopolio. Anche per quanto riguarda il caso italiano la stampa quotidiana e periodica può rivelarsi utile ai fini della ricostruzione dell'accoglienza riservata dall'opinione pubblica alle prime radio libere. Accanto alle fonti sonore e a quelle a stampa, la ricerca ha utilizzato anche le fonti di archivio. In particolare per quanto riguarda le radio libere in Francia, l'INA (Institut National de l'Audiovisuel) ha costituito all'interno del proprio archivio un fondo INA radio: *radios libres*. All'interno di questo fondo sono raccolti documenti, articoli di giornali, volantini, pubblicità delle singole radio, atti dei processi intentati dalle autorità giudiziarie contro varie emittenti, i documenti delle associazioni che

¹⁶ Cfr sito web www.broadcastitalia.it

¹⁷ Cfr. C. Méadel, *Histoire de la radio des années trente: du sans-filiste à l'auditeur*, Anthropos-Ina, Paris 1994, p. 17.

¹⁸ Cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome III 1974-2000, cit. , p. 378.

raggruppavano delle radio con gli stessi obiettivi e orientamenti, dossier sulle presenza di radio libere nelle varie regioni, oltre a buste contenenti indicazioni relative agli equipaggiamenti tecnici posseduti da alcune stazioni¹⁹.

Di analogia importanza è il fondo Aldo Cotronei, conservato presso l'Archivio dell'Istituto Gramsci di Roma, per la presenza di una vasta documentazione dedicata al dibattito sulla riforma della Rai del 1975 e al successivo riassetto del sistema radiotelevisivo, dopo la comparsa delle prime radio e televisioni private, oltre a documenti che riguardano la Rai tra il 1975 e il 1990²⁰. Per analizzare l'atteggiamento delle autorità preposte all'ordine pubblico nei confronti delle radio libere e per avere una fonte istituzionale, si è rivelata fondamentale incrociare la consultazione delle carte, conservate presso l'Archivio Centrale dello Stato di Roma in particolare le carte del Ministero dell'Interno relative alla Pubblica sicurezza nel periodo 1944-1986²¹. Per analizzare il ruolo delle istituzioni francesi rispetto al fenomeno delle radio libere, tra la metà degli anni Settanta e la metà degli anni Ottanta, le carte conservate presso il Centre des Archives Contemporaines (CAC) di Fontainebleau, dove si trova la documentazione del Ministero della Comunicazione nel periodo 1975-86, oltre alle carte del Service Juridique et technique de l'Information, servizio incaricato di redigere periodicamente dei Dossiers de l'Information per il Primo Ministro. Inoltre presso lo stesso ente è anche possibile consultare le discussioni e i progetti di legge di regolamentazione del settore della radiofonia privata in Francia, per avere un quadro esauriente del dibattito politico in cui la legislazione venne cambiata a partire dal 1982, anno dell'istituzione dell'Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle, fino alla concessione dell'autorizzazione di reti private nazionali sancita nel 1986²².

La comparazione viene svolta all'interno di cinque parti fondamentali che cercano di tenere conto dei principali mutamenti intervenuti nel corso del periodo che va dal 1970 al 1990 nell'ambito delle radio libere in Italia e in Francia. La periodizzazione proposta è compresa tra il momento di nascita delle prime esperienze in Italia e in Francia che avvengono tra il 1969 e il 1970, alle leggi che regolarizzano il paesaggio radiofonico nei due Paesi rispettivamente nel 1989 e nel 1990. All'interno di questa

¹⁹ Archive INA. Fonds INA: radio libres.

²⁰ Archivio Fondazione Istituto Gramsci(AIG), Fondo "Aldo Cotronei".

²¹ Archivio Centrale dello Stato ACS, Ministero dell'Interno, Direzione Generale PS, Categoria G 1944-1986.

²² Centre des Archives Contemporaines (CAC), in particolare la documentazione contenuta nei seguenti fondi : versement n. 19810440, n. 19920382, n. 20030260.

periodizzazione la prima parte si occupa di rintracciare le origini storiche e culturali del fenomeno, evidenziando l'influenza esercitata dalle radio pirata del Nord Europa e dell'Inghilterra nel lanciare in Europa il primo modello di radio che trasmetteva al di fuori del monopolio. Dal punto di vista culturale nel favorire la nascita delle prime esperienze assume un valore centrale l'idea della *prise de la parole* come prodotto del maggio '68²³. Si passa poi ad un'analisi dei quadri giuridici determinati dal monopolio e di come le esperienze di radio libere avessero contribuito alla caduta di questa organizzazione e a sviluppare un dibattito intorno alla questione del pluralismo nei media. La periodizzazione varia da un Paese all'altro, soprattutto rispetto ai ruoli giocati dai differenti contesti politici. Se in Italia la sentenza della Corte Costituzionale del luglio 1976 legalizza di fatto le radio libere, in Francia nel periodo tra il 1977 e il 1981 esse saranno spesso represses e non godranno della libertà di azione di quelle italiane, mostrando come il potere politico volesse mantenere il monopolio. L'emergere delle prime *radios vertes* in Francia nella primavera del 1977, portava alla luce la necessità di interrogarsi sulla validità della riserva allo Stato sulla comunicazione radiofonica. Nella seconda parte la ricerca si concentra sul ruolo giocato dalle radio "democratiche" e di "movimento" in Italia e sulle influenze del modello italiano nei confronti del movimento francese. La stazione bolognese "Radio Alice" costituisce un esempio al quale guarderà una parte delle radio libere francesi, affascinata dall'idea della radio come mezzo "povero" capace di far esprimere gruppi minoritari fino a quel momento esclusi dai tradizionali circuiti mediatici. In Francia è proprio il modello "Radio Alice", che sarà chiusa nel marzo del 1977 con l'accusa di aver indirizzato i manifestanti negli scontri con le forze dell'ordine, che sarà fonte di divisione tra una parte delle emittenti che volevano riprodurre quel modello alternativo e le emittenti che volevano trasmettere in nome della libertà di espressione senza finalità politiche militanti. L'*anarchie à l'italienne* rappresentava nel periodo 1977-1981 la situazione che i governi francesi volevano evitare di riprodurre, preoccupati di una crescita del settore radiofonico come stava avvenendo in parallelo in Italia. La terza parte punta a far emergere la risposta della radio pubblica in Italia e in Francia ai bisogni di comunicazione locale ai quali le radio libere avevano dato voce. Se in Italia le radio libere si sostituiranno almeno fino al 1979 ai servizi dei canali decentrati di Radio Rai, in Francia anche per contrastare le rivendicazioni delle

²³ M. De Certeau, *La prise de la parole et autres écrits politiques*, Éditions du Seuil, Paris 1994.

radio libere, ancora clandestine, Radio France inaugurerà delle importanti esperienze di comunicazione locale nel corso del 1980. In Francia pur all'interno di un quadro giuridico che non concedeva possibilità di trasmissioni libere, un particolare peso sulle vicende di quegli anni sarà assunto dalle esperienze di radio legate al mondo sindacale e politico con i casi di Radio Lorraine Cœur d'Acier a Longwy e la vicenda di Radio Riposte, la radio del Partito Socialista che costerà la denuncia nel 1979 a François Mitterrand per violazione del monopolio. L'emergere dello spazio locale della comunicazione radiofonica permette di valutare il peso e l'incidenza di queste esperienze nel panorama radiofonico dei due Paesi e lo sviluppo di forme di comunicazione decentrata.

Nelle ultime due parti si procede ad un'analisi delle radio libere nei due Paesi nel corso degli anni Ottanta, sia per l'organizzazione legislativa, sia i contenuti. In Italia negli anni Ottanta la radio permane in una situazione di vuoto normativo, trascurata dalle scelte della politica che si trovava a confrontarsi con la nascita di un network nazionale di televisioni privata, che sarebbe stato colmato soltanto nel 1990 quando sarà approvata la legge Mammì; in Francia gli anni Ottanta, dopo l'arrivo al potere di François Mitterrand nel maggio 1981, saranno costantemente regolate dagli interventi della politica. Dopo aver cercato di sottrarre la comunicazione radiofonica locale alle leggi del mercato e aver favorito la nascita di esperienze radiofoniche gestite da associazioni senza scopo di lucro e da enti locali, nel 1984, davanti ai fenomeni di pubblicità clandestina e alle richieste sempre più forti delle radio di poter usufruire di finanziamenti pubblicitari le radio si avvieranno verso un'integrazione del sistema delle radio commerciali. Nella quinta e ultima parte si cerca di valutare cosa è rimasto negli anni Ottanta delle esperienze delle prime radio libere analizzando il ruolo svolto da alcune radio "comunitarie" nei due Paesi. Sulla base dei contenuti trasmessi dalle emittenti più ascoltate nei due Paesi a livello locale, la ricerca si è interrogata su quale fosse lo spazio per la comunicazione locale nelle stazioni radiofoniche nella seconda metà degli anni Ottanta. In Italia, eccetto alcune eccezioni, la maggior parte delle radio opererà per un modello commerciale; in Francia soltanto una parte minoritaria delle radio sceglierà di continuare a fare una radio di servizio per la popolazione, mentre la maggior parte scegliendo il formato *music and news* tenderà ad una progressiva omogeneizzazione dei contenuti. Tuttavia negli anni successivi si affermerà da parte delle emittenti la ricerca di ascolti di nicchia sempre più frammentati. Infatti all'inizio degli anni Novanta l'indirizzo sarà quella di orientarsi

verso pubblici sempre più mirati e specifici, sia attraverso la diffusione di contenuti e generi musicali specifici, sia scegliendo di indirizzarsi a determinati segmenti di pubblico, distinti tra loro per età, sesso, occupazione, livello economico, profilo culturale e stile di vita.

La comparazione mostra come in Italia e in Francia le radio libere, pur avendo conosciuto un'evoluzione piuttosto simile, sia dal punto di vista della loro presenza nella società, che dal punto di vista dei quadri legislativi, hanno conosciuto momenti di cesura differenti, legati sia a differenti contesti sociali e politici, sia ad un diverso atteggiamento del legislatore nella regolamentazione del settore della radiofonia privata. In Italia almeno fino al 1978 il clima di conflittualità politica e di partecipazione collettiva influenza profondamente le radio libere che in alcune occasioni, come il movimento del '77 diventano strumenti di espressione non solo di un modo diverso di fare radio, ma anche voce di un movimento dalle caratteristiche profondamente diverse dai movimenti del biennio 1968-69. In Francia l'apertura delle onde successiva alla vittoria socialista del 1981 sembra rappresentare bene la volontà dello "changement" auspicato dalla nuova maggioranza e coincide con una presa del microfono diffusa, simile a quella iniziata in Italia a partire dal 1975. Il governo prevede delle forme di sostegno alle radio pur di sottrarre le radio locali alla logica della concorrenza. Presto tuttavia le difficoltà di esistenza delle stazioni le condurranno a cercare delle forme di pubblicità clandestina determinando un cambiamento della legge nel 1984. Quando nel 1986 il nuovo provvedimento voluto dal Ministro François Léotard elimina la nozione di radio locale a vantaggio di radio privata, l'idea della radio libera, così come era stata considerata dai primi pionieri perde definitivamente molti dei connotati di alterità e libertà che l'avevano caratterizzata. Con il ritorno del Partito socialista al governo e la votazione della legge n.89-125 che istituisce il CSA, il panorama radiofonico francese si configura in modo definitivo. Parallelamente in Italia la legge Mammi, concepita soprattutto per il sistema televisivo, si limitava a "fotografare" una situazione esistente, ma di fatto non risolverà in pieno la regolamentazione del settore.

Si è cercato di privilegiare un'impostazione cronologica nella misura in cui le origini delle radio libere sia per l'Italia che per la Francia vanno rintracciate negli anni Sessanta, anche se in Italia si affermeranno compiutamente fino alla fine degli anni Settanta, per poi rientrare e integrarsi, eccetto alcune significative eccezioni, all'interno di un sistema dei media incardinato sulla televisione. In Francia gli anni

Settanta sono anni in cui le radio libere sono oggetto di repressione e non vengono autorizzate dallo Stato. Negli anni Ottanta le radio libere francesi, dopo la loro autorizzazione diventano radio locali private e nel giro di pochi anni, nonostante i tentativi de governo, vengono anch'esse inserite nel sistema dei media commerciali.

La ricerca colloca il fenomeno delle radio libere sia da un punto di vista culturale che politico, mostrando le innovazioni sul piano dei linguaggi, dell'organizzazione delle emittenti e della ricezione presso il pubblico. Il tema delle radio libere si presta a diverse angolazioni di analisi. Si è cercato qui di mostrare l'evoluzione dei due sistemi, prestando attenzione alle esperienze più significative, ma anche tenendo conto del quadro di insieme politico, sociale ed economico, che ha condotto ad una certa evoluzione di questo paesaggio, evidenziando tanto gli aspetti di somiglianza, che sono molti, ma anche quelli di divergenza, che non sono meno, soprattutto se si tiene conto dei differenti modi in cui le radio libere hanno svolto la loro parabola nei contesti dei due Paesi. Si può dunque parlare di una storia delle radio libere, ma anche dei quadri sociali, politici ed economici che hanno determinato la loro mutazione dagli anni Settanta agli anni Novanta del XX secolo. L'idea della radio libera non può essere considerata conclusa se si riflette sulle possibilità aperte alla metà degli anni Novanta dalla diffusione di Internet e della Rete. La proliferazione di migliaia di web radio in tutto il mondo, mostra cm quelle esperienze di comunicazione dal basso che le radio libere avevano inaugurato in Italia e in Francia sono sempre pronte a rinnovarsi nelle forme e nei contenuti, permettendo a chi vuole prendere la parola, a chi vuole esporre i propri contenuti, parlati o musicali, di essere protagonista in un sistema delle comunicazioni che si configura come uno specchio della società, o un prisma attraverso cui guardarne le varie e molteplici sfaccettature.

PARTIE PREMIERE – PRIMA PARTE

I. Les origines des radios libres dans les années Soixante-dix (1970-1976)

Nella storia delle comunicazioni di massa fin dai suoi esordi il ruolo della radio in Europa è stato prevalentemente legato al controllo dello Stato. Già negli anni Trenta benché si fossero sviluppate anche esperienze di stazioni radio private, come nel caso della Francia, il compito della radio era quello di esprimere il punto di vista dei governi e dell'autorità politica in generale. Gli esempi più evidenti dello stretto legame tra controllo politico e gestione della radio si erano verificati negli anni dei regimi nazista e fascista in Germania e in Italia, dimostrando quanto questo mezzo di comunicazione fosse decisivo nelle forme di propaganda politica e nel mantenimento del consenso all'interno della società. Nel corso della Seconda Guerra mondiale il modello di radio che si afferma è quello che trasmette la “voce del nemico” con le emittenti che diffondono i loro programmi dall'estero verso i Paesi coinvolti nel conflitto al fine di minare il consenso dei regimi. È in questo periodo che si assiste ad una vera e propria “guerra delle onde” che si gioca sulle forme della propaganda psicologica finalizzata “non a costruire consenso, quanto a diffondere dissenso”²⁴ per controbilanciare il peso della propaganda interna. Sono gli anni di Radio Londra, ma anche di Radio Palermo, che le truppe americane diffondono in Italia dal momento dello sbarco in Sicilia nell'estate del 1943.

A partire dal secondo dopoguerra nei principali Paesi europei la gestione dei mezzi di comunicazione di massa, la radio in un primo momento e la televisione in seguito, viene affidata al controllo dello Stato attraverso Enti o società a partecipazione pubblica. La RAI in Italia, la RTF prima e l'ORTF poi in Francia e la BBC in

²⁴ E. Novelli, *Politica e propaganda alla radio*, in E. Menduni (a cura di), *La radio. Percorsi e territori di un medium mobile e interattivo*, Baskerville, Bologna 2002, p. 286.

Inghilterra rappresentano le società incaricate di gestire i monopoli statali nell'ambito dell'audiovisivo. La scelta di affidare la gestione di tali servizi allo Stato si basava sulla convinzione che il monopolio fosse lo strumento migliore per garantire il ruolo di servizio pubblico affidato ai mezzi di comunicazione di massa. Per quanto concerne la radio, tale situazione si presentava in netto contrasto con gli Stati Uniti, dove a partire dagli anni Quaranta si era sviluppato un vasto settore di radiofonia privata commerciale in modulazione di frequenza.

I.1. Archeologia delle radio libere: il precedente delle “radio pirata”

I.1.1 Intrattenimento musicale e sviluppi commerciali

In una situazione di monopolio la comparsa in Europa delle prime emittenti “pirata” era destinata a cambiare in profondità il panorama radiofonico europeo, offrendo al pubblico da un lato una nuova possibilità di scelta dal punto di vista dell'offerta musicale e dell'intrattenimento in generale, dall'altro proponendo uno stile di conduzione profondamente differente da quello dei canali pubblici. Il movimento delle radio libere in Italia e in Francia, che si consolida dalla metà degli anni Settanta, affonda le sue radici nell'esperienza delle “radio pirata” del Nord Europa, che si diffondono a partire dalla fine degli anni Cinquanta. Come ha scritto Jean-Jacques Cheval “l'histoire des radios libres s'assoit sur une double archéologie, maritime et terrestre”²⁵. Accanto all'eredità “terrestre”, individuata nelle radio comunitarie sorte negli Stati Uniti a partire dal secondo dopoguerra²⁶ come espressione dei movimenti pacifisti in California, l'esempio “marittimo” delle radio “pirata” *offshore* del Nord Europa rappresenta un precedente decisivo che eserciterà un grande fascino sui primi animatori delle emittenti libere in Italia e in Francia. Durante gli anni Sessanta si sviluppano infatti i primi tentativi in Europa di installare stazioni radiofoniche indipendenti dal controllo statale. Queste esperienze non nascono da una contestazione politica o sociale, ma dalla proposta di una diversa offerta musicale che si accompagna con lo sviluppo di un profilo commerciale. In quegli anni, nonostante

²⁵ J.-J. Cheval, *Les Radios en France. Histoire, état, enjeux*, Apogée, Rennes 1997, p. 65.

²⁶ La stazione KPFA in modulazione di frequenza viene creata a Berkeley nel 1949 su iniziativa di un gruppo pacifista della California, desideroso di utilizzare la radio come strumento per diffondere i valori della pace e dello sviluppo dopo la fine della Seconda Guerra Mondiale.

lo sviluppo della televisione, la radio è ancora il mezzo di comunicazione di massa più diffuso, ed è proprio attraverso di essa che si realizzano per la prima volta esperienze di comunicazione “alternativa” ai rigidi palinsesti del monopolio.

Il primo caso di una radio “pirata” nata al di fuori del controllo statale risale all’agosto del 1958 quando “Radio Merkur” inizia le trasmissioni irradiando il proprio segnale da una vecchia nave da trasporto, la *Cheeta I*, ancorata in acque internazionali davanti a Copenhagen. Il successo di “Radio Merkur” in termini di ascolti è fin dall’inizio significativo. Nell’arco di pochi mesi, grazie alla propria collocazione in acque internazionali, la stazione raggiunge gli ascoltatori di gran parte delle coste del nord Europa. Attraverso una programmazione basata sulla musica leggera, proveniente in particolare dagli Stati Uniti, propone un tipo di intrattenimento musicale che fino a quel momento non aveva trovato spazio nei canali della radio pubblica; soprattutto diventa uno degli strumenti con cui alcune grandi aziende statunitensi possono pubblicizzare i propri prodotti commerciali, severamente proibiti all’interno dei palinsesti delle reti del monopolio²⁷. Come evidenziato nella ricostruzione di Andrea Borgnino sul fenomeno delle radio pirata “tra gli inserzionisti più famosi figuravano tutte le più importanti ditte americane, che attraverso questo mezzo non autorizzato, riuscivano ad aprirsi una grande breccia nel mercato europeo, pur mantenendo contenuti i propri livelli di investimento pubblicitario. Tra gli inserzionisti più in vista di Radio Merkur comparivano la Ford e l’American Tobacco: in un anno di trasmissioni, portarono quasi 450.000 dollari a beneficio dei manager della radio”²⁸.

Le autorità danesi intervengono varando una legge antipirateria che il 12 giugno 1962 dichiara illegale qualsiasi stazione trasmittente in acque internazionali limitrofe alla Danimarca. Una delle motivazioni principali del provvedimento era la volontà di colpire Radio Merkur soprattutto per il suo altissimo fatturato pubblicitario, realizzato nel giro di pochi anni. Nel periodo successivo al varo della legge da parte del governo danese, l’emittente ricomincerà a trasmettere, ma le autorità dimostreranno di non voler lasciare spazio a questo tipo di esperienze attraverso il sequestro dell’imbarcazione e delle apparecchiature della radio pirata, decretando in questo modo la fine di questa vicenda. Il caso di “Radio Merkur”, durato poco meno di quattro anni, contribuisce a determinare un clima di creatività diffusa,

²⁷ Cfr. A. Borgnino, *Radio pirata. Le magnifiche imprese dei bucanieri dell’etere*, Castelvecchi, Roma 1997, pp. 9-11.

raccontando un modello ed uno stimolo per la realizzazione di altre esperienze simili in questo periodo²⁹. A partire dal maggio 1960 un nuovo esperimento viene condotto al largo delle coste olandesi quando “Radio Veronica” inizia a trasmettere da una vecchia nave faro tedesca, la *Borkum Riff*. Grazie ad un potente trasmettitore in onde medie di 10 kW, la stazione arriva a coprire uno spazio geografico che comprende quasi per intero il nord Europa e viene accreditata di circa cinque milioni di ascoltatori³⁰. I programmi vengono registrati in studi che si trovano a terra e trasportati successivamente sull'imbarcazione. Nel 1961 la radio inserisce nel palinsesto due ore di trasmissioni rivolte al pubblico inglese, contribuendo ad accrescere la curiosità per le emittenti “pirata” anche in Inghilterra. Tuttavia il progetto di programmi in lingua inglese viene presto abbandonato, poiché il trasmettitore non è abbastanza potente per raggiungere le isole britanniche.

Le esperienze di “Radio Merkur” e “Radio Veronica”, pur significative per la quantità di introiti pubblicitari e per gli aspetti innovativi nella programmazione, appartengono ad una fase ancora pionieristica: il boom delle radio pirata *off shore* si registra in Inghilterra a partire dal 1964. In questo anno infatti cominciano le trasmissioni di diverse stazioni radio “pirata”, così definite dalla stampa e dall'opinione pubblica per due ordini di fattori: da un lato per il fatto di trasmettere dei programmi illegalmente e fuori dai canali del monopolio, dall'altro perché, la collocazione su imbarcazioni ancorate al largo delle coste, richiama in modo simbolico l'immagine dei pirati³¹. La prima di queste emittenti è la celebre “Radio Caroline”. Ideata dal giovane regista e imprenditore discografico di origine irlandese Ronan O'Rahilly, inizia le trasmissioni a partire dal 27 marzo 1964 su una nave chiamata *Frederica*, presto rinominata *Caroline I*, ancorata al largo delle coste della regione dell'Essex e raggiunge la parte sud orientale dell'Inghilterra. Il nome di “Radio Caroline” è scelto da O'Rahilly in omaggio alla figlia del Presidente degli Stati Uniti John F. Kennedy, ucciso a Dallas nel novembre del 1963. Le prime parole trasmesse da questa radio, pronunciate dal *disc-jockey* Simon Dee: “This is Radio Caroline on 199, your all day music station” e la successiva messa in onda del brano

²⁸ *Ibidem*, p. 10.

²⁹ In questo periodo nascono sull'esempio di Radio Merkur tra le altre, Radio Nord (1960-62) e Radio Syd (1962-66) in Svezia, Radio Antwerpen (1962) in Belgio e DCR (Danish Corporation Radio 1961) in Danimarca. Per queste prime esperienze cfr. R. Chapman, *Selling the sixties: The pirates and pop music radio*, Routledge, London 1992, p. 27.

³⁰ Cfr. D. Lesuer, *Pirates des ondes*, L'Harmattan, Paris 2002, p. 87

della band inglese dei Rolling Stones, *Not Fade Away*, mostravano fin da subito la linea editoriale della stazione che incrinerà per la prima volta il monopolio della BBC³² nonché la centralità della programmazione della musica *pop* e *rock* che iniziava ad affermarsi in Inghilterra sull'onda del successo di gruppi come i Beatles. Lo scopo principale di O'Rahilly, che si poneva così in aperto contrasto con il servizio pubblico e al tempo stesso con le varie case discografiche, è stato riassunto da Daniel Lesueur:

“[...] le but de lancer Radio Caroline est sans équivoque: ami de Rolling Stones, des Animals et surtout manager de Georgie Fame, Ronan [O'Rahilly] veut permettre à d'autres artistes d'être connus en Grand Bretagne. Les deux seuls radios (la B.B.C. et le service anglais de Radio Luxembourg) écoutées par les jeunes Anglais ne diffusaient en effet que les productions de quatre firmes *major*: Decca, Philips, R.C.A. et E.M.I. [...]. Dès lors, tout artiste, même talentueux, ayant signé pour une petite marque de disque est condamné à l'anonymat”³³.

La programmazione si caratterizzava per uno stile profondamente diverso da quello della BBC e per la funzione specifica svolta dalle nuove figure dei giovani *disc-jockey*³⁴. Il palinsesto era incentrato in prevalenza sulla musica dei gruppi emergenti del periodo, ricalcando lo stile della conduzione di alcune radio degli Stati Uniti, con la programmazione della TOP 40³⁵, la classifica dei dischi più venduti del momento. Qualche settimana più tardi, sulla medesima frequenza di “Radio Caroline”, dalla motonave *Mi Amigo* iniziavano le trasmissioni di “Radio Atlanta”³⁶, indirizzate verso la parte occidentale della costa inglese; negli anni precedenti la stessa imbarcazione era stata utilizzata per le trasmissioni della radio pirata svedese “Radio Nord”. La scelta della stessa lunghezza d'onda da cui trasmettere aumentava la concorrenza nei confronti della BBC. Infatti, alternandosi per dodici ore di trasmissione ciascuna sulla stessa frequenza, le due radio garantivano 24 ore di trasmissioni in diretta.

Nel luglio del 1964 le due stazioni decidono di associarsi attraverso l'accordo tra O'Rahilly ed il manager di “Radio Atlanta”, Allen Crawford, ex direttore generale della

³¹ Cfr. B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, Carocci, Roma 2002, p. 22.

³² Per una prima reazione della stampa alle trasmissioni di Radio Caroline cfr. gli articoli “*Pirate radio*” in action, in “The Times”, 30 march 1964 e “*Caroline*” affecting lightships radio, in “The Times”, 31 march 1964.

³³ D. Lesueur, *Pirates des ondes*, cit., p. 125.

³⁴ Per la nascita e lo sviluppo della figura del disc-jockey cfr. E. Menduni, *Il mondo della radio. Dal transistor a Internet*, Il Mulino, Bologna 2001, p. 87.

³⁵ Sulla nascita della classifica TOP 40 negli Stati Uniti cfr. R. Chapman, *Selling the sixties: The pirates and pop music radio*, cit., pp. 14-15.

³⁶ Per le prime trasmissioni di “Radio Atlanta” cfr. *Another Pirate Radio Ready*, in “The Times”, 1 april 1964 e *New Pirate Radio Ship In Position*, in “The Times”, 28 april 1964.

Southern Music, una importante casa discografica statunitense. Uno dei due battelli parte alla volta dell'Isola di Mann, ospitando gli studi di "Radio Caroline North", mentre l'altro resta ancorato al largo delle coste meridionali dell'Inghilterra coprendo in particolare la regione di Londra, assicurando la diffusione di "Radio Caroline South". La scelta di associarsi era determinata soprattutto dalla necessità di gestire meglio il bacino pubblicitario e di ascolto che le due emittenti avevano raggiunto in breve tempo³⁷. La crescita delle radio pirata in Inghilterra, muovendo dall'esempio delle due Radio Caroline appare in questo periodo impetuosa. Dal maggio del 1964 "Radio Sutch", rinominata in seguito "Radio City", emette il proprio segnale da un fortino abbandonato dalla Seconda guerra mondiale situato lungo l'estuario del fiume Tamigi. Nei mesi successivi "Radio Invicta", ma soprattutto "Radio London" dal dicembre 1964, contribuivano a rafforzare un movimento che diveniva sempre più oggetto di attenzione e discussioni da parte delle autorità e dell'opinione pubblica³⁸. Tra le stazioni che in questa fase conoscevano un maggiore sviluppo significativa è la vicenda di "Radio London": lanciata dall'iniziativa dell'imprenditore statunitense Don Pierson, si avvaleva della collaborazione di Philip Birch, un esperto pubblicitario che aveva lavorato per quattordici anni all'interno del gruppo J. Walter Thomson. Gli studi dell'emittente erano posti sulla nave statunitense *Galaxy*, un'imbarcazione di 780 tonnellate di peso, ancorata nelle coste al largo dell'estuario del Tamigi, che varrà alla radio il soprannome di "The Big L". Nel giro di poco tempo, "Radio London" diventerà la stazione più ascoltata sulle onde medie della città di Londra, differenziandosi dalle altre che trasmettevano nell'area londinese per la programmazione di notiziari informativi. Nel 1965 altre nuove stazioni ampliavano il fenomeno delle radio "pirata" come, per citare i casi più noti, "Radio Essex", "Radio Scotland", "Radio 390" e "Radio North Sea". Il 1966 registrava la nascita di "Radio Tower" (anch'essa trasmetteva da un fortino occupato nei dintorni di Londra), "Radio Caesar", "Radio Britain" e "Radio England". "Radio Britain" e "Radio England", a dispetto della loro denominazione, erano due stazioni americane, installate a bordo della nave *Laissez Faire*; equipaggiate di due trasmettitori della potenza di 55 kW, diffondevano le trasmissioni per il pubblico inglese, consolidando la presenza di interessi statunitensi nel mercato britannico. Altre emittenti, come "Radio London" e "Radio 390", attivarono delle stazioni gemelle nel nord del paese riuscendo ad avere così una diffusione nazionale che

³⁷ Cfr. M. Perrotta, *La radio pirata*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", Minerva, Bologna 2006, pp. 43-47.

³⁸ Cfr. *Action to stop pirate radio wanted now*, in "The Times", 19 June 1964.

metteva sempre più in crisi gli ascolti della BBC. Infatti l'aumento della diffusione delle emittenti "pirata" era caratterizzato da una sensibile crescita degli ascolti, che si rifletteva nella diminuzione delle preferenze accordate ai canali radiofonici del servizio pubblico. Secondo un'inchiesta del quotidiano "The Times" pubblicata il 24 giugno 1966, "Radio Caroline" dichiarava di raggiungere circa 9 milioni di ascoltatori, mentre "Radio London" oltre 10 milioni³⁹. Tali dati mostravano quanto le radio "pirata" avessero sottratto una porzione consistente di pubblico ai canali della BBC affermandosi come le stazioni più adatte a soddisfare i bisogni dei giovani ascoltatori che in questa fase erano alla ricerca di nuove occasioni di consumo musicale, che la radio pubblica non riusciva a soddisfare⁴⁰.

I.1.2 Radio "pirata", giovani e musica rock

Attraverso una programmazione interamente incentrata sulla musica e grazie alle nuove figure dei conduttori animatori, i *disc-jockey*, le radio pirata si mostrano più inclini della BBC a recepire le richieste provenienti dal mondo giovanile. Ciò era dovuto in parte anche ad importanti innovazioni tecniche destinate a modificare in profondità l'ascolto radiofonico, come l'invenzione del transistor avvenuta nel 1948⁴¹. Applicato in Europa su larga scala a partire dagli anni Cinquanta, questo nuovo componente elettronico aveva determinato la miniaturizzazione degli apparecchi radiofonici, diventati così portatili, favorendo la diffusione di un ascolto individuale, con la radio che accompagnava l'ascoltatore nelle sue attività e nei suoi spostamenti. La possibilità per le giovani generazioni di ascoltare generi musicali considerati 'ribelli' dal mondo adulto, come il *pop* e il *rock*, al di fuori dell'ambiente familiare, contribuiva a rafforzare un senso di identità generazionale, anche e soprattutto attraverso la musica⁴². Inoltre il rapporto privilegiato con alcuni gruppi musicali del periodo – la visita dei Beatles a "Radio Caroline" e l'intervista ai Beach Boys trasmessa sulle onde di "Radio London" costituiscono i simboli più significativi di questo tipo di legame – determinerà una stretta sinergia tra lo sviluppo e la diffusione della musica *pop* e il ruolo delle radio "pirata" in Inghilterra come ha osservato Daniel Lesuer:

³⁹ Cfr. *Are pop pirates on to Bonanza?*, in "The Times", 24 June 1966.

⁴⁰ R. Chapman, *Selling the sixties: The pirates and pop music radio*, cit., pp. 50-59.

⁴¹ Per la nascita del transistor cfr. E. Menduni, *La radio nell'era della Tv*, Il Mulino, Bologna 1994, pp. 32-36 e D. Lesuer, *Les années transistor*, Aléas, Lyon 2009, pp. 7-17.

⁴² Cfr. M. Merolla, *La musica. O della condizione giovanile*, in *Il Medioevo: tv e industria culturale nell'Italia del XX secolo*, in M. Morcellini (a cura di), Carocci, Roma 2000, p. 453.

“À l'époque, encouragée par le succès de Beatles, l'Angleterre est véritablement en ébullition et les radios pirates sont le catalyseur d'un mouvement musical qui aurait sûrement eu bien du mal à s'exprimer sans elles”⁴³.

Gli aspetti di novità musicale segnavano un vero e proprio mutamento culturale in quanto le giovani generazioni trovavano nella radio il mezzo più immediato per soddisfare le proprie richieste di intrattenimento. Inoltre con il fenomeno delle “radio pirata” i giovani venivano individuati per la prima volta come una categoria di consumatori culturali che da questo momento avrebbero occupato un peso sempre maggiore nelle strategie di programmazione dei vari mezzi di comunicazione ed in particolare della radio.

I.1.3 La risposta della BBC

Al momento della comparsa delle prime radio pirata, la risposta delle autorità politiche si era rivelata piuttosto debole e confusa. Infatti, il governo conservatore di Sir Alec Douglas Home aveva esitato ad intervenire per ragioni tanto ideologiche quanto pratiche, ritenendo che la radiofonia privata avrebbe coinvolto - come in effetti sarà nel giro di alcuni anni - tutta l'Europa. Il governo laburista di Harold Wilson, eletto con una stretta maggioranza nell'ottobre del 1964, temendo gli effetti di un'azione affrettata che avrebbe potuto avere ricadute sul consenso elettorale per la vasta popolarità acquisita dalle radio pirata, aveva lasciato la situazione ancora nell'incertezza legislativa. Dopo le elezioni del marzo 1966, il nuovo Postmaster General laburista Edward Short, aveva presentato un progetto di legge chiamato *Marine Broadcasting Offences Bill*, che sarà approvato nel giugno del 1967 e ratificato nell'agosto dello stesso anno. La legge prevedeva che entro il 15 agosto del 1967 le radio pirata avrebbero dovuto interrompere le proprie trasmissioni e allo stesso tempo “vietava le trasmissioni radiofoniche circolari nei mari attorno alla Gran Bretagna e dichiarava illegale ogni rapporto di tipo economico e editoriale con le radio offshore, tagliando di fatto la possibilità di sopravvivenza economica di queste emittenti e rendendo perseguibili anche i DJ”⁴⁴. Con questo provvedimento si chiudeva di fatto la fase delle radio pirata in Inghilterra. Parallelamente a questa azione legislativa, il servizio pubblico della BBC rispose con l'inaugurazione di un nuovo canale radiofonico dedicato alla musica *pop* e rivolto soprattutto al pubblico giovanile, creando nello stesso anno BBC One, che si avvaleva della collaborazione di numerosi speaker provenienti dalle esperienze delle radio pirata. Come ha sottolineato Renée Dickason, “le phénomène des radios pirates a, au

⁴³ D. Lesueur, *Pirates des ondes*, cit. , p. 126.

⁴⁴ A. Borgnino, *Radio pirata. Le magnifiche imprese dei bucanieri dell'etere*, cit. , p. 18.

moins, eu le mérite de montrer qu'il existe bien, parmi les jeunes, un désir de musique populaire et qu'il incombe à la BBC d'y remédier"⁴⁵. Anche David Hendy, ricordando che "il risveglio improvviso dell'attività pirata è spesso un chiaro segnale per le emittenti autorizzate che esse stanno perdendo la sensibilità dei gusti degli ascoltatori", ha riconosciuto il contributo innovativo rispetto ai programmi e alle modalità di trasmissione che le radio pirata hanno fornito al servizio pubblico, "abile ad assorbire l'attività pirata [...], appropriandosi della sua musica, assumendo i suoi uomini migliori e adoperando una pulizia dell'etere con una più severa applicazione delle leggi"⁴⁶. La risposta della BBC mostrava come il fenomeno delle radio "pirata" aveva saputo cogliere dei mutamenti nei gusti del pubblico giovanile ai quali i canali della radio pubblica si erano rivelati impreparati. Da questo punto di vista il contributo delle "radio pirata" sarebbe stato decisivo nell'inaugurare nuovi modelli di uso e consumo della radio che avrebbero influenzato la comparsa delle radio libere in Europa a partire dalla metà degli anni Settanta.

I.1.4 Radio "pirata": tra controcultura e spirito commerciale

Le prime esperienze di radio pirata in Inghilterra rivelano come dietro questi progetti, non vi fosse soltanto la volontà di trasmettere la musica che in quegli anni iniziava a diffondersi e a diventare un mezzo di aggregazione e di identificazione per l'universo giovanile, ma anche motivazioni di carattere commerciale. "Radio Caroline" può essere considerata come l'espressione del movimento culturale degli "Swinging Sixties"⁴⁷, perseguendo un progetto dove la spontaneità aveva il sopravvento sull'organizzazione, perché legato al contesto culturale alternativo presente nel quartiere di Chelsea nella Londra dei primi anni Sessanta. L'esperienza di "Radio Caroline" rientrava all'interno non soltanto di una critica alla BBC sul piano della programmazione, ma anche della sensibilità contro culturale di una generazione che si poneva in contrasto con gli schemi consolidati della cultura tradizionale, proponendo al contempo anche nuovi stili di vita basati sul rifiuto delle autorità, tanto quella della famiglia che quella delle istituzioni, sulla ricerca di nuove forme di socializzazione e condivisione di esperienze collettive che avrebbero determinato un mutamento profondo dell'universo giovanile. In parte da questa stagione e da un nuovo rapporto dei giovani con la musica, considerata come un valore unificante, si

⁴⁵ R. Dickason, *Radios et télévisions britanniques*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes 1999, p. 77.

⁴⁶ D. Hendy, *La radio nell'era globale*, Roma, Editori Riuniti 2002, p. 32.

⁴⁷ Cfr. J.-J. Cheval, *Les Radios en France. Histoire, état, enjeux*, cit. , p. 66.

sarebbero sviluppati negli anni successivi i grandi festival di musica pop, simboleggiati da Woodstock nel 1969 e dal concerto all'Isola di Wight nel 1970.

Rispetto a “Radio Caroline” il progetto di “Radio London” manifestava un tipo di organizzazione con finalità ben precise e differenti⁴⁸. Vi era infatti in “Radio London” la volontà di promuovere una radio commerciale che si affiancasse al servizio pubblico della BBC, senza necessariamente mettersi in concorrenza con esso. Negli animatori di “Radio London” appariva evidente il desiderio di sfruttare l’apertura di nuovi canali pubblicitari al fine di ricavare maggiori introiti per la radio, che diventava così una vera e propria impresa aziendale; la sua programmazione si caratterizzava per articolarsi nei vari momenti della giornata, riservando degli spazi all’informazione e ai bollettini meteo ogni 30 minuti, oltre a tre ore di trasmissione *talk* senza interruzioni musicali⁴⁹. “Radio London” da questo punto di vista costituiva l’esempio più significativo dell’affermazione della tendenza commerciale delle radio “pirata”.

Come ha notato Robert Chapman:

“Ces deux stations se sont partagés la majorité des annonceurs qui faisaient de la publicité sur ce type d’ondes. Cependant, tout en se disputant pour l’essentiel la même partie du marché, Caroline et London avaient une approche de leur tâche totalement différente. London voulait être respectée, considérée avec bienveillance et acquérir du prestige. Son attitude montrait qu’elle cherchait à être reconnue par le système de radiodiffusion existant et elle semblait tendre principalement à rendre légal en Grande-Bretagne un système radiophonique commercial. Radio Caroline s’appuyait sur une éthique et des principes très différents. Sa démarche visant à être hautement symboliques d’une lutte contre ce qu’elle considérait être une législation répressive ne mit pas moins en évidence toute une série de contradictions philosophiques et politiques de la contre-culture des années soixante en général. Radio London finira effectivement par forcer le respect et résistera au temps par l’intermédiaire de sa remplaçante – Radio 1 de la BBC – à laquelle elle léguera son prestige et sa programmation. Radio Caroline ne connaîtra jamais un tel destin. Le contraste entre le cheminement et le bilan des deux principales stations pirates est à l’épicentre de l’histoire de la radio offshore”⁵⁰.

L’esperienza delle radio “pirata” inglesi rivela dunque come accanto allo spirito ribelle e contestatore frutto della controcultura giovanile proveniente dai *campus* universitari statunitensi, che si esprimeva attraverso la possibilità di trasmettere per la prima volta programmi musicali fuori dal controllo statale, vi fosse anche una capacità di sviluppare

⁴⁸ R. Chapman, *Les radios pirates des années 60: Radio London e Radio Caroline, analyse comparative*, in Réseaux, n° 52, vol. 10, mars- avril 1992, pp. 57-72.

⁴⁹ Cfr. R. Dickason, *Radios et télévisions britanniques*, cit. , 76-77.

⁵⁰ R. Chapman, *Les radios pirates des années 60: Radio London e Radio Caroline, analyse comparative*, cit. , p. 57.

forme imprenditoriali redditizie sfruttando le possibilità offerte dal mercato pubblicitario. Come mostra uno dei palinsesti di “Radio Caroline South” dell’agosto 1965 l’intrattenimento musicale era il contenuto più diffuso della programmazione. Infatti pur partendo da un’impostazione differente da quella di “Radio London”, “Radio Caroline” facendosi interprete delle richieste del pubblico giovanile, utilizzava la musica leggera come contenuto principale della propria strategia comunicativa. I giovani inglesi si appropriavano così di un nuovo linguaggio e di nuove forme di consumo culturale, inaugurando un modello che avrebbe caratterizzato la nascita delle stazioni private commerciali al momento della fine del monopolio anche in Italia e in Francia.

Palinsesto in Programma su “Radio Caroline South”, mercoledì 25 agosto 1965

<i>Orario</i>	<i>Programmi</i>
6.00 – 9.00	Tony Blackburn’s Early Show featuring Caroline Top 65 discs. English and American new releases.
9.00 – 12.00	The Gary Kemp Show. New releases including albums.
12.00 – 13.30	The Roger Gale Show English and American Pop music
13.30 – 13.45	The Andrews Summer Show Sponsored by Andrew Salts Taped introductions with request records
13.45 – 14.00	The New Ones Newly released pops.
14.00 – 15.00	Soundtrack.
15.00 – 16.00	Goog Guy Disc Date.
16.00 – 17.45	Tony Blackburn’s Big Line up pops.
17-45 – 18.00	The Chappel Show Sponsored by Chappel Pianos. Standards including show music.
18.00 – 19.00	Caroline Club Magazine with Mike Allen. Messages, requests and promotions for Caroline Club.
19.00 – 20.00	The Jack Spector Show. Fast Moving, up tempo show from New York. Compered by Top american disc jockey Jack Spector.

20.00 – 20.02	Revival Time Epilogue. Station closing theme – “Around Midnight” by Jimmy Mc Griff.
---------------	--

Fonte : Caroline South Programme Wednesday 25 august 1965, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio Fm 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna”, Minerva, Bologna, p. 44.

I.2 Radio libere: Primi tentativi isolati in Italia e in Francia

I.2.1 Le influenze *del mai '68*

Nella letteratura sulle radio libere sia per quanto riguarda il caso italiano⁵¹, che quello francese⁵², si rintraccia l'origine culturale di questo fenomeno nei movimenti di contestazione del 1968, e, più in generale nella pratica della “presa della parola” che Michel de Certeau individua come una delle più importanti manifestazioni dello spirito del maggio francese⁵³; l'idea di “prendere la parola” si diffonde nelle minoranze escluse dai grandi canali di comunicazione e più in generale nei movimenti spontanei ed organizzati che in questo periodo reclamano la propria “visibilità”⁵⁴ attraverso i media. All'indomani degli avvenimenti del *mai '68* De Certeau aveva intravisto “un phénomène socioculturel nouveau et important dans cet impact de l'expression qui manifeste une désarticulation entre le *dit* et le *non-dit*; qui retire à une pratique sociale ses fondements tacites; qui renvoie finalement, je crois, à un déplacement des «valeurs» sur lesquelles une architecture des pouvoirs et des échanges s'était construite et croyait pouvoir encore s'appuyer. Par ce biais, l'action symbolique ouvre aussi une brèche dans notre conception de la société”⁵⁵. Nei giorni del *mai '68* si era prodotta una sorta di “rivoluzione simbolica” “caractérisée par la volonté de s'articuler en «lieux de parole» qui contestent des acceptations silencieuses”. La parola del maggio secondo lo storico e antropologo francese apriva un processo del linguaggio e chiamava ad “una revisione globale del nostro sistema culturale” (ouvre un

⁵¹ Cfr. in particolare per il caso italiano P. Ortoleva, *Introduzione*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, cit., pp. 21-23.

⁵² Per il caso francese cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, Nouveau Monde Éditions, Paris 2008, J.-J. Cheval, *Les Radios en France*, cit., pp. 68-70.

⁵³ Cfr. M. De Certeau, *La prise de la parole et autres écrits politiques*, Éditions du Seuil, Paris 1994.

⁵⁴ Sul concetto della “visibilità” garantita dai media in generale e per una lettura del fenomeno della “pubblicità mediata” che i mezzi di comunicazione elettronici come la radio e la televisione hanno consentito durante il XX secolo cfr. J. B. Thompson, *Mezzi di comunicazione e modernità. Una teoria sociale dei media*, Il Mulino, Bologna 1998, pp. 176-189.

⁵⁵ M. De Certeau, *La prise de la parole et autres écrits politiques*, cit., p. 37.

procès du langage et appelle une révision globale de notre système culturel)⁵⁶. “Prendere la parola” aveva il senso di un rifiuto, di una protesta nei confronti delle istituzioni, del sapere “costituito”, delle autorità. Ma possedeva allo stesso tempo una capacità creativa autonoma che aveva liberato dei nuovi bisogni di rappresentazione⁵⁷.

Durante e dopo gli avvenimenti del maggio '68 la “presa della parola” si esprime anche attraverso la critica ai mezzi di comunicazione di massa accusati dai movimenti studenteschi ed operai di fornire un'informazione parziale sugli avvenimenti in corso. I manifesti⁵⁸ prodotti dall'Atelier Populaire dell'École des beaux-arts di Parigi durante le agitazioni del maggio '68, riportavano slogan quali “Information Libre”, “Attention, la radio ment”, “Tout la presse est toxique”, “La police vous parle tous les soirs à 20 heures” che esprimevano una dura critica nei confronti del controllo del potere politico sui mezzi di comunicazione di massa e sull'informazione in generale. Una richiesta di maggiore pluralismo, di indipendenza e libertà di informazione, era all'origine anche dello sciopero che nei giorni delle agitazioni per oltre un mese coinvolgerà il personale dell'ORTF. Nel corso di questa fase erano gli stessi dipendenti dell'ente radiotelevisivo a chiedere delle profonde modifiche della gestione e dell'organizzazione dei mezzi di comunicazione statali. Le critiche principali erano rivolte in particolare ai telegiornali in quanto contrastavano con la libertà di tono espressa dalle radio “periferiche” come Europe n° 1 e RTL⁵⁹. La presenza degli inviati di queste due stazioni, collegati in diretta telefonica con lo studio centrale attraverso automobili e moto dotate di antenne ricetrasmittenti, consentiva agli ascoltatori di vivere da vicino lo svolgimento delle manifestazioni, mentre i giornalisti della televisione pubblica non erano autorizzati a portare microfoni e telecamere nei cortei. Tuttavia l'eccessivo spazio riservato al racconto degli avvenimenti e ad alcuni esponenti del mondo studentesco⁶⁰, aveva provocato la reazione del governo che aveva proibito l'uso

⁵⁶ M. De Certeau, *La presa della parola e altri scritti politici*, Meltemi, Roma 2007, p. 35. (Si utilizza qui la traduzione in italiano tenendo sempre presente la versione originale francese nelle citazioni più significative).

⁵⁷ *Ibidem*, p. 38-39.

⁵⁸ Per una rappresentazione iconografica dei manifesti del maggio-giugno '68 si veda Atelier Populaire de l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris, *Atelier populaire présenté par lui-même: 87 affiches de mai-juin 1968*, Usine, Université, Union, Paris 1968 e V. Gasquet, *Les 500 affiches de Mai 68*, Balland, Paris 1978. Per una ricostruzione storica della creazione dei manifesti del maggio '68 cfr. L. Gervereau, *Les affiches de “mai 68”*, in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 11, n° 11-13, 1988, pp. 160-171.

⁵⁹ Per una ricostruzione degli avvenimenti del maggio '68 da un punto di vista dei media in generale cfr. F. D'Almeida e C. Delporte, *Histoire des médias en France de la Grande Guerre à nos jours*, Flammarion, Paris 2010, pp. 236-242. Per una raccolta di testimonianze sul ruolo svolto dalle radio “periferiche” durante le manifestazioni cfr. E. Sullerot, *Transistors et barricades*, in (a cura di) P. Labro et l'équipe d'Éditions spéciale, «*Ce n'est qu'un début...*», Éditions et Publications Premières, Paris 1968, e per un'analisi del 1968 dal punto di vista della radio cfr. R. Duval, *Mai 68 et la radio*, in “*Cahiers d'histoire de la radiodiffusion*”, n° 59, *L'année radiophonique 1968*, janvier-mars 1999, pp. 91-167.

⁶⁰ A questo proposito è rimasto celebre l'episodio della discussione avvenuta sulle antenne di RTL tra Alain Geismar, presidente del Syndicat national de l'enseignement supérieur (Snesup), e il vicerettore della Sorbona Chalin, messi in contatto telefonico dal redattore in capo della stazione Jean-Pierre Farkas. Lo stesso Farkas, favorevole ad un colloquio tra i due, interromperà la trasmissione quando Geismar, approfittando della radio, inizierà a dare indicazioni ai manifestanti.

delle automobili e delle moto, sostenendo che le trasmissioni dei reporter disturbavano le frequenze utilizzate dalla polizia e dalle ambulanze, oltre a fornire indicazioni ai manifestanti. Da un'indagine sugli ascolti realizzata dal CESP⁶¹ (Centre d'études des supports de publicité) nel 1968 si rileva l'ampio successo di queste stazioni nell'ascolto del pubblico in Francia. Dopo il canale pubblico France Inter che raggiungeva il 32,9% degli ascolti, le emittenti maggiormente seguite erano Europe n° 1 e Radio Luxembourg che ottenevano rispettivamente il 21, 4% e il 19,6% dell'ascolto radiofonico complessivo. La fine dello sciopero dell'ORTF, avvenuta il 24 giugno 1968, determinerà il licenziamento di numerosi giornalisti della televisione e della radio pubblica, oltre all'annullamento di diversi programmi televisivi di approfondimento informativo, nonostante le proteste degli ascoltatori e di diversi personaggi del mondo della cultura francese⁶². Durante gli avvenimenti del maggio '68 la radio viene percepita da una buona parte della popolazione come un mezzo di comunicazione immediato e diretto, capace di raccontare senza filtri la realtà quotidiana. Tale capacità della radio di restituire gli avvenimenti come se si svolgessero in presenza degli ascoltatori, appare significativa se si pensa che avviene all'interno di un sistema dei media che Guy Debord non più tardi del 1967, aveva definito "società dello spettacolo". Secondo Debord infatti "tutta la vita delle società nelle quali predominano le condizioni moderne di produzione si presenta come un'immensa accumulazione di spettacoli. Tutto ciò che era direttamente vissuto si è allontanato in una rappresentazione"⁶³.

Accanto alla libertà di informazione si manifestano nuovi bisogni, in particolare si diffonde l'idea che i media invece di comunicare soltanto il punto di vista del potere politico, dovrebbero essere in grado di garantire ai cittadini lo spazio per esprimere le proprie opinioni. Come hanno sostenuto Fabrice d'Almeida e Christian Delporte "la crise de 1968 a placé la liberté d'information au cœur du débat médiatique. Plus généralement, elle a hissé au premier plan la revendication sociale de la liberté de parole et de la possibilité, pour tous, d'accéder aux médias"⁶⁴. In questo clima, in cui si avverte l'esigenza di "utilizzare" i mezzi di comunicazione di massa da parte di chi fino a quel momento è stato escluso dalla comunicazione, si sviluppa e diffonde un'idea di controinformazione che

⁶¹ L'indagine è riportata nell'articolo di J. Durand, *Les enquêtes sur le public de la radio et de la télévision en 1968*, in "Cahiers d'histoire de la radiodiffusion", n° 59, *L'année radiophonique 1968*, janvier-mars 1999, p. 194.

⁶² Per questa fase cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome II 1944-1974, La Documentation française, Paris 1994, pp. 134-154.

⁶³ G. Debord, *La société du spectacle*, Paris, Buchet-Castel 1967, (trad. italiana 5 ed. , Baldini&Castoldi, Milano 2008), p. 53.

⁶⁴ F. D'Almeida e C. Delporte, *Histoire des médias en France de la Grande Guerre à nos jours*, cit. , p. 242

all'inizio degli anni Settanta, grazie alla possibilità di utilizzare strumenti leggeri, economici e apparentemente semplici, trova le sue manifestazioni più compiute nella stampa e nel cinema militante⁶⁵. I movimenti giovanili di contestazione dopo il Sessantotto e in seguito al diffondersi in Europa di quella forma di “giornalismo militante”, nato nei primi anni Sessanta negli Stati Uniti denominato *advocacy journalism*⁶⁶, si dotarono attraverso l'uso del ciclostile e della stampa *offset*, di una serie di organi di stampa, prima periodici, poi quotidiani e puntarono a creare una rete di media alternativa al sistema dominante⁶⁷. Il dibattito sull'utilizzo alternativo dei mezzi di comunicazione di massa si sviluppa in questi anni in Italia soprattutto negli ambienti della nuova sinistra, producendo nel corso degli anni una vasta pubblicistica: in campo giornalistico tra gli esempi più interessanti troviamo in Italia la nascita dei tre quotidiani della sinistra extraparlamentare come “Il Manifesto”, “Lotta Continua” e il “Quotidiano dei lavoratori”⁶⁸; Anche per l'Italia le vicende del biennio 1968-69 rappresentano un tornante decisivo dal punto di vista delle comunicazioni di massa: come ha sostenuto Franco Monteleone “il '68 non solo aveva mandato in frantumi il «miracolo economico» ma aveva messo in crisi tutto l'assetto e il ruolo del sistema di comunicazione di massa, aveva fatto saltare le sue rigidità, aveva liberato nuove forze ed espresso nuove domande sociali e politiche”⁶⁹. I mezzi di comunicazione di massa vengono messi in discussione da alcune minoranze intellettuali vicine all'area della nuova sinistra di impostazione marxista, in quanto considerati fondamentali per la riproduzione e la propaganda del sistema capitalista. I media – secondo un'analisi ripresa in parte dalla Scuola di Francoforte di Max Adorno e Theodor Horkheimer - possiedono la capacità di manipolazione e condizionamento sul pubblico, che rende necessaria la definizione di nuove strategie al fine di un loro utilizzo alternativo⁷⁰. In Francia dopo la creazione dell'Agence de Presse Libération nel giugno 1971, come espressione di una volontà di informazione alternativa, nascerà nella primavera del 1973 il quotidiano “Libération”, affiancandosi ad altre pubblicazioni come “Rouge”,

⁶⁵ C. Collin, *Ondes de choc. De l'usage de la radio en temps de lutte*, L'Harmattan, Paris 1982, p. 21.

⁶⁶ Cfr. G. Gozzini, *Storia del giornalismo*, Bruno Mondadori, Milano 2000, pp. 242-245.

⁶⁷ Cfr. P. Ortoleva, *Saggio sui movimenti del 1968 in Europa e in America*, Editori Riuniti, Roma 1988, pp. 126-146 e U. Eco e P. Violi, *La controinformazione*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *Storia della stampa italiana*, volume VI: *La stampa italiana del neocapitalismo*, Laterza, Roma-Bari 1976, pp. 99-169.

⁶⁸ Per i quotidiani della nuova sinistra in Italia cfr. P. Murialdi, *Storia del giornalismo italiano*, Il Mulino, Bologna 2006, pp. 239-242.

⁶⁹ F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia. Costume società e politica*, Marsilio, Venezia 2006, p. 378.

⁷⁰ Cfr. C. Collin, *Ondes de choc. De l'usage de la radio en temps de lutte*, cit. , pp. 19-20.

l'organo della LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire)⁷¹. La necessità di canali di informazione alternativa era espressa con chiarezza nel manifesto dell'Agence Presse Libération che recitava:

“En mettant la justice au pas, en laissant sévir la police, en muselant l'information, le pouvoir espère cacher sa gangrène. Au service de cette tache, il tient en laisse non seulement radios et télévisions, mais encore la plupart des rédactions de la presse écrite. [...]. Contre les faux, les fautes de presse, les faux témoignages, les fautes d'informations, on se bat. On se bat pour rétablir la vérité, pour renforcer l'information libre, attaquer l'information aux ordres. Un collectif de journalistes appartenant à la presse révolutionnaire comme à la presse traditionnelle engage avec nous une nouvelle bataille sur le front de l'information. Nous voulons, tous ensemble, créer un nouvel instrument pour la défense de la vérité”⁷²

La pubblicazione del periodico “Tout!” nel 1970 rappresentava un ulteriore esempio di questa tendenza di stampa alternativa.

Sull'onda di questa fascinazione per le nuove tecnologie e per le esperienze di comunicazione “dal basso” matureranno nei due Paesi i primi tentativi isolati di radio “libere”

I.2.2 Da Radio Campus a Radio Sicilia Libera

Uno dei primi esperimenti di radio libere in Francia è costituito da “Radio Campus”⁷³, che inizia a trasmettere nella primavera del 1969 dal campus universitario di Villeneuve d'Ascq nei pressi di Lille. Fondata da Christian Verwaerde, un giovane ingegnere elettronico dell'IUT (Institut Universitaire Technologique) di Lille, “Radio Campus” trasmetteva regolarmente in modulazione di frequenza e in onde lunghe. La programmazione era ispirata nello stile alle radio *offshore* inglesi, con la proposta di una grande quantità di musica. La tolleranza accordata dalle autorità a questa esperienza, che rappresenta uno dei primi casi di esperienze alternative al monopolio di Radio France, era giustificata dalla debole potenza del trasmettitore, un apparecchio da 10 watt e dall'isolamento geografico del campus che determinava una diffusione circoscritta. Tuttavia a partire dall'inizio dell'anno accademico 1974, anche a causa di problemi con l'autorità di polizia, Verwaerde è costretto ad interrompere le trasmissioni di “Radio Campus”, con grande dispiacere degli ascoltatori, prevalentemente studenti, che avevano

⁷¹ Per la nascita del quotidiano “Libération” cfr. A. Gattolin, *Libération et l'ombre de mai*, in “Médiamorphoses”, n° hs (hors série) 2008, (*Les empreintes de Mai 68*), p. 79-83 e C. Collin, *Ondes de choc. De l'usage de la radio en temps de lutte*, cit., p. 22.

⁷² Il manifesto è riportato in F.M. Samuelson, *Il était une fois Libé...*, Editions du Seuil, Paris 1979, pp.108-109.

⁷³ Cfr. J.-J. Cheval, *La radio en France. Histoire, état, enjeux*, cit., p. 73.

individuato nell'emittente una possibilità di svago nelle ore di riposo dallo studio. Negli anni successivi, in particolare dall'ottobre del 1976, come sottolineato da un documento del Ministero dell'Interno francese, "Radio Campus" si costituirà in associazione in base alla legge n. 1901 e parteciperà alla battaglia delle radio libere ricominciando a trasmettere dall'autunno del 1977. Il suo contributo sarà decisivo sia per la futura battaglia contro il monopolio che per la sviluppo di un'altra radio di Lille, "Radio Beau Délire", che vedrà la luce nella fase seguente⁷⁴.

La prima esperienza di pirateria radiofonica nasce in Italia con "Radio Sicilia Libera" a Partinico nel marzo 1970⁷⁵; tale iniziativa viene animata dallo scrittore e sociologo Danilo Dolci, che attraverso l'attività del suo "Centro studi e Iniziative", svolge in questo periodo un'opera di sostegno alla popolazione della valle del fiume Belice. In seguito al terremoto che aveva colpito i territori della Sicilia occidentale nel gennaio del 1968, dopo circa due anni di ritardi nei lavori per la ricostruzione, Danilo Dolci sceglie la radio come strumento per lanciare un messaggio di richiesta di aiuto e di sensibilizzazione dell'opinione pubblica. Il suo intento era ispirato dalla volontà di utilizzare la radio come mezzo alternativo per diffondere il più possibile le notizie drammatiche riguardanti le popolazioni "delle valli del Belice, del Carboi e dello Jato dopo il tragico terremoto del 15 gennaio 1968 e dopo che sono passati inutilmente due anni senza l'avvio della promessa ricostruzione"⁷⁶. Danilo Dolci negli anni precedenti si era contraddistinto per modalità di protesta non violente⁷⁷, come scioperi della fame e marce di piazza accanto ai più umili e agli emarginati per denunciare lo stato di abbandono delle popolazioni terremotate. Dalla lettura delle carte del Commissariato di Partinico emerge come Danilo Dolci, dopo aver informato l'autorità di pubblica sicurezza sulla manifestazione, aveva anche chiarito meglio i contenuti della sua trasmissione che si caratterizzava per essere la prima a trasmettere fuori dal monopolio della Rai e in completa illegalità. "Radio Sicilia Libera" inizia le trasmissioni la sera del 25 marzo 1970 in modulazione di frequenza sui 98,5 megahertz, grazie al contributo di due collaboratori, Franco Alasia e Giuseppe Lombardo, chiusi all'interno degli uffici del Centro studi con cento litri di benzina e un gruppo

⁷⁴ Centre des Archives Contemporaines (CAC), site de Fointanebleau, vèrsément n° 19810440, art. 25: *radios libres: notes et presse 1977-1979*.

⁷⁵ Durante il 1970 si registrano anche i tentativi, effimeri e marginali di "Radio GAP" a Trento. Questa emittente, costituita da un gruppo locale vicino alle posizioni di "Lotta Continua", in un paio di occasioni disturberà le frequenze del telegiornale Rai diffondendo messaggi definiti "partigiani". Per questa iniziativa cfr. S. Dark, *Libere! L'epopea delle radio italiane degli anni '70*, Stampa Alternativa, Viterbo 2009, p. 31.

⁷⁶ Cfr. O. Barletta, *Il "centro" di Dolci parla da una radio clandestina*, in "Il Giornale di Sicilia", 26 marzo 1970.

⁷⁷ Cfr. per esempio l'articolo *Denunciato Danilo Dolci: ha scritto sui muri la sua protesta*, in "Il Giornale di Sicilia", 23 ottobre 1968.

elettrogeno per consentire la diffusione del programma. I mezzi utilizzati erano estremamente semplici e rudimentali ma adeguati allo scopo prefisso: “[...] le apparecchiature sono costituite da una ricetrasmittente della quale i due operatori non hanno indicato la potenza, due antenne, una esterna di sette metri orientabile ed una interna, di dimensioni più ridotte, tenuta di riserva. Vi sono inoltre quattro batterie e due registratori”⁷⁸. Questo tipo di strumentazione, semplice e poco sofisticata, dimostrava come i progressi tecnologici nel campo della radiofonia consentissero ormai di creare un efficace dispositivo di propaganda e informazione con mezzi limitati in un ambito geografico circoscritto. Dall’analisi del palinsesto emerge la volontà di associare il messaggio di denuncia delle popolazioni terremotate con l’affermazione del valore della cultura e dell’identità locale del luogo dell’emissione. Infatti, il programma comprendeva:

- “un appello all’opinione pubblica nazionale e internazionale, e agli organi direttamente responsabili” della durata di 19 minuti;
- “la voce della gente delle valli Belice, Jato e Carboi (bambini, donne, agricoltori, sindaci, sindacalisti, medici, educatori)” in un reportage di 75 minuti;
- “il punto esatto sulla finora non avvenuta ricostruzione (si documenta fra l’altro un fatto gravissimo: a parte il danaro confusamente usato, spesso mal usato e sperperato in baracche e assistenza – non un solo miliardo è stato finora speso, dei 162 stanziati specificamente per la ricostruzione, a più di due anni dal terremoto)” per una trasmissione di 25 minuti;
- “l’espressione di alcuni valori culturali della Sicilia occidentale che non vogliamo muoiano” in un comunicato di circa 60 minuti;
- “alcuni messaggi di solidarietà e una canzone popolare «La Sicilia camina»” per un quarto d’ora;

Nell’appello all’opinione pubblica si insisteva sull’importanza dei mezzi di comunicazione ed implicitamente vi era nelle intenzioni di Dolci la volontà di mostrare l’inadeguatezza delle informazioni della stampa e della televisione nazionale oltre a constatare lo spazio ridotto che all’interno dei media italiani occupavano alcune zone dell’Italia, come in questo caso le zone della Sicilia occidentale. Si riporta a questo proposito una parte significativa del comunicato:

“Qui parlano i poveri cristi della Sicilia occidentale, attraverso la radio della nuova resistenza. S.O.S. ...siciliani, italiani, uomini di tutto il mondo ascoltate: si sta compiendo un delitto, di enorme gravità, assurdo, si lascia spegnere un’intera popolazione, la popolazione delle valli del Belice, dello Jato e del Carboi, la popolazione della Sicilia

⁷⁸ Cfr. *Continuano dalla valle del Belice le trasmissioni dell'emittente clandestina*, in “Il Corriere della Sera”, 27 marzo 1970.

occidentale non vuole morire. Siciliani, italiani, uomini di tutto il mondo, avviate immediatamente i vostri amici, i vostri vicini, ascoltate la voce del povero cristo che non vuole morire, ascoltate la voce della gente che soffre assurdamente. Siciliani, italiani, uomini di tutto il mondo non possiamo lasciar compiere questo delitto: le baracche non reggono, non si può vivere nelle baracche, non si vive di sole baracche, lo stato italiano ha sprecato miliardi in ricoveri affastellati, fuori tempo, confusamente, ma a quest'ora tutta la zona poteva essere già ricostruita, con case vere, strade, scuole, ospedali. Le mani capaci ci sono, ci sono gli uomini con la volontà di lavorare. Ci sono le menti aperte a trasformare i lager della zona terremotata, in una nuova città viva nella campagna e con i servizi necessari per garantire una nuova vita. Gli uomini veri di tutto il mondo protestino con noi. L'Italia, il settimo paese industriale del mondo, non è capace di garantire un tetto solido ed una possibilità di vita ad un parte del proprio popolo.

Uomini di governo: lasciate spegnere bambini, donne, vecchi, una popolazione intera. Non sentite vergogna a non garantire subito case, lavoro, scuole, nuove strutture sociali ed economiche a una popolazione che soffre assurdamente? Se si vuole, in pochi mesi una nuova città può esistere, civile, viva.

Chi lavora negli uffici: di burocrazia si può morire. I poveri cristi vanno a lavorare ogni giorno alle quattro del mattino. Occorrono dighe, rimboschimenti, case, scuole, industrie, strade, occorrono subito.

Questa è la radio della nuova resistenza: abbiamo il diritto di parlare e di farci sentire, abbiamo il dovere di farci sentire, dobbiamo essere ascoltati.

La voce di chi è più sofferente, la voce di chi è in pericolo, di chi sta per naufragare, deve essere intesa e raccolta attivamente, subito, da tutti.

Costituzione italiana Art. 21: tutti hanno il diritto di manifestare liberamente il proprio pensiero con la parola, lo scritto, e ogni altro mezzo di diffusione.

Cosa significa tutti? Vi deve esser esclusa la gente che lavora più faticosamente? Vi deve essere esclusa la gente che più soffre? Il diritto dovere alla verità da esigenza morale diviene via via nella storia riguardandola nelle sue linee essenziali pur tra contraddizioni, diritto dovere anche in termini giuridici. Il diritto alla comunicazione, alla libertà di espressione, all'informazione non vi è dubbio sia determinante allo sviluppo di una società democratica: deve essere garantito attraverso i moderni strumenti audiovisivi che il progresso scientifico e tecnologico ci mette a disposizione. Non possiamo non valerci, non episodicamente, ma strutturalmente di quanto ci viene garantito - sta a noi conquistarlo di fatto - dalla Carta dell'uomo, alla Costituzione, alla parte più avanzata del diritto, internazionale e non.

Nelle attuali condizioni storiche italiane, se ha un senso preciso l'impegno affinché la radio-televisione sia affidata allo Stato, occorre:

- ottenere precise garanzie affinché si possano esprimere attraverso questo strumento, monopolio dello Stato, le diverse posizioni culturali e politiche democratiche;

- e soprattutto portare avanti la possibilità concreta attraverso mezzi idonei, della comunicazione dell'attuale "basso": le voci dei lavoratori, di chi più soffre ed è in pericolo.

- Una precisa conquista in questo senso non ha solo significato locale, può riuscire a produrre reazioni a catena.

Amici, organizzate gruppi di ascolto e diffusione nelle fabbriche, nelle università, nelle scuole, nelle piazze dei comuni, nei circoli culturali, nelle case del popolo, nelle cooperative dovunque sia utile, chi vuole documentarsi esattamente ci richieda documentazione. Discutete l'iniziativa, documentate i giornali di ciascuna delle vostre iniziative ...qui la voce della Sicilia che non vuole morire...⁷⁹.

L'intenzione degli organizzatori "non era [...] mettersi in concorrenza con la Rai-Tv, [volevano] solo che la gente del Belice potesse esporre i propri problemi attraverso un mezzo di comunicazione come la radio che in Italia non è a disposizione della popolazione. [...]"⁸⁰.

È questo il primo episodio di radiofonia libera in Italia al di fuori del monopolio della Rai⁸¹: Danilo Dolci sceglie la radio per lanciare il suo messaggio di protesta poiché "in zone come la Sicilia occidentale, non sono i giornali i più naturali mezzi di comunicazione: pochi ne vengono letti, ancora meno capiti e creduti. Comunica, quando comunica, soprattutto la voce, anche quella della radio". La sua battaglia per "una nuova radio, la radio della gente che solitamente non ha voce, [che] non riesce a farsi sentire"⁸² è destinata tuttavia ad essere interrotta dall'intervento delle forze di polizia che dopo circa ventisette ore di trasmissioni procedono al sequestro delle attrezzature per violazione del monopolio sulle radiodiffusioni⁸³.

I.2.3 Voci di protesta, voci degli studenti

Nel periodo successivo in Francia, ancora sull'onda delle esperienze del maggio '68, vengono diffuse trasmissioni radiofoniche in luoghi di forte mobilitazione sociale, che costituiscono tuttavia delle esperienze effimere e limitate nel tempo. È il caso di "Radio Entonnoir" che trasmetterà per otto giorni nel marzo 1973 nel campo universitario di

⁷⁹ Archivio Centrale dello Stato (ACS), Ministero dell'Interno, Direzione Generale P.S., Categoria G 1944-1986, Centro studi e iniziative Danilo Dolci 1968-1978, busta n. 297, f. G/5/8/44.

⁸⁰ Cfr. *Continuano dalla valle del Belice le trasmissioni dell'emittente clandestina*, in "Il Corriere della Sera", 27 marzo 1970.

⁸¹ Diversi autori individuano in questa esperienza il primo tentativo di radio libera in Italia come per esempio F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia Costume società e politica*, cit., p. 393, J.-N. Jeanneney, *Une histoire des médias des origines à nos jours*, Éditions du Seuil, Paris 2001, p. 255, e J.-J. Cheval, *La radio en France. Histoire, état, enjeux*, cit., p. 67.

⁸² Per queste citazioni cfr. D. Dolci, *Il limone lunare. Poema per la radio dei poveri cristi*, Laterza, Bari 1970, pp. 5-7.

Jussieu a Parigi, e di “Radio Lip” a Besançon che diffonderà la protesta degli operai della fabbrica Lip⁸⁴. Il caso di “Radio Entonnoir”, animata dagli studenti che protestavano contro la legge Debré, che prevedeva l’eliminazione del differimento militare, mostrava le nuove possibilità e i nuovi spazi di comunicazione offerti da uno strumento come la radio, sia per sostenere lo sciopero universitario che per esporre le motivazioni dei manifestanti: “Ceux qui parlent dans les micros, ceux qui enchaînent la musique, comprennent vite le pouvoir qu’ils prennent. Radio-Entonnoir est dans cette université paralysée par la grève, le ceinte de communication, l’endroit où se répercutent les informations, les mots d’ordre des assemblées générales de grève, le lieu où d’instinct s’exposent des problèmes matériels [...]. Ce n’était pas une vraie radio, qui émettait; mais enfin, c’était un bel instrument, utile, musical, bruyant, politique. Une radio parce qu’il y avait une volonté d’accompagner ce mouvement de grève, une radio parce que le ton était radiophonique ou caricatural, une radio parce qu’en fait tous ses speakers se libèrent devant leurs micros. [...]”⁸⁵.

Nell’estate del 1973 viene creata “Radio Lip” con lo scopo di informare la popolazione di Besançon sul conflitto all’interno della fabbrica Lip, attraverso la diffusione di un giornale parlato preregistrato, realizzato dalla cooperativa Crepac-Scopcolor su iniziativa del giornalista Roger Louis. Louis, dopo il suo licenziamento dall’ORTF nel 1968, era impegnato in una battaglia per una informazione alternativa, più ‘democratica’, “qui s’attache moins au spectaculaire qu’à l’important” come ricorda Thierry Lefebvre nel suo contributo sulle influenze del maggio ’68 rispetto a questo tipo di esperienze⁸⁶.

Queste primi tentativi isolati testimoniavano un interesse nei confronti dell’uso della radio che segnalava un bisogno di esprimere un’informazione diversa e non diffusa dai canali della radio pubblica come nel caso di “Radio Sicilia Libera” e di “Radio Lip”; “Radio Campus” e “Radio Entonnoir”, realizzate all’interno dei campus universitari, descrivevano la volontà di gruppi di studenti di usare la radio per comunicare tra loro, sostenere le proprie rivendicazioni sociali e avere un intrattenimento musicale diverso da quello proposto da Radio France e dalle radio “periferiche” nazionali. Nel caso della Francia sono soprattutto ristrette minoranze che si occupano di condurre uno studio e di cercare dei canali di comunicazione

⁸³ Cfr. E. Serio, *La radio di Danilo Dolci sequestrata dal pretore*, in “Il Giornale di Sicilia”, 27 marzo 1970.

⁸⁴ Cfr. T. Lefebvre, *Radio Entonnoir et Radio Lip, deux expériences pilotes*, in Cahier d’histoire de la radiodiffusion, n° 78, L’année radiophonique 1973, octobre-décembre 2003, pp. 128-133.

⁸⁵ P. Vete, *Radio Entonnoir*, in “Interférences”, n° 1, décembre 1974, p. 14.

alternativi a quelli della radio di Stato e delle grandi emittenti nazionali “periferiche”. L’obiettivo principale consiste in una ricerca di mezzi di comunicazione diversi, tanto da un punto di vista dei contenuti che dello stile, partendo dalla critica del monopolio sulle comunicazioni. Da questo punto di vista può essere utile leggere le impostazioni con cui nei primi mesi del 1974 viene creato il periodico “Kanáar”, diretto da Pascal Vambreemersch, futuro animatore di “Radio Uylenspiegel”, la radio che trasmetterà in Belgio nella regione delle Fiandre dal 1978. Questa pubblicazione, dalla tiratura piuttosto limitata di 2000 copie, associava l’interesse verso gli esperimenti di pirateria radiofonica con le rivendicazioni regionaliste fiamminghe. I contenuti di questa rivista esprimevano le principali critiche alla gestione monopolista della radio in Francia richiamando delle posizioni che costituiranno una costante delle prime rivendicazioni del movimento delle radio libere francesi: permettere la libera espressione di coloro che non avevano altro modo di far sentire la propria voce, indipendenza da qualunque condizionamento politico ed economico: “[...]. Le but de Kanáar est simple: permettre de s’exprimer à ceux qui n’en auraient pas autrement les moyens. [...] Kanáar est indépendant vis-à-vis de toute association et ne poursuit pas de but lucratif. [...]”⁸⁷. Nello stesso numero della pubblicazione, definita simbolicamente “periodico a modulazione di frequenza”, in un articolo veniva esaminata la situazione dell’offerta radiofonica in Francia, sottolineando in particolare il ruolo svolto dalle radio “periferiche”, che nonostante un’apparente indipendenza erano giudicate strettamente legate al controllo statale: “[...] la situation est claire: les radios dites «périphériques» sont en fait contrôlées par l’Etat. Le pouvoir dispose de toutes les ondes captables en France, le monopole de l’information est total. Vous aurez beau changer de longueur d’onde, vous ne capterez que la radio d’Etat!”. In più viene criticato il tipo di programmazione offerto tanto dalle radio periferiche, quanto da quelle pubbliche, che nelle considerazioni di Vambreemersch finiscono per apparire molto simili tra loro:

“En quoi consistent les programmes radio? Ce serait un pléonasme de dire que le but commerciale des radios périphériques entraîne le nivellement par le bas: matraquage publicitaire, chansonnettes stupides, jeux, astrologie, classement de «tubes», ... et tous autres moyens de crétinisation de masse. L’art et la manière de diffuser 1.200 kW de

⁸⁶ Cfr. T. Lefebvre, *Les «mai rampant» des radios libres*, in “Médiomorphoses”, n° hs (hors série) 2008, (*Les empreintes de Mai 68*), p. 170 e C. Collin, *Ondes de choc. De l’usage de la radio en temps de lutte*, cit. , pp. 20-21.

⁸⁷ *Il fallait bien commencer*, in “Kanáar”, n° 1, 1^{er} trimestre 1974, p. 1.

conneries sur les ondes. Pour ne pas perdre son audience France-Inter singe plus ou moins ses « concurrents »; d'autre part la prolifération des bulletins d'information rend insupportable une écoute continue. [...]»⁸⁸.

Il modello al quale si guardava per superare l'alternativa tra radio pubbliche e radio commerciali era quello delle radio comunitarie degli Stati Uniti, individuate come un esempio da seguire per una tipologia di radio indipendente, ispirata a principi che andassero oltre il solo interesse commerciale:

“La réponse nous vient des Etats-Unis où la liberté de radiodiffusion a permis la création de stations indépendants et non commerciales d'un genre nouveau financées par souscriptions volontaires des auditeurs. Utopie? Utopie concrétisée dans les faits en tout cas et qui a la vie dure. Par exemple la Pacifica Foundation, organisation fondée en 1946 [in realtà nel 1949], rassemble aujourd'hui les stations WBAI à New York, KPFT à Houston, KTAO et [KPFA] en Californie – toutes exemptes de recettes publicitaires et de financement extérieur. Même les donations où rien n'est demandé en échange sont refusées pour éviter le subtil conditionnement qui en résulterait: comment l'animateur au micro pourrait-il oublier que quelqu'un, quelque part, lui paye son salaire? Les débats et les discussions en direct avec les auditeurs par le téléphone tiennent une place importante dans les programmes. Malgré les difficultés financières [...] ces stations de radio concrétisent aux Etats-Unis une idée aussi subversive que la liberté d'expression, la liberté pour tous et pour chacun de s'adresser aux autres. Un exemple de radio communautaire que nous ferions bien de méditer en France!»⁸⁹.

A partire dall'inizio degli anni Settanta si sviluppa nei due Paesi un'attenzione specifica da parte di minoranze politiche e sociali nei confronti delle possibilità offerte dalla radio come strumento alternativo, con cui propagandare una forma di protesta, cercare una programmazione diversa dai programmi convenzionali, sia da un punto di vista dell'informazione che dell'intrattenimento musicale. L'interesse verso la radio, ben espresso dai primi tentativi di trasmissioni, sarà all'origine di una “presa della parola” radiofonica che troverà le sue manifestazioni più compiute a partire dalla metà degli anni Settanta.

⁸⁸ *Radio*, in “Kantar”, n° 1, 1^{er} trimestre 1974, p. 10.

I.3 Francia e Italia: tra monopolio e leggi di riforma dell'audiovisivo

I.3.1 La Riforma dell'ORTF

A metà degli anni Settanta, il quadro giuridico e legislativo in materia di comunicazioni di massa radiotelevisive dell'Italia e della Francia, si presenta per molti versi simile e regolato dalla gestione monopolistica dello Stato. Infatti, nonostante da più parti della società civile emergessero richieste di maggiore pluralismo, maggiore decentramento e maggiore accesso alle trasmissioni, i governi in carica approntavano e definivano delle leggi di riforma che confermavano la gestione statale delle onde.

Dal secondo dopoguerra lo Stato francese aveva assunto il pieno controllo dei mezzi di comunicazione, decretando un regime di monopolio pubblico sulle radiodiffusioni. In particolare con un decreto del 23 marzo 1945 venivano annullate tutte le concessioni assegnate in precedenza dallo Stato alle stazioni radio private, determinando una situazione di controllo statale sull'intero settore⁹⁰. Il monopolio viene affidato all'ente della RDF (RadioDiffusion Française), sostituito a partire dal 1949 dalla RTF (RadioDiffusion-Télévision Française). La gestione del nuovo organismo viene assegnata al governo, in attesa dell'elaborazione di uno statuto capace di definirne con precisione gli indirizzi generali. Tra il 1945 e il 1958 si assiste alla presentazione di sedici diversi progetti di statuto della RTF che tuttavia non riscuotono il consenso necessario dal Parlamento⁹¹. Il 4 febbraio 1959, poco dopo la proclamazione della V Repubblica, attraverso un decreto del Consiglio dei ministri viene approvato il primo regolamento della RTF, con il quale la gestione delle radiodiffusioni francese è posta sotto il controllo del ministro dell'Informazione⁹². Tuttavia le carenze di questa organizzazione e la necessità di procedere ad una regolamentazione più efficiente dello statuto della RTF conducono all'approvazione dell'importante legge del 27 giugno 1964. Il provvedimento, fortemente sostenuto dal ministro dell'Informazione Alain Peyrefitte, stabilisce la trasformazione della RTF

⁸⁹ *Radio communautaire*, in "Kantar", n° 1, 1° trimestre 1974, p. 12.

⁹⁰ Per la fase del secondo dopoguerra e sulle decisioni in materia di radiodiffusioni in Francia cfr. P. Albert e A.-J. Tudesq, *Histoire de la radio-télévision*, Presses Universitaires de France, Paris 1995 (4^{ème} éd.), J.-N. Jeanneney, *Une histoire des médias: des origines à nos jours*, cit., pp. 244-249 e C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome II 1944-1974, cit., pp. 47-56.

⁹¹ Cfr. P. Albert-J. Tudesq, *Histoire de la radio-télévision*, cit., p. 74.

nell'ORTF (Office de Radiodiffusion-Télévision Française), affidando al nuovo organismo il ruolo di gestore del monopolio statale sui mezzi di comunicazione radiotelevisivi. Con questa legge il ministro dell'Informazione viene incaricato di controllare il rispetto del monopolio e il funzionamento dell'ORTF attraverso l'approvazione del bilancio annuale dell'azienda, d'intesa con il ministro delle Finanze. L'aspetto più significativo della legge risiede nell'istituzione di un Consiglio di amministrazione in grado di definire le linee guida dell'ente e nel quale siano rappresentate le diverse componenti della società francese. Nei posti chiave vengono nominate personalità vicine allo stesso ministro dell'Informazione, determinando un controllo di fatto da parte dell'esecutivo sulle scelte dell'ORTF⁹³.

La prerogativa della concessione allo Stato dei programmi radiofonici⁹⁴ nel corso degli anni Settanta era stata rafforzata attraverso nuovi provvedimenti legislativi. In particolare la legge n° 72-552 del 3 luglio 1972 confermava che il servizio pubblico nazionale delle radiotelediffusioni era un monopolio di Stato. Nell'articolo 3 erano previste delle possibilità di deroga al monopolio "précaires et révocables", accordabili secondo condizioni specifiche stabilite da un decreto del governo che riguardavano nello specifico:

"1. la diffusion de programmés à des publics déterminés"; 2. "la diffusion de programmes en circuit fermé dans des enceintes privées"; 3. "des expériences de recherche scientifique"; 4. "Dans l'intérêt de la défense nationale ou de la sécurité publique"⁹⁵; decreti di questo genere tuttavia saranno approvati non prima del marzo 1978 contribuendo a definire un nuovo quadro giuridico che si scontrerà con la crescita parallela delle esperienze di radio libere nel Paese⁹⁶.

Dopo l'elezione alla Presidenza della Repubblica di Valéry Giscard d'Estaing nel maggio del 1974, uno dei primi provvedimenti attuati dalla maggioranza guidata dal Primo ministro Jacques Chirac è la legge di riforma dell'ORTF, approvata il 7 agosto

⁹² Per questi aspetti cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome II 1944-1974, cit., pp. 92-93.

⁹³ Per la legge e la sua fase preparatoria cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome II 1944-1974, cit., pp. 105-121 e P. Albert e A.-J. Tudesq, *Histoire de la radio-télévision*, cit., pp. 131-132.

⁹⁴ Per un'analisi giuridica delle leggi sul monopolio degli audiovisivi cfr. C. Debbasch, *Droit de l'audiovisuel*, Dalloz, Paris 1995 (4^{ème} édition).

⁹⁵ Per queste citazioni si veda il testo della legge n° 72-553 portant statut de la radiodiffusion-télévision française del 3 luglio 1972, pubblicato in *Journal Officiel de la République Française*, 4 juillet 1972, p. 6851.

⁹⁶ Cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome III 1974-2000, La Documentation Française, Paris 2006, p. 38 e T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., p. 34.

1974, ed entrata in vigore nel gennaio dell'anno successivo⁹⁷. Con tale provvedimento si stabiliva la soppressione dell'ORTF e la sua sostituzione con sette nuove società. In particolare venivano costituite quattro società nazionali con capitali statali per la gestione dei programmi, di cui tre per la televisione e una per la radio: Télévision française 1 (TF1), Antenne 2 (A2) e France Régions 3 (FR3, terzo canale che emette dal gennaio del 1973 al quale vengono affidate le redazioni regionali), e Radio France al quale venivano affidate le trasmissioni radiofoniche. Inoltre venivano istituite TDF (Télédiffusion de France), incaricata della gestione e della ricezione delle immagini e delle frequenze e l'INA (Institut National de l'Audiovisuel) con il compito di ricerca e conservazione dei documenti. Infine, la Société de Production (SFP) era incaricata di produrre le trasmissioni e mettere a disposizione i mezzi necessari alla loro elaborazione. Dal punto di vista della radiofonia la legge aveva confermato il monopolio nell'articolo 2: "L'exécution des missions de service public et l'exercice du monopole de la radiodiffusion et de la télévision [...] sont confiés à un établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial et à des sociétés nationales dans les conditions fixées par la présente loi". La società incaricata del rispetto del monopolio è TDF (Télédiffusion de France), specificando nell'articolo 5 che "l'établissement public à caractère industriel et commercial, doté de l'autonomie administrative et financière, reçoit mission d'assurer la diffusion de programmes de radio et de télévision en France et vers l'étranger, d'organiser, de développer, d'exploiter et d'entretenir les réseaux et installation de diffusion". Nello stesso articolo di legge si chiariva che il consiglio di amministrazione di questa società, sarebbe stato costituito per metà da rappresentanti dello Stato, da due parlamentari nominati dalle commissioni competenti dei rami del Parlamento, dai rappresentanti delle società nazionali dei programmi e da due rappresentanti del personale scelti in base ad elenchi presentati dalle organizzazioni sindacali⁹⁸. Tale provvedimento sanciva implicitamente il controllo dello Stato sull'operato e sulle decisioni di questo importante organismo.

La radiodiffusione, esclusa quella regionale, era affidata ai servizi di Radio France che diffondeva i suoi programmi attraverso cinque reti e contava in gran parte sui

⁹⁷ Per un'analisi giuridica della legge cfr. D. Linotte, *Radio et télévision en France*, in (sous la direction de) C. Debbasch, *Radio et télévision en Europe*, Editions du Centre Nationale de la Recherche Scientifique, Paris 1985, Actes du colloque tenu à Aix-Marseille en octobre 1984, pp. 149-150.

⁹⁸ Cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision française*, Tome II, 1944-1974, cit., pp. 221-222.

finanziamenti derivanti dal canone di abbonamento⁹⁹. I servizi regionali televisivi e radiofonici erano affidati alla società FR3. La legge era stata approvata dopo una discussione piuttosto rapida e definiva un cambiamento più apparente che effettivo nell'ambito della gestione del sistema audiovisivo da parte dello Stato, nel tentativo di rispondere ad una richiesta di maggiore decentramento, ma anche al rispetto della libertà e del pluralismo dell'informazione.

Secondo il Primo Ministro Jacques Chirac, l'obiettivo della Riforma consisteva nell'“organiser la télévision et la radio des années 1980 à la mesure de nos exigences de culture et de liberté, et en tenant compte de l'évolution prévisible des techniques”. In particolare la riorganizzazione dell'ORTF doveva basarsi “sur la compétition entre des unités autonomes entièrement responsables. Elle doit assurer une information libre et ouverte. [...]. Une telle réorganisation aurait pu être recherchée dans la voie de la privatisation d'une ou de plusieurs chaînes.[...]”. La scelta del governo era stata invece quella di “donner au service public de la radiotélévision une nouvelle chance en le réorganisant sur la base d'une concurrence complète entre entités entièrement autonomes et responsables”¹⁰⁰. Secondo il Presidente della Repubblica Giscard d'Estaing, il provvedimento rispondeva ad una domanda di “décentralisation complète dans le domaine de la télévision et dans le domaine de la radiodiffusion, décentralisation qui est indispensable pour assurer l'émulation dans l'information et, en même temps éviter que cette décentralisation ne se fasse sous l'aiguillon exclusif du profit”¹⁰¹. Nonostante i giudizi positivi espressi dalla maggioranza attraverso le considerazioni del Presidente della Repubblica, non mancavano giudizi politici che intravedevano nello smantellamento dell'ORTF un primo passo verso la privatizzazione dei canali pubblici. Emblematiche a tal proposito le posizioni del socialista Georges Fillioud, futuro ministro della Comunicazione nel primo settennato di François Mitterrand: “La position adoptée marque un recul des partisans de la privatisation, mais on peut se demander si ce n'est pas reculer pour mieux sauter car la déclaration du gouvernement comportée une menace à peine voilée: Le gouvernement a préféré donner au service public une nouvelle chance. En attendant,

⁹⁹ Per un'analisi dettagliata della legge cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome II 1944-1974, cit., 212-226, P. Albert e A.-J. Tudesq, *Histoire de la radio-télévision*, cit, F. D'Almeida e C. Delporte, *Histoire des médias en France de 1914 à nos jours*, cit., pp. 248-249 e F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, Carocci, Roma 2004, pp. 110-111.

¹⁰⁰ Cfr. *La déclaration de M. Chirac*, in “Le Monde”, 5 juillet 1974.

¹⁰¹ Cfr. la dichiarazione di Valéry Giscard d'Estaing in una conferenza stampa del 26 luglio 1974, riportata nell'articolo *Radio-Télévision: à l'avant-garde de la culture*, in “Le Monde”, 27 juillet 1974.

il s'apprête à organiser ce qui constitue un démantèlement de l'Office". Rispetto alle garanzie relative alla libertà di espressione e all'indipendenza dal potere politico, il deputato socialista "a fait remarquer que ces principes étaient déjà inscrits dans les précédentes statuts et l'on sait [...] «quel usage en a souvent été fait»"¹⁰². L'esponente del Partito Comunista Jacques Chambaz, nell'esprimere le posizioni del suo partito, sosteneva che con la legge "un coup décisif est porté à l'idée que la radio et la télévision, vu leur importance, relèvent de la responsabilité de la Nation, idée chère à la Résistance qui voulait émanciper les moyens d'information du pouvoir et de l'argent"¹⁰³.

André Rossi, portavoce del governo, difendeva il provvedimento dalle accuse dell'opposizione di favorire la nascita di una radiotelevisione ispirata al modello commerciale americano, sostenendo che "l'idée de liberté imprègne [...] le projet du gouvernement. En allégeant les procédures de contrôle et de tutelle de l'État sur les futures sociétés et établissements, en diversifiant les sources d'information du citoyen, en réservant dans la mission de l'une d'entre elles une place privilégiée à l'expression directe des différentes familles de croyance et de pensée, en réservant une place minoritaire à l'Etat dans le conseil d'administration des futures sociétés nationales, le projet du gouvernement à l'ambition de créer le statut libéral de la radiodiffusion et de la télévision. Nous ne nous réclamons d'aucune modèle, sinon pour réaffirmer que cette idée de liberté est inséparable de celle de diversité et de pluralisme. Pour des raisons historiques, politiques et morales, la garantie de la liberté de notre pays passe par le maintien du service public de la radiodiffusion et de la télévision. Le pouvoir d'informer, au sens large du mot, ne saurait être subordonné exclusivement à des intérêts particuliers. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de maintenir le monopole entre les mains de la nation"¹⁰⁴. Nelle intenzioni del governo la conferma del monopolio e la riforma dell'ORTF attraverso la scomposizioni in differenti società avrebbero garantito maggiore pluralismo e libertà di informazione. Le critiche al monopolio statale sull'audiovisivo si sarebbero presto rivolte nei confronti del monopolio radiofonico.

¹⁰² Cfr. *Les réactions dans les milieux politiques*, in "Le Monde", 5 juillet 1974.

¹⁰³ Cfr. *Les explications de vote*, in "Le Monde", 30 juillet 1974.

¹⁰⁴ A. Rossi, *Liberté et émulation*, in "Le Monde", 23 juillet 1974.

I.3.2 Les radios “périphériques”

Nel paesaggio radiofonico francese, accanto ai canali del servizio pubblico come France Inter, France Musique e France Culture, creati nel 1963, si registrava la presenza anche delle radio cosiddette “periferiche”. Queste emittenti si caratterizzavano per avere i ripetitori situati all'estero e gli studi in territorio francese al fine di evitare le restrizioni legate al monopolio. Esse erano implicitamente autorizzate dall'autorità del governo preposta al controllo delle telecomunicazioni, in quanto per trasmettere i propri programmi affittavano le strutture e i cavi della PTT (ufficio delle Poste e Telecomunicazioni francese) e quindi, apparentemente, non contrastavano con il monopolio pubblico sulle radiodiffusioni¹⁰⁵. Lo Stato francese tollerava queste emittenti anche perché deteneva una percentuale delle azioni delle varie stazioni, attraverso la Sofirad (Société financière de radiodiffusion), una società pubblica in rappresentanza dello Stato. In particolare l'83,34% delle azioni di “Radio Montecarlo” era gestita dalla Sofirad, che controllava anche il 35,7% di “Europe 1” e addirittura il 99,9% di “Sud-Radio”; mentre “Radio-Télé-Luxembourg” era affidata alla CLT (Compagnie Luxembourgeoise de Télévision), di cui l'agenzia Havas, controllata dallo Stato per il 56% possedeva una significativa quota di partecipazione¹⁰⁶.

Le emittenti maggiormente seguite erano “Europe 1”, già “Europe n°1”, fondata nel 1955, che trasmetteva dalla regione della Saar¹⁰⁷; RTL “Radio-Télé-Luxembourg” che trasmetteva dal Lussemburgo ed era stata fondata all'inizio degli anni Trenta¹⁰⁸; le due radio che trasmettevano da Andorra, “Radio Andorre” che aveva iniziato le trasmissioni nel 1939 e “Sud-Radio” fondata nel 1958. A queste va aggiunta “Radio Monte-Carlo”, nata durante la Seconda Guerra mondiale, la quale benché situata nel Principato di Monaco, aveva i propri trasmettitori installati sul territorio francese in violazione palese del monopolio¹⁰⁹.

Anche se il monopolio della programmazione e della diffusione era stato confermato e difeso come la soluzione migliore per garantire maggiore pluralismo nei mezzi di

¹⁰⁵ Cfr. P. Albert e A.-J. Tudesq, *Storia della radio e della televisione*, Dedalo edizioni, Bari 1983, pp. 73-74.

¹⁰⁶ Per un'analisi delle radio “periferiche” francesi cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome II 1944-1974, cit., pp. 267-335, J.-N. Jeanneney, *Une histoire des médias. Des origines à nos jours*, cit., pp. 244-245 e R. Duval, *Histoire de la radio en France*, Alain Moreau, Paris 1979, pp. 365-402.

¹⁰⁷ Per una storia dettagliata di “Europe 1” si veda L. Bernard, *Europe-1. La grand histoire d'une grande radio*, Centurion, Paris 1990.

¹⁰⁸ Per la ricostruzione della vicenda di RTL si veda D. Maréchal, *Radio Luxembourg 1933-1993*, Presses Universitaires de Nancy, Nancy 1994.

comunicazione, in questa fase altri episodi mostravano il condizionamento esercitato dal potere politico in questo ambito come nel caso di alcune vicende riguardanti le “radio periferiche”. Nell’ottobre del 1974 Maurice Siégel, direttore generale di Europe n°1 dal 1964, veniva licenziato dopo circa venti anni di attività, su richiesta del Primo ministro Jacques Chirac, che aveva criticato l’atteggiamento ostile tenuto dai giornalisti dell’emittente nei confronti del governo¹¹⁰. Un altro episodio riguardava degli aspetti di ordine tecnico e giuridico: nell’autunno del 1973 il governo aveva concesso a Radio Monte-Carlo la possibilità di avere una deroga al monopolio. Infatti alla stazione monegasca era stato consentito di installare un ripetitore di 2000 kW all’interno del confine francese nella località di Romoules nella regione Alpes de Haute Provence. Nonostante le proteste del sindacato dei quadri dell’ORTF presso il Primo ministro, ed il ricorso presentato al tribunale amministrativo di Marsiglia per la violazione del monopolio, nell’estate del 1974 RMC iniziava ad utilizzare la nuova potente strumentazione. In breve la stazione del Principato raddoppiava gli ascolti e aumentava in modo consistente le proprie entrate pubblicitarie. Da quel momento – ha osservato René Duval – “la courbe des investissements suit régulièrement l’augmentation spectaculaire du chiffre d’affaire de la société monégasque”¹¹¹. Tali episodi contribuivano a mostrare come il sistema audiovisivo restava condizionato dal controllo politico, da un lato poiché non consentiva un’informazione libera, come mostrava l’episodio di Siégel, dall’altro perché emergevano le contraddizioni dello statuto delle radio “periferiche” anche sugli aspetti giuridici del monopolio.

I.3.3 La rivista “Interférences”

La nascita della rivista “Interférences” nel dicembre del 1974, si inserisce nell’ambito della critica al monopolio e costituirà un punto di riferimento fondamentale per lo sviluppo del movimento delle radio libere in Francia negli anni successivi. Questa pubblicazione viene creata dall’iniziativa di Antoine Lefébure, un dottorando in storia

¹⁰⁹ Per una storia di “Radio Monte-Carlo” si veda J. Loudot, *L’aventure Radio Monte-Carlo ou un demi-siècle d’affaires d’État(s)*, Dreamland, Paris 2002.

¹¹⁰ L’episodio, che desta grande clamore negli ambienti politici e critiche da parte dell’opposizione, è riportato da diversi autori, tra cui J.-N. Jeanneney, *Une histoire des médias. Des origines à nos jours*, cit., p. 252, F. D’Almeida-C. Delporte, *Histoire des médias en France de la Grande Guerre à nos jours*, cit., p. 250, R. Duval, *Histoire de la radio en France*, cit., p. 384. Per un resoconto dell’esperienza di Siégel come direttore di Europe n° 1 cfr. M. Siégel, *Vingt ans ça suffit! Dans les coulisses d’Europe n°1*, Paris, Plon 1975.

appassionato di comunicazioni di massa, coadiuvato da Jean-Luc Couron, dottorando in sociologia, interessato alle pratiche di comunicazione sociale. L'esperienza delle radio comunitarie statunitensi aveva affascinato Lefébure, che dopo aver trascorso un periodo a Berkeley nel 1973, aveva maturato la convinzione di installare in Francia radio indipendenti da qualsiasi potere e capaci di elaborare un tipo di informazione alternativa. “Interférences”, come ha sottolineato Thierry Lefebvre, “ se veut une revue à la fois théorique et pratique, et vise avant tout à mobiliser les énergies et bonnes volontés afin de casser le monopole”¹¹². Infatti questa rivista, il cui sottotitolo emblematico è “pour une critique des appareils d’information et de communication”, contestualmente a proporre la costituzione di un tipo di radio comunitaria sul modello statunitense, puntava a far emergere una posizione critica nei confronti della gestione dei media in Francia, sottolineando l’inadeguatezza del monopolio rispetto alle possibilità ormai offerte dalla tecnica, di creare degli strumenti per far esprimere anche coloro che non avevano visibilità nei circuiti tradizionali della radiotelevisione di stato.

I propositi della rivista, espressi nell’editoriale del primo numero, richiamavano la critica al sistema dei media così come si era sviluppata a partire dal ‘68:

“Le conditionnement et la manipulation sont désormais des éléments vitaux pour les sociétés néocapitalistes: par leur action idéologique d’encadrement dans les superstructures ils assurent le respect des normes, l’inculcation des pratiques sociales et de leurs représentations, la soumission au statut-quo, qui permettent la reproduction du système. Tous le media participent à cette entreprise (complémentaire de celle de la famille et de l’école), chacun à sa manière: d’abord le grand moyens de diffusion d’information et de distraction (journaux, radio, télévision) mais aussi des nouveaux moyens plus sophistiqués (télédistribution, satellites, informatique), voire même un instrument aussi «innocent» que le téléphone dont l’usage social est contrôlé et limité. De plus, dans les pays développés, l’information, qui de tout temps fut une source de pouvoir, prend une place grandissante: la recherche, le stockage et traitement et la transmission de l’information (la communication) sont devenus des branches industrielles aussi puissantes que l’énergie et les transports. Les moyens scientifiques les plus évolués sont mis entre les mains de gens qui s’en servent pour des taches insignifiantes ou mercantiles, ou pire, pour un usage policier. Ainsi, à la fois comme éléments des forces productives, (le progrès scientifique et technique) et comme régulateurs des tensions et instruments de contrôle

¹¹¹ R. Duval, *Histoire de la radio en France*, cit., p. 397 e J. Loudot, *L’aventure Radio Monte Carlo*, cit., pp. 246-254.

¹¹² T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., p. 44.

social, les appareils d'information et de communication sont un des piliers des systèmes d'exploitation et d'aliénation”.

Per contrastare questo tipo di organizzazione dei media e proporre delle alternative, era necessario individuare degli obiettivi precisi: “ Le premier travail est [...] la connaissance, l'analyse et l'explication de ces appareils et de leur fonctionnement; le deuxième tâche est la recherche, la vulgarisation et l'expérimentation de systèmes alternatifs”. Per studiare il ruolo dei media nella società e svelarne il carattere “alienante e manipolatorio” si ipotizzava di costituire dei Groupe d'Information sur le Médias (GIM) che “à partir de la critique des systèmes d'information existants, veulent contribuer au développement de luttes populaires”. Il compito della rivista doveva essere quello di garantire la massima circolazione di tali riflessioni: “*Interférences* sera la tribune de ces idées, l'écho de ces expériences, le lien de ces propagandistes. Rien ne lui sera étranger qui soit du domaine du signe et du symbolique médiatisés et qui puisse aider à la compréhension de ces phénomènes, puis à leur subversion”¹¹³.

Nello stessa edizione della rivista viene messa in risalto la necessità di creare dei nuovi modi di gestione dei mezzi di comunicazione in modo da eliminare il controllo su di essi da parte dei poteri economici e politici e prevedere una rete alternativa per un controllo aperto alla popolazione. Jean-Luc Couron, sotto lo pseudonimo di Jean-Luc Arnaud, espone il progetto di reti popolari di comunicazione, che siano indipendenti da qualunque potere politico:

“[...] Face aux grand réseaux de diffusion qui ont leur rôle à jouer, il faut affirmer la nécessité de Réseaux Populaires de Communication décentralisés auxquels chacun peut avoir accès, condition indispensable à l'autogestion. Et c'est là que l'on retrouve le calcul bureaucratique des dirigeants de l'Union de la Gauche: s'ils se battent pour le maintien du monopole c'est bien parce que arrivés au pouvoir ils s'en serviront de la même manière que les classes dirigeants aujourd'hui. Contre la confusion du monopole et du service public, contre la mainmise aussi bien de l'Etat bourgeois ou de ses gestionnaires que des capitalistes sur le moyens de communication et d'information, pour des Réseaux Populaires de Communication qui préparent le contrôle futur des masses sur les mass media.”¹¹⁴.

¹¹³ Per queste citazioni si veda l'editoriale *Aveux, théories, actrices*, in “*Interférences*”, n° 1, décembre 1974, p. 3.

¹¹⁴ J.-L. Arnaud, *L'O.R.T.F. et le reste...paysage après la bataille*, in “*Interférences*”, n° 1, décembre 1974, p. 5.

Nella prospettiva di un'analisi critica della manipolazione operata dai mezzi di comunicazione di massa sulla società, la radio viene individuata come il *medium* che, grazie alle sue caratteristiche di leggerezza, semplicità ed economia, meglio di altri può fornire la possibilità di far esprimere chi non ha voce, chi non riesce a diffondere il proprio pensiero e le proprie idee attraverso i circuiti dei media tradizionali:

“pourquoi la radio? Parce que c'est un medium formidable. Mais encore? l'un des besoins incontestables de notre époque c'est l'information: mais ce qu'il est plus contestable c'est la manière dont celle-ci est diffusée par des systèmes centralisés qui échappent complètement au commun des mortels. Lorsqu'une voix veut se faire entendre, de quels moyens dispose-t-elle? le tract, l'affiche, le graffiti...La presse, l'édition, le cinéma se heurtent au problème de leur distribution qui conditionne largement leurs ventes; la télévision est inaccessible vu son coût. Par contre la radio est le medium qui possède de loin le meilleur rapport coût/pénétration. Par exemple pour couvrir la région parisienne (10 millions d'habitants) un matériel de studio rudimentaire plus un émetteur MA de 10 kW bricolé et un aérien reviennent à 25000 F auxquels il faut ajouter le local et la tour d'antenne(qui peut être un immeuble élevé ou une tour existante). Se pose alors le problème de fréquences: certes la modulation d'amplitude est très encombrée; mais des émetteurs de trop faible puissance (de 10 W à 10kW)pour provoquer des interférences suffisent pour une radio locale. [...]. Cette situation grotesque et scandaleuse (gaspillage de matériel et de fréquences) exprime la faillite d'une politique. »¹¹⁵

Appare dunque significativo che le attenzioni dei redattori della rivista siano rivolte in prevalenza verso la radio, e che denuncino dal loro punto di vista, come già aveva fatto Pascal Vambreersch con “Kanar”, l'omogeneità del panorama radiofonico francese, diviso tra radio del servizio pubblico ed emittenti “periferiche”. Anche per i redattori di “Interférences” queste ultime sono considerate come degli strumenti che non hanno altro scopo che accrescere i propri introiti pubblicitari in un'ottica di solo profitto commerciale:

Depuis le début des années soixante la croissance de la télévision, dévoreuse d'argent, a entraîné une marginalisation progressive de la radio d'Etat: celle-ci se voyait réduite à la portion congrue à l'intérieur de l'ORTF, son budget stagnait, c'est-à-dire diminuait en valeur réelle; de plus la montée des radios périphériques et l'influence de la télévision condamnaient à une écoute confidentielle la «radio de papa» style France-Culture et Inter-Variétés, les seules à être des véritables radios de programmes et de recherches, au profit des «radio-gadgets» périphériques qui ne sont que de boîtes à fric”¹¹⁶.

¹¹⁵ J-L. Arnaud, *À nous la radio*, in “Interférences”, n° 1, décembre 1974, pp. 10-11.

¹¹⁶ *Ibidem*.

Oltre ad essere considerate il simbolo di una generale omologazione della programmazione, le radio “periferiche” rappresentavano l’emblema della contraddizione del monopolio in quanto anche se apparentemente private erano controllate indirettamente dallo Stato:

“Périphériques donc extérieurs au territoire, ils envahissent pourtant la France. Privées donc ne dépendant en théorie que des publicitaires, ils sont étroitement contrôlés pour le pouvoir. Futiles et légers en apparence, ils ont un rôle bien précis: faire vendre des marchandises mais surtout inculquer toute une manière de vivre basée sur l’argent, le prestige, la consommation effrénée. Paradoxaux donc, mais certainement plus importants qu’on a encore tendance à le croire. Avant tout les périphériques sont des vastes machines à faire rentrer l’argent des publicitaires par tous les moyens”¹¹⁷

Secondo l’analisi di Lefébure, le radio periferiche avevano contribuito all’affermazione del modello di radio commerciale la cui programmazione articolata in funzione della pubblicità aveva determinato una generale omologazione dei contenuti radiofonici:

“ [...] toutes les radios se ressemblent étrangement. Mêmes informations traitées sur le même ton par des journalistes qui vont d’ailleurs d’une station à une autre; mêmes variétés enchainées semblables dans leur stupidité agressive. Les notions de «persiflage» et «d’anticonformisme» ne sont susceptibles chez l’un ou chez l’autre, que par les censeurs tatillons qui nous gouvernent. En réalité la publicité commande tout: elle découpe toutes les émissions en tranches, et se permet même d’atteindre dix à douze minutes par heure alors qu’aux U.S.A. elle ne dépasse pas huit minutes. Les variétés ne sont là que pour faire patienter les gens en attendant les informations, véritables locomotives de station. Les résultats sont nets: alors qu’en 1968 les non-auditeurs de radio étaient 25%, ils sont aujourd’hui 35%. Les responsables incriminèrent la télévision: mais si 70% des gens qui écoutent la radio ne s’intéressent pas aux informations, c’est bien un signe de médiocrité”¹¹⁸.

Come emerge da queste riflessioni si manifestava la volontà di superare il modello di radio commerciale, considerato come una parte fondamentale nella riproduzione della “società dei consumi” che negli stessi anni era stata descritta da Jean Baudrillard assegnando una funzione fondamentale al sistema dei media nel loro complesso¹¹⁹.

Nello stesso numero della rivista Jean-Luc Couron sosteneva che la sola novità nel panorama radiofonico francese della metà degli anni Settanta era“ [...] le

¹¹⁷ A. Lefébure, *Périphériques and C*, in “Interférences”, n° 1, décembre 1974, p.12.

¹¹⁸ *Ibidem*

¹¹⁹ J. Baudrillard, *La société de consommation. Ses mythes ses structures*, Paris, Denoël, 1970, trad. it. *La società dei consumi*, Bologna, Il Mulino, 2010.

développement récent des radios dites «de services» style F.I.P. qui répondent certes à un besoin mais dont la formule a été émasculée en radio-gadget pour des raisons politiques (fond musical national avec surimpression d'information administratives locales sous le contrôle des préfets)”. Al bisogno di informazione e di espressione locale tuttavia non erano in grado di rispondere né le periferiche né la radio di Stato :

“D'une part les marchands de soupe habituels, en l'occurrence les radios périphériques aidées par des producteurs professionnels soit privés, soit mêmes de l'ORTF qui rêvent depuis des années d'une centaine des petits Europe 1 ou RTL ou RMC, baptisés pour l'occasion radios locales ou radio communautaires, mais dont le contenu, lié à leurs impératifs publicitaires et commerciaux, serait aussi abrutissant, insignifiant et inutile que leurs grand sœurs. De plus on rassurera les grandes quotidiens régionaux, qui pourraient y voir une concurrence dangereuse (partage de la manne publicitaire), en les «intéressants» de toutes les façons possibles, de manière à ce qu'ils puissent diversifier leurs activités et leur profits tout en maintenant leur monopole régional de l'information, source de leur pouvoir. [...]. D'autre part les réformistes et les néo-réformistes, animateurs culturels, professionnels de la radio d'Etat en perte de vitesse, et peut-être même la gauche traditionnelle, qui voient dans la radio locale le moyen, pour les premiers de faire de l'action culturelle et de l'animation, pour les seconds de faire carrière ou de retrouver une nouvelle jeunesse, et pour les derniers, bien que les partis de gauche s'accrochent au monopole leurs notables locaux seraient intéressés à mettre la main sur un appareil d'information qui leur permettrait de faire pièce aux grands quotidiens régionaux qui, s'ils les ménagent, ne leur sont guère favorables, sans parler de stations régionales de l'ORTF. En fait différents cas de figure sont possibles, associant tout ou partie de deux tendances: tout dépendra de la conjoncture politique”¹²⁰

Davanti a queste tendenze principali l'alternativa proposta da “Interférences” rispetto alla comunicazione locale era individuata in un'idea della radio locale che si differenziava completamente dai modelli esistenti:

“ [...]. Pour nous la radio locale n'est pas une panacée, ni le dernier gadget. Notre analyse repose, [...], sur une constatation: la radio est le meilleur medium de deux points de vue: d'une part son faible cout relatif par rapport à sa pénétration, d'autre part sa souplesse, c'est-à-dire son accessibilité. N'importe qui disposant d'un magnétophone à cassette (450F) peut produire des messages sonores (musique, paroles) dans n'importe quelle situation (exemple: usine en grève) à cause de la maniabilité du matériel et de sa légèreté (une cassette s'envoie par la poste). C'est donc un outil de choix pour faire progresser ce pourquoi nous nous battons, à savoir la mise en place de Réseaux Populaires de Communication (R.P.C.) multi-média. [...]. Nous avons vu que pour la radio les problèmes techniques et financiers pouvaient être résolus: le seul véritable problème est politique.

¹²⁰ J-L. Arnaud, *À nous la radio*, in “Interférences”, n° 1, décembre 1974, pp. 10-11.

Aujourd'hui c'est celui du monopole qui est d'abord et avant tout le monopole des classes dirigeantes sur les moyens de communication et d'information. Demain l'Etat «libéral» giscardien sera tenté, sous la pression des lobbys de décentraliser son appareil radiophonique en s'entourant du maximum de garanties notamment en ce qui concerne l'information. La solution la plus facile sera alors, comme pour la télévision et pour la télédistribution, la commercialisation qui assure une auto-censure en douceur et même un contrôle discret mais efficace. C'est alors qu'il faudra mener une lutte politique de grande envergure pour expliquer que la radio locale peut et doit être autre chose qu'une boîte à publicité-poubelle, ou l'instrument de propagande de notables au pouvoir¹²¹.

Le critiche espresse dalle colonne della rivista “Interferences” al panorama radiofonico francese articolato tra radio pubbliche e stazioni periferiche e più in generale al monopolio sulle radiodiffusioni, sarebbero state al centro delle rivendicazioni del movimento delle radio libere francesi. Accanto alla gestione libera dell'informazione si chiedeva una nuova organizzazione della comunicazione locale in vista di un reale decentramento dei mezzi di comunicazione che partisse dal decentramento della radio, che ormai anche sulla spinta dei progressi tecnici era possibile per i bassi costi delle strumentazioni.

I.3.4 Le premesse della Riforma della Rai

Anche in Italia nei primi anni Settanta arrivano a maturazione le critiche al monopolio della Rai che a molti osservatori appariva condizionato in modo eccessivo dall'influenza esercitata dal potere politico. La situazione italiana da un punto di vista giuridico appare piuttosto simile a quella francese. Inoltre sulla spinta delle forti agitazioni sociali che riguardano l'Italia tra la fine degli anni Sessanta e l'inizio degli anni Settanta, l'informazione e più in generale la gestione dei mezzi di comunicazione di massa appare un terreno importante dello scontro politico. In Italia, all'inizio degli anni Settanta “nasce un movimento di opinione politico, sindacale, professionale, culturale, che [...] comincia a porsi concretamente l'obiettivo di riformare, o meglio di rifondare la RAI”¹²². Nei primi anni Settanta non erano mancate voci favorevoli alla fine del monopolio, al fine di instaurare in Italia un regime di libera concorrenza anche nel campo dei mezzi di comunicazione di massa. Eugenio Scalfari, giornalista dell' “Espresso” e deputato del Partito Socialista, in un

¹²¹ *Ibidem*.

¹²² F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia. Costume società e politica*, cit. , p. 378.

articolo rimasto celebre, si esprimeva in questi termini nel 1972, ben prima dell'approvazione della Riforma della Rai dell'aprile 1975:

“Per un lungo periodo, ogni democratico [...] giurò sulla bontà del monopolio radiotelevisivo come su un oggetto di fede. Non si trattava soltanto di una pur lecita estensione al settore dei mezzi di comunicazione della preferenza della gestione pubblica rispetto a quella privata. [...]. La scelta del monopolio di Stato sembrò il male minore e come tale fu appoggiata da tutta l'opinione democratica nella presunzione che una gestione pubblica avrebbe [...] consentito un'articolazione maggiore e una qualità migliore di un fittizio regime di concorrenza. Tutti sapevano naturalmente che gestione pubblica significava in larga misura gestione del governo. Ma si sperava che un barlume di senso dello Stato evitasse [...] il totale asservimento dell'informazione radiotelevisiva agli interessi esclusivi delle «lobbies» al potere. È stato un mito assai duro a morire e tuttora, dopo vent'anni di vergogne radiotelevisive resiste ancora. [...]. Non dobbiamo decidere se il monopolio pubblico sia, in linea teorica, preferibile all'oligopolio privato. Dobbiamo invece stabilire se il monopolio [...] abbia reso e possa rendere al paese dei servizi informativi migliori di quanto non facciano quotidianamente i Crespi col «Corriere della sera», Agnelli con la «Stampa», i Perrone col «Messaggero» e il partito comunista con «L'Unità». [...]. Di fronte a questo tipo di monopolio, che per essere cambiato nei metodi, nelle ideologie e negli uomini presuppone un rovesciamento dei rapporti di forza oggi difficilmente immaginabile, un regime di libera concorrenza tra radiotelevisione pubblica e reti commerciali private presenterebbe sicuri vantaggi. [...]. Si potrà obiettare [...] che, se è vero che non esistono attualmente le forze politiche per trasformare il monopolio [...] a maggior ragione non vi saranno forze sufficienti per sostituire il regime di monopolio con quello della concorrenza. Ma si tratta di un errore. La battaglia interna alla Rai vedrà sempre soccombenti le minoranze associate al governo; quella esterna contro la Rai può suscitare un'imponente coalizione di forze economiche e sindacali, capitaliste e operaie, liberali e socialiste, capaci di raggiungere la vittoria. Personalmente sono convinto che la sinistra debba impegnarsi a fondo in questa battaglia, dove ha molto da guadagnare e, data la situazione attuale, assolutamente nulla da perdere”¹²³.

L'importanza sempre maggiore dei media nella società italiana e il loro ruolo di condizionamento come strumento del potere del Governo era stata al centro anche delle critiche rivolte da Pier Paolo Pasolini alla televisione e al modello culturale che stava imponendo:

“Per mezzo della televisione, il Centro ha assimilato a sé l'intero paese, che era così storicamente differenziato e ricco di culture originali. Ha cominciato un'opera di

¹²³ E. Scalfari, *E ora, libertà d'antenna!*, in “L'Espresso”, 23 gennaio 1972.

omologazione distruttrice di ogni autenticità e concretezza. Ha imposto cioè [...] i suoi modelli: che sono i modelli voluti della nuova industrializzazione, la quale non si accontenta più di un «uomo che consuma», ma pretende che non siano concepibili altre ideologie che quelle del consumo. [...] È attraverso lo spirito della televisione che si manifesta in concreto lo spirito del nuovo Potere.»¹²⁴

In questo quadro veniva messo fortemente in discussione il monopolio sulle radiodiffusioni esercitato ancora dalla RAI, in virtù di una convenzione ventennale con lo Stato. Secondo l'analisi di Franco Monteleone all'interno del movimento riformatore che chiedeva una gestione maggiormente democratica dei mezzi di comunicazione di massa, si potevano individuare tre diversi gruppi di forze interessate ad un cambiamento della RAI in grado di corrispondere all'esigenza partecipativa espressa dalla collettività. Tra questi un primo gruppo comprendeva le maggiori forze politiche, tra le quali si differenziava il PSI che farà della battaglia riformatrice una propria prerogativa; un secondo gruppo comprendeva tutte quelle istanze e rivendicazioni espresse dai sindacati, dagli uomini di cultura e anche dalle numerose frange del movimento che si ispirava alla scuola di Francoforte e in particolare alle riflessioni di Theodor Adorno e Max Horkheimer¹²⁵; un terzo gruppo infine che si identificava con la stessa dirigenza della RAI, convinto tuttavia della necessità di introdurre solo lievi modifiche per non stravolgere interamente il sistema in vigore¹²⁶.

Le risposte provenienti dal mondo politico procedevano tuttavia con lentezza, anche a causa di governi di breve durata che nei primi anni Settanta si alternavano senza riuscire a dare delle risposte chiare. Così alla scadenza della convenzione ventennale tra lo Stato e la Rai avvenuta nel dicembre del 1972, il governo guidato da Giulio Andreotti, da poco subentrato ad Emilio Colombo, si limitava a prorogarla per un anno. Nello stesso periodo nascevano le prime televisioni locali via cavo¹²⁷, che il ministro delle Poste e Telecomunicazioni Giovanni Gioia, nel definire il nuovo Codice postale aveva dichiarato illegittime¹²⁸. Nel maggio del 1973 il governo Andreotti veniva costretto alle dimissioni per il ritiro della fiducia da parte del Partito

¹²⁴ P.P. Pasolini, *Una sfida ai dirigenti di Viale Mazzini*, in "Corriere della Sera", 9 dicembre 1973.

¹²⁵ Per la loro analisi dell'"industria culturale" si veda il testo classico M. Horkheimer e T. W. Adorno, *Dialettica dell'illuminismo*, Einaudi, Torino 1966 (M. Horkheimer und T. W. Adorno, *Dialektik der Aufklärung. Philosophische Fragmente*).

¹²⁶ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia. Costume società e politica*, cit., p. 381.

¹²⁷ La prima televisione locale via cavo è TeleBiella che inizia a trasmettere regolarmente dal 1971, per essere ridotta al silenzio nel gennaio del 1973.

¹²⁸ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia. Costume società e politica*, cit., p. 386.

Repubblicano, critico rispetto alla politica sull'emittenza televisiva tenuta dall'esecutivo. Da più parti, nel frattempo, si chiedeva una revisione dell'organizzazione interna della Rai e venivano proposti vari progetti di riforma. I sindacati, insieme al Partito Comunista e al Partito Socialista, avevano elaborato una critica al monopolio e più in generale alla gestione e all'organizzazione della Rai, che partiva da una richiesta di maggiore pluralismo, maggiore possibilità di accesso alla radiotelevisione e prevedeva degli spazi informativi riservati alle notizie a carattere regionale. Dopo l'istituzione delle Regioni nel 1970, la necessità di ampliare i canali di informazione locale attraverso la concessione di spazi appositamente dedicati alle notizie regionali, costituisce uno dei punti invocati con maggiore frequenza dal vasto e articolato fronte riformatore.

Le posizioni critiche del Partito Comunista rispetto alla gestione della Rai-Tv erano riassunte da questo documento della sezione centrale stampa e propaganda del Partito:

“Fra gli strumenti di informazione dei nostri anni, la radio e la televisione sono di gran lunga quelli più importanti: sia per la loro larghissima diffusione, sia per la rapidità, la completezza e la varietà di informazioni che possono trasmettere. Attraverso i Telegiornali e i giornali radio, ma anche attraverso le rubriche giornalistiche, i servizi culturali, gli spettacoli la radio e la televisione raggiungono ogni giorno milioni di italiani: e possono dunque assolvere ad un grandissimo compito di democrazia. Attraverso questi strumenti può ampliarsi il grado di partecipazione alla vita sociale di tutti i cittadini, può moltiplicarsi il livello medio delle conoscenze, possono trasmettersi in tutto il paese le più diverse esperienze ed opinioni. Tuttavia [...] un piccolo gruppo di potere politico, espressione dei grandi gruppi economici del paese, si è impadronito di questi strumenti e li piega ad un uso politico parziale, autoritario e discriminatorio. Obiettivo di questa sopraffazione è quello di imporre un'ideologia di parte a tutto il paese; nonché quello di nascondere la verità sulle grandi battaglie sociali e civili, isolare la classe operaia, dividere i lavoratori, fornire un'immagine falsa dei problemi del paese e delle sue prospettive. Il ruolo reazionario giocato da questa quotidiana manipolazione non è secondario: è anzi preminente. Cambiare questa situazione, imporre un uso diverso della radio-televisione significa dunque svolgere una battaglia fondamentale per tutto il movimento democratico, a tutti suoi livelli”¹²⁹.

Da queste considerazioni traeva ispirazione il progetto di legge presentato dal Partito Comunista nel 1973 articolandosi su alcuni principi fondamentali :

¹²⁹ Cfr. *La Rai-Tv al servizio della Dc*, in *Orientamenti: quaderni di orientamento e di iniziativa a cura della sezione centrale di stampa e propaganda del Pci*, n. 5, anno VIII, 5 marzo 1973.

- la conferma del servizio pubblico della Rai-Tv considerato essenziale “per contribuire al consolidamento della democrazia e allo sviluppo sociale e culturale del Paese”;
- l’affidamento del controllo della Rai dal governo al Parlamento attraverso l’istituzione di una Commissione Parlamentare capace di assicurare il rispetto dello spirito della Costituzione”;
- l’articolazione su base regionale dell’Ente “così da assicurare concretamente l’espressione delle caratteristiche sociali e culturali di tutta la popolazione”;
- il diritto di accesso garantito non soltanto ai “Partiti politici rappresentati in Parlamento, ma anche ai sindacati nazionali e alle Regioni”, nonché a tutti quei soggetti che ne avrebbero fatto richiesta¹³⁰.

La necessità di una riforma e più in generale di una gestione maggiormente pluralista delle radiotelevisione pubblica era comune anche ad altri ambienti politici. In occasione di un convegno organizzato a Roma dal Partito Comunista alla fine di marzo del 1973 dal titolo “Radiotelevisione informazione e democrazia”, accenti analoghi e riflessioni simili erano state esposte nell’intervento del deputato Enrico Manca della direzione del PSI:

“[...] per ciò che riguarda le riforme inerenti alla democrazia, tra cui quella dell’informazione, vi è la necessità di superare l’illusione dell’allargamento del potere (cioè i rischi della lottizzazione) e di andare invece alla costruzione di un servizio pubblico gestito dalle forze costituzionali e specchio di un reale pluralismo. Di qui le proposte centrali dei socialisti, che stanno per presentare un loro progetto di riforma della RAI coincidente nei punti essenziali con quello del PCI. [...] Vi è la necessità di allargare ulteriormente il dialogo e le possibili convergenze con le altre forze politiche, prima fra tutte la Dc ribadendo però che il PSI non è disponibile per varare la riforma della Rai con una maggioranza che non sia qualificata e che escluda le grandi forze sindacali e le Regioni”¹³¹.

Nella stessa occasione le dichiarazioni di Luciano Ceschia, segretario della Federazione Nazionale della Stampa Italiana (FNSI), sottolineavano il bisogno e l’esigenza di un tipo di informazione capace di essere indipendente dal potere, individuando l’orizzonte all’interno del quale anche il sindacato dei giornalisti chiedeva dei cambiamenti nel sistema dell’informazione. In particolare tra i limiti più gravi della gestione dell’informazione, si sottolineava “il tentativo di escludere ogni seria riforma democratica della Rai-Tv negando nella sostanza potere di intervento al Parlamento, alle Regioni, ai Sindacati, a tutte le forze sociali e lasciando l’Ente Radiotelevisivo nelle mani del potere esecutivo”. Per contrastare la “lenta erosione della libertà di espressione la Federazione Nazionale della Stampa ha articolato

¹³⁰ *Ivi.*

concrete proposte [che] tendono a liberare la professione giornalistica da tutti gli attuali condizionamenti; a eliminare ogni norma di legge in contrasto con lo spirito e la lettera della Costituzione e quindi garantire in ogni modo la più vasta e libera manifestazione del pensiero e delle opinioni; a contrastare le concentrazioni e la formazione di monopoli informativi, difendere la pluralità di una stampa non soffocata da interessi extra editoriali, consolidare le imprese esistenti sottraendole da ricatti economici e favorire la nascita di nuove, privilegiando quelle che meglio possono realizzare lo scopo fondamentale di una informazione più libera e democratica”¹³².

Il monopolio viene intaccato nel corso del 1974 anche dalla diffusione delle trasmissioni di due stazioni televisive estere diffuse via etere, RTSI (Radio Televisione Svizzera Italiana) e Tele Capodistria, che grazie ai propri ripetitori riescono a raggiungere diverse regioni del Paese. In questo quadro di incertezza normativa, si giunge al pronunciamento della Corte Costituzionale con le due sentenze storiche e innovative del luglio del 1974. La prima sentenza, la n. 225, dichiarava illegittimo il decreto con cui il ministro delle Poste Giuseppe Togni nel giugno del 1974 aveva ordinato lo smantellamento dei ripetitori delle due emittenti televisive straniere. In particolare nella sentenza si affermava come la “riserva allo Stato, in quanto trova il suo presupposto nel numero limitato delle bande di trasmissione assegnate all’Italia, non può abbracciare anche attività, come quelle inerenti ai [...] ripetitori di stazioni trasmittenti estere” e che “l’esclusiva statale sbarrata la via alla libera circolazione delle idee, compromette un bene essenziale della vita democratica, finisce col realizzare una specie di autarchia nazionale delle fonti di informazione”¹³³. La seconda sentenza la n. 226, definiva legittima la riserva allo Stato della concessione per le tv via etere, ma liberalizzava le tv via cavo in ambito locale. Durante tutto il periodo successivo si verificano diversi episodi di trasmissioni televisive via etere in palese violazione delle linee indicate dall’organo costituzionale¹³⁴, oltre a trasmissioni di emittenti via cavo tra cui TeleMilano,

¹³¹ Archivio Istituto Gramsci, Fondo (AIG) “Aldo Cotronei”, b. 1/1, Convegni nazionali 1965-1973, fasc. Convegno del PCI: *Radiotelevisione informazione e democrazia*, Roma 29-31 marzo 1973.

¹³² *Ivi*.

¹³³ Corte Costituzionale, Sentenza n. 225/74 del 10 luglio 1974.

¹³⁴ In particolare le televisioni Firenze Libera, Telesuperba, Qui Modena, Savona Tv per le quali si veda F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia. Costume società e politica*, cit., p. 388. Per l’influenza di questa sentenza sulla nascita delle prime tv private si veda anche P. Ortoleva, *La televisione italiana 1974-2002: dall’«anarchie italiane» al*

lanciata nel settembre del 1974 da Silvio Berlusconi. Di fatto nelle due sentenze la Corte confermava che sussistevano ancora in questa fase le motivazioni per lasciare allo Stato la riserva dei servizi radiotelevisivi. Le motivazioni erano fondate sulla considerazione che, nel caso di eliminazione del monopolio, la possibilità di utilizzare la radio e la televisione sarebbe stata riservata soltanto ai possessori di grandi capitali per gestire i costi degli impianti. Il monopolio era riconosciuto legittimo solo se lo Stato era in grado di offrire un'effettiva garanzia di pluralismo:

“La sottrazione del mezzo radiotelevisivo è legittima solo se si assicuri che il suo esercizio sia preordinato a due fondamentali obiettivi: a trasmissioni che rispondano alla esigenza di offrire al pubblico una gamma di servizi caratterizzata da obiettività e completezza di informazione, da ampia apertura a tutte le correnti culturali, da imparziale rappresentazione delle idee che si esprimono nella società; a favorire, a rendere effettivo ed a garantire il diritto di accesso nella misura massima consentita dai mezzi tecnici. In mancanza di una disciplina legislativa che imponga queste due linee direttive e che predisponga gli strumenti all'uso adeguati, il mezzo radiotelevisivo, [...], rischia [...] di essere un poderoso strumento a servizio di parte, non certo a vantaggio della collettività”¹³⁵.

Nella stessa sentenza la Corte segnalava al Parlamento sette temi fondamentali che avrebbero dovuto caratterizzare il futuro assetto del servizio pubblico, sui quali sarà modellata la Riforma¹³⁶. A pochi mesi di distanza dalla scadenza della proroga della convenzione tra lo Stato e la Rai, che sarebbe avvenuta nel novembre del 1974, anche i sindacati confederali, insieme ad un vasto movimento riformatore in cui le Regioni svolgevano una funzione significativa, affrontano il tema della riforma, evidenziando un bisogno di maggior pluralismo e decentramento dell'informazione. Nel documento finale redatto dal convegno promosso a Milano nell'ottobre del 1974 dal titolo *Forze*

duopolio imperfetto, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di) *La stampa italiana nell'età della TV. Dagli anni Settanta a oggi*, Laterza, Roma-Bari 2008, pp. 123-126.

¹³⁵Corte Costituzionale, Sentenza n. 225/74 del 10 luglio 1974.

¹³⁶ In particolare i sette temi individuati dalla sentenza sono: a) che gli organi direttivi dell'ente gestore non siano costituiti in modo da rappresentare direttamente o indirettamente il punto di vista del potere esecutivo e la loro struttura deve garantirne l'obiettività; b) i programmi di informazione devono essere ispirati a criteri di imparzialità e i programmi culturali, nel rispetto dei valori fondamentali della Costituzione, devono rispecchiare la ricchezza e la molteplicità delle correnti di pensiero; c) per la concretizzazione di tali direttive che siano riconosciuti adeguati poteri al Parlamento, che istituzionalmente rappresenta l'intera collettività nazionale; d) i giornalisti preposti ai servizi di informazione sono tenuti all'osservanza dell'oggettività delle notizie, nel rispetto dei canoni della deontologia professionale; e) la pubblicità deve essere limitata per non pregiudicare la libertà di stampa, sancita dalla Costituzione; f) che l'accesso alla radio televisione sia consentito, imparzialmente, ai gruppi politici, religiosi, culturali nei quali si esprimono le varie ideologie presenti nella società; g) il riconoscimento del diritto di rettifica. Per questi aspetti si veda E. Cheli, *Le radio private. Problemi di legittimità e scelte politiche*, in “Problemi dell'informazione”, anno I, n. 2, aprile-giugno 1976, p. 166-167.

politiche, regioni e sindacati di fronte all'imminente riforma della Rai-Tv si legge: “I rappresentanti delle Regioni e delle forze sindacali [...] ribadiscono unanimemente come punti sostanziali per una riforma democratica della Rai-Tv:

- il monopolio pubblico democratico e pluralistico aperto alla partecipazione di tutte le forze istituzionali, politiche e sociali democratiche del Paese, gestite sotto la direzione e il controllo del Parlamento e delle Regioni con il concorso delle forze sindacali;
- il diritto di accesso per tutte le articolazioni ed espressioni democratiche della società politica e civile, affinché sia favorita la più ampia partecipazione popolare alla direzione della vita pubblica;
- una organizzazione decentrata della struttura produttiva della Rai-Tv, che valorizzi il ruolo e la responsabilità dei lavoratori dell'azienda, nel contatto diretto ed autonomo con la realtà locale”¹³⁷.

I.3.5 Il dibattito politico e la Riforma

Sul fronte dell'attività legislativa, recependo le indicazioni della Corte Costituzionale, dopo un'intensa attività parlamentare, il 14 aprile 1975 viene approvata la legge di Riforma della Rai. Si dichiarano a favore della legge i quattro partiti che compongono la maggioranza di centro-sinistra vale a dire la DC, il PSI, il PRI e il PSDI oltre agli indipendenti di sinistra, si astiene il PCI e votano contro il PLI e il MSI-DN¹³⁸. La legge n. 103 contenente le “Nuove norme in materia di diffusione radiofonica e televisiva” riaffermava la definizione della radio telediffusione come servizio pubblico e confermava il monopolio di Stato sulle trasmissioni, come indicava l'articolo 1: “La diffusione circolare di programmi radiofonici via etere o, su scala nazionale, via filo e di programmi televisivi via etere, o, su scala nazionale via cavo e con qualsiasi altro mezzo costituisce, ai sensi dell'articolo 43 della Costituzione, un servizio pubblico essenziale ed a carattere di preminente interesse generale in quanto volta ad ampliare la partecipazione dei cittadini e concorrere allo sviluppo sociale e culturale del paese in conformità ai principi sanciti dalla Costituzione. Il servizio e' pertanto riservato allo Stato”¹³⁹. Inoltre il controllo e la gestione della società concessionaria, la Rai, passavano dal governo al Parlamento attraverso

¹³⁷ AIG, Fondo “Aldo Cotronei”, b. 1/2, Convegni nazionali 1973-1975, fasc. “Forze politiche, regioni e sindacati di fronte all'imminente riforma della Rai-TV”, Milano 11-12 ottobre 1974.

¹³⁸ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia. Costume società e politica*, cit. , p. 389 e F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, cit. , pp. 87-90.

¹³⁹ *Legge 14 aprile 1975 n. 103, Nuove norme in materia di diffusione radiofonica e televisiva*, in “Gazzetta Ufficiale della Repubblica italiana”, n. 102, 17 aprile 1975, pp. 2539-2549. per un'analisi giuridica della legge cfr. R. Zaccaria, *Radiotelevisione e Costituzione*, Giuffrè, Milano 1977 e S. Zingale, L. Gotti Porcinari, *La legge di riforma della RAI. Legge 14 aprile 1975, n. 103: i problemi della riforma, commento agli articoli della legge, documentazione*, AIART, Roma 1976.

l'istituzione di una Commissione parlamentare di vigilanza composta da quaranta membri di tutti i partiti in rapporto alla loro rappresentanza in Parlamento. Gli organi principali della RAI divenivano l'assemblea generale dei soci, dove svolgeva un ruolo di primo piano l'IRI, il Consiglio d'amministrazione e il Presidente. L'organismo dotato di maggiori poteri, vale a dire il Consiglio d'amministrazione, era composto da sedici membri, sei dei quali nominati dall'Assemblea dei soci e dieci dalla Commissione di vigilanza; tra questi, quattro erano indicati dai Consigli regionali. Il Consiglio, che eleggeva il Presidente, il vicepresidente e il direttore generale, veniva controllato non dall'azionista ma da un organismo politico come la Commissione parlamentare. La legge prevedeva inoltre un decentramento delle strutture di programmazione in vista della creazione di diverse reti regionali e la nomina di un direttore per ciascuna delle cinque reti RAI: due per la televisione e tre per la radio. Infine, nel tentativo di garantire l'obiettività e l'imparzialità dell'informazione si stabiliva la creazione di più testate giornalistiche autonome e differenziate tra loro. Al vertice delle reti e come direttori delle testate giornalistiche erano scelte personalità di nomina politica stabilendo in questo modo una spartizione dei posti chiave dell'azienda tra i principali partiti rappresentati in Parlamento, confermando la pratica della cosiddetta "lottizzazione"¹⁴⁰. Tuttavia nelle parole del deputato della Democrazia Cristiana Antonio Marzotto Caotorta, rilasciate in occasione delle dichiarazioni di voto alla Camera sulla legge, si affermava come "il decentramento interno della RAI-TV [...] non vuole essere, [...] una lottizzazione, ma semplicemente una varietà di voci che liberamente e dialetticamente si possono contrapporre, assumendo ciascuna la propria responsabilità, onde sostituire nell'interno dell'ente alla lotta sotterranea per la conquista di posti una pluralità di giornali e di testate, ognuna delle quali con un proprio direttore responsabile che assuma coerentemente di fronte a tutto il Paese la responsabilità piena della propria gestione, delle proprie affermazioni e del proprio stile di trasmissione [...]"¹⁴¹. Il deputato del Partito Socialista Italiano Mario Ferri, nel dichiarare il voto favorevole del proprio gruppo, dichiarava che "le soluzioni adottate nella riforma, [...], offrono [...] una risposta valida alla domanda di modificare l'uso pubblico del mezzo radiotelevisivo [...]. Ascriviamo a credito di questa riforma [...] l'intervento a livello della struttura interna della RAI, che si concreta in una pluralità di reti e di testate giornalistiche

¹⁴⁰ Il termine era stato introdotto nel dibattito pubblico in alcuni articoli del giornalista Alberto Ronchey già nel 1968 Cfr. E. Menduni, *La radio nell'era della tv*, cit., pp. 36-39, P. Ortoleva, *La televisione italiana 1974-2002: dall'«anarchie italiane» al duopolio imperfetto*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di) *La stampa italiana nell'età della TV. Dagli anni Settanta a oggi*, cit., pp. 133-134 e D. Forgacs, *L'industrializzazione della cultura italiana (1880-2000)*, Il Mulino, Bologna 2000, pp. 218-219.

autonome, che intendono offrire una prima concreta risposta alla domanda sempre più diffusa di pluralismo nell'informazione [...]”¹⁴². Il deputato del Partito comunista italiano Rubes Triva, nell'annunciare l'astensione del proprio gruppo sul voto alla legge riconosceva l'importanza del passaggio del controllo della Rai dal Governo al Parlamento sottolineando come “la radiotelevisione rappresenta un servizio pubblico essenziale e di preminente interesse generale e deve, pertanto essere formalmente riconosciuta la «riserva» a favore dello Stato. È questa realtà di coscienza, di presenza e di partecipazione popolare che ha spostato dall'esecutivo all'Assemblea parlamentare un ruolo primario in ordine a questo servizio, proprio per sottrarlo alla discrezione [...] di una parte politica [...] per indirizzarlo a fini di interesse generale”¹⁴³. Di diverso tenore le dichiarazioni del deputato del Partito Liberale Italiano Fausto Quilleri, che esponendo le ragioni del voto contrario del proprio gruppo rilevava come “è prevalsa la logica del monopolio come visione panpartitica non solo dell'informazione ma anche [...] della cultura, dimostrando così che le forze politiche non si sono rese ancora conto del distacco storico-culturale dalle tradizioni italiane che la RAI-Tv sta realizzando da anni”, e come “quella vinta [...] dalla maggioranza è una battaglia di retroguardia, vinta momentaneamente con barriere di carta e destinata ad essere persa, forse anche a breve scadenza. [...]”¹⁴⁴. Giudizi positivi venivano al contrario espressi nelle dichiarazioni di altri esponenti dalla maggioranza, comparse in un articolo pubblicato dal quotidiano “Corriere della Sera”: “[...]. Commentando il voto [...] l'onorevole Bubbico, democristiano e relatore di maggioranza, ha dato vanto al suo partito di aver sostenuto «un disegno riformatore e pluralistico che, tra la rozza conservazione di fette di potere e un complessivo vivo articolato quadro di più libertà, più cultura, più verità, più obiettività» accredita la riforma in senso democratico e moderno. La riforma della Rai-Tv, ha dichiarato il socialista Manca, anch'egli relatore, rappresenta «un successo dell'impegno, del rigore, della fermezza e della responsabilità del partito socialista che a questa riforma ha dato un contributo determinante. [...] ». Dario Valori, comunista ha riconosciuto che si aprono «nuove possibilità per garantire il pluralismo e la completezza dell'informazione, nonché un nuovo rapporto della radiotelevisione con la società»”¹⁴⁵. In occasione della votazione conclusiva della legge,

¹⁴¹ Cfr. *Atti Parlamentari*, Camera dei Deputati, VI, Discussioni, seduta del 26 marzo 1975, p. 21177.

¹⁴² *Ivi*, p. 21182

¹⁴³ Cfr. *Atti Parlamentari*, Camera dei Deputati, VI, Discussioni, seduta del 26 marzo 1975, p. 21176.

¹⁴⁴ *Ivi*, pp. 21178-79

¹⁴⁵ Cfr. R. Manfellotto, *Camera: passa la nuova Tv*, in “Il Corriere della Sera”, 27 marzo 1975.

svoltasi al Senato l'11 aprile 1975 il ministro delle Poste e Telecomunicazioni Giulio Orlando, nel manifestare la sua soddisfazione per l'elaborazione del testo, definiva le motivazioni della scelta del mantenimento del monopolio: "La pietra angolare di questo provvedimento è l'affermazione della natura del servizio pubblico radiotelevisivo come servizio di preminente interesse generale ed insieme la precisazione che la sua funzione è quella di ampliare la partecipazione dei cittadini e concorrere allo sviluppo sociale e culturale del Paese in conformità ai principi sanciti dalla Costituzione. [...]. Così, la riaffermazione del principio della riserva di servizio pubblico allo Stato, la riaffermazione cioè di un monopolio ma [...] di un monopolio garantista fondato per garantire la libertà, anzi le libertà di tutti: è un monopolio infatti in cui il monopolista è tenuto ad esercitare la sua funzione al servizio di tutti, rispettoso dell'obiettività e della completezza dell'informazione e registratore di tutte le correnti di pensiero. È un singolare monopolio che, attraverso l'istituto giuridico dell'accesso, consente praticamente a tutti di manifestare liberamente il proprio pensiero. È uno schema operativo che intende assicurare il massimo livello di aderenza rispetto agli interessi e alle aspettative dell'utenza e l'indipendenza rispetto a fattori esterni a questo processo. L'alternativa indiscriminatamente liberalizzatrice non offre analoghe garanzie, prescinde dalle finalità di pubblico interesse che costituiscono lo scopo della riforma e rompe quel rapporto di totale immedesimazione tra la comunità degli utenti e il gestore del mezzo che sola può realizzare in modo ottimale il servizio pubblico. Il monopolio delle radiodiffusioni, arricchito e qualificato da nuovi contenuti e prospettive, costituisce il punto di equilibrio tra il servizio pubblico generalizzato e una pretesa di totale liberalizzazione che non riesce però a liberarsi dall'insidia di spinte monopolistiche. Ad esso perciò giustamente questa riforma si è ispirata"¹⁴⁶.

Nonostante le convinzioni degli esponenti della maggior parte del mondo politico rispetto alla realizzazione di un effettivo pluralismo nella radio e nella televisione pubblica, nella società italiana si manifestano – nello stesso periodo in cui viene varata la legge di riforma della RAI – i primi tentativi di installare stazioni radiofoniche e televisive private al di fuori del controllo statale, mostrando così i profondi mutamenti in atto nell'intero sistema delle comunicazioni e i limiti della legge nel regolamentare il settore. L'esplosione incontrollabile di numerose iniziative di radio libere mostrava come la legge e l'ordinamento monopolistico non fossero più in grado di controllare sia i progressi

¹⁴⁶ Cfr *Resoconto stenografico*, Senato della Repubblica, VI, 427° Seduta pubblica, 11 aprile 1975, p. 20207.

tecnologici che la grande spinta alla partecipazione mediatica che questi progressi consentivano, prefigurando delle evoluzioni più complesse i cui effetti si sarebbero manifestati nei decenni successivi.

I.4. La nascita del movimento italiano e la fase preparatoria in Francia

I. 4.1 La radio in Italia prima delle radio “libere”

Durante gli anni Sessanta nel mondo della radiofonia pubblica italiana dal punto di vista dei programmi si erano registrate delle importanti innovazioni riguardanti lo stile e la conduzione radiofonica. In questo periodo infatti riscuotono un grande successo di pubblico trasmissioni come *Bandiera gialla* del 1965 diretta da Gianni Boncompagni “severamente vietata ai maggiori di anni 18”, come viene ricordato nell’incipit del programma e che preannuncia il successo di spettacoli successivi come *Alto gradimento* e *Per voi giovani* condotti dallo stesso Boncompagni e da Renzo Arbore. Frutto in parte della riforma della radiofonia avviata da Leone Piccioni nel 1966, queste trasmissioni *cult*, in grado di rappresentare suggestioni ed umori delle nuove generazioni che si affacciano sulla scena sociale, si affermano anche grazie all’uso dissacrante della lingua parlata, costituendo degli esempi che influenzeranno significativamente il modo di fare radio delle future emittenti “libere” a partire dalla seconda metà degli anni Settanta¹⁴⁷. Esse segnalavano inoltre un progressivo adattamento dei canali pubblici alle nuove richieste da parte del pubblico giovanile di differenti contenuti musicali provenienti dal mondo anglosassone¹⁴⁸. La trasmissione che in questa fase più delle altre segna l’inizio di un nuovo modo di interagire con il pubblico è *Chiamate Roma 3131* del 1969, nella quale grazie soprattutto all’impiego del telefono le distanze tra emittente e destinatario del messaggio si accorciano, portando alla luce la bidirezionalità del flusso comunicativo e nuove forme di interattività¹⁴⁹. La struttura del programma prevedeva infatti tre ore di trasmissione quotidiana in diretta telefonica con gli ascoltatori, invitati a raccontare le proprie storie, i propri casi e problemi personali, a chiedere consigli e

¹⁴⁷ Cfr. E. Menduni, *La radio nell’era della tv*, cit., pp. 35-36 e F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., p. 364.

¹⁴⁸ Cfr. F. Colombo, *La cultura sottile. Media e industria culturale in Italia dall’Ottocento agli anni novanta*, Bompiani, Milano 1991 (4 ed. 2009), pp. 246-251.

¹⁴⁹ Cfr. F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, cit., p. 81 e F. Gentile e G. Roberti, *La radio. Origini e sviluppo*, in (a cura di) M. Morcellini, *Il Mediaevo: tv e industria culturale nell’Italia del XX secolo*, Carocci, Roma 2000, pp. 282-283.

aiuti ai conduttori che – sempre attraverso il telefono – facevano da tramite con gli esperti dei settori più vari e anche con personaggi dello spettacolo. Franco Monteleone ha messo in risalto i caratteri originali della trasmissione: “non è la prima volta che il telefono entra a far parte di una trasmissione radiofonica [...]. Ma è la prima volta che il telefono diventa strumento costitutivo, e non solo occasionale, di un programma radiofonico. Nel periodo in cui la programmazione televisiva raggiunge il massimo di chiusura dell'apparato nei confronti del pubblico, la radio tenta invece, proprio attraverso l'uso del telefono, addirittura di sfondare quella barriera della «mancanza di risposta» che si è eretta fra emittente e ricevente in tutto il sistema della comunicazione in quel momento”¹⁵⁰. L'innovazione viene rilevata anche dalle parole di Gianfranco Bettetini: “Con il telefono la radio sembrava acquistare la possibilità di un *feed back* in tempo reale, la cui negazione aveva da sempre costituito una delle qualifiche caratterizzanti tutti gli elementi delle comunicazioni di massa”¹⁵¹. Come ha sottolineato Francesca Anania “da questo momento in poi gli ascoltatori occuperanno un ruolo di sempre maggiore centralità nello scenario della radiofonia. È il pubblico il vero protagonista di questa sorta di «rivoluzione mediale», una svolta che troverà il suo massimo compimento dopo il 1975”¹⁵². Questi aspetti testimoniano da un lato la capacità della radio di saper rilanciare la propria immagine e il suo ruolo nel panorama dei media, ma per altri versi denotano il bisogno di partecipazione e di comunicazione, che proprio a partire da questa fase emerge da ampi settori della società italiana. Il panorama radiofonico italiano nel corso degli anni Sessanta si era arricchito grazie alle trasmissioni in lingua italiana di due radio estere: Radio Monte-Carlo e Radio Capodistria. Le trasmissioni di Radio Monte-Carlo debuttano il 6 marzo 1966 in onde medie sviluppando un'idea di Noël Coutisson. Sulle frequenze di questa emittente era possibile ascoltare ogni giorno per due ore il programma in lingua italiana *Fumorama* condotto dal giovane cantante Herbert Pagani. Ben presto aumentano le ore di trasmissione, favorendo la crescita degli ascolti soprattutto nelle zone dell'Italia nord-occidentale grazie ad uno stile accattivante, ad un parlato spiritoso ed evasivo e alla presenza di musica, voci e suoni molto distanti dal rigore dei programmi radiofonici

¹⁵⁰ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., pp. 365-366.

¹⁵¹ Cfr. G. Bettetini, *La radio come mezzo di comunicazione*, in AA. VV., *La Radio. Storia di sessant'anni 1924-1984*, catalogo della mostra “La radio, ieri, oggi e domani”, ERI Edizioni RAI, Torino 1984, p. 43.

¹⁵² Cfr. F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, cit., p. 81.

ufficiali¹⁵³. Le scelte musicali si differenziano dalla Rai per la presenza di una grande quantità di canzoni italiane e francesi e si presentano più melodiche rispetto alla musica *rock* e *pop* delle radio “pirata” inglesi. La programmazione di Radio Monte-Carlo influenzerà nel periodo successivo lo stile di diverse radio libere, soprattutto per il ruolo degli animatori della radio, che facevano della spontaneità e dell'improvvisazione una componente centrale nella conduzione. Da questo punto di vista, accanto ad Herbert Pagani si imporrà per le sue doti di intrattenitore un altro giovane conduttore, Roberto Arnaldi, in arte Robertino.

Radio Capodistria a partire dalla metà degli anni Cinquanta trasmetteva dalla Slovenia programmi in italiano in modulazione di ampiezza, irradiando il proprio segnale su una parte dell'Italia nord orientale, con programmi incentrati sull'informazione, sulla musica leggera e sull'intrattenimento. Accanto a queste emittenti, soprattutto nelle ore notturne, era possibile ascoltare anche la programmazione di RTL, emittente che trasmetteva in francese ed in inglese e che, grazie alla sua ampia copertura, che abbracciava un raggio di 2000 chilometri, riusciva a coprire buona parte dell'Europa¹⁵⁴.

Dopo l'esperienza di “Radio Sicilia Libera” di Partinico, condotta da Danilo Dolci nel marzo del 1970, negli anni successivi si assiste da parte di piccoli gruppi organizzati ad altre iniziative isolate. Una delle più significative, che associava alla critica al monopolio “l'obiettivo di dimostrare, in modo plateale, che non era vero il presupposto della limitazione delle frequenze disponibili”¹⁵⁵, è quella di “Radio Bologna per l'Accesso Pubblico”. Trasmettendo il segnale da una roulotte sulle colline bolognesi, questa emittente a partire dal 23 novembre 1974 dava inizio ad una settimana di “trasmissioni dimostrative in cui chiede un vero e proprio decentramento dell'informazione radiotelevisiva. Per dimostrarne una possibile realizzazione, trasmette servizi registrati su cassette, provenienti da tutte le parti d'Italia, soprattutto da «fabbriche e scuole dove si sta portando avanti una lotta»”¹⁵⁶. La radio era gestita

¹⁵³ Per una breve storia della programmazione italiana di Radio Monte-Carlo cfr. J. Loudot, *L'aventure Radio Monte-Carlo ou un demi-siècle d'affaires d'État(s)*, cit., pp. 208-218, E. Menduni, *La radio nell'era della tv*, cit., pp. 33-34, F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., p. 364 e R. Sorace, *Effe emme. Gli anni delle radio libere*, Memori, Roma 2005, pp. 29-30.

¹⁵⁴ Per la programmazione di Radio Capodistria e la presenza di RTL nel paesaggio radiofonico italiano negli anni Sessanta cfr. P. Ortoleva, *Principi e pirati. Monte Carlo e le altre*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna”, cit., p. 49-54.

¹⁵⁵ Cfr. G. Cordoni, *Radio Bologna. Intervista a Roberto Faenza*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna”, cit., p. 176.

¹⁵⁶ Cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, ERI Edizioni RAI, Torino 1983, p. 37.

dalla cooperativa bolognese “Lavoratori dell’informazione”, il cui promotore principale era il regista Roberto Faenza. Lo spirito di questa iniziativa si inseriva nella critica al monopolio e più in generale nel dibattito sull’informazione in atto in questo periodo mettendo in pratica i contenuti esposti in un testo del 1973, curato dallo stesso Faenza, dal titolo significativo *Senza chiedere permesso*. È qui interessante richiamare alcune considerazioni sviluppate in questo testo, poiché indicano uno degli approcci nei confronti dei mezzi di comunicazione dell’area politica della nuova sinistra in Italia, anche perché nella fase successiva molte emittenti nasceranno come diretta espressione di gruppi legati alla sinistra extraparlamentare:

“[...] in realtà tutti i mezzi di «comunicazione» potrebbero permettere di comunicare. Se vengono usati e utilizzati quasi esclusivamente come mezzi di informazione è per motivi di controllo e di monopolio. La considerazione che ne deriva è che i mezzi di comunicazione sono stati castrati nella loro potenzialità da interessi estranei ai nostri e invece di aiutarci a dialogare ci costringono a subire. È un falso chiamarli mezzi di «comunicazione» quando con essi la comunicazione resta solo un’esigenza non soddisfatta. Nel momento in cui possiamo ricevere ma non rispondere ai messaggi, perdiamo la nostra capacità di soggetti e veniamo degradati al livello di oggetti. Coloro che detengono il monopolio dei mezzi di comunicazione giocano su questo principio e si rivolgono a noi come a degli oggetti da riempire con i loro comunicati, i loro slogan, le loro notizie, la loro cultura, i loro prodotti e i loro spettacoli”¹⁵⁷. Tali riflessioni apparivano in linea con quelle avanzate dalla rivista “Interférences” in Francia mostrando come attraverso la radio delle minoranze cercassero una proposta alternativa alla programmazione del servizio pubblico nei due Paesi. In merito alla vicenda di “Radio Bologna” è importante sottolineare come nel clima di dibattito sulla radiotelevisione in Italia “le trasmissioni non avevano [...] finalità commerciali, ma volevano piuttosto far comprendere come fosse economicamente sostenibile, da parte di una comunità locale, il decentramento dei mezzi di informazione, e come risultasse semplice, dal punto di vista dell’organizzazione, l’accesso pubblico”¹⁵⁸.

¹⁵⁷ R. Faenza (a cura di), *Senza chiedere permesso. Come rivoluzionare l’informazione*, Feltrinelli, Milano 1973, pp. 17-18.

¹⁵⁸ Cfr. *RadioBologna: la prima voce diversa nella storia della radio italiana*, in “Mille Canali”, Anno II, n.4-5, aprile maggio 1975.

I. 4.2 Radio libere e radio commerciali

È in questo quadro che a partire dai primi mesi del 1975 in Italia¹⁵⁹ su tutto il territorio nazionale si assiste alla nascita e alla diffusione capillare di numerose stazioni radio private, che per la prima volta emettono un segnale diverso da quello fino ad allora proposto dalla radio della Rai.

È un fenomeno che si sviluppa in maniera inarrestabile e spontanea, frutto del grande bisogno di partecipazione e libera espressione di questo periodo e di una situazione legislativa che proprio con la riforma del 14 aprile del 1975 aveva confermato il monopolio statale sulle trasmissioni radiofoniche via etere. Infatti queste nuove radio che si affacciavano alla ribalta mediatica e si ponevano all'attenzione dell'opinione pubblica, si caratterizzavano per inserirsi in un contesto di "illegalità" rispetto alla legislazione esistente e venivano definite "libere" poiché "sorgevano al di fuori e in contrasto con la riserva statale per le attività di radiodiffusione"¹⁶⁰. L'aggettivo "libere" richiamava l'indipendenza dai condizionamenti di un potere di qualunque tipo, fosse esso politico o economico. Inoltre indicava un progetto alternativo e per questo innovativo rispetto a come era stata fino ad allora considerata la radio della Rai, vale a dire pubblica, ufficiale, influenzata dal controllo del governo. Accanto al termine "libere", si faranno strada nel corso degli anni, altre definizioni come "private", in contrasto con la radio pubblica e radio "locali", indicando la caratteristica locale delle trasmissioni circoscritte ad una zona geografica delimitata.

Il 1° gennaio 1975 inizia le trasmissioni "Radio Parma", indicata come la prima radio indipendente nella storia della radiofonia italiana¹⁶¹: ne sono promotori l'imprenditore immobiliare Virgilio Menozzi, iscritto alla DC, il giornalista Carlo Drapkin, vicino al Partito socialista e il tecnico del suono Marco Toni. Nel giro di poche settimane "Radio Parma" realizza dieci ore di programmazione giornaliera ed in breve propone una programmazione quotidiana incentrata sulla musica, l'informazione e rubriche di vario genere. Il modello seguito è quello della radio della Rai, con notiziari locali e programmi di intrattenimento nelle fasce mattutine come

¹⁵⁹ Cfr. R. Chaniac, P. Flichy, M. Sauvage, *Les Radios locales en Europe*, La Documentation française, Paris 1978, pp. 49-50.

¹⁶⁰ Cfr. E. Cheli, *Le radio private. Problemi di legittimità e scelte politiche*, in "Problemi dell'informazione", anno I, n. 2, aprile-giugno 1976, p. 165.

¹⁶¹ Cfr. F. Monteleone, *Radio pubblica ed emittenti commerciali*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di) *La stampa italiana nell'età della TV. Dagli anni Settanta a oggi*, cit., p. 209.

Buongiorno signora; nelle ore serali prevale la musica con trasmissioni come *Zoom* e *Radio One*¹⁶². Si introduce l'abitudine delle telefonate in diretta ricalcando in parte il modello della trasmissione *Chiamate Roma 3131*, con la novità della partecipazione attiva del pubblico alla realizzazione delle trasmissioni in un contesto locale¹⁶³. L'idea della radio è nata da un gruppo di "amici un po' stufo di leggere «La Gazzetta di Parma» [...] per avere notizie quotidiane sulla propria città. [...]. Con la potenza di 20 W impiegata riescono a farsi sentire fin oltre la periferia della città. Per la dimensione volutamente locale che si sono dati è un risultato più che soddisfacente [...]. Vengono seguite le sedute del consiglio comunale e provinciale, le mostre e gli spettacoli. [...]. Le notizie vengono riprese dai quotidiani o direttamente raccolte dai collaboratori sparsi per la città; sempre col registratore a tracolla per incidere al volo un'intervista, o dal vivo, qualche evento di particolare interesse"¹⁶⁴. Dopo la nascita di "Radio Parma", nei mesi seguenti il panorama della giovane radiofonia "libera" si arricchisce con la fondazione di "Radio Emmanuelle" ad Ancona¹⁶⁵.

In questo periodo viene costituita anche la prima associazione di categoria, l'ANTI (Associazione Nazionale Teleradiodiffusioni Indipendenti), fondata a Viareggio nell'ottobre del 1974¹⁶⁶. L'associazione nasce con l'intento di difendere il diritto delle emittenti radiofoniche e televisive private a trasmettere. In una nota del Ministero dell'Interno, si precisa che "detta associazione è aperta a tutte le radio e televisioni via cavo e via etere che agiscono in assoluta indipendenza reciproca di scelta e di opinioni, nel quadro del rispetto delle libertà sancite dalla Costituzione della Repubblica Italiana. L'Associazione [...] ha per scopo di promuovere tutte le opportune iniziative per facilitare il nascere e lo sviluppo delle stazioni emittenti locali"¹⁶⁷. Sempre nella stessa fase, ricca di un dibattito che coinvolge le principali forze politiche, ma anche i sindacati e associazioni di vario tipo, occorre menzionare il ruolo svolto da alcune riviste specializzate che si occupano esclusivamente di radio e televisioni private contribuendo ad aumentare la notorietà delle prime emittenti "libere". La rivista "Mille Canali" viene fondata nel novembre del 1974 ed è diretta

¹⁶² Per una selezione di alcune trasmissioni di "Radio Parma" durante il 1975 si veda il sito web www.broadcastitalia.it, in particolare i programmi *Buongiorno Signora* del 14 giugno 1975 e *Gr e comunicati commerciali* del 25 giugno 1975.

¹⁶³ Cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 38.

¹⁶⁴ Cfr. *Una radio a misura di città*, in "Mille Canali", Anno II, n. 4-5, Aprile-maggio 1975.

¹⁶⁵ Cfr. M. Gaido, *Radio libere? La prima vera inchiesta e storia delle radio libere in Italia e nel mondo*, Arcana editrice, Roma 1976, p. 21.

¹⁶⁶ Sulla costituzione dell'ANTI cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 36 e F. Siliato, *L'antenna dei padroni. Radiotelevisione sistema dell'informazione*, Mazzotta, Milano 1977, p. 89.

¹⁶⁷ ACS, PS, G, 1944-86, b. 406, fasc. G 17/5/9, Associazione nazionale Teleradiodiffusioni indipendenti.

da Antonio Spiller mentre la rivista “Altri media” nascerà nel settembre del 1976 ed avrà come responsabile Edoardo Fleischner, in precedenza direttore di un’altra pubblicazione di questo genere, “Suono Stereo Hi-Fi”. In particolare “Mille Canali”, proprio per la sua contemporaneità con la fase di clandestinità diffusa vissuta dalle emittenti private fino al luglio del 1976, rappresenta uno spazio di discussione e informazione rilevante, sia da un punto di vista tecnico, con commenti e consigli pratici sulle apparecchiature da utilizzare e da acquistare, sia da un punto di vista giuridico con suggerimenti legali agli animatori delle emittenti. Si legge nell’editoriale del numero di apertura della rivista:

“[...] Chi siamo? Cosa vogliamo? È presto detto. Siamo una rivista tecnico-giornalistica, senza bavagli, senza briglie, senza paraocchi, al di fuori e al di sopra di ogni mischia «politica», di ogni interesse palese o recondito. Nasciamo in nome della libertà, sempre e comunque. Nostro proposito è non solo di informare, in tutte le direzioni, sul meraviglioso mondo degli audiovisivi, [...], ma di coagulare tutte le forze che attualmente si battono con coraggio, ma anche con disordine, per il successo di questi modernissimi mezzi tecnici. [...]”¹⁶⁸.

Se in un primo momento le nuove radio nascono nei centri di provincia, presto il fenomeno delle radio libere inizierà a riguardare i grandi centri urbani a cominciare da Milano. Nel marzo del 1975 viene creata un’altra radio indipendente, “Radio Milano International” su iniziativa di tre ragazzi milanesi, appassionati di musica¹⁶⁹. In un articolo pubblicato sul quotidiano “Corriere della Sera” viene raccontato lo stupore suscitato nell’opinione pubblica da queste iniziativa:

“ «Qui Radio Milano International»: così è cominciata ieri pomeriggio la trasmissione della prima emittente radiofonica milanese indipendente dalla Rai-Tv. È stata una sorpresa per gli occasionali ascoltatori di questa prima trasmissione «clandestina» che hanno potuto captare l’emittente mentre si sintonizzavano sul programma della Rai in modulazione di frequenza. «Radio Milano International» infatti, trasmette su una lunghezza d’onda di megacicli 100,88 mentre la stazione nazionale si diffonde a megacicli 100. Sorpresi anche i dirigenti e il personale della radiotelevisione italiana perché, con questa trasmissione, è cominciata [...] «la guerra delle antenne»”. Nello stesso articolo viene sottolineato come “[...] indubbiamente l’attività di «Radio Milano International» ha aperto un nuovo capitolo nella questione delle trasmissioni indipendenti. I problemi che coinvolge sono molteplici. Alla base, secondo quanto

¹⁶⁸ Cfr. *Libertà e progresso*, in “Mille Canali”, anno I, n. zero, novembre 1974.

¹⁶⁹ La radio viene fondata dai fratelli Nino e Piero Cozzi e da Rino Borra il 10 marzo 1975.

appare dalle intenzioni della neonata emittente, ci sarebbe l'attacco al monopolio radiotelevisivo con trasmissioni via etere che possono raggiungere più facilmente, a differenza di quelle via cavo, le case e i cittadini"¹⁷⁰. La prima emittente libera milanese aderisce all'ANTI fin da subito per tutelarsi da un punto di vista legale. Nella prima fase di vita della radiofonia privata in Italia, l'azione repressiva avviata dagli organi dell'amministrazione statale per contrastare le trasmissioni al di fuori del monopolio, procede in termini contraddittori e confusi: se alcune emittenti vengono perseguite con il sequestro degli impianti e la denuncia dei responsabili, nella maggior parte dei casi le nuove stazioni riescono invece a proseguire indisturbate le trasmissioni determinando così una situazione di "incertezza" legislativa¹⁷¹. Da questo punto di vista, la vicenda che riguarda "Radio Milano International" si presenta piuttosto emblematica. Infatti, la stazione milanese, che si caratterizza per una programmazione incentrata sulla formula *non stop music*, attira su di sé, oltre alle attenzioni della stampa, anche le attenzioni delle autorità competenti. Il 14 aprile 1975, giorno dell'approvazione della legge di Riforma della Rai, l'Escopost (speciale ufficio di polizia del Ministero delle Poste e Telecomunicazioni), su mandato del pretore di Milano sequestra gli impianti dell'emittente. Dopo soli dieci giorni tuttavia, lo stesso pretore ordina la restituzione delle attrezzature dichiarando legittima l'attività della radio¹⁷². In un articolo pubblicato sulla rivista "L'Espresso", si precisa come "nella motivazione del dissequestro il pretore ha accolto le tesi di ordine tecnico e giuridico sostenute da Eugenio Porta, presidente dell'Anti, [...] in particolare [nelle motivazioni della sentenza il pretore] ha sostenuto che «è pienamente legittima l'attività di trasmissioni radiofoniche come quella di Radio Milano International quando non determina interferenze o disturbi». Inoltre «la riserva allo Stato può essere giustificata soltanto se sussistono situazioni di oligopolio e se le stazioni installate da privati nell'esercizio della fondamentale libertà d'informazione ledano, mediante interferenze, l'altrui equivalente diritto»; che in concreto «non appare sostenibile il riferimento al pericolo di oligopolio» sia in relazione alla disponibilità di bande di frequenza sia perché «per quanto concerne l'installazione di emittenti radiofoniche come quelle di Radio Milano International

¹⁷⁰ Cfr. *Ieri la prima trasmissione di una radio clandestina*, "Il Corriere della sera", 11 marzo 1975.

¹⁷¹ Cfr. E. Cheli, *Radio private. Problemi di legittimità e scelte politiche*, cit., p. 167.

¹⁷² Sulla vicenda cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., p. 393 e A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata dal 1956 a oggi*, cit., p. 42.

non sono necessari mezzi economici rilevanti»¹⁷³. Dopo questa sentenza di assoluzione, le stazioni radio private si moltiplicano in tutta Italia, come testimoniano i frequenti pronunciamenti dei pretori in diverse città su altri procedimenti penali a carico dei responsabili delle radio. I pretori tuttavia o assolvono i titolari delle emittenti “perché il fatto non costituisce reato”, o sospendono i processi per sottoporre alla Corte costituzionale il giudizio di costituzionalità sul monopolio radiotelevisivo, sia in genere, che con riferimento particolare alle trasmissioni locali¹⁷⁴.

In questi mesi di proliferazione di iniziative radiofoniche la stampa italiana si interroga e cerca di spiegare i motivi della crescita delle antenne indipendenti:

“E’ scoppiato in tutta Italia il boom delle radio libere. Per una serie di ragioni che vanno dal mutato atteggiamento della magistratura e in parte, come vedremo, anche delle autorità in materia di radiotrasmissioni circolari, alla delusione delle forze politiche e dei cittadini per la riforma della Rai-Tv che si sta rivelando ben poca cosa sia in materia di decentramento che di diritto di accesso, il nostro Paese è attraversato da una vera e propria febbre di libertà radiofonica: come accadde oltre vent’anni fa negli Stati Uniti, nell’America del Sud e soprattutto nel Cile, le mini-stazioni spuntano come funghi in un clima di entusiastico spontaneismo, spesso con mezzi assai limitati e a volte in un clima di approssimazione e diletterantismo che fanno quasi rimpiangere la radio di Stato”.

Più avanti vengono forniti dettagli tecnici sul funzionamento delle nuove radio:

“[...]. Su quale frequenza e con che sistema trasmettere? Sul secondo punto non ci sono dubbi, deve essere quello FM (a modulazione di frequenza) dato il basso costo degli impianti che non necessitano di grandi antenne e costano fra le 500 mila lire e i due milioni [...]. Secondo problema: la lunghezza d’onda. La Rai usa frequenze che vanno dagli 88 mhz ai 101. I più decidono allora di non infastidire l’Ente usando frequenze ancora più alte [...]”.

Nel resto dell’articolo vengono citate anche le esperienze delle radio libere più affermate in questa fase come “Radio Milano Centrale”, “Radio Como”, “Radio Bra Onde rosse”, “Radio Roma Libera”, “Radio Napoli I” e “Radio CTA FM Stereo” di Catania¹⁷⁵.

¹⁷³ Cfr. *Mentre a Milano spunta Radio Libera*, in “L’Espresso”, 11 maggio 1975.

¹⁷⁴ In particolare sull’argomento si pronunciano per l’assoluzione i pretori di Cagliari, Reggio Emilia, Vignola, Vercelli, Padova e Bergamo mentre rinviando ad un nuovo pronunciamento della Corte Costituzionale i pretori di Ragusa, Livorno, Firenze e Parma come ricordano E. Cheli, *Radio private. Problemi di legittimità e scelte politiche*, cit., pp. 167-168 e R. Zaccaria, *Radiotelevisione e Costituzione*, cit., p. 103. Cfr. inoltre V. Riva, *Da oggi l’antenna è più libera*, in “L’Espresso”, 20 luglio 1975.

¹⁷⁵ Queste informazioni sono tratte dall’articolo di M. Luzzatto Fegiz, *E’ scoppiato il boom delle “radio libere”*, in “Il Corriere della sera”, 23 luglio 1975.

Il fenomeno assume una consistenza significativa durante tutto il 1975, testimoniata dal numero di emittenti che cresce con continuità fino a raggiungere circa 580 emittenti all'inizio del 1976 come rileva un'indagine della Rai del 1979¹⁷⁶. Secondo l'analisi di Peppino Ortoleva uno dei primi aspetti che colpisce in questa moltiplicazione di esperienze, risiede nella dimensione nazionale dell'esplosione delle radio private: "non solo la [...] vastità ma l'ubiquità della [loro] presenza", poiché nell'arco di pochi mesi emittenti private nascono "in tutte le aree del paese, nel sud come nel centro e nel nord, in località di provincia come Boario Terme, Bra e Torre del Greco, nelle città di medie dimensioni soprattutto del centro Italia (Parma, Modena, Pescara) e nelle grandi città che stavano diventando protagoniste quasi esclusive della comunicazione giornalistica e televisiva: Roma e Milano"¹⁷⁷, diverse tra loro per programmazione e organizzazione, ma accomunate dal fatto di essere diverse dalla radio di Stato.

Un secondo elemento che testimonia la spontaneità della manifestazione delle emittenti radiofoniche private, va rintracciata nel ricorso a risorse umane e materiali fino a quel momento mai usate dal mondo dei grandi media, quali il volontariato e la pubblicità locale; un ulteriore elemento distintivo risiede nella generale "presa della parola", resa possibile dalla diffusione delle radio libere: un numero elevato di stazioni radio nasce con l'intento di esprimere il punto di vista di associazioni, circoli culturali, organizzazioni politiche o per un motivo di semplice evasione e divertimento all'insegna della musica proveniente dall'estero¹⁷⁸. Come ha rilevato Franco Monteleone "per il momento è solo un bisogno di autonomia, di rivendicazione, di fare politica, che si mescola al piacere di esprimersi in dialetto o di liberare i propri sentimenti. Il possesso di un microfono e la certezza di un pubblico in ascolto, liberano dall'emarginazione gruppi di giovani e meno giovani che, attraverso la radio, hanno almeno l'illusione di vivere una grande catarsi collettiva"¹⁷⁹. Secondo un altro studioso come Michele Sorice i fattori che permettono

¹⁷⁶ Per una prima analisi quantitativa del fenomeno, comunque da considerare puramente indicativo a causa della natura precaria e instabile di tante stazioni radio in questo primo periodo, si veda *La radio tra servizio pubblico ed iniziativa privata*, in *Informazione Radio Tv*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979, p. VIII.

¹⁷⁷ P. Ortoleva, *Introduzione*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", cit., p. 21.

¹⁷⁸ Per questi aspetti e per un'analisi generale del fenomeno delle radio libere cfr. P. Ortoleva, *Introduzione* a P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", cit., pp. 19-22.

¹⁷⁹ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., p. 394 e F. Monteleone, *Radio pubblica ed emittenti commerciali dal 1975 al 1993*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *La stampa italiana nell'età della tv. Dagli anni Settanta a oggi*, cit., pp. 205-213.

lo sviluppo delle radio libere in Italia possono essere riassunti in tre elementi principali: “a) un forte consenso sociale che legittima un uso diverso del medium radiofonico; b) una programmazione tendenzialmente di flusso che destruttura la tradizione del palinsesto, ottenendo un riconoscimento di pubblico nella dimensione dell’accesso democratico alla vita sociale; c) lo sviluppo degli investimenti pubblicitari in ambito locale che consentono la nascita di un mercato – prima inesistente – accessibile anche a operatori medio - piccoli”¹⁸⁰.

I.4.3 Milano e Roma

La strada che conduce alla liberalizzazione dell’etere sembra ormai tracciata: non è un caso che ancora il quotidiano milanese “Corriere della Sera” dedichi ampio spazio al fenomeno, anche perché Milano insieme a Roma, rappresenta uno dei grandi centri metropolitani che fanno registrare in questa fase il numero maggiore di emittenti libere. Secondo i dati forniti dalla rivista “Suono Stereo Hi-Fi”¹⁸¹, nel febbraio 1976 le radio che trasmettono regolarmente a Milano e a Roma sono rispettivamente 18 e 12, dimostrando la grande vitalità presente nelle due principali metropoli della penisola.

Fin dall’inizio è possibile effettuare una distinzione in base ai contenuti e all’organizzazione delle emittenti, tra le varie tipologie dei progetti radiofonici che si affermano nei primi mesi del 1975, soprattutto nelle grandi città come Milano e Roma. Nelle emittenti di queste due grandi città è possibile riconoscere le differenze di impostazione editoriale che determinano una propria specificità e le distinguono in radio commerciali, radio politiche e radio comunitarie o religiose¹⁸². Si leggano, a titolo di esempio, le osservazioni di Umberto Eco rispetto alla novità e alla varietà di scelta rappresentata dalle prime radio indipendenti milanesi:

“Occorre possedere tre requisiti: abitare a Milano, avere una radio che prenda la modulazione di frequenza [...], avere modo di ascoltarla ogni tanto, a casa o in macchina. Dopo di che si può godere una strana sensazione, un alternarsi di sorprese a doccia scozzese: si ha volta a volta l’impressione di trovarsi a New York e a Cuba. Anzitutto New York: è un flusso di musica rock, pop, folk, interrotto da notiziari fulminanti, dura giorno e notte, basta spostare la manopola che si entra su di un’altra

¹⁸⁰ M. Sorice, *‘Radio Days’ in the 70’s*, in F. Colombo (a cura di), *Gli anni delle cose*, numero monografico di “Comunicazioni Sociali”, 1, 2001, p. 34.

¹⁸¹ Cfr. E. Fleischer (a cura di), *Radio italiane sono oltre 200*, in “Suono Stereo Hi-Fi”, anno IV, n. 47, marzo 1976, p. 40.

¹⁸² Cfr. P. Ortoleva, *Introduzione* a P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent’anni di libertà d’antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent’anni di libertà d’antenna”, cit., p. 23 e B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, cit., pp. 33-35.

stazione. [...]. Ma la musica può anche interrompersi per lasciare spazio a un dibattito e le nostre orecchie abituate al moderato lessico del monopolio, allibiscono: qui si parla di lotta dura senza paura, di aborto, di filo da torcere ai padroni, di comitati di quartiere, di occupazioni di case e in luogo della pubblicità potete sentire il disc-jockey che vi invita [...] ad una grande festa liberatoria nell'edificio occupato di via Tortona o in zona Ticinese, ciascuno portando oggetti da riciclare e la propria dose di fantasia. [...] Milano International, Milano Centrale, Canale 96, Free Radio, Milano Montestella, Milano 4, è difficile tenere il conto. Alla fine l'attenzione si concentra o su quelle che si ricevono meglio o su quelle più caratterizzate, che sono poi Canale 96 (di Avanguardia operaia), Milano Centrale (di sinistra indipendente supposte simpatie per il Manifesto, apertura a tutte le forze della sinistra), Milano International, la più potente, che si sente dappertutto, che si dice finanziata da Rusconi ma che in ogni caso ha scelto una apparente neutralità politica e un tono da ragazzo di buona famiglia che ama i dischi, gli sci e le belle macchine. [...]"¹⁸³.

Dalla lettura dei giornali si ricavano informazioni circa la linea editoriale e i palinsesti delle emittenti. "Radio Milano International" ad esempio propone "musica leggera e pop a tutte le ore [...]. Al mattino una trasmissione religiosa prodotta e pagata da una setta protestante, qualche ricetta di cucina, un notiziario sullo sport e sugli spettacoli nel pomeriggio [...]. La politica è tabù nella stazione di via Locatelli [...]. La discoteca di Milano International è senza dubbio fornitissima: lo studio è ricavato nella stanza da letto dei fratelli Cozzi¹⁸⁴, mentre l'antenna non è più vistosa di qualsiasi antenna tv. Unici professionisti dello staff sono un ex annunciatore di Radio Montecarlo e una ex giornalista di Amica". "Radio Milano International" è un'emittente che ha puntato molto sull'aspetto musicale ed ha un livello di professionalità molto basso. Questi due elementi sono significativi poiché saranno comuni a molte altre radio di questi anni che si indirizzeranno verso il formato musicale.

Nello stesso articolo si racconta anche la vicenda di "Radio Milano Centrale, cui stanno dando vita un gruppo di collaboratori della trasmissione *Per voi giovani*. Tutto lo staff, dopo anni di censure, vessazioni di varia natura, è stato licenziato a partire dal primo luglio. «Milano Centrale – affermano i transfughi della Rai-TV – punterà sull'informazione e su un linguaggio alternativo. Sarà una specie di Giano bifronte: di giorno abbastanza accattivante per conquistare una maggior fetta possibile di pubblico; di sera arrabbiata, ultrà con spazio ai gruppetti, ai movimenti di opinione

¹⁸³ Cfr. U. Eco, *Buonasera, vi parla Pancho Villa*, in "L'Espresso", 8 febbraio 1976, inserito poi con il titolo *L'onda anomala*, in U. Eco, *Dalla periferia dell'impero*, Bompiani, Milano 1976, pp. 327-331.

¹⁸⁴ I fratelli Nino e Piero Cozzi sono insieme a Rino Borra i principali fondatori dell'emittente "Radio Milano International", per queste informazioni cfr. *Radio Milano International*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", cit., p. 210.

come il Partito Radicale, alle forze politiche antifasciste. Ci sarà un continuo filo diretto con gli ascoltatori. Questa radio punta soprattutto sulla professionalità dei collaboratori, tutti provenienti dal giornalismo della carta stampata e della radiofonia. Nessuno userà il suo vero nome, anche se gli ascoltatori riconosceranno facilmente molte voci famose della radio di Stato». Editore di Radio Milano Centrale è Pietro De Stefani, concessionario per l'Italia della Skoda. [...]»¹⁸⁵. Nel caso di “Radio Milano Centrale” – come si è visto – accanto ad un’attenzione per la dimensione informativa, emerge la ricerca di un alto livello di professionalità dei collaboratori, provenienti da esperienze lavorative presso la radiotelevisione pubblica. Queste caratteristiche segnano una marcata differenza tra le varie emittenti, differenze che nel corso dei primi mesi di vita delle radio private milanesi emergono in maniera sempre più netta. Si legga ad esempio un’ulteriore indagine realizzata dal “Corriere della sera”:

“Nelle altre cinque emittenti private (oltre Milano International, ci sono Radio City, Free Radio, Radio Montestella, Radio Lombardia), la politica resta fuori dalla porta. I gruppi che ne sono promotori considerano la radio come svago, come spettacolo scacciapensieri, che non deve indurre né alla riflessione né all’analisi. È una scelta che, tuttavia, i «politicizzati» bollano con la parola qualunquismo. Anche fra i mini-editori del microfono affiorano polemiche a distanza”. Nel medesimo brano si passa poi ad una veloce analisi delle redazioni: “Ad alcune «stazioni» sono approdati giovani che, in un recente passato, hanno avuto esperienze di trasmissioni radio, e che la disoccupazione intellettuale ha allontanato dal posto sicuro. [...] Dai 30 collaboratori di Milano International e dai dodici-quindici di Milano Centrale, si passa all’editore, inventore, cantante, presentatore di Radio City. In questa stagione di boom delle radio libere, crediamo che, in Italia, non ci sia una sola emittente in cui una persona faccia tutto da sé”. L’osservatore conclude l’articolo rilevando gli elementi comuni alle radio milanesi, destinate tuttavia nel corso di pochi anni a divergere per il ruolo sempre più centrale assunto dalla pubblicità, come si vedrà meglio più avanti: “Le radio private di Milano hanno due elementi in comune: si basano sul volontariato (nessuno è pagato) e navigano nei debiti. Sognano di autofinanziarsi con la pubblicità, ma l’obiettivo è ancora remoto”¹⁸⁶.

¹⁸⁵ Per queste citazioni cfr. M. Luzzatto Fegiz, *E’ scoppiato il boom delle “radio libere”*, in “Il Corriere della sera”, 23 luglio 1975.

¹⁸⁶ Queste citazioni sono tratte dall’articolo di F. Felicetti, *Voci a sorpresa dai microfoni alternativi*, in “Il Corriere della Sera”, 19 dicembre 1975.

Roma rappresenta l'altro grande polo della comunicazione in Italia negli anni Settanta. Dopo un periodo di attesa rispetto al resto del Paese, la prima radio libera dell'etere romano è "Radio Roma 104" che nasce da un progetto editoriale collegato a "Radio Parma"¹⁸⁷ e inizia le sue trasmissioni il 16 giugno 1975: "La dirige Rosario Pacini, 32 anni, giornalista Rai, già direttore di settimanali per giovani.[...] E' l'unica che non trasmette in diretta, ma registra tutto su nastri che poi spedisce, con staffetta, all'impianto di emissione. È anche l'unica a pagare regolarmente e secondo contratto i collaboratori: 55 persone di cui circa la metà a tempo pieno. [...] Radio Roma 104 trasmette dalle 14 alle 20, ogni giorno. Musica, chiacchiere, ma soprattutto cronaca romana e interviste[...]"¹⁸⁸. Altre emittenti seguono l'esempio di Radio Roma 104, così nel corso del 1975 vedono la luce circa altre dieci radio libere tra cui "Antenna Musica", "TeleRoma Cavo" e "Radio Roma 103". In particolare "Teleroma Cavo" viene "fondata da Guglielmo Arcieri, psicanalista, libero docente di medicina sociale" che spende circa 2 milioni al mese per gestire la radio, ha 20 collaboratori, di cui una parte volontari e utilizza la radio come "strumento sociale, il mezzo per estendere alla collettività il mio discorso di medico"¹⁸⁹. Al termine dell'anno le radio romane ammontano già a più di dieci ma è tra il 1976 e il 1977 che si assiste ad una diffusione senza precedenti. Secondo un elenco fornito dal settimanale specializzato regionale "Scelta TV"¹⁹⁰, al termine del 1976 sono presenti a Roma, nel litorale e nella provincia oltre 70 radio private, che alla fine del 1977 arrivano a superare le 150 unità¹⁹¹. Un numero così grande di stazioni testimonia la varietà e il pluralismo di diverse linee editoriali, al punto che la città di Roma rappresenta un laboratorio di esperienze dove è possibile osservare tante tipologie di radio: dalle radio commerciali come "Radio G.B.R.", "Radio Luna", "Radio Elle", nate nel 1976, alla radio gestita dal cantante Claudio Villa ("Radio Lazio"), passando per "The Voice of the Daily American", prima emittente italiana in lingua inglese, voce del quotidiano statunitense stampato a Roma "The Rome Daily American", per finire con le radio politiche. Tra queste ultime nel 1976 inizia le trasmissioni "Radio Radicale", caratterizzata da subito dal filo diretto telefonico con gli ascoltatori, dalle rassegne

¹⁸⁷ Cfr. S. Dark, *Libere! L'epopea delle radio italiane degli anni '70*, cit., p. 57.

¹⁸⁸ Cfr. *Radio Roma 104*, in "Mille Canali", Anno II, n. 12, Dicembre 1975 e per una breve storia delle radio libere a Roma cfr. R. Sorace, *Effe Emme. Gli anni delle radio libere*, Memori, Roma 2005, pp. 32-34.

¹⁸⁹ Queste informazioni sono ricavate da *Tele Roma cavo*, in "Mille Canali", Anno II, n. 12, Dicembre 1975, p. 41.

¹⁹⁰ "Scelta TV" esce per la prima volta nel gennaio del 1977 ed è diretto da Nietta Abruzzini Consolazione. Si occupa prevalentemente della programmazione televisiva, ma fornisce anche indicazioni sulle radio in modulazione di frequenza di Roma e provincia.

stampa e dalle dirette dei lavori parlamentari, funzione questa che lo stesso Parlamento le riconoscerà nel 1990 per effetto di un'apposita legge¹⁹². Le altre radio politiche riflettono diversi orientamenti: da “Radio Blu”, dove la Federazione Romana del Partito Comunista diventa socio di maggioranza nel 1977, a “Radio Alternativa” del Movimento sociale, per finire con le più innovative e dirompenti come “Radio Città Futura”, nata nel 1976 dall'idea dell'editore Giulio Savelli e di Renzo Rossellini, figlio del regista Roberto, e legata al vasto e composito mondo della nuova sinistra romana; ultima in ordine di tempo “Radio Onda Rossa”, nata il 24 Maggio del 1977 come espressione dei gruppi dell'Autonomia operaia¹⁹³.

Anche per comprendere la varietà delle diverse stazioni può essere interessante leggere il progetto specifico di un'altra radio – “Radio Roma est” – che dalle colonne della rivista “Mille Canali” illustra gli obiettivi che la cooperativa che gestisce l'emittente si propone di raggiungere: “la nostra radio si pone come mezzo di informazione inteso come servizio sociale-politico-culturale che opera in uno specifico territoriale coincidente con le circoscrizioni della zona est di Roma. La nostra radio intende promuovere il pluralismo e il libero accesso dei cittadini, la partecipazione degli utenti, attraverso nuovi modi e canali di fruizione del messaggio [...]”¹⁹⁴. Non manca di suscitare curiosità nel campo della carta stampata “Radio Città Futura”, che si rivolge ad un pubblico specifico ed è definita come “l'emittente più aggressiva e insonne d'Italia: impianti di trasmissione per 40 milioni presi in prestito, tre direttori, 18 redattori, 4 commissioni di studio dei programmi, una miriade di gruppi di lavoro, il tutto in una piccola piramide con due stanzette di base e un vertice di 18 metri posta alla sommità di un vecchio palazzone in piazza Vittorio: questa è Radio Città Futura, l'antenna indipendente della nuova sinistra che trasmette su 97,700 megahertz, la più intraprendente fra le radio libere. «Siamo soddisfatti», dice Giulio Savelli [...] «Consigli di fabbrica, comitati di quartiere, organi sindacali, massaie, studenti, operai si mettono in contatto con noi e fra loro [...]»¹⁹⁵. La ricchezza di orientamenti presenti nell'etere romano è emblematica della situazione che matura in parallelo a livello nazionale. Così indicativa che il quotidiano francese

¹⁹¹ Questi dati sono tratti da “Scelta TV”, Anno I, n. 1, 2-8 gennaio 1977 e “Scelta TV”, Anno II, n. 52, 25-31 dicembre 1977.

¹⁹² Cfr. E. Menduni, *La radio nell'era della tv*, Il Mulino, Bologna 1994, p. 80 e B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, cit., p. 36.

¹⁹³ Cfr. R. Sorace, *Effe emme. Gli anni delle radio libere*, cit., pp. 129-147.

¹⁹⁴ Cfr. *Descrizione del progetto della cooperativa comunicazione*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 12, Dicembre 1975, p. 41.

“Le Monde” le dedica un ampio articolo, del quale merita di essere riportato un estratto per la sua capacità di rendere il clima del momento:

“Sur la bande de modulation de fréquence, il suffit d’effleurer le bouton du transistor pour passer d’une musique pop à une autre: d’un débat de féministes à un débat sur la violence: d’une chanson engagé à une vieille romance napolitaine ou à un chant de résistance. Sons multicolores où se glissent une publicité pour le magasin d’électroménager du quartier ou la voix suave du disc-jockey à l’accent américain.[...] Elles sont quatre-vingt-trois (ou, déjà, quatre-vingt-cinq ou quatre-vingt-dix?) rien qu’à Rome, un millier en Italie, ces radios que l’on dit «libres», mais qui recouvrent diverses réalités. Radios commerciales pour la plupart [...], mais aussi radios politisées, militantes [...], ou, tout simplement, radios hobby de quelques bricoleur, amateur de cette musique pop dont la radio nationale est trop avare”¹⁹⁶.

I.4.4 Vantaggi della modulazione di frequenza

Una delle motivazioni principali della diffusione di tanti piccoli esperimenti radiofonici di consistenza limitata, risiede anche nella possibilità di accesso relativamente facile dal punto di vista economico alle apparecchiature in grado di trasmettere il segnale. Infatti è necessario evidenziare come la scelta di utilizzare il segnale radiofonico in modulazione di frequenza (FM), invece che la tradizionale modulazione di ampiezza (AM), comporta nella prima fase alcuni vantaggi che possono essere così riassunti:

- in primo luogo la possibilità di occupare una frequenza compresa tra gli 88 e i 104 megahertz, che grazie alla portata limitata della modulazione di frequenza consente a chi trasmette di non interferire con enti pubblici, né di invadere lo spazio di trasmissioni radiofoniche dei paesi stranieri confinanti;
- il fatto di emettere un segnale costante nei vari momenti della giornata e quindi avere una ricezione garantita di discreto livello;
- il vantaggio logistico di poter sapere, almeno in linea teorica, il numero di ascoltatori di cui una stazione radio può disporre a seconda della superficie coperta dal proprio segnale, verificando quanti abitanti si trovano in quella superficie;

¹⁹⁵ Cfr. P. Ficoneri, *Buondi, state ascoltando Mosca tzè-tzè*, in “L’Espresso”, 2 Maggio 1976.

¹⁹⁶ Cfr. V. Luksic, *Capitalistes et gauchistes se partagent les émetteurs libres*, in “Le Monde”, 20-21 Febbraio 1977.

infine, il vantaggio economico derivante dal fatto che una stazione trasmittente in FM costa molto meno di una in AM, sia per quanto riguarda i costi di installazione che quelli relativi allo spazio occupato e alla manutenzione¹⁹⁷.

Dal punto di vista tecnico, un altro contributo determinante è fornito dalla cosiddetta banda cittadina (CB o Citizen Band): ricetrasmittitori di bassa potenza e bassa qualità che in quegli anni ampliano il mondo dei radioamatori. Questi appassionati della comunicazione radiofonica, gli unici a poter trasmettere via radio in modo privato secondo la legislazione in vigore, indicano la strada e in molti casi partecipano alla realizzazione degli impianti delle emittenti libere con entusiasmo e importanti conoscenze tecniche¹⁹⁸.

L'attenzione crescente per la diffusione delle prime radio locali è testimoniata da diverse inchieste della carta stampata che si occupano di evidenziarne i principali aspetti economici:

“ [...] è dunque così facile mettere su una stazione radio? Dodici milioni circa bastano per l'attrezzatura base e per tre mesi di affitto e telefono anticipati. Oscillano invece tra i 4 e i 6 milioni le spese mensili di gestione, calcolando che, nella maggior parte dei casi, i giornalisti e i tecnici non sono pagati. [...] ”¹⁹⁹.

Nel numero di giugno 1977 di “Interférences” anche Antoine Lefébure spiegava le motivazioni che per cui si era scelto di utilizzare la modulazione di frequenza per il lancio delle prime radio libere in Francia, sottolineando le grandi possibilità offerte rispetto alle onde corte e alle onde medie. “La radio libre pour beaucoup c'est surtout un problème technique; comment émettre, sur quelle fréquence, comment éviter le repérage goniométrique et le brouillage. [...]. Après une étude rapide, nous avons choisi d'émettre en modulation de fréquence (FM), pourquoi? L'émission sur les grandes ondes nécessite un matériel coûteux, les petites ondes ont l'avantage de porter assez loin, surtout le soir, mais elles sont encombrées et la place se fait rare. D'autre part, dans ce cas, l'émetteur nécessite une antenne horizontale de 80 mètres,

¹⁹⁷ Su questi aspetti cfr. B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, cit., p. 23 e per una testimonianza del periodo M. Gaido, *Radio libere? La prima vera inchiesta e storia delle radio libere in Italia e nel mondo*, Roma, cit., pp. 5-7 e l'articolo *Quanti canali, dove e per chi*, in “L'Espresso”, 18 luglio 1976.

¹⁹⁸ Cfr. P. Ortoleva, *Introduzione* a P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna”, cit., p. 22 e M. Luzzatto Fegiz, *Al Congresso di Basilea dei “CB” l'Italia ha dato lezione di libertà*, in “Il Corriere della sera”, 17 marzo 1975. A testimonianza della vitalità del mondo dei radioamatori, si segnala al presenza di un Federazione nazionale radioamatori (F.I.R.) che nel documento finale redatto in occasione del Congresso nazionale unitario tenuto a Rimini nell'ottobre del 1974, riafferma l'importanza della banda cittadina (CB) come “forma di radiodiffusione circolare” cfr. ACS, PS, G, 1944-86, b. 387, fasc. G 11/24/10, F.I.R. Federazione Italiana Radioamatori.

¹⁹⁹ Cfr. M. Rusconi, *Chi le fa, chi le ascolta, chi le finanzia*, in “L'Espresso”, 8 febbraio 1976.

ce qui n'est ni très discret, ni très pratique. Les ondes courtes sont intéressantes car elles peuvent porter très loin une émission de puissance moyenne grâce au rebondissement sur la couche ionosphérique. Malheureusement, très peu d'auditeurs français sont équipés de postes recevant les ondes courtes. Reste la Fm qui cumule un grand nombre d'avantages. La qualité musicale de cette modulation est excellente et il existe beaucoup de place en Fm qui est largement sous-employée en France puisqu'on n'y trouve que le réseau d'Etat, France-Inter, France-Culture, France-Musique et FI(P) dans les grandes villes. 4 fréquences occupées alors que 40 tiendraient à l'aise entre 87 et 104 mhz. Pour la Fm, un antenne d'un mètre suffit et peut couvrir facilement une ville comme Paris avec une puissance moyenne. [...].²⁰⁰

I.4.5 Francia: critiche al monopolio e esperimenti di radio ecologista

Se in Italia il 1975 costituisce l'anno dell'affermazione definitiva dell'emittenza libera e privata, per la Francia rappresenta ancora un anno di preparazione e studio del fenomeno. Tra le varie iniziative condotte dalle forze politiche nel corso del 1975 vede la luce il progetto di *radios locales* concepito da Maurice Séveno, membro del Partito Socialista ed ex giornalista dell'ORTF, licenziato in seguito agli scioperi del maggio 1968. Il progetto prevedeva la creazione di una radio locale, capace di trasmettere in modulazione di frequenza nella *région parisienne*, coprendo un raggio territoriale di 60 km. La potenza dell'apparecchiatura sarebbe dovuta essere di 10 KW e si prevedevano tre luoghi diversi dove localizzare le antenne. Per quanto riguardava il finanziamento, Séveno prospettava dei contributi volontari degli ascoltatori, ma anche dai sindacati e dalle amministrazioni comunali. Dal punto di vista dei contenuti, per una radio che avrebbe dovuto trasmettere tra le sette e le otto ore al giorno si prevedeva “[...] musique différente, contre publicité, débat. [...]]. Une radio ouverte, des chanteurs progressistes et seulement 7 à 8 heures d'émission quotidiennes couvrant les tranches horaires les plus écoutées”²⁰¹. Tuttavia alla fine dell'anno l'ufficio politico del Partito Socialista rinunciava al progetto di installare una radio locale di questo tipo anche perché non voleva condurre azioni in grado di indebolire la situazione di monopolio, che i socialisti, anche se con diverse sfumature, dichiaravano di voler mantenere. Era questa una posizione che secondo Thierry

²⁰⁰ A. Lefébure, *Technique de la radio libre*, in “Interférences”, n. 7, juin 1977, p. 14

²⁰¹ Per queste informazioni cfr. A. Lefébure, *Et faites ce qu'il vous plaît*, in “Interférences”, n° 2, printemps 1975, p.5.

Lefebvre è da leggere in relazione all'approssimarsi delle scadenze elettorali del 1977 e del 1978²⁰². Oltre al progetto di Séveno per il Partito Socialista, ancora dalle colonne della rivista “Interférences” si esprimeva la necessità di creare delle piccole stazioni radio locali come sintomo di un bisogno di espressione che si manifestava da più parti in Francia:

“[...] Partout en France le besoin de moyen d'expressions locaux, décentralisés, indépendants du pouvoir politique et financier se fait sentir. Cela se traduit par des distributions de tracts, des collages d'affiches, l'apparition des journaux immédiatement catalogués comme «souterrains», «pirates», «parallèles» et qui subsistent difficilement”. Si prospettava così una radio capace di fornire notizie strettamente legate al contesto geografico nel quale trasmettono: “Quand des ouvriers occupent leurs usines, des paysans réduits à la misère bloquent des routes, ils essaient, souvent maladroitement, de s'exprimer. Des émetteurs radio de portée locale permettraient de tenir les habitants de la région au courant de leurs problèmes, ce qui renforcerait la solidarité. [...] L'utilisation de petits émetteurs résolument locaux ou régionaux évitera des répéter les erreurs des Mass Media: vouloir parler à tout le monde, et ne toucher en fait personne”. Nello stesso articolo ci si interrogava su quale funzione attribuire ad una radio locale, si fornivano dettagli tecnici sui vantaggi di una radio in modulazione di frequenza: “[...] Radio locale, radio indépendante, radio d'informations de combat, c'est ce qui reste à définir avec tous ce qui ont besoin de s'exprimer. [...] En FM il est très facile de trouver de la place sur des fréquences nettement sous-exploitées. [...] Les auditeurs peuvent être tenus au courant de la fréquence et des heures d'émission par la presse locale. Il convient d'ailleurs de s'imposer une certaine régularité”²⁰³.

Nel corso del 1975 si erano registrati due tentativi di trasmissioni “pirata”, che tuttavia non avrebbero conosciuto un grande successo a causa di inconvenienti e problemi di ordine tecnico: “Radio Active” a Parigi, promossa tra gli altri dal direttore di “Interférences” Antoine Lefébure, nell'ambito di una settimana antinucleare organizzata da vari gruppi ecologisti per contestare lo svolgimento di una conferenza internazionale sul tema dell'energia nucleare; “Radio 104” a Grenoble

²⁰² Cfr. in particolare T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit. , p. 43.

²⁰³ Per queste citazioni cfr. *Bases pour un projet*, in “Interférences” , n° 2, printemps 1975, p.4.

che si proponeva di trasmettere un “reportage sur le rassemblement de Malville”²⁰⁴. Queste due esperienze segnalavano dei progetti radiofonici che, oltre alla “libertà di parola”, avevano l’obiettivo di essere il megafono di due vertenze ecologiste. Infatti se “Radio Active” si proponeva di emettere durante la settimana antinucleare organizzata a Parigi dai principali movimenti ecologisti nell’aprile del 1975, “Radio 104” nasceva nell’ambito di una manifestazione promossa dai comitati ecologisti della regione dell’Isère contro la costruzione della centrale nucleare di Superphénix. L’idea di lanciare una radio veniva associata alla possibilità di diffondere un messaggio relativo al tipo di protesta e di rivendicazione che veniva portata avanti e che altrimenti non avrebbe trovato spazio nei canali di comunicazione tradizionali. Un’ulteriore trasmissione “pirata”, si segnalava a partire dal 24 giugno 1976 a Lione, quando veniva lanciata un’altra radio denominata “Radio Active” con lo scopo di “inciter la population lyonnaise à l’occupation non violente du site nucléaire de Malville”²⁰⁵. Secondo una nota del Ministero dell’Interno, “Radio Active” aveva trasmesso “une série d’émissions dont le thème central est l’opposition à l’équipement atomique”²⁰⁶. Questa emittente trasmetteva grazie ad un impianto di 10 kW fornito dagli animatori di una radio svizzera, “Radio Pirate 101”, che diffondeva in modo sporadico dalla regione di Ginevra. Le trasmissioni erano ripetute in tre occasioni sui 97 mhz della regione di Lione a partire dalle ore 20 per una durata di circa un quarto d’ora ed erano rigorosamente registrate in precedenza. I redattori di “Interférences”, nel salutare questa iniziativa, che si iscriveva nella battaglia contro il monopolio, precisavano la loro estraneità al progetto che era invece condotto, come ricorda Thierry Lefebvre, da un giovane studente, Cédric Philibert. “[...] à l’occasion de la marche contre le surgénérateur nucléaire de Malville, les auditeurs de Lyon puis de Grenoble, ont écouté les émissions brèves faites par une radio pirate «à la suisse», Radio Active, dénomination qui était déjà célèbre. Nous, nous le jurons, l’équipe d’Interférences est étrangère à cette initiative que nous saluons. Les émissions semblent avoir eu un contenu un peu sommaire, mais il était bon de s’opposer par des moyens modernes à la technologie nucléaire. Si les groupes écologiques continuent

²⁰⁴ Dei due episodi vi è traccia in alcuni trafiletti comparsi sul quotidiano Libération nella primavera del 1975 cfr. in particolare per Radio Active di Parigi, *Attention, aujourd’hui radio libre*, in “Libération”, 25 avril 1975 e *Grenoblois, Radio 104*, in “Libération”, 20 juin 1975. Per un resoconto dettagliato di queste due esperienze cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., pp. 52-55.

²⁰⁵ Centre des Archives Contemporaines (CAC), site de Fointanebleau, vèrsément n° 19810440, art. 25 : *radios libres : notes et presse 1977-1979, Radio Active 3^{ème} émission*, 28 juin 1976, fasc. *Radio Active*,

dans cette voie, il y aura bientôt un poste pirate par centrale nucléaire. Les autorités ne semblent pas se réjouir de l'idée et un juge vient d'inculper deux membres du comité anti-nucléaire de Malville, accusés d'émission pirate.”²⁰⁷. Nelle tre trasmissioni effettuate, introdotta dalla canzone *La Java des bombes atomiques* di Boris Vian, gli animatori avevano utilizzato la radio soprattutto per esporre alla popolazione “le danger que représente le surgénérateur nucléaire” e avevano esposto la loro contrarietà all'utilizzo dell'energia nucleare²⁰⁸.

Dopo la terza e ultima trasmissione, l'esperienza di “Radio Active” terminava momentaneamente e bisognerà attendere il febbraio del 1977 per una nuova iniziativa che verrà tuttavia presto ridotta al silenzio dall'intervento delle autorità.

Nell'ambito delle forze politiche nel corso dell'estate del 1976, nel momento in cui “Radio Active” cercava di esprimere attraverso le proprie trasmissioni sperimentali dei contenuti legati alla protesta contro la costruzione della centrale nucleare di Superphénix, le “Comité pour le respect du droit à l'information radiotélévisée” rendeva noti i risultati delle proprie indagini. Le “Comité pour le respect du droit à l'information radiotélévisée” era un organo creato nel giugno del 1975 sotto la presidenza di Edmonde Charles-Roux ed era costituito dai rappresentanti dei partiti del “Programme Commun” per vegliare al rispetto delle regole di pluralismo dell'informazione all'interno dei mezzi di comunicazione. Il documento finale sottolineava il controllo sull'informazione audiovisiva esercitato dalla maggioranza e dal Presidente della Repubblica, sia nei canali nazionali che in quelli privati, introducendo la critica alla “mainmise du pouvoir sur l'information” che negli anni seguenti sarebbe stata una delle motivazioni principali di critica al monopolio da parte dei partiti di sinistra:

“L'information se manifeste de façon uniforme, directement ou insidieusement, soumise au pouvoir. Cette mainmise du pouvoir giscardien s'explique par l'accroissement de la crise du système capitaliste et de ses structures. Il augmente ses

²⁰⁶ CAC, site de Fointanebleau, vèrsément n° 19810440, art. 25 : *radios libres : notes et presse 1977-1979, Les milieux politiques craignent une prolifération des «radios pirates»*, 2 juillet 1976, fasc. Radio Active.

²⁰⁷ Cfr. *Pirates suisses et français*, in “Interférences”, n° 5-6, décembre 1976, p. 25.

²⁰⁸ CAC, site de Fointanebleau, vèrsément n° 19810440, art. 25: *radios libres : notes et presse 1977-1979, Radio Active 3^{ème} émission*, 28 juin 1976, fasc. Radio Active. Per un resoconto giornalistico in cui si fa riferimento alla radio cfr. *Fête antinucléaire franco-suisse à Creys-Malville*, in “Le Monde”, 4-5 juillet 1976.

pressions politiques et idéologiques et tente d'organiser une mise en condition de l'opinion”²⁰⁹.

Durante i primi quattro mesi del 1976 – secondo i risultati dello studio – il rapporto degli interventi tra maggioranza e opposizione nelle reti nazionali e private era stato di 1 a 3. Questi risultati saranno criticati da alcuni esponenti della maggioranza di governo, che li giudicheranno come “un tissu de contre-vérités”²¹⁰, ma segnalavano la questione del pluralismo dell'informazione, che nel periodo successivo sarà uno degli argomenti principali che determinerà l'ingresso da protagonista del Partito Socialista nella battaglia delle *radios libres*²¹¹.

I.4.6 Italia: la coesistenza tra radio libere e Rai e la fine del monopolio

In Italia a partire dai primi mesi di diffusione delle radio libere emerge il problema della difficile convivenza tra queste emittenti e la radiotelevisione pubblica. Le radio libere vengono indicate come una delle causa principali del calo degli ascoltatori della radio di Stato, suscitando reazioni di vario genere negli esponenti politici e negli stessi vertici dell'azienda pubblica:

“La notizia viene dal servizio opinioni della Rai, l'ufficio che raccoglie i dati sull'ascolto e sul gradimento dei programmi della radio e della televisione. Nel 1975 la radio ha perso, rispetto al 1974, un buon numero di ascoltatori. Quanti? Tra le 11 e le 11.30, per esempio, si calcola che 5-600 mila persone su circa 3-4 milioni non sentono più la radio. Ma è la sera che il fenomeno assume dimensioni più gravi: tra le 20.45 e le 21, ad esempio, i radioascoltatori sono diminuiti del 25 per cento: da 600 mila sono diventati 450 mila”.

All'interno del Partito Socialista italiano si riscontrano posizioni di apertura e di apprezzamento per le nuove emittenti. Infatti, nell'individuare le possibili motivazioni del calo d'ascolto dei canali Rai, Luigi Mariotti – membro per il Partito Socialista della Commissione parlamentare di vigilanza sulla Rai-Tv – afferma: “Le radio libere

²⁰⁹ Cfr. *La majorité est trois fois plus citée que l'opposition affirme le comité de «gauche» présidé par Mme Edmode Charles-Roux*, in “Le Monde”, 1^{er} juillet 1976.

²¹⁰ Cfr. *M. Perronet et le Comité pour le droit à l'information*, in “Le Monde”, 6 juillet 1976.

²¹¹ Per i dati forniti dal “Comité pour le respect du droit à l'information radiotélévisée” cfr. G. Robert, *L'enjeu des régions*, in “Cahiers d'histoire de la radiodiffusion”, n° 90, octobre-décembre 2006, p. 7 e F. D'Almeida e C. Delporte, *Histoire des médias en France de la Grande Guerre à nos jours*, cit. , pp. 250-251.

sorte in quest'ultimo periodo trattano problemi che interessano di più il singolo ascoltatore e quindi non è da escludere che siano in molti a preferire alla nostra Rai le trasmissioni «libere». In questo contesto il presidente della Rai, Beniamino Finocchiaro, si dichiarava favorevole alla chiusura delle “radio pirata”, per timore di una possibile capacità di condizionamento di quest'ultime durante le campagne elettorali, inducendo un commentatore del periodo ad osservare: “Se le radio libere turbano i sonni del presidente della Rai, vuol dire che a viale Mazzini sanno con certezza che i «pirati» hanno un buon seguito di ascoltatori”²¹². Altre difficoltà nella coesistenza tra emittenti della Rai e stazioni private riguardavano la definizione delle bande di frequenza che, a seconda delle zone di irradiazione, potevano risultare già occupate da altri servizi pubblici oltre alla radio di Stato.

Uno dei primi casi in cui la Rai denuncia le interferenze subite ad opera di una radio libera per l'occupazione della propria frequenza, è quello di “Radio Pescara libera” che già nel luglio del 1975 era incorsa nel sequestro:

“Le apparecchiature dell'emittente radiofonica privata «Pescara libera» sono state sequestrate da una squadra del compartimento delle poste e telegrafi dell'Abruzzo e Molise. [...] Le apparecchiature e l'antenna erano sistemate in una villa sul colle San Vincenzo, a poche centinaia di metri da un grosso ripetitore della Rai. Esse sono state individuate da uno speciale furgone di rilevazione della Rai utilizzato dai tecnici dell'Escopost. L'emittente «Pescara libera» utilizzava una lunghezza d'onda molto vicina a quella della Rai. [...] a procedere nei confronti dell'emittente [...] è stata la Rai-Tv, i cui programmi nella zona pescarese sarebbero stati disturbati”²¹³.

Questo episodio è indicativo di un clima che negli anni successivi avrebbe determinato numerose richieste di chiusura di varie emittenti per disturbo alle frequenze occupate dalla Rai. Da un punto di vista più interno alla grande azienda radiotelevisiva, le novità introdotte dalla radiofonia libera coincidono con un generale ritardo nell'attuazione della legge di riforma del sistema radiotelevisivo dell'aprile del 1975. In questo periodo di incertezza legislativa, da più parti si richiedeva di rivedere la situazione normativa che disciplinava le radio e le televisioni private, con la richiesta di apportare ulteriori modifiche al monopolio statale sulle radiodiffusioni. Nel gennaio del 1976 il deputato della Democrazia Cristiana Marcello Simonacci

²¹² Queste citazioni sono tratte dall'articolo di P.V. Buffa, *Vi audio e vi detesto, disse Finocchiaro*, in “L'Espresso”, 16 maggio 1976.

²¹³ Cfr. *Fatta sequestrare dalla Rai l'emittente “Pescara libera”*, in “Il Corriere della sera”, 20 luglio 1975.

nell'ottica di porre fine all' "attuale stato di anarchia", presentava un progetto di legge, primo di una lunga serie, destinato tuttavia a restare senza esito²¹⁴.

La creazione di nuovi spazi pubblici di discussione attraverso le radio libere rappresentava una novità significativa che modifica in profondità il panorama radiofonico in Italia e il ruolo tradizionalmente svolto dalla Rai. Questi aspetti erano sottolineati anche da figure della stessa azienda pubblica. Si leggano le considerazioni di due importanti giornalisti della Rai sul fenomeno delle radio libere e sulla questione del pluralismo dell'informazione. Lietta Tornabuoni affermava: "Non riesco a capire proprio perché queste radio libere facciano tanta paura, chi danneggiano? Mi sembra che il fatto che esistano può essere considerato, dal punto di vista dell'ascoltatore, un indubbio vantaggio [...]. Nello stesso tempo penso che il tanto invocato pluralismo dell'informazione non possa essere coperto da due sole voci radiofoniche e quindi il consentire alle radio libere di esprimersi sia il reale pluralismo". Il giornalista Paolo Murialdi osservava che "le radio libere sono nate dal ritardo e dalle carenze della riforma della Rai. Il diritto all'accesso, il decentramento che la riforma Rai già proclamava, doveva dare una risposta, che è venuta spontanea e imperfetta, ma non sbagliata. Bisogna ricondurre la situazione, dal punto di vista giuridico, tecnico, e della stessa libertà d'informazione ad un coordinamento e [ad una] regolamentazione generale e pubblica. Non dunque una privatizzazione selvaggia perché anche se ora gruppi liberi e spontanei possono produrre programmi validi, in un prossimo futuro [...] temo che avvenga in queste radio libere prima magari un coordinamento, poi una vera e propria concentrazione. Quindi non più espressione di gruppi spontanei ma strumento di gruppi di potere"²¹⁵. L'atmosfera di convivenza forzata tra radio private e Rai conosce diversi momenti di tensione che culminano nelle decisioni di chiudere alcune stazioni radio operanti in Italia. Infatti nel maggio del 1976, dopo le disposizioni del ministro delle Poste e Telecomunicazioni Orlando vengono chiuse quattro emittenti di Napoli e nel mese successivo, il direttore centrale del Ministero delle Poste, Alfredo Valletti Borgnini, firma una lettera di diffida per sette radio private che interferiscono sui canali di

²¹⁴ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., p. 392, A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 43 e F. Siliato, *L'antenna dei padroni. Radiotelevisione e sistema dell'informazione*, cit., p. 109.

²¹⁵ Cfr. *Radio locali: dibattito alla Rai*, in "Mille Canali", Anno III, n. 16, Aprile 1976, p. 39.

trasmissione della Rai²¹⁶. Queste misure del governo suscitano le reazioni della stampa, incentrate in particolare sulla critica alla radiotelevisione di stato e ai criteri con cui viene gestita. Il commento del giornalista Sergio Saviane sull'intera vicenda appariva molto critico, soprattutto nei confronti della classe politica:

“I parlamentari non hanno speso una sola parola in difesa delle antenne libere. Anzi, col loro complice e colpevole silenzio, hanno fatto chiaramente capire che la radiotelevisione di Stato gli va bene così [...]. Gli va bene cioè una Rai con i noiosi spazi autogestiti dai partiti, le tribune elettorali [...] registrate il giorno prima, cioè tutto il contrario della vera tribuna e dell'autentico dibattito giornalistico in diretta. La realtà è che le radio libere non disturbano le reti nazionali (la Rete tre, che trasmette in media frequenza, ha uno spazio notevole nelle onde medie), come sostengono il censore Finocchiaro e il mezzobusto ministeriale Giulio Orlando, ma disturbano il regime. [...] Autogestite, o nei peggiori dei casi, sovvenzionate da imprenditori privati o da editori intraprendenti [...] queste emittenti hanno creato una barriera di suoni, di pubblicità politica ed elettrodomestica, di rumori e musiche che rischiano di mandare in collasso la media frequenza, ma non per questo devono essere smantellate. Sapranno trovare da sole il proprio spazio, senza che intervenga il regime a far da balia agli ascoltatori”²¹⁷.

In questa fase di vuoto legislativo, altri osservatori si interrogavano sulle modalità di regolamentazione di queste emittenti, sottolineando come, a causa di una legittimazione di “fatto”, la legittimazione ‘ufficiale’ era ormai soltanto questione di tempo: “ [...]. Alla fine chi legalizzerà le nuove emittenti via etere, il governo o la Corte costituzionale? Anche i più convinti sostenitori del monopolio pubblico temono che quando la Corte costituzionale dovrà nuovamente pronunciarsi in materia, finirà con l'ammettere l'errore tecnico e col dare il via alla liberalizzazione della radio e della televisione”²¹⁸. La risposta non si farà attendere a lungo: il 28 luglio 1976 la Corte costituzionale dichiarava incostituzionali alcuni articoli²¹⁹ della legge di Riforma della Rai dell'aprile del 1975, autorizzando le trasmissioni radiofoniche e televisive via etere purché “di portata non eccedente l'ambito locale”²²⁰. Secondo la

²¹⁶ Le sette radio sotto accusa sono: “Radio Milano International”, “Radio Città Futura” di Roma, “Radio Brasilia” e “Rama Sound” di Cagliari, “Radio Prato”, “Radio Saxon” di Novi Ligure e “Radio Elle” di Chieti. Le radio di Napoli che vengono chiuse sono: “Radio Napoli City”, “Radio Antenna Capri”, “Radio Napoli Prima” e “Radio Elle”. Per queste informazioni cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., pp. 47-49.

²¹⁷ Cfr. S. Saviane, *Quello lì ha le onde corte*, in “L'Espresso”, 27 Giugno 1976.

²¹⁸ Cfr. T. Malaspina, *Dieci, venti, cento, mille canali*, in “L'Espresso”, 1 febbraio 1976.

²¹⁹ In particolare, la sentenza dichiara “l'illegittimità costituzionale degli artt. 1, 2 e 45 della legge [di Riforma della Rai] nella parte in cui non sono consentiti, l'installazione e l'esercizio di impianti di diffusione radiofonica e televisiva via etere di portata non eccedente l'ambito locale”. Cfr. Corte Costituzionale, Sentenza n. 202/1976 del 28 luglio 1976.

²²⁰ Sulla sentenza cfr. E. Cheli, *Verso un nuovo assetto generale del nostro sistema di informazione*, in “Problemi dell'informazione”, anno I, n. 4, ottobre-dicembre 1976, pp. 531-540, R. Zaccaria, *Radiotelevisione e costituzione*, cit., pp. 101-110, F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., p. 391-395, A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 51, E. Menduni, *La radio*

sentenza gli articoli della legge violavano l'articolo 3 della Costituzione poiché “esiste per le trasmissioni su scala locale via etere una disponibilità sufficiente a consentire la libertà di iniziativa privata senza pericolo di monopoli od oligopoli privati, dato anche il costo non rilevante degli impianti, cosicché il non consentirla [...] implica violazione del principio di uguaglianza”; inoltre era in contraddizione anche con l'articolo 21 in quanto “esclusa la possibilità di monopoli ed oligopoli per le trasmissioni su scala locale, viene meno l'unico motivo che per queste ultime trasmissioni possa giustificare quella grave compressione del fondamentale principio di libertà, [...] che anche un monopolio di Stato necessariamente comporta”²²¹. Tale sentenza contribuiva in maniera definitiva all'affermazione delle radio libere e private. Era un pronunciamento che “muove dalla constatazione che spetta al privato un vero e proprio diritto soggettivo all'utilizzazione dell'etere in sede locale”²²², riconoscendo la libertà dei singoli individui di poter disporre di un'apparecchiatura per poter esprimere le proprie idee. Come nel caso delle sentenze del 1974, la sentenza n. 202 rinviava al legislatore alcune questioni da disciplinare²²³ per il rilascio delle autorizzazioni da concedere per lo svolgimento dell'attività di trasmissione, che tuttavia non saranno recepite e determineranno nel periodo successivo la proliferazione di migliaia di emittenti locali. Dopo questa sentenza il numero di emittenti conosce una continua espansione: come dato indicativo della dimensione del fenomeno è stato calcolato che nel corso del 1977 le emittenti censite passano da 1000 a oltre 1500, una quantità destinata a crescere ancora nella fase successiva²²⁴. A testimonianza di quanto tale sentenza scardinasse in profondità il sistema radiofonico in Italia, si leggano le dichiarazioni del Presidente della Rai

nell'era della tv, cit., p. 40 e D. Forgacs, *L'industrializzazione della cultura italiana (1880-2000)*, cit., pp. 219-220.

²²¹ Cfr. Corte Costituzionale, Sentenza n. 202 del 28 luglio 1976.

²²² Cfr. E. Cheli, *Verso un nuovo assetto generale del nostro sistema di informazione*, in “Problemi dell'informazione”, anno I, n. 4, ottobre-dicembre 1976, p. 537.

²²³ Le questioni da definire richiamate dalla Corte sono: a) i requisiti personali del titolare dell'autorizzazione e dei suoi collaboratori; b) le caratteristiche tecniche degli impianti con specificazione delle frequenze e dei canali utilizzabili; c) la definizione della sfera “locale”, da “agganciare a ragionevoli parametri di ordine geografico, civico, socio-economico, che consentano di circoscrivere una limitata zona di utenza; d) l'adozione di accorgimenti tecnici per evitare disturbi al servizio statale e garantire l'esercizio concorrente da parte di tutti i soggetti autorizzati; e) limiti temporali alla pubblicità; f) l'individuazione di condizioni per evitare sconfinamenti dell'ambito locale e forme di concentrazione o situazioni di monopolio o oligopolio; per questi aspetti cfr. E. Cheli, *Verso un nuovo assetto generale del nostro sistema di informazione*, in “Problemi dell'informazione”, cit., p. 538.

²²⁴ Secondo un'indagine realizzata dalla Rai il numero di emittenti cresce progressivamente passando dalle 2686 alla fine del 1978 alle 3275 alla fine del 1979. Le cifre qui indicate rappresentano un indice approssimativo, a causa dell'impossibilità di determinare con precisione le stazioni che trasmettevano con continuità. Per questi dati cfr. G. Iozzia, *Il “caso” italiano: aspetti e problemi dell'emittenza radiofonica privata*, in *Informazione Radio Tv*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979, p. 34.

Finocchiaro in merito all'intera vicenda. In un'intervista rilasciata a Paolo Mieli per "L'Espresso", Finocchiaro commentava così la liberalizzazione dell'etere: "Se la libertà è libertà di accesso al mezzo radiotelevisivo, ce ne sarà di meno e non di più. Nella Rai riformata il diritto d'accesso era garantito e sorvegliato dal Parlamento; adesso le onde saranno a disposizione di pochi e di ricchi...". Dopo che l'interlocutore aveva fatto notare al Presidente della Rai come in questa fase erano soprattutto i piccoli gruppi a possedere una radio, il presidente della Rai rispondeva che questo non rappresentava la garanzia per un uso più appropriato del mezzo radiofonico affermando che "una volta che la Rai avesse creato le radio locali ne avrebbe messo una parte a disposizione di questi gruppi, un'altra a disposizione delle Regioni, un'altra ancora a disposizione di istituti culturali autonomi. Il tutto ben pianificato e politicamente controllato. Non come è adesso che le onde sono a disposizione di chi se ne appropria". Nel corso della stessa intervista Finocchiaro ipotizzava inoltre un decentramento da attuare in breve tempo: "prestissimo cominceremo a trasmettere programmi regionali su un terzo canale e presto questo canale funzionerà come gli altri due a tempo pieno. Tra pochi mesi ogni regione avrà i suoi programmi radiofonici [...]"²²⁵. Alcuni enti locali, nella fase immediatamente precedente alla pronuncia della Corte Costituzionale, utilizzano gli spazi lasciati aperti dall'ambiguità della legislazione vigente per dotarsi di propri strumenti di servizio pubblico e d'informazione locale. È il caso ad esempio del CICoM (Centro per l'informazione e le comunicazioni di massa) di Perugia, una associazione di proprietà della Regione Umbria, della Provincia e del Comune di Perugia che dall'aprile del 1976 inaugura le trasmissioni della sua stazione radiofonica "Radio Umbria". Era il primo caso in cui un ente locale come la Regione, dopo l'istituzione delle Regioni nel 1970, si dotava di un proprio mezzo di comunicazione e da questo punto di vista rappresentava un precedente significativo²²⁶.

Se in Italia la sentenza della Corte Costituzionale del luglio del 1976 costituisce una tappa fondamentale nella storia dell'emittenza libera e privata, in Francia, a partire dalla primavera del 1977, sarà lanciato un movimento con l'obiettivo dichiarato di far cadere il monopolio statale sulle radiodiffusioni. È qui necessario un primo confronto rispetto alla nascita e alle fasi di sviluppo del fenomeno della radiofonia privata nei

²²⁵ L'intervista è tratta dall'articolo di P. Mieli, *Video anch'io!*, in "L'Espresso", 18 Luglio 1976.

due Paesi: in Italia, come abbiamo visto, l'anno di nascita di queste esperienze radiofoniche è il 1975, quando centinaia di emittenti iniziano a trasmettere sotto l'impulso di giornalisti, imprenditori, gruppi politici, studenti e giovani per reclamare la possibilità di esprimersi, di ascoltare musica differente, di parlare con gli ascoltatori attraverso l'uso del telefono e più in generale di offrire una diversa modalità di gestione della radio. Ciò avviene tuttavia nello stesso periodo in cui viene approvata la legge di riforma della Rai con l'obiettivo di offrire un maggior accesso, un maggior pluralismo ed il decentramento dell'informazione. Al contrario in Francia il tema delle *radios libres* sarà introdotto nel dibattito pubblico dalla vicenda di una singola emittente, in un momento in cui il tema del monopolio e della gestione politica dei canali di comunicazione costituiva un aspetto non secondario della discussione tra le varie forze politiche.

I.5 Da “Radio Verte” alle *radios pirates*

I. 5.1 Il caso mediatico di “Radio Verte”

In Francia il fenomeno delle radio libere, nelle sue manifestazioni iniziali, non ha la consistenza numerica di quello italiano e compare circa due anni più tardi, quando nella primavera del 1977 viene lanciata “Radio Verte”, inaugurando di fatto il movimento delle *radios libres* o *radios pirates*. Diversi studiosi hanno definito il movimento francese, almeno nelle sue prime fasi, un fenomeno di cui si parlava più di quanto effettivamente si ascoltassero le radio²²⁷. È una considerazione che ha il suo fondamento nella grande copertura mediatica, in primo luogo della stampa quotidiana e periodica ricevuta nella prima fase da “Radio Verte”, superiore rispetto alla scarsa frequenza con cui venivano effettivamente trasmessi i programmi. L'attenzione e la curiosità suscitate da questa stazione nella stampa quotidiana riflettono un interesse crescente nei confronti di una radio che si definiva indipendente rispetto alla gestione del governo o ad un suo controllo seppure indiretto, come nel caso delle emittenti

²²⁶ Cfr. F. Siliato, *L'antenna dei padroni. Radiotelevisione e sistema dell'informazione*, Mazzotta, Milano 1977, p. 112 e per la prima comparsa del progetto cfr. ancora l'articolo di M. Luzzatto Fegiz, *E' scoppiato il boom delle “radio libere”*, in “Il Corriere della sera”, 23 luglio 1975.

²²⁷ Cfr. P. Albert e A.-J. Tudesq, *Histoire de la radio-télévision*, cit. , p. 133, C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome III 1974-2000, cit. , pp. 37-39 e T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., p.66.

“periferiche”. Rispetto agli esordi delle radio libere in Italia, la differenza non consiste soltanto in un dato cronologico: in Italia si può parlare di un fenomeno numericamente più consistente e all’interno del quale svolgono un ruolo significativo le radio cosiddette “di movimento”, più legate ai gruppi della sinistra extraparlamentare. Tuttavia, si è visto come nel caso di “Radio Parma” o di “Radio Milano International”, la matrice politica non era esplicita e la creazione della radio rispondeva ad un bisogno di informazione locale e di programmi di evasione, mostrando la complessità di inquadrare questa crescita soltanto nell’ottica delle radio politiche. Inoltre le radio italiane valutano fin da subito la possibilità di strutturare dei palinsesti definiti e prevedono lunghe ore di diretta quotidiana, che anche se non coprono per intero le 24 ore giornaliere, garantiscono una discreta fascia oraria dedicata ai programmi in diretta. In Francia il tema della contestazione al monopolio costituisce uno dei principali obiettivi della polemica condotta dagli animatori delle prime *radios libres*. Tuttavia, il mondo politico, a parte qualche eccezione, sembra piuttosto deciso a confermare il monopolio e a lasciare poco spazio a tentativi che nascono al di fuori del controllo statale. L’influenza esercitata dal modello italiano, le cui caratteristiche principali sono individuate da Daniel Lesueur nella rapidità e nell’efficacia nel porre fine al monopolio, rappresentano uno stimolo significativo per il nascente movimento francese²²⁸. In particolare quello che affascinava dell’esperienza italiana era la capacità di aver creato un’alternativa al servizio pubblico attraverso delle radio che erano espressione di realtà locali con informazioni sulla vita quotidiana dei quartieri e dei piccoli centri. Ulteriori elementi di interesse venivano individuati nella possibilità di creare delle radio commerciali con programmi di sola musica e di realizzare radio come strumenti di propaganda per minoranze politiche, sociali e culturali²²⁹. La rivista “Interférences” dedica diverso spazio a quanto avviene in Italia nella primavera-estate del 1976, auspicando la possibilità di un cambiamento del quadro giuridico anche in Francia²³⁰. È in questo clima che si preparano i primi tentativi di radio libere destinati a porre al centro del dibattito pubblico il tema della libertà di antenna.

L’attenzione mediatica che suscita l’esordio di “Radio Verte” è in parte dovuta alla vetrina televisiva che contraddistingue la prima trasmissione. Il 20 marzo 1977, nel

²²⁸ D. Lesueur, *Pirates des ondes*, cit., pp. 29-35.

²²⁹ Cfr. in particolare l’articolo di G. Agus, *Et la guerre des ondes fut déclarée...*, in “Télérama”, n° 1421, 20 avril 1977.

corso di una serata elettorale organizzata per commentare i risultati del secondo turno delle elezioni municipali, Brice Lalonde portavoce del movimento ecologista “Amis de la Terre”, che ha ottenuto circa il 10% dei consensi con la lista “Paris-Ecologie”, dagli schermi di TF1 mostra una radiolina che trasmette un programma di “Radio Verte” generando una certa sorpresa tanto tra gli uomini politici, che tra gli stessi giornalisti presenti sul posto. Tra lo stupore generale, nessuno si accorge che Lalonde ha un collaboratore tra il pubblico, che al momento convenuto ha azionato un registratore, collegato ad un trasmettitore in modulazione di frequenza di debole potenza, ed ha permesso l’ascolto di qualche secondo di trasmissione. Il collaboratore di Brice Lalonde è Antoine Lefébure, il direttore di “Interférences”, che abbiamo visto tra i più attivi contestatori del monopolio. Lalonde dichiara che il movimento di cui è il portavoce sta progettando di costituire tante piccole radio di quartiere per dare la possibilità di esprimersi ai cittadini. Lo stupore negli ambienti politici e della comunicazione per l’evento è testimoniato dal grande numero di quotidiani che nei giorni successivi si incarica di far luce sugli obiettivi di Radio Verte. La pubblicità ottenuta da questa iniziativa è notevole in quanto in quella serata assistono alla trasmissione elettorale circa 15 milioni di telespettatori, dunque un bacino di utenza e una cassa di risonanza significativi²³¹.

I.5.2 Radios vertes o radios de quartier?

L’origine della vicenda di “Radio Verte” era legato all’incontro tra i militanti ecologisti della sezione degli “Amis de la Terre” di Parigi e la redazione della rivista “Interférences” che era avvenuto nei mesi precedenti. Brice Lalonde e Antoine Lefébure si accordano per condividere un progetto di creazione di radio di quartiere. Dopo aver annunciato la futura costituzione di numerose radio di quartiere, che avrebbero trasmesso in modulazione di frequenza sugli 89 MHz, in una lunghezza d’onda a metà tra France - Inter e FIP (France Inter Paris)²³², attraverso la stampa i militanti ecologisti spiegavano il carattere e la tipologia delle nuove emittenti:

²³⁰ Cfr. A. Lefébure, *Expériences italiennes*, in “Interférences”, n. 4, février 1976, pp. 14-15 e E.W. , *Radios: è pericoloso sporgersi*, in “Interférences”, n. 5-6, octobre 1976, pp. 22-23.

²³¹ Per una descrizione accurata dell’episodio cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit. , pp. 64-65 e A. Cojean e F. Eskenazi, *FM. La folle histoire des radios libres*, Grasset, Paris 1986, pp. 9-11.

²³² Cfr. *Une radio «verte»*, in “Le Matin de Paris”, 18 mars 1977 e T. Haupais, *Des radios vertes dans les quartiers de Paris*, in “Libération”, 18 mars 1977.

“Au départ, les émissions ne dureront que deux heures (18-20h) et, dans la première phase, elles ne seront pas diffusées en direct mais enregistrées par précaution une demi-heure auparavant. Quant aux programmes musicaux, au début, ils seront relativement réduits et essentiellement constitués par des disques ou des musiques occultés. Toutes les activités de fête, ou interventions sur les quartiers seront également enregistrées”. Si ipotizzava un radio capace di trasmettere informazioni locali, legate alla vita dei quartieri: si trattava di notizie “concernant les gens du quartier, [...] des informations qui rapporteront aussi bien les expulsions que les prix des légumes sur les marchés, les accidents des deux roues, et bien sûr l’information nationale, laquelle sera abordée sous l’angle écologiste”²³³.

Nel frattempo la redazione della rivista “Interférences” aveva subito dei mutamenti nella sua composizione: dopo l’abbandono del progetto da parte di Jean Luc Couron, nuovi protagonisti erano entrati a far parte di quella che sarà definita da alcuni la “bande à Lefébure”. Antoine Harstein, un laureato in lingue orientali interessato alla comunicazione sociale e Albino Pedroia, un giovane ingegnere ticinese, studente di storia all’Università di Paris VIII e collaboratore delle riviste italiane “Mille Canali” e “Altri Media”. Tra i nuovi collaboratori si registravano anche le presenze di due ingegneri elettronici, Sylvain Anichini e Jean Luc Sendowski che si riveleranno fondamentali nella costruzione delle prime apparecchiature, oltre ad un conoscitore di radio *offshore* come Francis Mandin. Infine, si erano uniti alla redazione anche esponenti del mondo radiofonico “ufficiale”: Jean-Marc Fombonne e Andrew Orr, che lavoravano presso l’ACR (Atelier de création radiophonique) di France Culture e Jean-Pierre Imbach, collaboratore di RTL nelle trasmissioni mattutine del week end. In seno alla redazione della rivista e attorno alla figura di Lefébure si faceva strada una nuova concezione della radio locale che non sembrava corrispondere agli obiettivi dei militanti di “Amis de la Terre”, prefigurando fin da subito dei futuri momenti di divergenza sul ruolo e l’utilizzo della radio. Nell’editoriale del numero di giugno 1977 della rivista, redatto probabilmente nel periodo di aprile-maggio, in piena fase di lancio di “Radio Verte”, si leggeva:

“[...]. Si la radio de quartier, ou radio locale, est un moyen plus adéquat à cette époque en ce qu’elle est à la fois dialogue (ce qui détruit [...] la linéarité des medias) et faible surface couverte (ce qui empêche tout monopole), le fait qu’elle démarre sous les auspices

²³³ Per queste citazioni si veda T. Haupais, *Mini-radios de quartier à Paris*, in “Liberation”, 19-20 mars 1977.

du vert écologique ne garantit pas son avenir. Il s'agit d'ailleurs, en l'occurrence d'une extension du domaine de l'écologie, l'autonomie des individus relevant d'une problématique bien plus vaste et fondamentale à laquelle l'écologie se rallie plutôt qu'elle la contient. Une radio locale doit conquérir sa liberté par la contemporanéité de son contenu si elle veut ne pas être réduite à devenir une simple radio privée qui dès lors pourrait être soutenue par une presse régionale, pour la meilleure satisfaction de tous les profits. Est-ce que la radio de quartier s'approchera davantage de la réalité de la communication des liens sociaux? Saura-t-elle être attentive à tout ce qui échappe à la massification? Car il ne faut pas s'enthousiasmer naïvement sur les futurs petits émetteurs de quartier en s'imaginant qu'accéder à un nouveau moyen d'expression développe le contenu comme par enchantement. Autant de questions qui trouveront l'occasion de se poser dans les expériences à venir.[...]»²³⁴.

Grazie alla stampa veniva diffuso anche il contenuto del primo programma trasmesso da Radio Verte:

“Fermez les yeux. Imaginez que la vacarme de la rue s'arrête...La Tour Montparnasse, les embouteillages, les cars de la police, la peur, la fatigue dans l'escalier, l'eau croupie du robinet n'existent plus. Ouvrez un œil...Chirac est à Paris. SAC, tiroirs-caisses, impôts, Sheraton, Jacques Borel, matraques, centrales nucléaires, klaxon, Sardou, baignoies. [...]. Et maintenant, ouvrez vos oreilles : des radios de quartier, des radios vertes donnant des informations locales et des discours nouveaux, vous entendrez tout ce qui ne passe jamais sur les ondes officielles. Á bientôt!”²³⁵.

Una commissione “audiovisiva” era stata costituita nel gruppo ecologista degli “Amis de la Terre” e aveva elaborato un progetto di comunicazione che il quotidiano “Libération” enunciava con estrema chiarezza:

“Il ne s'agit pas d'assurer le parcours de l'information du sommet à la base , mais de donner aux gens les moyens de prendre en charge de manière autonome une information locale, d'exprimer leurs désirs , de diffuser leurs musiques, tous ce que les grands médias ne font pas car ils sont structurés comme lieux d'une parole unique et centralisée qui prétend s'adresser à tout le monde, mais en fait ne touche personne. Il faut au contraire, des radios à visage humain, réellement branchées sur la vie des quartiers, favorisant un regain de vie et d'initiative locale”²³⁶.

Per quanto riguardava le scelte musicali, alcuni animatori della radio intervistati mostravano di voler lasciare spazio alla musica trascurata dai canali ufficiali dimostrando la propria volontà di innovare anche sul piano dei contenuti musicali:

²³⁴ *Éditorial*, in “Interférences”, n. 7, juin 1977, p. 3.

²³⁵ *La première émission de Radio Verte*, in “Libération”, 22 mars 1977.

“pour l’accompagnement musical on fera appel à tout ce qui existe comme ressources qui ne sont pas actuellement exploitées par les grandes maisons de disques: bandes son de groupes folkloriques ne cherchant pas à se vendre ou de formations qui n’ont pas encore enregistré de disques, ou encore des gens qui veulent une musique «différente»”²³⁷.

Gli scopi che si prefiggevano gli animatori dell’emittente prefiguravano la volontà di utilizzare la radio per permettere ai cittadini dei quartieri di Parigi di essere protagonisti in prima persona della comunicazione, oltre che quella di intrattenere un rapporto diverso con l’informazione a partire da fonti differenti rispetto a quelle tradizionali: “Nous estimons qu’il nous faut au moins 120 heures de travail pour une heure d’émission [...]. Nous voulons que les gens d’un quartier puissent prendre en main leur information. En province cela se fait sur la place du village, au café ou au marché. À Paris, chacun est isolé chez soi. [...]”²³⁸.

Il problema principale che si presentava al gruppo riunito attorno al progetto di “Radio Verte” era costituito, come da anni ormai denunciava la rivista “Interférences”, dalla situazione legislativa imposta dal monopolio. Infatti Radio Verte si poneva volontariamente come emittente illegale che trasmetteva al di fuori del controllo statale. È per questo che alcuni rappresentanti del movimento ecologista, attraverso una lettera inviata dall’avvocato Christian Huglo, avevano richiesto al Primo ministro, al Ministero delle Poste e Telecomunicazioni e a Télédiffusion de France una deroga al monopolio, in base ad un articolo della legge del 3 luglio 1972 che prevedeva tale possibilità. Nella lettera si precisava che l’iniziativa non aveva alcuna volontà di creare una situazione che avrebbe permesso l’invasione delle frequenze da parte di radio commerciali, né tantomeno di disturbare le radio già esistenti. Inoltre si illustravano le possibilità offerte dal tipo di trasmissioni che “Radio Verte” aveva intenzione di diffondere:

“[...] 1) établir un auxiliaire du service public d’information ayant uniquement pour but de favoriser le mieux vivre, la libre circulation des idées pour les habitants du quartier, sur les thèmes de l’emploi, de la santé, de l’entraide et de l’écologie; 2) [...] faire revivre la vie de quartier et d’intéresser les habitants à leurs problèmes; 3) [...] promouvoir les élans créateurs se démarquant du système commercial et encourager la réouverture des lieux de

²³⁶ Per la trascrizione della prima emissione di “Radio Verte” cfr. C. Caron, *La radio pirate des écologistes émettra à Paris le 7 avril*, in “France Soir”, 23 mars 1977 e *La première émission de Radio Verte*, in “Libération”, 22 mars 1977.

²³⁷ *Ibidem*.

²³⁸ Per questa e per le citazioni precedenti cfr. C. Caron, *Radio-Verte: les écologistes voudraient une autorisation légale*, in “France Soir”, 24 mars 1977.

rencontre pour tous sans aucune exception; 4) une occasion de réflexion, de recherche, sur les propositions, applications possibles de l'écologie; 5) rompre avant tout l'isolement et la séparation qui caractérisent les rapports qu'ont les hommes avec leur environnement immédiat”²³⁹.

Nonostante il progetto esprimesse la volontà di permettere agli abitanti dei vari quartieri di Parigi di discutere e parlare tra loro delle questioni riguardanti il loro ambiente di vita senza porsi in concorrenza con i canali pubblici, la risposta fornita da TDF il 6 aprile del 1977 sarebbe stata negativa. Infatti, pur ammettendo che la legge del 1972 prevedeva la possibilità di concessioni di deroghe al monopolio, TDF sosteneva che le condizioni di autorizzazione dovevano essere concesse per decreto, un decreto che fino a quel momento non era stato pubblicato. Così “aucun texte n'étant paru, il n'est pas possible de [se] prononcer sur [cette] demande”²⁴⁰.

Davanti agli annunci della stampa e a quelli dei militanti ecologisti rispetto alla futura e prossima inaugurazione di “Radio Verte”, le autorità predisponavano delle soluzioni per contrastare le trasmissioni “pirata”. In una lettera indirizzata da Jean Autin, presidente di Télédiffusion de France, al Primo Ministro Raymond Barre si specificava che una forma di contrasto alle attività illegali era stata preparata ed avrebbe garantito il rispetto del monopolio. Infatti “deux équipes d'écoute sont mises en place, chaque jour entre 15 h et 23 h (12 h à 23 h les samedis et dimanches), en deux endroits de l'agglomération parisienne. En cas de repérage d'émissions anormales, nous avons la possibilité de neutraliser la réception des programmes correspondants par la mise en œuvre simultanée de quatre émetteurs indépendants. [...]. On peut penser que le dispositif mis en place à Paris, en raison de la qualification des spécialistes mobilisés et de l'importance des moyen matériels mis en œuvre, peut atteindre une certaine efficacité”²⁴¹.

Secondo il quotidiano “Rouge”, la radio avrebbe trasmesso programmi di circa due ore articolati in due differenti sezioni: da un lato delle informazioni riguardanti i quartieri dove si trovava una trasmittente; dall'altro una parte dedicata all'interazione

²³⁹ Il contenuto della lettera è riportato in maniera pressoché integrale in T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., pp. 68-69.

²⁴⁰ Cfr. A. Cojean e F. Eskenazi, *FM. La folle histoire des radio libres*, Grasset, Paris 1986, p. 20 e T. Lefebvre, *Les toutes premières émissions de Radio Verte*, in “Cahiers d'histoire de la radiodiffusion, L'année radiophonique 1977”, n. 94, octobre-décembre 2007, p. 108.

²⁴¹ Cfr. CAC, site de Fontainebleau, vèrsément n. 19920382 (sous dérogation concèssa il 17 giugno 2010), art. 2, *Développement des radios locales privées (radios libres, radios pirates): réglementation, publicité 1974-1978*.

con gli ascoltatori attraverso il telefono, insistendo su tematiche inedite o comunque poco considerate dai media tradizionali come i movimenti femministi e i sindacati:

“[...] tel groupe femme pourra informer les «auditeurs» sur la contraception, ou encore telle union locale CGT ou CFDT aura la possibilité de donner de cours de droit du travail par transistor interposé. Afin de favoriser cette solidarité [...] les «Amis de la Terre» prévoient l’installation d’un central téléphonique dans chaque quartier [...] permettant à chaque habitant de passer des annonces”²⁴².

Tuttavia, a causa di difficoltà organizzative, l’inizio della programmazione è rinviato per un lungo periodo. L’importanza del ruolo che si appresta a svolgere questa emittente era sottolineata ancora in un fase di assoluta preparazione. Jean-Claude Longin sulle pagine del “Quotidien de Paris” illustrava come la volontà del gruppo di “Radio Verte” fosse quella di sfruttare la radio come mezzo di comunicazione democratico, concepito per un piccolo gruppo, rifiutando la nozione di grande trasmettitore che rendeva gli ascoltatori passivi:

“Les écologistes veulent avant tout revenir à la notion de petit groupe, seul milieu possible à la communication, au dialogue, et favorable à l’existence individuelle. Interdisant l’image du chef, du «père», c’est un retour à l’Agora, au débat-conversation, en opposition catégorique avec la dimension dangereuse de l’orateur, tombant dans la rhétorique et les travers du comédien, privilégiant la forme devant le fond [...]. Au contraire la radio, selon les écologistes, conçue pour un petit groupe par un petit groupe, retrouve les vertus premières d’un moyen de communication démocratique. Elle revient au but premier de son invention: communiquer entre deux personnes, entre deux groupes. Elle rejette catégoriquement la notion de grand émetteur diffusant un propos unilatéral pour des auditeurs passifs et serviles”.

Per questi motivi “les auditeurs de Radio-Ecologie [in realtà Radio Verte] fabriquent eux-mêmes ou peuvent fabriquer leurs programmes. Si leur radio existe ce qu’ils en ont le désir profond. Ce n’est plus le média qui a créé le besoin. Ils en sont donc les responsables entiers. Ces bases établies [Radio Verte] sera une radio «non polluante» psychologiquement”²⁴³. La radio veniva vista in questa ottica come il mezzo di comunicazione capace di invertire i ruoli e trasformare gli ascoltatori in protagonisti attivi della comunicazione.

²⁴² Cfr. D. Caron, *Radio-Verte: jour J-9*, in “Rouge”, 30 mars 1977.

²⁴³ J.-C. Longin, *Le départ de Radio-Ecologie est prévu pour cette semaine*, in “Le Quotidien de Paris”, 18 avril 1977.

Il quotidiano “Libération” precisava con maggiore chiarezza lo scopo dell’iniziativa, evidenziando le difficoltà che potevano nascere in mancanza di conoscenze tecniche. La spontaneità delle iniziative che cercavano di documentare la vita di un quartiere si scontrava con l’insufficienza delle apparecchiature utilizzate:

“Le projet se fonde sur une politique des programmes qui soient en rupture complète avec ce qu’on peut entendre aujourd’hui. [...]. Il faut tenir compte [...] des habitudes inconscientes d’un auditoire habitué à un certain type d’écoute qui ne doit pas être bouleversé du jour au lendemain. [...]. Il y a aussi un vaste travail d’animation à accomplir. Certains groups de quartier sont plus actifs que d’autres. Bien des gens, au départ, se sont heurtés aux difficultés techniques. On prête un magnétophone à un groupe de quartier. [...]. Trois jours après, on écoute les premiers résultats, plusieurs heures de bande. Volume d’enregistrement trop élevé. Impassable à l’antenne. Tout est à refaire. Pour tenir le délais, un noyau de personne se consacre à temps complet à la mise en onde d’une première tranche de programme de 15 fois 35 minutes qui inclura les matériaux enregistrés par les groupes de quartier”²⁴⁴.

Dopo alcuni mesi di preparazione la prima trasmissione di “Radio Verte” ha luogo il 13 maggio 1977. Dall’appartamento dello scrittore Jean-Edern Hallier, situato a Parigi in Place des Vosges, viene trasmesso un programma in modulazione di frequenza sui 92 mhz. Per sfuggire ad eventuali interferenze da parte del servizio di Télédiffusion de France nell’ultima riunione preparatoria era stato deciso di anticipare la data della trasmissione dal 16 al 13 maggio²⁴⁵ e di utilizzare l’appartamento di Jean-Edern Hallier invece che la sede del “Nouvel Observateur”, luogo scelto in un primo momento grazie ai buoni rapporti tra Lefébure e il proprietario del settimanale Claude Perdriel²⁴⁶. La trasmissione preregistrata, della durata di circa 35 minuti, viene introdotta dalla sigla dei “Français parlent aux Français”, l’appuntamento della Francia libera sulla BBC durante la Seconda Guerra Mondiale. Successivamente si ascolta una voce femminile, alternata con la voce maschile di Antoine Lefébure:

²⁴⁴ Cfr. *Comment se prépare l’opération «radios vertes»*, in “Libération”, 22 avril 1977.

²⁴⁵ Per un resoconto del dibattito interno al collettivo di Radio Verte che ha determinato l’anticipo delle trasmissioni cfr. *Collectif Radio Verte, Jour J: 37 minutes d’émission*, in “Libération”, 16 mai 1977.

²⁴⁶ Cfr. T. Lefebvre, *Les toutes premières émissions de Radio Verte*, in “Cahiers d’histoire de la radiodiffusion, L’année radiophonique 1977”, cit., p. 109.

V.F.: “18h-18h30”; A. L.: “Réflexion faite: 19h-19h30”; V.F.: “Radio Verte, radio de quartier 89 MHz”; A.L. “Radio Verte 89 MHz”. Successivamente si può ascoltare la voce femminile che riprende:

“ Radio Verte, première diffusion, émission manifeste [...] Radio verte, radio pirate, quelle fréquence, quelle longueur d’onde, quoi dans les émissions, quand et où, pour dire quoi? Pour dire autre chose [...]”.

Ancora la voce di Lefébure, che invita a cambiare la frequenza in caso di mancato ascolto:

“Radio Verte 89 MHz. On peut changer la fréquence en une demi-heure. C’est-à-dire que si on voit à 6h30 qu’ils sont sur 89 MHz, en une demi-heure, pincés coupantes, tournevis et crac!, on change de fréquence. En cas de brouillage, cherchez-nous sur une autre fréquence”²⁴⁷.

Durante i trentacinque minuti di questa prima trasmissione-manifesto la radio aveva inoltre diffuso delle dichiarazioni di Valéry Giscard d’Estaing sulla libertà di informazione, un colorito scambio fuori onda tra Léon Zitrone, animatore di RTL e un’ascoltatrice, infine alcuni interventi di Antoine Lefébure, Brice Lalonde, Jean-Marie Benoist e del giornalista del quotidiano “Le Monde” Pierre Viansson-Ponté²⁴⁸. Di particolare interesse alcuni frammenti della trasmissione inerenti il significato del progetto della radio. Secondo Lefébure “il s’agit de redonner à cette notion de service public son véritable sens et aussi à éviter de servir de poisson-pilote à toute une série de puissances financières et de puissances d’argente qui n’attendent qu’un chose, c’est que le monopole saute, pour monter une série de radios locales financées par les publicités, qui, avec le soutien de la presse régionale dans la plupart des régions et des grandes villes de province, peuvent être un affaire extrêmement rentable qui n’apportera strictement rien de nouveau au public et strictement rien d’intéressant”. Per il giornalista Viansson-Ponté, questo tipo di radio “ce n’est pas seulement un outil de parole pour ajouter des paroles à d’autres paroles. [...]. C’est aussi un outil pour faire des choses, c’est-à-dire pour persuader les gens de prendre des initiatives, de sortir de rails pour de très petites choses”. Nelle parole di Brice Lalonde si spiegava perché le *radios vertes* dovevano differenziarsi dalle radio tradizionali

²⁴⁷ La trascrizione di questa trasmissione è riportata fedelmente in T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., pp.72-73, cfr. anche l’articolo *La première émission de Radio Verte*, in “La Tribune de Paris”, 23 mai 1977. Una parte di questa trasmissione è ascoltabile anche nel disco di R. Adaridi e C. Bourseiller, *Le Disque des radios libres*, I, Paris, senza data [risalente al 1991]. Inoltre è stato possibile ascoltare questa trasmissione attraverso la consultazione dell’archivio privato di Joelle Girard in, Antoine Lefébure, Radio Verte, *émissions 1977*, archive Girard.

trasmittendo per brevi periodi, per contrastare la tendenza a vivere la radio come un sottofondo musicale *non stop* che non favoriva i rapporti tra gli individui: “[...] on s’aperçoit que dans beaucoup de foyers, pour pallier l’isolement qui est dû à notre société, les gens mettent la radio non-stop, à partir du moment où ils se lèvent jusqu’au moment où ils s’endorment. Et c’est une catastrophe, parce que le bavardage incessant, ou même le bruit de fond devient un substitut aux relations humaines. Les radios vertes donc, c’est important, ne doivent pas émettre en continu. Elles doivent favoriser les rapprochements entre les personnes, le rapprochement physique. [...]”²⁴⁹.

La stampa si interrogava cercando di chiarire il significato e le conseguenze a lungo e a medio termine che questa iniziativa rischiava di avere sul sistema delle comunicazioni di massa in Francia, poiché metteva direttamente in discussione il monopolio²⁵⁰. Anche lo Stato interveniva sul tema delle *radios vertes* attraverso le parole del Presidente Generale di TDF, l’organo incaricato di far rispettare il monopolio sulle radiodiffusioni. In un’intervista rilasciata il 16 maggio a André Lemas nell’ambito del programma “Inter 13”, diffuso su France-Inter, Jean Autin si esprimeva in questi termini in merito alle prime trasmissioni di “Radio Verte”: “Il s’agit, indiscutablement, d’émissions pirates, mais il s’agit d’émissions qui, à ce que je sais, ne sont pas techniquement décelables. Voilà des semaines, des mois, que les écologistes nous laissent entendre qu’on va entendre ce qu’on va entendre et qu’on va savoir de quoi il s’agit. Puis, nous restons tous sur notre faim. En fait, je crains (je le dis avec beaucoup d’humour parce que c’est ainsi qu’il faut prendre les choses et ne pas donner de gravité à ce qui n’est pas, au fond, très grave, mais il faut être sérieux) que nous n’assistions là à une vaste opération d’intoxication, purement et simplement”. Durante l’intervista Jean Autin aveva definito le *radios vertes* come “radios pirates” poiché “elles interviennent sans aucune autorisation, par conséquent en contradiction avec la loi, avec le monopole”. Successivamente indicando i rischi che a suo avviso avrebbero comportato queste trasmissioni sulle frequenze dei servizi pubblici come l’esercito, l’aviazione civile e le ambulanze, affermava che nel caso di

²⁴⁸ Cfr. *Radio-verte est née à Paris*, in “Libération”, 14 mai 1977.

²⁴⁹ Per queste citazioni cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit. , pp. 74-75 e R. Adaridi e C. Bourseiller, *Le Disque des radios libres*, cit.

nuove trasmissioni “pirata” TDF sarebbe intervenuta in maniera repressiva. Infine confermava che il monopolio doveva essere salvaguardato “dans l’intérêt supérieur de la nation et de tous les publics”²⁵¹. In occasione della seconda trasmissione di “Radio Verte”, annunciata per lo stesso 16 maggio alle ore 19, dopo pochi minuti il contenuto dei programmi veniva disturbato con un sibilo continuo dalle apparecchiature di TDF attraverso la tecnica del “brouillage”²⁵². Il giorno successivo un nuovo tentativo di trasmettere un programma di sola musica era disturbato in modo sistematico dopo appena un minuto, nonostante in questa occasione i responsabili di Radio Verte non avessero comunicato la data della trasmissione: “les censeurs ont réglé leur émetteur sur la longueur d’onde choisie – proche de FP – et envoyé leur terrible bourdonnement en un temps record: une minute”²⁵³. Dopo questa seconda esperienza negativa, gli animatori di Radio Verte decidono di interrompere i loro tentativi di trasmissioni “pirata”. Come riportato da “Le Nouvel Observateur” “Radio Verte est donc enterrée, mais le besoin reste là, réel, d’autres formes de communication. [...]. Grâce à l’expérience [...] de «Radio Verte», le débat sur la liberté des ondes a été ouvert et la création d’une Association pour la libération des ondes (ALO) est envisagée”²⁵⁴.

Del progetto di creazione di una associazione per la liberazione delle onde, che sarà formalmente costituita soltanto nel settembre 1977, si trova conferma in una nota del Ministero dell’Interno datata 27 maggio 1977. Nello stesso documento si riferisce che Brice Lalonde viene criticato dagli altri militanti ecologisti per non aver deciso in modo collettivo il giorno della prima trasmissione di “Radio Verte”, ma soprattutto per la presenza dello scrittore Jean-Edern Hallier, accusato di essere più interessato ad una propria pubblicità personale che non al progetto della radio²⁵⁵. In una lettera pubblicata sul quotidiano “Libération” alcuni giorni dopo la prima trasmissione, Brice Lalonde spiegava così le motivazioni che lo avevano condotto a partecipare al

²⁵⁰ In particolare cfr. *Les premiers «pirates vertes» sur les toits de Paris*, in “France Soir”, 16 mai 1977, F. Roland-Lévy, «*Ici Radio Verte sur 92 MHz*», in “Libération”, 16 mai 1977, *Les Français parlent aux Français*, in “Le Quotidien de Paris”, 17 mai 1977 e *Les printemps des radios vertes*, in “Le Point”, n. 243, 16 mai 1977.

²⁵¹ Una trascrizione integrale dell’intervista rilasciata da Jean Autin è presente presso il CAC di Fontainebleau, vésément n. 19920382 (sous dérogation concessa il 17 giugno 2011), art. 2, *Développement des radios locales privées (radios libres, radios pirates): réglementation, publicité 1974-1978*. È inoltre possibile ascoltare la registrazione consultando la trasmissione radiofonica *Les radios libres 1977-1981*, «L’Histoire en direct», France Culture, 3 novembre 1997.

²⁵² Per questo episodio cfr. «*Radio-Verte n’a pu se faire entendre*», in “Le Monde”, 18 mai 1977, *Les écologistes veulent négocier*, in “Le Matin de Paris”, 18 mai 1977 e «*Radio Verte: la seconde émission brouillée*», in “L’Aurore”, 17 mai 1977.

²⁵³ C.Q., *Radio-Verte prépare la riposte*, in “Le Matin de Paris”, 19 mai 1977.

²⁵⁴ Cfr. *Pas de créneau pour «Radio-Verte»*, in “Nouvel Observateur”, 23 mai 1977.

²⁵⁵ CAC, site de Fontainebleau, vésément 19810440, art. 25, *Radios libres: notes et presse 1977-1979*, fasc. Radio Verte.

programma a sorpresa di Radio Verte, senza averne discusso con il resto del gruppo ecologista, evidenziando anche le motivazioni del lancio della prima stazione “pirata” parigina:

“[...] Il s’agissait d’une répétition générale avant des émissions régulières. Dans mon esprit, une radio verte c’est une radio de quartier animée par la population du quartier. Nous n’en sommes pas là. En ce moment il y a conjonction momentanée d’une volonté politique – celle des écologistes et autres qui désirent libérer les relations de voisinage – et d’une passion celle de techniciens de télécommunications qui ont le matériel, l’expérience et l’envie nécessaires pour faire fonctionner des radios. Les techniciens ont toujours tendance à la technocratie. Par exemple je n’approuve pas la façon spectaculaire dont le projet est amorcé, ni ce qui apparaît comme des combines avec les médias. Il est clair que les écologistes n’ont pas l’intention de «couvrir» tout ce qui peut se produire, ni de laisser croire que les radios sont une panacée. [...]. M. Hallier a bien voulu prêter son appartement pour y placer l’émetteur. Jusqu’à présent c’est le seul rôle qu’il a joué. [...]. Les écologistes ne se jettent pas davantage dans les bras de M. Hallier que dans ceux de M. Chirac. [...]”²⁵⁶.

I.5.3 “Techniciens et écologistes”

Il contenuto delle trasmissioni realizzate era il prodotto di un lungo lavoro di preparazione che puntava a coniugare due diversi aspetti: da un lato diffondere alcune tematiche sollevate dagli ecologisti, dall’altra modificare il discorso radiofonico tradizionale, come rilevava un articolo apparso sulla rivista “Interférences”:

“Les programmes ne pouvaient pas se limiter strictement aux thèmes écologistes, quelque soit leur intérêt, mais affirmer une originalité propre en rompant avec le discours radiophonique traditionnel imprégné des consolations et des conseils de ceux qui ont «l’expérience», «le discours», le «bon sens». Ce n’est pas la couleur idéologique de ce «bon sens» qui fait problème, mais le principe même d’une radio pour assistés, d’une radio de consolation. Les programmes, nous le concevons comme une expression de ce qui fait la nouveauté de notre époque, nouveauté qui peut éclater grâce à la juxtaposition d’éléments, de musiques, de propos, dont l’importance apparaît surtout dans un télescopage qui révèle des liens internes profonds. La première émission n’est pas exemplaire, mais c’est une première approche d’un travail de montage et de mixage qui peut, s’il est fait avec intelligence sur de matériel sonore bien choisi, produire d’étonnants résultats. [...]”²⁵⁷.

²⁵⁶ B. Lalonde, *La volonté politique des écologistes et la passion des techniciens*, in “Libération”, 16 mai 1977.

²⁵⁷ *Programmes ou paroles sonores*, in “Interférences”, n. 7, juin 1977, p. 13.

Rompere il discorso radiofonico tradizionale segnava la volontà di innovare la pratica della comunicazione producendo dei programmi in grado di rappresentare una novità. Si cercava non soltanto un nuovo linguaggio, ma più in generale un nuovo modo di concepire la radio, affermando un'originalità di contenuti autonoma dalle tematiche più care agli ecologisti.

Sulla scelta di non riprendere le trasmissioni dopo gli attacchi repressivi subiti da TDF, pesavano oltre al comportamento delle autorità, anche le motivazioni ideologiche che avrebbero condotto alla separazione tra il gruppo ecologista degli "Amis de la Terre" e la redazione della rivista "Interférences", che costituiva anche il collettivo Radio Verte. Le divergenze tra il gruppo dei "techniciens" et "les écologistes" si erano acuite nel periodo compreso tra il marzo e il maggio del 1977, anche per le difficoltà di raccolta del materiale registrato dai vari comitati di quartiere che si erano mobilitati su questo progetto²⁵⁸. A conferma di queste difficoltà di comprensione e di una progressiva separazione tra gli obiettivi dei due gruppi, il collettivo Radio Verte, aveva diffuso un comunicato in cui precisava le motivazioni all'origine della rottura:

“L'amalgame systématique fait entre «Radio Verte» et les groupes militants écologistes, particulièrement *Les Amis de la Terre*, étant à l'origine des nombreuses confusions le collectif Radio-Verte précise que:

- il entend maintenir son indépendance à l'égard de tout mouvement, groupe politique ou autre;
- personne n'a le monopole de l'écologie. Le collectif n'entend d'ailleurs pas se restreindre au seul discours écologique, ni monopoliser les initiatives des radios libres;
- les groupes écologistes ont annoncé le départ du projet de plusieurs de leur militants ont pris le risque judiciaire d'être présents lors des émissions. Leur participation s'arrête là, et n'a jamais été ni matérielle ni financière;
- le but du collectif est de répondre à un besoin qui se fait de plus en plus ressentir et qui trouve un début de réalisation un peu partout en Europe: celui des radios locales ouvertes à une nouvelle utilisation de l'outil radiophonique, et à un rapport différent avec l'auditeur.
- En brouillant systématiquement les émissions de «Radio Verte», le pouvoir a clairement manifesté sa volonté de refus de toute expression radiophonique dont il n'a pas le contrôle. Le combat contre le monopole est à l'ordre du jour. Ce brouillage entraîne une impossibilité temporaire d'émettre; mais des solutions techniques qui ne peuvent être efficaces que si elles sont gardées secrètes, vont bientôt être utilisées pour que les auditeurs parisiens puissent

²⁵⁸ Per le difficoltà tra i comitati di quartiere e il collettivo Radio Verte si legga l'articolo F. Roland-Lévy, «*Ici Radio Verte sur 92 MHz*», in "Libération, 16 mai 1977.

nous entendre à nouveau dans les meilleures conditions, et suivant des modalités que nous indiquerons en temps utile”²⁵⁹.

Il mese di maggio del 1977 si chiude dunque con questa separazione che determinerà un lungo silenzio per “Radio Verte”. Prima dell’inizio dell’estate del 1977 la “prima radio libera della regione parigina”, trasmetterà soltanto in un’altra occasione, ma sarà di nuovo intercettata dalle apparecchiature di TDF e ridotta al silenzio. Finisce così una prima fase per il movimento delle radio libere in Francia, una fase contraddistinta e egemonizzata dalla pubblicità ricevuta da Radio Verte. Il movimento è lanciato e parte non casualmente da Parigi per raggiungere presto anche le località di provincia. Nei mesi successivi, altre stazioni radio saranno lanciate su iniziativa di militanti ecologisti e da comitati di lotta per sostenere le rivendicazioni portate avanti dai cittadini. È il caso di “Radio Verte Fessenheim”, la cui prima trasmissione è datata 4 giugno 1977 e di “Radio Libre 44” che trasmette per la prima volta a Nantes il 10 giugno 1977. Queste due esperienze, nate rispettivamente per contrastare l’installazione della centrale nucleare di Fessenheim in Alsazia e quella del Pellerin nei dintorni di Nantes, sebbene si diversificheranno nelle scelte delle modalità di trasmissione, si iscriveranno all’interno di progetti analoghi ed esperienze simili come quella condotta nel caso di “Radio Active”. In queste occasioni più che un progetto di radio per sperimentare nuove modalità di comunicazione, si cercava di utilizzare la radio come strumento per mobilitare ed informare i cittadini intorno ad una questione specifica.

Non siamo ancora nell’ottica di strutturare un progetto con trasmissioni in diretta e una linea editoriale già definita come abbiamo visto nei casi di “Radio Parma” (intrattenimento e informazione locale) oppure “Radio Milano International” (*non stop music*). Le differenze degli esordi del movimento delle radio libere nei due Paesi mostrano aspetti e caratteri talvolta anche profondamente diversi, ma risultano accomunati da un bisogno insopprimibile per gruppi di cittadini, organizzazioni politiche, sindacali, sociali, culturali, di impadronirsi della tecnica per realizzare una radio ed utilizzarla per veicolare ad un tempo le proprie idee e per far sentire partecipe una comunità di problemi che altrimenti sarebbero stati esclusi dal dibattito pubblico. Le differenze non risiedono soltanto in una diversa scansione cronologica degli eventi e in una dimensione estremamente più consistente del fenomeno italiano.

²⁵⁹ Cfr. *Radio Verte et les écologistes*, in “Libération”, 27 mai 1977.

Il modello italiano per alcuni è un punto di riferimento a cui guardare con favore per la grande impressione di libertà di linguaggio che trasmette. Per altri versi è guardato con diffidenza, non solo dagli ambienti ostili all'abrogazione del monopolio, ma anche da alcuni animatori delle radio libere francesi che affermano di non condurre una battaglia per arrivare ad una situazione di *anarchie à l'italienne*, ma di voler semplicemente instaurare un regime di concorrenza nel mondo radiofonico, a partire dal secondo dopoguerra regolato dal sistema del monopolio. In questa iniziale fase di clandestinità inoltre, alcuni animatori delle radio francesi stringeranno legami con responsabili delle radio italiane, per ottenere informazioni tecniche e in alcuni casi anche apparecchiature che in Italia avevano generalmente un costo più accessibile. L'esperienza italiana costituiva, proprio in virtù dell'ampia diffusione raggiunta dal fenomeno, un punto di riferimento che dimostrava la possibilità di creare stazioni locali al servizio di piccole comunità, di ampliare le voci esistenti, di permettere di esprimersi a chi difficilmente avrebbe trovato spazio nei canali ufficiali. La nascita del movimento francese si nutrirà di questo esempio proveniente dall'estero, ma a differenza del caso italiano - come vedremo in seguito - dovrà attendere una lunga fase di illegalità prima di vedere accolte le proprie richieste di riconoscimento di una radiofonia libera e autonoma dal controllo statale.

DEUXIEME PARTIE – SECONDA PARTE

II. La “presa” della radio (1976-1979)

II.1. Radio libere e contestazione

II. 1.1 Introduzione

L'apparizione delle radio libere in Italia e in Francia modifica in profondità il panorama audiovisivo nei due Paesi, rispetto a come era stato disciplinato a partire dalla Seconda Guerra mondiale. In Italia, un diffuso attivismo radiofonico conduce nel giro di poco più di un anno alla sentenza della Corte Costituzionale del luglio 1976 liberalizzando in modo definitivo il settore. In Francia, seguendo l'esempio italiano, si sviluppano le iniziative delle prime emittenti “libere”, suscitando da un lato la curiosità della stampa, dall'altro i timori di chi temeva i rischi di uno sviluppo incontrollato del settore. In entrambi i casi si tratta di iniziative che rompono con la gestione monopolistica e accentrata dei mezzi di comunicazione, così come era stata definita a partire dal secondo dopoguerra, reclamando spazi di espressione nuovi e alternativi a quelli istituzionali. Nel caso italiano spesso si è soliti ricordare il movimento delle radio libere per il ruolo che hanno svolto le emittenti “politiche”, nella fase di maggiore diffusione dell'attivismo politico e sociale degli anni Settanta, trascurando così la complessità e la varietà dei progetti avviati in questo periodo.

Nel giro di pochi anni, secondo un'indagine condotta dalla Rai, le radio libere italiane passano da 150 nel 1975 ad oltre 2600 nel 1978²⁶⁰, presentando uno scenario di estremo interesse ma anche di difficile interpretazione. All'interno di un numero così ampio di emittenti è possibile definire una prima distinzione a partire dagli scopi e dalle strategie editoriali che le varie radio perseguono. In particolare nella crescita di iniziative radiofoniche che caratterizza il caso italiano²⁶¹, sono presenti almeno tre tipologie di emittenti ben definibili: le radio commerciali, le radio create dagli amatori

²⁶⁰ Cfr. *Informazione Radio Tv. Numero speciale. La Radio*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979, p. IX.

e dai tecnici e le radio cosiddette democratiche o “di movimento”²⁶². Anche se queste categorie sono accomunate dal fatto di essere al di fuori del monopolio statale sulla radiodiffusione, esse divergono profondamente rispetto ai contenuti trasmessi. Infatti le radio commerciali si caratterizzano, almeno nella prima fase, per una programmazione basata sul formato *non stop music*, vale a dire su un palinsesto interamente dedicato alla musica, di cui il prototipo può essere rintracciato in “Radio Milano International”. Per quanto riguarda le radio gestite da giovani appassionati, la motivazione principale consiste nella possibilità di far ascoltare i propri dischi preferiti soddisfacendo un piacere personale, oltre ad esprimersi davanti ad un potenziale pubblico attraverso un microfono; accanto a queste due tipologie, si trovano le radio cosiddette democratiche o di “movimento”, che appaiono quelle più attive nella ricerca di una nuova gestione e organizzazione del mezzo radiofonico. Infatti alcune di esse nascono con l’intento dichiarato di voler offrire un’informazione “alternativa” rispetto a quella fino ad allora proposta dalla Rai e sperimentano delle nuove modalità comunicative²⁶³.

In una prima ipotesi analitica e comparativa del fenomeno delle radio locali in Europa, Patrice Flichy sottolineava che l’emergere di queste particolari esperienze non rappresentava né una manifestazione puramente locale, né lo strumento con cui aprire il mercato radiofonico alla pubblicità commerciale, ma erano da considerarsi come gli “anticorpi” della crisi del sistema radiotelevisivo. Tale stato di crisi veniva sancito dalla constatazione che, a causa dei monopoli di Stato e degli interessi politici, non esisteva di fatto una possibilità di scelta nell’ambito della programmazione radiotelevisiva. Da questo punto di vista – osserva ancora Flichy – una definizione di queste emittenti capace di tener conto della pluralità di esperienze che rappresentano può essere quella di radio “parallele” per indicare che esse esistono

²⁶¹ Cfr. D. Doglio e G. Richeri, *La radio: origini storia, modelli*, Mondadori, Milano 1980, pp. 184-187.

²⁶² Cfr. P. Ortoleva, *Introduzione*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent’anni di libertà d’antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent’anni di libertà d’antenna”, Minerva, Bologna 2006, pp. 20-22, R. Chaniac, P. Flichy, M. Sauvage, *Les Radios locales en Europe*, La Documentation française, Paris 1978, pp. 50-51, J.-J. Cheval, *Les Radios en France. Histoire, état, enjeux*, Apogée, Rennes 1997, pp. 67-68, B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, Carocci, Roma 2002, pp. 31-32, C. Macchitella, *La stagione dei “cento fiori”*, in AA. VV., *La Radio. Storia di sessant’anni 1924-1984*, catalogo della mostra “La radio, ieri, oggi e domani”, ERI Edizioni RAI, Torino 1984, pp. 91-92 e F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, Carocci, Roma 2004, p. 91.

²⁶³ Cfr. A. Scaglioni, *Nascita, sviluppo e maturità nell’informazione della radio privata italiana*, in E. Menduni (a cura di), *La radio: percorsi e territori di un medium mobile e interattivo*, Baskerville, Bologna 2002, pp. 351-360, C. Macchitella, *La stagione dei “cento fiori”*, in AA. VV., *La Radio. Storia di sessant’anni 1924-1984*, catalogo della mostra “La radio, ieri, oggi e domani”, cit., pp. 91-92 e *Le emittenti democratiche: l’esperienza di “Radio Popolare”*, in “Ikon”, n. 8-9, 1980, pp. 159-184.

a fianco delle stazioni legali a prescindere dal fatto che siano considerate indipendenti (legali) o pirata (illegali)²⁶⁴.

La creazione di un numero così elevato di attività segnala un bisogno di partecipazione e di espressione che in questa fase è reso possibile dalla radio. Come evidenzia Rudolf Arnheim²⁶⁵, la naturale predisposizione della radio all'oralità e le caratteristiche specifiche del mezzo, che permettono di ricreare le condizioni di una normale conversazione, favoriscono le condizioni per un ascolto attivo e partecipato. In questo modo la parola assume un valore centrale: i dibattiti, gli interventi degli ascoltatori in diretta, le testimonianze a caldo dai principali luoghi di mobilitazione sociale trovano attraverso la radio il mezzo più immediato e diretto per la loro diffusione. In Italia i gruppi che manifestano maggiore interesse per la possibilità di utilizzare lo strumento radiofonico come mezzo di informazione alternativa sono quelli legati alla sinistra extraparlamentare, spesso con il contributo di forze sindacali e associative²⁶⁶. Il bisogno per i vari gruppi politici della nuova sinistra di avere dei canali autonomi di espressione era emerso in tutta la sua forza già a partire dal biennio 1968-69, attraverso la nascita di numerose pubblicazioni e il deciso sviluppo della pratica della controinformazione²⁶⁷. La comunicazione alternativa affonda le proprie radici nell'esperienza dei *campus* universitari statunitensi nel momento delle manifestazioni e dell'opposizione di massa al conflitto in Vietnam. In questa fase si diffondono esperienze di *advocacy journalism*, vale a dire quelle forme di giornalismo impegnato, militante, nato negli Stati Uniti dei primi anni Sessanta, che attraverso la ricerca costante della "moltiplicazione delle voci della stampa indipendente, underground, ai margini dell'establishment informativo soggetto ai poteri forti", utilizza la controinformazione come "antidoto dal basso al news management operato dall'alto"²⁶⁸. La radio appare lo strumento privilegiato per "dare" e "prendere" la parola²⁶⁹, al di fuori dei tradizionali canoni imposti fino a quel

²⁶⁴ Cfr. P. Flichy, «Parallele» *Radios and Program Revitalization*, in "Journal of Communication", n. 3, summer 1978, pp. 68-72 (tr. it. RAI-Servizio Rilevazioni internazionali, *Le radio parallele, una cura ricostituente per i programmi*, "Rassegna settimanale della stampa estera", nn. 1517-18, 4 dicembre 1978).

²⁶⁵ Cfr. R. Arnheim, *La radio, l'arte dell'ascolto e altri saggi*, Editori Riuniti, Roma 2003 (*Rundfunk als Hörkunst und weitere Aufsätze zum Horfunk*, Carl Hanser Verlag München Wien, 1979).

²⁶⁶ Cfr. P. Murialdi, *Storia del giornalismo italiano*, Il Mulino, Bologna 2006, p. 239 e R. Palumbo, *C'eravamo tanto amati. Breve storia del rapporto tra radio e movimenti*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", cit., pp. 61-66.

²⁶⁷ Cfr. U. Eco e P. Violi, *La controinformazione*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *Storia della stampa italiana*, volume VI: *La stampa italiana del neocapitalismo*, Laterza, Roma-Bari 1976 e M. Veneziani, *Controinformazione. Stampa alternativa e giornalismo d'inchiesta dagli anni Sessanta a oggi*, Castelvevchi, Roma 2006.

²⁶⁸ Per queste citazioni e per un approfondimento sull'"advocacy journalism" cfr. G. Gozzini, *Storia del giornalismo*, Bruno Mondadori, Milano 2000, pp. 242-245.

²⁶⁹ Cfr. M. De Certeau, *La prise de la parole et autres écrits politiques*, Éditions du Seuil, Paris 1994.

momento dalla radio pubblica. Infatti come ha sottolineato tra gli altri Jean Jacques Cheval “il s’agissait de rendre la parole aux exclus, à ceux qui jusque là se taisaient”²⁷⁰.

La novità della proposta musicale delle emittenti commerciali determinò dall’altro lato la possibilità di ampliare in modo significativo l’ascolto di musica diversa da quella che veniva abitualmente proposta dalle reti della Rai. Sul piano del linguaggio “parlato”, da sempre considerato tipico della radio pubblica, si poneva la necessità di un ripensamento della funzione della radio. Infatti, a differenza del volantino, del giornale e della pubblicazione, la radio aveva potenzialmente la possibilità di raggiungere un pubblico più ampio e di raggiungerlo non attraverso una forma di scambio senza risposta, ma privilegiando le caratteristiche proprie del linguaggio parlato, di un dialogo costante tra la radio, intesa come voce collettiva, e gli ascoltatori. L’uso del telefono ha reso concreta la possibilità per gli ascoltatori di intervenire in diretta in trasmissione ed esprimere la propria opinione. Il binomio tra radio e telefono in questa fase risulta legato in modo indissolubile. La proliferazione di questi progetti aventi lo scopo principale dell’informazione alternativa è da collegarsi con la grande stagione di impegno e di mobilitazione della società civile e dei movimenti collettivi in Italia durante la prima metà degli anni Settanta, un periodo che alcuni studiosi come Sidney Tarrow²⁷¹, hanno definito come il “lungo Sessantotto italiano”. Diversi gruppi organizzati che si erano formati negli anni precedenti, nei momenti più caldi dello scontro sociale agli inizi degli anni Settanta, avevano posto la comunicazione al centro delle proprie riflessioni e analisi, individuando i media come luogo di denuncia del potere, oltre che di divulgazione delle posizioni politiche. Secondo Umberto Eco e Patrizia Violi sulla base della differenza dei mezzi utilizzati, è possibile individuare due tipi distinti di comunicazione: l’informazione alternativa e la controinformazione. La loro distinzione è determinata da un rapporto diverso che esse intrattengono con i canali di comunicazioni di massa. Così “l’informazione alternativa non ne crea di nuovi, ma utilizza quelli già a disposizione, alterandone però i contenuti, modificando i messaggi e il loro portato ideologico; la controinformazione invece si caratterizza

²⁷⁰ J.-J. Cheval, *La radio en France. Histoire, état, enjeux*, cit., p. 71. Sullo stesso tema cfr. C. Collin, *Ondes de choc. De l’usage de la radio en temps de lutte*, L’Harmattan, Paris 1982 e D. Lesueur, *Pirates des ondes*, L’Harmattan, Paris 2002.

come tale per l'impiego di mezzi specifici differenti e normalmente trascurati dalla comunicazione ufficiale". Da questo punto di vista le radio democratiche o di "movimento" sono considerate esempi di informazione alternativa in quanto "i messaggi tendono ad una riformulazione dei contenuti in maniera differente da quella propria al circuito ufficiale della informazione."²⁷²

Lo sforzo delle emittenti di proporre un'informazione diversa si misura non soltanto sul terreno dei notiziari, ma anche sull'utilizzo di altre pratiche, si pensi al ruolo degli "inviati a gettone", i cronisti che raccontano in diretta le tante manifestazioni che si svolgono in questo periodo, descrivendo le vicende in un modo così diretto e immediato come non sarebbe stato possibile per un quotidiano. La radio diventa uno strumento rivalutato per l'accessibilità economica e per la leggerezza delle apparecchiature; il suo uso era considerato come un'alternativa alla televisione, sia per i costi notevolmente più bassi, sia per una maggiore libertà di sperimentare nuove soluzioni dal punto di vista dello stile e del linguaggio. Accanto ai vantaggi di ordine economico e tecnico, vi sono anche quelli più strettamente politici: la radio è il mezzo di comunicazione per eccellenza attraverso il quale restituire la parola al pubblico. Ciò in considerazione del fatto che molti animatori delle radio "alternative", sia in Italia che in Francia, vedono in essa una possibilità di contrastare i mezzi di comunicazione esistenti, accusati di imporre un discorso massificato e mistificato, incapace di riflettere la realtà²⁷³. Uno strumento che poteva diventare un "mezzo di comunicazione" e non di "distribuzione", così come già aveva ipotizzato Bertolt Brecht all'inizio degli anni Trenta. Il drammaturgo tedesco evidenziava infatti i possibili vantaggi che sarebbero derivati agli uomini se avessero imparato ad usare la radio non soltanto come strumento per trasmettere dei messaggi, ma anche come mezzo per permettere agli ascoltatori di diventare protagonisti e creatori della comunicazione:

“ [...] ecco qui una proposta per modificare il funzionamento della radio: si dovrebbe trasformare la radio da mezzo di distribuzione in mezzo di comunicazione. La radio potrebbe essere per la vita pubblica il più grandioso mezzo di comunicazione che si possa immaginare, uno straordinario sistema di canali, cioè potrebbe esserlo se fosse in grado

²⁷¹ S. Tarrow, *Democrazia e disordine: movimenti di protesta e politica in Italia. 1965-1975*, Laterza, Roma-Bari 1990.

²⁷² U. Eco e P. Violi, *La controinformazione*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *Storia della stampa italiana*, volume VI: *La stampa italiana del neocapitalismo*, cit., pp. 99-169, e per alcuni esempi di avvenimenti interpretati nell'ottica della controinformazione cfr. P. Baldelli, *Informazione e controinformazione*, Mazzotta, Milano 1972.

non solo di trasmettere ma anche di ricevere, non solo di far sentire qualcosa all'ascoltatore ma anche di farlo parlare, non di isolarlo ma di metterlo in relazione con altri. La radio dovrebbe di conseguenza abbandonare il suo ruolo di fornitrice e far sì che l'ascoltatore [diventi] fornitore. [...]»²⁷⁴.

Medium “caldo” secondo la nota definizione di Marshall McLuhan, ma anche “tamburo tribale” della comunicazione, la radio si presta alle finalità di informare, trasformandosi con l'avvento della televisione da “*medium* di svago in una specie di sistema nervoso dell'informazione”²⁷⁵. Il suo utilizzo come mezzo di informazione si adatta bene alle sue caratteristiche specifiche, e rappresenta al contempo uno dei modi di fruizione più immediati.

II. 1.2 Radio pirata e radio di lotta in Francia

In Francia in parallelo a quanto avviene in Italia, altri gruppi di appassionati e di militanti ecologisti decidono di lanciare la propria emittente. Dopo che per diversi mesi Parigi era stato il luogo principale del dibattito sul tema per la presenza e l'attività di “Radio Verte”, il fenomeno si estende anche in provincia; ed è qui che nel corso dell'estate del 1977 si verificheranno alcuni episodi significativi per le sorti del composito ed ancora embrionale movimento delle radio libere francesi. Nell'ambito delle prime iniziative pionieristiche, la radio viene utilizzata prevalentemente come strumento per esprimere delle rivendicazioni politiche e sociali e più in generale veicolare contenuti e informazioni differenti da quelli della radio del servizio pubblico.

A partire dal 4 giugno 1977, dalla volontà di un gruppo di militanti ecologisti di colmare alcune “lacune dell'informazione regionale”, iniziano nella valle del Reno le trasmissioni di “Radio Verte Fessenheim”. Gli animatori di “RVF”, attivi da alcuni anni nel campo della battaglia contro il nucleare, intendono denunciare la costruzione della prima parte della centrale nucleare di Fessenheim avvenuta nel marzo del 1977. Attraverso i contatti stretti con il collettivo che aveva animato un'altra campagna

²⁷³ C. Collin, *Ondes de choc. De l'usage de la radio en temps de lutte*, cit., p. 40.

²⁷⁴ B. Brecht, *La radio come mezzo di comunicazione*, in B. Brecht, *Scritti sulla letteratura e sull'arte*, Einaudi, Torino 1973, p. 45, (B. Brecht, *Der Rundfunk als Kommunikationsapparat*, in B. Brecht, *Schriften zur Literatur und Kunst*).

²⁷⁵ M. McLuhan, *Gli strumenti del comunicare*, Il Saggiatore, Milano 2008 (tit. or. *Understanding Media: The Extensions of Man*, 1964) p. 269. Secondo McLuhan “è caldo il medium che estende un unico senso fino a un'«alta definizione»: fino allo stato cioè in cui si è abbondantemente colmi di dati”.

ecologista, quella di Lione con “Radio Active” nel febbraio del 1977, Serge Bischoff, chimico di trenta anni, militante antinucleare ed obiettore di coscienza, riesce ad entrare in possesso di un trasmettitore di piccole dimensioni di 15 W. Il 4 giugno alle 19,45 Radio Verte Fessenheim trasmette il suo primo comunicato della durata di appena 13 minuti sui 101 Megahertz in tre lingue: francese, dialetto alsaziano e tedesco. In questo primo comunicato si precisa subito la rivendicazione principale degli animatori dell'emittente, come riportato dal quotidiano “Libération”: “Arrêt immédiat de la centrale de Fessenheim jusqu'à la mise en place d'une commission de contrôle indépendante de l'EDF [...]”.

La durata delle trasmissioni, volutamente breve, è giustificata dalla volontà degli animatori della radio di non subire interferenze da parte del servizio della TDF. Il settimanale ecologista “Politique Héβδο” precisa i ruoli e gli obiettivi dell'emittente:

“ [...] Il s'agit d'un petit groupe de personnes agissant en leur nome propre, indépendamment des groupes politiques ou écologistes. C'est une radio de lutte qui diffusera des informations sur le nucléaire et sur le fonctionnement de la centrale de Fessenheim, que la presse classique refuse de divulguer. Elle devra devenir bientôt la radio de toute la population et agira [...] avec des moyens techniques plus puissants, dès que sa popularité le permettra. [...]”²⁷⁶.

Nel corso della seconda trasmissione dell'11 giugno 1977, anch'essa preregistrata, come ha ricostruito Thierry Lefebvre, l'emittente si definisce con maggiore chiarezza: “Radio Verte Fessenheim est une radio de lutte pour que toute la population puisse enfin donner son avis sur les problèmes qui la concernent et avoir un maximum d'informations, et donc participer en toute conscience à la lutte pour la sauvegarde de son environnement et de sa vie. [...]”.

I militanti chiedevano l'abolizione del monopolio pur dichiarandosi disponibili a cessare le proprie trasmissioni illegali “si radios et télévision régionales [lui] donnent régulièrement accès à leur ondes”²⁷⁷, mostrando così la necessità di occupare attraverso la radio uno spazio mediatico che altrimenti non avrebbero avuto e denunciando implicitamente la scarsa attenzione per le tematiche affrontate da parte degli altri media. Nel corso delle settimane successive la radio viene utilizzata come strumento per incitare alla mobilitazione la popolazione locale contro i lavori di

²⁷⁶ Cfr. *Radio-Verte Fessenheim*, in “Politique Héβδο”, 27 juin 1977.

²⁷⁷ La trascrizione di una parte del comunicato trasmesso da Radio Verte Fessenheim è riportata in T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., p. 94.

ampliamento della centrale nucleare di Fessenheim. Il 18 giugno, attraverso i microfoni della radio si invitano gli abitanti della zona a recarsi sul luogo di costruzione della centrale per impedire la prosecuzione dei lavori. Nelle settimane successive “Radio Verte Fessenheim” continuerà ad emettere ogni sabato per un periodo di circa 15 minuti, senza incontrare nessun ostacolo da parte delle autorità. Vengono trasmesse inchieste riguardanti la descrizione delle caratteristiche tecniche delle successive parti della centrale ancora da costruire, oltre a dei reportages nei paesi limitrofi della Germania (Friburgo) e della Svizzera (Gösigen). Tuttavia dopo il 9 luglio Radio Verte Fessenheim affermava in un comunicato stampa di voler interrompere le proprie trasmissioni per un periodo di sei settimane, sia per il pericolo di subire il sequestro delle apparecchiature, sia perché “cette interruption est un témoignage de solidarité avec toutes les autres luttes écologiques qui se mèneront cet été”²⁷⁸. Questa dichiarazione testimoniava la volontà di utilizzare nuovamente la radio per sostenere le rivendicazioni ecologiste. Infatti il riferimento era alle due grandi manifestazioni antinucleari in programma nell’estate del 1977 in Francia, rispettivamente il 31 luglio a Creys-Malville e il 15 agosto a Larzac. Tali iniziative favoriranno, come vedremo più avanti, un primo nucleo di coordinamento tra le radio pirata francesi proprio a partire da luoghi di forte mobilitazione sociale.

Le finalità di controinformazione della radio quale strumento di denuncia e di sostegno alle vertenze sociali in atto nel territorio sono presenti anche nella prima trasmissione di “Radio Libre 44” di Nantes. La prima trasmissione viene mandata in onda il 10 giugno 1977: il contenuto del programma è incentrato sulle interviste ad alcuni agricoltori della zona, condannati per un’azione di protesta svolta nel luogo della futura costruzione della centrale nucleare del Pellerin. Inoltre viene affrontato ancora il tema della costruzione della centrale nucleare e le ricadute sulla popolazione locale. A causa della debolezza del trasmettitore, un apparecchio di 0,5 watt, il programma sarà recepitibile soltanto nel raggio di poche centinaia di metri e sarà ripetuta tre volte nella stessa giornata da luoghi diversi nei dintorni di Nantes. A partire dall’ottobre del 1977 “Radio Libre 44” diffonde trasmissioni di breve durata (circa un quarto d’ora), con un preciso contenuto di denuncia e di informazione “alternativa” legato ad uno sciopero in atto nei cantieri navali della Dubigéon. Dalla lettura delle carte de la Direction Générale des Reinsegnements généraux si specifica

²⁷⁸ *Ibidem*, p. 95.

come il contenuto dei programmi era incentrato in modo esclusivo sulle motivazioni della protesta illustrate da tre lavoratori della fabbrica. Una voce femminile, attraverso un'intervista articolata su sette domande, chiedeva conto ai lavoratori delle origini della loro protesta. In particolare si chiedevano agli operai “ l'origine de la grève; l'attitude de la direction; le déroulement du conflit; les conditions de travail; l'attitude de non grévistes; le soutien apporté aux travailleurs; l'attitude de la municipalité de Nantes”. Ogni risposta era inframmezzata da canti e da registrazioni dei cortei durante il periodo di agitazione che aveva coinvolto gli stabilimenti navali. Questa emittente, fondata da François Ayrault, esponente del movimento dei Paysans Travailleurs, fin dalle prime trasmissioni sperimentali manifestava la volontà di spiegare ad un pubblico ampio le ragioni della propria protesta. L'obiettivo della radio veniva annunciato dalla speaker al termine del programma:

“Vous venez d'entendre une émission de Radio Libre 44 sur la lutte des travailleurs de Dubigéon. Nous continuerons à émettre en modulation de fréquence 101 Mhz pour donner la parole à tous ceux qui luttent”²⁷⁹.

Nel mese di giugno 1977 ancora dalla provincia si registrano nuove iniziative di radio pirata. Il 18 giugno alle ore 11, sulla frequenza di 100 Megahertz a Villeneuve d'Ascq inizia le trasmissioni l'emittente “Radio Beau Délire”, grazie all'appoggio del gruppo di “Radio Campus”, in particolare del suo direttore Christian Verwaerde che fornisce informazioni tecniche per la realizzazione dell'emittente. “Radio Beau Délire” rifiuta l'etichetta di *radio verte*, ma associa la battaglia per la libertà di espressione sulle onde radiofoniche all'idea di una radio come strumento per diffondere notizie sui conflitti sociali in atto. Secondo la testimonianza del quotidiano “Rouge”, la trasmissione è iniziata con un “manifesto per la libertà di espressione sulle onde” e con due interviste: una ad un operaio degli stabilimenti Deffrenne, occupati da oltre un mese, ed un'altra al nuovo sindaco socialista di Villeneuve d'Ascq, Gérard Caudron²⁸⁰. L'obiettivo degli animatori della radio è di amplificare il fronte delle radio libere, aumentando il numero delle trasmittenti per contrastare il “brouillage” operato da TDF. Nel ricordare che per la radio era sufficiente una strumentazione piuttosto modesta, accessibile a tutti, uno degli animatori di “Radio Beau Délire” esprimeva la strategia che intendeva portare avanti questa stazione:

²⁷⁹ CAC, Centre des Archives contemporaines, site de Fontainebleau, versement n. 19810440, fasc. Radio Libre 44, Direction Générale de la Police Nationale, Direction des reinsegnements généraux, 13 octobre 1977 e “Ici Radio libre 44”, in “Libération”, 13 octobre 1977.

²⁸⁰ Cfr. *Radio Beau Délire*, in “Rouge”, 20 juin 1977.

“Il faut une petite antenne. Son alimentation est assuré par de piles style lampe de poche. Le coût du matériel est de cinq cents francs nouveaux, c’est réalisable par quelqu’un qui sait se servir d’un fer à souder. Nous communiquerons prochainement une fiche technique indiquant la réalisation. [...]. Il faut que les petites radios se multiplient. Il faut ridiculiser la loi, la rendre inapplicable. Seule la multiplication des radios pourra faire échec aux brouillages gouvernementaux”²⁸¹.

L’idea di moltiplicare le piccole antenne sembrava conquistare altri gruppi politici e sociali durante l’estate del 1977. Il primo luglio, “Radio Libre Toulouse”, trasmette dalle 19 alle 20 sui 102 MHz, per volontà di alcuni militanti dell’associazione “Convergence pour l’autonomie, l’Occitanie et l’écologie”²⁸², che si propongono di trasmettere almeno tre volte alla settimana per un’ora e intendono diffondere “une nouvelle forme d’information militante ayant principalement trait à l’écologie, à l’occitanisme et à la défense des libertés”²⁸³; nonostante tali propositi questa emittente a causa di problemi organizzativi dovrà aspettare fino all’autunno prima di trasmettere nuovamente. All’inizio del mese di luglio del 1977 si registra a Parigi la prima trasmissione di “Radio Abbesses Écho”, “radio di quartiere” del XVIII arrondissement lanciata dall’associazione Radio 18, che si propone di comunicare informazioni sulla vita locale.

Come si constata da questi esperimenti, le finalità delle prime emittenti francesi rientrano per la maggior parte nella definizione di radio come strumento di “informazione alternativa” e locale e in generale in quella di *radios de lutte*. Le possibilità offerte dalla tecnica grazie alla modulazione di frequenza permettono di trasmettere in un ambiente circoscritto favorendo la circolazione di idee e temi interessanti per la popolazione sulla vita del proprio quartiere o area di residenza.

Nella prima fase, in Italia come in Francia, la radio viene utilizzata come strumento di lotta e di propaganda politica, proponendo forme e contenuti inediti e sperimentazioni innovative, accanto al vasto mondo delle radio commerciali che nascono esclusivamente per ragioni di svago ed evasione prima ancora che per finalità imprenditoriali. Il ruolo delle emittenti che si definiscono “alternative” appare decisivo nell’evoluzione del movimento delle radio libere in Italia e in Francia in quanto sono quelle che si diffondono con maggiore rapidità sulla spinta di

²⁸¹ Cfr. *Radio Beau Délire est née*, in “Libération”, 21 juin 1977.

²⁸² Cfr. CAC, Centre des Archives contemporaines, versement n° 19810440, art. 25, fasc. Radio Libre Toulouse, 4 novembre 1977.

²⁸³ Cfr. F. R.-L., *Abbesses-Écho et Radio Libre Toulouse*, in “Libération”, 4 juillet 1977.

motivazioni politico-ideologiche. Questa tendenza comune riscontrabile nei due Paesi, mostra come una tra le maggiori potenzialità intraviste nella radio era quella di creare luoghi di dibattito e informazione alternativa, davanti alla mancanza di spazi all'interno dei canali pubblici. Anche se nella fase successiva il modello prevalente sarà quello delle radio commerciali, le radio alternative forniranno un prezioso contributo teorico e pratico per l'evoluzione del sistema radiofonico nei due Paesi.

II. 2. Tra informazione “alternativa” e libertà di espressione

II. 2.1 L'informazione alternativa delle radio “democratiche”

Uno degli aspetti che colpisce maggiormente nella rapida diffusione delle radio libere è la grande carica innovativa rappresentata dalla possibilità di aprire spazi di comunicazione fino a quel momento considerati impensabili nel panorama delle comunicazioni di massa. Tuttavia in molte esperienze l'elemento della novità risulta ruotare esclusivamente attorno ad una programmazione musicale inedita, capace di individuare le tendenze giovanili e proporre la diffusione di artisti particolarmente graditi alle giovani generazioni del periodo (trasmettendo, tra le altre, le canzoni dei due gruppi simbolo dell'epoca, i *Beatles* e i *Rolling Stones*). Nel fenomeno italiano, la diversa caratterizzazione delle radio democratiche come radio alternative al monopolio della Rai sul terreno dell'informazione, emerge da subito, sottolineata anche nei commenti della stampa: “ con slancio e improvvisazione, sono nate [...] per dimostrare che il monopolio ha un'alternativa e che l'informazione «via etere» non è feudo di viale Mazzini”²⁸⁴.

La crescita delle nuove stazioni rappresenta una novità nel panorama culturale anche per Umberto Eco quando analizza la realtà milanese: “ [...]. Sono le radio indipendenti o libere o alternative che dir si voglia, che da tempo stanno fungheggiando in tutta Italia, anche nelle piccole città di provincia ma che a Milano hanno invaso tutte le bande disponibili [...]”²⁸⁵.

Da un punto di vista dell'informazione e del nuovo utilizzo del mezzo radiofonico le “ radio democratiche [...] sono tra i soggetti più attivi in tutto il panorama dell'emittenza privata nel corso degli anni Settanta”²⁸⁶. È emblematico lo spirito con

²⁸⁴ Cfr. F. Felicetti, *Voci a sorpresa dai microfoni alternativi*, in “ Il Corriere della sera”, 19 dicembre 1975.

²⁸⁵ Cfr. U. Eco, *Buonasera, vi parla Pancho Villa*, in “ L'Espresso ”, 8 febbraio 1976, inserito poi con il titolo *L'onda anomala*, in U. Eco, *Dalla periferia dell'impero*, Bompiani, Milano 1976, pp. 327-331.

²⁸⁶ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, Marsilio, Venezia 2006, p. 394.

cui vengono percepite le prime radio che non si occupano di sola musica ma riservano un ampio spazio all'informazione, come prevede la rivista "Mille Canali": "[...]. Forse le cose che sentiremo, davvero non le abbiamo mai sentite e davvero rappresentano una parte di quella vera informazione che è sempre sfuggita alla Balena Bianca Rai"²⁸⁷.

Le radio democratiche che nascono in Italia in questa fase con un portato ideologico chiaramente definito, sono così le prime a impegnarsi sul terreno dell'informazione. Nate con la specifica funzione di rappresentare un punto di riferimento alternativo per la cultura, la musica e l'informazione, queste emittenti si ponevano come un luogo decisivo per costruire un'identità collettiva. Come ha scritto Alessandra Scaglioni "la loro informazione [era] costruita sull'onda dell'entusiasmo e della fede politica più che su basi scientifiche e tecniche". Queste esperienze "portano dentro la radio un nuovo modo di comunicare, orizzontale, destrutturato, un approccio critico e un meccanismo di dibattito e di discussione". Seguendo questa analisi emerge un diverso approccio con le fonti dell'informazione: "i mediatori della comunicazione, le agenzie, i corrispondenti, vengono saltati ed il rapporto è diretto", costituendo una novità importante nella scelta e nella creazione dei programmi. I formati di questa informazione erano presenti lungo tutto l'arco delle trasmissioni con dibattiti, interviste, rassegne stampa, privilegiando la partecipazione degli ascoltatori e una comunicazione dai tempi dilatati. La spontaneità costituiva un fattore distintivo di queste esperienze e rispecchiava "il tentativo di mediare il meno possibile la realtà e la priorità assoluta data al contenuto del messaggio"²⁸⁸.

In Italia, molti degli autori delle nuove esperienze radiofoniche, abituati ad un modello di radio come quello della Rai, in cui il tratto prevalente era quello del linguaggio "parlato", intravedevano nelle nuove potenzialità aperte dallo sviluppo tecnologico, un modo per sopperire alle carenze del servizio pubblico nazionale, incentrando gran parte della propria programmazione sul prodotto musicale. Da uno studio di quegli anni emerge che la maggior parte delle prime radio libere italiane dedicava circa il 70% della propria programmazione soltanto alla musica definendosi come radio di "evasione", mentre per le altre emittenti cosiddette democratiche la

²⁸⁷ Cfr. *Intervista al microfono di Luzzatto Fegiz*, in "Mille Canali", Anno II, n. 11, Novembre 1975, p. 35.

²⁸⁸ Per queste citazioni cfr. A. Scaglioni, *Nascita, sviluppo e maturità nell'informazione della radio privata italiana*, in E. Menduni (a cura di), *La radio. Percorsi e territori di un medium mobile e interattivo*, cit., pp. 351-352.

percentuale era del 35%, molto vicina a quella delle trasmissioni Rai²⁸⁹. Questo dato testimonia come fin dall'inizio, nei progetti di alcuni ideatori delle radio vi fosse l'idea di creare delle stazioni capaci di porsi in alternativa al monopolio, non soltanto attraverso programmi di evasione e intrattenimento, ma anche attraverso la ricerca di un'informazione nuova che si occupasse di questioni e di argomenti in modo differente dalla radio del servizio pubblico²⁹⁰.

Il momento di maggiore vitalità delle emittenti “democratiche” in Italia si può collocare tra il 1975 e il 1978, sia da un punto di vista strettamente quantitativo che per la fine di quella stagione di impegno e partecipazione collettiva di cui l'ultima manifestazione sarà il movimento del 1977 e che aprirà la stagione del cosiddetto “riflusso”²⁹¹. Secondo un'indagine condotta alla fine del 1978, le radio “democratiche” in Italia in questo periodo passano da un terzo ad un decimo del totale delle emittenti recensite sul territorio nazionale²⁹². Così l'interesse si focalizza su quelle che in questo periodo hanno tentato un'innovazione dal punto di vista della conduzione radiofonica e dei contenuti diffusi.

Il primo tentativo di radio finalizzata ad un uso “alternativo del mezzo” – almeno da un punto di vista strettamente cronologico – è l'emittente piemontese “Radio Bra Onde rosse”. Questa radio inizia le sue trasmissioni regolari il 7 Luglio 1975 da Bra in provincia di Cuneo per iniziativa di Carlo Petrini, come supplemento sonoro della rivista “In campo rosso”; l'emittente è di proprietà del circolo culturale “Cocito”, così chiamato dal nome di un partigiano locale ed è gestito da un collettivo vicino al Pdup-Manifesto. Il primo tentativo di trasmissione sperimentale avviene durante una manifestazione organizzata per esprimere solidarietà ad alcuni militanti detenuti nel carcere della vicina località di Fossano, che erano stati accusati di far parte delle Brigate rosse; tra i principali promotori dell'iniziativa l'attore Dario Fo e l'esponente radicale Marco Pannella²⁹³. La responsabilità della stazione, gestita da un collettivo di 30 persone, è affidata a Domenico Chiesa. Dopo appena una settimana, la radio viene sequestrata dalle autorità iniziando così una lunga vicenda giudiziaria che si

²⁸⁹ Per questi dati cfr. M. Gaido, *Radio libere? La prima vera inchiesta e storia delle radio libere in Italia e nel mondo*, Arcana Editrice, Roma 1976, p. 42-43.

²⁹⁰ Cfr. B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, cit., p. 32, F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, cit., p. 91 e D. Forgacs, *L'industrializzazione della cultura italiana (1880-2000)*, Il Mulino, Bologna 2000, p. 221.

²⁹¹ Per questi aspetti cfr. G. Crainz, *Il paese mancato. Dal miracolo economico agli anni ottanta*, Donzelli, Roma 2003, pp. 566-578.

²⁹² R. Chaniac, P. Flichy, M. Sauvage, *Les Radios locales en Europe*, cit., pp. 47-51.

concluderà, dopo fasi alterne, con l'assoluzione del responsabile della radio nel novembre dello stesso anno. Da quel momento entrano a far parte, come soci della cooperativa nata dal collettivo originario, anche figure come Guido Aristarco dell'Università di Torino, Bianca Guidetti Serra dell'organizzazione "Magistratura democratica" e lo stesso Dario Fo²⁹⁴. Da un punto di vista della programmazione è indicativo leggere come il palinsesto di "Radio Bra Onde rosse" fosse caratterizzato da notiziari, cronache locali e "programmi autogestiti dai collettivi di liberazione della donna, dagli studenti medi, dai cattolici del dissenso e dai sindacati"²⁹⁵.

L'attenzione era rivolta a tematiche e soggetti inediti che reclamavano un diritto di accesso, diventando essi stessi parte integrante della programmazione ma anche ad una informazione nazionale e locale in netto contrasto con l'informazione ufficiale veicolata dalla radio Rai. Infatti l'emittente nasceva come "giornale parlato", con l'ambizione del gruppo fondatore di creare la prima radio in Italia

"a non trasmettere soltanto canzonette, la prima ad avere un preciso impegno politico e sociale, a tentare una puntuale contro-informazione, ad essere aperta a tutte quelle forze democratiche che non hanno libero accesso alla Rai-Tv ed alla grande stampa; in una parola sarà la prima radio "politica" in Europa non condizionata più o meno pesantemente dalla volontà del regime in cui opera. [...] chiediamo la collaborazione di tutti per sfruttare le possibilità di questo formidabile canale d'informazione, chiediamo che sindacati, consigli di zona e di quartiere, collettivi femministi e studenteschi, gruppi musicali e teatrali, associazioni e gruppi che hanno un discorso da svolgere considerino la radio casa loro, chiediamo che grazie ad essa si svolga tra i cittadini un dialogo libero e sincero"²⁹⁶.

Si riporta a titolo di esempio uno dei primi palinsesti della radio, che pur non coprendo l'intera fascia quotidiana, costituisce un modello di programmazione incentrato sull'informazione e sul dibattito politico:

²⁹³ Cfr. per i particolari della vicenda E. Mo, *Qualche momento di tensione tra i marciatori di Fo e il PCI*, in "Il Corriere della sera", 7 luglio 1975.

²⁹⁴ Per una sommaria descrizione della vicenda di questa radio cfr. F. Siliato, *L'antenna dei padroni. Radiotelevisione e sistema dell'informazione*, Mazzotta, Milano 1977, p. 93-95, A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, ERI Edizioni RAI, Torino 1983, p. 42 e l'articolo *Il penultimo colpo di coda*, in "Mille Canali", Anno II, n. 11, novembre 1975, p. 32.

²⁹⁵ Per il palinsesto di "Radio Bra Onde rosse" cfr. *Annuario stazioni radio a modulazione di frequenza*, in "Mille Canali", Anno II, n. 10, Ottobre 1975, p. 31 e M. Gaido, *Radio libere? La prima vera inchiesta e storia delle radio libere in Italia e nel mondo*, cit. , p. 41.

²⁹⁶ Cfr. *Dal 17 giugno Radiobraonderosse*, in "In campo rosso", 6 giugno 1975. Da sottolineare che in un primo momento il lancio di "Radio Bra Onderosse" era stato previsto per il 17 giugno ma venne ritardato a causa di problemi di ordine "tecnico".

*Fasce d'ascolto di Radio Bra Onderosse*²⁹⁷:

lun, mar, gio e sab	7:00 – 8:30
	13:00 – 14:30
	18:00 – 20:00
mer e ven	7 :00 – 8:30
	13:00 – 14:30
	18:00 – 24:00
dom	10 :00 – 12:00

Radiogiornale

Da lun a sab	7 :20 – 7:40
	13:05 – 13:30

Notiziario

Da lun a sab	19:00 – 19:20
--------------	---------------

Notiziario locale

Dom	10 :00 – 10 :30
-----	-----------------

Rubrica sindacale

Mer	20 :00 – 20 :30
-----	-----------------

Rubrica culturale (libri)

Gio	19:30 – 20:00
-----	---------------

Trasmissioni gestite dagli studenti

Lun, mer e ven	18:00 – 19:00
----------------	---------------

“Il personaggio della settimana”

Mar	19:30 – 20:00
-----	---------------

“Per voi gabia” (Azio e Ravenà)

Mer	22 :00 – 23:00
-----	----------------

L'obiettivo che si proponeva fin dall'inizio questa piccola emittente locale era espresso dalle considerazioni di uno dei componenti del collettivo di redazione della radio: “La nostra radio punta contro il monopolio della Rai per rendere l'informazione aperta ai gruppi e decentrata almeno su base provinciale. [...]. Abbiamo appena fatto

²⁹⁷ Cfr. *Fasce d'ascolto di Radio Bra Onderosse*, in “In campo rosso”, 7 luglio 1975, riportato poi in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna”, cit., p. 243.

un sondaggio i cui risultati sono che di cinquecento persone finora intervistate nella zona, trecento ascoltano genericamente la radio, centoventi ascoltano noi e soprattutto i nostri notiziari democratici, ottanta non hanno risposto”²⁹⁸. Per questa prima radio che produce un’informazione “democratica”, va sottolineato fin da subito un elemento che sarà comune in seguito a molte altre radio “alternative”, vale a dire l’intrecciarsi dell’aspetto localistico con quello di una diversa sperimentazione dei notiziari. Da questo punto di vista ancora più significativa è la nascita di radio “democratiche” nei grandi centri abitati in particolare a Roma e a Milano ma anche a Torino, Genova, Bari e Palermo²⁹⁹.

La prima radio che tenta di coniugare l’aspetto dell’informazione a carattere locale con quello di un notiziario “alternativo” è la milanese “Canale 96”, così chiamata dal numero della banda di frequenza sulla quale trasmetteva per renderne più facile l’identificazione agli ascoltatori. La vicenda iniziale della radio presenta alcuni aspetti che si ritroveranno in tante esperienze simili di questo periodo. “Canale 96” viene fondata dalla “Cooperativa culturale Sempione”, costituitasi il 15 aprile del 1975, ed inizia le sue trasmissioni nell’ottobre del 1975³⁰⁰. Ad animare l’emittente vi sono fin da subito espressioni di realtà politiche e sindacali provenienti da esperienze diverse. Uno dei fondatori della radio – Giuseppe Macali – descrive in questo modo la composizione del primo collettivo di redazione:

“L’informe collettivo era allora composto da giornalisti, tecnici elettronici, esperti musicali, amici di esperti musicali, cronisti di un giornale milanese del pomeriggio, militanti di alcune forze della sinistra rivoluzionaria, del PCI e del PSI, [...] molte femministe presenti con assiduità e in buon numero in base all’ingombrante e giustissimo rifiuto della delega, [...] membri di consigli di fabbrica, ingegneri elettronici con esperienza nel settore delle trasmissioni, [...] attivi sostenitori del progetto, presenti con collocazioni professionali diverse ma con pari interesse”³⁰¹.

La nascita stessa dell’iniziativa radiofonica è legata all’idea di trasmettere un bollettino radio da parte di alcuni tecnici e operai di una fabbrica del settore elettronico a rischio di chiusura, l’ “Elettronvideo”, nel quartiere milanese Sempione.

²⁹⁸ Intervista contenuta in M. Gaido, *Radio libere? La prima vera inchiesta e storia delle radio libere in Italia e nel mondo*, cit., p. 33.

²⁹⁹ Nella seconda metà del 1975 nascono “Radiocittà” a Genova, “Radio Torino Alternativa”, e “Radio Città Futura” a Bari e Palermo. Per ulteriori informazioni su queste prime radio democratiche cfr. G. Macali, *Meglio tardi che Rai*, Savelli, Roma 1977, p. 11.

³⁰⁰ Cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L’emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 43.

³⁰¹ Cfr. G. Macali, *Meglio tardi che Rai*, cit., p. 10.

“I collaboratori di Canale 96 – si legge in un articolo dedicato all’emittente – fanno riferimento a forze politiche differenti e sono accomunati dal tentativo di riuscire ad essere un’occasione di informazione democratica e alternativa. Sono 85 fra giornalisti, artisti, tecnici, intellettuali che collaborano con un impegno politico-culturale e personale decisamente notevole”. Secondo Giuseppe Oddo, uno dei redattori di Canale 96, la radio costituiva un luogo privilegiato per la propaganda degli operai: “Gli operai intravedevano nel mezzo radio la possibilità di introdurre all’interno del sistema di fabbriche, un nuovo strumento di propaganda, che veniva a sovrapporsi ai tradizionali mezzi di informazione: i volantini, i giornali murali, il giornale di partito [...]”³⁰². A ciò andava aggiunta la dimensione di quartiere della stazione: “La radio, all’inizio, aveva addirittura un’ampiezza di quartiere: serviva per mettere in comunicazione gli operai e trasmetteva veri e propri bollettini sindacali”³⁰³.

La linea editoriale della radio, recependo questo tipo di sollecitazioni provenienti da diversi ambiti sociali, viene elaborata in un documento redatto nel dicembre del 1975 che tiene conto dei primi mesi di esperienza dell’emittente ed è intitolato significativamente “Programma editoriale” di Canale 96. In questo documento trova ampio spazio una riflessione incentrata sul carattere dei notiziari radio e sulla natura dell’informazione che si vuole proporre:

“ [...]. Innanzitutto deve essere un’informazione alternativa, cioè deve dare notizie che nei notiziari RAI non trovano spazio. In questo senso il campo è immenso: dalle fabbriche, dai quartieri, dalle scuole, da ogni situazione di massa, dobbiamo saper cogliere tutte le notizie, tutte le informazioni possibili. [...]. Abbiamo detto informazione alternativa. Dobbiamo specificare che largo spazio deve essere dato ai problemi cosiddetti sindacali e alle notizie da Milano”.

Rispetto al taglio del notiziario e alle caratteristiche che devono far riconoscere l’impostazione di “Canale 96”, nel documento si sottolinea l’importanza della scelta della notizia di apertura del radiogiornale e si riafferma la centralità di fatti legati alla realtà specifica di Milano e del mondo del lavoro, evidenziando lo stretto rapporto tra la connotazione politica dell’emittente e il suo legame con il territorio:

“La prima cosa importante da vedere, e che caratterizza già di per sé il notiziario, è la notizia in testa, la notizia di «prima pagina». È ovvio che la prima notizia non deve essere lasciata al caso, magari con l’abitudine di cominciare prima con le estere, ma deve essere

³⁰² *Le emittenti democratiche: l’esperienza di “Radio Popolare”*, in “Ikon”, n. 8-9, 1980, pp. 164-165.

la notizia importante del giorno. [...] In ogni caso la prima notizia deve riuscire a caratterizzare politicamente la nostra informazione. [...] il notiziario deve essere caratterizzato, sia per il numero di notizie che per la loro disposizione, dalla prevalenza della parte sindacale e milanese. Questo perché siamo una radio «al fianco della classe operaia» e una radio locale. [...]. Le notizie sindacali sono una parte importante dei nostri notiziari e ne sono una parte qualificante. Per lo strumento radiofonico che noi utilizziamo, possiamo e dobbiamo fare in modo che questa sia una parte viva, che nella misura del possibile siano gli operai a parlare alla radio, a parlare nei notiziari, a commentare accordi, manifestazioni, scioperi. [...]"³⁰⁴.

Per la radio, che nelle primissime fasi di vita subisce il sequestro delle apparecchiature da parte delle autorità ed è ridotta al silenzio per circa due mesi, comincia un periodo nel quale acquista una centralità nel dinamico panorama delle radio private milanesi e le viene riconosciuto un ruolo significativo sul piano informativo. Da un punto di vista economico “si punta a forme di finanziamento di massa, presso gli operai in fabbrica, gli studenti nelle scuole, con iniziative nel quartiere e ad un dibattito condotto in questi stessi ambienti si affida il compito di programmazione e di struttura organizzativa della nuova emittente”³⁰⁵. La radio era inoltre sostenuta attraverso campagne di autofinanziamento, organizzazione di concerti musicali e una minima quota di pubblicità³⁰⁶. “Canale 96” perde progressivamente importanza a partire dalla seconda metà del 1976, quando una parte consistente dei suoi operatori decide di portare il proprio contributo alla realizzazione del progetto di “Radio Popolare”, anche a causa delle divergenze emerse tra i redattori rispetto alla linea editoriale della radio. Infatti la maggioranza del collettivo che gestisce l'emittente, legata alla formazione politica di “Avanguardia operaia”, punta alla creazione di una radio capace di esprimere soprattutto il punto di vista di quella organizzazione, rinunciando ad essere espressione plurale di posizioni differenti come era stata fino a quel momento³⁰⁷. Nella fase successiva anche Avanguardia operaia abbandonerà il progetto della radio e i lavoratori dell'emittente si costituiranno in cooperativa. Tale scelta rientrava nella sperimentazione di esperienze di lavoro “alternative” che nella seconda metà degli anni Settanta si diffonderanno soprattutto

³⁰³ *Ibidem*, p. 165.

³⁰⁴ Per queste citazioni sulla linea informativa di “Canale 96” cfr. *Programma editoriale*, riportato in G. Macali, *Meglio tardi che Rai*, cit., pp. 37-41.

³⁰⁵ Cfr. *L'alternativa di Canale 96*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 11, Novembre 1975, p. 36.

³⁰⁶ Cfr. “Mille Canali”, Anno III, n. 15, Marzo 1976, p. 42.

nelle grandi città e di cui le radio democratiche costituivano un esempio significativo. Ancora nelle parole di Giuseppe Oddo in un'intervista del 1980 che guardava all'esperienza di Canale 96 a qualche anno di distanza, emergeva come questo tipo di organizzazione era destinato a non riuscire a competere con la concorrenza delle emittenti commerciali, soprattutto sul terreno dei finanziamenti in mancanza di una legge che tutelasse queste esperienze: “Le emittenti come Canale 96, se pur hanno avuto un ruolo centrale [...] all'interno del nuovo sistema di comunicazione, tuttavia si presentano troppo deboli dal lato economico-organizzativo. Da questo punto di vista il regime di «non regolamentazione» ha praticamente accelerato, in modo determinante, il processo di eliminazione di queste piccole esperienze, schiacciate tra l'incudine e il martello e incalzate da fortissimi concorrenti, da quelle emittenti cioè controllate dagli oligopoli privati e sostenute da grossi introiti pubblicitari”³⁰⁸.

Oltre a “Canale 96”, è importante nei primi mesi di diffusione delle radio indipendenti anche il ruolo svolto da un'altra radio del capoluogo lombardo: “Radio Milano Centrale”. Nonostante la sua esperienza duri per un periodo limitato questa emittente, costituita da giornalisti provenienti dalla Rai, tra i quali Mario Luzzatto Fegiz, Grazia Coccia, Massimo Villa e Michelangelo Romano, riuscirà a fornire un contributo significativo per l'informazione alternativa. Infatti nei suoi primi mesi “si propone di mettere a disposizione di tutta l'area democratica, dei consigli di zona, degli operatori politici, economici e culturali uno strumento nuovo per la circolazione delle informazioni, la diffusione delle notizie, il confronto politico e culturale tra le organizzazioni democratiche”. La radio viene considerata come “uno strumento utile al movimento popolare nel suo insieme”³⁰⁹. Questa impostazione si manifesta fin dalla trasmissione di apertura tenuta il 15 ottobre del 1975³¹⁰, alla quale prende parte l'allora Sindaco Franco Aniasi, rilasciando “un'intervista sul nuovo modo di governare Milano”³¹¹. Come ha ricordato Marco Gaido, un altro osservatore delle radio democratiche in Italia, si assiste ad un'innovazione anche nella raccolta di notizie in quanto “Radio Milano Centrale” alle origini disponeva di una catena di informazioni di vita cittadina attraverso un costante collegamento coi tassisti

³⁰⁷ Per questa fase della discussione interna alla redazione della radio cfr. G. Macali, *Meglio tardi che Rai*, cit., pp. 84-89.

³⁰⁸ *Le emittenti democratiche: l'esperienza di “Radio Popolare”*, cit., p. 165.

³⁰⁹ Per queste citazioni cfr. *Radio Milano Centrale*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 11, Novembre 1975, p. 35.

³¹⁰ Cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 42.

democratici di Milano ed era quindi in grado di fornire tempestivamente notizie su manifestazioni e cortei in tutti i punti della città. Si collegava con fabbriche occupate e dava ampio spazio alla condizione della donna e alla voce delle minoranze. Anche la pubblicità è in qualche modo alternativa: reclamizzava la catena C.O.O.P. e i negozi che offrono beni a prezzi popolari”³¹². In seguito – come rileva Umberto Eco – la radio dedica uno spazio sempre maggiore anche alla programmazione musicale con la creazione di rubriche specifiche condotte tra gli altri dal giovane musicista Eugenio Finardi, che proprio negli studi dell'emittente troverà l'ispirazione per comporre la canzone *La Radio*, destinata a diventare il vero e proprio inno del movimento delle radio libere in Italia³¹³.

La possibilità per il pubblico di poter scegliere tra un'offerta di canali radiofonici che si era ampliata nel breve arco di alcuni mesi e soprattutto di avere l'occasione di fruire di diversi punti di vista sul terreno dell'informazione era testimoniata anche dalla variazione nelle quote di ascolto per la radio Rai. Secondo un'indagine del servizio opinioni della Rai tra il marzo e l'ottobre del 1976 le radio private nel loro complesso avevano aumentato la percentuale dell'ascolto radiofonico globale che era passato dal 2,8 al 9,2%, mentre l'ascolto complessivo delle tre reti radiofoniche della Rai scendeva nello stesso periodo considerato dal 57,9% al 50,3%. Il calo di ascolti della Rai era causato principalmente dall'ascolto delle radio libere³¹⁴. Ciò testimoniava un vivo interesse per la programmazione informativa delle emittenti “democratiche” capaci di integrare un ambito dove tradizionalmente la radio pubblica riscuoteva un grande successo in termini di ascolto.

II. 2.2 Radio Popolare e Radio Radicale

L'esperienza di “Radio Milano Centrale” è destinata a chiudersi con l'avvento sulla scena radiofonica milanese della nuova emittente “Radio Popolare”. La stazione radio viene costituita da una Cooperativa in cui è presente quasi tutto l'arco delle forze

³¹¹ Cfr. G. Macali, *Meglio tardi che Rai*, cit., p. 13.

³¹² Cfr. M. Gaido, *Radio libere? La prima vera inchiesta e storia delle radio libere in Italia e nel mondo*, cit., p. 24.

³¹³ Per una descrizione delle rubriche musicali di “Radio Milano Centrale” cfr. U. Eco, *Buonasera, vi parla Pancho Villa*, in “L'Espresso”, 8 Febbraio 1976, inserito poi con il titolo *L'onda anomala*, in U. Eco, *Dalla periferia dell'impero*, Bompiani, Milano 1976, pp. 329-331. Per la canzone *La Radio* di Eugenio Finardi si riporta un estratto del famoso motivo che fotografa bene il clima di quegli anni: “Amo la radio perché arriva dalla gente/ entra nelle case e ci parla direttamente/ e se una radio è libera, ma libera veramente/ mi piace ancor di più perché libera la mente”.

³¹⁴ Cfr. Rai, Servizio Opinioni, Foglio Informativo Servizio Opinioni n.1/77 in AIG (Archivio Istituto Gramsci), b. 21/13, Rai Servizio Opinioni (1976-1981).

politiche della sinistra extraparlamentare, da Lotta Continua ad Avanguardia operaia, dal Movimento lavoratori per il socialismo al Partito di unità proletaria, oltre alla sinistra del Partito Socialista e ad un vasto schieramento di forze sindacali. In particolare partecipano alla realizzazione del progetto le organizzazioni di categoria dei metalmeccanici – Fim, Uilm e Fiom – e l’associazione cattolica delle ACLI³¹⁵. Anche per “Radio Popolare”, la dimensione informativa resta uno degli ambiti privilegiati su cui caratterizzare la propria linea editoriale. La ricerca di un tipo di informazione diversa è ribadita in un documento preparatorio della radio scritto dal futuro direttore, Piero Scaramucci, già giornalista della Rai. Nel “Documento Programmatico per una radio popolare”, redatto nell’autunno del 1975 in vista delle prime trasmissioni dell’emittente che sarebbero iniziate nel giugno del 1976, si riconosceva “la potenzialità di uno strumento il cui scopo non è quello di far da altoparlante a lotte esemplari, ma quello di fungere da luogo in cui settori di proletariato esercitano la propria capacità di informare, riflettere, elaborare, discutere, comunicare pubblicamente, contrapponendosi di fatto, quotidianamente, al punto di vista della classe al potere”. Per quanto riguarda la natura dei notiziari si specifica inoltre che si sarebbero usate “tre tecniche di rapporto con gli ascoltatori [...] : i collegamenti diretti, le telefonate, gli spazi autogestiti. [...]”. La logica dei collegamenti diretti non è quella di farsi raccontare dalla gente, ma di raccontare insieme alla gente, nei modi di raccontare che non sono propri del mediatore di notizie, ma sono propri dei meccanismi espositivi della gente. [...]”. Questi collegamenti non saranno circoscritti alle principali situazioni tradizionali di lotta, ma dovranno essere metodo. Con la gente al mercato, sui prezzi; con la gente in treno sui trasporti; con la gente in fila alla posta [...]; con gli anziani per le pensioni; con la gente all’Idroscalo sulle vacanze, sui soldi; con gli studenti davanti alle scuole, con la gente davanti ai cinema; con le madri alla scuola materna; con i soldati in libera uscita; con i tranvieri al capolinea; con i giovani alle feste, ai concerti, alle partite; [...] con la gente nei quartieri sullo smog, il verde, l’edilizia, i rumori”.

Particolare rilievo viene dato all’utilizzo del telefono che nelle intenzioni dei redattori della radio “deve poter consentire l’accesso al microfono da parte dell’utente” e l’operatore della radio “deve funzionare più come struttura di servizio che come

³¹⁵ Cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 48, per un quadro completo di “Radio Popolare” cfr. R. Nunziata, *La nascita delle radio libere: il caso di Radio Popolare*, in “Memoria e Ricerca”, Anno XV, fascicolo n. 25, maggio-agosto 2007, pp. 113-125.

mediatore”. L’introduzione di determinate pratiche nell’utilizzo della radio, quali “spazi autogestiti, dirette, telefonate – si legge ancora nel documento – sono tre strumenti cardine del capovolgimento della tradizionale unidirezionalità del messaggio radiofonico, sono modi per innescare un processo di appropriazione degli strumenti informativi da parte dei proletari”³¹⁶.

I momenti di maggiore celebrità vissuti da “Radio Popolare” sono legati all’utilizzo delle corrispondenze dei suoi collaboratori e alle telefonate degli ascoltatori. Il racconto in diretta degli incidenti avvenuti a Milano il 7 Dicembre 1976, in occasione dell’inaugurazione della stagione teatrale alla Scala, tra giovani dei “Circoli giovanili” e le forze dell’ordine³¹⁷, mostra un modo diverso di proporre la notizia:

“[...]. Gli inviati telefonavano con tempestività impressionante allo studio centrale che interrompeva immediatamente il programma musicale e mandava in onda in diretta il servizio. Anche altre radio libere [...] hanno trasmesso servizi più o meno lunghi sugli incidenti, con interviste e dibattiti con gli ascoltatori, ma nessuna in diretta e con la particolare prontezza di Radio Popolare”³¹⁸.

Biagio Longo, uno dei collaboratori di Radio Popolare ha ricostruito il contesto all’interno del quale l’esperienza di questa emittente è nata ed riuscita a sviluppare una nuova modalità di informazione che tenesse conto dei limiti della programmazione della Rai e superando un’impostazione troppo legata ad una logica di partito: “Non si capisce il nostro progetto, e quindi neanche la nostra collocazione se non si tiene conto del momento in cui siamo nati, il 1975, in una situazione politica caratterizzata dalla massima unità della sinistra e dalla massima tensione verso trasformazioni concrete nella realtà italiana in relazione all’emergere di bisogni nuovi e delle dinamiche che comparivano nella società civile. Non sono discorsi retorici ma un richiamo necessario perché quel breve arco di tempo in cui vi è stata questa unità, l’abbiamo vissuto come un momento di perdita di egemonia della Democrazia cristiana e dei valori dominanti, e di illusione di una nuova egemonia che ci ha presi tutti. Per un anno, un anno e mezzo, abbiamo visto il progetto di informazione di Radio Popolare collocato dentro questa situazione, come proprio referente politico. Ma accanto alla novità e alla concretezza di questo momento politico, si coglievano

³¹⁶ Per tutte le citazioni precedenti cfr. P. Scaramucci, *Documento programmatico per una radio popolare*, in G. Macali, *Meglio tardi che Rai*, cit., pp. 24-33.

³¹⁷ Per una ricostruzione della vicenda cfr. G. Crainz, *Il paese mancato*, cit., p. 566.

³¹⁸ Cfr. *Così una radio libera ha trasmesso tutti gli scontri minuto per minuto*, in “Il Corriere della Sera”, 9 dicembre 1976. Sul ruolo delle radio libere in questo episodio cfr. anche M. Rusconi, *Qui Radio libera: vi parla Gesù*

anche [...] alcuni vecchi errori nei modi di concepire l'informazione che avevano portato alla nascita di Radio Popolare e, in generale, alla nascita di radio democratiche”.

Con la fine della stagione più intensa di conflittualità lo stesso Longo descrive come la radio aveva mantenuto “questo sforzo di pratica e di riflessione sull'informazione senza più il retroterra politico che ci sosteneva ed esposti a tutti i venti di quella che altrove si chiama lottizzazione e che nel nostro caso significa pressioni di continue richieste di discussione sulla linea politica della radio [...]; di richieste, in sostanza di maggior aderenza del progetto della radio a progetti specifici di singole forze”. Il problema del rapporto con le forze politiche sul finire degli anni Settanta si configura per Radio Popolare, come un “modo vecchio di vedere l'informazione”. È ancora Biagio Longo a sottolineare come “dato per scontato un elevato grado di autonomia del collettivo redazionale, dobbiamo però continuamente sforzarci nel mantenere costantemente nella pratica, nel lavoro di informazione un equilibrio incredibilmente fragile tra l'incudine delle forze politiche e il martello dei nostri ascoltatori i quali sono anch'essi orientati politicamente e mal sopportano un'autonomia troppo spinta del collettivo redazionale nell'affrontare qualsiasi argomento come anche mal sopportano il modo spesso provocatorio con il quale affrontiamo alcuni temi, senza dare niente per acquisito”³¹⁹. Come esempi di programmi di informazione nei primi anni della storia di Radio Popolare significativa è la corrispondenza con Edoarda Masi, collegata da Shanghai in occasione della morte del Presidente della Repubblica Popolare Cinese Mao Tse Tung il 9 settembre 1976. Radio Popolare è una delle prime stazioni a dare la notizia e a raccontare in diretta le reazioni della popolazione cinese, per un avvenimento seguito con particolare attenzione dalle varie anime della sinistra anche in Italia³²⁰. Sul fronte delle agitazioni di quegli anni altrettanto valore nella tempestività e nell'immediatezza delle informazioni, possiedono le cronache degli inviati della radio nel corso di scontri tra manifestanti e forze dell'ordine. In occasione di una manifestazione svoltasi a Milano nel 1976 il giornalista Biagio Longo telefona in diretta e riferisce dal telefono di una pescheria del lancio di

antibambino, in “L'Espresso”, 19 dicembre 1976. Sui “Circoli giovanili” di Milano cfr. R. Di Rienzo, *Così giovani e così disperati*, in “L'Espresso”, 19 dicembre 1976.

³¹⁹ Per le citazioni precedenti cfr. *Le emittenti democratiche: l'esperienza di “Radio Popolare”*, in “Ikon”, cit., pp. 163-164.

³²⁰ Per la registrazione della corrispondenza di Edoarda Masi dalla Cina cfr. il sito di Radio Popolare : http://www.radiopopolare.it/fileadmin/trasmissioni/maliberavemente/morte_di_mao.mp3

lacrimogeni e bottiglie molotov in Piazza Santo Stefano, determinando un clima di condivisione con gli ascoltatori reso possibile dal carattere diretto e spontaneo delle trasmissioni:

“ [...] la polizia sta attaccando in maniera violentissima, va avanti e indietro...nessuno si aspettava...il corteo era sciolto [...] *Senti gli scontri continuano in questo istante comunque?* Stanno qui davanti...guarda è una cosa...ci sono dei riverberi delle molotov...è messo a fuoco qui fuori in Piazza Santo Stefano possiamo vedere dalle vetrine...*I dimostranti si stanno sciogliendo per quello che tu riesci a sapere?* Il corteo è imbottigliato da tutte le parti...*Si è trattato di un'aggressione immotivata?* Il corteo era sciolto[...] stava defluendo per andarsene via...poi le sirene impazzite da tutte le parti...*Hai potuto notare se qualcuno è stato ferito?* Guarda io stavo qui in mezzo [...] e stavano tutti correndo avanti e indietro”³²¹. La capacità di restituire con immediatezza l'informazione sull'attualità politica e di cronaca e il tentativo di stimolare un dibattito con gli ascoltatori si manifesterà in pieno anche nelle lunghe dirette seguite all'uccisione degli agenti della scorta e al rapimento di Aldo Moro nel 1978. La mattina del 16 marzo 1978 la radio dedica uno speciale agli aggiornamenti sulla vicenda e alle cronache delle manifestazioni che spontaneamente si tennero in varie città italiane dopo il sequestro. Il 9 maggio 1978, subito dopo la notizia della morte di Aldo Moro, la radio apre i microfoni agli ascoltatori, che partecipano alla diretta evidenziando umori contrastanti e dimostrando quanto anche in un'occasione drammatica, la radio servisse come punto di incontro tra posizioni a volte anche profondamente differenti³²².

Altri episodi molto significativi per la storia dell'emittente milanese sono due avvenimenti che avvengono nei primi mesi del 1978. Dopo l'uccisione a Roma di due giovani esponenti del MSI-DN della sezione di Acca Larentia in gennaio la radio offre i propri spazi per promuovere un ampio dibattito sulla violenza politica di quegli anni nelle dirette notturne scoprendo di avere molti “ascoltatori di destra”. La radio in questo modo dimostrava di rappresentare un punto di riferimento ed un'occasione di confronto anche per ascoltatori con sensibilità politiche molto diverse tra loro. Il 18

³²¹ Per questa registrazione cfr. <http://www.radiopopolare.it/fileadmin/trasmissioni/maliberavemente/scontri-santostefano.mp3>

In corsivo la voce del giornalista in studio.

³²² http://www.radiopopolare.it/fileadmin/trasmissioni/maliberavemente/19_marzo/MICAP_MORO1sito.mp3

marzo 1978 due giovani militanti del centro sociale milanese “Leoncavallo”, Fausto Tinelli e Lorenzo (Iaio) Iannucci, vengono uccisi a colpi di pistola. Anche se le lunghe indagini non individueranno un colpevole riconosciuto, apparirà chiaro che le responsabilità del duplice omicidio andavano cercate in gruppi legati all’estrema destra. Davanti alla versione fornita dalla Rai e dai principali media che parlavano di un regolamento di conti nel mondo dello spaccio di stupefacenti, è soprattutto la controinformazione a mettere in discussione la versione ufficiale. Il ruolo svolto da “Radio Popolare” è decisivo per alimentare la ricerca della verità sulla vicenda: la telefonata della madre di Fausto a pochi giorni dal delitto costituisce uno dei momenti più intensi e drammatici nei quali la radio permette di dare voce a questi dubbi:

“ – Pronto? Sono la mamma di Fausto.

- Buonasera, signora.

- Buonasera. Senta, io volevo smentire certe cose che sentivo che dicevano, che mio figlio è nel mondo della droga [...]. Sono tutte calunnie che gli stanno mettendo addosso. Ha le sue idee però non ha mai fatto male a nessuno. [...]. Basta che sia povera gente che subito gli buttano la croce addosso. Se una donna viene uccisa per strada, subito è una puttana. Se un giovane muore, è un drogato. Capisce? [...] non...non voglio che vadano di mezzo degli altri ragazzi come mio figlio, voglio solo indagare i responsabili. [...]. Voglio solo i killer di mio figlio. Quelli li voglio”³²³

In collaborazione con varie realtà sociali, politiche e sindacali, “Radio Popolare” promuove inoltre manifestazioni di protesta nel territorio di Milano per ricordare i due ragazzi del centro sociale, trasmettendo in diretta anche i drammatici istanti dei loro funerali³²⁴. Come ha scritto Fausto Colombo le radio libere in termini di informazione sono riuscite a costruire “legami con il territorio, con le forze sociali, con i protagonisti e i testimoni anche minuti. La loro informazione poteva manifestarsi come una forma di pedinamento della realtà legata saldamente [...] ai sommovimenti del decennio precedente, e capace di contaminare lo stesso mandato della corazzata Rai”³²⁵. Tuttavia secondo lo stesso sociologo lo stile delle radio libere che puntavano sull’informazione “si andava lentamente ma inesorabilmente slabbrando, non perché alcune emittenti non continuassero fedelmente nel proprio compito [...], ma perché il

³²³ S. Ferrentino *et al.* (a cura di), *Vedi alla voce Radio popolare*, Garzanti, Milano 2006, p. 167.

³²⁴ Per il comportamento della radio su questi episodi cfr. R. Nunziata, *La nascita delle radio libere: il caso di Radio Popolare*, in “Memoria e Ricerca”, cit., pp. 122-125.

³²⁵ F. Colombo, *Il paese leggero. Gli italiani e i media tra contestazione e riflusso*, Laterza, Roma - Bari 2012, p. 141.

sistema dei media intorno si modificava ormai in direzione del disimpegno e della centralità dell'intrattenimento”³²⁶

Proprio l'apertura della radio a vari tipi di settori sociali, di solito relegati ai margini della comunicazione e a posizioni politiche differenti, determinano il riconoscimento per “Radio Popolare” del ruolo di tribuna dove si incontrano voci diverse, talora contrapposte, della società milanese. Una funzione sociale che rappresenta uno dei contributi di maggiore novità introdotti dalla radio nel panorama delle stazioni democratiche che propongono un uso diverso e alternativo dell'informazione. Anche per questi motivi “Radio Popolare” rappresenta una delle esperienze più importanti del periodo che va fino alla fine degli anni Settanta³²⁷.

Dal punto di vista delle radio di informazione un posto privilegiato è quello che occupa l'emittente romana “Radio Radicale”. La radio inizia le trasmissioni a Roma dagli studi di via Villa Pamphili nel marzo del 1976 sulla modulazione di frequenza di 88,5 megahertz, come organo del Partito Radicale sotto la direzione di Lino Jannuzzi. L'idea della radio viene dal gruppo dirigente del Partito Radicale, così da avere uno strumento di informazione capace di trasmettere notizie diverse rispetto a quelle diffuse dalla Rai, con l'intento di rivolgersi, a differenza di altre esperienze legate a movimenti e a partiti politici, all'intera opinione pubblica. Dopo il risultato del referendum sul divorzio del 1974, il Partito Radicale costituisce una delle formazioni più attive tra i vari gruppi extraparlamentari, e nell'idea della radio si trova non soltanto la volontà di costruire uno strumento militante, quanto un luogo pubblico e aperto di discussione. Nel 1976 inoltre il Partito Radicale registra per la prima volta l'ingresso di alcuni deputati radicali alla Camera: oltre a Marco Pannella, anche Adele Faccio, Emma Bonino e Mauro Mellini. Durante la campagna elettorale per le elezioni politiche, Radio Radicale diventa il mezzo con cui il partito fa conoscere le proprie posizioni, superando i limiti di tempo tradizionalmente imposti dalle tribune politiche gestite dalla Rai. Da questo punto di vista estremamente significative si rivelano le dirette dei comizi tenuti dal segretario Marco Pannella che risulteranno decisivi per l'affermazione della compagine politica nella tornata elettorale³²⁸

³²⁶ *Ibidem*, p. 141

³²⁷ Cfr. D. Forgacs, *L'industrializzazione della cultura italiana (1880-2000)*, cit., pp. 220-222.

³²⁸ Per le registrazioni delle dirette dei comizi del Partito Radicale durante la campagna elettorale per le elezioni politiche del 1976 cfr. il sito web della radio <http://www.radioradicale.it>, registrazione [6463] Campagna elettorale del Partito Radicale, 15 giugno 1976 e registrazione [6467], Campagna elettorale del Partito Radicale, 18 giugno 1976.

La linea editoriale dell'emittente si differenzia dallo stile di quelle più legate ai gruppi della nuova sinistra, in quanto viene lasciato ampio spazio al filo diretto con gli ascoltatori, ma soprattutto si introduce l'assoluta novità delle trasmissioni in diretta dei lavori del Parlamento. Nonostante una certa sorpresa del mondo politico rispetto a questa importante novità, viene riconosciuto all'emittente il ruolo di organo di informazione e di servizio pubblico. Nella prima fase, oltre alle dirette dei lavori del Parlamento, ampio spazio viene riservato ai principali avvenimenti politici e istituzionali e alle rassegne stampa durante la notte. Sul piano dell'organizzazione e del finanziamento si sperimentano formule nuove: all'inizio i fondi provengono da sottoscrizioni private da parte degli ascoltatori e da quote di finanziamento pubblico al Partito Radicale³²⁹. Nel 1978 dopo la sconfitta con il 43,6% dei voti del referendum promosso dallo stesso Partito Radicale contro il finanziamento pubblico dei partiti³³⁰, la formazione politica investirà quei fondi nell'attività di informazione, cercando così di coprire più avvenimenti pubblici possibili, dai lavori delle Camere, ai convegni dei partiti fino ai cortei e alle manifestazioni di questo periodo. Un ulteriore aspetto di originalità è legato alla mancanza assoluta di musica e pubblicità commerciale. Infatti gli unici "stacchi" musicali sono costituiti da brani del *Requiem* di Mozart e le uniche attività pubblicizzate riguardano avvenimenti di pubblico interesse. Occorre inoltre sottolineare che dal 1976 con il nome di "Radio Radicale", oltre all'emittente romana trasmettevano anche altre radio a Milano e a Bari; dal 1978 Paolo Vigeveno diventa editore dell'emittente e con la sua figura si rafforza il progetto editoriale della stazione. Come ha ricostruito lo stesso Paolo Vigeveno in un'intervista "quello che stavamo sperimentando in quegli anni [era] un modello radiofonico. [...]. La scelta [era] quella di provare a fare una radio di servizio, di servizio pubblico, una radio che faccia sedute parlamentari, sedute dei consigli regionali, sedute istituzionali. [...]"³³¹. La funzione di servizio pubblico, dopo le convenzioni firmate con la Camera dei deputati durante gli anni Ottanta, sarà ufficialmente riconosciuta alla radio per effetto di un'apposita legge nel 1990. A partire dal 1979 Radio Radicale acquisterà anche una dimensione nazionale, estendendo il proprio segnale a tutta la penisola attraverso la federazione con le varie realtà locali. L'esperienza di questa emittente e il suo

³²⁹ La prima convenzione stipulata da Radio Radicale con il Parlamento risale al 1986 cfr. R. Palumbo, *Radio Radicale* in P. Ortoleva e B. Scaramucci (a cura di), *Enciclopedia della radio*, Garzanti, Milano 2003, pp. 670-671.

³³⁰ Cfr. S. Colarizi, *Storia del Novecento italiano. Cent'anni di entusiasmo, di paure, di speranza*, BUR, Milano 2000, p. 450.

lavoro di informazione e documentazione, rappresenta uno dei prodotti più longevi ed efficaci della stagione delle radio libere che si era aperta dalla metà degli anni Settanta. La moltiplicazione di occasioni di informazione resi possibili dalle radio “libere” nel periodo che va dal 1975 al 1978, è indice anche di un significativo ampliamento delle dimensioni della sfera pubblica così come definita nelle riflessioni di Jurgen Habermas: “In confronto alla stampa dell’epoca liberale i mass-media da un lato hanno raggiunto una forza di penetrazione e un’efficacia incomparabilmente maggiori (con essi si è estesa la sfera stessa della dimensione pubblica), dall’altra, si sono allontanati sempre più da questa sfera per penetrare in quella, un tempo privata, dello scambio di merci. [...]. Mentre prima la stampa poteva soltanto mediare e rafforzare il dibattito dei privati raccolti nel pubblico, adesso, viceversa, esso è plasmato dai mass-media”³³².

Ciò appare tanto più significativo se si considera che la diffusione di alcune informazioni proviene direttamente da ristretti gruppi di individui, o da associazioni che attraverso l’utilizzo di un mezzo di comunicazione di massa come la radio consentono la circolazione di notizie in modo più simultaneo sia della stampa che della televisione. Inoltre attraverso il microfono aperto, come nei casi di “Radio Popolare” a Milano e “Radio Radicale” a Roma, diventa possibile discutere degli argomenti della politica e dell’attualità ed esprimere il proprio punto di vista in modo libero, senza il rischio di essere censurati.

Un altro aspetto che merita di essere sottolineato nell’analizzare il carattere alternativo delle emittenti democratiche è quello del rapporto tra la musica trasmessa e l’impostazione di ciascuna radio. Infatti, anche se le radio democratiche privilegiano la dimensione informativa, non mancano riflessioni rispetto alle scelte musicali da compiere per evidenziare lo stretto legame tra il tipo di musica da proporre e l’idea di radio alternativa. La musica – come si è visto – costituisce il nucleo fondamentale della programmazione della maggior parte delle radio che nascono a partire dal 1975³³³,

³³¹ Cfr. M. Bordin, *Intervista a Paolo Vigevano*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent’anni di libertà d’antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent’anni di libertà d’antenna”, cit., pp. 142-43.

³³² Sul rapporto tra i mezzi di comunicazione di massa e l’ampliamento della sfera della dimensione pubblica cfr. J. Habermas, *Storia e critica dell’opinione pubblica*, Laterza, Roma-Bari 2008, pp. 216-17 (tit. or. *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1962).

³³³ Cfr. F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, cit., p. 92 e M. Gaido, *Radio libere? La prima vera inchiesta e storia delle radio libere in Italia e nel mondo*, cit., pp. 45-48.

caratterizzandone il formato e condizionandone profondamente la linea editoriale. Le radio democratiche su questo terreno puntano ad una proposta musicale, capace di far emergere anche attraverso le scelte musicali una connotazione che si differenzi profondamente da una musica generica e indistinta utilizzata come sottofondo ininterrotto della comunicazione radiofonica. Così anche la musica può assumere un ruolo nella strategia delle radio che si presentano in primo luogo come strumento di controinformazione. A questo proposito, può essere utile leggere un approccio a queste tematiche legate al rapporto tra radio democratiche e scelte musicali in una fase nella quale il fenomeno della radiofonia libera si presenta come più strutturato e meglio definibile, come alcuni articoli pubblicati nel maggio del 1977 sul “Quotidiano dei lavoratori”. Questo giornale, organo di stampa della formazione politica di “Avanguardia operaia”, dedica ampio spazio all’argomento anche per le attenzioni manifestate dai gruppi legati alla sinistra extraparlamentare rispetto all’utilizzo delle radio democratiche. Partendo da un’analisi della programmazione proposta dalle varie emittenti democratiche, si mette in evidenza come “la funzione musicale trova delle grosse difficoltà di proposizione”. Infatti “mentre è molto più lineare condurre un discorso coerente da un punto di vista politico affrontando la parte redazionale, risulta più difficoltoso parlare e rimanere entro precisi binari quando si trasmette musica”. Le decisioni da prendere rispetto alla programmazione musicale si legge nello stesso articolo devono seguire dei criteri precisi: “La prima scelta da fare è togliersi dalla mitologia del disco, del prodotto. La musica non è solo il disco ma questo è solo una parte, anzi la parte che risente maggiormente dei condizionamenti del mercato. La realtà è uno strumento incredibile di divulgazione musicale e deve essere usato soprattutto per proporre musica registrata dal vivo, musica che è nata dalla realtà e non dallo studio di mercato di una grossa multinazionale. Questo senza togliere l’importanza da alcuni prodotti che seppure commercializzati sono validi. Il punto sta nell’essere coscienti che è indispensabile proporre quella musica che non ha altri sbocchi e che, essendo anche valida non verrà forse mai registrata su un disco”. Questa impostazione punta dunque a proporre un tipo di musica che rompa i tradizionali schemi legati alla distribuzione delle industrie discografiche e valorizzi i contributi della musica esclusa dai grandi circuiti di diffusione come emerge dalla parte conclusiva del testo: “[...]. Dobbiamo innanzitutto smettere di essere subordinati alla logica dell’industria discografica. [...]. Quindi cercare la musica che nasce, quella che si inventa giorno dopo giorno. È certamente un lavoro difficile, più difficile che affidarsi a quello che arriva attraverso i canali normali,

ma è uno dei mezzi per dare aria a tutte le nuove espressioni e a quelle più autentiche. [...]. Dobbiamo essere coscienti dell'importanza delle scelte musicali nelle radio democratiche proprio perché sono e si presentano come radio libere. L'atteggiamento di chi le ascolta è diverso, più aperto e quindi più facilmente influenzabile dal discorso che gli è offerto. [...]”³³⁴. Un ulteriore elemento su cui si concentrano le attenzioni del quotidiano, sta nel rifiuto della divisione tra la musica inserita in apposite rubriche e musica di accompagnamento o semplice evasione. Infatti si legge in un altro contributo come “la funzione culturale della radio democratica, nel contesto musicale, deve anche essere quella di abituare l'orecchio dell'ascoltatore a recepire non più solo il motivo facile da apprendere e da poter cantare immediatamente dopo, ma anche l'elaborazione di quei pezzi che nascono [...] rompendo con i canoni usuali di composizione, che cercano una via nuova di espressione. Per poter fare questo non è evidentemente sufficiente creare la rubrica specializzata, ma è necessario un lavoro più radicale che inserisca all'interno dell'intero palinsesto una scelta di musica rivolta in quella dimensione. [...] è giusto che [la musica] rappresenti anche un momento di evasione ma è altrettanto necessario che venga posto un termine di paragone ben chiaro che serva per poter distinguere ciò che vale come patrimonio culturale e tradizionale da quello che viene banalmente consumato nello spazio di breve tempo. [...]”³³⁵. Tale rifiuto di una rigida divisione tra musica delle rubriche e musica di sottofondo viene esposto in termini ancora più netti in un altro articolo, partendo dall'asserzione secondo la quale “essere una radio democratica è anche proporre e ricercare nuovi modi di trasmettere musica”. Nell'elaborazione di nuove modalità attraverso cui trasmettere una canzone si deve tener presente la capacità del mezzo radio di influenzare l'ascoltatore e fargli recepire un messaggio proprio in occasione dell'ascolto meno impegnativo, vale a dire quello della musica mandata in onda per riempire gli spazi, colmare i vuoti tra il “parlato” e “staccare” la pubblicità piuttosto che nelle rubriche specializzate. “È quindi indispensabile qualificare tutta la musica trasmessa e anche quella di sottofondo. Qualificare non deve voler dire però renderla seriosa, pesante ma tenere presenti le tre direttrici [...] fondamentali: qualità, discorso, produzione. Per qualità [...] si intende anche la «semplicità» e cioè la capacità di rendere comprensibile il proprio discorso. Per produzione la necessità per le radio democratiche di essere promotrici di personaggi

³³⁴ Per le citazioni precedenti cfr. A. Agostini, C. Fucci e R. Caselli, *Musica per sviluppare un'ideologia di classe*, in “Quotidiano de lavoratori”, 5 maggio 1977.

e produzioni che non hanno altri canali per farsi conoscere e portano avanti anche nella produzione un discorso democratico”³³⁶. È evidente che la questione è legata alla ricerca delle radio democratiche di essere riconoscibili come “alternative”, oltre che sul terreno della controinformazione anche su quello delle scelte musicali. Le considerazioni qui riportate rappresentano un punto di vista che può essere indicativo per il rapporto tra programmazione musicale e emittenti democratiche dimostrando la ricerca di una pratica costante come mezzi di comunicazione alternativi anche nell’ambito apparentemente meno significativo dell’offerta della musica all’interno dei palinsesti.

II. 2.3 La battaglia giuridica in Francia: l’“affaire” Radio Fil Bleu

Se in Italia le radio libere intrecciano la loro vicenda con il clima di intensa conflittualità sociale e politica degli anni Settanta, in Francia dopo gli esperimenti ricordati in precedenza, le rivendicazioni contro il monopolio si spostano sul fronte giuridico con l’entrata in scena di “Radio Fil Bleu” a Montpellier nel luglio del 1977. Questa stazione sarà destinata a modificare i destini futuri del movimento delle radio libere francesi. Annunciata nel corso di una conferenza stampa tenuta a Montpellier il 7 luglio 1977, la creazione di “Radio Fil Bleu” è un’iniziativa promossa da un gruppo di giovani aderenti al Partito Repubblicano del Presidente della Repubblica Valéry Giscard d’Estaing. I principali membri dell’associazione Radio Fil Bleu sono gli avvocati François Chassaing e Jean-Louis Rigaud; partecipano inoltre al progetto l’architetto Jean-Claude Deshons, il professore di inglese Philippe Wingling e Willy Di Meglio, esponente della federazione giovanile locale di Montpellier e collaboratore del sindaco uscente François Delmas, sconfitto in occasione delle ultime elezioni comunali³³⁷. Le trasmissioni iniziano il 12 luglio 1977 dalle 7 alle 9 del mattino con un programma preregistrato. Lo “studio” è un appartamento al dodicesimo piano di un edificio posto nel cuore di Montpellier, con un trasmettitore di 100 Watt che nelle intenzioni degli animatori della radio avrebbe dovuto coprire un raggio di 30 km di emissione. La radio riesce a trasmettere soltanto per pochi istanti

³³⁵ Cfr. R. Caselli, *Rubriche musicali: cultura o ghetto per addetti ai lavori?*, in “Quotidiano dei lavoratori”, 5 maggio 1977.

³³⁶ Cfr. C. Fucci, *Musica “varia” da sottofondo e musica “colta” per le rubriche. Una logica non più praticabile per le radio democratiche*, in “Quotidiano dei lavoratori”, 5 maggio 1977.

³³⁷ CAC, site de Fontainebleau, versement n° 19810440, art. 25, fasc. Radio Fil Bleu, Direction Générale de la Police Nationale, Direction Centrale des Renseignements Généraux, note 8 juillet 1977.

prima di essere ridotta al silenzio dall'intervento di TDF. Nella ricostruzione di Marise Lapergue vengono illustrate le prime prove tecniche dell'emittente che inizia con un messaggio piuttosto esplicito:

“La liberté est [...] notre objectif. Nous avons la chance de vivre dans un pays libre. Les libertés doivent être protégées et développées. Pour la liberté de création, d'information, pour le pluralisme des médias et des libertés”³³⁸.

L'*affaire* “Radio Fil Bleu” si caratterizza per il tentativo di dare un assalto al monopolio rivendicando la libertà di espressione piuttosto che la creazione di uno strumento di propaganda militante. Dopo la prima emissione la stazione cerca di trasmettere quotidianamente, ma sarà ripetutamente disturbata e il 21 luglio 1977 subisce una denuncia e il sequestro delle apparecchiature per violazione del monopolio su richiesta del giudice André Larroque³³⁹. Gli avvocati di “Radio Fil Bleu” nel frattempo, avevano già depositato una denuncia contro TDF, sostenendo l'incostituzionalità delle interferenze sulle trasmissioni della radio³⁴⁰, per la quale tuttavia il giudice si dichiarerà incompetente. Negli stessi giorni di questa iniziativa va sottolineato il differente atteggiamento delle autorità nei confronti di una nuova trasmissione di “Radio Verte” che si svolge a Parigi nella stessa data e stessa ora. Il programma viene trasmesso in diretta, poiché nelle intenzioni degli animatori vi era il desiderio di mostrare il duplice atteggiamento delle autorità nei confronti di una radio vicina al “governo”, così come era considerata Radio Fil Bleu, rispetto ad una radio all'“opposizione” come Radio Verte. Invece con grande sorpresa, mentre a Montpellier “Radio Fil Bleu” è censurata, “Radio Verte” a Parigi trasmette senza problemi da un locale del quotidiano “Le Matin de Paris”, un programma dedicato alle vicende di “Radio Alice” e di Franco Berardi, rilasciato il giorno precedente dopo essere stato arrestato dalla polizia francese³⁴¹:

“Ils ont parlé de Franco Berardi, arrêté puis libéré par la police française, des conditions de son arrestation, de la situation politique à Bologne, de l'appel des intellectuels contre la répression en Italie. [...] la discussion s'est étendue à la nécessité de l'éclatement du monopole des ondes, au problème du droit à la parole des travailleurs immigrés”³⁴²

³³⁸ M. Lapergue, *La radio giscardienne a été brouillée*, in “Libération”, 13 juillet 1977.

³³⁹ Cfr. *Radio Fil Bleu sous scellés*, in “Le Matin de Paris”, 21 juillet 1977.

³⁴⁰ Cfr. P. Serre, *Les avocats accusent TDF de voie de fait*, in “Le Matin de Paris”, 22 juillet 1977.

³⁴¹ Dopo la chiusura di “Radio Alice” nel marzo del 1977, Francesco Berardi detto “Bifo”, si era rifugiato in Francia per sfuggire all'arresto presso Félix Guattari. Questi, in contatto con Lefebvre e con l'équipe di “radio Verte” decide di dedicare una trasmissione alla vicenda di “Radio Alice”, invitando al microfono oltre a Berardi, anche altri due animatori della radio bolognese, Guerrino Matteo e Giancarlo Vitali cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., p. 115-116.

³⁴² Cfr. *La Vert à réussi à émettre*, in “Le Matin de Paris”, 13 juillet 1977.

In un documento diffuso in occasione della conferenza stampa che annunciava la nascita di “Radio Fil Bleu”, i due avvocati, François Chassaing e Jean-Louis Rigaud esprimevano le motivazioni secondo le quali era incostituzionale vietare le trasmissioni di radio private locali. L’intenzione degli avvocati era quella di creare un precedente giuridico capace di fare giurisprudenza come avvenuto in Italia con la sentenza della Corte costituzionale del luglio del 1976. I tre argomenti principali portati a sostegno di questa tesi erano:

1) il monopolio non esisteva più in via di fatto poiché le radio periferiche lo trasgredivano quotidianamente in quanto trasmettevano programmi in territorio francese pur avendo i propri trasmettitori situati all’estero;

2) il monopolio non era più applicabile a causa di un vuoto giuridico: infatti, poiché nella legge n. 72-553 del 3 luglio 1972, modificata dalla legge n. 74-696 del 7 agosto 1974, non venivano specificate le condizioni attraverso cui ottenere delle deroghe per trasmettere fuori dal monopolio, il testo della legge era incompleto e “malgré ce qu’on pense, n’interdit pas expressément l’existence d’une radio qui ne serait pas du service public et qui, partant, ne porterait pas atteinte au monopole que possède l’Etat sur le service public de la radio”;

3) infine, – secondo gli esponenti di “Radio Fil Bleu” – il monopolio era contrario tanto alla libertà di espressione inscritta nella Dichiarazione dei Diritti dell’Uomo, che ai principi fondamentali del diritto pubblico francese. In particolare si specificava che vietare le trasmissioni delle radio libere equivaleva a contrastare il principio stesso della libertà di stampa:

“La liberté d’expression et la liberté d’information sont en effet deux principes fondamentaux du droit public français depuis la Déclaration des Droits de l’Homme. L’une et l’autre de ces deux libertés ne peuvent exister concrètement qu’avec l’établissement de la liberté de la presse. Or cette liberté de la presse, qui est elle aussi une constante de nos institutions depuis la fin du dix-huitième siècle, elle se doit de correspondre à la réalité pratique, c’est-à-dire qu’elle doit “coller” à l’évolution des techniques d’expression et des moyens d’information. Car de même que la liberté d’aller et venir ne signifie plus rien si on la limite à ses normes initiales, c’est-à-dire la liberté de l’homme à pied ou de l’homme à cheval, de même la liberté d’informer n’est qu’une fiction si on la limite à l’information écrite, norme initiale elle aussi, alors qu’aujourd’hui les techniques audio-visuelles ont pris le pas en matière d’information sur la reprographie mécanique. Il est incontestable par conséquent qu’à l’époque de la radio et de la télévision, une véritable liberté d’expression et d’information implique nécessairement la

possibilité et le droit pour chacun de disposer s'il le désire des moyens d'expression et d'information les plus modernes. [...]. D'où le droit pour chaque citoyen de disposer et d'utiliser du matériel de radiodiffusion ou de télévision à l'effet de lui permettre d'exercer, pour lui sa liberté d'expression, et pour ceux qui l'écoutent leur liberté d'information”³⁴³.

Oltre alla via giuridica il collettivo di avvocati vicini alla radio cerca di sviluppare anche una strategia politica. Nel mese di agosto il sindaco uscente di Montpellier François Delmas si reca a Parigi ed espone il progetto della radio ai vertici del Partito repubblicano. Dopo questo incontro, l'ufficio politico del Partito si dichiarava deciso a “étudier soigneusement les implications juridiques et techniques de telles initiatives [que] posent la question du monopole de la radio et de la télévision”. Sullo stesso argomento, il presidente del Partito Repubblicano Jean-Pierre Soisson, affermava che il partito era pronto “à entreprendre avec les autorités gouvernementales, une réflexion approfondi sur ce sujet”. Secondo il quotidiano “Libération” le dichiarazioni dei vertici del Partito, “paraissent indiquer qu'ils sont désormais décidés à utiliser le cas Radio Fil Bleu pour lancer en France la bataille sur la «libéralisation» des ondes, bataille qu'ils semblent vouloir axer sur les problèmes juridiques”³⁴⁴. La comparsa di “Radio Fil Bleu”, era significativa in quanto rappresentava una delle prime radio “libere” in Francia che non erano espressione del mondo della contestazione o dei gruppi ecologisti, ma veniva creata da militanti del partito di maggioranza e nasceva in nome esclusivo della libertà di espressione. Le reazioni a questo tipo di iniziativa, soprattutto a sinistra dello scacchiere politico, esprimevano la preoccupazione che la vicenda avrebbe rappresentato un tentativo da parte della maggioranza di aprire un varco nel monopolio per favorire interessi commerciali. Il timore era rappresentato dal fatto che il governo con l'avvicinarsi delle elezioni legislative del marzo 1978, dove molti commentatori ipotizzavano una vittoria dell'opposizione, era deciso ad aprire il settore ai privati, così da poter

³⁴³ Queste citazioni sono tratte da un documento diffuso nel corso della conferenza stampa del 7 luglio 1977, riportato in CAC (Centre des Archives Contemporaines), versements n. 19810440, art. 25, fasc. *Radio Fil Bleu*, in allegato ad un rapporto del Ministère de l'Intérieur, Direction centrale des renseignements généraux del 19 luglio 1977. Per una ricostruzione della stampa cfr. R. Matignon, *Radios pirates: guerre des ondes déclarée*, in “Le Figaro”, 13 juillet 1977 e M. Lapergue, *Radio-libre: la phase juridique*, in “Libération”, 22 juillet 1977. Per la battaglia giuridica condotta da Radio Fil Bleu e per una ricostruzione dettagliata delle vicende dell'emittente cfr. anche F. Chassaing, *Radio Fil Bleu: à qui la liberté fait-elle peur?*, Westhoek, Dunkerque 1980.

³⁴⁴ Per le precedenti dichiarazioni cfr. *Radio Fil Bleu chez les républicains*, in “Libération”, 8 aout 1977.

disporre nella fase successiva di uno strumento di informazione di parte. Secondo il giornalista dell' "Humanité" Jean Rocchi

“l'opération se place non par hasard avant les législatives de 1978. Placés devant un monopole qui, en cas de victoire de la gauche devrait faire respecter le pluralisme des opinions, les tenants du pouvoir actuel, les représentants de grandes puissances financières pourraient avoir leurs propres émetteurs [...]. Le pouvoir en empêchant précisément la libre expression des opinions sur les ondes nationales, en accaparant à son profit le monopole d'Etat du service public pour en faire un monopole de gouvernement, est à l'origine du blocage des ondes régionales et locales. Il incite à la création des radios pirates. La «liberté» qui prône «Radio Fil Bleu» et quelques autres projets cache très mal une entreprise de quadrillage du pays par des réseaux de radios (et de télévision) aux mains des banques et des industriels”³⁴⁵.

Attraverso la mediazione del consigliere generale del PR di Montpellier, Willy Di Meglio, animatore dell'emittente, “Radio Fil Bleu” propone ai vertici del Partito repubblicano di sostenere un progetto di legge in cui si considerino delle deroghe al monopolio. Il progetto, ripreso e diffuso dalla stampa, prevedeva l'assegnazione di frequenze sulla banda FM alla condizione che ogni trasmettitore non superasse la potenza di 1 Kilowatt; inoltre si specificava che “ l' attribution d'une longueur d'onde radio est faite sur simple demande à l'intérieur de chaque ressort du court d'appel, par une commission ad hoc, comprenant le premier président de la cour d'appel, le président du tribunal administratif, le directeur régional des P.&T. [...]”³⁴⁶. Le associazioni che avrebbero potuto effettuare una richiesta di deroga erano soltanto quelle regolate dalla legge 1901. Inoltre le radio avrebbero dovuto attenersi al rispetto della legge del 1881 sulla libertà di stampa.

Il ruolo svolto da “Radio Fil Bleu” appare decisivo rispetto alla battaglia giuridica che gli animatori conducono in nome della libertà di espressione. Nata come radio “locale”, gestita da militanti del Partito Repubblicano, si differenzia dalla maggioranza delle radio libere per non essere uno strumento di lotta sociale o politica; nonostante questo sarà l'emittente che in questa fase riuscirà a produrre le maggiori modifiche nel quadro legislativo francese. L'esperienza di “Radio Fil Bleu” può essere confrontata con l'importante funzione svolta in Italia da “Radio Radicale”.

³⁴⁵ J. Rocchi, *Opération «Radio fil bleu»*, in “L'Humanité”, 6 aout 1977.

³⁴⁶ La stampa ha dedicato un'ampia copertura al progetto si vedano in particolare M. Lapergue, *Un projet de loi giscardien pour la liberté des ondes*, in “Libération”, 8 septembre 1977, Correspondance de la presse, 13 septembre 1977 e *Radio “Fil-Bleu” : un projet de loi sur les radios libres*, in “Quotidien de Paris”, 26 septembre 1977.

Infatti entrambe ricoprono un ruolo decisivo, pur nei differenti contesti nazionali, nella battaglia in direzione della libertà di espressione e di libero accesso alle onde. Si tratta di contributi che rivendicano con forza la libertà di espressione per permettere a chiunque di esprimersi grazie alle possibilità offerte dalla tecnica, come sostengono gli animatori di “Radio Fil Bleu; ma anche, come nel caso di “Radio Radicale”, della possibilità di rendere il pubblico partecipe di eventi dai quali sarebbe stato altrimenti escluso. “Radio Radicale” si ritaglia un ruolo determinante anche in coincidenza della stagione di mobilitazione collettiva di quegli anni in Italia, attraverso la copertura mediatica di tanti avvenimenti; “Radio Fil Bleu” invece, le cui trasmissioni saranno sporadiche, si caratterizzerà soprattutto per il ruolo giuridico svolto per il riconoscimento della libertà di trasmettere. Nei due Paesi oltre alle esperienze sul terreno dell’informazione alternativa e della radio come strumento di lotta sociale, esistono esempi che trovano nella radio il mezzo per garantire il diritto alla libertà di espressione e di opinione, rivendicato come uno dei maggiori e più importanti obiettivi della diffusione delle radio libere.

II. 2.4 La nascita dell’Association pour la libération des ondes

Sul fronte delle radio militanti, nel mese di agosto, durante la manifestazione antinucleare del Larzac, tre radio libere si erano coordinate per trasmettere (in particolare Radio Abbesses Echo, Radio 93 de la Seine Saint-Denis e Radio Larzac) e vi era stato un primo incontro tra i rappresentanti di 15 emittenti³⁴⁷, alcune delle quali tuttavia erano agli inizi e avevano trasmesso soltanto pochissime volte. Al termine della grande manifestazione, divenuta da qualche anno un appuntamento fisso negli ambienti dell’estrema sinistra francese, i collettivi delle emittenti precisano i loro obiettivi e diffondo presso la stampa il seguente comunicato:

“Les collectifs de radios Saint-Etienne, Marseille, Bordeaux, Anne-masse, Beau-Délire de Lille, Clermont-Ferrand, Radio 93 (Seine-Saint Denis), Abbesses Echo (Paris XVIIIe), Radio Bastille (Paris XIe et XIIIe), Radio Libre Toulouse, Radio Larzac se sont retrouvées le 13 et 14 aout sur le plateau du rassemblement. Cette rencontre s’est vite révélée vouloir être l’embryon d’une prochaine coordination nationale des radios libres. Pour concrétiser cette rencontre, nous avons fait la démonstration de notre convergence par une émission simultanée et en direct d’un forum des radios libres. Une fois de plus, le

³⁴⁷ Cfr. J. M. C’H., *3 radios libres sur le rassemblement*, in “Libération”, 16 aout 1977 e *Radios en liberté*, in “Le Matin de Paris”, 15 aout 1977.

Larzac a été le champ d'initiatives nouvelles et les radios libres s'inscrivent dans le cadre de cette lutte. [...].”³⁴⁸

Nel mese di settembre altri avvenimenti segnalano una crescita del movimento delle radio libere ed un generale atteggiamento di controllo e repressione da parte delle autorità nei confronti delle attività delle emittenti illegali. Il 7 settembre 1977 Brice Lalonde e Antoine Lefébure sono chiamati a rispondere dell'accusa di aver violato il monopolio sulle comunicazioni in Francia con le trasmissioni di “Radio Verte” del maggio-giugno precedente. In questi stessi giorni si assiste ad un altro episodio clandestino: “Radio Cap” (Comité d'action des Prisonniers) trasmette nei dintorni della prigione Santé per denunciare le condizioni dei detenuti e del regime carcerario in Francia³⁴⁹. Anche in questa occasione gli animatori saranno costretti a comparire davanti alle autorità per dare conto delle proprie iniziative. È a questo punto che il giovane movimento delle radio libere decide di dotarsi di una struttura definita ed articolata con la creazione dell'ALO (Association pour la Libération des Ondes). L'atto di nascita di questa importante associazione coincide con la diffusione di un appello per la “libertà di antenna” che viene riprodotto da diversi quotidiani³⁵⁰:

“[...]. Il est de plus en plus difficile vérifier l'existence du monopole. Les radios périphériques ridiculisent un appareil législatif désuet auquel tout le monde fait référence [...]. Pourtant, les postes libres prolifèrent et posent le problème avec l'urgence qu'il requiert: Radio Campus, Radio Alice [la radio italiana], Radio Verte, Radio Verte Fessenheim, Abbesses Echo 18°, Radio Beau Délire, Radio Libre 44, Radio Libre Toulouse, Radio Fil Bleu, Radio 93 [...]. Les pouvoirs publics préfèrent pourtant se taire et réitèrent à propos des radios libres le seul geste dont ils sont capables lorsqu'un besoin nouveau dépasse leurs capacités d'assimilation: l'effacement, le brouillage, et maintenant les procédures judiciaires.

Afin d'exprimer et de défendre la liberté d'expression radiophonique se crée l'Association pour la libération des ondes. Un de ses premières tâches sera d'assurer la défense juridique et politique de ces expériences autonomes et fragiles, ainsi que leur essentielle coordination. A.L.O. demandera la reconnaissance de l'existence des radios libres face au monopole, sans se borner à la lutte contre ce dernier. A.L.O. regroupe pour le moment des créateurs, des hommes des Média, des intellectuels et des représentants des radios libres déjà existantes et en train de se former. [...]. A.L.O. est également en contact avec ses équivalents étrangers, la F.R.E.D. en Italie, Community Communication en Grande-Bretagne, et d'autres groupes dont les expériences peuvent aider consolider cette tendance

³⁴⁸ Cfr. *Les radios libres veulent se coordonner*, in “Rouge”, 16 août 1977.

³⁴⁹ Cfr. D. F., *Réaction fantaisiste de la direction de la Santé*, in “Rouge”, 15 septembre 1977.

à la communication locale qui se développe dans le monde. Déjà se prépare une journée nationale des radios libres où toutes les stations émettraient à la même heure chacune un programme différent. Ce qui a été signalé par les différentes émissions «locales» réapparaîtra alors sous une forme que les pouvoirs publics ne pourront plus maîtriser s'ils ne considèrent pas le phénomène dans toute son ampleur et dans tout son urgence. La loi est caduque lorsque plus personne n'en veut".

Con la creazione dell'ALO, le radio si propongono di costituire uno strumento capace di dare alcune informazioni giuridiche e al tempo stesso delle informazioni tecniche per avviare un'emittente. Dopo la fondazione dell'associazione, l'autunno del 1977 prosegue con iniziative varie, caratterizzate tuttavia dal puntuale intervento dei funzionari di TDF.

Tra i principali firmatari dell'appello, che si configura come un manifesto in difesa della libertà di espressione per l'esistenza delle radio, troviamo oltre al gruppo che si era riunito attorno al collettivo di "Radio Verte", tra cui il direttore della rivista "Interférences" Antoine Léfébure, anche figure autorevoli della cultura francese contemporanea. Tra questi spicca il gruppo di intellettuali, scrittori, filosofi tra cui si segnalano Gilles Deleuze, Michel Foucault, Jean-Pierre Faye, Jean-Marc Fombonne, Gérard Fromanger, Serge July e Félix Guattari. Da sottolineare che la maggior parte di queste personalità avevano già firmato insieme a Jean-Paul Sartre il manifesto contro la repressione in Italia nel luglio del 1977: in questa occasione accettano di sostenere la battaglia per la liberazione delle onde in Francia, rivelando un primo legame molto stretto tra i gruppi "militanti" del movimento italiano e del movimento delle radio libere francese, che si rafforzerà nel periodo successivo. Nel frattempo aumentavano gli episodi di repressione nei confronti dei protagonisti delle radio libere: dopo il sequestro delle apparecchiature da parte dell'autorità giudiziaria per "Radio Fil Bleu" nel luglio del 1977, sul finire di agosto riprendono le trasmissioni di "Radio Verte Fessenheim"; i programmi saranno disturbati dopo appena sei minuti dall'intervento di Télédiffusion de France. Gli animatori di RVF riescono ad eludere l'arresto in flagranza di reato, grazie alla complicità della popolazione locale. Così per il collettivo della radio diventa "indispensable la poursuite de leur action malgré les moyens de répression mis en œuvre par les autorités. RVF a été crée pour donner

³⁵⁰ Per il testo dell'appello dell'Alo cfr. D. Caron, *Les radios libres se coordonnent*, in "Rouge", 16 septembre 1977, ALO; *Les radios libres!*, in "Libération", 16 septembre 1977 e *Une association et «une journée nationale»*, in "Le Monde", 19 septembre 1977.

la parole à la population, pour lutter contre la mise en route de la centrale nucléaire de Fessenheim et contre l'implantation de toutes les autres centrales et pour informer largement sur les dangers du nucléaire [...].”³⁵¹

Alla fine del 1977 una sentenza sembra mutare il quadro degli avvenimenti. Il 1° dicembre 1977 il giudice Lapierre di Montpellier assolve gli animatori di “Radio Fil-Bleu” dall'accusa di violazione del monopolio, generando il ricorso in appello della Procura della Repubblica di Montpellier³⁵². Il giudice aveva infatti accolto le richieste presentate dai difensori della radio in materia di libertà di espressione e di libertà di informazione. Il giudice Lapierre “a estimé que comme l'affirment les créateurs de Radio Fil-Bleu «la liberté d'expression et la liberté d'information sont deux principes fondamentaux du droit public français depuis la déclaration de droits de l'homme»”³⁵³. La sentenza della magistratura viene accolta in modo piuttosto polemico dal quotidiano l' “Humanité”, che in coerenza con le posizioni del PCF, chiedeva il mantenimento della gestione pubblica della comunicazione audiovisiva e vedeva nel verdetto una “brèche” nel monopolio. Una sentenza che aveva un valore nazionale e che “vise à donner le feu vert aux radios privées que les bons samaritains giscardiens et d'ailleurs nous préparent. Il vise à casser le monopole”. Il monopolio era secondo le parole di Jean-Michel Cordier “la garantie – à condition de ne pas être ce qu'il est aujourd'hui, un monopole du pouvoir en place – de ce que tous les courants d'opinions, d'idées et de création puissent s'exprimer”. La polemica era rivolta verso il Partito repubblicano, accusato di cinismo poiché “pour se donner la radio à ses ordres il ose parler de liberté”; così per il quotidiano “la démocratisation des ondes est urgente. C'est un besoin national. C'est le moyen de radios libres”³⁵⁴. Da un'altra angolazione politica Véronique Grousset su l'“Aurore”, si chiedeva se il monopolio era veramente sul punto di cadere poiché intravedeva una maggioranza “vacillante”, sottolineando inoltre che “quelle que soit l'issue finale du procès on n'aura jamais [...] été aussi prêt de voir se réaliser le vœu émis récemment pas les animateurs de Radio Verte: «Personne ne peut nier que les radios de notre genre prolifèrent énormément. Bientôt elles seront un phénomène public et le gouvernement n'y pourra plus rien»”³⁵⁵.

³⁵¹ *Six minutes d'émission pour Radio-verte Fessenheim*, in “Rouge”, 5 septembre 1977.

³⁵² Cfr. J.-C. Longin, *Radio-T.V. Le monopole chanchelle*, in “Quotidien de Paris”, 3 décembre 1977.

³⁵³ *Non lieu dans l'affaire de Radio-Fil bleu*, in “Le Monde”, 3 décembre 1977.

³⁵⁴ J.-M. Cordier, *Une brèche*, in “L'Humanité”, 3 décembre 1977.

³⁵⁵ V. Grousset, *RADIO FIL BLEU: est-ce la fin du monopole?*, in “L'Aurore”, 6 décembre 1977.

Per le emittenti riunite intorno all'ALO, il significato della sentenza non era da valutare in modo positivo: in un articolo apparso qualche giorno più tardi sul quotidiano "Libération", alcuni esponenti avevano affermato che "la situation des «radios libres» n'est pas favorable. Radio Fil Bleu a certes gagné la première manche. Mais [...] cette station n'est pas une vraie radio indépendante, mais plutôt le paravent d'une entreprise juridique destinée à faire tomber le monopole. Reste à évaluer la valeur d'une telle entreprise si elle doit servir aux partis politiques à se lancer sur les ondes et aux intérêts financiers à investir dans des radios locale commerciales"³⁵⁶.

Il 21 dicembre l'ALO stabilisce una giornata nazionale di mobilitazione intitolata la "Journée Nationale des radios libres": l'obiettivo è quello di lanciare una vasta offensiva del maggior numero di radio esistenti per impedire tecnicamente l'interruzione dei programmi da parte di TDF. In realtà l'iniziativa ha una valenza del tutto simbolica e mira, da un lato a rafforzare il movimento e il ruolo di coordinamento dell'ALO, dall'altro a denunciare i continui interventi delle autorità sui programmi trasmessi. In questa seconda parte del 1977 dunque il movimento delle *radios libres* in Francia inizia a strutturarsi, ma sarà a partire dal 1978 che alcune vicende rilevanti determineranno un esito profondamente diverso da quanto era avvenuto in Italia dopo la sentenza della Corte Costituzionale del luglio 1976.

II.3 Le radio "democratiche" e il movimento del 1977: "Radio Alice" e le altre

II. 3.1 Radio Città futura: dalla contestazione al "riflusso"

La comparsa delle radio libere anche dal punto di vista della propaganda politica indica la nascita di una nuova fase. Come ha scritto Edoardo Novelli "alcune emittenti finiscono per rappresentare il fulcro catalizzatore di gruppi, movimenti, associazioni o aree politiche per i quali svolgono non solo la funzione di voce pubblica, ma anche momento di costruzione della loro identità e idealità"³⁵⁷. Grazie inoltre alla sua dimensione locale la radio "diventa anche un luogo fisico di incontro, di passaggio, di ritrovo. Lo strumento che una volta forniva la voce ufficiale della politica si trasforma in una assemblea aperta, un momento collettivo, un atto di riflessione autocritica"³⁵⁸. Articolando la propria programmazione in un insieme di musica, politica e

³⁵⁶ *Reunion des radios libres de Paris*, in "Libération, 5 décembre 1977.

³⁵⁷ E. Novelli, *Politica e propaganda alla radio*, in E. Menduni (a cura di), *La radio: percorsi e territori di un medium mobile e interattivo*, cit., p. 290

³⁵⁸ *Ibidem*, p. 290.

controcultura giovanile, le radio libere promuovono un bagaglio comune e condiviso di parole d'ordine e impostazioni ideologico culturali, puntando alla creazione di un'identità di gruppo, che si costruisce anche attraverso la musica dei nuovi cantautori italiani degli anni Settanta. In Italia tra le prime esperienze radiofoniche che intravedono nell'uso libero delle frequenze, un'occasione di produrre non solo informazione alternativa, ma anche di promuovere una forte identità di gruppo intorno a dei valori ideologici condivisi con gli ascoltatori, è indicativa la vicenda dell'emittente romana "Radio Città Futura". Le sue trasmissioni iniziano nel gennaio del 1976 su iniziativa dell'editore Giulio Savelli e di Renzo Rossellini, che versano in parti uguali un capitale azionario iniziale di 20 milioni di lire. Fin dagli esordi "Radio Città Futura" intende "porsi quale alternativa ai grandi mezzi di comunicazione, creatori di consenso della classe dominante. Vuole dar voce alle istanze di gruppi in lotta ed essere punto di riferimento per tutti quei movimenti di massa (donne, studenti, disoccupati) che, normalmente privi di propri mezzi di espressione, sono tagliati fuori dalla comunicazione, o «sottoposti alla deformazione dell'informazione borghese»³⁵⁹. La stazione radio viene gestita da una cooperativa, alla quale possono aderire tutti gli organismi di base con un proprio rappresentante dopo aver sottoscritto almeno 10 quote di finanziamento. All'interno della cooperativa svolgono un ruolo di primo piano gli esponenti delle formazioni politiche della nuova sinistra romana, in particolare di Avanguardia operaia e del PDUP. L'emittente inizia a trasmettere da un appartamento in Piazza Vittorio Emanuele 47 sui 97,7 megahertz in modulazione di frequenza e riscuote nei primi mesi di vita un discreto successo testimoniato da un buon riscontro di pubblico. Grazie all'utilizzo del telefono si instaura un rapporto di dialogo costante con gli ascoltatori che manifestano la propria partecipazione al progetto editoriale con finanziamenti e contributi volontari. La possibilità di esprimere vari punti di vista senza filtri e censure di alcun genere, fa della radio uno strumento attraverso cui sperimentare linguaggi nuovi, dove chi è interessato può prendere parte alle trasmissioni³⁶⁰. Tullio Camiglieri – uno dei collaboratori della radio – elenca alcune trasmissioni molto seguite nel primo periodo, evidenziando la "Tribuna politica" realizzata in vista delle elezioni politiche del giugno del 1976,

³⁵⁹ Cfr. per questa citazione A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 44, per la nascita di "Radio Citta Futura" e sugli obiettivi che si proponeva F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., p. 394 e F. Gentile e G. Roberti, *La radio. Origini e sviluppo*, in M. Morcellini (a cura di), *Il Mediaevo: tv e industria culturale nell'Italia del XX secolo*, Carocci, Roma 2000, p. 285.

concepita secondo modalità differenti rispetto a quelle trasmesse della Rai: “«Siamo riusciti a riunire, per un confronto di idee sul movimento degli studenti, le federazioni giovanili comunista e socialista, Lotta continua e Avanguardia operaia: una cosa che non si verificava più da parecchio tempo. [...]. Per le elezioni avremo anche noi una Tribuna politica, ma sarà diversa dalle altre: i radioascoltatori affronteranno direttamente i politici. Noi ci limiteremo a coordinare il dibattito»³⁶¹. Uno spazio centrale nella programmazione di “Radio Città Futura” è dedicato alle tematiche del movimento femminista, che in questo periodo conosce una vasta diffusione, come testimonia la creazione del collettivo di Radio Donna, un’esperienza che suscita l’attenzione della stampa periodica: “Nella capitale le donne hanno una radio tutta per loro. Si chiama «Radio donna» ed è realizzata da una quarantina di donne tra i 16 e i 40 anni. Ogni giorno trasmettono per due ore sulla stessa frequenza di «Radio città futura», l’emittente della sinistra extraparlamentare. «La nostra è una radio nella radio» dicono le redattrici. E tengono subito a precisare che al loro lavoro non partecipa neanche un uomo. [...]»³⁶².

In un documento redatto nel maggio del 1977 il collettivo Radio Donna spiegava le motivazioni che avevano portato alla nascita di questa esperienza, dimostrando quanto in questa fase le radio libere fossero degli spazi pubblici nei quali far esprimere differenti settori sociali che reclamavano il proprio spazio nei canali dell’informazione diffondendo anche le tematiche del movimento femminista: “Non come giornaliste, né come lettrici o ascoltatrici ma semplicemente come donne coscienti di essere da sempre emarginate dal mondo dell’informazione, che mai ha rispecchiato i nostri bisogni, il nostro linguaggio e il nostro stile di vita, abbiamo sentito l’esigenza di prenderci uno spazio come quello di Radio Donna e di difenderlo e rafforzarlo incoraggiando la nascita di tante altre Radio Donna. [...]. Radio Donna è un quotidiano femminista di informazione radiofonica, che si è scelto il suo spazio all’interno di una radio democratica, garantendosi una totale autonomia politica ed economica. Unico quotidiano femminista in Europa, in oltre un anno di trasmissioni ha aggregato e coinvolto in una partecipazione diretta casalinghe, studentesse, operaie, sindacaliste, artigiane, insegnanti, professioniste e poi ancora collettivi

³⁶⁰ Per le prime fasi della radio cfr. R. Sorace, *Effe emme. Gli anni delle radio libere*, Memori, Roma 2005, pp. 115-120.

³⁶¹ Cfr. l’articolo di P. Ficoneri, *Buondi, state ascoltando Mosca tzè-tzè*, in “L’Espresso”, 2 maggio 1976.

femministi di quartiere, di fabbrica, consultori [...]. Radio Donna non è un fenomeno anomalo e casuale [...]. È invece il risultato degli sforzi di un collettivo che ha come referente il movimento femminista, che lavora gratuitamente e che ha rifiutato tutti quelli che sono gli abituali privilegi della categoria giornalisti, negando ogni tipo di struttura gerarchica, rifiutando ogni genere di competitività professionale e mettendo in discussione attraverso la pratica dell'autocoscienza ogni possibile ruolo". Nello stesso documento si chiariva meglio la scelta della radio come strumento per comunicare il punto di vista del collettivo femminista : " [...] siamo partite da uno strumento come la radio, che riteniamo autoritario, non fosse altro perché al microfono uno parla e tutti gli altri possono solo ascoltare, ma siamo riuscite in parte a spezzare attraverso le telefonate delle ascoltatrici che, andando in diretta, senza censura preventiva, ribaltano la gestione dello strumento; e anche lasciando a qualsiasi organismo di base di donne la possibilità di autogestirsi lo spazio di cui si sente di aver bisogno. [...]. Radio Donna [...] nasce dalla necessità di esprimere i nostri bisogni, la nostra creatività e l'obiettivo che si prefigge è il confronto. Questo modo di comunicare lo portiamo avanti con il linguaggio dei nostri vissuti emotivi, che però trasmesso in radio travalica per la prima volta lo stretto ambito del privato per ritrovare tutta la sua politicità. Quando questo linguaggio di donne, aggredisce il linguaggio imposto ed egemone, nasce un momento di vera lotta contro il monopolio maschile dell'informazione"³⁶³. Tali osservazioni sono soltanto un esempio di quanto le radio democratiche avessero contribuito ad avviare un uso "alternativo" della radio, anche partendo dalle divisioni di genere contestate dal movimento femminista, ponendosi come luoghi di innovazione non solo sul terreno dei mezzi di comunicazione di massa, ma anche più in generale dei rapporti uomo-donna, decretando l'avvio di pratiche comunicative inedite fino a quel momento.

Un episodio specifico mostra, dopo appena un anno di vita dell'emittente, alcune contraddizioni che nei mesi successivi stimoleranno il dibattito sulla professionalità degli operatori delle radio libere e determinerà lacerazioni profonde in seno al nucleo originario fondatore di "Radio Città Futura". Nella notte di Natale del 1976, dai microfoni della radio parte un appello agli ascoltatori a restare sintonizzati, poiché a

³⁶² Cfr. *Qui trasmette Radio donna*, in "L'Espresso", 25 aprile 1976.

³⁶³ Il collettivo femminista e le ascoltatrici di Radio Donna, *Le lavoratrici di una radio libera si organizzano*, in "Il Quotidiano dei lavoratori", 4 maggio 1977.

Roma sarebbe stato in atto un colpo di stato militare. Le linee telefoniche dell'emittente vengono ben presto affollate dalle chiamate degli ascoltatori preoccupati, alcuni dei quali si ritrovano sotto gli studi della radio per difenderla da possibili attacchi. Dopo qualche ora i due autori dell'appello, Ernesto Bassignano ed Enzo Robutti, rivelano che si è trattato di uno scherzo, generando una serie di vivaci proteste da parte degli ascoltatori³⁶⁴. Questo episodio apre una fase di contrasti e di riflessioni sull'utilizzo del mezzo radiofonico all'interno del comitato di redazione che portano alle dimissioni di diversi collaboratori della radio, tra cui il direttore Giulio Savelli e Tullio Camiglieri, vicepresidente della cooperativa proprietaria di "Radio Città Futura". Le critiche mosse alla redazione sono quelle di aver abbandonato la ricerca di un assetto professionale ed una gestione stabile della radio³⁶⁵. Si legga il resoconto delle diverse posizioni fornito dalla rivista "Mille Canali", posizioni che vanno oltre la gestione della singola emittente riguardando ed interessando "tutte le radio giornalistiche di sinistra" dell'epoca: "Tullio Camiglieri, vicepresidente dimissionario ci dice: la mia decisione di dimettermi prescinde dal banale incidente della notte di Natale e trova la sua ragione di essere nella superficialità, approssimazione e spontaneismo che hanno caratterizzato questi ultimi mesi di vita della radio. Questi limiti non sono facilmente superabili se non nella prospettiva di rifondazione dell'iniziativa su basi politiche ed economiche chiare, attraverso il contributo di persone che sappiano utilizzare questo mezzo con proprietà e cognizione. Usare il mezzo è difficile, usarlo in maniera nuova è spesso impossibile. Non è possibile affidare una radio nelle mani del primo venuto, è necessario salvaguardare livelli di responsabilità e capacità professionale, in modo da non rischiare di banalizzare tutto ciò che viene detto da questi microfoni. [...]. Gli altri rispondono [...] accusando i dimissionari di aristocrazia, fumosità nell'espone le proprie motivazioni e di favorire con questa azione chi vorrebbe porre il sigillo del professionismo alle radio locali, la cui spregiudicatezza ha dato fastidio a molta gente. I dimissionari ribaltano questo ragionamento affermando che proprio una gestione improntata alla più totale improvvisazione e l'assoluta incontrollabilità di ciò che

³⁶⁴ Per una descrizione dell'episodio cfr. R. Sorace, *Effe emme. Gli anni delle radio libere*, cit., p. 119, V. Luksic, *Capitalistes et gauchistes se partagent les émetteurs libres*, in "Le Monde", 20-21 febbraio 1977 e l'articolo *Roma, Radio Città Futura: farsa e conflitti*, in "Mille Canali", Anno IV, n. 27, Marzo 1977, p. 52.

³⁶⁵ Cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 56.

viene messo in onda favorisce chi pensa al professionismo come unica garanzia in base alla quale regolamentare le radio libere”³⁶⁶.

Durante il 1977, anche per la nascita del movimento giovanile studentesco, che a Roma vive alcune delle fasi di maggiore intensità³⁶⁷, “Radio Città Futura” decide di legare le proprie sorti a questa emergente realtà politica, diventandone al tempo stesso megafono e componente. Infatti il collettivo della radio partecipa alle assemblee interne all’Università, promuovendo e coordinando varie manifestazioni. Gli inviati della radio raccontano in diretta attraverso il telefono i numerosi cortei del movimento studentesco che si tengono a Roma durante tutto l’anno, svolgendo una comunicazione orizzontale che inserisce l’ascoltatore nel vivo degli avvenimenti. Anche questa decisione è fonte di un’ulteriore divisione tra i collaboratori dell’emittente. Infatti nella primavera del 1977 sono riconoscibili due diversi orientamenti legati alla collocazione politica di “Radio Città Futura: da una parte un’area che intende utilizzare lo strumento “radio” in funzione del “movimento”, mentre dall’altra il gruppo legato al PDUP che vorrebbe mantenere la radio “aperta al dibattito e al confronto sugli aspetti complessivi della realtà esterna”³⁶⁸. La linea che finisce per prevalere rispetto al tipo di informazione di cui la radio deve occuparsi, è ben riassunta dalle parole di Renzo Rossellini, uno dei fondatori, rimasto alla guida della stazione nonostante i dissensi con gli altri collaboratori: “ «Une radio qui veut être, comme R.C.F., l’expression directe des mouvements de lutte, s’oppose au concept même de professionnalité, [...]. Les militants qui se spécialisent en radio prennent la place des journalistes. L’information elle-même se fonde sur le mouvement. A côté des sources d’informations traditionnelles comme l’ANSA, nous en possédons d’autres: les représentants à Rome des divers mouvements de libération du monde». [...]”³⁶⁹. In un documento redatto nello stesso mese di aprile del 1977 dai componenti della radio si chiarisce ulteriormente la volontà di affermare l’autonomia di “Radio Città Futura” nel contesto dell’informazione: “[...] RCF e i suoi lavoratori, non devono essere le cinghie di trasmissione (nella fattispecie i fabbricanti di consenso) di questa o di quella formazione politica, né i semplici altoparlanti di qualsiasi movimento. [...]. La scelta di RCF è quella di essere uno strumento d’informazione

³⁶⁶ Per queste citazioni cfr. l’articolo *Roma, Radio Città Futura: farsa e conflitti*, in “Mille Canali”, Anno IV, n. 27, Marzo 1977, p. 52.

³⁶⁷ Cfr. G. Crainz, *Il paese mancato*, cit., pp. 569-73.

³⁶⁸ Cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L’emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 62.

che grazie al collegamento con la realtà sociale e alle armi del confronto e dello scontro favorisce la crescita del movimento stesso e il suo impatto con tutta la realtà politica e sociale del Paese. [...]”³⁷⁰

L’emergere dell’uso delle armi nei cortei³⁷¹ induce gli organizzatori dell’emittente a dedicare ampio spazio a questo tema in lunghe dirette notturne, nelle quali i redattori assumono una posizione contraria alla violenza. Nel corso del periodo successivo la radio conosce una fase di crisi e di ripensamento della propria strategia informativa. Oltre al clima politico sempre più acceso la radio soffre una grave mancanza di fondi così il 27 ottobre del 1978 Renzo Rossellini annuncia la chiusura della stazione, che riprenderà dopo quindici giorni di interruzione dell’attività.

Una delle tante trasmissioni che stimolerà un dibattito con gli ascoltatori sulla funzione della radio in questa fase di crisi è *Scienza e Potere* condotta da Roberto Renzetti, un ricercatore in fisica dell’Università La Sapienza che svolgeva il compito di redattore occupandosi di tematiche riguardanti il rapporto tra innovazioni scientifiche e potere. Benché la trasmissione non avesse al centro dei suoi argomenti il ruolo della radio, a partire dall’autunno del 1978 nelle dirette di circa due ore del sabato pomeriggio il tema veniva sollevato dal conduttore che illustrava il suo punto di vista sull’informazione di Radio Città Futura. Nel programma andato in onda il 18 novembre 1978 si specificano le modalità con le quali l’emittente svolgeva il suo compito informativo nei confronti degli ascoltatori, sottolineando le differenze rispetto ai giornali “governativi”, accusati di offrire notizie parziali e di mancanza di approfondimento : “[...] come facciamo noi a fare informazione? se le cose non si sanno, uno ha soltanto la notizia, i retroscena non li conosce, allora deve cercare in qualche modo di mettere in relazione una notizia da una parte, una notizia da un’altra, cercare lui di ricostruire un processo storico... come si formano le cose, come si formano i giudizi, come vanno avanti gli interessi politici, economici, [...]”³⁷². Nello stesso programma un’ascoltatrice constatava la sempre più marcata mancanza di partecipazione degli ascoltatori alla radio, evidenziando come l’emittente tra il 1976 e

³⁶⁹ Dichiarazione riportata nell’articolo di V. Luksic, *Capitalistes et gauchistes se partagent les émetteurs libres*, in “Le Monde”, 20-21 febbraio 1977.

³⁷⁰ AIG, “Fondo Cotronei”, b. 36, “Problemi dell’informazione. Aiart-Fred-Anti-Enars-Fiel-Fnsi-Fierti”, Cooperativa Radio Città Futura, *Documento sul ruolo e la funzione di Radio Città Futura*, 29 aprile 1977.

³⁷¹ Per queste vicende cfr. G. Crainz, *Il paese mancato. Dal miracolo economico agli anni ottanta*, cit. , pp. 574-577.

³⁷² Per la registrazione di questa trasmissione cfr. Archivio privato Roberto Renzetti, *Scienza e Potere* n. 41, Radio Città Futura Roma, 18 novembre 1978.

il 1978 avesse visto diminuire sensibilmente il numero di telefonate ricevute, sottolineando una tendenza in atto nelle principali radio democratiche che simboleggiava un sintomo evidente della fine dell'impegno politico collettivo e una spia di quello che sarebbe diventato il "riflusso" :

“la radio è scaduta? Può darsi che la radio è scaduta nel senso che non è più quella di prima, non è più quella dell'epoca di 2 anni fa, 3 anni fa, 2 anni e mezzo fa, in cui c'erano delle certezze che poi danno degli aspetti di ottimismo no? [...]. se ci sono molto meno telefonate di prima, e questo è vero lo può constatare chiunque, può essere benissimo che ognuno telefoni di meno...però aspettarsi dalla radio la soluzione di tutti i problemi mi sembra veramente folle no?...vedere una radio di questo tipo come la rai no?...per me in questo momento storico la cosa più importante da fare è cercare di capire, di capire ognuno con la sua testa, naturalmente leggendo, discutendo con altre persone, anche con la radio se è il caso e forse questo è quello che dovrebbe fare anche la radio e non prospettarti la soluzione bella e pronta a coltivare questo desiderio, questa necessità di capire... diciamo meno informativi anche se l'informazione è importante, ma insomma discutere di più ecco, non si capisce mai in anticipo quello che ci sarà [...]"³⁷³.

Nel gennaio del 1979 "Radio Città Futura" – che nel frattempo si è trasferita nel popolare quartiere di S. Lorenzo – è oggetto di un assalto da parte della formazione terrorista di estrema destra dei Nar (Nuclei armati rivoluzionari), nel quale rimangono gravemente ferite cinque collaboratrici di "Radio Donna" e vengono distrutti i locali della radio. Nei mesi successivi seguono una serie di manifestazioni di solidarietà nei confronti dell'emittente e attraverso il sostegno materiale di altre radio militanti romane come "Radio Onda Rossa", "Radio Spazio Aperto" e "Radio Proletaria" sarà possibile ricostruire gli studi e superare questo difficile momento³⁷⁴.

Nel corso dello stesso 1979 è ancora Roberto Renzetti nel programma *Scienza e Potere* a interrogarsi sull'evoluzione della radio, partendo dalla consapevolezza che l'emittente aveva nel tempo perso il suo rapporto con gli ascoltatori, elemento che negli anni precedenti aveva decretato il successo di Radio Città Futura: "questa radio perdeva non solo il mordente del passato, l'aggressività, quello che perdeva era essenzialmente, a parte il rapporto con gli ascoltatori che quello proprio l'ha perso completamente secondo me, [...] gli ascoltatori sono passati ad altre radio, sbattono su Radio città futura e ci rimangono perché sentimentalmente è una cosa che è piacevole

³⁷³ *Ibidem*

³⁷⁴ Per il racconto di questi avvenimenti cfr. S. Dark, *Libere! L'epopea delle radio italiane degli anni '70*, Stampa Alternativa, Viterbo 2009, pp. 170-171 e R. Sorace, *Effe emme. Gli anni delle radio libere*, cit., pp. 122-128.

che ne so io... ...oppure ti ricorda qualche cosa...non riesci a sentire Radio città futura senza un'emozione sia essa buona o cattiva ...”.

Ancora sul finire del 1979, al termine di una polemica che aveva diviso ulteriormente la redazione della radio, indice della crisi delle radio militanti italiane, questo importante redattore riassume in quali termini Radio Città Futura poteva assolvere ad un compito diverso sul terreno dell'informazione e soprattutto restare legata ad un'idea di radio come “radio di tutti” e non soltanto di chi si riconosceva nell'impostazione ideologica del collettivo di redazione:

“la radio che fa l'amplificatore a questa cosa non significa che chi non è comunista non può ascoltare la radio, o che chi non è comunista non può parlare da questa radio. È chiaro che una cosa che uno dice da questa parte è rivolta a tutta la gente [...] se la cosa uno ritiene che non è corretta non è vero che non doveva esser detta per radio, è altrettanto importante che per radio l'abbia sentita perché [...] ti sveglia gli strumenti della critica, [...] e così lavori con il cervello. Radio città futura non ti dà mai uno strumento per assopirti...io sono uno di quelli che è convinto che in certi momenti della storia i padroni utilizzano tutte le armi, gli strumenti per addormentare il prossimo... gli serve che il prossimo sia dormiente perché lui deve fare grosse operazioni di ristrutturazione. Chiunque asseconda questo disegno del padrone lavora per il padrone, non c'è niente da fare nolente o volente lavora per il padrone [...]. tutti possono venire qui a parlare ma senza limitazioni di tempo [...] altri volevano che si chiudesse la radio in attesa di definizioni... noi crediamo che la radio non vada chiusa, crediamo che debba esser di tutti ancora nel senso che nessuno ha l'autorità di dire all'altro smettila di parlare [...]”³⁷⁵.

Dopo l'uscita di scena del fondatore Renzo Rossellini, dalla fine del 1979 la radio si apre ad un dialogo tra le diverse sensibilità che ne compongono la redazione; nel 1980 il controllo di “Radio Città Futura” passa nelle mani di una cooperativa chiamata “TeleRadio Città Futura Società Cooperativa s.r.l.”, destinata a gestire l'emittente negli anni seguenti³⁷⁶. In questa fase si attenua la programmazione politica privilegiando gli aspetti più strettamente informativi e musicali, segnalando un cambiamento che descriveva da un lato la fine di un'intensa stagione per le radio libere e al tempo stesso l'inizio degli anni Ottanta in cui questo tipo di esperienze non avrebbero più esercitato un ruolo significativo all'interno del sistema dei media italiano.

³⁷⁵ Cfr. Archivio privato Roberto Renzetti, *Scienza e Potere* n. 91, Radio Città Futura Roma, 28 settembre 1979.

II. 3.2 “Radio Alice” e il ’77 a Bologna

La radio che più di ogni altra lega le proprie vicende a quelle del movimento del 1977 in Italia è senza dubbio la bolognese “Radio Alice”, costituendo allo stesso tempo un modello che influenzerà una parte delle prime *radios libres* in Francia; nasce nel febbraio del 1976 dall’iniziativa di un gruppo di studenti e militanti che si riuniscono attorno alla rivista “A/traverso”, un foglio che esce con scadenza periodica dal maggio del 1975. Il direttore responsabile di “Radio Alice” è Paolo Ricci, unico del collettivo iscritto all’Ordine dei giornalisti. Tra i soci fondatori troviamo Guerrino Matteo, Giancarlo Vitali, Stefano Saviotti, Maurizio Torrealta e Francesco “Bifo” Berardi³⁷⁷. Nella rivista “A/traverso” si privilegia una riflessione “sulla centralità e la specificità del linguaggio e della comunicazione nel processo di trasformazione sociale”³⁷⁸. Partendo da questo terreno specifico, gli ideatori di “Radio Alice” pensano ad una radio capace di rompere schemi consolidati nel campo della comunicazione con l’uso di un linguaggio innovativo. Le prime notizie che riguardano la radio sulla stampa specializzata, affermano che il collettivo che la gestisce “punta alla trasformazione del linguaggio radiofonico”³⁷⁹. All’origine della radio ci sono almeno due impostazioni teoriche: la prima è definita “eticamente intransigente e controinformativa” e si riconosce attorno alla frase significativa “Ki informa ki?”. Nell’edizione di A/Traverso del marzo 1976 si specifica in che modo la radio intende agire sul piano dell’informazione:

“ Informare non basta. Ki emette Ki riceve?

non si tratta di informazione più vera

sui medesimi fatti, informazione più dettagliata,

più vasta più articolata più adeguata, più corretta

(come si ‘corregge’ l’informazione?)

Si tratta d’altro; un’altra informazione su altri fatti”³⁸⁰.

³⁷⁶ Cfr. R. Sorace, *Effe emme. Gli anni delle radio libere*, cit., p. 21.

³⁷⁷ Cfr. C. Vecchio, *Ali di piombo. Il 1977 trent’anni dopo. Lotte di piazza e vittime innocenti. Le radio libere, la piaga dell’eroina, il terrorismo. La cronaca, i documenti, le testimonianze*, BUR, Milano 2007, p. 67.

³⁷⁸ Cfr. Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo. Storia di una radio sovversiva*, ShaKe Edizioni, Milano 2002, p. 165.

³⁷⁹ Cfr. “Mille Canali”, Anno III, n. 16, p. 39.

³⁸⁰ “A/ Traverso”, marzo 1976. Poi pubblicato in Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo. Storia di una radio sovversiva*, cit., p. 8.

Influenzata dalle teorie delle avanguardie artistiche e poetiche di Antonin Artaud e Vladimir Majakovskij, la strategia della radio si iscrive all'interno della volontà di cambiare gli schemi convenzionali del linguaggio radiofonico per far emergere “il linguaggio della vita vera, della vita quotidiana”³⁸¹. Partendo dalle tesi di Umberto Eco sulla decodifica aberrante³⁸² e sullo sviluppo di una pratica di guerriglia semiologica che aveva proposto la ricezione critica dei contenuti dei media, il collettivo di “Radio Alice” propone una forma di “guerriglia informativa”. Tuttavia, come ha evidenziato Klemens Gruber nel testo dedicato alle pratiche comunicative di Radio Alice, si inverte il significato di guerriglia in modo da cambiare totalmente il tradizionale rapporto della comunicazione tra emittente e destinatario del messaggio: “Qui si inverte il significato di «guerriglia»: originariamente intesa come pratica di ricezione aberrante passa ora in posizione offensiva. Il campo d'azione della guerriglia informativa slitta dalla ricezione radicale al «sabotaggio del ciclo informativo». Non si intende qui però l'aspetto nichilista del sabotaggio, dove sopravvive solo l'esperienza negativa; non si intende spegnere, interrompere o distruggere il ciclo, ma andare nella direzione opposta, nella dimensione di una vera comunicazione”³⁸³. Rispetto alla controinformazione, la cui attenzione è rivolta soltanto al contenuto dell'informazione, la strategia della guerriglia informativa di Radio Alice mira ad intervenire sull'intero ciclo dell'informazione: “La guerriglia informativa, lo sconvolgimento organizzato della circolazione delle informazioni, la rottura del rapporto tra emissione e circolazione dei dati”. Ciò che viene messo in discussione con questa pratica è il modo in cui funziona l'intero sistema dei media: “Il flusso di informazioni che vengono date in maniera continua, siano esse notizie o musica, sono proprietà sociale, che in modo collettivo viene prodotta e in modo collettivo viene diffusa. Non deve esistere una informazione o una notizia che venga estratta dal suo ciclo di circolazione, tesoriata e poi venduta a posteriori (che è il funzionamento classico delle agenzie stampa): nella radio l'istantaneità, la libertà di accesso sia alla trasmissione che alla ricezione, la generalità della diffusione, creano la possibilità di superare la concezione della proprietà privata del lavoro

³⁸¹ Cfr. V. Majakovskij, *Il nostro lavoro verbale*, in *Opere* (1958), a cura di Ignazio Ambrogio, Editori Riuniti, Roma 1980, vol. VIII, p. 328.

³⁸² Cfr. U. Eco, *La struttura assente. Introduzione alla ricerca semiologica*, Bompiani, Milano 1968, p. 417-418.

³⁸³ K. Gruber, *L'avanguardia inaudita. Comunicazione e strategia nei movimenti degli anni Settanta*, Costa&Nolan, Milano 1997, p. 50.

intellettuale”³⁸⁴. Da queste riflessioni deriva la strategia della guerriglia informativa di Radio Alice come “azione che informa, pratica comunicativa che cambia”, riassunta nel motto “Non informazioni alternative, ma una pratica che informa”³⁸⁵.

La seconda impostazione viene definita a sua volta, “poetico-libertaria” e si riconosce nello slogan “Zut è divenire perfettissimo / perfettissimo è divenire Zut”³⁸⁶. Queste due anime della stazione radio possono essere meglio comprese se inquadrare nel vasto fermento culturale che caratterizza il movimento del 1977, con particolare riferimento alla realtà di Bologna, città con una forte presenza di studenti universitari che esprimono proprie impostazioni e analisi politico-culturali. È in questo contesto che nasce il movimento autodefinitosi “mao-dadaismo”, che influenzerà la storia della radio e le proprie scelte editoriali. Può essere utile a questo proposito leggere quali sono le considerazioni dei protagonisti del collettivo di “Radio Alice”:

“Noi avevamo fin da subito rivendicato il carattere assolutamente specifico, irriducibile, della ricerca e della sperimentazione linguistica, comunicativa, perché ritenevamo che la partita decisiva del tempo a venire si giocasse su quel piano, e non al livello dell’organizzazione militante, né della lotta politica tradizionale. Per questo parlavamo di mao-dadaismo. Cosa vuol dire questa strana espressione? Si trattava di una formula da non prendere troppo sul serio sul piano politico, naturalmente. Ma al tempo stesso in quella formula c’era l’intenzione di mettere insieme lo spirito provocatorio dei dadaisti e lo spirito della rivoluzione culturale. Il nostro rapporto con il maoismo (e particolarmente con la figura di Mao Tze Tung) è sempre stato molto superficiale e ironico. Non vi è mai stata da parte del Movimento creativo bolognese, un’adesione al maoismo dogmatico dei marxisti-leninisti. [...]. L’accostamento del maoismo al dadaismo serviva [...] a introdurre una nota ironica nel dogmatismo che a quell’epoca dominava in certi ambienti della sinistra estrema”³⁸⁷.

In particolare riferendoci allo strumento radiofonico si ritiene che “secondo l’ipotesi mao-dada, [...] lo sviluppo di forme nuove di comunicazione, [...] rende possibile l’inverarsi della vecchia utopia dadaista: abolire l’arte/abolire la vita quotidiana, abolendo la separazione fra arte e vita quotidiana. [...]”³⁸⁸.

All’inizio degli anni Settanta il filosofo tedesco di impostazione marxista Hans Magnus Enzensberger, pubblica un saggio dal titolo *Per una strategia socialista dei*

³⁸⁴ Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo. Storia di una radio sovversiva*, cit., p. 57.

³⁸⁵ Cfr. K. Gruber, *L’avanguardia inaudita. Comunicazione e strategia nei movimenti degli anni Settanta*, cit., p. 51.

³⁸⁶ Cfr. Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo. Storia di una radio sovversiva*, cit., p. 11.

³⁸⁷ Cfr. Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo. Storia di una radio sovversiva*, cit., pp. 165-166.

³⁸⁸ N. Balestrini e P. Moroni, *L’orda d’oro 1968-1977*, Feltrinelli, Milano 2007, pp. 604-605 e per un’analisi dettagliata della strategia comunicativa di Radio Alice si veda K. Gruber, *L’avanguardia inaudita. Comunicazione e strategia nei movimenti degli anni Settanta*, cit.

mezzi di comunicazione. All'uso repressivo e manipolatorio dei media portato avanti dalle classi dominanti, egli oppone un uso "emancipatorio" dei media che si sarebbe dovuto attuare in alcuni obiettivi: programmi decentrati; fare di ogni ricevente un potenziale trasmittente; mobilitare le masse; creare modelli di comunicazione reticolari secondo il principio dell'interazione e del feedback; dare vita a momenti di vita collettiva ed attivare un vero e proprio controllo sociale attraverso l'autorganizzazione.

“Per la loro struttura i nuovi media sono egualitari. Ciascuno ne può facilmente partecipare. Gli stessi programmi sono immateriali e riproducibili a piacere. In questo modo i mezzi elettronici sono in contrasto con quelli più antichi, come il libro o la pittura su tavole, il cui carattere esclusivo e di classe è evidente. [...]. I nuovi mezzi di comunicazione sono orientati in senso attivo e non contemplativo, momentaneo e non tradizionale. [...]. È sbagliato considerare questi apparecchi come semplici strumenti di consumo. Per principio sono sempre anche mezzi di produzione, e anzi mezzi di produzione socializzati, perché sono nelle mani delle masse. La contrapposizione fra produttori e consumatori non è inerente ai mezzi di comunicazione elettronici”³⁸⁹.

L'analisi di Enzersberger faceva proprie le considerazioni richiamate in precedenza che aveva formulato Bertolt Brecht negli anni Trenta sulla possibilità di trasformare la radio da “mezzo di distribuzione” a “mezzo di comunicazione” per gli individui. Negli stessi anni Jean Baudrillard risponde a queste ipotesi ribaltando la prospettiva del problema. Dopo aver riconosciuto che l'analisi tradizionale marxista doveva estendere la contraddizione tra le forze di produzione e i rapporti di produzione anche al settore della produzione comunicativa e del significante, Baudrillard afferma che l'analisi di Enzersberger rappresentava un' “illusione strategica” poiché

“ce qui caractérise les media de masse, c'est qu'ils sont anti médiateurs, intransitifs, qu'ils fabriquent de la non-communication – si on accepte de définir la communication comme un échange, comme l'espace réciproque d'une parole et d'une réponse, donc d'une responsabilité, - et non pas une responsabilité psychologique et morale, mais une corrélation personnelle de l'un à l'autre dans l'échange. [...] toute l'architecture actuelle des media se fonde sur cette dernière définition: ils sont ce qui interdit à jamais la réponse, ce qui rend impossible tout procès d'échange (sinon sous des formes de simulation de réponse, elles-mêmes intégrées au procès d'émission, ce qui ne change rien

³⁸⁹ H. M. Enzersberger, *Elementi per una teoria dei media*, in *Palaver. Considerazioni politiche*, Einaudi, Torino 1976, pp. 79-82.

à l'unilatéralité de la communication). C'est là leur véritable abstraction. Et c'est dans cette abstraction que se fonde le système de control social et de pouvoir"³⁹⁰.

Inoltre, riprendendo seppur in maniera critica, la lezione di McLuhan, secondo il quale "*medium is message*", Baudrillard sostiene che la struttura organizzativa e tecnologica del medium influenza in modo decisivo le modalità della comunicazione e quindi lo stesso messaggio. Così gli effetti della comunicazione sulla società non dipendono soltanto dalle intenzioni politiche degli attori sociali che vi partecipano, ma anche e soprattutto dalle modalità relazionali che la tecnologia mette a disposizione. Per questo gli animatori della stazione bolognese, sulla scia delle riflessioni di Baudrillard ricavano la necessità di fondare la radio "consapevolmente «al di fuori», anzi «contro» le teorie militanti e dialettiche"³⁹¹. L'esigenza per la radio diventa quella "di agire sulle forme dell'immaginario sociale, [...] mettere in circolazione flussi deliranti, cioè capaci di de/lirare il messaggio dominante del lavoro, dell'ordine, della disciplina"³⁹².

Fin dai primi mesi di vita "Radio Alice" lancia i suoi messaggi alternativi ed anticonformisti, riservando grande spazio alle telefonate in diretta, ai notiziari, alle rubriche gestite dai gruppi femministi e omosessuali, al racconto di favole per bambini, ai concerti in diretta dei gruppi musicali che vogliono esibirsi ed alla musica più trasgressiva del momento come i Led Zeppelin, Frank Zappa, Jimi Hendrix, Patti Smith e gli Who. Ancora più che nel caso di altre esperienze di questi anni il telefono diventa un elemento attraverso cui superare la tradizionale distinzione della comunicazione di massa unilaterale per trasformare la radio in un mezzo di interazione di massa. Il telefono per il tramite della radio diventa canale pubblico: "rumori, parole e suoni sono indirizzati a tante, tantissime persone. Parole intime e lunghi discorsi, pubblico e privato si mescolano in un unico flusso di voci diffuso ora dagli altoparlanti". La voce assume una funzione nuova nell'ottica di mutare il senso della comunicazione, trasformando i programmi in elaborazione collettiva: "Voci che prendono la parola davanti al microfono o che interrompono via telefono la trasmissione, la correggono, la integrano. Voci che si parlano. Chi emette e chi riceve non è più prigioniero del proprio ruolo: qui potenti emittenti, là riceventi silenziosi. L'informazione non è più un processo unilaterale e mette in moto uno scambio

³⁹⁰ J. Baudrillard, *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard, Paris 1972, p. 208.

³⁹¹ Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo*, cit. , p. 163

³⁹² *Ibidem*, p. 163

reciproco continuo: non soltanto la possibilità di rispondere né una semplice inversione, uno scambio dei ruoli, ma piuttosto la distruzione dei ruoli stessi – per comunicare davvero”³⁹³

Sul terreno della controinformazione intesa come pratica quotidiana della radio, è interessante leggere le riflessioni da cui prendono le mosse gli appuntamenti informativi dell'emittente, situati in prevalenza nella fascia oraria delle dodici. Scrive il collettivo di “Radio Alice”:

“Informare non basta. Ki emette Ki riceve? «Operai studenti», la carta si spreca...L'onda arriva prima, dappertutto, subito. Come un breve inciso, riferimento ovunque. L'informazione aumenta, i collegamenti si moltiplicano...Ki informa che il giorno X a una certa ora nel tale reparto del tale stabilimento è avvenuto quell'episodio di lotta, ke si può estendere? [...] O ke nella sola Torino le famiglie che si autoriducono la bolletta del gas sono aumentate nell'ultimo mese, da 15.000 a 70.000? [...] E ki riceve questa informazione? La massaia ke prepara il pranzo, o l'operaio tornato a casa dal lavoro in pantofole davanti al televisore ridiventato cittadino, ridiventato acquirente? O il giovane ke non può uscire la sera? Non si tratta di informazione più vera sui medesimi fatti, informazione più dettagliata, più vasta più articolata più adeguata più corretta (come si «corregge» l'informazione?). Si tratta d'altro; un'altra informazione su altri fatti – sui fatti minimi della lotta operaia – [...] di un'altra realtà – si tratta di informarsi sul modo perché il salario cresca di un soldo, su cosa si deve fare quando il capo va sulle furie [...], su come questo è successo, in una data situazione. Occorre registrare ogni minimo sbalzo nel diagramma quotidiano delle lotte”³⁹⁴. Inoltre con l'uso forzato e quasi esclusivo della diretta, Radio Alice, ostile ad ogni forma di routine, punta a interrompere “tutti i passaggi controllati, a interventi imprevedibili e montaggi sorprendenti. In una parola: a un delirio comunicativo”³⁹⁵. Le innovazioni sul piano del rapporto tra emittente e ricevente, il carattere orale e dialogico della radio, la scelta della diretta e le informazioni non filtrate determinano così “il terreno di una comunicazione sovversiva”. Radio Alice decide di funzionare come un canale aperto: permette di prendere la parola senza

³⁹³ K. Gruber, *L'avanguardia inaudita*, cit., pp. 67-68.

³⁹⁴ Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo*, cit., pp. 31-32.

³⁹⁵ K. Gruber, *L'avanguardia inaudita*, cit., p. 78.

restare imprigionati nel tradizionale “ordine del discorso”³⁹⁶. La formula il “desiderio si dà una voce”³⁹⁷ esprime la volontà di privilegiare l’aspetto del desiderio rispetto alle costrizioni dei codici della comunicazione che conducono alla rimozione del desiderio come manifestazione del non-detto. Si tratta allora di rompere le leggi del codice liberando le energie e le pulsioni del desiderio al fine di eliminare la “dittatura del significante” di cui parla Michel Foucault a proposito dell’ordine del discorso.

La tecnica di straniamento del linguaggio di Radio Alice prevede anche un significativo e deciso uso dell’ironia. Nell’intervenire sulle tradizionali convenzioni, abitudini, stereotipi linguistici, l’emittente utilizza ampiamente la parodia, non solo per rendere ridicolo un testo, ma per costringere “il fruitore a ricondurre la sua attenzione al testo originale e stimolarlo a riflettere sul linguaggio stesso”³⁹⁸. Per un esempio di questo linguaggio ironico e parodistico, che puntava ad evidenziare l’oscurità del linguaggio politico tradizionale, leggendo la retorica tradizionale in una prospettiva “estraniata”, si riporta la trascrizione di un frammento di trasmissione dal titolo “il nastro n. 5 ovvero del presidente”³⁹⁹:

L’Orfeo di Monteverdi prologo

dopo il secondo squillo entra il parlato

Voce 1 – qui gli studi reverendi di Radio Alice, ci state ascoltando su un tot di supermegahertz al cioccolato e pandispagna. Ci sono arrivati telegrammi, cablogrammi, afghano grammi, ci si felicita e congratula per i nostri primi tre scoli di trasmissione. Tra gli altri una summa del presidente che ci inorgoglisce il gargarozzo. Ve ne diamo lettura

La Guardia Rossa

sfuma

Voce 1 – qui gli studi celesti di Radio Alice, diamo lettura del messaggio del presidente

Rulli di tamburi – dissolvenza –

³⁹⁶ M. Foucault, *L’ordine del discorso*, Einaudi, Torino, 1972.

³⁹⁷ Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo*, cit., p. 111.

³⁹⁸ K. Gruber, *L’avanguardia inaudita*, cit., p. 78.

³⁹⁹ Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo*, cit., pp. 90-92.

L'Internazionale degli Area sfuma

Voce 2 – *Ai fratelli di Radio Alice salute e lunga vita; lunga vita (coro). Ieri sera venerdì 13 gennaio, nell'insediarsi del mio dolore (e della mia ben nota solitudine), la dialettica è entrata in me come derisione della mia carne che soffre e non capisce*

Risale la musica – dissolvenza –

***Long Live Chairman Mao di Cornelius Cardew
sfuma***

Voce 2 – *Spero, o deliziosi fratelli di Radio Alice, che vogliate gentilmente accusarmi ricevuta: per tutta la mattina ho scritto queste congratulazioni a ogni casa di Bologna e, se per caso foste voi, per una malasorte di invidiabile notorietà, gli occupanti della casa sul punto di incendiarsi ieri, restititemi queste congratulazioni che verranno sostituite con un'unica lettera di condoglianze che ho redatto, dissimulando la mia invidia*

China di Gato Barbieri sfuma

Voce 1 – *Qui sempre gli studi sublimi di Radio Alice, mentre ascoltate questa zirudela continuiamo la lettura del messaggio del presidente*

Risale la musica

Voce 2 – *Verrò oggi pomeriggio e resterò a cena se ci sono inconvenienti e abbiamo voglia di lavorare. Rammentate, il messaggio è “la mia morosa non è Dolores non è Carmencita/ la s'ciama Andrecca e la sta 'ndal Pradel”*

Risale la musica – dissolvenza –

***Se otto ore da “Le stagioni degli anni 70”
Sfuma***

Voce 2 – *Debbo ammetterlo, sono tra gli amici di Radio Alice in ragione della fiducia che essa mi accorda. Ma non è fiducia. Nessuno ce l'ha. È una grazia. Ve la auguro. È la grazia che vi auguro. Si fa a turno e ora è il mio di tacere.
Il vostro presidente.*

Volunteers dei Jefferson

Airplane da “Woodstock”

La radio acquista notorietà agli occhi dell'opinione pubblica in seguito all'arresto di Francesco "Bifo" Berardi, uno dei principali collaboratori dell'emittente, che nel marzo del 1976 viene accusato di partecipazione a "banda armata", salvo poi essere rilasciato pochi mesi dopo per manifesta infondatezza delle accuse. In questo periodo "Radio Alice" svolge un'intensa campagna per protestare contro l'arresto e organizza una manifestazione che vede la partecipazione di circa diecimila persone nel cuore di Bologna, ottenendo così una grande pubblicità⁴⁰⁰.

La storia della stazione bolognese è tuttavia destinata ad interrompersi in modo brusco, in uno dei momenti di maggiore scontro sociale e politico dell'Italia del 1977. Infatti nei primi mesi di quell'anno il movimento degli studenti che si oppongono ai propositi di riforma universitaria del ministro dell'Istruzione Franco Maria Malfatti, vive una fase di crescita e di diffusione notevole come dimostrano anche le contestazioni al segretario della Cgil Luciano Lama, durante un suo intervento nel febbraio all'interno dell'Università di Roma occupata. In questo clima, l'11 marzo a Bologna Francesco Lorusso uno studente di medicina, militante di Lotta Continua, muore durante gli scontri tra studenti del movimento studentesco e forze dell'ordine. Il giorno successivo mentre contemporaneamente a Roma si svolge una manifestazione nazionale del movimento studentesco, caratterizzata da grandi tensioni e incidenti tra manifestanti e polizia, a Bologna si tiene una manifestazione spontanea di 4000 persone nei pressi della zona universitaria⁴⁰¹. Durante la giornata, l'intervento delle forze di polizia e dell'esercito con autoblindo e carri armati nella cittadella universitaria, occupata fin dai giorni precedenti, produce una situazione che degenera in violenti scontri di piazza con gli studenti. Le tensioni si susseguono per tutta la giornata.

"Radio Alice" trasmette in diretta le telefonate dei manifestanti che raccontano gli episodi degli scontri e si fa portavoce del movimento degli studenti: "Radio Alice manda in onda tutte le comunicazioni dei suoi ascoltatori-collaboratori che partecipano alla manifestazione. Inevitabilmente diventa una guida che precisa i

⁴⁰⁰ Per questa vicenda cfr. Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo*, cit., pp. 12-13. Per una ricostruzione dall'interno del "movimento" cfr. autori molti compagni, *Bologna marzo 1977...fatti nostri...*, Giorgio Bertani Editore, Verona 1977, per una ricostruzione giornalistica C. Vecchio, *Ali di piombo. Il 1977, trent'anni dopo. Lotte di piazza e vittime innocenti. Le radio libere, la piaga dell'eroina, il terrorismo. La cronaca, i documenti le testimonianze*, cit., pp. 70-71.

⁴⁰¹ Per il clima di questo periodo cfr. P. Ginsborg, *Storia d'Italia 1943-1996. Famiglia, società, Stato*, Einaudi, Torino 1998, pp. 456-457 e G. Crainz, *Il paese mancato. Dal miracolo economico agli anni ottanta*, cit., pp. 570-571.

movimenti dei cortei e gli spostamenti della polizia. Ma sono telefonate non programmate. Non filtrate. Arrivano e vanno in onda. Una «diretta» drammatica che gli stessi protagonisti raccontano, di squillo in squillo. [...]»⁴⁰².

Poco prima della mezzanotte la polizia fa irruzione nei locali dell'emittente arrestando cinque collaboratori e sequestrando le apparecchiature della radio. "Radio Alice" viene chiusa per ordine della Procura della Repubblica con l'accusa di istigazione alla violenza ed associazione a delinquere. Nei giorni successivi i redattori dell'emittente che non sono stati arrestati, riprendono a trasmettere come "Collettivo 12 marzo" grazie all'appoggio di altre due radio bolognesi che ne ospitano le trasmissioni: "Radio Ricerca Aperta" e "Radio Lara". Tuttavia anche queste emittenti vengono chiuse nel giro di poche ore e ne vengono arrestati i responsabili. "Radio Alice" riprende la sua attività nei mesi successivi, ma più che una radio diviene un simbolo politico e perde l'irriverenza, l'ironia e la spontaneità degli inizi, iniziando una fase discendente che culmina con la sua chiusura definitiva avvenuta nel 1981⁴⁰³. La chiusura forzata della radio e l'intervento dell'esercito nella zona universitaria della città emiliana nei giorni seguenti, sono tra le motivazioni principali dell'organizzazione del Convegno contro la repressione in Italia che si tiene nella stessa Bologna nel settembre del 1977 in seguito ad un appello promosso da un gruppo di intellettuali francesi⁴⁰⁴. Al centro dell'appello vi era la critica della politica del compromesso storico che secondo i firmatari del documento aveva risposto alle rivendicazioni degli studenti e dei disoccupati del movimento del '77 con una repressione che aveva colpito oltre ai militanti anche alcuni avvocati, i professori dell'istituto di scienze politiche di Padova, alcune case editrici e l'emittente Radio Alice: "[...]. La risposta della polizia, della Dc e del Pci è stata senza ombra di ambiguità: divieto di ogni manifestazione a Roma, stato d'assedio permanente a Bologna con autoblindo per le strade, colpi d'arma da fuoco sulla folla". L'appello chiedeva "la liberazione immediata di tutti i militanti arrestati, la fine della

⁴⁰² Cfr. M. Chierici, *Le "radio libere" bolognesi hanno rivelato tre città diverse* e A. Padellaro, *I giovani della guerriglia*, in "Il Corriere della Sera", 13 marzo 1977.

⁴⁰³ Per una cronaca dettagliata di questi eventi cfr. Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo*, cit., pp. 20-26, F. Siliato, *L'antenna dei padroni. Radiotelevisione e sistema dell'informazione*, cit., pp. 126-127 oltre agli articoli *Ora c'è la guerriglia delle "radio libere"*, in "Il Corriere della Sera", 15 marzo 1977 e E. Marzo, *Le emittenti private temono altre chiusure*, in "Il Corriere della Sera", 16 marzo 1977.

⁴⁰⁴ Tra i firmatari dell'appello Jean - Paul Sartre, Michel Foucault, Félix Guattari, Gilles Deleuze, Roland Barthes, François Vahl, Philippe Sollers, Daniel Roche, Philippe Gavi, Maria Antonietta Macciocchi, e altri.

persecuzione e della campagna di diffamazione contro il movimento e la sua attività culturale”⁴⁰⁵.

Nel corso del convegno tenuto nella città emiliana si sarebbero fronteggiate non senza momenti di tensione le due anime del movimento: da un lato l’ala definita “creativa” rappresentata dai cosiddetti “indiani metropolitani”, dall’altra l’ala più militarista e intransigente costituita dai gruppi dell’Autonomia operaia. Il Convegno contro la repressione del settembre 1977 avrebbe di fatto chiuso una fase e descritto uno degli ultimi momenti di partecipazione collettiva del movimento del 1977 e insieme del “lungo Sessantotto italiano”⁴⁰⁶

La radio, come si legge nel quotidiano “Lotta Continua”, era stata incriminata anche a causa del contenuto di un articolo apparso nel febbraio del 1977, nella rivista “A/traverso”, che parla del ruolo dell’emittente come strumento di controinformazione:

“La controinformazione ha denunciato quello che il potere dice di falso, laddove lo specchio del linguaggio del potere riflette la realtà in maniera deformata [...]. La controinformazione ristabilisce il vero, ma in maniera puramente riflessiva. Come fa uno specchio. Radio Alice è il linguaggio al di là dello specchio. Ha costruito uno spazio nel quale il soggetto si riconosce non più come in uno specchio, come verità ristabilita, come riproduzione immobile, ma come pratica di un’esistenza in trasformazione. E il linguaggio è uno dei livelli di trasformazione della vita. Ora andiamo oltre. Non basta denunciare il falso del potere; occorre denunciare e rompere il vero del potere. Quando il potere dice la verità e pretende sia naturale va denunciato quanto disumano ed assurdo sia l’ordine di realtà che l’ordine del discorso [...] riflette, riproduce e consolida. Portare allo scoperto la deliranza del potere. Ma non solo. Occorre prendere il posto [...] del potere, parlare con la sua voce. Emettere segni con la voce e il tono del potere. Ma segni falsi. Produciamo informazioni false che mostrino quel che il potere nasconde, e che producano rivolta contro la forza del discorso d’ordine. Riproduciamo il gioco magico della Verità falsificante per dire con il linguaggio dei mass media quello che essi vogliono scongiurare”⁴⁰⁷.

Ma qual è il linguaggio di “Radio Alice”? E’ un linguaggio che vuole rompere l’ordine tradizionale del discorso dei media attraverso la sperimentazione di nuove formule espressive che sappiano dare conto dei fermenti che agitano le rivendicazioni

⁴⁰⁵ Il testo dell’appello viene pubblicato integralmente in “Lotta Continua, 5 luglio 1977.

⁴⁰⁶ Cfr. G. Crainz, *Il paese mancato. Dal miracolo economico agli anni ottanta*, cit., p. 576.

⁴⁰⁷ Cfr. l’articolo pubblicato in “Lotta Continua”, 25 marzo 1977, riportato poi in Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo*, cit., pp. 14-15.

sociali e studentesche di questa fase. Si leggano a titolo esemplificativo i contenuti di una trasmissione della radio pubblicata sulla rivista “Mille Canali”⁴⁰⁸:

“da un nastro registrato in diretta a Radio Alice di Bologna.

Coca cola douche dei Fugs sfuma.

Voce 1 – Parlano parlano, ok parlano di continuo. Lanciano segni, parole, pezzi di segni, pezzi di parole, per costringerci ad accettare il nostro ruolo di figli, di donne, di mogli, di padri, di operai, di studenti, per insegnarci a fare i bravi, a essere disciplinati, a obbedire, a lavorare.

Risale la musica – dissolvenza – Uguaglianza per archi, da «I cavalli di Troia» di Pietrangeli sfuma.

Voce 1 – Lama ha detto. «Che giovani sono questi se non lavorano; a lavorare i giovani, anche per due, tremila lire al giorno. Che cittadini avremo domani, vagabondi, assenteisti. E che chi studia studi, chi lavora lavori; non mi piacciono le cose a metà. Ieri mia moglie a palazzo Pitti voleva vedere una mostra e non ha potuto entrare perché i portieri erano occupati da un'altra parte».

Comico di Enzo Del Re sfuma.

Voce 1 – Parlano, loro parlano, dicono economia, ordine, democrazia, ma è tutta roba che con noi non c'entra per niente; vogliono che torniamo a lavorare come una volta, silenziosi, tranquilli e disciplinati. A parlare deve essere soltanto la catena di montaggio, per loro, per quelli che parlano, parlano, dalla radio, dalla televisione, dai giornali, dalle cattedre e così via. A lavorare tutta la vita attaccati a una catena di montaggio, in cambio di un salario.

Barbiere di Siviglia ouverture di Rossini sfuma.

Voce 1 – Parlano le macchine, anche loro parlano, un linguaggio di ferro sempre uguale, lo hanno preparato, perfezionato, una volta per tutte. E noi lì a rispondere agli ordini che le macchine in silenzio continuano a dare.

Risale la musica in crescendo.

Voce 1 – Parlano e tutto quello che dicono è contro di noi, per escluderci, per fregarci, per farci subire ancora, ma ancora con noi, adesso, è Majakovskij.

Voce 2 – Noi la dialettica non la impariamo da Hegel / Col fragore delle battaglie irrompeva nel verso / quando sotto i proiettili / dinanzi a noi fuggivano i borghesi / come una volta noi davanti a loro.

Parte salendo di giri sul piatto l' Inno americano fatto da Hendrix a Woodstock – dissolvenza – Nove maggio di Ivan Della Mea da «Pietà l'è morta» sfuma.

Voce 1 – Parlamenti, consigli d'istituto, consigli di quartiere, decentramento culturale, mille luoghi in cui non si dice nulla.

Risale la musica.

⁴⁰⁸ Cfr. *Come parla sporco Radio Alice*, in “Mille Canali”, Anno IV, n. 28, aprile 1977, pp. 39-40. In grassetto sono riportati gli stacchi musicali con le relative canzoni, mentre la voce rappresenta i discorsi dello speaker.

Voce 1 – Parlate, parlate, ragazzi. A porte chiuse, come all'Aldini, e guai a chi parla di quello che non si può. Mi capite vero? 16 morti in pochi mesi.

Noi siamo i teddy boys da «Pietà l'è morta» finisce con slogan sul Vietnam alla manifestazione.”

La capacità di “Radio Alice” di esprimere un punto di vista “altro”, legato al composito e variegato magma che compone l’area del movimento della contestazione giovanile del 1977, viene evidenziato da Umberto Eco, in un articolo comparso sul “Corriere della Sera” a poche settimane di distanza dalla chiusura dell’emittente:

“[...]. Dire che Radio Alice sia stata la causa di esplosioni di rabbia giovanile è come dire che il Festival di Sanremo è causa della stupidità nazionale: significa avere una fiducia quasi magica negli strumenti di comunicazione di massa.[...]. Radio Alice esiste perché c’è una fascia di rabbia giovanile che cerca i propri modi di espressione. [...] anche Radio Alice propone musica, ma si tratta di Jimy Hendrix, dei cantautori di sinistra, di Bob Dylan, dei Beatles, dei Rolling Stones, di Zappa e così via. Dietro (o davanti) a Radio Alice ci stanno le feste in piazza, la riscoperta del corpo, del privato, l’assunzione orgogliosa delle devianze (tutte, anche se incompatibili tra loro), la tematica del nuovo proletariato giovanile, le istanze degli emarginati. [...] non si può resistere alla tentazione di vedere Radio Alice come l’ultimo capitolo della storia delle avanguardie, quello in cui si è trovato nuovi mezzi espressivi per realizzare ciò che non si trova più, in misura così «creativa», nei libri di poesie o nei romanzi sperimentali. [...]. Radio Alice è capace di far parlare gli emarginati anche in prima persona, come autori dei discorsi trasmessi, o come protagonisti delle manifestazioni ludiche di piazza”⁴⁰⁹.

Lo stesso semiologo è protagonista di un acceso dibattito sulla stampa nei giorni successivi alla chiusura della radio, in cui l’opinione pubblica si interroga sul ruolo delle radio libere nel campo dell’informazione. Si leggano – come esempio di un’interpretazione sovversiva di alcune emittenti - le posizioni espresse da Andrea Barbato sul quotidiano “La Stampa”:

“[...] ci troviamo davanti ad un nuovo metodo d’informazione, immediato e diretto, o invece dinanzi ad una guerriglia in modulazione di frequenza [...]. Ma alla fine della settimana scorsa si è capito che non tutte le radio private anche scontate le differenze politico ideologiche, fornivano un servizio informativo. Alcune di esse, con accento

⁴⁰⁹ Cfr. U. Eco, *La comunicazione “sovversiva” nove anni dopo il Sessantotto*, in “Il Corriere della sera”, 25 febbraio 1977, poi riportato in U. Eco, *Sette anni di desiderio*, Bompiani, Bologna 2004, pp. 59-63.

maggiore o minore, erano uno strumento d'intervento, una guida sonora, una centrale operativa che segnalava gli spostamenti dei reparti di polizia, indirizzava i cortei, mobilitava gli animi [...]. Si può dire che esistono alcune emittenti serie, che completano l'informazione generale. Accanto ad esse la forbice si divarica: da una parte ci sono le radio d'evasione, altoparlanti della sottocultura pop e rock che credono d'essere «americane»[...]. E dall'altra parte le radio della pseudorivoluzione, la cultura del «cioè», i dibattiti gergali, il bla-bla-bla adolescenziale, il luogo comune ribellistico e protestatario»⁴¹⁰.

A queste argomentazioni Eco rispondeva esponendo le proprie riflessioni sul rapporto tra radio libere e informazione:

“[...] il problema giuridico sorto in questi giorni, se una data radio abbia una responsabilità oggettiva nel creare uno stato di tensione, deve essere riproposto in termini più aggiornati. Noi siamo di fronte a un fenomeno nuovo di subitaneo accrescimento della nostra capacità d'informazione. Certo, le radio dovranno porsi il problema delle nuove responsabilità che ne derivano, ma anche gli ascoltatori devono porsi il problema di un uso critico di questo nuovo mezzo. Cercare di giudicare questo fenomeno alla stregua dei fenomeni tradizionali significa non rendersi conto che questo problema tecnologico, dovuto alla accessibilità economica dei mezzi di trasmissione e diffusione, implica un nuovo modo di vivere i contatti pubblici. [...] si è detto in questi giorni che alcune radio hanno usato il loro potere per trasmettere notizie tendenziose e incitamenti a delinquere. Lo si può fare sia con una penna stilografica che con un giornale. Con le radio [...] la prima reazione è stata quella di sigillare la radio. La soluzione è inaccettabile nei termini (ragionevoli) di un'ottica liberale; ma appare inefficiente anche dal punto di vista di una fredda valutazione tecnologica. Il giornale distrutto non si riattiva per mesi, la radio chiusa invece riappare da qualche altra parte. E allora? È segno che stiamo vivendo una di quelle trasformazioni tecnologiche che cambiano il volto dei rapporti umani»⁴¹¹.

Il 3.3 Voci e suoni di controinformazione nell'etere italiano

In questa fase di intenso attivismo radiofonico militante numerosi sono i progetti che esprimono una forte carica antagonista che puntava a mettere in discussione il ruolo dell'informazione e a favorire pratiche di comunicazione dal basso. Nel quadro delle radio libere locali che nascono in questo periodo di intenso conflitto sociale, con l'intento di utilizzare la radio come “megafono” del movimento e sviluppare una pratica di controinformazione e informazione alternativa si segnala anche l'emittente romana “Radio Onda Rossa”. La radio nasce il 24 maggio del 1977 su iniziativa dei

⁴¹⁰ Cfr. A. Barbato, *Le radio della guerriglia*, in “La Stampa”, 19 marzo 1977.

⁴¹¹ Cfr. U. Eco, *Con qualche radio in più*, in “Il Corriere della sera”, 21 marzo 1977.

gruppi organizzati dell'“Autonomia operaia” romana trasmettendo i propri programmi dalla sede di Via dei Volsci nel quartiere di S. Lorenzo.

Nel numero del febbraio 1978 la rivista “Altri media” presentava in questo modo l'impostazione dell'emittente: “Radio Onda Rossa non è una radio «libera», (libera da chi?) ma una radio militante, una radio rivoluzionaria”⁴¹². La stazione viene gestita da una cooperativa di soci vicini ai Comitati autonomi operai, che si propongono l'obiettivo di fare comunicazione radiofonica militante, “sostenendo la lotta di classe” attraverso un'attività gratuita e volontaria sostenuta da sottoscrizioni degli ascoltatori. “Radio Onda Rossa” esprime un punto di vista militante e antifascista: dal punto di vista dei finanziamenti si rifiuta la pubblicità per “non accettare le regole del mercato capitalistico che si vuole combattere”⁴¹³. La linea informativa privilegia fin dagli inizi l'attenzione nei confronti di realtà di base organizzate, al punto che l'intero palinsesto viene gestito dai vari comitati di zona, di quartiere, di fabbrica presenti sul territorio, che assicurano la propria presenza per la messa in onda delle trasmissioni. Il contenuto più diffuso è la discussione politica incentrata su temi riguardanti lotte sociali come il femminismo, il diritto alla casa, questioni internazionali e più in generale il mondo del lavoro. Essendo una radio cittadina privilegia l'attenzione per l'informazione locale, oltre a rassegne stampa e giornali radio. Soprattutto nella fase iniziale prevalgono programmi parlati, microfoni aperti alle telefonate degli ascoltatori e trasmissioni autogestite dei gruppi femministi e studenteschi. La cifra distintiva dell'emittente è quella di un'informazione destrutturata, dai tempi dilatati nella quale la scarsa attenzione agli aspetti formali rispecchia la volontà del collettivo che gestisce “Radio Onda Rossa” di mediare il meno possibile gli interventi in diretta per dare priorità ai messaggi che provengono dalla realtà esterna⁴¹⁴. Dal punto di vista musicale è interessante notare che accanto alle canzoni, utilizzate come stacco tra le varie discussioni, soluzione comune a molte stazioni “democratiche”, si sceglie di proporre generi musicali non commerciali o comunque trascurati dalle emittenti musicali come il *punk* (che si afferma nella seconda metà degli anni Settanta come musica della contestazione grazie al successo della band inglese dei *Clash*), il *country* e il *folk*.

⁴¹² Cfr. “Onda Rossa” radio militante, in “Altri media, n. 12, gennaio-febbraio 1978, p. 25.

⁴¹³ Cfr. S. Dark, *Libere! L'epopea delle radio italiane degli anni '70*, cit., p. 119.

⁴¹⁴ Cfr. R. Sorace, *Effe emme. Gli anni delle radio libere*, cit., pp. 133-134.

Insieme all'emittente "Radio Proletaria", il ruolo svolto da "Radio Onda Rossa" dopo il movimento del '77 sarà di centralità nel panorama delle radio militanti romane che sopravvivono fedeli ai loro obiettivi anche nella fase di crisi delle radio democratiche successiva al 1978. Legata alla rivista "I volsci, mensile dell'Autonomia operaia romana", l'emittente sarà accusata sul finire degli anni Settanta di essere vicina alle posizioni del terrorismo brigatista. Per questo il 12 novembre 1977 su ordine della Questura di Roma "Radio Onda Rossa" viene chiusa nello stesso giorno in cui era stata ordinata anche la chiusura di "Radio Città Futura"⁴¹⁵. Al termine del 1977 queste due stazioni subivano una sorte analoga a quella di "Radio Alice" a Bologna, ma riusciranno presto a riprendere le trasmissioni grazie al sostegno di altre emittenti democratiche ma soprattutto degli ascoltatori, che sosterranno attivamente le due emittenti. Dopo aver offerto il proprio sostegno a "Radio Proletaria" che viene momentaneamente chiusa nel 1979 con l'accusa di "attività sovversiva", Onda Rossa subisce un nuovo provvedimento repressivo. L'accusa di associazione eversiva nei confronti di alcuni militanti dell'emittente dei Collettivi autonomi determinerà una nuova chiusura nel gennaio del 1980⁴¹⁶. Tuttavia, grazie all'appoggio di altre radio libere laziali nel giro di pochi mesi la stazione riprenderà le trasmissioni⁴¹⁷. Nel corso degli anni Ottanta la radio continuerà nella sua attività di controinformazione e di strumento politico al servizio della "lotta di classe", anche se risentirà del mutato clima politico del decennio caratterizzato dalla fine della stagione di partecipazione politica che aveva caratterizzato gli anni Settanta. Fedele alla propria impostazione "Radio Onda Rossa" svolgerà un ruolo importante all'interno dei movimenti sociali di base, restando un punto di riferimento importante per i movimenti antagonisti romani. Proprio grazie alla volontà di tenere fede all'impostazione originaria "Radio Onda Rossa" con "Radio Popolare" e "Radio Radicale", sarà una delle emittenti che riuscirà a superare prima la crisi delle radio democratiche e successivamente gli anni Ottanta restando in attività, pur tra enormi difficoltà economiche, per oltre trentacinque anni e rimanendo nel tempo coerente con il progetto di controinformazione e informazione dal basso che ne aveva determinato gli esordi.

Come sottolineato più volte, il fenomeno della radio libere ha trovato diverse modalità di declinazione, che in molti casi corrispondono a delle esigenze ben precise

⁴¹⁵ Cfr. l'articolo *Un'altra giornata violenta sconvolge il centro di Roma*, in "La Stampa", 13 novembre 1977.

⁴¹⁶ Cfr. *Chiusa Radio Onda Rossa*, in "Mille Canali", anno VII, n. 62, febbraio 1980, p. 30.

⁴¹⁷ Cfr. S. Dark, *Libere! L'epopea delle radio italiane degli anni '70*, cit., p. 162.

provenienti dal contesto stesso in cui le radio nascono e si sviluppano. Se nei grandi centri urbani di Roma e Milano le radio private proliferano anche grazie alla possibilità di raggiungere un numero relativamente alto di ascoltatori, nelle realtà dei piccoli centri, che non godono di un seguito paragonabile a quello delle città, il fatto stesso di poter arrivare grazie alla radio a tutti gli abitanti di un paese, offre l'occasione per esprimere opinioni escluse dai canali di informazione ufficiali. Una delle emittenti di questi anni che svolge un ruolo attivo di controinformazione, legata alla specificità del territorio in cui trasmette è "Radio Aut" di Cinisi, in provincia di Palermo. "Radio Aut" viene fondata nel 1976 dai militanti del Circolo "Musica e cultura", in particolare dal giovane militante di "Democrazia proletaria" Giuseppe Impastato. Attraverso questo canale di informazione e soprattutto attraverso una trasmissione dal titolo *Onda pazza*, condotta con ironia e determinazione, la radio denuncia quotidianamente il ruolo del potere mafioso nella provincia di Palermo, cercando di scardinare il muro di omertà e di sensibilizzare gli abitanti alla lotta alla mafia. La vicenda di "Radio Aut" e di Giuseppe Impastato, ha trovato il suo drammatico epilogo il 9 maggio 1978 quando è stato ucciso selvaggiamente dallo stesso potere mafioso che rifiutava e denunciava dai microfoni della sua piccola emittente rappresentato dal boss Gaetano Badalamenti, nello stesso giorno in cui a Roma veniva ritrovato il corpo senza vita di Aldo Moro assassinato dalle Brigate Rosse. La storia di Impastato è stata portata all'attenzione del grande pubblico grazie al film del regista Marco Tullio Giordana, *I cento passi*⁴¹⁸ e rappresenta un altro esempio di quella controinformazione dal basso che la "radiofonia libera" ha permesso in questo intenso periodo. A questo proposito può essere interessante leggere le considerazioni sulla funzione della radio nel "Documento Programmatico di Radio Aut", redatto dallo stesso Impastato:

"[...]. Riteniamo che l'uso democratico di una radio si articoli per livelli differenziati e dialetticamente collegati. Un primo livello è quello dell'informazione e controinformazione che si presenta immediatamente come momento di rifiuto e di ridimensionamento dell'informazione di regime e del monopolio dell'industria del consenso (Rai TV, stampa e mass media in genere). La notizia discende direttamente dal sociale e va riproposta, in maniera amplificata, al sociale stesso senza filtri o interventi manipolatori: nel caso di accesso a fonti differenziate (agenzie, notiziari ecc.) si pone un problema di rielaborazione e di verifica nel sociale. Tutto questo presuppone un uso

⁴¹⁸ Marco Tullio Giordana, *I cento passi*, 2000.

molto ampio di registrazioni dal vivo e una notevole disponibilità di presenza politica. [...]. Un secondo livello è quello dell'intervento politico. La radio diventa strumento diretto, come il volantino il video-tape o il megafono, dell'iniziativa di lotta e del progetto politico complessivo di una struttura di base «dislocata socialmente e territorialmente». Un ulteriore livello su cui articolare la funzione della radio – si legge ancora nel documento – è quello degli “spazi autogestiti. È il livello in cui la realtà sociale si appropria dello strumento radiofonico e lo usa direttamente per allargare e difendere «le macchie liberate» e come mezzo di coordinamento delle lotte e delle iniziative di massa. [...]”⁴¹⁹.

In una proposta di palinsesto redatta nell'estate del 1977, all'interno delle quattro ore di diretta (dalle 20 alle 24), avrebbero dovuto trovare posto due spazi musicali della durata rispettivamente di un'ora e di mezz'ora, oltre a due notiziari della durata di trenta minuti che avrebbero riguardato rispettivamente notizie “a carattere nazionale, regionale e locale” e “ a carattere internazionale con registrazioni di emittenti straniere come Radio Tirana, Praga, Mosca, Pechino e Londra”. Il “programma speciale” in onda per un'ora era considerato il più importante in quanto “programma di informazione e controinformazione più organico e articolato della fascia di trasmissioni: si occupa[va] di argomenti, questioni, situazioni che vanno dal contesto locale a quello regionale, nazionale e internazionale”⁴²⁰. Come si evince dal documento, lo scopo della radio risiedeva nella volontà di fare controinformazione a partire dalla realtà di tutti i giorni, un tratto comune, anche se variabile a seconda delle circostanze, alle principali radio democratiche nate negli anni tra il 1975 e il 1978, confermando la necessità di un'informazione che si ponesse in alternativa sia alla Rai che alle emittenti “commerciali”⁴²¹.

Il 3.4 Sviluppo e declino della Federazione Radio Emittenti Democratiche

Le principali radio democratiche nate in questo periodo in Italia decidono nel febbraio del 1976 di costituire la FRED (Federazione Radio Emittenti Democratiche), con l'obiettivo dichiarato di rappresentare degli “strumenti di informazione «alternativa» al monopolio «lottizzato» e di contrastare qualsiasi forma di oligopolio dell'emittenza

⁴¹⁹ Cfr. *Documento Programmatico di Radio Aut*, tratto dal sito web del Centro Studi Giuseppe Impastato (http://www.centroimpastato.it/conoscere/programma_radio.php3), poi riprodotto in Peppino Impastato e i suoi compagni, *Radio Aut. Materiali di un'esperienza di controinformazione*, Edizioni Alegre, Roma 2008, pp. 19-20.

⁴²⁰ Cfr. Peppino Impastato e i suoi compagni, *Radio Aut. Materiali di un'esperienza di controinformazione*, cit., pp. 21-22.

⁴²¹ Cfr. P. Murialdi, *Storia del giornalismo italiano*, cit., pp. 262-266.

privata”⁴²². In breve tempo si associano alla FRED un numero consistente di piccole radio indipendenti, attraverso una struttura che punta ad unificare le singole esperienze locali in una organizzazione di dimensioni nazionali. Questo anche perché, – come si legge in un comunicato della Federazione – si teme di perdere il significato di questa “presa della parola” diffusa: “c’è il pericolo di richiudere la ricchezza di questa esperienza, unica in Europa, nel terreno del piccolo ghetto locale, nella mancanza dei collegamenti, dello scambio di esperienze. Perché nel momento in cui scopriamo la ricchezza di uno strumento di comunicazione così veloce rischiamo di perderci senza riuscire a far circolare la novità che ogni esperienza locale produce, rischiamo cioè di morire per assenza di comunicazione. [...] non si tratta certo di costruire un organismo che pretenda di tracciare una linea politica comune, ma che garantisca la diffusione a livello nazionale delle proposte locali, il dibattito e il coordinamento delle azioni comuni; [...]”⁴²³

Dopo la nascita della Federazione Radio Emittenti Democratiche il 1° Congresso nazionale si tiene a Roma nel maggio 1977, alla presenza di delegati in rappresentanza di oltre duecento radio. Questo avvenimento rappresenta un momento molto importante per confrontare le tante esperienze di radio democratiche presenti nel panorama nazionale e costituisce anche un primo passo verso l’elaborazione di una strategia informativa che riesca a rendere riconoscibile la linea editoriale di queste emittenti rispetto a quelle definite commerciali. Uno dei temi di maggiore centralità è legato alla capacità di impiegare le radio sul terreno di un’informazione alternativa a quella tradizionale, capace di tenere conto delle potenzialità che il mezzo offre, come emerge da un documento preparatorio del congresso:

“[...] la necessità di creare strumenti realmente alternativi di gestione controllo e di espressione, vede quotidianamente operai, studenti, donne, emarginati, in un’opera di costruzione di strumenti idonei a contrastare i tentativi di normalizzazione. Le radio democratiche sono uno di questi strumenti.[...]. Le emittenti democratiche locali, con un rapporto diretto con i protagonisti, espressione diretta delle realtà di base, riescono a produrre informazione e cultura che, esterna ai meccanismi ossequiosi e clientelari, esprime una realtà, magari ancora primitiva, ma con contenuti tali da bilanciare l’offensiva quotidiana dei mezzi di comunicazione di massa padronali”.

Nello stesso documento la Fred ipotizzava un modello da seguire per creare un modello di comunicazione completo, che necessariamente

⁴²² Cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L’emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 45.

“deve prevedere un servizio nazionale integrato con uno locale. Infatti un punto sul quale dobbiamo continuare a batterci è quello della difesa del criterio di servizio di pubblica utilità delle trasmissioni via etere in contrapposizione alla tendenza verso la mercificazione e la trasformazione di radio e televisioni in strumenti per produrre profitto, in una logica di mercato che degrada il prodotto culturale e di informazione in prodotto da vendere. [...]”⁴²⁴.

In un altro contributo preparato dalla segreteria nazionale della FRED, intitolato significativamente “Modello di radio emittente democratica”, dopo aver sottolineato che proprio per la diversità dei contesti sociali e geografici in cui sono nate le radio democratiche non è possibile definire un modello unico e valido per tutte le esperienze, si insiste sulla necessità di mantenere il carattere spontaneo delle singole emittenti basato sul rapporto con gli ascoltatori:

“[...]. È illusorio dire che le radio le fanno gli ascoltatori? Oppure è più giusto dite che le fanno «comunque» coloro che si esprimono attraverso il mezzo sia dallo studio che attraverso il telefono? Cercare di risolvere questo problema significa cercare di trovare il punto dove si annida il potere in uno strumento di comunicazione di massa come la radio. La maggior parte delle radio sono oggi sulla strada di far esprimere tutti i possibili soggetti sociali, consapevoli che si può incorrere nel pericolo dello spontaneismo, ma consapevoli anche che questa è la strada per arrivare a socializzare al massimo quel «centro di potere» interno ad ogni radio, e di cui siamo alla ricerca per distruggerlo. [...]”⁴²⁵.

Al termine del Congresso l’organizzazione approva i principi fondamentali per una proposta di legge di regolamentazione del sistema radiotelevisivo. I punti principali sono il rifiuto della “privatizzazione selvaggia dell’etere”; le emittenti devono svolgere una preminente funzione di pubblica utilità; devono essere privilegiate nell’assegnazione delle frequenze quelle emittenti che, con struttura cooperativa e senza scopi di lucro, rispondono a questi requisiti; si ribadisce il rifiuto di qualunque tentativo di costituire oligopoli “più o meno mascherati”; ed infine si richiedono, per

⁴²³ Cfr. *Il parere della Fred*, in “Mille Canali”, Anno IV, n. 26, febbraio 1977, p. 33.

⁴²⁴ Per queste citazioni cfr. *Per il 1° congresso nazionale delle radio democratiche*, in “Quotidiano dei lavoratori”, 4 maggio 1977.

⁴²⁵ Cfr. *Modello di radio emittente democratica*, in “Quotidiano dei lavoratori”, 4 maggio 1977, cfr. anche AIG, Fondo Cotronei, b. 36 “Problemi dell’informazione. Aiart-Fred-Anti-Enars-Fiel-Fnsi-Fiarti”.

le radio di informazione, tariffe privilegiate e contributi dai servizi pubblici come la SIP e l'ENEL⁴²⁶.

Nonostante la vitalità dimostrata in occasione del congresso nazionale, la FRED nel periodo successivo conosce una fase di ridimensionamento legato alla progressiva centralità acquistata dal ruolo della pubblicità nel mondo radiofonico e dalla difficile sopravvivenza delle tante radio che basano il proprio sostentamento economico sui contributi volontari di ascoltatori e collaboratori. Nel maggio del 1978 si tiene a Bari il 2° congresso nazionale dell'organizzazione. Rispetto all'anno precedente le radio rappresentate passano da circa duecento a sessanta. Al termine dei lavori la nuova segreteria nazionale viene incaricata di predisporre un documento da sottoporre ai partiti in cui si illustrino delle ulteriori proposte per disciplinare il settore della radiofonia privata. Tuttavia questo incarico non sarà portato a termine poiché questo convegno rappresenta “l'ultimo atto di presenza della FRED all'interno dell'emittenza radiofonica privata”⁴²⁷. La fine dell'esperienza della Federazione Radio Emittenti Democratiche riflette anche l'emergere di divergenze politiche che sarebbero divenute insanabili, tra un'ala più moderata che comprende “Radio Popolare” di Milano e “Radio Città Futura” di Roma e una più radicale legata all'area dell'Autonomia operaia espressa da “Radio Sherwood” di Padova e da “Radio Onda Rossa” di Roma⁴²⁸.

Questo episodio mostra, anche da un punto di vista simbolico, l'inizio di un generale riassorbimento di molte emittenti protagoniste di questa stagione all'interno dei meccanismi del sistema delle radio commerciali, che anche in coincidenza con il cosiddetto “riflusso” degli anni Ottanta finiranno con il prevalere nella fase successiva, determinando la nascita del sistema misto pubblico/privato che da quel momento avrebbe caratterizzato il sistema radiofonico italiano.

⁴²⁶ Per questi aspetti cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 62, per un resoconto del congresso cfr. *Dove vanno le radio democratiche?*, in “Lotta Continua”, 4 giugno 1977 e per il progetto di regolamentazione radiotelevisiva proposta dagli organismi della FRED cfr. *Per la legge di regolamentazione*, in “Quotidiano dei lavoratori”, 4 maggio 1977.

⁴²⁷ A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 72.

II. 4. Dal modello di “Radio Alice” alla legge Lecat

II. 4.1 Lo spirito di “Radio Alice”

La vicenda di “Radio Alice” e l’eco internazionale che aveva suscitato, soprattutto per il sostegno ricevuto dagli intellettuali francesi che avevano firmato il manifesto contro la repressione, rendeva l’emittente bolognese una sorta di modello a cui guardare in tema di “radio libere” anche per il movimento francese. Félix Guattari, a testimonianza del fascino esercitato dall’esempio italiano, scrive l’introduzione alla traduzione francese⁴²⁹ del testo *Alice è il diavolo*, pubblicato a Parigi dopo i turbolenti e drammatici avvenimenti del marzo 1977 a Bologna. Lo scritto di Guattari intitolato significativamente “*Des millions et des millions d’Alice en puissance*”, metteva in risalto la volontà del potere di impedire l’accesso all’antenna alle voci delle minoranze. Si legge nella prefazione in lingua francese: “Danger imminent. Attention la moindre ligne de fuite peut tout faire exploser. Surveillance spéciale de petits groupes pervers propulsant mots, tournures de phrases, attitudes, susceptibles de contaminer populations entières. Neutraliser en priorité tout ceux qui pourraient accéder à une antenne”⁴³⁰.

Secondo Guattari la creazione di radio espressione di piccoli gruppi sociali era considerata come uno strumento necessario a contrastare quella che aveva definito “la nouvelle technologie “du rétablissement de l’ordre” [...] dont le prototype est celui de l’image télé, qui conduit à l’investissement insidieux de la visagéité vide et suffisante du pouvoir, et permet de faire accepter passivement les énoncés les plus manifestement mystificateurs, par exemple sur la situation économique, le chômage, sur la portée du lest jeté par-ci, par-là...”⁴³¹. Come già ricordato, Francesco Berardi aveva trascorso un periodo di latitanza in Francia presso la casa di Guattari e aveva partecipato alla trasmissione in diretta di “Radio Verte” dedicata a “Radio Alice” nel mese di luglio del 1977⁴³². Berardi nell’opera aggiornata dedicata alla storia della radio bolognese, sottolinea quanto il collettivo di “Radio Alice” in quel periodo era rimasto affascinato dalle tesi presentate da Félix Guattari e Gilles Deleuze nell’opera

⁴²⁸ Cfr. S. Dark, *Libere! L’epopea delle radio italiane degli anni ’70*, cit., p. 159.

⁴²⁹ Collectif A/traverso, *Radio Alice, radio libre*, J.-P. Delarge, Paris 1977.

⁴³⁰ *Ibidem*, poi riportato nel testo di F. Guattari, *La Révolution moléculaire*, Éditions Recherches, Fontenay-sous-Bois 1977, p. 377.

⁴³¹ F. Guattari, *La Révolution moléculaire*, cit., p. 163.

l'*Anti-Œdipe*⁴³³. In particolare si accettava l'idea secondo la quale l'inconscio non andava considerato come "un teatro ma una fabbrica, o meglio un laboratorio artigianale nel quale ciascun attore costruisce macchinari bizzarri, che funzionano in un modo o nell'altro, che tagliano e cuciono, combinano e ricombinano". Secondo questa prospettiva non soltanto l'inconscio, ma anche l'immaginario sociale doveva essere considerato come una fabbrica dove "si producono i comportamenti e si elaborano le forme di coscienza discorsiva che la società mette in scena". Il ruolo della radio come strumento di comunicazione doveva tenere conto di questa dimensione per essere in grado di esprimere "la potenza rivoluzionaria del desiderio" al fine di agire sui movimenti della società e svolgere un ruolo di trasformazione reale⁴³⁴. L'influenza di queste teorie sarà importante nell'elaborazione di un modello di radio militante, almeno per quella parte di radio francesi che si riconoscevano in un'idea di radio come espressione delle minoranze.

In questa fase la situazione delle radio libere in Francia si presenta ancora difficile per il forte controllo esercitato dalle autorità per difendere il monopolio. Infatti nonostante la sentenza di assoluzione ottenuta da "Radio Fil Bleu" nel dicembre 1977, durante i primi mesi del 1978 le radio pirata francesi vivono ancora una fase di precarietà e incertezza giuridica. Nel mese di gennaio "Radio Abbesses Echo" a Parigi subisce il sequestro delle attrezzature e alcuni animatori vengono denunciati per violazione del monopolio⁴³⁵. In questo clima di incertezza e repressione le dimensioni del movimento restavano ridotte, in particolare a giudicare dalle radio 'pirata' che avevano trasmesso almeno una volta. Secondo una lista riportata in una nota del Ministero dell'Interno del 7 febbraio 1978, si contavano oltre 35 emittenti⁴³⁶, sebbene alcune fossero ancora allo stadio di soli progetti. A Parigi e nella regione dell'*Ile de France* erano presenti 8 emittenti, mentre il resto si collocava in provincia, in modo particolare nel Nord della Francia, un'area piuttosto attiva, grazie ad un discreto numero di esperienze che avevano preso il via in questo periodo⁴³⁷.

⁴³² Cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit. p. 113.

⁴³³ G. Deleuze, F. Guattari, *L'Anti-Oedipe. Capitalisme et schizophrénie*, Les Editions de Minuit, Paris 1972.

⁴³⁴ Per queste citazioni cfr. Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo*, cit., p. 164.

⁴³⁵ Cfr. *Radio pirate: onze interpellations à Paris*, in "Le Monde", 9 janvier 1978.

⁴³⁶ CAC, site de Fontainebleau, versement. 19810440 art. 25, fasc. ALO, Note 7 février 1978, annexe II, *Liste des radios-pirates ayant diffuse des émissions et les projets annoncés*.

⁴³⁷ CAC, versement n. 19810440, fasc. ALO, note, 8 février 1978.

Il progetto di “Radio Fil Bleu” costituiva il fronte più avanzato di rivendicazione giuridica per il movimento delle radio. Le reazioni al progetto, soprattutto in alcuni settori del Partito Socialista e del Partito Comunista, erano state di netta chiusura e di denuncia del tentativo, considerato come un modo per far avanzare la privatizzazione del settore, giustificandolo con la rivendicazione della libertà di espressione. “Radio Fil Bleu”, agli occhi della maggioranza del movimento, che in questa fase era rappresentato prevalentemente dall’Association pour la Libération des ondes, esprimeva un progetto di pura radio commerciale, non interessata ad un uso del mezzo che favorisse la comunicazione sociale. A questo proposito, in un articolo non firmato comparso sulla rivista “Sonovision”, già nell’ottobre del 1977 erano illustrate delle possibili linee di divisione in seno al movimento, proprio a partire dai differenti scopi editoriali:

“a surgi [...] le besoin de mieux se définir par rapport au pouvoir, au monopole, mais aussi par rapport aux initiatives extérieures à leur mouvement (Radio Fil Bleu à Montpellier, groupes de presse, partis politiques). Là, les problèmes sont plus complexes : les conceptions politiques, les stratégies de communication sont souvent divergentes et, seule, une pratique plus développée de la radio pourra servir de base à un véritable travail de clarification. Mais, des premiers contacts, des premières discussions, se dégagent déjà une volonté commune: ne plus se définir comme «pirates» mais comme « radios libres ». cette définition reprend à son compte l’expérience des radios italiennes les plus avancées (Radio Alice, Radio Populaire, etc.). Il s’agit de faire une radio où la parole soit libre, et non plus confisquée par un quelconque bureaucratie au nom de critères techniques ou d’une conception sclérosée du professionnalisme. Une radio qui libère les ondes au profit d’une véritable communication sociale, cassant ainsi la domination pourrissante des médias de masse. Une radio, enfin, qui assure le droit à l’expression des minorités et des groupes exclus du règne de la parole officielle. La récente création de l’ALO répond à cette volonté de mieux définir l’alternative”.

Secondo l’autore dell’articolo si trattava di stabilire una netta separazione tra due modi di vedere la battaglia per la ‘libertà di antenna’ e di concepire l’utilizzo della radio evidenziando le differenze con “Radio Fil Bleu”:

“On peut mesurer toute la distance entre ce projet de libération des ondes et la libéralisation envisagée par Radio Fil Bleu simultanément. Les animateurs de cette station très proche du Parti Républicain ont soumis aux instances de ce dernier un projet de loi destiné à légaliser les dérogations au monopole sur la modulation de fréquence. Les

grandes lignes de ce projet prévoient des émetteurs d'une puissance inférieure à 1 Kilowatt rayonnant sur une portée maximale de 50 km, et séparés les uns des autres par 200 kilocycles. L'attribution des ondes à des associations de type 1901 se fait par ordre d'inscription et en fonction des places disponibles. Le texte, qui laisse en blanc la question de la publicité, prévoit par ailleurs de soumettre les stations à la loi sur la presse et de les obliger à émettre quotidiennement un nombre d'heures minimum. Outre son côté « conquête de l'Ouest » ou « Ruée vers l'or », ce texte laisse soigneusement en place le statu quo de la communication instituée. L'espace ouvert, « libéralisé » par les animateurs de Radio Fil Bleu, est une parfaite copie du modèle professionnel existant. On comprend qu'il puisse séduire une importante fraction du Parti Républicain, soucieuse de rentabilité électorale à court terme. Tout dernièrement, Jean-Pierre Soisson, très lié à l'ancienne maire de Montpellier s'est engagé à défendre le projet devant le gouvernement. On comprend également que cette bataille juridique laisse indifférents les collectifs des radios libres, plus soucieux d'imposer sur le terrain un rapport de force en faveur d'une autre conception de la communication”.

Nello stesso tempo si sottolineava l'importanza che stava acquisendo in Francia il dibattito sulla fine del monopolio rilevando l'accresciuto interesse nei confronti del fenomeno. “Une chose est certaine : l'intérêt soulevé par la multiplication des radios libres est beaucoup plus considérable que prévu. A un moment où les stations radios locales de FR 3 se voient censurées ou acculées à l'asphyxie financière, où une crise grave paralyse France Musique, où le contrôle politique se renforce sur la télévision, le public voit dans les radios libres une alternative réelle. Cela n'échappe ni aux sociétés privées, ni aux journaux locaux qui se penchent depuis quelques semaines sur la question”⁴³⁸.

Nel corso del periodo successivo, anche da un punto di vista semantico si tende a separare le esperienze di radio locali da quelle di radio libere. Jean-François Lacan, nel richiamarsi direttamente al modello di “Radio Alice” e più in generale alle radio di “movimento” italiane illustrava le discrepanze tra le varie emittenti:

“Certains collectifs (Radio Abbesses Echo par exemple) se veulent avant tout des radios locales instaurant une communication communautaire sur un quartier, une ville ou un département. Leurs émissions se développent à partir du travail d'un groupe d'habitants sur un thème généralement relié à la vie locale. D'autres au contraire (Radio Verte, Radio Libre) se refusent à jouer le rôle de radios locales et, quelle que soit la portée de leurs

⁴³⁸ Per queste citazioni cfr. l'articolo *Libération ou libéralisation des ondes?*, in “Sonovision”, n. 198, octobre 1977.

émetteurs, s'attachent à être des structures d'accueil pour toutes les paroles minoritaires ou minorisées: groupes de femmes, d'immigrés, de squatters, de psychiatisés, [...].

Deux stratégies divergentes contre un même monopole. D'un côté, on pense que c'est la communication locale qui brise la parole abstraite et universelle des médias. De l'autre, on estime que seuls des lieux ouverts à toutes les paroles peuvent s'opposer à la parole du pouvoir et au pouvoir de la parole véhiculée par le mass-médias. Le clivage ne serait pas insurmontable s'il ne se doublait pas d'une différence de stratégies au niveau de « l'expression ». Du côté des radios locales, on reste fidèle à une problématique de la contre-information liée plus ou moins à l'écriture radiophonique traditionnelle : enquête, reportage, débats, etc. Du côté des radios libres, on se préoccupe davantage de ce que la communication radiophonique peut véhiculer d'imaginaire et de déréalisant. L'idéologie des mass-médias ce n'est pas tant le contenu des émissions que leur forme, la constante présence d'un certain rapport au monde. C'est sur ce terrain que les radios libres entendent se battre, en déconstruisant la forme même du discours des radios officielles pour lui opposer une autre conception de l'imaginaire. Un imaginaire qui ne serait plus manipulé par un pouvoir, un imaginaire dont la fonction ne serait plus l'assujettissement social. En cela, la problématique des radios libres se réfère explicitement à l'expérience de Radio Alice et des radios du «Mouvement» en Italie [...]»⁴³⁹.

Durante la prima giornata nazionale delle radio libere, tenuta il 15 febbraio 1978, emergevano dei dissensi relativi al ruolo delle radio locali in una fase che si preannunciava particolarmente vivace dal punto di vista delle iniziative in direzione della libertà di antenna.

Sul fronte della mobilitazione delle stazioni, i risultati della prima giornata nazionale delle radio libere appaiono significativi: per circa 3 ore diciassette emittenti trasmettono i propri programmi, otto a Parigi e nove in provincia⁴⁴⁰, testimoniando il carattere nazionale dell'evento. L'iniziativa puntava ad avere il massimo di visibilità ed a produrre un dibattito nell'opinione pubblica. Per questo motivo, alcune emittenti decidono di trasmettere in diretta ed in pubblico per un tempo limitato così da uscire da uno stato di clandestinità. È il caso per esempio delle trasmissioni di "Radio Zone 93", che si installa all'interno di un anfiteatro nella facoltà di Villetaneuse e di "Radio Verte", di cui è interessante cogliere alcuni passaggi della trasmissione

⁴³⁹ J.-F. Lacan, *Radios libres ou radios locales*, in "Sonovision", n. 200, décembre 1977.

⁴⁴⁰ A Parigi trasmettono Radio Verte, Radio Bastille/Radio Fil Rose, Radio 100, Radio Onz'Débrouille, Radio Aventure, Radio Banlieue Sud, Radio Zone 93, Radio 93; nel resto della Francia si registrano le trasmissioni di Radio Barbe Rouge a Tolosa, Radio Active a Lione, Radio Libre 59 e Radio Lille a Lilla, Radio Beau Délire a Villeneuve d'Ascq, Radio Calamine a Roubaix, Radio Babylone a Clermont-Ferrand, Radio Libre 44 a Nantes. Per una ricostruzione dettagliata dell'evento cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., pp. 153-160. oltre a J.F.L. (Jean-François Lacan), *La journée nationale des radio libres*, "Sonovision", n. 203, mars 1978.

riportati da un'attenta osservatrice del quotidiano "Le Monde". Nell' articolo si rilevava come, nonostante il grande sforzo tecnico ed organizzativo dei collettivi delle emittenti, TDF fosse riuscita a coprire la maggior parte delle trasmissioni tanto a Parigi che in provincia:

“[...] L'émetteur a été amplifié à 160 watts, un mat de 15 mètres supportant l'antenne est installé sur le toit. Le programme de la soirée a été soigneusement élaboré. L'émission pré-enregistré, un historique de la radio vient de commencer. Elle est suivie d'un débat antinucléaire entrecoupe de faux « spots » publicitaires : « Achetez un masque à gaz Colibri », « Construisez vous – même votre abri atomique »”.

Accanto alla rivendicazione pura e semplice di trasmettere, il contenuto dei messaggi di "Radio Verte" si riallaccia da un lato alle tematiche ecologiste e antinucleari, ma dall'altro offre una tribuna per alcuni piccoli gruppi organizzati per esprimere il proprio parere, cercando di aggirare l'ostacolo dell'intervento delle autorità.

“Le brouillage de T.D.F. rend alors, en effet, pratiquement inaudibles la plupart des émissions des radios libres à Paris et en province. Radio-Verte ne désarme pas pour autant et continue d'émettre le programme prévu. Un débat portant sur les grèves est organisé en direct par la section C.F.D.T. des P.T.T. de Créteil et de la B.N.P. Un collectif de femmes parle de son projet de station clandestine”.

Le dichiarazioni di Antoine Léfébure e di Felix Guattari sembrano confermare la determinazione dell'associazione nel portare avanti una battaglia risolutiva nei confronti del monopolio:

“ [...] « Les pouvoirs publics ont décidé de ne pas changer de tactique, déclare Antoine Léfébure, l'un des animateurs de la station. Ils ont voulu démontrer que leur capacité de brouillage était illimité. Nous sommes toutefois déterminés à sortir de la clandestinité et à émettre tous les jours. «Parallèlement à l'ALO, qui continuera à assumer son rôle de plate-forme de réflexion et de coordination des radios libres, déclare M. Félix Guattari, nous avons l'intention de constituer un «collectif de soutien aux radios libres», qui sera essentiellement chargé de l'action juridique.» [...]”⁴⁴¹. Da questo momento una diversa concezione della radio avrebbe determinato una divisione all'interno del movimento che aveva le sua basi in un differente approccio politico alla questione della libertà di antenna.

II. 4.2 Il modello “Radio Alice” tra fascino e rifiuto

In un recente contributo sul caso delle radio libere in Francia Cécile Méadel⁴⁴² individua il precedente italiano come momento decisivo per l’evoluzione del movimento francese. Nella fase di clandestinità delle radio libere antecedente alla fine del monopolio avvenuta nel 1981, non solo gli animatori delle radio ma anche le autorità politiche individuano soprattutto nel modello di “Radio Alice” un esempio sul quale le opinioni divergono profondamente articolandosi tra “fascino e rifiuto”: da un lato una concezione di una radio militante, mezzo povero, senza pubblicità; dall’altro il rifiuto della radio politica e la ricerca dell’affermazione del principio della libertà di espressione attraverso la radio.

Le radio libere francesi, oltre a moltiplicare le iniziative spettacolari ed in pubblico miranti ad amplificare le dimensioni del fenomeno, attraversano una fase in cui emergono in modo sempre più evidente le differenti opzioni politiche di intervento della radio. Durante i primi mesi del 1978 accanto ad iniziative radiofoniche che esprimono le rivendicazioni di alcune minoranze, tra cui occorre ricordare il caso di “Radio Fil Rose”⁴⁴³, la radio della comunità omosessuale di Parigi, emergono altri esperimenti incentrati su un’ottica di sviluppo di una radio locale commerciale, come nel caso di “Génération 2000”. Questa stazione inizia la sua programmazione il 18 febbraio 1978 per l’iniziativa di Thomas Sertillanges, produttore di trasmissioni su France Inter come *L’Oreille en coin*, che si avvale della collaborazione di altri animatori della radio periferiche. Inizialmente “Génération 2000” propone programmi preregistrati che vengono trasmessi clandestinamente dall’appartamento di Sertillanges. Uno degli elementi che maggiormente pone la nuova emittente in cattiva luce rispetto alla componente dell’ALO contraria alla pubblicità, è la programmazione di un messaggio pubblicitario dei prodotti Jean-Yves Legoff, che porta circa 300 franchi di entrata. Questo episodio contribuisce a rendere ancora più manifeste le divisioni tra il nucleo dei “tecnici” dell’ALO, al quale fanno capo i membri di “Radio Verte”, rappresentati da Antoine Lefébure e quello riunito intorno

⁴⁴¹ Cfr. E. Mood, *Les «brouilleurs» étaient au rendez-vous*, in “Le Monde”, 17 février 1978.

⁴⁴² Cfr. C. Méadel, *La caduta del monopolio in Francia. Il precedente italiano tra fascino e rifiuto*, in *Radio FM 1976-2006. Trent’anni di libertà d’antenna*, a cura di P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna, cit., p. 59.

⁴⁴³ “Radio Fil Rose”, viene creata su iniziativa di Pascal Navaro nel febbraio del 1978 e nasce in contemporanea alla lista “Différence homosexuelle 1978” che si candiderà alle elezioni legislative del marzo 1978 nella circoscrizione di Parigi ottenendo circa l’1% dei consensi. Per questi temi cfr. gli articoli di D. S., «*Les comités homosexuels d’arrondissement*» lancent *Radio Fil Rose*, in “Libération”, 28 février 1978 e *Radio: du cote des pirates*, in “Libération”, 4 avril 1978.

alla figura di Guattari. Quest'ultimo, in collaborazione con François Pain e Gérard Soulier, aveva consolidato i rapporti con alcuni esponenti delle emittenti democratiche italiane, in particolare con Renzo Rossellini e Sandro Silvestri di "Radio Città Futura" di Roma, Maurizio Torrealta e Francesco Berardi di "Radio Alice" di Bologna, oltre ad esponenti dell'emittente piemontese "Radio Bra Onde Rosse". Un incontro internazionale delle radio libere viene così programmato dal 26 al 28 marzo 1978 con lo scopo di mettere in relazione emittenti "alternative" di diversi Paesi europei. L'incontro denominato ALFREDO 78⁴⁴⁴, nonostante la volontà di raggruppare il numero maggiore di esperienze, nasce profondamente segnato da una divisione ideologica. Infatti il gruppo dell'ALO riunito intorno a Léfébure non era d'accordo con l'iniziativa, poiché ritenuta espressione soltanto di quella parte dell'associazione che faceva riferimento al CINEL (Comité D'Initiative pour des nouveaux espaces de liberté), struttura che aveva tra i principali animatori lo stesso Félix Guattari. Negli incontri preparatori nella sede dell'ALO si consuma la definitiva frattura tra le due componenti dell'associazione. A questo proposito appare significativo ricordare i contenuti di una lettera circolare inviata a tutti gli aderenti, nella quale, oltre a sottolineare l'iniziativa autonoma del gruppo CINEL, si individuavano i motivi causa della divisione:

“ [...]. Le développement de la situation des radios libres en France a besoin surtout de réflexion et d'expérimentation. Ceux qui veulent poser le problème de la radio libre sur un plan politique avant qu'elle n'ait une existence effective (le simple fait d'émettre n'étant nullement significatif d'un renouveau de l'expression radiophonique), font de la surenchère facile et rendent finalement confus les problèmes réels. [...]. Les problèmes de la radio libre doivent se résoudre sur un plan radiophonique d'abord, afin que la maîtrise de l'outil puisse servir ensuite aux innovations sur le plan de la communication sociale. [...]. Le moyen radio doit apporter une dimension supplémentaire à ce qu'est la presse marginale ou parallèle, [...] doit éviter de répéter le contenu même de cette presse où les "discours minoritaires" s'érigent toujours en censeurs exclusif du reste de la Terre”⁴⁴⁵.

Intanto l'ALO aveva modificato i propri organigrammi dirigenziali. I membri fondatori del settembre 1977 vengono sostituiti dai sei membri del consiglio di amministrazione, in particolare Patrick Dauvergne come segretario generale, Maurice Ronai come segretario, Patrick Williams come tesoriere, oltre a tre figure di spicco

⁴⁴⁴ L'acronimo ALFREDO costituisce la contrazione delle sigle di due associazioni di radio libere in Italia e in Francia: la FRED (Federazione Radio Emittenti Democratiche) e l'ALO (Association pour la libération des ondes).

del movimento come Antoine Léfébure (“Radio Verte”), Serge Bischoff (“Radio Verte Fessenheim”) e Christian Verwaerde (“Radio Campus”)⁴⁴⁶.

Nello stesso tempo François Chassaing, l’avvocato animatore di Radio Fil Bleu, stabilisce la creazione di una associazione delle radio “apolitiche”. La nuova associazione viene chiamata Consensus Liberté Radio ed ha come obiettivo “la promotion et la défense de l’idée de liberté en matière d’émission”. L’art. 2 dello Statuto dell’associazione precisa che “l’Association est indépendante et exclusive de toute idéologie de quelque nature que ce soit autre que la liberté ponctuelle qui est l’objet strict de sa démarche. En foi de quoi l’Association représente une “majorité d’idées” sur le domaine précis et unique de la liberté radio”. Inoltre si specifica in quale direzione avrebbe dovuto agire la nuova associazione:

- “En permettant entre ses membres un débat ouvert sur la question de la liberté radio et les conséquences les plus diverses qui peuvent en découler;
- en organisant une information la plus complète possible à l’égard de ses membres au niveau du débat d’idées, au niveau technique, au niveau juridique et au niveau de l’évolution de l’opinion des pouvoirs publics, des médias, du public au renard du problème de la radio libre;
- En constituant, par la “majorité d’idée” ainsi crée autour de la liberté radio, un pouvoir de pression efficace et organisé permettant de faire progresser l’avènement de cette liberté”⁴⁴⁷.

Sul fronte dell’incontro internazionale ALFREDO 78 i propositi sono ben diversi. Infatti in questa riunione le emittenti che si trovano a confronto partono da una considerazione della radio come strumento militante, e intravedono nell’uso alternativo del mezzo non tanto e non solo la possibilità di cercare una nuova forma di comunicazione, ma soprattutto la possibilità per ogni singolo gruppo di avere un megafono per diffondere le proprie idee. Guattari, teorico della cosiddetta “rivoluzione molecolare”⁴⁴⁸, è convinto che proprio a partire dalla moltiplicazione di piccoli gruppi (il collettivo di “Radio Alice” si era definito “gruppuscolo in movimento”) si potesse lanciare un’iniziativa dal basso capace di trasformare la società e la comunicazione. Tra il 26 e il 28 marzo 1978 presso i locali dell’Ecole spéciale d’architecture a Parigi si riuniscono circa trecento delegati in rappresentanza dei collettivi di radio libere di Francia, Italia, Germania e Spagna. Alfredo 78

⁴⁴⁵ Citato in T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., pp. 164-165.

⁴⁴⁶ *Ibidem*, p. 165.

⁴⁴⁷ Per queste citazioni cfr. CAC, vèrsément n. 19819440, art. 25, fasc. Consensus Liberté radio, Statut, 10 mars 1978.

costituisce un incontro tra alcune esperienze radiofoniche a livello europeo che si propongono di utilizzare la radio secondo una logica diversa da quella delle radio commerciali. Si tratta di una riappropriazione collettiva delle onde, di un uso alternativo della radio per permettere una comunicazione sociale, vicina alle richieste e alle esigenze degli ascoltatori. La radio, espressione di minoranze di vario tipo, dimostra che può essere realmente un mezzo di comunicazione a disposizione di tanti gruppi e fasce sociali che rivendicano uno spazio nell'etere.

“[...] Collectifs écologistes, groupes militants, femmes, homosexuels, immigrés, occitans, [...] les démarches sont multiples et diversifiées. Mais les pratiques du média se rejoignent: trouver un instrument de communication qui puisse être investi collectivement, un outil qui puisse redonner la parole à toutes ces identités minorisées ou minoritaires, ces discours colonisés ou ignorés par les moyens de communication de masse”.

Nel corso del dibattito erano state avanzate delle ipotesi sulla definizione di un uso alternativo della radio a partire dalla volontà di cambiare i tradizionali modelli di rapporto tra emittente e ricevente:

“[...] on a vu apparaitre [...] des thèmes majeurs sur lesquels tout le monde se retrouve: liberté d'accès, refus de subordonner la radio à un groupe ou à un discours dominant, pratique ouverte du direct, importance centrale du feed back. [...] il n'est pas question de créer un nouveau besoin qui impliquerait une consommation supplémentaire d'informations mais de changer le rapport de l'auditeur au média et à l'information. D'où la volonté d'articuler la radio sur une réalité sociale précise (vie locale, couches sociales, minorités, mouvements marginaux) où la radio soit un instrument parmi d'autres”⁴⁴⁹.

Un attento osservatore come Jean François Lacan, già firmatario del manifesto che aveva sancito la nascita dell'ALO nel settembre 1977 e protagonista nello stesso autunno di alcune trasmissioni pirata con “Radio Libre Paris”⁴⁵⁰, rivelava come il modello italiano fosse di fondamentale importanza per una tale concezione dell'uso della radio. Tra i rappresentanti delle varie emittenti italiane figuravano degli esponenti di radio aderenti alla FRED come “Radio Bra Onde rosse”, “Radio Città

⁴⁴⁸ Cfr. F. Guattari, *La révolution moléculaire*, cit.

⁴⁴⁹ J-F. Lacan, *Alfredo 78 de l'autre côté du média*, in “Sonovision”, n. 204, avril 1978.

⁴⁵⁰ “Radio Libre Paris”, viene creata su iniziativa di Jean-François Lacan, François Pain e Pierre Rival e lanciata il 24 ottobre 1977 per trasmettere un programma manifesto della durata di circa 15 minuti in favore dell'avvocato tedesco Klaus Croissant. Croissant, difensore della banda Bader Meinhof, si è rifugiato in Francia dopo le accuse di terrorismo del governo tedesco che ne chiede l'estradizione. Un comitato di sostegno nei suoi confronti è creato a Parigi, con l'appoggio di numerosi intellettuali di sinistra. Il programma, è trasmesso con un trasmettitore di debole portata dall'appartamento di Simone de Beauvoir nel quale sono stati invitati numerosi giornalisti. Per una ricostruzione giornalistica di questo avvenimento cfr. *Radio-tract pour soutenir Croissant*, in “Libération”, 25 octobre 1977.

Futura” e “Radio Alice”. Queste ultime costituivano il naturale collegamento con la parte del movimento francese che rifiutava la logica commerciale, sia per un’affinità politico-ideologica, sia per l’importanza della filiera italiana per il reperimento dei trasmettitori e lo scambio di informazioni tecniche. Si esaltava la cosiddetta “teoria del mezzo povero”, promossa dalle radio di “movimento” italiane:

“ [...] seul un équipement simple, fiable mais peu cher peut assurer la multiplication des émetteurs, l’appropriation de la technique par tous les groupes sociaux demandeurs. Même raisonnement pour la puissance: mieux vaut dix émetteurs locaux de 3 W qui coexistent sans se gêner qu’une seule station dominante de 300 W”.

Altri aspetti che catturano l’attenzione dei *radioamateurs* francesi rispetto ai collettivi italiani consistono da un lato nelle strumentazioni elementari, potenzialmente accessibili a chiunque, dall’altro nelle forme di finanziamento, che come vedremo più nel dettaglio in seguito, costituiranno uno dei principali elementi di divisione tanto per le radio libere francesi che per quelle italiane:

“Une simple table de mixage comprenant deux micros et reliée a une platine et un magnétophone, c’est l’équipement type des radios libres en France et “radios démocratiques”, en Italie. Un système que tout le monde puisse manier après quelques explications. Pas de vitre de séparation entre la technique et les intervenants, pas de studio insonorisé: tout se passe au milieu d’un enchevêtrement de fils, même si l’on doit recommencer dix fois les soudures. [...]. Dans ce domaine, personne n’a de leçon à donner et nul ne peut dénier le droit aux radios libres d’inventer, au fur et à mesure, leurs rapports avec les auditeurs et avec la technique, même s’il leur faut faire des erreurs”.

Sul problema del finanziamento, si notava come

“les solutions trouvées par les radios italiennes (souscription, fêtes, concerts, publicité d’un certain type) peuvent paraître dérisoire ou suspects, mais deux ans d’expériences ne sont pas à rejeter aussi facilement. [...]. La question de la publicité soulève notamment en France des réactions très vives. Certains collectifs ont demandé que les radios prennent clairement position contre la publicité afin de se démarquer des radios privées. Les autres, sans y être formellement opposés, estimaient qu’une telle prise de position n’avait pas beaucoup de sens si l’on examinait pas la question du financement dans son ensemble. Après toute, la publicité n’est pas le seul symptôme de « privatisation »”⁴⁵¹.

Dalla riunione di Alfredo 78 emergeva inoltre il bisogno per le radio libere francesi di trovare sostegni politici all’interno dei principali partiti di sinistra e di avviare un confronto con le forze sindacali. Si manifesta la speranza di imitare quanto avvenuto in Italia affinché “la lutte des radios libres pourrait [...] devenir aussi populaire que

celle menée par les radios italiennes il y a deux ans.”. Ma quali erano gli obiettivi delle radio riunite in questa occasione?:

“Ce que les radios libres entendent préserver de tout compromis, c’est l’autonomie de leurs objectifs. Ceux qui travaillent pour donner un nouvel instrument de communication aux minorités culturelles et ethniques, aux paroles minorisées, aux pratiques marginales, ne se reconnaissent ni dans la privatisation des ondes, ni dans la démocratisation du service public. Ce qu’ils redoutent avant tout, c’est la mise en place d’un contrôle sur le média, qu’il émane du capital ou des autorités municipales”.

Il vero nemico delle radio libere secondo gli organizzatori di Alfredo è ancora una volta “le monopole d’Etat et son expression « juridique » actuelle: le brouillage. En brouillant les émissions, TDF se substitue à la justice et au pouvoir législatif et commet une sorte de piraterie institutionnelle”.

Al termine dell’incontro, le radio libere francesi, al fine di contrastare la situazione giuridica e politica che si è creata in Francia, in seguito ai sequestri, e soprattutto all’impossibilità di trasmettere, decidono di dar vita ad un “Collectif de soutien aux radios libres” che ha lo scopo di:

“ défendre la liberté d’expression radiophonique et la liberté d’information;
 “ participer à la création, à la diffusion et à la défense juridique et politique de toute émission radiodiffusée;
 “regrouper, coordonner, participer aux différents projets intéressant la communication locale.”

Il collettivo viene fondato da quindici personalità del mondo della cultura, dello spettacolo e dell’informazione⁴⁵², tra i quali spicca la figura di Félix Guattari, ma anche di altri intellettuali che già erano presenti tra i fondatori dell’Association pour la libération des ondes. Al termine dell’incontro viene elaborato un testo in cui si specificano più chiaramente le posizioni politiche di quanti condividono l’utilizzo della radio come espressione di gruppi politici minoritari:

“ [...]. La multiplication actuelle des collectifs radio montre que, loin de constituer un obstacle à la réflexion commune, la diversité des expériences, comme les contradictions

⁴⁵¹ J-F. Lacan, *Alfredo 78 de l’autre côté du média*, in “Sonovision”, n. 204, avril 1978.

⁴⁵² I membri fondatori del “collectif de soutien aux radios libres” sono: Félix Guattari, Gérard Fromanger, Gérard Soulier, Sylvie Blum, Martine Croisne, François Cheron, François Pain, Guy Hocquenghem, Jean-Pierre Faye, Michel Foucault, Georges Kiejman. Jean-Jacques de Felice, Gilles Deleuze, François Châtelet, Delfeil de Ton, Gérard Depardieu, Michel

qui séparent et traversent les collectifs, instaurent non seulement une rupture radicale avec l'organisation officielle de la communication, mais aussi et surtout, constitue la preuve en acte de la vitalité, de la richesse et de la force du mouvement des radios libres”.

Uno dei principali obiettivi prospettati nel testo è quello di

“définir l'espace de nos pratiques plus par leurs modes d'ouverture que par leur contenu. Ce mode d'ouverture qui instaure un rapport radicalement nouveau à l'instrument radiophonique, se caractérise plus dans la façon dont la parole se prend que par la façon dont la parole se donne”.

Inoltre, proprio ad indicare le divergenze di vedute con le altre associazioni delle radio che in questa fase vedono la luce in Francia, le radio libere raggruppate intorno all'opzione non commerciale, precisavano che “les radios libres se refusent à tout jeu de compromis avec le pouvoir – par exemple la demande de dérogation individuelle – et se prononcent sans ambiguïté pour l'abrogation du monopole”.

In un passo successivo si chiariva meglio la polemica nei confronti della parte dell'ALO, facente capo a Lefébure, che aveva ipotizzato la possibilità di ricorrere alla pubblicità come forma di finanziamento :

“Certaines tendances technocratiques, modernistes, se sont prononcées pour une privatisation des ondes – qu'elle prenne la forme du montage de radios commerciales ou d'une utilisation des services techniques du monopole par des groupes privées commerciaux, politiques, universitaires. Evidemment, les radios libres, dans le cadre d'ALFREDO, sont violemment hostiles à cette orientation”.

In questa ottica il testo chiarisce come il tema delle radio libere coinvolgesse – secondo i partecipanti ad ALFREDO 78 – un ventaglio più ampio di questioni sociali e politiche.

“ Mais une lutte conséquente contre les nouvelles formes de contrôle social, contre les nouvelles formes de répression, contre l'utilisation publicitaire, modélisant et normalisant des ondes, dépasse le seul problème des radios libres. [...]. C'est dans le cadre d'action pour le développement de nouveaux espaces d'expression et de liberté que s'élargit actuellement le mouvement des radios libres. Nous ne saurions trop le répéter: les radios libres ne sont qu'un outil, pas une panacée. Ceux qui essaient aujourd'hui de nous intimider en prétendant que nous frayons une voie aux radios commerciales sont des mystificateurs. Le système actuel n'a nul besoin de radios libres, au sens où nous le

Tubiana e Pierre Novat. Per queste informazioni cfr. *Le Collectif de soutien aux radios libres*, in “Sonovision”, n. 204, avril 1978.

définissons, pour avancer ses pions dans les domaines commerciaux, politiques, culturels”.

Il testo sottolinea la disponibilità delle radio raggruppate intorno ad ALFREDO a portare avanti con i partiti e con i sindacati delle battaglie per la libertà di antenna. Infine si rifiutano le deroghe che avrebbero concesso alle radio la possibilità di trasmettere in regime di monopolio, poiché “la logique formellement démocratique est totalement incompatible avec la problématique des radios libres: l’appropriation collective des ondes”⁴⁵³.

La replica della corrente dell’ALO contraria all’uso militante delle radio, non si fa attendere. In un comunicato apparso il 1° aprile 1978 sul quotidiano “Libération”, del quale Antoine Lefébure era un occasionale collaboratore, si giudicava negativamente l’iniziativa poiché “ce style de rencontre ne peut qu’avoir un effet dissuasif sur le mouvement des radios libres, pris dans une logique qui n’est pas la sienne”. Infatti “les radios libres n’ont pas pour but de ramener sur la scène politique l’état d’esprit groupusculaire qui a monopolisé l’essentiel de la parole pendant ces trois journées où la radio libre n’était plus qu’un prétexte [...]. Il serait pourtant regrettable que ce genre d’initiatives se reproduise dans la même confusion, ce qui condamnerait les radios libres à un échec certain”.

Nella parte finale del comunicato poi si cercava di evidenziare le differenze esistenti tra il movimento delle radio libere italiane e francesi, sottolineando come l’ambizione dell’ALO non era quella di assicurare il ruolo di coordinamento, svolto in Italia dalla FRED, ma di contribuire alla crescita del movimento attraverso la diffusione di conoscenze tecniche del fenomeno:

“L’A.L.O. n’a jamais eu l’ambition d’être la coordination unique des radios libres même si elle a organisé les deux réunions nationales et la journée d’émission du 15 février. La situation française ne rassemble en rien à la situation italienne dans le domaine radiophonique comme pour le reste, et A.L.O. ne joue pas et ne jouera pas le rôle de coordinateur que joue la FRED en Italie. [...]. Il faut à tout prix éviter les maladroites qui pourraient entraîner des divisions dangereuses à un moment où les pouvoirs publics renforcent le dispositif législatif pour limiter toute possibilité d’ouverture et, qui sait, pour arrêter l’essor des radios libres”⁴⁵⁴.

⁴⁵³ *Texte d’orientation des radios libres*, riportato integralmente in “Sonovision”, n. 204, avril 1978.

⁴⁵⁴ A.L.O. , *L’Alo prend ses distances après la reunion internationale des radios libres*, in “Libération”, 1 avril 1978.

Questo episodio diventa l'occasione per un nuovo avvicinamento tra l'associazione Consensus Liberté Radio e il nucleo storico dell'ALO, che ha decisamente preso le distanze dalle posizioni espresse dalle radio non commerciali. A testimonianza di una battaglia che si conduce anche sul terreno della produzione teorica, nella primavera del 1978 vengono pubblicati due testi che rappresentano con efficacia le linee di frattura presenti tra gli animatori delle radio. Il primo è una guida per la costruzione di trasmettitori artigianali in modulazione di frequenza e raccoglie una serie di articoli della rivista "Interférences"⁴⁵⁵. La pubblicazione è curata dalla redazione della rivista e dall'équipe della radio parigina "Radio Onz'Débrouille". Il secondo ha obiettivi politici di propaganda ed è creato dal gruppo dell'ALO che ha partecipato alla riunione ALFREDO, tra cui si segnalano ancora una volta le presenze di Guattari e Lacan. Nell'introduzione del testo si invita ad utilizzare la radio come uno strumento per sviluppare la comunicazione sociale e dare la parola a tutti coloro che sono esclusi dai canali della comunicazione:

"Ici et là, en Italie, au Portugal hier, en France aujourd'hui, des radios nouvelles tentent de faire entendre les voix des exclus des ondes officielles; radios trop rares, trop fragiles parce que isolées, mais qui prouvent par l'exemple que l'on peut déposséder le pouvoir d'Etat, le pouvoir d'argent d'un extraordinaire moyen de communiquer: la radio. [...]. Pour que le mouvement des radios libres puisse répondre au besoin d'expression de tous les acteurs de la vie quotidienne, les radios doivent se multiplier, surgir partout de la diversité du vécu"⁴⁵⁶.

Nonostante dei tentativi di riavvicinamento, legati alle attività di sostegno e solidarietà nei confronti di alcune radio che subiscono il sequestro delle apparecchiature e la denuncia degli animatori⁴⁵⁷, il fronte delle radio libere francesi, dopo poco più di un anno di esistenza si presenta diviso in due grandi tendenze: una favorevole al finanziamento pubblicitario e l'altra profondamente contraria.

⁴⁵⁵ *La radio? mais c'est le diable!*, La Radio Technique Compelec (RTC), Paris 1978.

⁴⁵⁶ Collectif radios libres populaires, *Les radios libres*, Maspero, Paris 1978, p. 5. L'incitazione presente nell'introduzione del testo rendeva esplicito la necessità di utilizzare la radio per "prendere" la parola: "1789: Prenons la Bastille! 1978: Prenons la parole!".

⁴⁵⁷ Da questo punto di vista il caso che suscita maggiore eco è quello di Radio 93(Seine Saint-Denis), che viene sequestrata sul finire dell'aprile del 1978, i cui animatori saranno condannati nel mese di maggio per violazione del monopolio. Tra gli altri sequestri si ricordano a Parigi quello di "Radio Rocket" (2 maggio), di "Génération 2000"(8 maggio), mentre in provincia quelli di "Radio Horizon" a Vesoul (18 maggio), "Radio 66" a Perpignan (26 maggio), "Radio Libre 59" a Lilla e "Radio Uylenspiegel" a Cassel (27 maggio), "Radio Fil à Soi" a Alès (3 giugno), "Radio Barbe Rouge" a Toulouse il 25 giugno.

Una stazione che aveva cercato effettivamente di mettere in pratica il modello italiano di “Radio Alice” era stata la parigina “Radio 93”. Secondo Thierry Lefebvre, questa emittente “exubérante, souvent confuse [...] s’impose comme le modèle de la «radio libre populaire» à l’italienne [...]. Elle se veut ouverte au public, émet à des horaires réguliers et annonce systématiquement son numéro de téléphone à l’antenne”⁴⁵⁸. Installata nella libreria “Les Dégling’s”, nella banlieue nord di Parigi, e animata da due militanti di estrema sinistra, Jean Ducarroir e Patrick Farbiaz, utilizza un trasmettitore da 125 watt costruito a Bologna da Andrea Zanobetti, membro del collettivo di “Radio Alice”. La grande novità di “Radio 93” consiste nel rapporto diretto con gli ascoltatori attraverso l’uso del telefono e della diretta. A partire dal marzo 1978 l’emittente trasmette una volta alla settimana e si segnala per iniziative simboliche come una trasmissione ininterrotta di 36 ore per sollecitare l’opinione pubblica a favore delle radio libere⁴⁵⁹. A partire dal 24 aprile “Radio 93” trasmette quotidianamente dalle 19 alle 22, e propone degli spazi per gli immigrati portoghesi che festeggiano l’anniversario della rivoluzione dei Garofani, oltre a programmi di stretta attualità come le testimonianze in diretta telefonica degli abitanti per un incendio avvenuto nel quartiere. Un programma intero viene così dedicato alla vicenda di un giovane impegnato nello sciopero della fame. Come ha sottolineato un conduttore di “Radio 93” “Ce qu’on recherche [...], c’est que les travailleurs, notamment, changent le rapport qu’ils ont à l’information: qu’ils fassent eux-mêmes “leur” information; ce qui permet de renforcer leur lutte et leur point de vue”⁴⁶⁰. La vicenda di “Radio 93” sarà tuttavia presto ridimensionata dall’intervento delle autorità che ne sequestreranno gli impianti il 28 aprile 1978⁴⁶¹.

Dopo questo intervento sia il “Comité de soutien aux radios libres”, sia il Collectif radios libres promuovono una battaglia per la libertà di trasmettere per “Radio 93”, emettendo nuovamente in diretta con altre apparecchiature dai locali della libreria⁴⁶². Nonostante questa mobilitazione a sostegno dell’emittente “à l’italienne”, alla fine del mese di maggio gli impianti saranno definitivamente sequestrati e 3 animatori della radio subiranno le condanne a pagare dai 3000 ai 5000 Franchi⁴⁶³, segnalando il

⁴⁵⁸ T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., p. 178.

⁴⁵⁹ *36 heures d’émission pour Radio 93*, in “Libération”, 22 mars 1978.

⁴⁶⁰ Cfr. *Radios libres: l’offensive du pouvoir*, in “L’Étincelle”, n. 58, 11 mai 1978, pp. 26-28.

⁴⁶¹ Cfr. *Misère 93*, in “Le Monde”, 2 mai 1978.

⁴⁶² Cfr. J.P. Gene, *Aux «Dégling’s»: imagination, imagination...*, in “Libération”, 4 mai 1978.

⁴⁶³ Cfr. CAC, site de Fontainebleau, versement n. 19810440, art. 25, fasc. “Radio 93”, note 30 mai 1978.

consolidarsi di un atteggiamento repressivo nei confronti delle radio da parte delle autorità.

Il mese di maggio si caratterizza per la conferma dell'assoluzione in appello per "Radio Fil Bleu"⁴⁶⁴, determinando così grande soddisfazione e ottimismo in seno alle associazioni. In effetti le motivazioni della sentenza sembrano premiare ancora una volta le argomentazioni avanzate da François Chassaing e dall'équipe di avvocati che si è incaricata di difendere le ragioni della radio. Nelle diciotto pagine di motivazione della sentenza vengono confermate le tesi sostenute nel corso della prima assoluzione del dicembre 1977. La motivazione principale risale nel fatto che all'interno delle leggi che regolano il monopolio sulle radiodiffusioni in Francia, non era prevista alcuna sanzione nei confronti di chi violava il monopolio e così diventava impossibile, in assenza di un testo penale, accusare gli animatori dell'emittente.

In particolare si legge nelle motivazioni della sentenza come le "lois du 3 juillet 1972 et du 7 aout 1974 ne prévoient aucune sanction pénale à l'encontre des contrevenants au régime du monopole", in conseguenza di ciò "la loi du 7 aout 1974 doit être écartée au profit du régime européen, c'est-à-dire au profit du régime de liberté assorti des restrictions, formalités, conditions ou sanctions".

Si ribadiva inoltre che non esistendo un testo penale apposito, gli imputati non potevano venire giudicati secondo l'art. 4 del Codice Penale, poiché non prevedeva sanzioni nel caso di mancanza di una normativa specifica. Veniva riaffermata la superiorità dell'art. 10 della Convenzione europea dei diritti di salvaguardia dell'Uomo e delle libertà fondamentali, che dispone che "toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées, sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considérations de frontières". Su un altro versante, quello relativo all'applicazione delle pene previste dall'art. L39 del Code des Postes et Télécommunications⁴⁶⁵, il giudice confermava la necessità di escludere "la radiodiffusion du champ d'application de l'article L39", determinando di fatto una situazione di vuoto giuridico. La sentenza riveste un carattere di estrema importanza, in quanto almeno in linea di principio, i poteri pubblici non potevano più perseguire

⁴⁶⁴ Per una ricostruzione giornalistica cfr. *Non-lieu pour les responsables de "Radio Fil-Bleu"*, in "Le Figaro", 6 mai 1978 e M. Lapergue, «Radio Fil Bleu: on a limé les dents du tigre», in "Libération", 6-7 mai 1978.

⁴⁶⁵ L'articolo L39 del Code des Poste set Télécommunications recita che "quiconque transmet sans autorisation des signaux d'un lieu à un autre, soit à l'aide des appareils de télécommunication, soit par tout autre moyen, est puni d'un

chi avesse deciso di trasmettere al di fuori del monopolio. Dopo le elezioni legislative del marzo del 1978, François Delmas, sindaco uscente di Montpellier per l'UDF, ma soprattutto presidente dell'associazione Radio Fil Bleu, viene nominato segretario di Stato all'ambiente, rinunciando al contempo alla presidenza della radio e prefigurando già un possibile cambio di atteggiamento del governo di fronte ai pronunciamenti giudiziari. Gli animatori di "Radio Fil Bleu", in particolare François Chassaing e Claude Deshons, nonostante questa defezione appaiono fiduciosi di vincere la battaglia che avevano lanciato nell'estate precedente, ma tendevano tuttavia a mettere in guardia da un uso della radio che potesse far anche soltanto ricordare l'esempio italiano di "Radio Alice". Dopo aver ricordato la necessità di un'azione coordinata da parte di tutte le tipologie di radio, i responsabili dell'emittente sottolineavano i rischi di un'azione priva di un progetto definito: "si les radios se mettent aujourd'hui à émettre dans tous les sens, sans auparavant être coordonnées, la situation sera vite débloquée: tous les émetteurs se brouilleront les uns les autres, et le pouvoir (et le monopole) n'en profiteront, pour couler les radios qui, après la décision de la cour d'appel de Montpellier, ont tout juste la tête hors de l'eau". La concezione della "libertà di antenna" per gli animatori di "Radio Fil Bleu" è dunque profondamente diversa dall'idea di libertà radiofonica agitata dal gruppo di emittenti che ha partecipato ad Alfredo 78. Marise Lapergue evidenziava come

"les animateurs de Radio Fil Bleu ont défini [...]leur notion de liberté: « pour que les radios puissent vivre, nous devons dans un premier temps nous organiser dans la calme, et réfréner nos envies de faire. [...]. Il ne faudrait pas que ces idées se concrétisent à la « mai 68 ». Nous devons lever l'hypothèque Radio Alice, qui pèse sur les radios libres. Il ne faut pas que les radios libres soient confondues avec cette Radio Alice italienne qui appelait aux manifestations contre la police"⁴⁶⁶.

In un'intervista concessa alla stessa giornalista, l'avvocato Jean-Louis Rigaud esprimeva l'idea di libertà che era alla base del progetto di "Radio Fil Bleu" marcando in modo ancora più netto la diversità della propria iniziativa rispetto al modello "Radio Alice". Nell'intervista si leggeva per esempio che era stato scelto di impegnarsi in favore della libertà delle radio a trasmettere perché " il y avait une

emprisonnement d'un mois à un an net d'une amende de 3600 à 36000 francs". Per le motivazioni della sentenza cfr. CAC, vèrsément n. 19810440, fasc. Radio Fil Bleu, arrêt, n. 51, 5 mai 1978, Montpellier.

⁴⁶⁶ Cfr. M. Lapergue, *Montpellier-Radio-Fil Bleu: pour «une autogestion des ondes»...*, in "Libération", 9 mai 1978.

liberté à prendre: cela a plus de valeur qu'une liberté octroyée. Ce que je dis là n'est pas révolutionnaire, c'est d'un libéralisme tout à fait pépère [...]". Rispetto al ruolo della radio come strumento capace di diffondere delle notizie e di mettere in comunicazione le persone si rilevava che " si la radio peut-être une tribune entre les gens, tant mieux. Mais je crois que c'est un leurre de croire qu'on peut faire une radio authentique. [...]. Je suis objectivement contestataire pour la radio. Mais je ne le suis pas sur le plan politique puisque je ne conteste pas cette société". Alla domanda sul perché gli animatori di "Radio Fil Bleu" limitassero la loro rivendicazione di libertà alla sola possibilità di esprimersi, Rigaud rispondeva mostrando tutta la sua distanza dai progetti che venivano lanciati nelle radio che facevano capo ai vari gruppi *gauchistes*:

" Notre attitude est la seule vraie. Dire qu'on veut faire l'équivalent de Radio Alice, c'est être l'allié objectif du monopole. [...]. Radio Alice est le fantôme des fonctionnaires, des préfets, qui imaginent un speaker appelant à aller jeter des cocktails dans leurs bureaux [...]. Quand nous parlons d'autodiscipline, il faut être clair: nous voulons qu'une radio puisse dire que Giscard ou des préfets sont des crétins. Mais pour pouvoir faire cela, comme nous sommes moins forts que le pouvoir, nous devons faire du judo, ne pas les attaquer de front. Parler de Radio Alice c'est inciter le pouvoir à nous écraser".

Tuttavia, si riconosceva l'importanza dell'alleanza con i piccoli gruppi di sinistra sul tema della libertà radiofonica, di fronte all'immobilismo manifestato dai partiti politici tradizionali poiché "aujourd'hui, surtout à gauche, seuls les marginaux ont des idées, de l'imagination. Les partis en place sont figés. Et puis, pour la radio nous avons un intérêt commun au niveau tactique. [...]. Nous avons objectivement intérêt à être alliés"⁴⁶⁷. Nonostante questa comunione di intenti le divergenze che sarebbero maturate nel periodo successivo avrebbero condotto ad una divisione nell' articolato movimento delle radio libere francesi.

II. 4.3 Dalla divisione del movimento alla legge Lecat

L'impressione suscitata dalla sentenza di Montpellier favorisce un clima positivo e pieno di propositi di coordinamento delle radio e si diffonde l'idea che il monopolio fosse ormai prossimo alla fine, in quanto la sentenza avrebbe potuto rappresentare, come già avvenuto in Italia, il primo passo verso la liberalizzazione dell'etere. I commenti dei quotidiani sembravano in effetti indicare come il monopolio potesse

dirsi, grazie alla sentenza, fortemente intaccato e non in linea con le evoluzioni tecnologiche e il bisogno di comunicare che da più settori della società francese emergeva⁴⁶⁸. La fiducia nella sentenza di assoluzione comporta altri tentativi di rafforzare il movimento delle radio libere. Così, sotto la copertura dell'Associazione Consensus Liberté Radio, François Chassaing chiedeva il sostegno delle altre associazioni. Se per quanto riguarda l'ALO, l'adesione è immediata, sul fronte delle radio che avevano partecipato ad Alfredo, riunite in particolare attorno alla *Coordination parisienne des radios libres*, egemonizzata da "Radio 93" e da "Radio Libre Paris", e al *Collectif de soutien aux radios libres*, questa proposta viene rifiutata. Consensus Liberté Radio, dopo l'uscita di scena di François Delmas, aveva mutato anche il proprio consiglio di amministrazione, favorendo l'ingresso ai vertici dell'associazione di personalità con sensibilità politiche diverse rispetto al nucleo fondatore. Così François Chassaing e Jean-Louis Rigaud propongono alla presidenza dell'associazione Robert Ménard animatore di "Radio Pomarèdes", già militante della *Ligue Communiste Révolutionnaire*, che da alcuni mesi si era iscritto al Partito socialista aderendo alla corrente della CERES (*Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste*) che faceva capo a Jean-Pierre Chevènement⁴⁶⁹. Al termine della riunione veniva emesso un comunicato in cui, dopo aver illustrato le iniziative previste insieme alle varie radio che aderivano all'associazione per contrastare l'azione di repressione prospettata dal governo, si ricordava come lo scopo di Consensus era "la poursuite de la liberté radio, à l'exclusion de considérations politiques ou autres". Inoltre si valutava che, proprio partendo da uno schieramento ampio che andasse al di là degli steccati politici tradizionali, era possibile far progredire una sensibilità capace di "convaincre les Français que la liberté de dire est une chose nécessaire". Il principio di una maggioranza di idee, concludeva il comunicato è diventato "éclatant lorsque Radio Fil Bleu (tendance P.R.) a laissé sans poser le moindre problème, la présidence de l'association à "Radio Pomarèdes" (Béziers) tendance P.S."⁴⁷⁰.

⁴⁶⁷ Per le citazioni cfr. l'intervista nell'articolo di M. Lapergue, *Les giscardiens de Radio Fil Bleu s'expliquent*, in "Libération", 11 mai 1978.

⁴⁶⁸ Cfr. *Le glas du monopole*, in "Le Matin de Paris", 8 mai 1978 e «*Le monopole n'est plus protégée*» in "Le Monde", 10 mai 1978.

⁴⁶⁹ Cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., p. 187.

⁴⁷⁰ Cfr. *Correspondance de Presse*, 12 mai 1978.

Sul fronte dell'ALO, negli stessi giorni si discuteva della possibilità di un avvicinamento con Consensus Liberté Radio, che avrebbe permesso di rafforzare la battaglia delle radio libere. Dopo alcune riunioni che segnalavano la presenza di 14 collettivi radio⁴⁷¹, in cui si registrava il ruolo significativo svolto dalle radio libere del Nord della Francia, raggruppate all'interno del Flon⁴⁷² (Front de libération des ondes dans le Nord), il 21 maggio 1978 a Lione nasce il Bureau de liaison ALO/Consensus⁴⁷³. Questa nuova struttura progetta da subito un coordinamento delle esperienze di radio libere affidando la presidenza ad André Bride ("Radio Onz'Débrouille" di Parigi), la tesoreria e la segreteria rispettivamente a Helène Grange ("Radio Occitane") e Jean-Baptiste Blanchemain di "Radio Joufflu" di Lione. Il consiglio di amministrazione risulta piuttosto vario e composito, con i rappresentanti di radio con una diversa origine e impostazione. Dato significativo, le questioni giuridiche, destinate ad essere di notevole importanza per il movimento delle radio libere, vengono affidate a François Chassaing, aderente al Partito repubblicano e a Jean-Louis Bessis del Partito socialista. Tra le prime attività svolte dal Bureau de liaison si registra la preparazione di un dossier destinato ai deputati e ai senatori con l'invito rivolto agli eletti a considerare il bisogno di comunicazione che proveniva dalle varie regioni della Francia. Inoltre, veniva lanciata una petizione in cui si chiedevano "le respect de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (art.19), dans tous les domaines et en particulier celui de la liberté d'expression radiophonique; la liberté radio sans exclusive; une législation assurant les conditions réelles d'existence de ces radios"⁴⁷⁴.

Nello stesso tempo il nuovo raggruppamento predisponendo un progetto di legge, proprio nel momento in cui il Parlamento, dopo la sollecitazione del Presidente della Repubblica Giscard d'Estaing, si apprestava ad approvare un nuovo provvedimento destinato a colmare il vuoto giuridico in tema di monopolio che si era creato con la sentenza su "Radio Fil Bleu". La proposta di legge del Bureau de Liaison prevedeva il mantenimento del monopolio e definiva le condizioni in cui avrebbe potuto essere autorizzata la concessione di una lunghezza d'onda in modulazione di frequenza. Le

⁴⁷¹ "Radio Onz'Débrouille", "Radio Verte", "Radio Fil Rose", "Radio 100", "Radio Bastille", "Radio Noctiluque", "Radio Zone 93", "Radio Campus", "Radio Uylenspiegel", "Radio Calamine", "Radio Détrakes", "Radio Libre 59", "Sortie de secours" e "Radio Verte Fessenheim".

⁴⁷² Tra le altre occorre menzionare "Radio Campus", "Radio Calamine" a Roubaix, "Radio Détrakes" a Tourcoing, "Radio Libre 59" a Lilla.

⁴⁷³ Cfr. *Radios libres: création d'un bureau de liaison*, in "Le Monde", 23 mai 1978.

⁴⁷⁴ Per queste citazioni si veda T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., p. 192.

concessioni potevano essere attribuite esclusivamente ad associazioni regolate secondo la legge 1901, dove le collettività locali dovevano essere rappresentate nella proporzione di almeno un quinto dei componenti dei vari consigli di amministrazione. Il tempo della pubblicità era previsto in un massimo di cinque minuti di comunicati per ogni ora di trasmissione e, al fine di evitare la costituzione di concentrazioni, si prevedeva il divieto per i membri del consiglio di amministrazione che non rappresentavano le collettività locali di essere membri di un'altra radio titolare di una lunghezza d'onda sul territorio francese. Dal punto di vista tecnico, si ipotizzavano trasmettitori con una potenza di 1 KW al massimo e non più di 50 km di raggio di emissione. Infine il progetto come condizione preliminare stabiliva la necessità di un capitolato d'oneri che oltre alla limitazione del tempo dei messaggi pubblicitari indicasse: “l’obligation d’informations [et] la réservation d’un temps mensuel d’antenne à des tribunes libres de différents partis [et] syndicats”⁴⁷⁵. L’incontro e la vicinanza di posizioni che avevano condotto alla creazione del Bureau de liaison, determina una risposta da parte delle radio militanti che aderivano alla Coordination parisienne des radios libres, coadiuvato dal Collectif de soutien aux radios libres. In un congresso in cui erano rappresentati 22 collettivi radio⁴⁷⁶, tra il 3 e il 4 giugno 1978 si tiene a Lione l’atto ufficiale di nascita della Fédération Nationale des Radios Libres non Commerciales. La nascita di questa nuova organizzazione non faceva altro che istituzionalizzare delle divisioni che si erano già manifestate tra le varie correnti delle radio in occasione dell’incontro internazionale ALFREDO 78. Da allora, prima una serie di sequestri, che temporaneamente avevano rafforzato la solidarietà tra le varie radio, poi la sentenza di conferma dell’assoluzione per “Radio Fil Bleu” e infine il progetto di legge proposto dal Ministro della Cultura e della Comunicazione Lecat, avevano determinato un irrigidirsi delle posizioni. Inoltre si prevedeva di risolvere il problema del finanziamento della federazione attraverso il lancio di una sottoscrizione da parte dei simpatizzanti. Il tema che infatti era fonte di divisione tra i due schieramenti delle radio libere riguardava la pubblicità. Il rifiuto definitivo di ogni forma di finanziamento veniva motivato in questi termini:

“«La fédération estime que le moyen pauvre ne peut se financier avec les modes de financement traditionnelles des radios: redevances ou espaces publicitaires à des agences ou

⁴⁷⁵ Cfr. *Les propositions du bureau de liaison*, in “Le Monde”, 3 juin 1978. Si vedano inoltre gli articoli *Deux associations proposent un projet de loi*, in “Libération”, 1 juin 1978 e J.-C. Longin, «Alo» et «Consensus Liberté» face aux parlementaires, in “Le Quotidien de Paris”, 5 juin 1978.

⁴⁷⁶ *Création d’une fédération des radios libres non commerciales*, in “Libération”, 2 juin 1978.

annonceurs, ce qui n'exclue pas d'autres financements par des autres services payants (petites annonces, par exemple, dont la radio peut garder le contrôle)»".

Accanto al tema della pubblicità ritorna con forza il concetto del *medium* povero, ma soprattutto espressione di piccoli gruppi e delle loro rivendicazioni, come sottolinea un articolo apparso dopo la riunione sul quotidiano "Libération":

« Radios plus ou moins liées à des mouvements ou à des mouvances, elles se reconnaissent assez bien [...] dans le texte de préparation: « elles partagent les avantages et les contraintes de ces mouvements dans lesquels elles jouent un rôle spécifique»".

Quali erano le caratteristiche di questo tipo di emittenti che le differenziano in modo così evidente dagli altri progetti? « « [...] radios éphémères, discontinues, pauvres ouvrières, travaillant surtout sur le direct, émissions en public, la liaison avec le téléphone, les débats». Pour la fédération toujours, la force du mouvement des radios libres vient de « sa multiplicité» et c'est « cette multiplicité qu'il faut développer et sauvegarder»"⁴⁷⁷.

La creazione di associazioni delle radio in tutta la Francia, avviene proprio nel momento in cui il governo tenta di rispondere al vuoto legislativo causato dalla sentenza del giudice di Montpellier sul caso Radio Fil Bleu. La volontà dichiarata del Presidente della Repubblica Giscard d'Estaing era quella di adottare le misure legislative necessarie al mantenimento del monopolio. Tale decisione era determinata non tanto e non solo dalla consistenza del fenomeno, che tra il maggio del 1977 e il giugno 1978 registrava la presenza di circa 40 emittenti, che emettevano in modo sporadico e comunque condizionato dai rischi di intervento di TDF, quanto dalla volontà di non lasciare spazio ad esperienze radiofoniche che si collocavano principalmente nell'area dell'opposizione al governo. Il ministro della Cultura e della Comunicazione Jean-François Lecat predisponeva un testo di legge il cui unico obiettivo era quello di completare la legge sul monopolio del 1974. Il provvedimento, discusso il 7 giugno del 1978 all'Assemblea Nazionale all'art. 1 prevedeva che

«Toute personne, qui en violation du monopole prévu par la présente loi aura diffusé un émission de radiodiffusion ou de télévision sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 10 000 a 100 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de condamnation le tribunal prononcera la confiscation des installations et des appareils»".

⁴⁷⁷ Per le citazioni precedenti cfr. *Le troisième regroupement des radios libres*, in "Libération", 5 juin 1978.

Per bilanciare il carattere fortemente repressivo dell'articolo, nello stesso testo era inserita un'amnistia per tutte le emittenti che avevano violato la legge prima del 1° luglio 1978. Davanti all'Assemblea nazionale il Ministro Lecat sottolineava come il carattere del testo era volto esclusivamente al completamento della legge del 1974, rilevando come non ci fosse contraddizione tra “le projet de société de liberté du gouvernement et la notion de service public. La société de liberté n'est pas une société où les moyens de communication seraient en permanence soumis aux pressions publicitaires, à la tyrannie des sondages d'écoute ou aux surenchères des expressions groupusculaires”. Sul piano strettamente radiofonico ritornava ancora una volta il modello italiano come esempio negativo, modello da non seguire poiché fonte sicura di confusione nello spazio hertziano.

“Il faut épargner à notre pays les errements que connaissent certains de nos voisins chez qui l'abandon du service public a très vite dérivé vers l'anarchie, ou dégénéré en un laxisme où l'esprit de lucre, le plus vulgaire et le plus sommaire, a supplanté le droit à l'expression; tout cela débouchant sur une espèce de cacophonie finale: songeons qu'à Rome, par exemple, 84 radios se bousculent pour émettre entre 88 et 104 mégahertz finissant pas se chevaucher et devenir complétement inaudibles. Où est la communication dans tout cela?”.

Il timore che anche in Francia si potesse produrre una situazione nella quale diverse radio indipendenti dal controllo statale avrebbero potuto trasmettere in modo indisturbato e danneggiare così il settore della stampa scritta sottraendole entrate pubblicitarie, rendeva secondo il ministro

“pratiquement inévitable que le phénomène plutôt sympathique des “Radios Vertes”, ouvre toutes les voies y compris celle du mercantilisme et du charlatanisme; si le coût des émetteurs est désormais réduit, on ne peut oublier cependant que la programmation des émissions restera toujours une affaire coûteuse, nécessitant d'importants moyens financiers, à moins de s'en tenir à quelques “graffiti sonores” ou de transformer la radio en un immense confessionnal. [...]. Les radios dites “libres” feraient donc la percée pour des radios commerciales qui se développeraient au détriment de la presse écrite, en prélevant abondamment sur des possibilités de recettes publicitaires nécessairement limite”⁴⁷⁸.

L'atteggiamento dei principali partiti politici davanti al fenomeno era di divisione, sebbene non mancassero all'interno degli schieramenti delle voci che contestavano il

⁴⁷⁸ Per queste citazioni si veda “Assemblée nationale. Compte rendu intégral de la 41^e séance de la seconde session ordinaire de 1977-78”, in *Journal Officiel de la République Française*, 7 juin 1978.

nuovo provvedimento o che proponevano altre soluzioni legislative⁴⁷⁹. Se infatti la maggioranza sosteneva in modo compatto il provvedimento voluto dal Presidente della Repubblica e poteva beneficiare anche del sostegno del RPR di Jacques Chirac, le opposizioni si schieravano contro la legge, non tanto in nome di un sostegno manifesto alla causa delle radio libere, quanto per una critica della gestione dei media da parte del governo, la cosiddetta “mainmise giscardienne sur les médias”. Non si trattava di essere contro la nozione di servizio pubblico, che soprattutto a sinistra era visto come il principale orizzonte all’interno di cui muoversi, ma di opporsi al tentativo repressivo del governo che faceva parte di una strategia più ampia di controllo dei media. Le Mouvement des Radicaux de Gauche (MRG), pur critico nei confronti del provvedimento si asterrà. La legge era dunque approvata con il voto favorevole delle destre, quello contrario delle sinistre e l’astensione del Mouvement des Radicaux de Gauche.

Al termine di una primavera che si era rivelata estremamente densa di colpi di scena e di tentativi repressi l’opinione pubblica, pur riconoscendo lo spazio effimero di queste esperienze, manifestava un discreto apprezzamento nei confronti del movimento delle radio libere. Secondo un’indagine condotta dal CEO⁴⁸⁰ (Centre d’Etudes d’Opinion) nel maggio 1978 il 47% degli intervistati dichiarava di aver già sentito parlare dell’esistenza delle emittenti “libere”, a fronte del 42% che non era a conoscenza del fenomeno. Per quanto riguarda l’ascolto di queste emittenti, che occorre ricordare in questa fase trasmettevano programmi in modo occasionale, con il rischio continuo di essere “disturbati” dalle interferenze delle autorità, soltanto il 3% sosteneva di aver ascoltato almeno una volta una trasmissione davanti al 77% che non ne aveva ancora avuto l’occasione. L’opinione pubblica si esprimeva favorevolmente circa la creazione di queste stazioni con il 47% degli intervistati favorevoli e il 28% contrari. Il sostegno nei confronti della nascita di voci differenti, in un panorama che rispetto al monopolio italiano precedente al luglio 1976 si presentava più ricco in termini di offerta radiofonica per la presenza delle radio “periferiche”, segnalava un

⁴⁷⁹ In questa occasione il deputato dell’UDF Alain Madelin durante il dibattito si pronuncia a favore delle radio libere depositando un progetto di legge che ricalca quello già proposto da Radio Fil Bleu nell’estate del 1977. Nelle file dell’opposizione si avanzano proposte relative alla nascita di radio “locali” all’interno del servizio pubblico. In particolare il Partito socialista, seguendo le linee del rapporto Bastide si dichiarerà favorevole alla creazione di radio gestite da associazioni e finanziate da enti pubblici, mentre il Partito comunista proponeva la creazione di radio municipali secondo una gestione tripartita composta da eletti locali, da rappresentanti del servizio pubblico di radiodiffusione e dal personale della radio locale e degli ascoltatori.

⁴⁸⁰ Per questi dati si veda J. Durand, *Les enquêtes du centre d’études d’opinion sur les «radios libres»*, in “Cahiers d’Histoire de la Radiodiffusion”, *Des «radios pirates» aux radios libres*, n. 67, janvier-mars 2001, pp. 81-82.

bisogno di ampliare gli spazi della comunicazione, che con l'approvazione della legge Lecat sarebbe stato più difficile da realizzare. Da questo momento per il movimento delle radio libere in Francia inizierà una fase di maggiore clandestinità che contrastava profondamente con la situazione italiana che come abbiamo visto, aveva avuto modo di sperimentare esperienze innovative grazie alla radio sul terreno dell'informazione e dell'intrattenimento musicale. Soltanto a partire dal 1979 con l'entrata in scena del movimento sindacale e dei partiti di opposizione, le radio libere francesi, riemergeranno con forza nel dibattito pubblico.

TROISIÈME PARTIE – TERZA PARTE

III. Radio libere: tra spazio locale e risposta della radio pubblica (1978-1981)

III.1 Lo spazio locale della radio

III. 1.1 Radio musicali e radio di servizio

Lo sviluppo delle emittenti “libere” e private, a partire dal 1975 in Italia e dal 1977 in Francia, determina un profondo cambiamento nella produzione radiofonica e nel suo rapporto con il pubblico. Nata come strumento di comunicazione a lunga distanza, percepita come un medium per sua natura internazionale, durante il Novecento la radio in Europa si caratterizza per il suo legame con le istituzioni pubbliche e si circoscrive geograficamente all’interno dei confini nazionali⁴⁸¹. In Italia e in Francia, la scelta di affidare la radio ad una gestione monopolistica aveva prodotto un’idea di radio come voce “ufficiale”, come “finestra sul mondo”, in grado di informare, educare e intrattenere, secondo la celebre definizione, che risale agli inizi degli anni Venti del direttore della BBC, sir John Reith.

Con la comparsa dell’emittenza privata, si rafforza in primo luogo la dimensione locale della radio. Questo avviene per una serie di fattori concomitanti che intrecciano aspetti tecnici, politici, economici ma anche sociali ai quali si farà brevemente riferimento. Dal punto di vista delle innovazioni tecnologiche, l’utilizzo della banda a modulazione di frequenza (FM), fino a quel momento riservata alle attività militari e ad altri servizi di pubblica utilità, determina la creazione di stazioni che trasmettono in un ambiente geografico circoscritto; l’ambito di diffusione dei programmi oscilla in un uno spazio geografico che va dai 5 km ai 100 di raggio di emissione, a seconda della potenza del trasmettitore in prevalenza compresa tra i 10 e

⁴⁸¹ Cfr. D. Hendy, *La radio nell’età globale*, Editori Riuniti, Roma 2002, pp. 38-42.

i 100 watt. È un tecnologia che fino a quel momento non era stata usata in modo sistematico, ma che si rivelerà come uno degli elementi più significativi nella nascita di tante radio locali. Da un punto di vista economico, la strumentazione richiesta necessita di costi limitati, neanche lontanamente paragonabili alle spese necessarie per la creazione di altri mezzi di comunicazione, come per esempio le televisioni private locali che in quegli anni nascevano in parallelo in Italia.

La possibilità di sfruttare nuovi canali di comunicazione in un'ottica di profitto commerciale, basata sulla raccolta pubblicitaria costituisce in questi anni un incentivo molto forte alla realizzazione di esperienze radiofoniche. È una fase in cui la radio privata cerca nuove strade, nuovi percorsi informativi e di offerta di consumo. Accanto ad una vocazione basata sulla proposta musicale, che si arricchisce in modo senza precedenti contribuendo a diffondere nuovi generi musicali, le radio private assumono legami sempre più marcati con il territorio in cui trasmettono. È così che fin dalle sue origini il movimento delle radio libere sia in Italia che in Francia punterà su una decisa vocazione locale, imperniata sul rapporto con gli ascoltatori della zona di trasmissione, e su contenuti in grado far emergere le specificità locali. I programmi e le informazioni diffuse da molte emittenti puntano sulla contiguità con la regione geografica in cui si trasmette. Le radio si rivolgono alla popolazione locale nella volontà di garantire un servizio pubblico agli abitanti del territorio, su iniziativa di privati cittadini e di associazioni di vario tipo (politiche, culturali, religiose) che sfruttano così le peculiarità e le potenzialità del mezzo.

La radio, per una serie di motivazioni coincidenti, dimostra così di essere il medium più immediato per dare voce alle identità locali, al loro rafforzamento e al bisogno delle comunità di avere informazioni sui luoghi e gli spazi che riguardano la propria esistenza in prima persona. Il suo utilizzo costituisce l'occasione per chi fino a quel momento è abituato ad osservare in televisione oppure ad ascoltare alla radio i principali personaggi pubblici della politica e dello spettacolo di divenire protagonista della comunicazione⁴⁸², contribuendo ad assegnare un senso nuovo ai mezzi di comunicazione elettronica e al rapporto con il territorio. La radio, prima e più intensamente della televisione, porterà a compimento nel giro di pochi anni un processo di localizzazione dei mezzi di comunicazione, mescolando rivendicazioni e bisogni comunicativi diversi, ma assicurando al contempo una grande varietà di

linguaggi che rompono con il carattere serio ed ufficiale dei programmi della radiotelevisione pubblica.

Molte radio locali, soprattutto in Italia, basano il rapporto con gli ascoltatori attraverso le richieste per telefono di canzoni, relegando gli aspetti della comunicazione a dei bisogni musicali. Altre emittenti al contrario, puntano ad un forte radicamento con il proprio spazio di emissione, riservando un'ampia copertura alle notizie locali, trasmettendo in diretta gli avvenimenti più importanti, permettendo così una circolazione degli eventi e l'allargamento degli spazi di discussione pubblica⁴⁸³ che fino a qualche anno prima sarebbe stata impensabile. Se l'ascoltatore della radio vive la sensazione di condividere con gli altri ascoltatori uno spazio comune, e di essere parte della stessa comunità ideale, attraverso l'esplosione delle radio locali, questa percezione si rafforza aumentando il senso di identità e condivisione sociale. Le emittenti "comunicano un senso di località", alimentato dalle voci dei conduttori, ma anche dagli ascoltatori che intervenendo in diretta si rivolgono nello stesso tempo anche al pubblico in ascolto, che si identifica con quelle voci perché affrontano questioni che vengono percepite come vicine alla propria esperienza personale, all'interno di un contesto conosciuto dalla gran parte del pubblico⁴⁸⁴.

A partire dalla caduta del monopolio in Italia nel 1976, e in Francia durante la lunga fase di preparazione e successivamente alla fine del monopolio nel 1981, le radio hanno trovato nella dimensione locale la loro cifra costitutiva diventando lo strumento ideale per dare voce alle comunità territoriali. Il rafforzamento della dimensione locale dell'ascolto e più in generale del rapporto con il pubblico, in Italia era stata fin dalle prime radio "libere" un aspetto fondamentale. La stagione dei "cento fiori"⁴⁸⁵ radiofonici italiani nella prima fase è stata caratterizzata dal ruolo svolto dalle radio politiche, che in coincidenza con la stagione dei "movimenti", rappresentano l'espressione mediatica di gruppi politici che cercano nuovi mezzi di

⁴⁸² Sui cambiamenti introdotti dallo sviluppo dei mezzi di comunicazione di massa elettronici si veda J.B. Thompson, *Mezzi di comunicazione modernità. Una teoria sociale dei media*, il Mulino, Bologna 1998, pp. 169-189.

⁴⁸³ Per l'allargamento della sfera della dimensione pubblica operato dai mezzi di comunicazione elettronici cfr. J. Habermas, *Storia e critica dell'opinione pubblica*, Laterza, Roma-Bari 2008, p. 217 (ed. or. *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main 1962).

⁴⁸⁴ D. Hendy, *La radio nell'età globale*, cit., pp. 233-238.

⁴⁸⁵ Lo slogan maoista dei "cento fiori" era stato utilizzato per la prima volta dal ministro delle Poste Vittorino Colombo per definire l'impetuoso sviluppo delle radio libere in Italia. Successivamente è entrato nella tradizione di studi sull'industria

comunicazione per consentire un libero accesso al microfono, per dare la parola agli esclusi della comunicazione e per cercare, come nel caso di “Radio Alice” a Bologna di trasformare il linguaggio radiofonico. Con la fine della fase più intensa di impegno politico, la FRED (Federazione delle Radio Emittenti Democratiche), in Italia aveva perso il suo ruolo centrale; le emittenti si caratterizzano per una pluralità di formati, dalle radio musicali a quelle di intrattenimento, a quelle più specificatamente locali. In Francia le radio ‘pirata’, pur nelle loro differenze, nella prima fase non sono facilmente classificabili a causa dello stretto controllo statale che impedisce una corretta ricezione delle trasmissioni ed esprimono prevalentemente contenuti politici, ecologisti, sindacali, oltre a reclamare con forza il netto rifiuto del monopolio e il diritto a trasmettere. Si tratta di esperienze effimere che trasmettono poche ore alla settimana in condizioni poco favorevoli. In Italia, accanto alle radio di contenuto, generalmente “parlate”, come la maggior parte delle radio “democratiche” e delle radio comunitarie (parrocchiali, associative), una parte importante rivestono le emittenti di evasione, con la musica come principale contenuto, molto spesso in collaborazione con discoteche e locali notturni delle zone di trasmissione. Infatti nelle cosiddette radio “*non stop music*” che articolano i loro palinsesti unicamente sulla musica, e che successivamente si apriranno alla pubblicità definendosi come emittenti commerciali⁴⁸⁶, l’aspetto informativo risulta quasi del tutto assente. Così il localismo delle radio dei piccoli centri si declina attraverso una programmazione musicale che risponde ad interessi personali. È il caso per esempio, di “Radio Trasmittente Borgomanero” in provincia di Torino, che su iniziativa del tecnico del suono Silvano Nani, si pone l’obiettivo di “creare una stazione a carattere locale, che dia notizie locali. Creare un interesse vivo per la musica e organizzarlo. Dare ai giovani un punto d’incontro e di scontro”; analoga impostazione è quella di “Radio baby 103” di Desio, in provincia di Milano che, raccolta attorno a Gigi Mauri, titolare di una fabbrica di componenti elettronici, punta ad “offrire musica a tutte le ore, [...] ai ragazzi dei paesi dell’hinterland come se avessero la discoteca in casa, anziché dover uscire la domenica per andare a sentir musica o ballare in un locale”⁴⁸⁷.

culturale italiana, cfr. C. Macchitella, *La stagione dei “cento fiori”*, in AA. VV., *La Radio. Storia di sessant’anni 1924-1984*, catalogo della mostra “La radio, ieri, oggi e domani, ERI Edizioni RAI, Torino 1984, pp. 91-92.

⁴⁸⁶ Cfr. B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, Carocci, Roma 2002, pp. 31-33.

⁴⁸⁷ Cfr. *Radio Borgomanero, Radio baby 103*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 8-9, Agosto-Settembre 1975, p. 31.

La diffusione della radiofonia privata avviene su tutto il territorio nazionale, coinvolgendo i grandi centri urbani così come le piccole località di provincia in iniziative di micro imprenditoria o di impegno sociale e politico. Proprio nelle località di provincia si assiste alla nascita di numerose emittenti locali e si diffonde lo slogan “piccolo è bello!” ad indicare come il localismo si afferma come valore autonomo contro l’egemonia nazionale⁴⁸⁸. “Piccolo è bello!” era stata una formula utilizzata a partire dal Secondo dopoguerra, in particolare dal Partito Comunista, per indicare la tendenza a privilegiare la dimensione locale, di piccolo commercio, rispetto alle tendenze internazionali del capitalismo. È significativo che venga ripreso ed associato all’utilizzo delle radio e più in generale alla diffusione delle comunicazioni su scala locale, in questa fase non soltanto da ambienti di sinistra, ma anche da alcuni animatori delle radio che avevano finalità commerciali ben dichiarate. D’altra parte si può anche ipotizzare che esso testimoni un rinnovato interesse per la dimensione locale, “piccola”, circoscritta, da parte della sinistra a partire dalla fine degli anni Settanta, prefigurando alcune tendenze che in campo economico si dispiegheranno in pieno nel corso degli anni Ottanta.

In alcuni casi le motivazioni che portano alla decisione di fondare una radio vanno rintracciate in una generale carenza di strumenti di informazione locale, come rileva in un comunicato Icinio Capriolo, direttore di “Teleradio Termoli”: “Teleradio Termoli vuole essere un punto d’incontro per far conoscere i problemi locali in una zona dove non esistono fonti d’informazione. Basti accennare che nel Molise non esiste un giornale quotidiano”⁴⁸⁹. Un altro esempio è costituito da “Radio Firenze” diretta da Carlo Fusaro, attiva dal settembre del 1975 e ideata per prestare “grande attenzione alla realtà della città di Firenze, [...] in stretti rapporti con tutti i partiti dell’arco costituzionale per la realizzazione del giornale radio locale in varie edizioni quotidiane”⁴⁹⁰.

La tendenza all’affermazione delle radio musicali si rafforza nel corso degli anni successivi come testimonia una ricerca condotta dal Servizio Informazioni della Rai sulle radio private nel 1979⁴⁹¹, in un momento in cui il panorama generale della radiofonia privata italiana iniziava a consolidarsi in modo definitivo.

⁴⁸⁸ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, Marsilio, Venezia 2006, pp. 393-394.

⁴⁸⁹ Cfr. *Dispaccio da Radiotermoli*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 10, Ottobre 1975, p. 32.

⁴⁹⁰ Cfr. *Radio Firenze*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 11, Novembre 1975, p. 37.

⁴⁹¹ Cfr. *Informazione Radio Tv. Numero speciale. La Radio*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979.

“Fin dall’inizio la maggioranza delle radio private si è presentata all’insegna di iniziative promosse da commercianti, costruttori di attrezzature elettroniche, oppure da proprietari di discoteche, o da editori di giornali (locali e non) che trovano in esse ulteriore supporto alle proprie attività. Se a queste iniziative uniamo le altre promosse da singoli amatori, avremo il complesso delle emittenti che si caratterizzano per un modello di musica non-stop con dischi a dedica, telefonate degli utenti, informazioni e pubblicità di interesse locale. [...]. Nella maggior parte delle emittenti sono più di 15 le ore quotidiane di trasmissione. Elevato anche il numero delle radio non-stop, che trasmettono 24 ore su 24. Alla musica a torrente si aggiungono, in un flusso spesso non preordinato, telefonate, quiz, concorsi, approcci multidimensionali con gli ascoltatori”⁴⁹². Dalla stessa indagine emerge che un terzo circa delle oltre 2000 emittenti italiane, assegna alla musica il 70% del tempo totale delle trasmissioni. Per gli altri due terzi il tempo di programmazione musicale varia tra il 60 e l’80%. Inoltre una radio su venti propone programmi musicali per il 90%, mentre il parlato prevale in percentuale soltanto nel 10% delle emittenti⁴⁹³.

Questi dati illustrano un quadro in cui la dimensione locale sembra rimanere in secondo piano dal punto di vista dell’informazione a scapito di un programmazione incentrata sull’evasione e l’intrattenimento. Secondo un’indagine del Servizio Opinioni della Rai del marzo 1979, l’uditorio radiofonico nazionale è ripartito tra le reti Rai che hanno il 49,6% dell’ascolto complessivo contro il 43,2% dell’intero comparto privato e il 7,2% per le radio estere (figura 1)⁴⁹⁴. Questo dato appare estremamente significativo se confrontato con delle rilevazioni analoghe svolte nei due anni precedenti. Infatti come mostra il grafico della figura 2, nel marzo 1977 l’ascolto totale dei canali delle Rai costituiva il 60,5% dell’audience complessiva, mentre le radio private ottenevano il 29,6% e le radio estere il 9,9%⁴⁹⁵. Tra il marzo del 1977 e il marzo del 1979 (figura 3) le radio private italiane hanno dunque intaccato in modo energico l’ascolto quasi esclusivo della Rai, dimostrando di andare incontro alle esigenze del pubblico che manifestava nuove richieste di consumo musicale e informativo.

⁴⁹² Cfr. *La radio tra servizio pubblico ed iniziativa privata*, in *Informazione Radio Tv. Numero speciale. La Radio*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979, p. IX.

⁴⁹³ *Ibidem*, p. XI.

⁴⁹⁴ Cfr. *Ascolto delle emittenti radiofoniche e televisive Rai, estere e private*, Appunto del Servizio Opinioni Rai n. 8, marzo 1979, in AIG, Fondo “Aldo Cotronei”, b. 21/13, Rai Servizio Opinioni (1976-1981).

⁴⁹⁵ Cfr. *Ascolto delle radio estere e private*, Appunto del Servizio Opinioni Rai n.6, marzo 1978, in AIG, Fondo “Aldo Cotronei”, b. 21/13, Rai Servizio Opinioni (1976-1981).

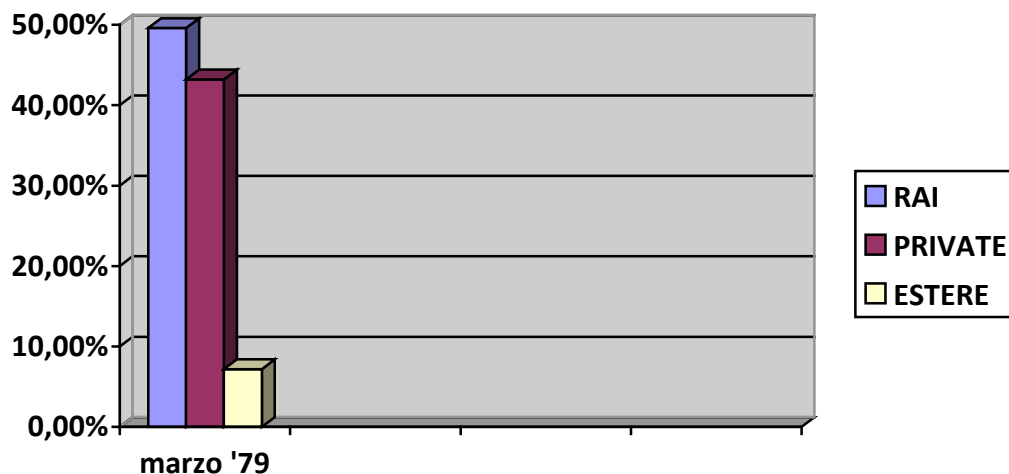


Figura 1: Ripartizione dell'ascolto radiofonico in Italia, marzo 1979.

Fonte: Nostra elaborazione dai dati tratti dall' *Ascolto delle emittenti radiofoniche e televisive Rai, estere e private*, Appunto del Servizio Opinioni Rai n. 8, marzo 1979.

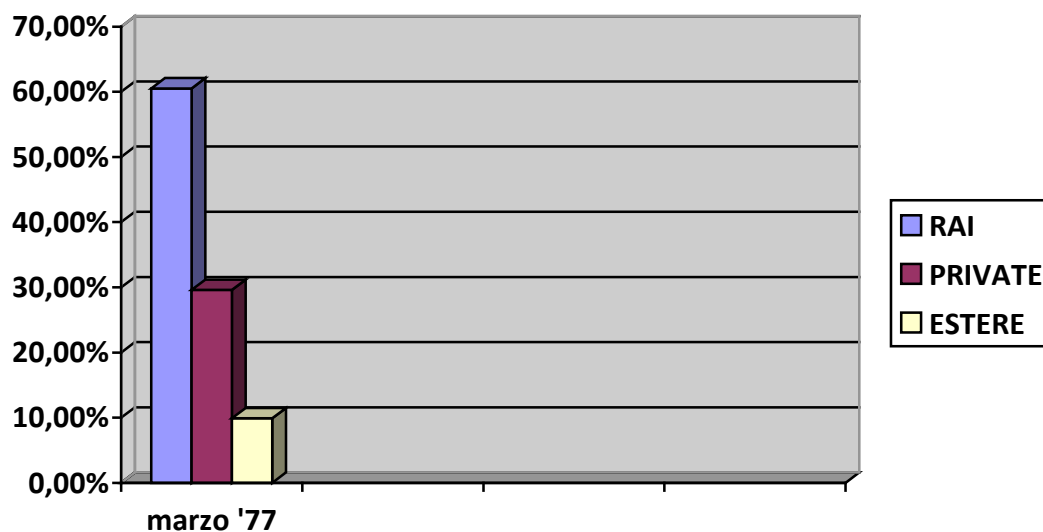


Figura 2: Ripartizione ascolto radiofonico in Italia, marzo 1977.

Fonte: Nostra elaborazione dai dati tratti dall' *Ascolto delle radio estere e private*, Appunto del Servizio Opinioni Rai n.6, marzo 1978.

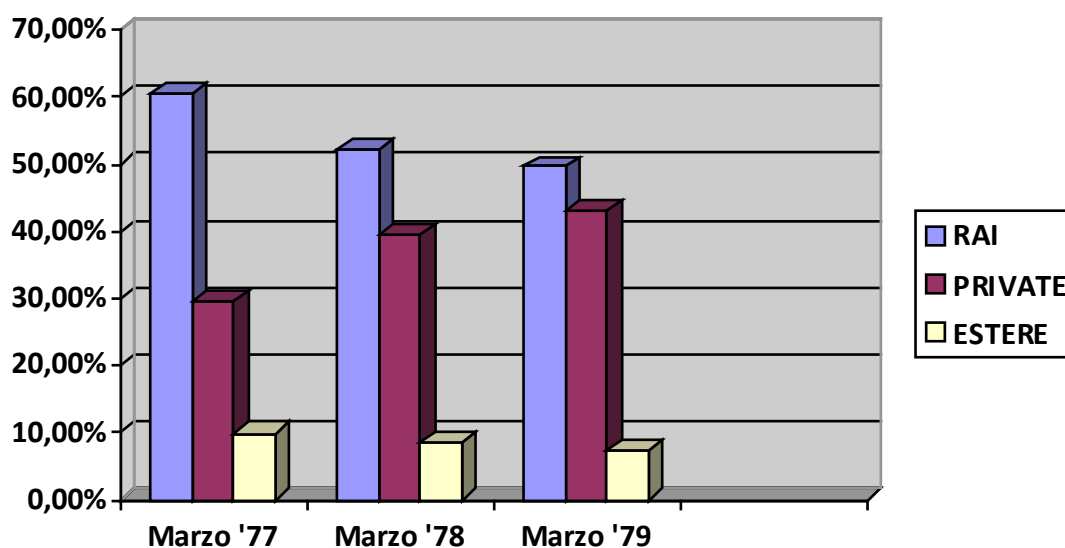


Figura 3: Ripartizione dell'ascolto radiofonico in Italia, marzo 1977-marzo 1979.

Fonte: nostra elaborazione dai dati tratti dall' *Ascolto delle emittenti radiofoniche e televisive Rai, estere e private*, Appunto del Servizio Opinioni Rai n. 8, marzo 1979 e dall' *Ascolto delle radio estere e private*, Appunto del Servizio Opinioni Rai n.6, marzo 1978.

Da un'indagine pubblicata sul quotidiano "Il Giorno" nel settembre del 1978 sull'ascolto della radio in Italia, prendendo come riferimento i tre canali Rai, Radio Montecarlo, Radio Capodistria e 400 emittenti private, emerge come il maggiore ascolto radiofonico si registra nei comuni "fino a 10 mila abitanti con oltre 2 milioni di ascoltatori settimanali", mentre il minore (738 mila ascoltatori in media ogni settimana) si registra "nei comuni tra i 100 e i 250 mila abitanti"⁴⁹⁶. Tali dati mostrano la maggiore penetrazione a livello di pubblico delle radio private nelle località di provincia e nei centri dove più forte è il bisogno di comunicare a livello locale. Un dato che può essere confrontato con un'altra indagine svolta dal Servizio Opinioni della Rai che illustra le principali caratteristiche dei programmi radiofonici delle radio Rai e delle radio private: se i canali della Rai erano riconosciuti dall'82% degli intervistati in grado di garantire un'informazione tempestiva sugli avvenimenti nazionali, le radio private per il 71% assicuravano un contatto con la realtà locale e per il 64% una capacità di informazione tempestiva su avvenimenti locali. Associati a

⁴⁹⁶ Cfr. *Chi e dove ascolta la radio*, in "il Giorno", 17 settembre 1978.

questi dati, altri quesiti mostrano che per il 56% degli intervistati le radio private stabiliscono facilmente un dialogo con il pubblico e per il 52%, a differenza della radio pubblica, vengono percepite come spontanee e disinvolte nel linguaggio⁴⁹⁷. Alcune considerazioni svolte da un gruppo di giovani ricercatori sociali⁴⁹⁸ per conto della Rai, indicano altri aspetti fondamentali nel rapporto tra ascoltatori ed emittenti private:

“Le radio locali [...] sono tipiche opportunità di scambio intrattenimento, si definiscono per la partecipazione del pubblico, valorizzano l’ascoltatore, danno importanza ai suoi problemi, desideri, diventano voci, persone amiche, cui ci si può rivolgere senza timore di essere rifiutati o esaminati. Le radio private sono vere radio di relazione, al punto che permettono, un modo nuovo di fruizione dei messaggi radiofonici, e fanno apparire «diversi» programmi simili a quelli RAI. [...] la radio locale è vissuta come molto piccola, artigianale, a differenza della radio pubblica, grande e potente; la radio locale è considerata sempre vicina, mentre la Rai è lontana; la radio locale si basa sui desideri dell’ascoltatore (si pensa che sia così), mentre la radio pubblica ha una programmazione rigida, decisa secondo criteri che vanno oltre i bisogni dell’ascoltatore. Ne discende il vissuto della RAI come emittente dominante [...], e il vissuto delle radio locali come emittenti partecipative. Il simbolo della radio privata è il telefono, mentre il simbolo della radio pubblica è il microfono”⁴⁹⁹.

La nuova centralità della dimensione locale della produzione e dell’ascolto radiofonico, era sottolineata in modo positivo dagli osservatori del panorama radiofonico, soprattutto in relazione alle carenze del servizio pubblico. Non mancavano tuttavia considerazioni che notavano la scelta di molte radio private locali di trascurare volutamente la dimensione informativa per privilegiare un contatto con gli ascoltatori basato sulle richieste in diretta dei propri brani musicali preferiti. “Un altro termine che ha caratterizzato [...] il fenomeno dell’emittenza privata è stata la rivalutazione della dimensione informativa locale e circoscritta, gravemente trascurata dal servizio pubblico radiotelevisivo, anche per obiettive difficoltà, e dal giornalismo scritto per l’assenza nella tradizione editoriale italiana di una robusta stampa regionale. Si è vista operativamente la possibilità di fare informazione –

⁴⁹⁷ Cfr. *Foglio informativo del Servizio Opinioni Rai*, maggio 1977, in AIG, Fondo “Aldo Cotronei”, b. 21/13, Rai Servizio Opinioni (1976-1981).

⁴⁹⁸ La ricerca è stata condotta presso l’Istituto di Sociologia dell’Università di Roma “La Sapienza” da Giovanni Iozzia, Giuseppe Minoia, Gianni Losito, Daniela Franco e Paolo Cingolani.

generalizzando il termine a tutta la produzione di un'emittente – a «misura» di una determinata area geografico - sociale. Non bisogna dimenticare, però, che ci sono stati e ci sono comportamenti diversi da radio a radio, con differenti modi di intendere e di usare la dimensione locale. Molte emittenti hanno inteso il legame con il territorio solo come possibilità di ricevere telefonate da un'area circoscritta e di fare “dediche” a individui trepidanti all'apparecchio nell'attesa di sentire il proprio nome per radio. Forse hanno avuto più successo, in termini di continuità di ascolto e di influenza, esperienze in località di provincia, quando la radio privata si è presentata come «servizio» per la cittadinanza, supplendo alle carenze dei centri di informazione, che non quella nei grandi centri urbani, dove c'è stata una selvaggia quanto inutile frammentazione dell'etere”⁵⁰⁰.

Sei i termini di decentramento e accentrimento vengono spesso utilizzati in modo univoco per definire la “geografia dei media”, non tenendo conto – come evidenzia Peppino Ortoleva⁵⁰¹ – che le tecnologie dei mezzi di comunicazione possono essere lette sia come “accentranti” che come “decentranti” a seconda dei contesti e dei punti di vista, il termine locale riferito al servizio radiofonico si presta ad una pluralità di definizioni. Secondo Giuseppe Richeri⁵⁰², il termine “locale”, riferito alla comunicazione radiofonica è “elastico”. Infatti, l'idea di radio locale che si diffonde in Europa a partire dalla seconda metà degli anni Settanta, presenta diverse strutture a seconda che essa si riferisca a differenti fattori della comunicazione radiofonica. Il termine “locale” può così essere riferito:

- all'area geografica coperta dalla diffusione di un segnale radiofonico, riguardare dunque una regione, un'area metropolitana, un quartiere, un villaggio agricolo;
- al numero o alla categoria di abitanti interessati dalle trasmissioni, come una categoria sociale precisa, una comunità limitata, un gruppo sociale marginale o emarginato;

⁴⁹⁹ Cfr. G. Minoia, *Stili di ascolto della radio e funzioni della radio pubblica e delle emittenti locali*, in *Informazione Radio Tv. Numero speciale. La Radio*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979, p. 31.

⁵⁰⁰ Cfr. G. Iozzia, *Il “caso” italiano: aspetti e problemi dell'emittenza radiofonica privata*, in *Informazione Radio Tv. Numero speciale. La Radio*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979, p. 37.

⁵⁰¹ Cfr. P. Ortoleva, *Mediastoria. Mezzi di comunicazione e cambiamento sociale nel mondo contemporaneo*, Il Saggiatore, Milano 2002, pp. 210-211.

⁵⁰² Per lo schema proposto si veda G. Richeri, *La radio locale pubblica e privata in Europa*, in *Informazione Radio Tv. Numero speciale. La Radio*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979, pp. 57-58.

- alla programmazione, indicando una radio che trasmette programmi di interesse locale, connessi all'economia, alla cultura e alla politica, di una determinata collettività, ma che possiede una struttura che può essere identica a quella di una radio nazionale;
- ai promotori dell'emittente, definendo una radio gestita dalle amministrazioni locali e da interessi economici locali;
- locale in relazione ad altri sistemi di comunicazione, come appendice di una rete di distribuzione più grande, regionale o nazionale.

Questa molteplicità di definizioni mostra quanto il concetto di comunicazione locale fosse ampio e come all'interno di questa definizione potevano venire comprese esperienze radiofoniche tra loro anche molto diverse che si articolavano in radio locali musicali di intrattenimento e radio locali di servizio.

III. 1.2 Radios libres e radios municipales

In Francia, l'approvazione della legge Lecat nel giugno del 1978, oltre a causare una generale attenuazione delle attività clandestine delle prime radio pirata, comporta un'attenzione sempre crescente da parte dell'opinione pubblica e delle varie organizzazioni politiche sul tema della fine del monopolio. In alcuni casi sono gli eletti locali a farsi interpreti della volontà di realizzazione di radio locali, in altri sono i deputati presenti al Senato o all'Assemblea Nazionale a chiedere dei provvedimenti in grado di soddisfare le esigenze di comunicazione locale per evitare di incorrere nelle sanzioni previste dalla legge. Accanto a queste iniziative si moltiplicano le denunce da parte delle organizzazioni di categoria. A pochi giorni dall'approvazione definitiva della legge al Senato, l'ALO-Consensus Liberté Radio, organizza il cosiddetto "appello di Londra" delle radio libere. Il 18 giugno 1978 – anniversario del ben più famoso appello lanciato dal generale De Gaulle nel 1940 – un comunicato viene trasmesso sull'antenna del "London Broadcasting Service" e ritrasmesso da alcune radio libere francesi. La trasmissione esprimeva la volontà del Bureau de Liaison di continuare la battaglia in nome della possibilità di trasmettere:

“ [...]. On croit, on s'imagine que les radios libres ont perdu une bataille. En réalité il n'en n'est rien, la vie continue, tout continue, et les radios aussi. Pense-t-on qu'une loi

puisse arrêter un si vaste intérêt, une si vaste curiosité? [...]. Depuis quand le législateur ordonne-t-il la réalité?⁵⁰³.

È attraverso lo stesso organismo che si effettuano pressioni sull'opposizione, in particolare sul Partito Socialista, al fine di mettere in discussione il provvedimento anche da un punto di vista giuridico. Così Georges Fillioud, vicepresidente dell'Assemblea nazionale, deposita un ricorso al Consiglio Costituzionale contro la legge Lecat firmato da 71 deputati del Partito Socialista, tra i quali François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gastonne Defferre e Dominique Taddei. Nonostante il tentativo di dichiarare il provvedimento incostituzionale, in quanto avrebbe negato l'articolo 11 della Dichiarazione dei Diritti dell'Uomo e del Cittadino, la Consulta respinge il ricorso e ribadisce la legittimità di un provvedimento che sarà l'ultimo relativo al monopolio sulla radiodiffusione della Francia del secondo dopoguerra. Sul fronte delle radio della FNRL (Fédération Nationale des Radios Libres), la festa nazionale chiamata "Antibrouille 78", che si svolgerà a Yerres nel parco della Calleibotte nell'estate del 1978, permette alle radio militanti di discutere sul rapporto tra radio e repressione e di diffondere ancora clandestinamente durante i due giorni di svolgimento della manifestazione. Grazie alla collaborazione della municipalità socialista di Yerres, questa iniziativa permetterà di non affievolire il dibattito sulla repressione nei confronti delle radio libere sancita dall'approvazione della legge Lecat. Dal punto di vista politico, in questo stesso periodo vengono depositati anche due diversi progetti di legge che riguardano la radiodiffusione e che testimoniano dell'interesse suscitato dal tema della comunicazione locale e privata in Francia. Joel Le Tac, deputato del RPR deposita all'assemblea Nazionale un provvedimento che punta a mettere fine definitivamente alle radio "pirata". Sull'altro versante del fronte politico, alcuni deputati del Partito Comunista presentano un progetto di legge, di cui si parlerà nel dettaglio più avanti che punta all'autorizzazione di radio municipali, sotto il controllo degli eletti locali.

A Parigi durante l'estate 1978, "Radio Nid de Coucou" e "Radio Noctiluque" trasmettono un programma notturno in diretta, con la musica al primo posto nella programmazione e con un dialogo costante con gli ascoltatori. Questa radio libera di

⁵⁰³ Per il testo di questo appello si veda, *L'année radiophonique 1978 au jour le jour*, in "Cahiers d'histoire de la Radiodiffusion", n. 98, *L'année radiophonique 1978*, Octobre-Décembre 2008, p. 65.

“seconda generazione”⁵⁰⁴, contraria al monopolio, riesce a sfuggire alle interferenze di TDF grazie alla sua attività notturna che le permette di essere ascoltata senza eccessivi disturbi sulla frequenza.

L’elemento locale a Parigi, è evidentemente meno importante che nelle zone di provincia. Da questo punto di vista come espressione di una radio voce di una piccola comunità locale il caso di “Radio Oya” appare significativo. Questa stazione inizia la diffusione delle proprie trasmissioni registrate, nel mese di luglio 1978 nella zona dell’Ile d’Yeu con un trasmettitore della potenza di 7 watt, emanando il segnale in vari luoghi del territorio dalla vettura del suo fondatore, Jacques Henry, uno studente di giurisprudenza di Nantes. I programmi si svolgono con cadenza quotidiana per mezz’ora ogni sera dopo le 22. Dalla lettura dei rapporti dei servizi di polizia emerge l’importanza di questa emittente e la sua centralità per la vita del territorio. I contenuti principali della stazione riguardano interviste e aneddoti circa la vita dell’Ile d’Yeu suscitando fin dai primi giorni l’interesse della popolazione locale: “[...] cette émission avait été accueillie très favorablement par l’ensemble de la population de l’Ile en raison de son caractère à la fois insolite et documentaire. [...] Cette radio transmettait essentiellement des informations relatives à la vie de l’Ile en général”. Si tratta principalmente di notizie di servizio, utili e interessanti per gli ascoltatori come : “ – horaires des bateaux assurant la liaison régulière; faits divers; commentaires sur les sites présentant un intérêt touristique; interview d’habitants et de vacanciers”⁵⁰⁵. La radio non ha mai trasmesso comunicati pubblicitari dei commercianti locali e viene apprezzata per le informazioni e l’oggettività del suo stile. Prima della sua chiusura definitiva ad opera dei servizi di polizia, questa emittente tenta di creare uno spazio per avvicinare tra loro gli abitanti dell’isola e i numerosi turisti che nei mesi estivi frequentano la località, come viene sottolineato anche in un articolo del quotidiano “Libération”⁵⁰⁶.

Il bisogno di comunicare e di farlo attraverso delle piccole radio allestite su scala locale emerge in occasione di specifici momenti della vita delle comunità interessate e spesso con immediate finalità informative o contro informative, nei confronti del governo e della legislazione in vigore. Il fascino e l’immediatezza della radio nel comunicare informazioni sulla regione sarà di scena in un caso di propaganda

⁵⁰⁴ Cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, Nouveau Monde Editions, Paris 2008, p. 216.

⁵⁰⁵ Cfr. CAC, Centre des Archives Contemporaines, site de Fontainebleau, n° versement 19810440, fasc. Radio Oya, Direction Générale de la Police Nationale, Direction Centrale des Renseignements Généraux, 11 aout 1978.

elettorale collegato con un convinto sostegno al movimento delle radio libere. A partire dal mese di maggio del 1978 Alain Jeunet, militante ecologista, grazie al contributo di Jean-Michel Vergin lancia “Radio Mirabelle” a Nancy per sostenere la sua candidatura alle elezioni legislative parziali della città nel mese di settembre⁵⁰⁷. Lo scopo della candidatura è “oeuvrer en faveur des radios libres”, così viene creata una formazione che prende il nome di ADER (Association pour le Développement de l’Expression Régionale). Le trasmissioni sono della durata di circa due ore quotidiane e incontrano il favore del pubblico per una programmazione basata “sur l’information régionale et la musique ignorée par les grands médias”⁵⁰⁸. Nonostante l’apprezzamento della popolazione, le apparecchiature saranno sequestrate e “Radio Mirabelle” riuscirà ad emettere nel periodo successivo soltanto grazie al sostegno di altri collettivi di radio pirata. Il sequestro delle apparecchiature di questa emittente, che riconosce di “faire de la politique sans porter d’étiquette” suscita reazioni che vedono esporsi in prima persona diverse organizzazioni politiche soprattutto nell’ambito dell’opposizione. Secondo una nota dei servizi di sicurezza nazionale infatti, in seguito all’episodio, “les partis de gauche ont fait plusieurs communiqués de presse afin d’aider ou soutenir cette radio pirate”. Contestano la decisione presa dalle autorità, tanto il Partito Comunista, che la Federazione della Meurthe et Moselle del Partito Socialista, oltre al PSU. Tra le file dei partiti della maggioranza, nonostante le parole di incoraggiamento pronunciate da Jean-Jacques Servan-Schreiber, eletto nella stessa circoscrizione di Nancy, permane un atteggiamento di freddezza nei confronti di questa esperienza, mostrando così un timore per le radio libere da parte del governo che giustifica la repressione⁵⁰⁹.

Accanto al tema del pluralismo dell’informazione e a quello della legittimità delle radio libere come strumenti di comunicazione locale su base decentrata, le emittenti svolgono anche un ruolo di servizio per le popolazioni del luogo di trasmissione. Emblematico a questo proposito è il caso di “Radio Othis Survie”. Othis nel dipartimento della Seine et Marne, si è trasformata tra il 1972 e il 1978 da un piccolo villaggio agricolo di circa 300 abitanti a cittadina di circa 5000 abitanti, nell’ambito

⁵⁰⁶ Cfr. J. P. C., *Radio-Oya ne répond plus*, in “Libération”, 22 août 1978.

⁵⁰⁷ Cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., pp. 216-217

⁵⁰⁸ Cfr. Nancy: *radio Mirabelle candidate*, in Libération, 11 septembre 1978.

⁵⁰⁹ Cfr. CAC, Centre des Archives Contemporaines, site de Fontainebleau, n. versement 19810440, fasc. Radio Mirabelle, note 11 septembre 1978.

della costruzione di nuove abitazione nei dintorni dell'aeroporto Charles de Gaulle nella zona di Roissy. Dal punto di vista economico, il comune aveva un debito molto alto che aveva ridotto l'attività municipale ai minimi termini. Su iniziativa del consiglio comunale, composto da dodici membri del Partito Socialista e dieci del Partito Comunista, nel corso del mese di settembre 1978 si decide di lanciare un'emittente per informare la popolazione e cercare di trovare dei rimedi alla grave situazione finanziaria della casse municipali. La decisione di creare la radio risponde all'esigenza di avere uno strumento diretto che permetta un dialogo costante tra gli abitanti della zona e i loro amministratori, favorendo la diffusione più larga possibile di informazioni alla collettività locale. Secondo il quotidiano "Libération", "Radio Othis survie" costituisce in Francia il primo esempio di radio municipale:

"Pour la première fois en France, une radio patronnée directement par une municipalité vient d'être créée. [...]. Ce sont les conseillers municipaux eux-mêmes qui tenaient le micro et répondaient, sur l'antenne, aux nombreux coups de téléphone des auditeurs. [...]. La décision de créer une radio a été prise lors d'une assemblée générale de la population, réunie par la municipalité pour tenter de trouver une solution aux problèmes insolubles de gestion de la commune"⁵¹⁰.

Secondo Jean Michel Cordier, giornalista de "L'Humanité", non si trattava di una radio "municipale", ma piuttosto di una radio "libera", poiché non sarebbe stata un'iniziativa gestita in prima persona dalla Giunta comunale, quanto piuttosto da un Comitato di salvaguardia della città, che oltre ai partiti di sinistra, raggruppava 14 organizzazioni sindacali locali. Anche se il termine "municipale" non sembra apprezzato dal giornale che esprime le posizioni del Partito Comunista Francese, il cronista non può fare a meno di rilevare che "la radio qui fonctionne actuellement est très écoutée. Elle témoigne une nouvelle fois de la réalité des besoins en matière de décentralisation et de démocratisation de la radio et du rôle que celle-ci pourrait jouer pour développer la vie démocratique, en particulier dans le contexte de crise qui frappe de plein fouet les collectivités locales"⁵¹¹. Alcuni giorni dopo anche la stazione di Othis subisce la perquisizione degli ufficiali di polizia, che tuttavia non riusciranno a trovare le apparecchiature ed accuseranno il sindaco socialista Alain Romandel di infrazione al monopolio. Ancora nelle parole di Jean-Michel Cordier la constatazione che tale intervento, invece di risolvere la questione della comunicazione e del libero

⁵¹⁰ FRL, *Les pirates à la mairie*, in "Libération", 3 octobre 1978.

accesso, lasciava aperte molte questioni che nel giro di pochi mesi si sarebbero riproposte con forza:

“L’intervention de la police ne règle pas ces problèmes. Pas plus qu’elle ne règle ceux posés dans notre pays par les émissions des radios libres qui témoignent du besoin d’expression démocratique qui marque aujourd’hui la vie nationale. A ces aspirations, le pouvoir, jusqu’ici, a répondu par le refus”⁵¹²

Il tema della libertà di antenna diventa ormai una questione politica importante che coinvolgerà in breve tempo il Partito Socialista in primo luogo e il Partito Comunista in seguito. A partire dal 1979, entrerà nella disputa con modalità originali e significative anche il sindacato con il ruolo attivo svolto prima dalla CFDT e successivamente dalla CGT. Se la repressione colpisce in modo più netto le emittenti che si collocano a vari livelli all’opposizione del governo di Raymond Barre e della presidenza di Valéry Giscard d’Estaing, per dichiarati obiettivi e sensibilità politiche, è utile osservare che anche altre emittenti con finalità esclusivamente di intrattenimento, vengono perseguite. “Radio Joufflu” di Lione, animata da Jean-Baptiste Blanchemain e il cui principale contenuto era la musica rock subirà il sequestro delle apparecchiature nel novembre del 1978. Una dimostrazione del fatto che non appariva la volontà politica, così come era successo in Italia, di permettere lo sfruttamento della banda a modulazione di frequenza a chi fosse interessato a diffondere programmi di informazione e musicali, ma di lasciare il monopolio delle comunicazioni interamente in mano al controllo dello Stato.

La vitalità del movimento delle radio libere, nonostante l’attività svolta in diversi contesti, appare in questa fase piuttosto compromessa a causa di un situazione legislativa che conferma lo stato di illegalità e clandestinità per le trasmissioni radiofoniche all’infuori del monopolio statale. Secondo quanto riportato da Christian Brochand⁵¹³ nel corso dell’anno 1978, Télédiffusion de France deposita 264 denunce per violazione del monopolio, che comporteranno, come nei casi citati, il sequestro delle apparecchiature e la riduzione al silenzio per numerose attività radiofoniche locali, militanti, ma anche semplicemente musicali.

⁵¹¹ J.-M. Cordier, *Une radio libre à Othis*, in “L’Humanité”, 5 octobre 1978.

⁵¹² J.-M. Cordier, *Lecat frappe à nouveau*, in “L’Humanité”, 6 octobre 1978.

⁵¹³ Cfr. C. Brochand, *Histoire Générale de la radio et de la télévision en France*, tome III 1974-2000, La Documentation Française, Paris 2006, p. 379.

Dal punto di vista della valorizzazione della dimensione locale della comunicazione, in questa fase sono soprattutto i partiti dell'opposizione, Partito Socialista e Partito Comunista, ad impegnarsi per la creazione di radio locali. La volontà espressa è quella di creare dei mezzi di comunicazione per garantire un pluralismo delle posizioni politiche, culturali, sociali presenti nelle varie comunità locali. Non si trattava tuttavia di mettere in discussione il monopolio, poiché tali esperienze si sarebbero dovute realizzare all'interno del servizio pubblico. Un progetto in questo senso era stato già avanzato prima dell'approvazione della legge Lecat dal partito comunista attraverso il responsabile della comunicazione Jacques Bidou, il quale in un articolo pubblicato sulla rivista del partito "La Nouvelle Critique" esponeva chiaramente il punto di vista e le idee dei comunisti rispetto al tema delle radio "libere" e locali:

“En France la radio n'est pas libre. Elle est monopolisée par un pouvoir centraliste qui domestique l'information, qui empêche une véritable expression pluraliste, qui ne décentralisé que timidement dans le cadre étroit de son contrôle absolu. L'aspiration à libérer les ondes est profonde, les radios libres en sont l'expression, expression d'une soif de dialogue. Mais comment répondre à cette soif, au besoin toujours plus grande de démocratie, dont la vie locale a tant besoin, sans tomber dans une situation à l'italienne, c'est-à-dire une radio "libérée", bien sur, de la tutelle directe du pouvoir, mais dans la société aujourd'hui immédiatement récupérée, détournée par les puissances d'argent, dont le pouvoir est l'expression? [...]. La réponse est dans le service public, service qui aujourd'hui, a perdu l'essentiel de ses qualités, celui d'être au service de tous, en faisant jamais passer les intérêts partisans, ou les besoins de propagande avant l'intérêt du public. [...]. Il faut aujourd'hui permettre aux villes d'accéder à la radiodiffusion dans le cadre de la décentralisation, de l'extension du service public. [...]. Nous devons donc exiger la décentralisation, l'extension du service public aux villes, sur la base de radios de commune ou d'agglomération selon les cas. Ces radios [...] devront être dotées d'un statut autonome et démocratique ayant les moyens d'assurer le respect du pluralisme et de la confrontation, de s'appuyer largement sur la vie associative et de limiter l'emploi de la publicité”⁵¹⁴.

Ghislaine Azémard e Jean Claude Quiniou, condirettori del CERIAM (Centre d'Etudes et de réalisations informatiques, audiovisuels, multimédia), una struttura di studio e approfondimento del PCF, insistevano sul ruolo della comunicazione decentrata e pluralista. Le radio avrebbero avuto le possibilità di sperimentare un nuovo tipo di informazione, indicando al Partito una precisa strategia di utilizzo delle

radio come servizio pubblico a disposizione delle comunità locali e dunque sottratto alle logiche del mercato: “Les nouveaux moyens de communication légers, mobiles, généralisés pourraient permettre la production d’une nouvelle forme d’information reliés aux initiatives populaires, aux luttes, à la diversité de la vie associative. [...]. Seule cette ouverture ferait échec au mythe du libre accès corollaire de la libre entreprise prônée par les radios privées. Puisque le droit d’accès aux médias, c’est aussi le droit à la formalisation des messages; c’est d’abord à partir de leur pratique concrète, en référence à leur vie quotidienne, à leur milieu que les différents protagonistes, en particulier les plus défavorisés, parviendront à un niveau de conscience plus élevé.”⁵¹⁵

Tali riflessioni costituiscono l’orizzonte all’interno del quale il Partito Comunista si muove, cercando una risposta al tema della libertà di accesso al mezzo radiofonico, capace di salvaguardare il rispetto del servizio pubblico, sia esso a livello locale o nazionale, e rappresentano in ogni caso un mutamento delle posizioni da sempre ferme nel mantenimento del monopolio.

Nei mesi successivi un insieme di fattori contribuirà a far sì che alcune esperienze di radio libere “clandestine”, che nasceranno in Francia prima dell’avvento al potere di François Mitterrand e dei socialisti, saranno veramente radicate in un territorio dato, finendo con l’identificare la radio come uno strumento sentito realmente proprio dalla popolazione. La strategia comunicativa operata dal sindacato, rivelerà tutta la vitalità delle radio come strumenti di lotta sindacale, ma anche e soprattutto come espressione del bisogno di comunicare di una collettività locale, anticipando delle tendenze dei mezzi di comunicazione leggeri che si dispiegheranno appieno nel decennio successivo. Già sul finire degli anni Settanta la diffusione della comunicazione radiofonica locale, che deriva in primo luogo dall’utilizzo della modulazione di frequenza, si intreccia con i processi di *deregulation* dei sistemi nazionali pubblici di radio e televisione. Uno dei concetti che permettono di inquadrare il fenomeno della radiofonia locale in Italia e in Francia sembra essere quello di *glocalizzazione*. Contrazione delle espressioni “globale” e “locale”, il termine *glocalizzazione* è stato introdotto nel dibattito teorico nei primi anni Novanta

⁵¹⁴ J. Bidou, *Pour des radios de ville*, “La Nouvelle Critique”, n. 115, juin-juillet 1978, p. 67.

⁵¹⁵ G. Azémard, J.-C. Quiniou, *Les radios-télévisions libres et locales*, “La Nouvelle Critique”, n. 115, juin-juillet 1978, p. 73.

dal sociologo inglese Roland Robertson⁵¹⁶ per descrivere i mutamenti all'interno del management giapponese. Con sfumature diverse il concetto e il termine sarà ripreso successivamente da alcuni studiosi come Zygmunt Baumann, Pierre Musso e Armand Mattelart⁵¹⁷. Dal punto di vista dell'analisi del fenomeno delle radio libere e private può adattarsi in modo concreto alla realtà dei due Paesi. Se infatti, come ha notato Pierre Musso la glocalizzazione dei media è un processo che parte alla fine degli anni Settanta nel sistema delle telecomunicazioni, le radio locali sembrano esprimere al meglio questo intrecciarsi degli aspetti "locali" e "globali", tanto da un punto di vista dei contenuti che da un punto di vista dell'organizzazione.

Secondo Musso: "Le système des télécoms structuré à l'échelle nationale jusqu'à la dérégulation éclate par le « haut » supranational et par le « bas » infranational. Les échelles géographiques d'intervention des divers acteurs se multiplient. A la globalisation de la régulation et des grands protagonistes répond la montée croissante des collectivités territoriales qui sont autant de « nouveaux entrants ». Ce mouvement à la fois local et global a été qualifié de « glocalisation ». [...]. Tout se passe comme si la mondialisation de la dérégulation conduisait à une adaptation locale ou régionale du modèle nord-américain de régulation »⁵¹⁸. Secondo un'altra prospettiva di analisi, come quella elaborata dal sociologo Anthony Giddens⁵¹⁹, la costante interazione tra globale e locale permette di descrivere una componente importante della modernità. E infatti tipico del processo della modernità descritto dallo studioso inglese una ridefinizione dei concetti di spazio e tempo. La radio nel suo rapporto con gli ascoltatori, nelle strutture tecniche e organizzative e nei contenuti trasmessi permette prima, e in modo più delocalizzato della televisione, grazie alla sua estrema mobilità, e al basso costo delle apparecchiature, di definire e di descrivere questo spostamento. In un contesto di comunicazioni globali inoltre, le radio libere, private e locali che vedono la luce in Italia e in Francia a partire dalla metà degli anni Settanta, esaltano quello che John B. Thompson, ha definito appropriazione locale dei media, anche in un sistema di diffusioni globali. "L'appropriazione dei prodotti dei media è sempre un fenomeno localizzato: coinvolge individui che vivono in contesti storico-sociali

⁵¹⁶ Cfr. R. Robertson, *Globalization: Social Theory and global culture*, SAGE Publications Ltd, London 1992.

⁵¹⁷ Cfr. tra gli altri Z. Baumann, *Dentro la globalizzazione*, Laterza, Roma-Bari, 1998 (ed. or. *Globalization. The Human Consequences*, Polity Press Blackwell Publishers Ltd., Cambridge-Oxford 1998), P. Musso, *Les télécommunications*, La Découverte, Paris 2008 e A. Mattelart, *La communication-monde: histoire des idées et des stratégies*, La Découverte, Paris 1992.

⁵¹⁸ P. Musso, *Les télécommunications*, cit., p. 74.

particolari e che interpretano i messaggi dei media e li incorporano nella propria vita utilizzando le risorse che trovano a disposizione.”⁵²⁰ Nel caso specifico della vicenda di “Radio Lorraine Coeur d’Acier”, attiva nel bacino siderurgico di Longwy tra il 1979 e il 1980, si evidenzierà la capacità di uno strumento come una radio locale di esprimere la voce di un’intera regione, e la capacità di creare un luogo dove affrontare le tematiche più sentite ed emotivamente coinvolgenti per una comunità locale.

III. 2. Radios libres: tra strumenti di propaganda e identità locali

III. 2.1 “Radio Lorraine Coeur d’Acier” e le radio sindacali in Francia

Nel lungo percorso clandestino delle *radios libres* francesi che possiamo situare tra il 1977 e il 1981, un momento significativo è rappresentato dal coinvolgimento delle organizzazioni sindacali nella battaglia per la libertà di antenna. Nella fase in cui le poche emittenti clandestine che non hanno subito il sequestro delle apparecchiature faticano a trasmettere, a causa di una situazione legislativa che vieta ogni radio alternativa a quelle dello Stato, la comparsa dell’impegno sindacale contribuisce ad una crescita complessiva del movimento che avrà ripercussioni importanti negli anni seguenti. Lo strumento delle radio sindacali, concepite non in alternativa a Radio France, ma quasi in concorrenza a causa dello scarso spazio riservato ai temi di carattere sindacale, esprime due aspetti distinti ma profondamente intrecciati tra loro: quello della radio strumento di propaganda e quello della radio come espressione di definite identità locali.

L’occasione per l’impegno attivo dei sindacati nel movimento delle *radios libres* coincide con la lunga battaglia inaugurata alla fine del 1978 dagli operai del settore siderurgico della regione della Lorena. In seguito al piano di ristrutturazione dell’industria siderurgica francese Davignon-Etchegaray approvato l’11 dicembre 1978 dal governo di Raymond Barre, la cittadina di Longwy risulta colpita in modo notevole dalle misure previste nei provvedimenti. Infatti il piano prevede il licenziamento di circa 8500 lavoratori delle fabbriche de la Chiers e della Senelle,

⁵¹⁹ Cfr. A. Giddens, *Le conseguenze della modernità*, Il Mulino, Bologna 1994 (ed. or. *The Consequences of Modernity*, Polity Press, Cambridge 1990).

⁵²⁰ Cfr. J.B. Thompson, *Mezzi di comunicazione e modernità. Una teoria sociale dei media*. cit., pp. 245-246.

decretando così la chiusura di molti stabilimenti locali. La cittadina di Longwy, per lungo tempo uno dei bacini siderurgici tra i più importanti della Francia, rischia un impoverimento generale poiché le fabbriche forniscono lavoro a gran parte della popolazione locale. La risposta dei sindacati si concentra in particolare sul versante della comunicazione e di diffusione di notizie alla popolazione sugli effetti del piano del governo e sugli strumenti da adottare per contrastarlo. Alcuni militanti della CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail), dopo aver preso contatto con gli animatori di “Radio Verte Fessenheim”, decidono di utilizzare una radio ‘pirata’ per diffondere comunicati sulla vertenza in atto, individuando la radio come lo strumento più immediato per la circolazione di notizie. “Radio SOS Emploi” inizia a trasmettere il 16 dicembre 1978. I programmi, della durata media di circa 30 minuti, vengono registrati nella sezione locale del sindacato e diffusi ogni sera a partire dalle 18,45. I trasmettitori vengono situati nei boschi nelle vicinanze di Longwy per evitare di essere intercettati dai servizi di TDF e riescono a coprire, oltre a Longwy anche il piccolo borgo di Longuyon. Fabien Rolan Levy, inviato sul posto per il quotidiano “Libération”, sottolineava la professionalità dei sei militanti sindacali che partecipavano al progetto della radio, “la première radio libre CFDT [...]. Il faut reconnaître que l’équipe de Radio SOS Emploi a très vite appris son métier. Le résultat est étonnant, aussi bien sur le plan technique que sur le contenu. Chaque émission quotidienne de 30 minutes représente environ 30 heures de travail”. “Radio SOS Emploi” manifestava la volontà di far esprimere soprattutto i lavoratori impegnati nella vertenza, cercando di evitare che la radio lasciasse spazio soltanto a lunghi comunicati sindacali. Nonostante la radio venisse gestita direttamente dal sindacato CFDT, che verserà 20000 franchi per le spese di funzionamento dell’emittente, i contenuti maggiormente trasmessi riguardavano la voce della popolazione locale e le loro preoccupazioni rispetto al rischio di perdere il posto di lavoro. Lo stesso inviato registrava con puntualità un intervento di un sindacalista, che aveva preso la parola davanti ad una delegazione parlamentare in visita a Longwy : “ [...]. *On vous demande du travail pour ne pas perdre notre dignité, pour ne pas devenir des imbéciles. Pour rester à part entière des hommes, des ouvriers, des Français...10, 12.000 licenciements! Derrière chaque chiffre il y a un homme, une femme, des enfants*”. La scelta di puntare su un contenuto di argomento locale, in modo da suscitare una partecipazione emotiva negli abitanti della popolazione direttamente coinvolti nelle vicende dei siderurgici, rivela il carattere di prossimità

assunto dalla stazione. Infatti, il giornalista sottolinea come la radio aveva trasmesso gran parte dell'intervento dell'operaio, invece che aver diffuso l'intervista a un dirigente sindacale CGT che nei giorni precedenti si era recato in visita sul luogo⁵²¹. La regione della Lorena e la città di Longwy, diventano attraverso la vertenza sindacale, un luogo di sperimentazione per le radio libere, attraverso il contributo fondamentale dei sindacati che vedono nella mediatizzazione del conflitto, un passaggio necessario per l'intera vertenza. Dopo la nascita di "Radio SOS Emploi", il sindacato della CGT, che vanta il maggior numero di iscritti tra i lavoratori delle regioni, decide di installare la propria radio di lotta, "Radio Lorraine Cœur d'Acier" (LCA)⁵²². È un'operazione che rientra in pieno all'interno della propaganda sindacale. La direzione centrale affida il coordinamento del progetto a Henri Krasucki, direttore della *Vie Ouvrière*, organo della confederazione, al responsabile del servizio propaganda Charles Ravaud e a Jean - Claude Laroze. La volontà è quella di creare uno strumento di informazione per la popolazione locale e una tribuna dalla quale i lavoratori e gli abitanti della zona possano esprimere il proprio punto di vista. Il sindacato ricorre così all'assunzione di due giornalisti professionisti, Marcel Trillat e Jacques Dupont e si dota di un trasmettitore molto potente se confrontato a quelli utilizzati dalle altre radio libere in questo periodo. Il trasmettitore ha infatti una potenza di 600 watt, in grado di assicurare la diffusione per un raggio che va dai 50 ai 100 km. Grazie alla disponibilità dell'amministrazione comunale, guidata dal sindaco comunista Jules Jean, gli studi vengono installati all'interno degli uffici del municipio e l'antenna è posta sul campanile della chiesa cittadina. Da un punto di vista organizzativo "Radio Lorraine Cœur d'Acier" sembra riflettere i progetti che nei mesi precedenti erano allo studio del gruppo di riflessione sui media del PCF rispetto alle radio locali, e riecheggia la proposta di legge presentata dal gruppo comunista all'Assemblea generale nei mesi precedenti, vale a dire una radio municipale, complementare al servizio pubblico. "Radio Lorraine Cœur d'Acier" inizia le proprie trasmissioni il 17 marzo 1979, per promuovere un grande corteo sindacale degli operai della regione che il 23 marzo avrebbe sfilato in una manifestazione nazionale a Parigi. Altro elemento di novità rispetto alle esperienze clandestine degli anni precedenti, è la scelta stilistica: gli animatori della radio decidono di trasmettere

⁵²¹ Per le citazioni precedenti e per il racconto di questo episodio cfr l'articolo di F. Roland-Lévy, *Longwy: en direct du crassier*, in "Libération", 20 janvier 1979.

⁵²² Per una storia di questa stazione si rimanda al testo di D. Charasse, *Lorraine Cœur d'Acier*, Maspéro, Paris 1981.

rigorosamente in diretta, mentre “Radio SOS Emploi”, ideata con uno scopo analogo, si accontenta di diffondere trasmissioni registrate. La scelta della diretta sarà, per tutta la durata dell’esperienza della radio, il modo migliore per assicurare un rapporto costante e diretto con gli ascoltatori.

La presenza di due radio pirata nella stessa zona di emissione, oltre a produrre difficoltà di ricezione per i canali regionali di Radio France, suscita anche rivalità tra i due sindacati, come testimonia l’inviato di “Libération” Guy Hocquenghem, che parla di “guerra delle onde” tra CFDT e CGT⁵²³. Le prime parole trasmesse da “Radio Lorraine Coeur d’Acier” manifestano con chiarezza gli obiettivi dell’emittente: “Ici Lorraine Cœur d’Acier [...]. Aujourd’hui 17 mars, 16 h, nous commençons nos émissions au service de toute la population, pour vivre, travailler et décider en Lorraine. Son but est de permettre le rassemblement de tous ceux qui luttent aujourd’hui pour que la Lorraine vive...Soutenez-la, écoutez-la et faites-la écouter...”⁵²⁴. La reazione delle autorità non si farà attendere: dopo alcuni giorni di trasmissione, che nella prima fase hanno una durata piuttosto breve, TDF denuncia i due sindacati per violazione del monopolio sulle radiodiffusioni al procuratore di Briey, con la motivazione che “les auditeurs seraient gênés pour écouter les radios nationales”. Nonostante i tentativi di ridurre al silenzio le due stazioni sindacali, attraverso il disturbo sistematico delle frequenze⁵²⁵, le radio continuano a trasmettere e si radicano nella vita della popolazione. Interrogandosi sull’impatto di “Radio Lorraine Coeur d’Acier” sulla popolazione locale, l’inviato di “Libération” nota che la diffusione di notizie relative al conflitto sindacale ha contribuito ad creare un’ampia mobilitazione al fianco degli operai⁵²⁶.

Catherine Guigon, inviata del settimanale “Point”, evidenzia la modificazione delle abitudini di ascolto per gli abitanti della regione, grazie alla possibilità di poter ascoltare, grazie alle radio sindacali, trasmissioni che riflettono le condizioni della popolazione:

“ [...] « Plutôt que d’écouter RTL, on écoute notre radio. » Cette boulangère n’est pas la seule à Longwy et dans les environs, à avoir depuis quelques mois modifié ses habitudes d’écoute. [...]. Des ouvriers la captent dans des ateliers, certains

⁵²³ Cfr. G. Hocquenghem, *Guerre des ondes entre syndicats*, in “Libération”, 21 mars 1979

⁵²⁴ Il contenuto della prima trasmissione è riportato nell’articolo di J.-M. Cordier, *Lorraine Coeur d’Acier*, in “L’Humanité”, 19 mars 1979.

⁵²⁵ Cfr. *L’armée brouille les radios libres de Longwy*, in “Le Matin de Paris”, 21, mars 1979.

⁵²⁶ Cfr. J.-M. Cordier, *L’impact d’une radio enfin libre*, in “L’Humanité”, 31 mars 1979.

commerçants la diffusent dans leur boutique. C'est qu'elles font de remue-ménage, ces deux petites stations « pirates » qui violent chaque jour, depuis que la Lorraine a été heurtée de plein fouet par la crise, le monopole d'Etat sur les ondes”.

“Radio Lorraine Cœur d’Acier” si caratterizza rispetto a “Radio SOS Emploi” per la sua professionalità, garantita dalla presenza dei due giornalisti, oltre che dalla durata delle trasmissioni: “Le ton est professionnel. Près de dix heures par jour, LCA veut être à la fois «radio de lutte et radio différente». avec, en outre, l’espoir de prouver que les radios locales – dont le PC souhaite la naissance sous contrôle municipal – peuvent être de qualité.”⁵²⁷. Fin dalle prime trasmissioni, “Radio Lorraine Cœur d’Acier” rivela le caratteristiche più specifiche di prossimità e vicinanza con il territorio. Soprattutto, si distingue da tutte le esperienze precedenti per il fatto di dare realmente la parola agli esclusi dai tradizionali mezzi di comunicazione⁵²⁸. Accanto alle rivendicazioni in favore della difesa del posto di lavoro, l’esperienza di “Radio Lorraine Coeur d’Acier” si iscrive all’interno della contestazione diretta al monopolio statale sui mezzi di comunicazione. Una larga parte della popolazione del bacino siderurgico di Longwy identifica LCA come la “propria” radio, la radio della popolazione in lotta della Lorena. Il palinsesto della radio si suddivide in tre trasmissioni quotidiane la cui durata varia da una a tre ore. Gli appuntamenti fissi per i programmi sono la mattina, solitamente alle ore 8.30, il pomeriggio alle 17 e la sera alle 19.30. All’interno della programmazione mattutina, un posto centrale viene riservato alla rassegna stampa animata dai giornalisti Trillat e Dupont, che non esitano a sottolineare in modo critico la descrizione della vertenza da parte dei principali quotidiani. Tale programma contribuisce ad informare la popolazione circa lo spazio che viene attribuito dalla stampa nazionale alla vicenda di Longwy, rendendo così possibile l’appropriazione delle varie opinioni sul terreno dell’informazione ed evidenziando in questo modo il ruolo giocato dall’emittente nel riflettere insieme alla comunità locale sull’immagine che la vertenza sindacale fornisce di sé in altre zone del Paese.

La strategia della radio è quella di dare libera espressione alle rivendicazioni dei lavoratori del settore siderurgico che vedono minacciato il proprio posto di lavoro. Dopo la rassegna stampa mattutina, frequenti sono gli interventi in diretta come per esempio le testimonianze degli abitanti e dei lavoratori del bacino di Longwy.

⁵²⁷ C. Guigon, *Radios: Longwy écoute sa différence*, in “Le Point”, 14 mai 1979.

Centrale appare anche il ruolo riservato all'informazione: un'informazione costituita da reportages, annunci, interviste, analisi dell'attualità politica nazionale. Un ampio spazio è riservato alle informazioni locali, sui fatti della regione, che spesso producono dibattiti in studio o al telefono.

Accanto a questo tipo di trasmissioni⁵²⁹ vi erano poi dibattiti in diretta sulle condizioni dei lavoratori immigrati della regione e delle varie comunità presenti a Longwy come *La parole aux immigrés*. Nel corso di questo periodo più volte le varie comunità (segnatamente quelle provenienti dal Marocco, dall'Africa settentrionale, dal Portogallo e dall'Italia) avevano la possibilità di partecipare a delle tavole rotonde nelle quali descrivere la propria condizione sia rispetto all'integrazione nella regione, sia rispetto alla propria situazione lavorativa, utilizzando frequentemente la propria lingua di origine, per tradurre in un secondo momento i messaggi in francese. Altri temi di stretta attualità sono affrontati nel programma: gruppi di donne discutono alla radio della condizione femminile e gestiscono autonomamente, senza filtri e senza controlli, il contenuto e il carattere delle trasmissioni. Inoltre "Radio Lorraine Cœur d'Acier" offre la possibilità di esprimersi a semplici cittadini, operai, sindacalisti ed eletti delle varie amministrazioni dei comuni della regione. Varie associazioni, comitati, organismi e rappresentanti di partiti politici conducono ed animano i programmi in assoluta libertà, senza restrizioni di alcun genere. All'interno della programmazione trovano spazio programmi per l'infanzia, trasmissioni a tema sulla poesia e di carattere storico con il programma *Passé Présent*. La musica occupa uno spazio importante: si tratta di musiche provenienti in larga parte dalla tradizione del movimento operaio francese come *Le Chiffon Rouge*, che diventerà l'inno della stazione, ma anche canzoni di musica leggera contemporanea, musica classica e musica popolare legata alla tradizione della regione Lorena. Vera cifra costitutiva dell'emittente resta il rapporto con gli ascoltatori: nella maggior parte dei programmi in diretta, l'intervento del pubblico sia attraverso le telefonate, che in studio, rappresenta una costante. La localizzazione dello studio, all'interno degli uffici del consiglio comunale di Longwy permette di fare della radio un punto di riferimento centrale per la popolazione.

⁵²⁸ Cfr. J-J. Cheval, *La radio en France. Histoire, état, enjeux*, Apogée, Rennes 1997, p. 75.

⁵²⁹ Per la composizione dei palinsesti si veda Archives Départementales de la Seine Saint Denis, *Grille de Programmes*, Radio Lorraine Cœur d'Acier, mars 1979- juin 1980,

Quando lo Stato decide di intervenire nuovamente, dopo i primi tentativi di disturbo delle trasmissioni, la popolazione si mobilita per difendere la radio della CGT. In occasione di una nuova operazione di TDF volta al disturbo dei programmi di “Radio Lorraine Coeur d’Acier”, numerosi operai e cittadini si impegnano a difesa della stazione dando vita, nella notte tra il 17 e il 18 maggio 1979, a violenti scontri con le forze dell’ordine che causeranno numerosi feriti e circa una trentina di feriti⁵³⁰. Sebbene la situazione nella regione costituisca un’eccezione è la prima volta, se si escludono alcuni episodi isolati, che una popolazione si mobilita in difesa di una radio libera. La questione non è più legata soltanto alle rivendicazioni degli operai, ma soprattutto al diritto all’espressione, laddove i principali media non si occupano dell’argomento. È così che, a circa un anno di distanza dall’inasprimento delle misure contro le trasmissioni fuori dal monopolio, alcuni osservatori come Fabien Roland-Lévy, si interrogano sul valore della vicenda di “Radio Lorraine Coeur d’Acier”:

“[...] Cet événement marque-t-il le renouveau d’un mouvement qui semblait piétiner. Il relance en tout cas le débat sur le monopole des ondes et de la liberté d’expression”⁵³¹. Secondo Raymond Lavigne, inviato per il quotidiano del PCF “L’Humanité”, “L.C.A. [Lorraine Coeur d’Acier] c’est le contraire d’une radio pirate. C’est une radio à ciel ouvert. On entre et on sort du studio quand on le veut. [...]. Portes ouvertes, micros ouverts, dix heures par jour.”. Le ragioni del suo radicamento tra il pubblico sono illustrate in maniera chiara: “L.C.A. est née de la lutte de toute cette région contre le démantèlement de la sidérurgie. Sa raison d’être est, d’abord, de participer à cette lutte. C’est ce qui explique son extraordinaire rayonnement, une popularité difficile à imaginer quand on ne vit pas dans le Pays. Tout le monde écoute L.C.A.”. La stazione sembra aver liberato un bisogno di comunicazione locale che da lungo tempo era presente in questo territorio e basa la propria fortuna sulla partecipazione diretta del pubblico ai programmi, sia attraverso le telefonate in diretta, sia attraverso la presenza fisica, poiché gli studi sono aperti a chiunque voglia esprimersi al microfono:

“C’est un formidable besoin de parler, de s’exprimer qui a jailli, accumulé qu’il était comme un vapeur dans une chaudière hermétiquement close en train de bouillir” [...]. Toutes les personnalités de passage, si elles le désirent, peuvent venir se faire

⁵³⁰ Per un resoconto dell’episodio si rimanda a M. Najman, « *Dès que les gars voient un képi, ils foncent* », in “Libération”, 19-20 mai 1979.

⁵³¹ Cfr. F. Roland-Lévy, *Un 2ème soufflé pour les radios libres*, in “Libération”, 19-20 mai 1979.

interviewer. [...]. Ainsi au long de la semaine, sont prévues des émissions régulières de littérature, d'histoire, de musique classique. Des tranches horaires sont réservées aux femmes et aux enfants (particulièrement nombreux), aux immigrés, aux problèmes sociaux. De nombreux débats sont organisés (sur des sujets souvent réclamés), débats auxquels les auditeurs peuvent intervenir en direct par téléphone. Toutes ces émissions sont préparées, réalisées, animées par des habitants de la région. Le samedi soir est réservé aux techniciens de L.C.A. qui animent eux-mêmes une soirée non stop où chacun peut réclamer le disque de son choix. [...]. L.C.A. est ainsi devenu un élément essentiel de la vie quotidienne dans le Pays-Haut. Un élément dont l'absence se ferait durement sentir.”⁵³²

Oltre al decisivo ingresso dei sindacati sul tema della libertà di antenna, l'attività di “Radio Lorraine Cœur d'Acier” ha il sostegno esplicito del PCF. Nel corso di una conferenza stampa, convocata proprio sul tema delle radio CGT, il deputato Pierre Juquin, membro dell'ufficio politico del PCF, pur ribadendo la fedeltà al servizio pubblico come garanzia dell'espressione dell'interesse generale, spiegava i motivi dell'appoggio alla radio di Longwy:

“ «Nous, communistes, nous défendons le service public pour servir une expression pluraliste et démocratique; pour engager une politique de décentralisation régionale et locale; pour contribuer à une politique de création française. « Lorraine Cœur d'Acier » est née de la protestation des travailleurs mis dans l'impossibilité de s'exprimer pour défendre leur vie, leur emploi, leur région, la France. « Lorraine Cœur d'Acier », radio de la C.G.T., est un moyen de lutte, un cri d'angoisse et d'espérance pour toute une population. C'est pourquoi les communistes approuvent, soutiennent, défendent et défendront «Lorraine Cœur d'Acier ». [Elle] est une expérience enrichissante et émouvante. Elle donne une idée de ce que pourrait être une radio différente. Le pluralisme, en effet, ne se limite pas, à nos yeux, à une répartition plus juste du temps de parole des formations politiques pendant les périodes électorales et en de hors de ces périodes. Cette justice est indispensable. Mais le pluralisme, c'est également la possibilité pour tous les courants de pensée de s'exprimer soit directement, soit par le reflet objectif que les journalistes, les professionnels de l'information ont pour métier d'en donner. C'est la possibilité pour les gens de se voir et de parler. [...].« Lorraine Cœur d'Acier » montre ce qui se passerait si les

⁵³² Cfr. R. Lavigne, *Lorraine Cœur d'Acier*, in “L'Humanité”, 30 mai 1979.

travailleurs cessaient d'être exclus des moyens d'information, si des événements essentiels de la vie de notre pays n'étaient plus ignorés ou traités de façon unilatérale par ces moyens»⁵³³.

A questa posizione occorre inoltre aggiungere l'offensiva messa in atto dalla Direzione centrale della CGT in occasione delle elezioni sindacali del novembre 1979. Annunciate nel corso di una conferenza stampa dal segretario generale del sindacato Georges Séguy, diverse stazioni radio trasmettono per alcuni giorni, nella campagna elettorale per le elezioni dei rappresentanti dei lavoratori in varie località del Paese. Oltre a "Radio Lorraine Coeur d'Acier" e "Radio Quinquin" a Nancy, che possiedono un'organizzazione piuttosto stabile e trasmettono quotidianamente, diffondono i propri programmi "Radio CGT 76" nel dipartimento della Seine Maritime, "Radio 92" nella Haute de Seine, "Radio 93" nella Seine Saint-Denis e "Radio Action CGT" a Strasburgo. La maggior parte di queste stazioni trasmetterà soltanto per alcuni giorni e le emissioni saranno rese inascoltabili dal pronto intervento delle autorità. Da sottolineare nello stesso periodo altre due iniziative di un certa importanza, presenti soltanto in questo periodo elettorale, ma che sottolineavano come la radio si prestava alla creazione di strumenti di comunicazione locale. "Radio CGT 75", la radio della federazione parigina della CGT trasmette tra il 19 e il 24 novembre 1979, e nonostante alcuni disturbi intermittenti riuscirà a compiere il suo obiettivo di propaganda. A partire dal 21 novembre 1979 "Radio CGT 33" trasmette per cinque giorni a Bordeaux. I programmi sono articolati in tre fasce orarie giornaliere in cui si parla della "région Aquitaine, [de] la situation économique en Gironde, [de] la chasse et également les Jeux olympiques. Ce dernier thème est l'occasion pour des auditeurs de marquer au téléphone leur désaccord avec l'entrée de l'armée soviétique en Afghanistan, on les laisse s'exprimer librement"⁵³⁴.

Queste esperienze mostrano come accanto alla propaganda sindacale, anche nelle stazioni create soltanto per alcuni giorni, si presenta con immediatezza la necessità di affrontare argomenti e temi tipici della vita locale così come era stato per il caso di "Radio Lorraine Coeur d'Acier". L'esperienza di questa stazione, terminerà di fatto all'inizio dell'estate del 1980, quando la Direzione Centrale della CGT solleverà dall'incarico i due giornalisti, Trillat e Dupont, inviati ad animare le trasmissioni. A

⁵³³ Cfr. J.-M. Cordier, *L'idée de ce qui pourrait être une radio différente*, in "L'Humanité", 16 juin 1979.

⁵³⁴ Cfr. J.-J. Cheval, *Les radios libres à Bordeaux et en Aquitaine au tournant des années 80*, in "Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion", n° 67, *Des «radios pirates» aux radios libres*, janvier-mars 2001, p. 130.

partire dall'ottobre del 1980 le trasmissioni riprenderanno ma non avranno più il carattere di apertura e libertà che le aveva contraddistinte fino a quel momento. Se nei programmi del periodo precedente la manifestazioni di opinioni contrarie alla linea del sindacato erano assolutamente libere, in quelle del periodo successivo si assiste ad un rigido controllo che determina nel giro di qualche settimana la chiusura della radio. Tale cambiamento di strategia della CGT può essere letto da una parte come il segno di una sconfitta sul fronte della lotta degli operai del bacino siderurgico (circa 20.000 posti di lavoro in meno), dall'altra come la volontà di non impegnarsi più nel movimento delle radio libere anche in vista delle elezioni Presidenziali del maggio 1981.

III. 2.2 Radio Riposte e l'offensiva del Partito Socialista

L'impegno del PCF rappresenta un momento di svolta nel dibattito politico all'interno della *gauche* francese che si prepara alle elezioni presidenziali del 1981. Come è stato già sottolineato sia il Partito Socialista che il Partito Comunista avevano da tempo avviato una riflessione su come avrebbero potuto soddisfare il bisogno di espressione e di comunicazione a livello locale. Tradizionalmente legati all'idea del monopolio come servizio pubblico, i due partiti contestano la gestione dei media durante il settennato di Giscard d'Estaing.

La radio e la televisione pubbliche, sono accusate dai dirigenti dei due partiti di non garantire un sufficiente spazio alle loro idee; così, dopo il caso delle radio sindacali di Longwy, il PS decide di entrare direttamente in gioco nel reclamare la libertà di antenna costituendo una propria emittente autonoma. Gli obiettivi in questo caso, non sono tanto quelli della comunicazione locale, del decentramento dell'informazione, oppure della diffusione di notizie riguardanti una vertenza sindacale. Il Partito Socialista decide di sfidare apertamente il monopolio e per questo adotta una tattica alla luce del sole. Dopo aver preso contatto con alcuni giovani militanti impegnati all'interno dell'ALO e della FNRL, il 28 giugno 1979 una parte dei dirigenti decide di lanciare "Radio Riposte", la radio del Partito Socialista, dall'antica sede della SFIO nella cité Malesherbes a Parigi.

La decisione del Partito Socialista francese di impegnarsi attivamente per la creazione di una "radio pirata" più che significare un sostegno esplicito al movimento delle radio libere, il cui valore politico veniva considerato incerto, rappresentava la volontà

di contrastare quella che nelle convinzioni del gruppo dirigente ed in particolare di François Mitterrand era considerata la “mainmise du pouvoir giscardien sur les grands moyens d’information”. Si trattava, secondo i vertici del partito di dare una risposta alla mancanza di pluralismo all’interno dei media, anche in vista delle elezioni politiche del 1981. In effetti, a differenza di altre esperienze di radio libere, la pubblicità della trasmissione era stata largamente assicurata dalla stampa⁵³⁵. È questo un aspetto che accompagnerà durante tutti gli anni di clandestinità il movimento delle radio libere francesi, che avranno largo spazio sulle colonne di quotidiani come tra gli altri, “Le Monde”, “Libération”, “Le Matin de Paris” e periodici. Una copertura mediatica nella quale i media si rispondono tra loro, con il costante obiettivo di ampliare le occasioni di discussione e di informazione su un tema come quello delle radio libere che chiamava in causa il concetto di libertà di espressione. Oltre al tema del pluralismo dell’informazione la trasmissione di “Radio Riposte” si iscrive nella strategia di opporsi alle “atteintes contre les libertés” portate avanti secondo i socialisti dal governo Barre e dal Presidente Giscard d’Estaing.

Dopo le condanne ad alcuni militanti sindacali in occasione della marcia a Parigi dei siderurgici di Longwy della CGT il 23 marzo precedente, e l’approvazione delle leggi sull’immigrazione, l’operazione riveste un carattere di propaganda politica. Da un punto di vista organizzativo il progetto era stato curato in modo particolare da alcuni esponenti appartenenti alla diverse correnti presenti all’interno della direzione del partito. Tra questi Bernard Parmantier, appartenente alla corrente del CERIAM, che faceva capo a Jean Pierre Chevènement, oltre a due esponenti vicini a François Mitterrand come Laurent Fabius e Paul Quilès. Il programma, registrato nei giorni precedenti con la collaborazione di alcuni militanti dell’Association pour la Libération des Ondes, prevedeva circa 70 minuti di trasmissione. La parte centrale è costituita dall’intervento di François Mitterrand in cui si denunciano gli eccessi della propaganda presidenziale e lo scarso spazio mediatico riservato all’insieme delle forze della sinistra.

La trasmissione va in onda il 28 giugno 1979 alle ore 19, ma dura soltanto pochi minuti a causa dell’intervento dei servizi di TDF che disturbano il segnale rendendo inascoltabile il seguito del programma. Durante questi pochi minuti, è possibile

⁵³⁵ Cfr. «Radio Riposte». Une émission «libre» du P.S., in “Le Monde”, 28 juin 1979.

ascoltare la voce di Mitterrand che critica “l’*autorité présidentielle* qui oriente et forme l’opinion, au besoin malgré elle”⁵³⁶.

Poco dopo un elicottero sorvola il nono arrondissement in cerca del luogo di trasmissione e la polizia chiede di entrare nella sede del partito per trovare il trasmettitore e contestare il flagrante delitto di infrazione al monopolio. Davanti all’opposizione di numerosi deputati socialisti presenti sul luogo, tra i quali lo stesso Bernard Parmantier e Laurent Fabius, le forze dell’ordine forzano le porte ed entrano all’interno dei locali, tra le proteste di centinaia di militanti parigini accorsi per l’occasione⁵³⁷. Tuttavia non viene trovato nessun trasmettitore e l’intervento delle autorità solleva numerose proteste da parte dei deputati presenti. Davanti all’infrazione al monopolio praticata da “Radio Riposte”, l’intervento della polizia nella sede di un partito, per la prima volta dalla seconda guerra mondiale, provoca numerose reazioni critiche. Il ruolo assunto in questa occasione da una radio ‘pirata’ è profondamente diverso da quello svolto dalle radio sindacali. Attraverso la repressione della radio, il Partito Socialista mostrerà all’opinione pubblica in che modo il governo escludeva ogni possibilità di espressione che non fosse sotto il suo controllo giustificando le motivazioni dell’iniziativa. Già al momento dell’annuncio di “Radio Riposte”, il governo, attraverso le parole del Primo ministro Raymond Barre, aveva manifestato la volontà di far rispettare il monopolio sostenendo che tutti i cittadini francesi erano uguali davanti alla legge e che quindi in caso di trasmissione “pirata”, i responsabili sarebbero stati perseguiti.

Nell’ambito delle altre forze politiche le reazioni erano state di critica all’intervento della polizia. Se il PCF e il MRG, si schierano subito a sostegno del PS, che nel frattempo aveva depositato una denuncia per “*attentats à la liberté et dégradation du bâtiment*”⁵³⁸, anche il deputato del RPR, *Rassemblement pour la République*, Pierre Charpy, condanna i metodi utilizzati nei confronti di “Radio Riposte”, evidenziando delle forti critiche nei confronti della gestione dell’informazione da parte del governo: “Le RPR, [...] pense que des procédures excluant le recours à la force auraient du être utilisés. [...]. Le gouvernement, devait bien savoir, lui aussi, que

⁵³⁶ Cfr. *Le P.S. dénonce l’intervention de la police à la suite de l’émission Radio-Riposte*, in “Le Monde”, 30 juin 1979.

⁵³⁷ Cfr. G. Claisse e A. Liebaert, *L’assaut du siège du PS: la stratégie de la tension tourne à gaffe*, in “Le Matin de Paris”, 30 juin 1979.

⁵³⁸ Cfr. *Les socialistes portent plainte*, in “Le Matin de Paris”, 30 juin 1979.

l'utilisation faite par le pouvoir de l'information et des médias ne pouvait pas ne pas provoquer des réactions peut-être condamnables, mais compréhensibles"⁵³⁹.

Dopo la trasmissione di "Radio Riposte" a Parigi, i vertici del Partito decidono di continuare una vasta campagna per sensibilizzare l'opinione pubblica contro la gestione del sistema audiovisivo del governo e del Presidente della Repubblica. Il 30 luglio è la volta di "Radio Riposte 34" a Montpellier con una trasmissione preregistrata di circa 35 minuti svoltasi senza l'intervento delle autorità⁵⁴⁰. Il programma, dedicato al 65° dell'anniversario della morte di Jean Jaurès, aveva visto la partecipazione dei due deputati Gilbert Sénès e Raoul Bayon. Qualche giorno dopo, questa trasmissione determinerà le accuse di violazione del monopolio nei confronti di François Mitterrand e altri dieci membri del Partito Socialista, oltre che per la trasmissione di "Radio Riposte" del 28 giugno. Tra gli accusati figuravano quattro deputati all'assemblea nazionale e un senatore. Bernard Parmantier e Laurent Fabius, insieme a Mitterrand erano accusati per l'operazione di "Radio Riposte" a Parigi, mentre i deputati Raoul Bayon, Gilbert Sénès e Pierre Guidoni, erano ritenuti responsabili della trasmissione effettuata a Montpellier. Tali accuse sarebbero rientrate nel novembre del 1980, grazie ad una mozione dell'Assemblea nazionale che deciderà di interrompere l'attività giudiziaria nei confronti dei parlamentari coinvolti. Nei giorni seguenti all'accusa nei suoi confronti, Mitterrand non perderà occasione per definire le imputazioni rivoltegli un disegno politico e insisterà sulla battaglia in difesa delle libertà che il suo partito avrebbe dovuto continuare a svolgere. In occasione di una conferenza stampa convocata per l'occasione, Mitterrand difende lo scopo dell'iniziativa "Radio Riposte" con una dichiarazione che resterà celebre: "Dans l'histoire de France il y a toujours eu des moments où des hommes ont du prendre des risques pour la liberté. Or il existe aujourd'hui un détournement de la loi sur le monopole audiovisuel. Une atteinte grave de la liberté de la presse. Une fraude permanente sur le service public de la radio télévision. Et bien, je le dis avec force, les auteurs de ce détournement sont le Président de la République et son gouvernement. C'est pourquoi le Parti socialiste a décidé d'engager une vaste campagne, afin que l'opinion se rende compte à quel point est menacée dans notre pays la liberté d'information. [...]. Le procès qui commence n'est pas celui qu'on veut instruire contre le parti socialiste et son Premier secrétaire. Il est celui que les

⁵³⁹ Cfr. *Radio-PS (suite): le RPR critique le gouvernement*, in "Le Matin de Paris", 2 juillet 1979.

socialistes engagé contre l'arbitraire et l'illégalité des agissement du pouvoir politique actuel. On a voulu un procès politique, on l'aura. [...]"⁵⁴¹.

Nella fase successiva, il Partito Socialista prosegue nella sua campagna contro il controllo del potere sull'informazione, sostenendo la realizzazione di nuove trasmissioni di Radio Riposte in varie località del Paese. Dopo le due trasmissioni che avevano portato all'avvio di un procedimento giudiziario nei confronti di importanti esponenti del partito, tra l'agosto 1979 e il febbraio del 1980, otto trasmissioni diverse saranno realizzate da alcune federazioni locali, avvalendosi dell'aiuto fornito da tecnici che erano a loro volta impegnati nella battaglia per la fine del monopolio sulle radiodiffusioni. Tra queste vanno ricordate "Radio Riposte" a Caen nel mese di agosto, "Radio Riposte 11" a Carcassonne l'8 settembre, oltre ad un nuovo programma della federazione del dipartimento dell'Hérault, trasmesso dalla località di Sète il 28 settembre 1979. Il 6 febbraio 1980, l'ultima trasmissione gestita dalla federazione della Mosella, segnava la fine momentanea dell'impegno diretto del Partito socialista in favore della fine del monopolio. Il Partito Socialista, dopo le accuse rivolte all'indirizzo del proprio segretario si era pronunciato per l'esistenza di "radios locales sans but lucratif, dans le cadre d'un véritable service public de l'information. [...]. Dans le cadre du service public de la radiodiffusion, pourra être autorisée la création d'antennes locales pour en confier l'exploitation à des collectivités territoriales. Toute dérogation éventuelle au service public devra être décidée par le Parlement"⁵⁴². In questo modo si riconfermava la scelta di non opporsi al monopolio in quanto tale ma alle modalità con cui era gestita sotto la Presidenza di Giscard d'Estaing.

In parallelo a queste iniziative "pirata", il Partito socialista stava elaborando un progetto di legge affidato a Georges Fillioud e Georges Descostils. Il progetto recuperava una larga parte dei principi espressi nel rapporto Bastide⁵⁴³, un documento redatto negli anni precedenti che prevedeva la creazione di radio locali in possesso di un'autorizzazione concessa ad associazioni senza scopo di lucro, o ad organizzazioni sociali, culturali e sindacali ritenute rappresentative a livello locale. Si prevedeva

⁵⁴⁰ Cfr. *La seconde émission de radio libre du P.S.*, in "Le Monde", 1 aout 1979.

⁵⁴¹ Cfr. *Le texte de l'appel*, in "Libération", 25-26 aout 1979, poi riportato con alcune modifiche in T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., pp. 275-276.

⁵⁴² Cfr. *La position du P.S.: monopole et radio locale*, in "Le Monde", 11 aout 1979.

inoltre l'espressione diretta delle comunità locali come "collectivités locales, établissements publics locaux, associations représentatives à vocation culturelle, scientifique éducative, organisations syndicales et professionnelles)". Tale progetto sosteneva che le radio non avrebbero dovuto superare un raggio di emissione di 30 km e avrebbero dovuto attenersi al rispetto di un capitolato di oneri⁵⁴⁴. Tra gli animatori delle radio libere che avevano visto con favore la strategia radiofonica attuata dal Partito socialista, il progetto di legge veniva considerato insufficiente, diventando oggetto di critiche severe sulle pagine della stampa⁵⁴⁵. Inoltre, a causa anche della diversità di vedute in seno alle varie correnti del Partito Socialista, il progetto venne accantonato in vista di ridiscutere l'argomento in un momento successivo⁵⁴⁶.

Accanto all'iniziativa sindacale condotta durante il 1979 nell'ambito del movimento delle radio libere, il ruolo svolto dal Partito Socialista è stato molto importante per tenere alta l'attenzione sul tema del pluralismo e del decentramento dell'informazione. È necessario tuttavia distinguere le esperienze condotte da queste strutture organizzate dalle iniziative spontanee che avevano contraddistinto nei mesi precedenti l'attività illegale sull'etere. Anche in vista dell'appuntamento elettorale del maggio 1981, nella fase successiva, il Partito Socialista si interesserà alla questione soltanto in modo marginale. A parte l'impegno di alcune personalità singole e di alcuni militanti di base locale, il partito non avrebbe continuato delle iniziative che rimanevano sempre al di fuori della legge. Il progetto di legge dei socialisti lasciava molte perplessità anche tra gli elementi più attivi delle varie associazioni costituite per sostenere il movimento. Altri tentativi di coordinamento erano stati svolti durante il 1979 per rafforzare la collaborazione tra le varie radio libere, soprattutto per uno scambio di trasmettitori e per assicurarsi un sostegno legale. Così nel settembre del 1979 Longwy, assunta a simbolo dell'intero movimento per la presenza delle due radio sindacali, "Radio SOS Emploi" e "Radio Lorraine Cœur d'Acier", ospita un incontro internazionale delle radio libere, promosso dall'ALO, in collaborazione con lo staff di "Radio SOS Emploi". L'incontro,

⁵⁴³ Cfr. R. Prot, *Les interrogations du Parti socialiste et l'élaboration du rapport Bastide*, in "Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion", n. 67, *Des «radios pirates» aux radios libres*, Janvier-Mars 2001, pp. 66-77.

⁵⁴⁴ CAC, site de Fontainebleau, versement n. 19810440 fasc. Radio Riposte, note 2 octobre 1979, Parti Socialiste et radiodiffusion.

⁵⁴⁵ Cfr. *Les socialistes contre les radios libres*, in "Libération", 28 septembre 1979.

denominato “Radios Libres sans frontières” vede la partecipazione di collettivi radiofonici provenienti da vari Paesi europei: dalla Spagna, dall’Italia (con la presenza di Francesco Berardi di “Radio Alice”), dalla Svizzera, dalla Germania e dall’Inghilterra. Le emittenti francesi presenti sul posto sono cinquantaquattro, ma mancano tuttavia dei personaggi significativi per il movimento francese. L’assenza che si nota di più è quella di “Radio Lorraine Cœur d’Acier”, che non aveva ricevuto l’autorizzazione dalla direzione sindacale della CGT per partecipare all’iniziativa; non parteciperà neanche François Chassaing, fondatore di Radio Fil Bleu, la radio libera “giscardienne”, lanciata a Montpellier nel luglio del 1977. Sebbene le fratture politiche in seno al movimento francese rimanessero fonte di divisioni e di incomprensioni, che del resto risalivano ad oltre un anno prima, quando si era consumata la divisione tra le varie associazioni di difesa delle radio, al termine delle giornate di lavoro, i partecipanti redigono un comunicato, votato quasi all’unanimità che mostra la volontà di mantenere un atteggiamento unitario di fronte alla repressione delle autorità contro i “pirati”:

“Les expériences des radios libres en France sont extrêmement diverses, tant dans leur objectif précis que dans leur contenu, leur modalités, leurs structures de fonctionnement. Mais, toutes les radios libres se battent contre le monopole sous toutes ses formes (monopole financier, politique, régional, local, municipal...) pour la liberté d’expression sur les ondes. – en étant l’expression des “minorités” sociales, politiques, culturelles, ou régionales, l’outil de luttes significatives (sidérurgistes, femmes...) la manifestation des aspirations à une vie libérée, les radios libres veulent être le moyen d’une prise de parole par toutes celles et tout ceux qui en sont habituellement privés. [...]. Les radios libres dans leur ensemble ne sauraient se sentir concernées par des projets dont le seul but serait une nouvelle répartition des pouvoirs de l’information entre les grandes forces institutionnelles dites représentatives. Elles ne sauraient qu’être inquiété à l’égard d’initiatives dont le but pourrait paraître un jour comme le maintien ou la rénovation du monopole à l’encontre de la reconnaissance du nécessaire développement des radios libres. [...]. Les radios libres seraient alors constituées sous forme d’associations à but non lucratif. [...]. La limitation des puissances et de la portée d’émission, l’interdiction des réseaux, garantiront le caractère locale et non lucratif de ces expériences. [...]⁵⁴⁷.”

⁵⁴⁶ Cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., p. 270.

⁵⁴⁷ Una larga parte del testo è riportata nell’opera di T. Lefebvre, *La batailles des radios libres 1977-1981*, cit., pp. 296-97.

All'inizio degli anni Ottanta, il movimento delle radio libere, rivendica con forza il carattere senza scopo di lucro della comunicazione radiofonica locale come condizione necessaria per tenere fede ad un reale decentramento, ad un pluralismo e all'accesso al mezzo radiofonico. L'inserimento di attori importanti come il Partito Socialista, il Partito Comunista e i due principali sindacati, seppur con sfumature diverse, indica che il tema della libertà di antenna sembra riscuotere sempre maggiore favore nell'opinione pubblica. Nel confronto tra Italia e Francia emerge in modo significativo la differenza di atteggiamento da parte delle forze politiche. Se in Italia, la questione sarà affrontata, come vedremo più avanti, soltanto in modo marginale, quando il settore radiofonico continuava a svilupparsi in maniera incontrollata e risentirà della maggiore attenzione rivolta al nascente settore televisivo privato, in Francia l'impegno delle forze di sinistra sarà decisivo nella spinta alla liberalizzazione del settore. Infatti il Partito Socialista e il Partito Comunista utilizzano *les radios libres* come strumento per introdursi all'interno di un campo mediatico, che si trovava prevalentemente nelle mani del governo. Si tenta attraverso questi strumenti di comunicazione locale di effettuare una propaganda politica che faccia apparire i partiti all'opposizione come i difensori delle libertà nell'ambito dei nuovi media. Questo elemento rafforza la presenza dei partiti della sinistra nell'arena mediatica, sia pure soltanto da un punto di vista simbolico e contribuisce a sviluppare una riflessione critica sui mezzi di comunicazione di massa che rappresenta una novità significativa. Il tentativo di contrastare "la mainmise du pouvoir sur l'information" passa necessariamente per il sostegno attivo al movimento delle radio libere in vista della costruzione di uno spazio e di un'egemonia nei media, attraverso uno strumento come la radio che può indirizzarsi potenzialmente ad un pubblico molto più ampio e generico della carta stampata. Il Partito Socialista, sebbene al suo interno non mancassero posizioni contrastanti propense al mantenimento del monopolio, in vista delle elezioni Presidenziali del maggio 1981, utilizza il tema della libertà di antenna come un argomento vincente del proprio programma. Anche per questo motivo, una delle 101 proposte del programma di governo del candidato Mitterrand⁵⁴⁸, la n. 94, chiederà la liberalizzazione della comunicazione audiovisiva. Il Partito Comunista, nonostante il ruolo attivo svolto al fianco del sindacato della CGT tra il 1979 e il 1981, resterà in una posizione contraddittoria: da un lato la difesa

⁵⁴⁸ Cfr. F. D'Almeida e C. Delporte, *Histoire des médias en France. De la Grande Guerre à nos jours*, Flammarion, Paris

del servizio pubblico, dall'altra il bisogno di soddisfare la comunicazione locale, facendo leva sull'opposizione al potere del governo. Le radio libere in ogni caso costringeranno il Partito ad una profonda riflessione sull'audiovisivo, in modo da favorire alcuni bisogni di cui si era fatto portavoce, soprattutto a livello di comunità locale. La volontà su un piano ideologico, più marcata rispetto al Partito Socialista, di non abbandonare la centralità del servizio pubblico, ha mostrato una difformità tra la pratica concreta delle radio municipali e l'ideologia della riserva statale sulle comunicazioni.

La risposta del governo alla richiesta di abbandono della gestione monopolistica della radiofonia, per favorire la creazione di radio locali, andrà in direzione della comunicazione su scala locale, prevedendo la creazione di canali pubblici locali che saranno inaugurati nel periodo immediatamente successivo. Tale atteggiamento mostra come la presenza di radio locali, libere e pirata, aveva posto con forza la questione della necessità di un sistema di comunicazione locale, e che il monopolio sulla radiodiffusione, difeso per ragioni prevalentemente politiche, non era più in grado, con il prepotente sviluppo dei mezzi di comunicazione di massa elettronici avviato negli anni Settanta, di rispondere ai bisogni di informazione, di intrattenimento musicale e culturale richiesti dai cittadini.

III. 3. Il servizio pubblico davanti all'emergere delle radio libere

La nascita e la diffusione dell'emittenza radiofonica locale in Italia e in Francia determina un profondo mutamento di strategia all'interno dei settori radiofonici del servizio pubblico della Rai e di Radio France. Infatti uno degli ambiti nei quali maggiormente i canali pubblici risentono della concorrenza delle radio libere e private è quello della diffusione su scala locale, circoscritta ad un ambito geografico ben delimitato. Negli anni precedenti alle prime esperienze di trasmissioni al di fuori del monopolio, non erano mancati tentativi di garantire uno spazio maggiore alla programmazione su scala regionale, ma questi si erano rivelati sempre insufficienti e inadatti a soddisfare i gusti e le esigenze del pubblico "locale". La comparsa di emittenti che oltre a trasmettere musica, programmi *talk* e generi di intrattenimento

vari, proponevano anche informazioni riguardanti direttamente gli ascoltatori, parlando di argomenti vicini alla vita quotidiana, ha contribuito a determinare un profondo ripensamento nelle strategie che il servizio pubblico avrebbe dovuto adottare per contrastare la perdita di ascolti; ciò si è verificato con intensità ed organizzazioni diverse tanto in Italia che in Francia. Tuttavia, il quadro normativo all'interno di cui si sono sviluppate le esperienze di radio libere, ha inciso in profondità sulle risposte adottate e sui progetti di riorganizzazione che il servizio pubblico ha predisposto. In Italia, la dimensione della radio locale si è sviluppata all'interno dell'assenza di ogni tipo di regolamentazione e di definizione di "ambito locale" per circa quindici anni; in Francia le ultime resistenze alla caduta definitiva del monopolio sulle radiodiffusioni hanno prodotto degli esperimenti di comunicazione locale gestiti dal servizio pubblico di discreto livello. Tali tentativi hanno confermato la necessità della creazione di un settore di radiofonia locale all'interno della radio pubblica, così da colmare le lacune legate alla diffusione nell'ambito locale che in un'ottica di decentramento amministrativo, che avveniva parallelamente nei due Paesi, è apparsa sempre più urgente. In Francia inoltre la competenza dei servizi radiofonici regionali, dopo la riforma dell'ORTF del 1974 era stata affidata alla società France Régions 3, che oltre ai canali regionali televisivi, era incaricata della gestione di sedici centri di diffusione radiofonica regionale. Questa organizzazione era fonte di contrasti tra Radio France e France Régions 3 e rendeva più urgente una definizione precisa di trasmissioni a carattere locale all'interno del servizio pubblico⁵⁴⁹.

III. 3.1 Decentramento radiofonico e Radio Rai

Uno degli ambiti dove viene maggiormente intaccato l'ascolto dei canali della Rai è quello della programmazione locale. Da questo punto di vista infatti le emittenti libere e private riescono a garantire un servizio informativo su aree delimitate come città, paesi, quartieri costituendo un indubbio elemento di arricchimento nella complessiva offerta radiofonica. La programmazione regionale prevista dai canali radiofonici della Rai si limita del resto fino a tutti gli anni Settanta a circa trenta minuti di trasmissioni. L'informazione locale diventa così un'esclusiva delle radio locali, in quanto la Rai riserva soltanto degli spazi prestabiliti alla programmazione

⁵⁴⁹ Cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, t. III 1974-2000, cit., p. 303.

regionale. Il momento migliore per la programmazione di queste finestre informative, individuato nei palinsesti della radio pubblica è quello tra le 12 e le 13, momento in cui – secondo i dati forniti dal Servizio Opinioni della Rai – “ 5 milioni di ascoltatori sono sintonizzati sulla radio. Mezzogiorno è infatti nelle tradizioni Rai l’ora del notiziario regionale. Dai microfoni della Rai a quell’ora prendono la parola le redazioni regionali per diffondere in venti minuti un condensato di tutte le notizie principali che abbiano interesse per le singole comunità regionali: dal Gazzettino Padano lombardo al Giornale d’Abruzzo, al Corriere della Calabria è tutto un rincorrersi di notizie e fatti legati esclusivamente al loro luogo d’origine [...]. Tutto per il già ricordato breve spazio di 20 minuti, insufficienti perfino ad abbozzare un qualsiasi programma organico, se per informazione organica intendiamo una completezza formale che consista nel susseguirsi rapido di flash di attualità: quello cioè che l’ascoltatore di mezzogiorno si presume desideri ricevere nel breve momento di sosta tra il lavoro mattutino e pomeridiano”⁵⁵⁰.

In questo commento, a margine di un’inchiesta pubblicata dalla rivista “Mille Canali”, emerge lo scarso peso che assume la programmazione locale nelle scelte della radio pubblica. È per questo che la concorrenza delle radio private riguarda non soltanto la programmazione di evasione e intrattenimento, ma soprattutto una forma di informazione legato allo spazio locale, agli avvenimenti dei luoghi di trasmissione delle radio, alle notizie, che unitamente alle informazioni nazionali possono rivelarsi interessanti per gli ascoltatori. Il modello al quale le emittenti private guardano è quello dei notiziari della Rai, che nel campo dell’informazione restano i programmi maggiormente seguiti dal pubblico. Esempio il caso di “Radio Parma”, considerata la prima radio libera italiana, che fin dai suoi esordi ha sempre assicurato uno spazio importante alla diffusione di notizie relative alla vita sociale, culturale e politica della città.

Il forte bisogno di decentramento ideativo e produttivo dei canali della radio pubblica viene sollecitato anche da una più generale ridefinizione del ruolo degli Enti locali, in primo luogo delle Regioni, che nate ufficialmente nel 1970, cercano di dotarsi di strumenti di comunicazione capaci di riflettere l’organizzazione e le realtà locali. L’articolazione degli spazi informativi nelle emittenti locali risulta più ampia che nei canali della radio pubblica, segnando degli indubbi vantaggi per gli ascoltatori. Il

⁵⁵⁰ Per i risultati di questa inchiesta e per le citazioni cfr. *Che informazione fanno le radio italiane*, in “Mille Canali”, Anno

tema della programmazione su scala locale appare strettamente intrecciato con un quadro di assenza di regolamentazione dell'etere cominciato ufficialmente con la sentenza della Corte Costituzionale del luglio 1976. Già nel dicembre del 1976 si cerca di disciplinare l'intero ambito della radiodiffusione con l'approvazione tramite decreto ministeriale del "Piano nazionale di ripartizione delle frequenze". Il Ministero delle Poste e Telecomunicazioni – secondo quanto scritto nel decreto – predispone il "Piano nazionale di ripartizione delle radiofrequenze" fra i diversi servizi (ausili meteo, operazioni spaziali, radionavigazione aerea, meteorologia, satellite terra-spazio, radio astronomia, radiodiffusione), con la condizione di sottoporlo all'approvazione del Parlamento. In particolare per quanto riguarda la radiodiffusione, l'assegnazione delle frequenze alle emittenti private è vincolata alla compatibilità con le reti del servizio pubblico nazionale, da accertarsi da parte del Ministero delle Poste e Telecomunicazioni. La redazione del "Piano nazionale" ha lo scopo di formare delle graduatorie per l'assegnazione delle "licenze per l'installazione e l'esercizio di impianti radiotelevisivi di carattere locale"⁵⁵¹.

In questa fase tuttavia, appare difficile una definizione generale e condivisa di "ambito locale", sia a causa della potenza dei trasmettitori che varia da una radio all'altra, sia perché manca un'idea precisa dello spazio locale. Il mondo politico manifesta un'attenzione crescente verso l'argomento cercando di trovare un accordo per regolamentare l'intero settore radiotelevisivo. In questo clima di vuoto legislativo si arriva fino al giugno del 1978, quando il ministro delle Poste e Telecomunicazioni Antonino Gullotti, presenta al Parlamento un disegno di legge per le radio e le tv locali. La legge prevede la formazione di un Comitato nazionale di 21 membri eletti prevalentemente dalla Commissione Parlamentare e dalle regioni, con il compito di governare il settore dell'emittenza privata approvando il piano di assegnazione delle frequenze e deliberando relativamente alle domande di licenza. Nell'art. 5 del testo di legge viene inoltre specificato come nell'assegnazione delle frequenze i capoluoghi di regione avessero diritto di priorità, ed ogni capoluogo di provincia diritto ad almeno una frequenza. Infine viene riconosciuto l' "ambito locale" come un'area il cui "bacino di utenza non deve superare il limite massimo di 15 km di raggio". Per le

IV, n. 28, Aprile 1977, pp. 41-43.

⁵⁵¹ Per un'analisi dettagliata del "Piano nazionale delle radiofrequenze" cfr. V. Colombo, *Antenne: nuovo potere*, Vallecchi, Firenze 1979, 89-97 e A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata dal 1956 a oggi*, cit., pp. 55-56.

aree metropolitane di Roma, Milano, Napoli e Torino il limite può essere elevato fino a 20 km⁵⁵².

Tale progetto sarà il primo di una lunga serie, che tuttavia non troverà nel corso degli anni successivi nessuna possibilità concreta di attuazione. Emerge in questo modo l'atteggiamento del mondo politico nei confronti dell'organizzazione della radio che viene relegata in una posizione secondaria rispetto al settore privato e locale televisivo che negli stessi anni attirava maggiori investimenti economici.

Dal punto di vista del decentramento i vertici della Rai, con un documento approvato dal Consiglio di Amministrazione dell'azienda nello stesso mese di giugno del 1978, stabiliscono i palinsesti della futura terza rete televisiva. All'interno del palinsesto si prevede un telegiornale, rubriche regionali, alcuni film o telefilm e spettacoli di prosa. Le trasmissioni della terza rete Rai, che nasce come rete a copertura nazionale e regionale, idonea anche ad una separata e contemporanea utilizzazione per diffusioni in ambito regionale, iniziano il 15 dicembre 1979⁵⁵³. Tuttavia nonostante le aspettative legate ad un effettivo decentramento dell'informazione, capace di “sviluppare rapporti continuativi con il pubblico popolare [...] manifestando una costante attenzione verso quell'articolato quadro istituzionale e no, fondato su organismi del decentramento, gruppi di base, strutture associative, cooperative e di produzione, e promuovendo, in particolare, un discorso di programmazione con quelle istituzioni operanti per la diffusione della cultura”⁵⁵⁴, l'esperimento rivela diversi limiti. “La rete che doveva avere un ruolo chiave e aprirsi alla società e che nella struttura prevedeva un decentramento con potere decisionale autonomo in fatto di ideazione, realizzazione e distribuzione dei prodotti, con un'attenzione particolare al rapporto con il pubblico, nasce monca, con poche idee riguardo al palinsesto e con la volontà di lottizzare le singole sedi regionali”⁵⁵⁵.

Questa scelta rifletteva da un lato il ruolo marginale assegnato alla radiofonia pubblica e al decentramento delle strutture della radio rispetto alla televisione, mentre all'interno della stessa azienda pubblica e delle associazioni di categoria delle radio private rimaneva forte l'esigenza di creare degli spazi di comunicazione radiofonica a

⁵⁵² Cfr. “Disegno di legge sulla radiotelevisione privata”, approvato dal Consiglio dei Ministri il 23 giugno 1978, riportato in V. Colombo, *Antenne: nuovo potere*, cit., 153-68.

⁵⁵³ Per la nascita della terza rete televisiva cfr. F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, Carocci, Roma 2004, p. 91, F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., pp. 400-401, V. Colombo, *Antenne: nuovo potere*, cit., pp. 76-88 e A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 87.

⁵⁵⁴ Cfr. “Le linee operative per la terza rete Tv”, documento approvato il 22 giugno 1978 dal Consiglio d'Amministrazione della Rai, in V. Colombo, *Antenne: nuovo potere*, cit., pp. 194-197.

livello locale. Le posizioni delle associazioni delle radio esprimevano una pluralità di orientamenti rispetto al rapporto tra radio pubblica ed emittenti private nell'ambito della programmazione regionale, mostrando come si oscillasse tra complementarietà e concorrenza. Secondo Eugenio Porta, presidente dell'ANTI, l'associazione creata nel 1974 per difendere l'esistenza legale delle emittenti private, la Rai non era legittimata a trasmettere in ambito locale a causa della sentenza della Corte Costituzionale del luglio 1976 e che questo diritto spettava soltanto alle emittenti locali⁵⁵⁶. Il deputato della Democrazia Cristiana, Vito Scalia, presidente della FIEL (Federazione Italiana Emittenti Locali), creata nell'ottobre del 1977, vicino all'ex ministro del Lavoro Carlo Donat Cattin esprimeva una posizione analoga, considerando che il monopolio era finito per dar vita ad un sistema misto all'interno del quale le radio private dovevano avere l'esclusiva dell'"ambito locale"⁵⁵⁷. Sul fronte delle associazioni delle radio legate alla sinistra extraparlamentare andava registrato la fine della centralità della FRED, anche a causa dei contrasti interni, espressi da una linea che privilegiava l'idea di una radio militante, sostenuta dai settori più legati all'Autonomia operaia e quella di una radio strumento di informazione alternativa, come nel caso di "Radio Popolare" di Milano. Nella fase precedente, la FRED aveva espresso la propria non contrarietà ad un rapporto di collaborazione tra servizio pubblico e radio locali "democratiche". In occasione del convegno organizzato nel marzo 1978 a Livorno da associazioni culturali come l'ARCI, l'ENARS/ACLI, ENDAS sul tema "Sistema radiotelevisivo e territorio: la comunicazione locale tra intervento pubblico, iniziativa privata e ruolo delle Regioni"⁵⁵⁸, il contributo della FRED aveva insistito sull'importanza delle radio locali, a condizione di conservare a quest'ultime "vita e realtà autonome dal monopolio pubblico, con il quale non negano di collegarsi ogniqualvolta esso intende svolgere realmente la sua funzione di strumento di informazione al servizio della collettività, ma al quale rifiutano di subordinare le proprie scelte". La realizzazione della terza rete regionale poteva "aprire maggiori spazi per un rapporto più ampio fra radio democratiche, loro referenti sociali, loro

⁵⁵⁵ Cfr. F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, cit., p. 91.

⁵⁵⁶ Cfr. *Anti a colpi di sentenze*, in "Mille Canali", Anno VI, n. 51, marzo 1979, p. 38.

⁵⁵⁷ Cfr. G. Ramini, *FIEL: la terza rete non s'ha da fare*, in "Mille Canali", Anno VI, n. 51, marzo 1979, pp. 43-49.

⁵⁵⁸ Cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 70.

strumenti e metodi e la Rai stessa”⁵⁵⁹. In rapporto ai temi della regolamentazione questo convegno segna la rottura definitiva tra la FRED e il vasto schieramento politico dei partiti dell'accordo a sei che aveva trovato un'intesa sull'emittenza privata, decretando al contempo la fine della centralità di questa associazione⁵⁶⁰.

Il vuoto lasciato dalla scomparsa della FRED dal dibattito sull'emittenza privata e locale veniva in parte occupato da un'iniziativa condotta dall'ARCI nella primavera del 1979, con la creazione della LEID (Lega per l'Emittenza e l'Informazione Democratica). Lo scopo di questa struttura consisteva nel raggruppare attraverso dei coordinamenti regionali, varie radio e televisioni locali a salvaguardia dell'informazione “democratica”, intendendo in questo modo tutte quelle emittenti gravitanti genericamente a sinistra che non avevano finalità commerciali. I promotori della LEID identificavano in questa struttura non un'organizzazione “delle emittenti locali, ma per l'emittenza locale”. Tra le principali caratteristiche si sottolineava “il carattere aperto non corporativo e più vasto (rispetto alle sole emittenti) dei soggetti che si vogliono coinvolgere in una battaglia a difesa della democrazia e delle pluralità di espressioni nell'informazione (questi soggetti sono: gruppi di base e collettivi spontanei, cooperative e circoli, comitati di redazione di piccole riviste e periodici)”⁵⁶¹. Uno degli aspetti di maggiore novità della LEID risiedeva tuttavia nell'attenzione dedicata alla comunicazione e all'informazione locale, testimoniata dall'organizzazione che si suddivideva in vari coordinamenti regionali. Infatti dopo l'esperienza pionieristica svolta dal coordinamento regionale del Piemonte nel marzo-aprile 1979⁵⁶², la struttura si articolava in coordinamenti presenti in Lombardia, Toscana, Liguria, Emilia Romagna, Marche, Umbria, Puglia - Basilicata, Lazio e Sicilia e nuclei provinciali in Veneto, Sardegna e Calabria. Nella presentazione della LEID, fortemente orientata allo sviluppo di una rete di comunicazione locale, si richiamava “la fondamentale importanza del « locale » per quanto riguarda tutti i processi inerenti al mondo dell'informazione, sia per quanto riguarda l'emittenza via etere [...] sia per l'editoria locale (la questione dei giornali locali in rapporto alla

⁵⁵⁹ Cfr. *Di Informazione, di opposizione, democratica: com'è una radio “libera”?*, in “Quotidiano dei lavoratori”, 11 marzo 1978.

⁵⁶⁰ Cfr. M. Luzzatto Fegiz, *A Livorno passerella e problemi delle radio tv private. Proposta la costituzione di organismi unitari regionali*, in “Corriere della Sera”, 13 marzo 1978.

⁵⁶¹ Cfr. *LEID: una lega per l'emittenza democratica*, in “Mille Canali”, Anno VI, n. 54, giugno 1979, pp. 32-34.

⁵⁶² Cfr. L. Chiara, *Dal Piemonte l'esempio per i coordinamenti delle emittenti democratiche*, in “Mille Canali”, Anno VI, n. 53, maggio 1979, pp. 21-23.

domanda di informazione locale e all'espandersi del medium radiotelevisivo, l'intervento pubblico con le sue potenzialità e i suoi limiti), sia per il futuro [...]”.

Per comunicazione locale non si intendeva “solo iniziativa privata o comunque non pubblica”, poiché la LEID si sarebbe occupata “con attenzione del servizio pubblico”⁵⁶³ in modo da favorire l'attuazione della riforma della Rai per garantire l'accesso e il decentramento dei servizi radiotelevisivi.

La LEID raggruppava alcune emittenti che negli anni precedenti erano state affiliate alla FRED, come “Radio Popolare” di Milano, ma anche “Radio Torino Alternativa e “Radio Bra Onde Rosse, una delle prime emittenti nate nel 1975. Queste emittenti erano gestite ancora da organizzazioni e gruppi della nuova sinistra, in modo particolare dal PDUP (Partito di Unità Proletaria). Accanto a queste emittenti occorre sottolineare anche la presenza di radio gestite dalle Federazioni locali del PCI, rappresentando un notevole cambiamento rispetto all'atteggiamento degli anni precedenti da parte del partito con maggiore radicamento elettorale della sinistra. L'emittente “Radio Flash” di Torino era collegata con il periodico del Comitato regionale del Partito Comunista “Nuova società”; a Roma dal 1977 la Federazione romana del Partito Comunista aveva affidato al settore propaganda guidato da Walter Veltroni, la gestione di Radio Blu, così da avere la propria radio locale anche nella capitale⁵⁶⁴. A testimonianza di questo nuovo atteggiamento del PCI di fronte alla radiofonia privata, che negli anni precedenti era stata considerata con una certa ostilità, in quanto considerata come una minaccia per il servizio pubblico riformato, nel maggio 1979 viene fondata la CERT, un'agenzia per le radio locali che gravitavano nell'orbita del partito. La CERT era una società di servizi che forniva informazioni, assistenza tecnica e legale, produzione e distribuzione di programmi, oltre a funzionare come concessionaria pubblicitaria. Nel giro di pochi anni il Partito Comunista avrebbe controllato circa 150 emittenti in tutto il Paese, dimostrando un forte e significativo ripensamento rispetto a tutto il comparto della radiotelevisione privata. Nell'arco dei partiti della sinistra istituzionale il Partito Socialista guidato da Bettino Craxi appariva più aperto alle nuove istanze e ai progressi della tecnologia nel campo delle comunicazioni di massa. Nel documento finale del convegno organizzato a Roma nel novembre del 1978 dal titolo *Informazione e potere* si

⁵⁶³ Per le citazioni precedenti cfr. *LEID: una lega per l'emittenza democratica*, in “Mille Canali”, Anno VI, n. 54, giugno 1979, pp. 32-34.

⁵⁶⁴ Cfr. R. Sorace, *Effe emme. Gli anni delle radio libere*, Memori, Roma 2005, pp. 137-140.

rimarcava come la sentenza della Corte Costituzionale del 1976 aveva creato un sistema misto di radiodiffusioni circolari e come il partito non era d'accordo con la visione dell'emittenza privata come parte del servizio pubblico:

“Sistema misto. [...]; sistema che, mantenendo – così come ha prescritto il giudice costituzionale – il monopolio del servizio pubblico a scala nazionale, legittimi, a scala locale, la coesistenza del servizio pubblico e dell'iniziativa privata. [...] riteniamo di poter affermare che l'iniziativa privata non può e non deve essere competitiva del servizio pubblico a scala nazionale. Mentre, d'altro canto, la Rai deve essere presente nel quadro dell'emittenza locale e regionale. È grave, [...], che ad oltre tre anni e mezzo dall'approvazione della legge di riforma della legislazione radiotelevisiva nel nostro Paese, la Rai non sia riuscita ancora né a realizzare e nemmeno ad avviare un'accettabile forma di decentramento.[...]. Ci preme in ogni caso sottolineare la nostra attenzione e la nostra simpatia verso le emittenti locali, purché siano effettivamente tali. Esse hanno un ruolo da svolgere nella formazione culturale del Paese, nel processo di crescita democratica delle masse popolari, nella sperimentazione di nuovi modelli produttivi, nell'approfondimento delle conoscenze sui processi di micro comunicazione, particolarmente rilevanti – questi ultimi – in un Paese come il nostro che, dall'Unità in poi, non è riuscito ad individuare un modo di essere diverso da quello centralistico e burocratico di napoleonica memoria.”⁵⁶⁵

Nella stessa occasione l'esponente del partito Claudio Martelli, aveva avanzato per la prima volta l'idea di una quarta rete televisiva, intesa come consorzio di emittenti televisive private. Nelle intenzioni dei dirigenti del PSI il consorzio doveva far parte di un complessivo servizio pubblico, gestito per tre reti dalla Rai e sottoposto al controllo di un'autorità indipendente. La proposta mirava ad un equilibrio di forze pubblico-private, che attraverso una competitività programmata, avrebbe stimolato l'azienda pubblica ad una maggiore imprenditorialità e le aziende private ad un'autonomia non assistita. Inoltre la quarta rete avrebbe dovuto raccogliere le forze più consistenti delle'emittenza privata televisiva e avere la possibilità di trasmettere a livello nazionale con un sistema di autoregolamentazione. Per le emittenti più piccole con minori risorse si prevedeva la possibilità di accedere a spazi di diffusione sulla Terza rete, concepita prevalentemente come rete culturale, educativa e di servizio⁵⁶⁶.

⁵⁶⁵ Cfr. AIG, Fondo “Aldo Cotroneo” b. 1/8 Convegni Nazionali (11/1978-5/1979), Convegno PSI: *Informazione e Potere*, Roma, 14-16 novembre 1978.

⁵⁶⁶ Per i dettagli di questa proposta cfr. A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, cit., p. 77.

Sebbene la radiofonia venisse considerata con minore attenzione rispetto alle televisioni private, tali orientamenti si sarebbero rivelati decisivi nel periodo successivo per la definizione di un nuovo panorama televisivo, costituito da un sistema misto, che vedrà compiutamente la luce a partire dai primi anni Ottanta con la creazione delle reti televisive private a diffusione nazionale della Fininvest di Silvio Berlusconi.

Nel complesso, i tentativi di riorganizzare il settore radiotelevisivo alla luce della fine del monopolio a livello locale, riguardavano più da vicino la televisione che la radio. In ogni caso a partire dalla fine degli anni Settanta fino all'approvazione della legge Mammi nel 1990, sono stati redatti vari piani di ristrutturazione della radiofonia pubblica che tuttavia non hanno trovato una possibilità concreta di attuazione. Il cosiddetto "Piano Motta", dal nome del vicedirettore generale per il coordinamento delle reti radiofoniche Mario Motta, è un documento approvato dal Consiglio di amministrazione della Rai nel luglio del 1978, recante indicazioni sulla ristrutturazione della radiofonia. Tale progetto, oltre a prevedere una diversa concezione di Radio Uno e di Radio Due, nell'ottica di favorire una maggiore complementarità tra le due reti, sia da un punto di vista dell'informazione nazionale che dell'intrattenimento musicale e di evasione, annunciava che il terzo canale radiofonico sarebbe stato messo a disposizione delle trasmissioni regionali. Inoltre la durata e i contenuti dei programmi regionali sarebbero stati decisi autonomamente dalle singole sedi, favorendo così un'autonomia di produzione decentrata su scala locale. La nuova Radio Tre avrebbe trasmesso sia in modulazione di ampiezza che in modulazione di frequenza, cercando di contrastare le emittenti locali utilizzando le loro medesime tecniche di diffusione. Infine si prevedeva la costituzione di una quarta rete radiofonica che avrebbe trasmesso in modulazione di frequenza e avrebbe dovuto "servire interessi culturali e regionali"⁵⁶⁷.

Nonostante la volontà di andare verso un effettivo decentramento della RAI i principi contenuti all'interno del progetto non sarebbero stati realizzati e si sarebbe inaugurata una lunga stagione in cui si predisponavano documenti che invitavano a definire meglio le finalità comunicative delle reti radiofoniche e ad aprirsi ad una più ampia partecipazione, in contatto con le realtà locali e con quelle istituzionali, ma che nel corso del tempo non troveranno nessuna attuazione concreta. Sul fronte della

comunicazione a livello locale, non sono mancate occasioni di collaborazione tra radio private e sedi regionali della Rai, come a Napoli durante la trasmissione regionale “Spazioregione” nel 1979, dove l’obiettivo era di verificare in quale misura “il fenomeno dell’emittenza privata rispondeva agli effettivi bisogni dell’utenza”, attraverso la trasmissione da parte della Rai di spezzoni di programmi delle radio private più significative delle province campane⁵⁶⁸. Nel periodo successivo, grazie anche agli stimoli provenienti dalla terza rete televisiva, come ha scritto Franco Monteleone “i palinsesti delle reti radiofoniche si sarebbero arricchiti di alcuni buoni programmi realizzati tra Napoli e Torino, Firenze e Genova”⁵⁶⁹. Queste forme di collaborazione dimostravano come le radio libere, attraverso la loro dimensione avessero sollecitato un profondo ripensamento della comunicazione radiofonica di Radio Rai, che proprio in questo settore dimostrava di soffrire maggiormente la concorrenza con le nuove stazioni.

III. 3.2 Le radio locali di Radio France

A partire dal 1980 in Francia la questione del decentramento della comunicazione a livello locale riveste un’importanza significativa, soprattutto sul versante politico. Di fronte alla crescita e alla moltiplicazione di trasmissioni illegali – nel corso del 1980 TDF deposita 471 denunce, di cui 443 in provincia⁵⁷⁰ - il governo reagisce programmando la creazione di tre nuove radio sperimentali in differenti ambiti geografici. In seguito ad uno studio interno di Radio France, richiesto dalla Presidente Jacqueline Baudrier, tra il maggio e il settembre 1980 vengono lanciate le stazioni *Fréquence Nord*, *Radio Mayenne* e *Radio Melun*. Lo scopo di queste iniziative rispondeva a tre ordini di motivi: porre un freno alle attività illegali delle radio ‘pirata’, tanto più nel momento in cui anche i partiti dell’opposizione e i sindacati iniziavano ad usare le radio come strumenti di propaganda; verificare la risposta del pubblico, in territori diversi per caratteristiche geografiche e dimensioni

⁵⁶⁷ Per un resoconto dettagliato di questo progetto cfr. F. Cattoretti, *Radiofonia pubblica in crisi*, in “Mille Canali”, anno VI, n. 52, aprile 1979, pp. 33-36.

⁵⁶⁸ Il progetto era stato lanciato da Franco Monteleone in quel momento capo della struttura di programmazione della Rai di Napoli. Per questa vicenda cfr. G. Fabrizio, *Collaborazione tra RAI e radio locali*, in “Mille Canali”, anno VI, n. 55-56, luglio-agosto 1979, pp. 42-43.

⁵⁶⁹ Cfr. F. Monteleone, *Radio pubblica ed emittenti commerciali*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *La stampa italiana nell’età della TV. Dagli anni Settanta a oggi*, Laterza, Roma-Bari 2008, pp. 216-217.

⁵⁷⁰ Cfr. G. Robert, *1980: entre carrousel des radios libre set extension du service public*, in “Cahier d’Histoire de la Radiodiffusion”, n. 105, *L’année radiophonique 1980*, Juillet-Septembre 2010, p. 18.

di bacino di utenza; infine affidare la comunicazione radiofonica locale a Radio France, sostituendosi al canale regionale France Régions 3. Queste stazioni avrebbero trasmesso in modulazione di frequenza ponendosi sul terreno delle radio libere anche da un punto di vista tecnico. Si trattava di un progetto la cui validità sarebbe stata valutata dopo circa un anno di trasmissioni, ma rappresentava comunque un segnale nella direzione del decentramento della comunicazione. I programmi vengono ideati come “ambiti” di espressione locale, con finalità di intrattenimento ma con un forte ancoraggio alla realtà locale. Queste stazioni, non avrebbero usufruito della pubblicità così da non entrare in contrasto con la stampa scritta regionale, da sempre particolarmente importante nelle regioni francesi e preoccupata della concorrenza che avrebbero potuto esercitare esperienze di radio di dimensioni locali. La novità di queste stazioni consisteva nell’esperienza di rivolgersi a pubblici differenti per caratteristiche socio-economiche in base al luogo di emissione prescelto.

La prima di queste emittenti, Fréquence Nord, viene lanciata il 19 maggio 1980 e si rivolge al bacino della città di Lille, coprendo le regioni del Nord, del Pas-de-Calais e della Somme. Il potenziale bacino di ascolto della radio, che ogni giorno trasmette più di diciotto ore di trasmissione, è composto da circa 2300 comuni e da oltre 4 milioni e mezzo di abitanti. Nonostante un iniziale favore da parte del pubblico, che risponde alla nuova radio acquistando un numero consistente di apparecchi radiofonici capaci di ricevere il segnale in modulazione di frequenza, per altri versi si riscontra una difficoltà oggettiva della radio a rendere conto di tutte le attività locali in una zona tanto vasta. Inoltre l’espressione locale, che nelle intenzioni di Radio France avrebbe dovuto essere riservata per un’ora al giorno agli eletti, alle organizzazioni professionali e sindacali, alle associazioni culturali e alle camere di commercio, non riscuote un grande sostegno da parte di questi stessi soggetti sociali considerati, come rileva un articolo de “Le Monde”: “L’expression locale, ce devait être surtout quarante-cinq minutes, de 19 h15 à 20 h 00, consacrées aux associations diverses et aux organisations professionnelles. [...]. Sur ce point, on peut être catégorique: c’est un échec. La raison en est sans doute, que l’heure d’écoute est très mauvaise (la télé accapare déjà le public), que les associations doivent fournir leur cassettes, ce qui donne un texte récité souvent fort monotone. De groupements les

plus divers se sont essayés à ce petit jeu, mais leur intervention n'a guère eu d'écho. [...]. Elle est à revoir complètement”⁵⁷¹.

Il 15 giugno 1980 inizia a trasmettere Radio Mayenne, con l'obiettivo di coprire il bacino rurale del dipartimento della Mayenne nella regione della Loira, trasmettendo da Laval. Il pubblico potenziale di questa emittente veniva stimato in 260.000 abitanti. Il carattere di prossimità e di vicinanza alla popolazione locale veniva testimoniato da un'inchiesta del CEO (Centre d'études d'Opinion) che alla fine dell'ottobre successivo rilevava che il 28,8% del pubblico intervistato affermava di ascoltare la radio “tous les jours ou presque”. Secondo le parole del direttore dell'Institut rural d'éducation et d'orientation riportate nel rendiconto del consiglio di amministrazione di Radio France del novembre 1980, l'installazione di Radio Mayenne stava contribuendo a “créer une conscience mayennaise. Vous [Radio France] révélez le Mayennais à lui-même en lui permettant de s'exprimer, de communiquer, tout en faisant abstraction des poncifs et des clivages encore trop vivaces”⁵⁷².

Radio Melun, ultima venuta nel settembre 1980, aveva l'obiettivo di coprire sei comuni appartenenti ad una zona della grande banlieue di Parigi, indirizzandosi ad un pubblico di circa 80.000 ascoltatori potenziali, rivelando come la sperimentazione delle radio locali del governo si rivolgeva anche ad un pubblico di minori dimensioni rispetto alle altre due stazioni. Nel tentativo di trovare delle formule nuove, capaci di rivolgersi a dei settori di pubblico definiti, in questo stesso periodo Radio France aveva concepito anche la creazione di due radio tematiche. Tale progetto costituiva il primo passo in vista di una strategia che puntava alla differenziazione dei pubblici radiofonici che nel corso degli anni Ottanta si sarebbe accentuata attraverso la programmazione delle radio commerciali. Radio 7, settima emittente di Radio France, attiva dal 1979, si rivolgeva in modo particolare agli oltre 3 milioni di giovani ascoltatori della *région parisienne*, che secondo alcune ricerche di mercato, erano poco soddisfatti del tipo di offerta musicale e informativa esistente. Nonostante alcuni problemi tecnici, questa stazione che trasmetteva quotidianamente diciassette ore di trasmissioni, incontrerà il favore del pubblico giovanile sia rispetto alla varietà di generi musicali proposti, che spaziavano dal rock alla *new wawe*, senza trascurare

⁵⁷¹ Cfr. G. Sueur, *Les radios locales selon Radio France. Fréquence Nord, trois mois après*, in “Le Monde”, 21 septembre 1980.

il blues e il folk, sia per il linguaggio utilizzato dai conduttori, che appariva vicino ai modi di esprimersi dell'audience a cui si rivolgeva⁵⁷³. France-Bleue, veniva diffuso per quattro ore giornaliere in tutta la Francia ed era indirizzata in prevalenza alla terza età. La programmazione non aveva spazi informativi, ma dedicava ampio spazio alla musica francese, con successi usciti fino al 1960, oltre a rubriche inerenti vari argomenti, quiz telefonici ed informazioni di servizio.

III. 3.3 I partiti politici di maggioranza e le radio libere in Francia

Nell'anno precedente alle elezioni presidenziali del 1981, la decisione di creare nuove radio locali appare fortemente condizionata dalla presenza delle radio illegali. Infatti nelle scelte del governo e della Presidenza della Repubblica appare chiara la volontà di contrastare le radio libere sul loro stesso terreno. Poiché molte emittenti si richiamano al collegamento con la realtà locale, si cerca di rafforzare il servizio pubblico mettendo in campo un decentramento che suscita polemiche, soprattutto perché nel momento in cui vedono la luce le radio locali di Radio France, continuano i sequestri e le denunce nei confronti di molte radio, collocate perlopiù nell'area politica della sinistra. Un ruolo fondamentale è svolto ancora dalle radio sindacali della CGT, ma non va trascurata l'azione che conduce il Partito Comunista Francese nella ricerca di forme di radio "municipali". In Italia lo sfruttamento delle potenzialità delle radio locali, passa in secondo piano rispetto alle scelte dei partiti. In Francia, tra il 1977 e il 1981, il condizionamento della politica sul tema della fine del monopolio e più in generale sulla libertà di antenna, appare un aspetto considerevole della battaglia politica, sia sul terreno della comunicazione, sia sui risvolti in vista delle elezioni e dei possibili cambiamenti di maggioranza. In modo particolare per quanto riguarda il caso francese infatti, il tema delle radio libere ha assunto nel periodo 1977-1981 una valenza simbolica, che ha determinato schieramenti trasversali sia alle forze di governo, sia alle forze di opposizione, incontrando il favore o la condanna a seconda delle contingenze politiche del momento. Bernard Brizay in un articolo pubblicato dal quotidiano "Le Figaro", ad un anno di distanza

⁵⁷² Riportato in G. Robert, *1980: entre carrousel des radios libre set extension du service public*, in "Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion", n. 105, *L'année radiophonique 1980*, Juillet-Septembre 2010, p.11.

⁵⁷³ Cfr. G. Robert, *1979: radios libres et prémices de nouvelles offres du service public*, in "Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion", n. 102, *L'année radiophonique 1979*, Octobre-Décembre 2009, p. 14.

dalle elezioni che avrebbero sancito di fatto la fine del monopolio, si interroga su una situazione che, divenuta anacronistica sul piano tecnico, richiede risposte immediate: “[...]. Le gouvernement pourra-t-il longtemps défendre un monopole devenu une fiction juridique? Il se trouve de moins en moins de monde pour le penser. La dernière prise de position vient de Jacques Chaban-Delmas. Le président de l’Assemblée Nationale a souligné [...] l’urgence qu’il y a, à son avis, à traiter ce problème « sous peine de déboucher très vite sur une situation anarchique à l’italienne ». Et il a ajouté : « Le dilemme qui se pose se situe entre le maintien d’in monopole rigide et dépassé d’un coté et l’anarchie de l’autre. Le pire serait de laisser dépérir le monopole comme par surprise, sans avoir su prévoir et organiser l’évolution en cours pour conserver une maîtrise et assurer une indispensable cohérence ». C’est en effet tout le problème”⁵⁷⁴.

In effetti, se si guarda allo scacchiere politico della Francia negli anni che hanno preceduto la fine del monopolio e l’avvento di François Mitterrand al potere, si nota uno scarto ideologico all’interno delle principali formazioni politiche. L’UDF del Presidente della Repubblica Valéry Giscard d’Estaing e del Primo Ministro Raymond Barre, appare piuttosto diviso al suo interno. I due uomini politici, di ideologia liberale, si sono sempre schierati contro le radio libere difendendo il monopolio dalle pressioni che riceveva. Secondo Matthieu Dalle⁵⁷⁵ le motivazioni della chiusura verso le radio libere vanno rintracciate nella collocazione politica a sinistra della maggior parte delle emittenti pirata, oltre ai rapporti di vicinanza con la stampa locale che temeva di perdere il suo peso con la diffusione delle emittenti locali. La preoccupazione più grande è stata rappresentata tuttavia sempre dallo spettro dell’“anarchia delle onde”, vale a dire del timore che anche in Francia si sarebbe potuta ripetere una situazione simile a quella italiana, con migliaia di radio in tutto il territorio francese. Raymond Barre, non più tardi del settembre 1979 aveva sostenuto che le radio libere, nella società francese costituivano “le germe puissant de l’anarchie”⁵⁷⁶. All’interno dello stesso partito l’esperienza di Radio Fil Bleu, sotto la guida dell’avvocato François Chassaing, mostrava che in alcuni settori del partito liberale la tentazione di aprire il monopolio era più forte dell’idea di perdere il controllo dell’audiovisivo, restando fedeli ai principi che ispiravano la linea politica

⁵⁷⁴ Cfr. B. Brizay, *Prochaine offensive du P.C. et de la C.G.T.*, in “Le Figaro”, 20, mai 1980.

⁵⁷⁵ Cfr. M. Dalle, *Les radios libres et la fragmentation du champ politique français (1977-1981)*, Site Internet du GRER [http://www.grer.fr], janvier 2009, pp. 5-9.

dell'UDF. Non è un caso che le reazioni al lancio di Radio Fil Bleu erano state accolte, soprattutto a sinistra, come il sintomo della volontà del Presidente della Repubblica di garantirsi uno spazio mediatico anche in caso di sconfitta alle elezioni legislative del 1978. Il risultato premiava invece il partito di governo che con la legge Lecat confermava il monopolio che sarebbe rimasto in vigore fino al 1981. Si può dunque leggere nel comportamento dell'UDF una tensione costante tra pragmatismo e ideologia sul tema delle radio libere. Il pragmatismo del Presidente della Repubblica e del Primo Ministro, dettato più da convenienze politiche che da una contrarietà aprioristica verso le nuove forme di espressione. A livello di dirigenti di base, come François Chassaing si nota invece un'adesione più convinta ai principi della liberalismo con la strenua difesa di "Radio Fil Bleu" e del concetto di libertà di espressione. Sul fronte dell'altra formazione politica di destra, il RPR, guidato da Jacques Chirac, si registravano posizioni ambivalenti. Infatti il tema delle radio libere viene utilizzato dall'ex Primo Ministro, per mostrare, seppur su un altro fronte rispetto al Partito Socialista, come la gestione del monopolio sulle comunicazioni rifletteva il controllo totale dello spazio mediatico da parte del Presidente della Repubblica. Pur non impegnandosi in modo chiaro e definito al fianco del movimento di rivendicazione della libertà di antenna, Chirac sottolineerà i limiti del controllo statale invocando una maggiore apertura. Le radio libere in questo caso sono servite al RPR e al suo segretario in particolare per presentarsi come più liberale rispetto all'altra grande famiglia della destra francese. La posizione di Chirac non è stata tuttavia condivisa da tutti i membri del suo Partito, soprattutto quelli con una più lunga militanza politica, che fedeli all'idea della radio come "voix de la France", cara a Charles De Gaulle, vedevano in modo negativo l'abbandono del monopolio⁵⁷⁷.

Alla vigilia delle elezioni Presidenziali del 1981, le radio libere costituivano un tema che avrebbe implicato scelte significative che negli anni successivi avrebbero condotto la Francia, sulla scia di altri Paesi europei, sulla strada della *deregulation* dei sistemi di comunicazione radiofonici e televisivi.

⁵⁷⁶ Cfr. Raymond Barre dit non aux radios libres, in "Le Matin de Paris", 8-9 septembre 1979.

⁵⁷⁷ Cfr. M. Dalle, *Les radios libres et la fragmentation du champ politique français (1977-1981)*, Site Internet du GRER [<http://www.grer.fr>], janvier 2009, pp. 9-11.

QUATRIEME PARTIE – QUARTA PARTE

IV. Gli anni Ottanta: dalle radio libere alle radio locali private (1981-1984)

IV.1 La *deregulation* e il tramonto dell'idea della radio libera degli anni Settanta

IV.1.1 Un cambiamento di fase

Durante gli anni Ottanta nel campo delle comunicazioni di massa si compiono e arrivano a maturazione alcuni processi già avviati nella seconda metà del decennio precedente. Allo sviluppo tecnologico della seconda metà degli anni Settanta (cavi in fibra ottica, satelliti), si associano alcuni cambiamenti istituzionali e dei quadri giuridici. Il fenomeno più significativo in Europa è il progressivo abbandono dei monopoli pubblici sulle comunicazioni e l'adozione di un sistema misto pubblico/privato basato sulla concorrenza⁵⁷⁸.

Da questo punto di vista il profondo cambiamento nell'ambito della radiofonia che avviene in Italia e in Francia tra gli anni Settanta e gli anni Ottanta, costituisce un esempio di questa trasformazione che anticipa e prefigura in parte le evoluzioni connesse con lo sviluppo della televisione privata. La rivoluzione mediale e i cambiamenti nell'intero sistema dei media dopo la crisi economica degli anni Settanta alimentano una crescita dei consumi individuali, diventando un aspetto decisivo delle società occidentali⁵⁷⁹. Le radio libere partecipano a questi mutamenti, perdendo progressivamente il loro carattere di media alternativi, sia dal punto di vista della programmazione che dell'organizzazione, integrandosi all'interno del sistema

⁵⁷⁸ Per un'analisi di questi cambiamenti cfr. J. B. Thompson, *Mezzi di comunicazione e modernità. Una teoria sociale dei media*, Il Mulino, Bologna 1998, pp.211-253, P. Ortoleva, *Mediastoria. Mezzi di comunicazione e cambiamento sociale nel mondo contemporaneo*, Il Saggiatore, Milano 2002, pp. 107-119 e A. Mattelart, *La communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, La Découverte, Paris 1992.

⁵⁷⁹ Cfr. S. Gundle, *Spettacolo e merce. Consumi, industria culturale e mass media*, in S. Cavazza, E. Scarpellini (a cura di), *Il secolo dei consumi: dinamiche sociali nell'Europa del Novecento*, Carocci, Roma 2006.

commerciale. Negli anni Ottanta l'idea di radio libera che si era affermata negli anni Settanta viene sostituita dal più neutro termine di radio locale, per definirsi infine come radio privata, locale e nazionale. In Italia questo passaggio avviene sulla spinta della rivoluzione inaugurata dalla comparsa delle televisioni private locali e dalla successiva affermazione di un unico polo televisivo composto da tre canali nazionali come la Fininvest di Silvio Berlusconi. La televisione commerciale condiziona l'intero sistema dei media e con esso anche la radio che si indirizza verso delle forme di intrattenimento e di evasione puntando decisamente sulla musica. Come sostiene Peppino Ortoleva "l'azione di ogni singolo mezzo non è comprensibile se non si tiene conto del sistema in cui esso è inserito, e viceversa il sistema non esiste, se non come insieme dei diversi media attivi nella società"⁵⁸⁰. Per questo nell'analizzare il passaggio dalle radio libere degli anni Settanta alle radio private degli anni Ottanta in Italia è necessario riferirsi al ruolo condizionante esercitato dallo sviluppo della televisione commerciale. Secondo Fausto Colombo "la grande stagione delle radio libere trascolorava dall'impegno all'intrattenimento, e nel sistema della comunicazione commerciale la televisione si sostituiva, divorandola, alla radiofonia"⁵⁸¹. Se in Italia l'evoluzione delle radio libere è stata condizionata dal peso della televisione commerciale e dall'assenza di regolamentazione per il settore durata fino al 1990, in Francia le radio libere si sono trasformate in radio locali private sulla base di un forte intervento del potere politico. Infatti dall'elezione di François Mitterrand nel maggio 1981 in poi l'organizzazione del settore della radiofonia è stata costantemente regolata dalle decisioni dei governi che si sono succeduti nel corso del decennio. Se nel 1981 le radio libere vengono autorizzate a concessione di non utilizzare finanziamenti pubblicitari e di essere espressione di associazioni ed enti locali con lo Stato che propone delle forme di finanziamento alternative, ben presto le autorità politiche muteranno atteggiamento sulla spinta di un mercato pubblicitario in rapida espansione che vedeva anche nelle emittenti degli spazi da utilizzare e di una più generale necessità per le radio di avere maggiori risorse a disposizione per proseguire la loro attività. Dal 1986 un nuovo provvedimento del Ministro della Cultura e Comunicazione François Léotard esplicherà questo mutamento eliminando la nozione di radio locale in favore di quella di radio privata più in linea con le

⁵⁸⁰ P. Ortoleva, *Il secolo dei media. Riti, abitudini, mitologie*, Il Saggiatore, Milano 2009, p. 243.

⁵⁸¹ F. Colombo, *Il paese leggero. Gli italiani e i media tra contestazione e riflusso (1967-1994)*, Laterza, Roma-Bari 2012, p. 139.

tendenze internazionali del sistema dei media sempre più influenzata dagli indirizzi liberisti dell'economia mondiale. Da questo momento

“le virage idéologique est total. Le mythe du grand soir de la prise de parole pour tous les exclus est remplacé par de délirantes visions futuristes où les radios locales privées deviennent, grâce au seul accès aux ressources publicitaires, les accoucheuses d'une société postindustrielle de la communication”⁵⁸²

L'evoluzione delle radio libere negli anni Ottanta in Italia e in Francia sono da prendere in considerazione anche in relazione ad alcuni mutamenti del sistema economico e produttivo: gli anni Ottanta si caratterizzano per il passaggio da un'economia fordista ad un'economia post-fordista. In riferimento a queste trasformazioni che coinvolgono anche il tessuto sociale, alcuni sociologi hanno parlato di società post-industriale o società dell'informazione⁵⁸³, per indicare come la presenza degli elementi immateriali quali soprattutto la conoscenza e le informazioni, erano destinate a superare la tradizionale organizzazione industriale. L'aumento degli occupati nel settore del terziario, che avviene in parallelo in Italia e in Francia durante il decennio, può apparire come conferma di questa tendenza. Altri studiosi hanno individuato negli anni Ottanta l'inizio di una progressiva globalizzazione dei mercati e in generale dell'economia, riscontrando alcune tendenze che si dispiegano appieno nello sviluppo delle comunicazioni di massa come la costante interazione tra “globale” e “locale” e tra segmentazione e standardizzazione⁵⁸⁴. In questi stessi fattori sono stati riconosciuti dei tratti distintivi destinati ad influenzare i caratteri della modernità o post-modernità⁵⁸⁵. L'evoluzione del sistema radiofonico in Italia e in Francia si inserisce all'interno di questi processi e ne risulta influenzato profondamente. Questa evoluzione della radio, il modificarsi del suo ruolo sociale, divenuta “sottofondo sonoro” delle attività quotidiane, si unisce con la tendenza a radicarsi in un ambiente locale, mantenendo costante la capacità di dialogo con il mondo globale, attraverso la diffusione di musica distribuita dalle grandi case discografiche su scala planetaria. Il carattere locale delle radio permette tuttavia di

⁵⁸² J.-J. Cheval, *Les radios en France, Histoire, état, enjeux*, Apogée, Rennes 1997, p. 81.

⁵⁸³ Il termine “post-industriale” risale all'interpretazione del sociologo statunitense Daniel Bell negli anni Settanta cfr. D. Bell, *The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting*, Basic Books, New York 1973.

⁵⁸⁴ Cfr. Z. Baumann, *Dentro la globalizzazione*, Laterza, Roma-Bari, 1998 (ed. or. *Globalization. The Human Consequences*, Polity Press Blackwell Publishers Ltd., Cambridge-Oxford 1998) e P. Musso, *Les télécommunications*, La Découverte, Paris 2008.

⁵⁸⁵ Sul concetto di modernità si veda in particolare A. Giddens, *Le conseguenze della modernità*, Il Mulino, Bologna 1994 (ed. or. *The Consequences of Modernity*, Polity Press, Cambridge 1990). Per la definizione di condizione post-moderna si veda F. Lyotard, *La condition postmoderne*, Les Editions de Minuit, Paris 1979.

riscoprire e preservare appartenenze, identità, origini, culture, oppure di costruirne di nuove in base alle preferenze musicali.

Il caso italiano e quello francese presentano evoluzioni simili nell'ambito della regolamentazione delle radio locali e private, in quanto svilupperanno dei sistemi con caratteristiche analoghe. La radio, prima ancora della televisione, è il *medium* dove il comparto privato inizia la concorrenza con il settore pubblico. Nel corso degli anni Ottanta la radiofonia si definisce intorno alla ricerca di un modello di radio commerciale, capace di garantirsi un'attività autonoma, sfruttando le possibilità offerte dal mercato pubblicitario. In Italia la fine del monopolio decretato dalla sentenze della Corte Costituzionale tra il 1974 e il 1976, consente l'apertura di un settore prima locale, poi nazionale, che fino a quel momento era rimasto bloccato dalla gestione della SIPRA, la società concessionaria della pubblicità della RAI.

Se il quadro della radiofonia locale e privata in Italia si consolida in assenza di una regolamentazione, in Francia gli anni Ottanta sono gli anni delle *radios locales privées*. Infatti, dopo le vicende di clandestinità degli anni precedenti, il termine *radios libres* viene progressivamente abbandonato, in seguito ad una serie di provvedimenti legislativi che riguardano la regolamentazione del settore radiofonico. La comunicazione costituisce uno degli aspetti principali del programma di governo del candidato socialista Mitterrand. Dopo la sua vittoria nel maggio 1981, uno dei primi provvedimenti varati è l'approvazione di una legge che regolarizza le radio libere, ancora formalmente fuori legge; nel corso del 1982 approverà una riforma dell'audiovisivo, concepita per garantire un'effettiva indipendenza dei mezzi di comunicazione di massa dal potere politico⁵⁸⁶.

Le radio libere hanno contribuito a porre il tema del pluralismo e della libera circolazione di notizie al centro del dibattito dell'opinione pubblica e ad affiancare al messaggio istituzionale dei canali pubblici le voci diverse dei privati. In un'epoca in cui i progressi tecnologici consentono la possibilità di costituire una piccola impresa radiofonica a costi accessibili, il mantenimento della riserva statale sulle comunicazioni e in particolare sul *broadcasting*, non appare in grado di tenere conto delle innovazioni e dei cambiamenti avvenuti nell'intero settore.

⁵⁸⁶ Cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, t. III 1974-2000, La Documentation Française, 2006, pp. 48-49, F. D'Almeida-C. Delporte, *Histoire des médias en France. De la Grande Guerre à nos jours*, Flammarion, Paris 2010, p. 256 e E. Cazenave, C. Ulmann-Mauriat, *Presse, radio et télévision en France de 1631 à nos jours*, Hachette, Paris 1994, pp. 196-197.

In Francia, la nascita dei canali televisivi privati si è determinata attraverso un forte impulso dello Stato, con una convenzione firmata con Havas che conduce alla nascita della prima televisione a pagamento *Canal Plus* nel 1984, ed ha influenzato in modo relativo il settore della radiofonia. In Italia la costituzione di un forte polo televisivo commerciale, così come si afferma tra il 1980 e il 1984, renderà la radio meno centrale e importante nelle scelte della politica, relegandola in secondo piano. Non deve sorprendere che negli anni Ottanta si discuta di regolamentazione delle radio locali soltanto in occasione di dibattiti riguardanti la pianificazione dei canali della televisione commerciale. Le tante emittenti presenti a livello nazionale nella prima metà degli anni Ottanta, contribuiscono a definire nei due Paesi una nuova “geografia dei media” o della comunicazione⁵⁸⁷. Il riferimento è alle riflessioni di Peppino Ortoleva relative alla “geografia della comunicazione” e allo “spazio dei media”: “[...] l’organizzazione dei media sul territorio condiziona profondamente il modo in cui ogni collettività organizzata percepisce la propria geografia, definisce al suo interno i centri e le periferie, contribuisce a fissare una divisione dei compiti fra le città e le regioni, contribuisce anche a definire quell’oggetto insieme essenziale e imprevedibile del mondo moderno che sono le identità territoriali (nazionali, locali, transnazionali)”⁵⁸⁸.

Qual è lo spazio che occupano questi media? Qual è il gradimento degli ascoltatori nei loro confronti anche rispetto a bacini di utenza differenti? Uno dei fattori trainanti dell’intero sistema delle comunicazioni di massa negli anni Ottanta è da ricercarsi nel boom della pubblicità, connesso alla fine dei monopoli statali nelle comunicazioni e alla conseguente moltiplicazione dei canali di diffusione. Qual è il peso in termini di economia e che ruolo svolge la pubblicità per le nuove emittenti? In Francia, almeno fino al 1984 le radio sono limitate dalla legge che intendeva evitare che venissero inserite in un sistema commerciale, anche se la necessità di avere maggiori introiti spinge molte stazioni a ricorrere a finanziamenti clandestini aggirando la legge e favorendo così l’ingresso definitivo della pubblicità nel settore delle radio locali. La *deregulation* radiofonica in Italia e in Francia, oltre allo sviluppo di un solido settore commerciale, ha consentito la nascita di modelli di radio legati alle comunità, che hanno saputo trovare nuovi modi di interagire con il pubblico, ma soprattutto ha garantito la diffusione di una pluralità di formati che resta uno degli aspetti più

⁵⁸⁷ Sulla geografia dei media cfr. K. Robins, A. Torchi, *Geografie dei media*, Baskerville, Bologna 1993.

significativi di questa fase, decretando il passaggio da una radio generalista ad una radio tematica. Questi aspetti dimostravano la vitalità della radio come mezzo di comunicazione presente con un ruolo significativo all'interno dell'Italia e della Francia degli anni Ottanta. Su tali aspetti si tornerà nell'ultimo capitolo per analizzare le differenze a livello di singoli formati nei casi nazionali.

In questo capitolo si esaminerà il cambiamento della legislazione sulla radio in Francia seguito all'elezione di François Mitterrand nel maggio 1981, insistendo sul valore simbolico del cambiamento politico per le radio libere francesi. Si analizzerà il dibattito e la situazione delle radio libere nel momento della definizione di un nuovo quadro legislativo, soprattutto in relazione alla parallela situazione di vuoto legislativo in Italia, dove a causa della centralità della televisione, la politica non interviene sul mondo della radiofonia e le oltre 4000 emittenti locali tentano con difficoltà di sviluppare una propria dimensione di impresa. Nel terzo paragrafo si valuterà il peso della pubblicità sulla radiofonia locale e privata anche in relazione al sistema dei media nei due Paesi negli anni Ottanta. Infine si procederà ad una prima analisi dei dati sull'ascolto, sulla base di differenti scale geografiche per valutare l'impatto di queste emittenti nel bacino di utenza e quindi l'indice di gradimento del pubblico per le radio locali degli anni Ottanta.

IV.2 La radio e la fine del monopolio in Francia: dalle *radios libres* alle *radios locales privées*

IV.2.1 L'elezione di François Mitterrand e la "loi de tolérance" del 9 novembre 1981

L'elezione di François Mitterrand a Presidente della Repubblica il 10 maggio 1981 costituisce un momento fondamentale nella storia della comunicazione in Francia. Dal punto di vista politico è il primo rappresentante della *gauche* unita (socialisti, comunisti e *radicaux de gauche*) al governo nel corso della V Repubblica. Questa fase è stata definita come gli anni dello "changement" ad indicare la volontà del nuovo Presidente e del nuovo esecutivo a guida socialista di segnare una profonda discontinuità rispetto alla presidenza di Valéry Giscard d'Estaing. Il nuovo corso politico intendeva superare con una serie di riforme e con un deciso intervento statale

⁵⁸⁸ P. Ortoleva, *Mediastoria*, cit., p. 209.

nell'economia, che si sarebbe esplicitato nella nazionalizzazione di importanti settori, la crisi che aveva colpito i Paesi occidentali a partire dal 1973 e che in Francia aveva condotto ad un alto livello di disoccupazione⁵⁸⁹. Le radio libere e il monopolio sull'audiovisivo entrano direttamente nei temi della campagna elettorale. Per Mitterrand e i suoi sostenitori è necessario sottoporre a profonda modifica il sistema delle comunicazioni. La 94^o proposta del candidato socialista investe in primo luogo il campo dei media:

“La télévision et la radio seront décentralisées et pluralistes. Les radios locales pourront librement s’implanter dans le cadre du service public. Leur cahier des charges sera établi par les collectivités locales”⁵⁹⁰.

Il rapporto tra il nuovo Presidente e le associazioni che ormai da anni si battono per la liberalizzazione del settore radiofonico è un rapporto di collaborazione, che riguarda il leader socialista dall'estate del 1979, quando in seguito alla trasmissione di Radio Riposte, era stato denunciato per infrazione del monopolio sulle comunicazioni⁵⁹¹. Da allora, come mostrato nel capitolo precedente, si è assistito ad una crescita delle emittenti, che tuttavia non hanno perduto il loro carattere di clandestinità, a causa della legge monopolistica ancora in vigore nel 1981. L'apertura del settore radiofonico avviene fin dai primissimi giorni seguenti alla vittoria socialista. Tra il maggio e il novembre 1981 si registra la presenza di centinaia diverse esperienze radiofoniche dalle caratteristiche più varie. Una legge appare necessaria al fine di mettere ordine nella modulazione di frequenza francese, dove a causa dell'alto numero di collettivi radio che si formano, lo stato di confusione è destinato a protrarsi nel tempo.

Il nuovo ministro della Comunicazione, il socialista Georges Fillioud, provvede a garantire una forma di tolleranza ed un rispetto di un codice di buona condotta per le radio, al fine di evitare che la loro presenza nell'etere rischi di danneggiare sia i canali della radio pubblica, sia quelli dei servizi di pubblica utilità (esercito, aviazione civile, ambulanze), impegnando le emittenti a rispettare tre criteri

⁵⁸⁹ Per un'analisi di questo periodo si veda *François Mitterrand. Les années du changement 1981-1984*, S. Bernstein, P. Milza, J.-L. Bianco (sous la direction de), Perrin, Paris 2001.

⁵⁹⁰ Cfr. F. Mitterrand, *Politique II, 1977-1981*, Fayard, Paris 1981, pp. 322-323.

⁵⁹¹ Cfr. tra le varie opere che hanno illustrato questo episodio T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, Nouveau Monde Editions, Paris 2008, pp. 250-282, F. Cazenave, *Les radios libres: des radios pirates aux locales privées*, Presses Universitaires de France, Paris 1984 (2 ed. aggiornata) e A. Cojean-F. Eskenazi, *FM. La folle histoire des radios libres*, Grasset, Paris 1986.

principali: una potenza debole, nessun ricorso alla pubblicità e divieto di costituzioni di reti e ponti radio.

A partire dall'estate del 1981 il ministro inizia a lavorare per porre fine all'anarchia dell'etere che regna in Francia. La preoccupazione principale del governo appare quella di conciliare il diritto all'espressione per le fasce di popolazione escluse dal circuito dei media, con il rispetto di alcuni criteri minimi ritenuti necessari al fine di regolamentare il settore. Inoltre – e questo sembra un aspetto di assoluto interesse e novità rispetto a quanto avviene negli stessi anni in Italia – l'obiettivo del governo è quello di salvaguardare delle forme di comunicazione locale, di servizio, comunitarie, affidando la gestione delle radio a delle associazioni, che in Francia sono riconosciute dall'apposita legge 1901, o comunque a società non a scopo di lucro⁵⁹².

L'ALO, la prima associazione di categoria creata nel 1977, giudicando troppo restrittive le misure che il governo stava valutando sulla potenza di emissione del segnale e quindi sul raggio geografico di copertura della radio, nel luglio del 1981 acquista una pagina sul quotidiano "Le Monde" interrogando il governo sulle reali dimensioni del "diametro della libertà". L'ALO sostiene infatti la necessità di garantire un livello di potenza accettabile, così da consentire una migliore ricezione del segnale e un maggior comfort d'ascolto per il pubblico:

“Nous apprenons aujourd'hui que certains responsables du gouvernement préparent des mesures dites "transitoires". Les voilà: limitation de la puissance des émetteurs à 100 watts, interdiction du financement publicitaire, en tout cas jusqu'au début de 1982, en attendant une loi. Qu'est-ce que cela signifie, 100 watts? [...]. Est-ce là le premier résultat visé par le gouvernement? Dans ce cas autant être clair: qu'il affirme vouloir se garder tous les privilèges du monopole.

Ca nous étonne de la part de ceux qui incarnent l'espoir et le changement.

Il a fallu des siècles pour que les rois acceptent Gutenberg et les journaux libres. Faudra-t-il un siècle des batailles pour que l'Etat accepte Macluhan et la liberté des ondes? [...].

Voilà pourquoi nous appelons à la bataille du kilowatt. Un émetteur d'un kilowatt permet de couvrir sa ville, d'animer la nuit, de parler à un minimum d'auditeurs. Un émetteur d'un kilowatt justifie l'achat d'équipements, un travail exigeant sur les émissions, la collecte des sons à l'étranger.

Avec un émetteur de 100 watts on ne peut pas dépasser les limites d'un quartier ou d'un petit commune. Aucune chance d'obtenir les moindres ressources publicitaires sur des zones si restreintes. Avec des émetteurs de 100 watts les possibilités d'intervention radiophonique sont nulles puisque les radios sont sans ressources. Que reste-t-il alors des

⁵⁹² Cfr. J.-J. Cheval, *Les radios en France*, cit., p. 78.

radios libres? [...]. Le gouvernement qui s'est félicité de la maturité du peuple français, du calme et de la joie sincère du 10 mai devrait garder confiance en cette maturité du peuple en matière de communication.

Evidemment, une fois les radios libres privées de puissance émettrice et de financement, donc à terme sans auditoire, il n'y aura de place que pour les radios municipales, financées par les maries avec des animateurs salariés et quelques radios-amateurs faméliques qui émettront la nuit [...].»⁵⁹³.

La questione del finanziamento e della potenza del trasmettitore saranno i principali elementi di crisi nei rapporti tra le federazioni delle radio e il governo, ma anche tra le stesse federazioni, divise tra loro sull'idea di una radio pensata come strumento militante e quello di una radio di evasione e intrattenimento finalizzata a trarre profitto economico dalla propria attività.

In questo periodo di progettazione della nuova legge, le posizioni delle principali federazioni nazionali possono essere riassunte in questo modo: l'ALO si adopera in favore di una professionalizzazione del settore: a questo scopo propone un ricorso alla pubblicità fissata in un massimo di cinque minuti per ogni ora, una potenza massima di almeno 300 watt (inferiore a quella ipotizzata nella'appello pubblicato da "Le Monde") e l'applicazione della legge sulla stampa ai contenuti radiofonici⁵⁹⁴.

La FNRL, rifiuta categoricamente la pubblicità e resta fedele alla radio come strumento militante, di piccole dimensioni, "mezzo povero" a disposizione della popolazione locale per esprimersi ed essere informata⁵⁹⁵.

Intermedia tra queste due posizioni, si trova una federazione che nasce nel maggio 1981, la FNRTL (Fédération Nationale Radios Télévisions Libres Indépendantes). Nei mesi successivi all'elezione di Mitterrand e all'insediamento del governo di Pierre Mauroy, parteciperà in modo attivo alla definizione di un nuovo paesaggio radiofonico. Rispetto alla questione del finanziamento e della professionalizzazione delle radio adotterà delle posizioni meno rigide degli altri raggruppamenti, adeguandosi ai cambiamenti in corso. Il ministro della Comunicazione Fillioud definisce le radio locali che si creano in quel momento in tutte le aeree della Francia come dei "nouveaux espaces de liberté" e ne riconosce la pluralità evidenziando come la febbre radiofonica aveva contagiato tutti:

⁵⁹³ *Quelle est le diamètre de la liberté, 1 kilomètre?*, in "Le Monde", 17 juillet 1981.

⁵⁹⁴ Per queste posizioni cfr. R. Prot, *Des radios pour se parler. Les radios locales en France*, La Documentation Française, Paris 1985, pp. 43-45.

⁵⁹⁵ Cfr. J. Benetière - J. Soncin, *Au coeur des radios libres*, L'Harmattan, Paris, 1989, pp. 33-34.

“A l’origine de ces stations, on trouve de tout. Il y a d’abord les radios de lutte, les radios de ceux qui ont quelque chose à dire, qui veulent s’exprimer ou faire s’exprimer les gens dans leur contexte quotidien et familial. Ces initiatives sont sympathiques et doivent tout naturellement trouver leur place au travers de la loi. Mais, il y a des initiatives moins pures, qui sont le fait de gens ou de groupes qui ne voient dans la libération des ondes qu’un marché commercial nouveau à exploiter [...]. Nous ne pourrions tolérer que des stations se dotent d’émetteurs puissants, qu’elles recourent à une publicité massive et qu’elles créent entre elles des réseaux de programmes ou de collectes de messages publicitaires”⁵⁹⁶.

Il tentativo del governo socialista di Pierre Mauroy di tenere la comunicazione radiofonica nell’ambito del mondo associativo, costituisce una risposta sia all’esigenza di regolamentazione del settore, sia alle richieste di centinaia di associazioni e collettivi radio che reclamano uno spazio sulle onde. Tuttavia, sulla spinta di un mercato che cerca sempre maggiori possibilità di investimento e sulla base di esigenze di carattere economico, legate alla sopravvivenza delle radio, nell’arco di meno di tre anni sarà autorizzata la pubblicità e le radio locali private diventeranno una componente rilevante all’interno del sistema delle comunicazioni. Tale posizione è da leggere anche come un compromesso tra le varie anime del Partito socialista. Infatti al momento della presentazione del progetto sulla regolamentazione delle radio locali nel settembre 1981, anche se alcuni esponenti socialisti come il Ministro delle Poste e Telecomunicazioni Louis Mexandeu e il Ministro della Cultura Jack Lang si dichiaravano favorevoli, diverse erano state le voci contrarie al finanziamento pubblicitario. Fillioud, dopo aver proposto un limite di pubblicità di un massimo di 5 minuti di programmazione oraria, incontra l’opposizione di alcune figure chiave, in particolare quella del Primo Ministro Pierre Mauroy che si dichiara contrario “aux radios-fric”⁵⁹⁷. Sindaco di Lille, con una lunga esperienza nel settore delle associazioni, Mauroy intravede nelle numerose esperienze radiofoniche che si sono sviluppate negli anni precedenti nella sua regione, il Nord Pas de Calais, degli importanti strumenti di espressione per il mondo associativo che non dovevano essere sottoposte ai dettami del mercato commerciale né della

⁵⁹⁶ Riportato in C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France. t. III 1974-2000*, La Documentation Française, Paris 2006, p.380. A questo proposito si veda l’intervista rilasciata dal Ministro Fillioud al quotidiano “Le Matin de Paris”, 10 juin 1981.

⁵⁹⁷ L’espressione “radios-fric”, rilasciata in occasione di interviste e dibattiti ufficiali, indica il pensiero del Primo Ministro che temeva la creazione di radio locali orientate a inserirsi esclusivamente all’interno di una logica commerciale, escludendo le finalità di comunicazione sociale progettate dal governo. Per questi aspetti si veda J.-N- Jeanneney, *Pour une histoire des médias. Des origines à nos jours*, Editions du Seuil, Paris 2001, p. 258.

pubblicità⁵⁹⁸. Analoghe posizioni erano espresse dal Ministro dell'Interno Gaston Defferre, sindaco di Marsiglia, la cui famiglia gestiva il CMP (Centre méditerranéen de presse), proprietario dei giornali “Le Provençal” e “Le Mèridional”, che temeva che la pubblicità sulle radio locali avrebbe sottratto risorse importanti alla stampa locale e regionale. Una convinzione espressa anche dal deputato socialista Bernard Schreiner, che in occasione della discussione sulla futura legge di regolamentazione delle radio aveva manifestato la volontà di “ne pas déstabiliser la presse départementale et régionale dont les recettes (petites annonces et publicités) sont déjà grevées par la crise économique”⁵⁹⁹.

All'interno della nuova maggioranza di governo mentre il Partito Comunista guidato da Georges Marchais preferisce parlare di pianificazione del servizio pubblico, prospettando la nascita di radio locali attraverso il controllo dei consigli regionali e municipali, per i socialisti il tema della libertà di antenna è posto al centro del dibattito politico. Diverse sono le motivazioni che conducono a questo mutato atteggiamento e all'abbandono del monopolio da parte di una forza politica che tradizionalmente è sempre stata legata al rispetto del servizio pubblico, come garanzia dell'espressione della collettività. In primo luogo la necessità di rompere con una gestione dei media condizionata dal potere politico che almeno dal *mai '68* è oggetto delle critiche dell'opposizione. In secondo luogo una volontà di presentarsi nell'ambito delle comunicazioni di massa, più liberali rispetto alla Presidenza di Giscard d'Estaing; in terzo luogo rispondere al bisogno di comunicazione locale e decentrata che veniva anche dalle zone della Francia tradizionalmente meno abituate all'utilizzo dei media⁶⁰⁰. Le radio locali da questo punto di vista si inseriscono nell'ottica di decentramento e di sviluppo di una comunicazione locale e associativa. La legge del 9 novembre 1981, detta “loi de tolérance”, definisce i criteri ai quali avrebbero dovuto attenersi le emittenti radiofoniche al fine di ottenere delle deroghe “precarie e revocabili” al monopolio. Gli aspetti più significativi di questa regolamentazione sono i vincoli di carattere tecnico, economico e giuridico che riguardano le radio e i loro animatori. In primo luogo la legge stabiliva che le emittenti non potevano superare un raggio di emissione di 30 km; in secondo luogo si vietava il ricorso alla pubblicità sotto qualsiasi forma; infine si proibiva che un

⁵⁹⁸ Cfr. A. Cojean, F. Eskenazi, *FM. La folle histoire des radios libres*, cit., pp. 139-143.

⁵⁹⁹ F. Cazenave, *Les radios libres: des radios pirates aux locales privées*, cit., p. 86.

singolo individuo partecipasse per oltre il 25% alle spese complessive di una stazione. Il governo prevedeva anche che gli enti locali e le comunità territoriali potessero partecipare alle spese di un'emittente, a condizione di non superare un quarto dei costi di gestione totale della radio⁶⁰¹. Per ottenere una deroga al monopolio le radio dovevano rispettare un capitolato di oneri in grado di fissare soprattutto le caratteristiche tecniche della trasmissione, il loro argomento principale, la durata minima settimanale dei programmi.

Queste misure delineano bene la volontà di preservare questo nuovo settore della comunicazione di massa dalle logiche e dai vincoli del mercato, mostrando il tentativo del governo Mauroy di restare fedele alla propria impostazione ideologica di matrice socialista, tradizionalmente contraria ad un'idea della comunicazione su basi commerciali. Se da un lato la legge di tolleranza permette di creare una radio sotto l'egida di un'associazione, con un capitale di avvio molto basso, è anche ben presto evidente che non tutte le radio avrebbero potuto proseguire soltanto attraverso il volontariato di alcuni appassionati.

La concessione delle deroghe al monopolio è affidata al governo, dopo aver ascoltato il parere di un'apposita commissione che sarà istituita nel gennaio 1982. Tale commissione, denominata CCRLP (Commission Consultative sur les Radios Locales Privées), sarà presieduta fino al novembre del 1982 da André Holleaux, ex consigliere di Stato e presidente delle rete FR 3, sostituito da Jean-Michel Galabert⁶⁰². All'interno di questo organismo erano rappresentati i vari settori della società francese, dal governo, alle associazioni della stampa, dalle associazioni delle radio ai sindacati. In questa fase al fianco degli appassionati della prima ora e alle forze politiche locali, un ruolo significativo è svolto dalle radio affiliate alla stampa: infatti costituendosi in associazioni senza scopo di lucro, diverse testate nazionali e locali ipotizzano di affiancare al mezzo a stampa anche le possibilità della comunicazione

⁶⁰⁰ Per questi aspetti cfr. M. Martin, *Du monopole à la libéralisation des ondes: la conversion du Parti socialiste (1968-1982)*, in "Matériaux pour l'histoire de notre temps", n. 46, 1997, pp. 36-39.

⁶⁰¹ Tra i vari testi che analizzano nel dettaglio questi provvedimenti si vedano tra gli altri J.-J. Cheval, *Les radios en France*. cit., p. 78, C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*. t. III 1974-2000, cit., pp. 381-382, E. Cazenave, C. Ulmann-Mauriat, *Presse, radio et télévision en France de 1631 à nos jours*, cit., pp. 224-225, J.-N. Jeanneney, *Une histoire des médias*. cit., p.257.

⁶⁰² Cfr. R. Prot, *Des radios pour se parler*. cit., pp. 35-38. Robert Prot, è stato membro della CCRLP negli anni di valutazione dei progetti delle radio. In questo testo fornisce un quadro dettagliato sulle radio locali francesi dopo la legge del 1981.

via etere. Il progressivo inserimento della stampa nello sviluppo della radio locale, se da un lato può apparire quasi naturale, considerando il rapporto costante che lega tra loro i differenti media e la tendenza per la carta stampata ad allargare le proprie attività in direzione di altri media, dall'altro rivela e segnala la concorrenza che le radio locali potevano creare alla carta stampata, preoccupata di perdere risorse pubblicitarie e seguito del pubblico⁶⁰³.

La scelta del governo Mauroy di non ricorrere alla pubblicità avrebbe mirato a salvaguardare gli interessi della stampa regionale francese, un settore tradizionalmente molto forte che temeva di perdere la propria centralità nella gestione delle risorse pubblicitarie a livello locale. Emerge tuttavia in questa fase anche la volontà di lasciar inserire il mondo della stampa nazionale e locale all'interno delle radio locali, confermata dal comportamento della Commissione consultiva sulle radio locali private che nel corso della valutazione dei dossier, manifesta la sua intenzione di trattare tutte le radio allo stesso modo. Al momento dell'approvazione della "loi de tolérance", il governo subisce non solo le critiche delle associazioni delle radio ma anche quelle della stampa. Secondo Patrick Wajsman con il divieto alla pubblicità le radio non avrebbero avuto possibilità di finanziarsi e sarebbero state costrette in breve ad abbandonare i propri progetti; inoltre, secondo lo stesso giornalista, il Partito Socialista, memore di quanto avvenuto nel 1973 durante il colpo di Stato in Cile, quando le radio e le televisioni private si erano schierate contro il governo di Salvador Allende, non avrebbe voluto la diffusione di voci contrarie al proprio governo:

“[...] A la vérité, le problème est clair: le Pouvoir a peur. Peur d'être critiqué par des médias qu'il ne contrôlerait pas. Peur, à deux ans des Municipales, de faire la courte échelle, à des radios politiques. Peur d'être contesté par des voix de l'ombre qui appelleraient à une nouvelle résistance. Et c'est la raison pour laquelle il se donne dès à présent, les moyens de survivre à ses propres échecs. Aucun des arguments avancés par le gouvernement pour refuser aux radios libres l'accès à la publicité ne tient plus d'une minute”⁶⁰⁴.

Un altro opinionista, riferendosi ancora alla questione della pubblicità, rilevava come tale limitazione avrebbe prodotto pratiche clandestine difficilmente controllabili:

⁶⁰³ Per un esempio di questa convergenza si veda il tentativo del quotidiano "Le Monde" di lanciare a Parigi l'emittente "Radio Cité Future". Per questi aspetti cfr. B. Lauzanne, *Le soutien du "Monde" au long combat des "radios pirates"*, in "Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion", n. 67, janvier-mars 2001, pp. 139-144.

⁶⁰⁴ Cfr. P. Wajsman, *Des radios libres...de mourir*, in "Le Figaro", 9 novembre 1981.

“ [...]. Si cinq minutes par heure suffisaient à permettre une station locale de vivre, pourquoi avoir fait marche arrière sur ce point? Parce que c’est incontrôlable, comme on l’a dit au débat? Mais la publicité le sera encore plus incontrôlable”⁶⁰⁵.

Il quadro cambia determinando l’avvio di numerose esperienze radiofoniche in tutta la Francia. Si può parlare di una “corsa al microfono” che nell’Europa occidentale si presenta come fenomeno analogo soltanto nell’Italia della seconda metà degli anni Settanta. Questi due Paesi saranno quelli che durante il decennio Ottanta andranno più avanti sul terreno della *deregulation* dei servizi radiofonici.

IV.2.2 Le radio locali dell’opposizione

Tra i partiti dell’opposizione di destra, che nel corso della discussione sull’approvazione della “loi de tolérance” avevano manifestato numerose perplessità⁶⁰⁶, vengono costituite numerose associazioni al fine di lanciare delle stazioni radio locali. In breve, alle tradizionali associazioni di categoria della radio nate nella fase precedente al 1981, generalmente collocabili a sinistra e all’opposizione della Presidenza di Giscard d’Estaing, si affiancano due associazioni di radio legate alle forze del RPR (FAREL) e dell’UDF(APELIM). L’APELIM (Association pour la Promotion et la Liberté de l’Information Municipale) viene creata nel novembre 1981 su iniziativa delle principali personalità politiche dell’opposizione. Tale associazione al momento della sua nascita raggruppa oltre quaranta stazioni radio. La strategia delle forze di opposizione è confermata dai rapporti del Service Juridique et Technique de l’Information del Ministero dell’Interno, che in una nota del 13 novembre 1981 rilevano come

“ Après la promulgation de la loi du 9 novembre 1981 autorisant la création des radios locales privées, il apparait que la classe politique, et principalement l’opposition, tente de développer au maximum l’implantation de ce nouveau moyen de communication”⁶⁰⁷.

Una precisa strategia comunicativa viene organizzata attraverso le nuove radio locali. Quando esiste la possibilità, i partiti politici, forti di un’organizzazione militante e capillare sul territorio, si adoperano per approfittare di questo nuovo spazio aperto

⁶⁰⁵ Cfr. J. Buisson, *Les contraintes de la galaxie Marconi*, in “La Croix”, 9 novembre 1981.

⁶⁰⁶ Per un resoconto della discussione parlamentare cfr. A. Cojean, F. Eskenazi, *FM. La folle histoire des radios libres*, cit., pp. 149-152.

⁶⁰⁷ Cfr. *Les radios locales et l’opposition*, note 13 novembre 1981, versement n. 20030260 article 1 (sous dérogation), CAC, Centre des Archives Contemporaines, site de Fontainebleau.

dalla legge di tolleranza. Si legga un altro rapporto del maggio 1982, riguardante le radio locali del RPR, in cui si specifica come venissero predisposti anche gli strumenti tecnici per poter utilizzare una radio locale:

“Dans une note interne le R.P.R. vient d’attirer l’attention des ses secrétaires départementaux, chargés des mission régionaux, parlementaires et membres du Comité central sur «l’importance des radios locales privées». Dans ce document, signé par M. Jean-François MANCEL, Secrétaire National à l’Animation, les responsables locaux du R.P.R. sont encouragés à prendre des initiatives dans ce domaine. [...] il leur adresse un dossier complet d’informations sur les modalités de lancement d’une radio locale. Ce document comporte un « modus operandi », des conseils et des modèles indicatifs pour les budgets prévisionnels d’exploitation et d’investissement, permettant le succès de l’opération tant au niveau administratif que technique.»⁶⁰⁸.

Le radio espressione dei partiti di opposizione costituiscono degli esempi di pluralismo delle forme di comunicazione, che contrasta con il periodo repressivo, precedente al 1981. Tra gli esempi più significativi di stazioni dell’opposizione che si affermano nel periodo successivo all’approvazione della legge di tolleranza occorre menzionare la vicenda di « Radio Service Tour Eiffel » a Parigi. Questa emittente, fortemente voluta dal sindaco della capitale Jacques Chirac, che la individua come uno strumento di servizio a disposizione dei cittadini e non come una radio politica, viene inaugurata nel dicembre 1981. È finanziata, come prescrive la legge, per un quarto dal Consiglio municipale di Parigi, e per i tre quarti dall’associazione che la gestisce, l’Association pour le Développement de la communication; inoltre per integrare il proprio bilancio rivolge numerosi appelli agli ascoltatori per chiedere delle sovvenzioni. L’emittente del Consiglio Municipale di Parigi si rivolge a diversi tipi di pubblico, in particolare a “ceux qui viennent travailler à Paris”, “aux femmes et aux enfants”, “aux personnes âgées” e “aux jeunes”.

Si riporta di seguito il palinsesto dei programmi di “Radio Service Tour Eiffel”, come esempio di programmazione di una “radio municipale dell’opposizione” in questa fase di proliferazione dell’emittenza radiofonica successiva alla vittoria di Mitterrand.

Grille Radio Service Tour Eiffel

- 6h30, début des émissions, avec Radio Réveil, confiée à M. Philippe Moreau.
 - De 9h30 à 12h30, M. Jacques Duchene produira «Féminin Pluriel».
 - La tranche 12h30-13 h, est dévolue aux informations.
 - De 13 h à 16 h, Mme Isabelle Jaurretche animera «Paris Par Ici».
 - De 16h à 17 h, «Colonne Morriss» donnera des informations sur les spectacles.
 - A 17 h, et durant une heure, M. Jacques Metivet proposera «Music-Musique».
- Enfin, de 18 h à 19h30, «Bonsoir Paris» clôturera les émissions.
- De 19h30 à 6h30 : musique pré-enregistrée, à dominante française ;

Come si legge dal palinsesto questa stazione intende porsi quale strumento di servizio per i cittadini, alternando la programmazione secondo uno studiato mix di informazioni sulla città, intrattenimento per gli ascoltatori con programmi dedicati alla parola e musica francese.

Un'altra emittente che nasce in questo periodo è la stazione "Alouette F.M.". Lanciata nel novembre del 1981 aux Herbiers nella Regione della Vandea, da Philippe de Villiers, già sottoprefetto di Vendome, questa emittente nel giro di un anno e mezzo diventerà una delle più importanti radio locali della Francia. Secondo un rapporto del ministero dell'Interno del giugno 1983 "Alouette F.M." raggiunge punte di 500.000 ascoltatori al giorno e gode di numerosi aderenti all'associazione che gestisce la radio. Inoltre, forte di un alto budget e di una buona struttura amministrativa, questa stazione dispone di cinquanta collaboratori fissi, oltre cento collaboratori volontari, 280 corrispondenti locali e oltre sessanta stranieri. Nello stesso periodo, l'associazione che gestisce questa radio ha favorito la nascita di emittenti della stessa impostazione che si sono raggruppate nella "Federation des radios de pays". A testimonianza di una tendenza a professionalizzare il settore, questa federazione si dota di un'agenzia di stampa che fornisce le notizie nazionali alle radio del circuito di "Alouette F.M."⁶⁰⁹.

⁶⁰⁸ Cfr. *Radios locales privées: vers une offensive du R.P.R.?*, note du 24 mai 1982, versement n. 20030260 article 1 (sous dérogation), CAC, site de Fontainebleau.

⁶⁰⁹ Per queste notizie si veda "Alouette F.M.". *La Station qui monte*, note du 27 juin 1983, versement 20030260 art. 2, CAC, site de Fontainebleau.

IV.2.3 Radio di parola, radio di espressione

Nella fase successiva alla vittoria dei socialisti il 10 maggio 1981 numerose emittenti vengono create con la volontà di farne dei mezzi di espressione popolare. La modulazione di frequenza viene occupata da progetti vari e diversificati tra loro⁶¹⁰. Secondo Jean-Jacques Cheval “1981 figure sans conteste le triomphe de la parole. A l’origine les émissions laissent une large place au verbe. Dans leur majorité, les radios étaient conçues essentiellement comme un moyen d’expression”⁶¹¹. Proprio in virtù del loro carattere spontaneo, i palinsesti non erano strutturati in maniera definitiva, con le trasmissioni che avevano un andamento abbastanza irregolare che denotava come nel periodo iniziale di liberazione delle onde ci fosse un generale ricorso al volontariato e i livelli di professionalità all’interno delle stazioni erano piuttosto bassi⁶¹². I programmi basati sulla parola, sui dialoghi tra ascoltatori e animatori delle stazioni attraverso il telefono, costituivano uno degli aspetti di maggiore novità. Anche se in molti casi la volontà di far esprimere la parola popolare nasceva da rivendicazioni militanti e politiche, le radio venivano utilizzate anche per parlare di tematiche differenti legate agli interessi specifici dei singoli protagonisti delle stazioni come la cultura, il cinema, la fotografia e altri tipi di passioni e attività. In questo periodo di libertà delle onde “les stations tentaient de mettre en pratique la prise de parole individuelle ou collective de tout un chacun, ce qu’elles appelaient «l’expression populaire»”⁶¹³. Félix Guattari, uno dei maggiori teorici dell’espressione popolare nella fase di clandestinità delle radio libere, già nell’agosto 1981, a soli due mesi dalla vittoria di François Mitterrand e dell’apertura del settore si spingeva a parlare di una nuova “maladie bénigne, mais tenace, le narcississime radiophonique”⁶¹⁴. Da questo punto di vista, rispetto alla circolazione di argomenti e temi nuovi, poco presenti nel dibattito pubblico e sull’idea della costruzione di una parola pubblica capace di esprimere i contenuti di chi era stato fino a quel momento escluso dai tradizionali canali di comunicazione, molto utile si rivela l’approccio metodologico del lavoro di Arlette Farge. Rivolte alla nascita de la *rumeur publique*

⁶¹⁰ A. Cojean, F. Eskenazi, *FM. La folle histoire des radios libres*, cit., pp. 75-78 e D. Lesueur, *Pirates des ondes*, L’Harmattan, Paris 2002, pp. 65-66.

⁶¹¹ J.-J. Cheval, *Les radios en France*, cit., p. 87.

⁶¹² Cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, t. III 1974-2000, cit., pp. 540-541.

⁶¹³ J.-J. Cheval, *Les radios en France*, cit., p. 88

⁶¹⁴ Cfr. C. Hellion, *Félix Guattari: «Ce qui m’intéresse, ce sont les radios de mouvement»*, in “Libération”, 27 août 1981.

nella Francia del XVIII secolo, le sue considerazioni mostrano come l'immissione nella discussione pubblica di contenuti e discorsi differenti e critici nei confronti del potere, attraverso l'uso di spazi fino a quel momento preclusi, contribuisce a creare la circolazione di nuove idee nel confronto pubblico politico e sociale⁶¹⁵. Dominique Wolton si è interrogato sul concetto e sull'idea di comunicazione in relazione al rapporto tra mezzi di comunicazione e società. In particolare egli individua i tre elementi fondamentali del processo comunicativo nell'emittente, nel messaggio trasmesso e nel ricevente. Per analizzare questi punti, occorre tenere presente i duplici aspetti della comunicazione: ad una comunicazione "normativa", propria dell'attività umana della condivisione, a partire dallo sviluppo del sistema dei media, è necessario associare una comunicazione "funzionale" che si basa sull'idea della diffusione di informazioni⁶¹⁶. Se la comunicazione "funzionale" risponde a degli obiettivi pratici, resi possibili in particolare dallo sviluppo di media come radio e televisione, essa è stimolata al tempo stesso dalla comunicazione "normativa", basata sulla ricerca di condivisione di un contenuto. È dunque fondamentale tenere presenti questi duplici aspetti del comunicare, quando si analizza un fenomeno come quello delle radio libere, che all'idea della diffusione di contenuti politici, culturali, ma anche personali, associa l'inclinazione di ogni individuo che comunica di condividere con gli altri i propri pensieri.

Dal punto di vista dei contenuti musicali in questa fase, a differenza del periodo successivo, la musica occupava uno spazio minore: infatti benché fosse presente all'interno della programmazione, la sua frequenza era legata agli interessi degli animatori della radio, che generalmente tendevano a programmare un genere musicale definito come integrazione del linguaggio parlato. Per osservare alcuni esempi delle stazioni che trasmettono nel periodo successivo al maggio 1981 di particolare interesse sono le esperienze di alcune radio di Parigi, che nel corso degli anni sarebbero divenute famose agli occhi dell'opinione pubblica non solo per uno stile innovativo, ma anche per essere state costrette ad interrompere la propria attività su richiesta delle autorità preposte al controllo delle frequenze, oppure per mancanza di mezzi finanziari. "Radio Gilda la Radiopolitaine" nasce nel marzo del 1981 dall'idea di Patrick Fillioud, figlio del ministro della Comunicazione Georges Fillioud. Dopo aver subito il "brouillage" nella parte finale del settennato di Giscard d'Estaing,

⁶¹⁵ Cfr. A. Farge, *Dire et mal dire: l'opinion publique au XVIII siècle*, Éditions du Seuil, Paris 1992.

riprenderà a trasmettere dal giugno del 1981. Questa stazione, che sarà autorizzata definitivamente nel 1983, si caratterizzava per un grande spazio dato alle informazioni⁶¹⁷, con programmi anche molto diversificati. Favorevole fin dall'inizio al finanziamento pubblicitario, "Radio Gilda" non resisterà al mutamento di fase e alla progressiva affermazione dei network nazionali e nel 1985 sarà venduta al fondatore di NRJ (Nouvelle Radio de Jeunes) Jean-Paul Baudecroux, mostrando come la concentrazione sarà una delle principali tendenze in atto dalla metà degli anni Ottanta. Riflettendo sulle cause che avevano condotto alla fine dell'esperienza di "Radio Gilda" Patrick Fillioud sosteneva che era stata proprio la volontà di privilegiare vari contenuti musicali e tematici a determinare una crisi per la sua stazione:

“[...] on programmait du rock, du jazz, de la bonne variété, de la musique africaine, des tropiques, ou classiques; on traitait de politique, du théâtre, du cinéma, de l'Art et des idées, en misant sur l'originalité de notre ton. C'était un erreur. Sur toutes ces options, il fallait en choisir une seule. [...]. La FM par excellence, c'est la radio d'accompagnement dont on définit une tonalité d'ensemble, une couleur musicale identifiable et sur laquelle on greffe quelques points d'accroche originaux”⁶¹⁸.

Dal punto di vista delle radio di parola merita un breve cenno la stazione "Radio Ici et Maintenant". Creata già nel giugno 1980 da Didier de Plaige, Guy Skornik e Gérard Lemaire, questa stazione aveva come idea di fondo quella di dare la parola agli ascoltatori. In un registrazione risalente al 1980 si chiariva la volontà degli animatori "Il y a la possibilité de faire écouter des gens qui pour l'instant n'ont pas d'espace sur les autres radios"⁶¹⁹. Secondo Daniel Lesuer la "différence entre Ici et Maintenant et les autres stations, c'est le temps d'antenne qui est réservé aux intervention venues de l'extérieur, et la totale liberté d'expression qui est laissée à l'intervenant. Sur les autres radios, tout est minuté, filtré, calibré, soupesé...sur Ici et Maintenant, 24 h sur 24 h, chacun s'exprime comme il l'entend"⁶²⁰.

Tra le radio parigine che si distinguono nei mesi seguenti al maggio 1981 e che faranno maggiormente discutere delle loro trasmissioni, un posto privilegiato è

⁶¹⁶ Cfr. D. Wolton, *Penser la communication*, Flammarion, Paris 1997.

⁶¹⁷ Cfr. <http://www.schoop.fr/histos/gilda.php>

⁶¹⁸ Intervista rilasciata al quotidiano "Le Monde" il 10 luglio 1985, poi riportata in J.-J. Cheval, *Les radios en France*, cit., p. 90.

⁶¹⁹ La registrazione di questo frammento è disponibile sul sito http://www.schoop.fr/sons/75_ici.php

⁶²⁰ Cfr. D. Lesueur, *Pirates des ondes*, cit., p. 69.

occupato dall'emittente "Carbone 14. La radio active". La vicenda di "Carbone 14" si iscrive all'interno della fase di stabilizzazione della FM parigina e la sua durata dal 14 dicembre 1981 al 17 agosto 1983 rientra appieno in un periodo ancora provvisorio. Creata dall'iniziativa del pubblicitario Dominique Fenu all'indomani dell'approvazione della legge di tolleranza, la radio si contraddistingue per uno stile ironico e provocante. Come ricostruito da Thierry Lefebvre nella monografia dedicata a questa stazione⁶²¹, fin dagli inizi viene lasciato grande spazio agli interventi in diretta telefonica degli ascoltatori. Tra gli animatori emergono alcune figure di giovani conduttori come Michel Fiszbin, Catherine Pelletier, Jean-Yves Lafesse e Jean - François Gallotte, che grazie ad una notevole inventiva realizzano, coperti da fantasiosi pseudonimi, programmi che faranno la storia della stazione come *Lafesse Merci*, *Poubelle Night* e *50 millions de voleurs*. "Carbone 14", installata nel XIV *arrondissement* di Parigi e dotata di un potente trasmettitore di 3Kw, fin dalle prime trasmissioni disturba il segnale di France Musique, generando numerose proteste da parte degli ascoltatori della radio pubblica. Il tono volutamente provocatorio dei programmi, riassunto dallo slogan pronunciato dall'animatore Jean-Yves Lafesse "la radio qui vous incule par les oreilles"⁶²², determinerà anche dei veri casi mediatici che dimostravano fino a che punto il linguaggio radiofonico poteva essere utilizzato per descrivere una sorta di realtà parallela. Infatti nel corso delle numerose trasmissioni notturne realizzate, particolare eco tra i media ha il programma ideato da Michel Fiszbin nel febbraio 1982 dal titolo *Hardcore, L'amour en direct*. Nel corso della trasmissione "Carbone 14" propone un incontro amoroso a sfondo sessuale di una coppia di sconosciuti, che dopo essersi incontrati in radio, consumano la loro passione a microfono aperto. Secondo un dispaccio dell'AFP pubblicato il 23 febbraio 1982 "Pendant une demi heure environ, Françoise et Mick se sont aimés en ne laissant rien ignorer de leur soupirs et de leur extase aux auditeurs qui ont aussi bénéficié des commentaires et description feutrés de la scène faits par Michel Fiszbin"⁶²³. Dopo questo episodio nei giorni seguenti la stampa si interroga sulla veridicità della trasmissione⁶²⁴. Anche se il mistero non sarà mai svelato, fedele al

⁶²¹ T. Lefebvre, *Carbone 14. Légende et histoire d'une radio pas comme les autres*, Ina Editions, Bry-sur-Marne 2012.

⁶²² Un frammento della trasmissione condotta da Jean-Yves Lafesse è riproducibile dal sito: http://radio.carbone.14.free.fr/k7/Lafesse_%28C14K7_07A%29.mp3

⁶²³ Il dispaccio integrale dell'AFP è riportato in T. Lefebvre, *Carbone 14. Légende et histoire d'une radio pas comme les autres*, cit., pp. 54-55.

⁶²⁴ V. Lejeune, *Michel Fiszbin: Pourquoi j'ai demandé à un couple de faire l'amour en direct*, in "Le Quotidien de Paris", 25 février 1982.

suo stile anticonformista e provocante, “Carbone 14” aveva lanciato una forma di “voyeurismo radiofonico”. I programmi della stazione avrebbe attirato presto anche le attenzioni delle autorità preposte al controllo dei contenuti trasmessi. Secondo un documento del dicembre 1982 redatto dal SOP (Service d’observation des programmes), un ente alle dipendenze del Primo Ministro incaricato di controllare i programmi televisivi che dopo il maggio 1981 si era occupato anche dei programmi delle radio locali private, il carattere provocatorio dell’emittente si manifestava “de façon permanente dans nombre d’émissions relevant de la sexualité ou de la filouterie et de manière ponctuelle dans d’autres séquences en fonction des thèmes abordés ou des invités reçus”. “Carbone 14” si caratterizzava soprattutto “ par un parti pris de vulgarité, d’otrance verbale, de trivialità, d’obscénité qui se révèle et s’affirme au cours d’une parti edu programme diffusé dans la journée, allant jusqu’au délire pornographique dans certaines émissions nocturnes”. Secondo lo stesso rapporto inoltre “cette virulence verbale, qui imprègne presque tous les sujets abordés, émane autant des auditeurs que des animateurs qui les y invitent en affirmant qu’il ne s’agit là que d’humour au second degré”⁶²⁵

Questa predilezione per i colpi di scena rientrava del resto in una strategia della radio di dare notizie false suscitando le attenzioni degli ascoltatori, come nel caso della falsa notizia della morte del cantante dei *Rolling Stones* Mike Jagger. Altri momenti significativi per la stazione prima della sua chiusura avvenuta nell’agosto del 1983, sono legati alle critiche nei confronti del Presidente della Repubblica Mitterrand dopo la pubblicazione del primo elenco delle radio autorizzate a Parigi stilato dalla Commission Consultative sur les Radios Locales Privées nel luglio 1982. In quel periodo sono diffusi numerosi messaggi radiofonici nei quali si riprendeva in tono polemico la dichiarazione rilasciata da Mitterrand in occasione della vicenda di Radio Riposte del giugno 1979⁶²⁶. Da una piccola radio di quartiere il Presidente della Repubblica era fatto oggetto di critiche ed accusato di scarsa coerenza sul tema della libertà di antenna. “Carbone 14” le cui trasmissioni notturne erano volutamente anticonvenzionali e tendevano a riprodurre anche messaggi con esplicito carattere erotico, nella sua breve esistenza ha contato anche sull’appoggio di alcune personalità della musica francese. Come in occasione della trasmissione notturna del 3 luglio 1982 quando Serge Gainsbourg condurrà fino a notte fonda un programma in

⁶²⁵ Una larga parte di questo documento è riportato in J. Bénétière, J. Soncin, *Au coeur des radios libres*, cit., pp. 28-29.

compagnia di Jean-Yves Lafesse⁶²⁷. Questi brevi esempi mostrano come nella fase di incertezza giuridica per le radio libere l'improvvisazione nel campo dei programmi erano uno degli aspetti più significativi e come la radio era considerata uno strumento che lasciava un'ampia spazio all'ironia e alla sperimentazione anche a costo di correre il rischio, come nel caso di "Carbone 14" di andare oltre i tradizionali schemi della comunicazione radiotelevisiva. Una strategia che in termini di popolarità permetteva all'emittente del XIV *arrondissement* di essere conosciuta dal 9,25% di intervistati secondo sondaggio realizzato nel marzo del 1983 sull'ascolto delle radio locali private nella città di Parigi⁶²⁸.

IV.2.4 La radio e la legge di Riforma dell'audiovisivo del 29 luglio 1982

Nell'ambito della comunicazione il Partito Socialista e François Mitterrand conducono una battaglia di principio sulla libertà di espressione e sulla necessità del cambiamento che intendevano rappresentare anche in questo settore. Il campo dei media audiovisivi costituisce infatti un luogo della battaglia politica fin dai tempi del generale De Gaulle. La legge di riforma sulla comunicazione audiovisiva in Francia approvata il 29 luglio 1982, esattamente centouno anni dopo la proclamazione della legge sulla libertà di stampa nel 1881, assume anche per questi motivi un forte valore simbolico⁶²⁹.

Il primo articolo della legge afferma che la "communication audiovisuelle est libre"; per quanto riguarda la regolamentazione delle radio, si confermano alcuni aspetti già introdotti dalla legge di tolleranza del novembre 1981. Viene confermato il divieto di finanziamenti pubblicitari. Dal punto di vista della produzione radiofonica un altro obbligo per le radio locali era quello di realizzare i programmi in proprio per l'80% del totale delle trasmissioni, favorendo in questo modo lo sviluppo di una creatività radiofonica che doveva esprimere la pluralità e la ricchezza dei formati utilizzati.

Per garantire una forma di esistenza alle emittenti prive di fonti di finanziamento, la legge istituisce un Fond de Soutien à l'Expression Radiophonique Locale (FSERL), che sarà alimentato grazie alle tasse sulla pubblicità pagate dagli altri media audiovisivi

⁶²⁶ T. Lefebvre, *Carbone 14. Légende et histoire d'une radio pas comme les autres*, cit., pp. 98-99.

⁶²⁷ *Ibidem*, pp. 101-105.

⁶²⁸ Il sondaggio era stato realizzato dall'Institut Quota e dall'Association "Medias des autres" per conto di Canal 89 su un campione di 1000 intervistati di oltre 15 anni, poi riportato in F. Cazenave, *Les radios libres: des radios pirates aux locales privées*, cit., pp. 108-109.

⁶²⁹ Cfr. F. D'Almeida-C. Delporte, *Histoire des médias en France*, cit., pp. 255-56 e E. Cazenave, C. Ulmann-Mauriat, *Presse, radio et télévision en France de 1631 à nos jours*, cit., pp. 195-97.

(televisione, radio pubblica, radio periferiche). Tale meccanismo viene tuttavia avviato dal ministro Fillioud soltanto a partire dal settembre 1983, determinando per oltre un anno una situazione di corsa alla pubblicità clandestina per le radio che non avevano i mezzi sufficienti a sostenersi. È così che la maggior parte di emittenti che trasmettono in questo periodo di “cacofonia” delle onde sono le radio che beneficiano di un finanziamento degli enti locali e in particolare delle comunità territoriali.

Nell’ambito della gestione dei media la vera novità della legge che sancisce la fine del monopolio in Francia nel luglio 1982 è l’istituzione di un organismo di controllo e di vigilanza, indipendente dallo Stato e dalle maggioranze politiche sul modello della FCC (Federal Communications Commission) statunitense. La creazione della Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) risponde a questa esigenza ed è il frutto di una lunga elaborazione, condotta in seno ai vertici del Partito socialista nella seconda metà degli anni Settanta⁶³⁰. La Haute Autorité viene nominata il 22 agosto del 1982. La sua presidenza è affidata alla giornalista Michèle Cotta, che per poco tempo aveva svolto l’incarico di presidente a Radio France. Composta da nove membri, nominati in modo paritario dal Presidente della Repubblica e dai Presidenti delle due Camere, la Haute Autorité vigila sul corretto funzionamento del nuovo sistema così come è stato previsto dalla legge del luglio 1982⁶³¹. Per quanto riguarda il suo ruolo nei confronti dell’effervescente mondo della radiofonia locale, questo organismo è incaricato di concedere delle autorizzazioni della durata di tre anni alle associazioni di radio dopo aver ascoltato il parere della Commissione consultiva sulle radio locali private. Le prime autorizzazioni saranno rilasciate dalla Haute Autorité dal dicembre 1982⁶³².

Da questo momento le radio *libres* perdono la loro connotazione “alternativa”, come strumenti al di fuori di qualsiasi controllo legislativo, e assumono la denominazione di *radios locales privées*. Questo quadro regolamentare sembra in un primo momento andare incontro alle richieste di un grande numero di emittenti, che vedono nella radio uno strumento per rilanciare la comunicazione locale, mentre le radio legate all’idea della comunicazione militante riconoscono lo spirito della legge vicino alle proprie

⁶³⁰ In particolare i lavori della Commissione Bastide, dal nome del suo coordinatore, un gruppo di ricerca incaricato nel 1977 di studiare un progetto di riforma dell’audiovisivo da parte del PS. Per questi aspetti e per un’analisi del rapporto Bastide Cfr. R. Prot, *Les interrogations du Parti Socialiste et l’élaboration du rapport Bastide*, in “Cahiers d’Histoire de la Radiodiffusion”, n. 67, janvier-mars 2001, pp. 66-77.

⁶³¹ Per una storia di questo organismo si veda A. Chauveau, *L’Audiovisuel en liberté? Histoire de la Haute Autorité*, Presses de Sciences Po, Paris 1997.

⁶³² Cfr. R. Prot, *Des radios pour se parler*, cit., pp. 35-42 e J. Benetière-J. Soncin, *Au coeur des radios libres*, cit., pp. 27-33.

richieste. Tuttavia ben presto sorgono dei problemi relativi tanto al finanziamento che alla gestione delle frequenze. Sul tema del finanziamento, al quale si è già brevemente accennato, si tornerà in seguito in una prospettiva comparata con le radio locali italiane. Dal punto di vista delle frequenze, il compito che si trova davanti la Haute Autorité è di difficile soluzione a causa della penuria di spazi nell'etere soprattutto nelle grandi agglomerazioni metropolitane, come Parigi, Lione e Marsiglia. Molte emittenti si lamentano che senza finanziamenti pubblicitari sarebbero state condannate al dilettantismo e alla mediocrità. Presto appare evidente che la legge non viene rispettata e che risulta complicato farla rispettare da parte delle autorità.

“Aux transgressions libertaires d'avant 1981 succèdent les infractions intéressées et individuelles [...] au seul profit de ceux qui veulent conquérir leur place au soleil médiatique”⁶³³.

Il numero di radio autorizzate cresce inoltre in modo esponenziale, rendendo molto complicata una forma di sostegno economico per le radio che avrebbero voluto rispettare la legge. Se, come ha scritto Jean-Jacques Cheval un “*décalage entre le droit et les faits s'instaure*”, è perché la richiesta che proviene da più settori (partiti di maggioranza e di opposizione, enti locali, associazioni di minoranze religiose, etniche, sociali) della società francese è quello di comunicare attraverso la radio. Secondo un'indagine di Annie Cojean, una giornalista che seguirà da vicino l'evoluzione delle *radios libres* e la loro trasformazione in *radios locales privées*, tra il 1982 e il 1983, anno del primo finanziamento attraverso il Fondo di sostegno, la Commission Galabert analizza circa 1500 dossier, pronunciando oltre 1000 pareri favorevoli. Secondo il Service Juridique et Technique de l'Information è il 1983 l'anno della legalizzazione effettiva delle radio locali private. A testimonianza di questo la Haute Autorité, una volta investita del compito di concedere le autorizzazioni, tra il 1983 e il 1984 emetterà oltre 1400 pareri favorevoli, ma accorperà diverse radio sulla stessa frequenza. Le emittenti autorizzate dal nuovo organismo, saranno ripartite su poco più di mille frequenze⁶³⁴.

In questa fase si produce nel settore radiofonico una regolamentazione sostanziale e non formale, che non riesce a reggere l'urto di una spinta commerciale che ormai

⁶³³ J.-J. Cheval, *Les radios en France*. cit., p. 80.

⁶³⁴ Cfr. 1983: *L'année de la légalisation effective des radios locales privées*, 19 décembre 1983, versement n. 20030260, art. 2, CAC, site de Fontainebleau e l'articolo di A. Cojean, *Le départ de M. Jean-Michel Galabert*, in “Le Monde”, 16 novembre 1985.

vede nella radio prevalentemente uno strumento di intrattenimento da sfruttare come mezzo per la raccolta pubblicitaria.

La questione della potenza dei trasmettitori e della pubblicità tornerà con forza all'inizio del 1984, quando inizierà un'aggressiva campagna mediatica del quotidiano "Le Matin de Paris", che contribuirà nel giro di pochi mesi a far evolvere la situazione e a determinare l'autorizzazione della pubblicità sulle *radios locales privées*. La presenza al governo nel 1984 di Laurent Fabius considerato più liberale⁶³⁵ rispetto alla figura di Mauroy, segna bene il cambiamento di una fase politica e un mutamento nell'indirizzo del governo. A questo punto la Francia, come l'Italia, assistono a una ridefinizione del sistema mediatico: in Francia sotto la spinta della radio, in Italia sotto quella della televisione, che viene gestito dai socialisti al governo che in questo ambito, e segnatamente in quello radiofonico, sembrano elaborare delle misure che si inscrivono appieno nella tendenza di *deregulation* e di liberismo inaugurata negli anni Ottanta⁶³⁶.

Nel campo dell'audiovisivo e soprattutto nel mondo della radio, per evitare il ripetersi dell'anarchia all'italiana, il governo francese tenta di trovare dei modi di regolamentare il settore. Questo nella convinzione che le innovazioni tecnologiche permettono a tutti di avere la propria radio. I problemi tecnici per la realizzazione di questi progetti non mancano. La banda a modulazione di frequenza, soprattutto nei grandi centri abitati, possiede dei limiti di spazio fisico che rendono impossibile la presenza di tutti i soggetti interessanti, senza disturbare altre attività analoghe. Dopo aver concesso autorizzazioni in alcune zone geografiche dove minore era la richiesta di attribuzione di frequenze, la Haute Autorité, di concerto con la Commissione consultiva sulle radio locali private, elabora e studia dei piani di attribuzione delle frequenze nei centri più importanti. Il caso di Parigi è particolarmente interessante: per accogliere il maggior numero possibile di richieste la Haute Autorité prevede di assegnare una stessa frequenza a più radio, suddividendo il tempo di trasmissione tra più stazioni nell'arco della giornata. Questa decisione inevitabilmente genera dei problemi, in quanto alcune radio rifiutano di condividere con altre emittenti la gestione delle frequenze, a causa di una diversa impostazione culturale o politica. Le prime autorizzazioni ufficiali per le radio sono decise alla fine del 1982 in provincia,

⁶³⁵ Cfr. per un'analisi storiografica S. Bernstein - P. Milza, *Histoire de la France au XXe siècle, t. III: 1958 à nos jours*, Perrin, Paris 2009, pp. 467-474.

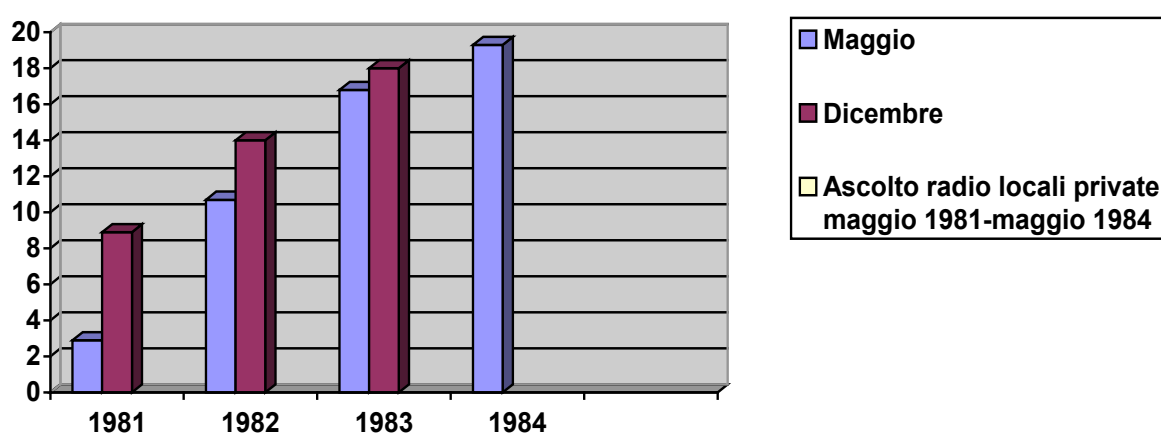
mentre per Parigi sono pubblicate nel maggio del 1983. Nel centro della capitale sono previsti diciotto raggruppamenti, poi estesi a ventidue, tra gruppi composti dalle 2 alle 4 stazioni, mentre nella *banlieue* vengono autorizzate circa 50 emittenti⁶³⁷. Tra le stazioni autorizzate si trovano le principali emittenti commerciali come NRJ, mentre tra le radio escluse diverse stazioni storiche che hanno iniziato a trasmettere anche prima della vittoria di Mitterrand come “Radio Ici et Maintenant”, “Radio Libertaire”, “Carbone 14”, “Radio VO-KA”, “Radio Mouvance” e “Radio Tiers-Monde” che per protestare contro questa decisione formeranno il Comité Riposte. Dopo due mesi in cui le stazioni recidive continuavano trasmettere illegalmente, il governo imporrà il rispetto della legge, decretandone la chiusura e il sequestro. Nell’agosto del 1983 quindici stazioni vengono ridotte al silenzio, in nome della mancanza di autorizzazione concessa dall’ente di vigilanza del settore. Tra le varie radio le uniche che riusciranno a continuare le trasmissioni nella fase successiva saranno “Radio Ici et Maintenant” e “Radio Libertaire”, organo della federazione anarchica⁶³⁸. Questo episodio costituisce uno dei più controversi momenti di repressione delle radio libere dopo l’apertura del settore avvenuta nel novembre 1981, segnalando le difficoltà tecniche nel riuscire a permettere ad ogni associazione di esprimersi attraverso la radio. Stabilite le autorizzazioni per questi nuovi strumenti di comunicazione, il problema che si poneva era da un lato quello del finanziamento e dall’altro quello della potenza degli impianti di trasmissione. Il fenomeno della pubblicità clandestina è al tempo stesso legato alla ricerca di impianti in grado di coprire un bacino più ampio di territorio e conseguentemente a estendere il raggio di diffusione delle radio nel tentativo di raggiungere un pubblico più ampio e presentarsi come uno spazio da sfruttare per eventuali inserzionisti pubblicitari. Tale necessità si imponeva anche in considerazione della crescita degli ascolti delle radio locali private a livello nazionale. Secondo una serie di indagini basate su dei campioni di ascoltatori, realizzate dal CEO, dal momento della vittoria di François Mitterrand nel maggio 1981 fino al maggio 1984, l’ascolto delle radio locali private era passato dal 2,9% al 19,3% dell’audience totale della radio. Come si nota dal grafico della tabella 1 la progressione degli ascolti è costante e contribuirà alla decisione del governo di

⁶³⁶ Cfr. S. Colarizi, M. Gervasoni, *La cruna dell’ago: Craxi, il partito socialista e la crisi della Repubblica*, Laterza, Roma - Bari 2005.

⁶³⁷ Cfr. R. Prot, *Des radios pour se parler*, cit., pp. 37-42.

autorizzare il finanziamento delle radio attraverso le risorse pubblicitarie nell'agosto del 1984.

Tabella 1: Fonte: Nostra elaborazione su dati Panel du CEO (Centre d'études d'opinion), valori in %, cfr. J. Durand, *Les enquêtes du Centre d'études d'opinion sur les "radios libres"*, in "Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion", n. 67, janvier-mars 2001, p.85.



IV.3 La radio italiana negli anni Ottanta: una crescita senza regole

IV.3.1 Vuoto legislativo e continuità del settore

A differenza della situazione della radio in Francia, sottoposta ad una articolata regolamentazione, in Italia durante gli anni Ottanta il settore radiofonico continua una crescita senza regole, al di fuori di qualunque quadro normativo. In questa fase, confermando una tendenza in atto dalla metà degli anni Settanta, l'Italia emerge come il Paese con il più alto rapporto tra numero di emittenti ed abitanti dopo gli Stati Uniti⁶³⁹. Un sondaggio effettuato dal Ministero delle Poste nel 1984 censisce oltre

⁶³⁸ J. Benetière-J. Soncin, *Au cœur des radios libres*, cit., pp. 27-29.

⁶³⁹ Cfr. F. Monteleone, *Radio pubblica ed emittenti commerciali*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *La stampa italiana nell'età della TV*, Laterza, Roma-Bari 2008, p. 224.

4200 emittenti⁶⁴⁰, mostrando la vitalità di un settore che costituiva un importante attore del sistema dei media audiovisivi. In Italia gli anni Ottanta sono gli anni dell'affermazione della televisione privata commerciale prima locale e poi nazionale⁶⁴¹. L'evoluzione della radio è in parte diversa rispetto a quella del sistema televisivo, poiché soprattutto nella prima metà del decennio costituisce ancora un "fenomeno intrinsecamente locale"⁶⁴². A causa di motivazioni sia tecniche che finanziarie infatti le radio private inizieranno ad avere una dimensione nazionale soltanto nella seconda metà degli anni Ottanta. Le radio diventano uno degli strumenti con cui sfruttare un mercato pubblicitario in espansione, in grado di individuare differenti "scale" o livelli di penetrazione, dal bacino locale a quello nazionale, nel momento in cui le stazioni con un profilo commerciale più strutturato, a partire dalla seconda metà del decennio, cercheranno di espandere il proprio segnale in direzione di una copertura nazionale che le avrebbe rese più competitive dal punto di vista commerciale⁶⁴³.

I primi anni Ottanta sono caratterizzati da un ascolto della radio che riguarda circa la metà della popolazione (25 milioni di ascoltatori nel giorno medio)⁶⁴⁴, che si suddivide tra ascolto dei canali Rai, aumentati in numero grazie alle trasmissioni in stereofonia dal 1982, ed una miriade di radio locali diffuse sul territorio. Tali forme di espressione consentono a diversi soggetti di diventare così protagonisti dei media e di avere un luogo dove manifestare i propri punti di vista e opinioni. La radio, per le sue caratteristiche di medium orale, per la sua immediatezza e leggerezza comunicativa, rappresenta un medium accessibile, con il quale affrontare argomenti che altrimenti non potrebbero essere trattati e che si presta alle tendenze all'affermazione dell'individualismo tipico degli anni Ottanta. Influisce sulle ridefinizione di un paradigma della radio infatti anche il mutato clima sociale politico: con gli anni Ottanta, è iniziata la stagione del "riflusso", del "trionfo del personale", della fine dell'impegno politico, simboleggiato dalla marcia dei quarantamila quadri intermedi della Fiat a Torino nell'ottobre del 1980⁶⁴⁵. La radio viene così utilizzata

⁶⁴⁰ Cfr in particolare E. Menduni, *La radio nell'era della Tv*, Il Mulino, Bologna, p. 69 e F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia. Costume, società e politica*, Marsilio, Venezia 2006, p. 504.

⁶⁴¹ Cfr. P. Ortoleva, *I media, Comunicazione e potere*, in *Storia dell'Italia Repubblicana*, vol. III t. 2, L'Italia nella crisi mondiale. L'ultimo ventennio, Einaudi, Torino 1997, pp. 878-884, F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, Carocci, Roma 2004, pp. 101-110 e F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., pp. 423-443.

⁶⁴² Cfr. E. Menduni, *La radio nell'era della TV*, cit., p. 70.

⁶⁴³ Cfr. E. Menduni, *La radio nell'età della tv*, cit.

⁶⁴⁴ Cfr. B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, Carocci, Roma 2002, p. 96

⁶⁴⁵ Per un'interpretazione storiografica di questi aspetti cfr. P. Ginsborg, *Storia d'Italia 1943-1996. Famiglia, società, Stato*, Einaudi, Torino 1998, pp. 480-482, M. Gervasoni, *Storia d'Italia degli anni Ottanta. Quando eravamo moderni*, Marsilio, Venezia 2010, pp. 19-23 e G. Crainz, *Il paese mancato. Dal miracolo economico agli anni Ottanta*, Donzelli, Roma 2003,

non più come strumento di discussione e dibattito politico, ma soprattutto come un mezzo di evasione e intrattenimento, capace di inserirsi nella tendenza alla “legittimità assoluta dell'intrattenimento”⁶⁴⁶ dell'industria culturale degli anni Ottanta.

Secondo Peppino Ortoleva, gli anni Ottanta nel campo della radiofonia privata italiana rappresentano più che un periodo distinto dal decennio precedente, come vengono considerati da un punto di vista sociale e politico, una fase di sostanziale continuità. In primo luogo una continuità che si riscontra nel persistente vuoto normativo in materia di radiodiffusione che si sarebbe colmato soltanto con la legge Mammi del 1990. Questo ha determinato per le radio una condizione di impresa difficile, in quanto il vuoto normativo non garantiva le necessarie certezze a queste attività. La continuità si trova anche sul piano tecnico: infatti la maggior parte delle frequenze che erano state occupate a partire dal 1975, erano oggetto di contrattazioni e vendita tra chi ne usufruiva da quel periodo e chi era interessato all'acquisto. Il tutto al di fuori di ogni tipo di controllo. Infine la continuità degli animatori delle radio: chi partecipa alla radio negli anni Ottanta, ha acquisito una professionalità sul campo, iniziando a lavorare nella stagione pionieristica e sperimentale degli anni Settanta. Così le nuove imprese radiofoniche locali di solito rappresentavano il “semplice prodotto della crescita, della riorganizzazione e dell'aggregazione di quelle già esistenti”⁶⁴⁷. Tale continuità avrebbe segnato le vicende del mezzo, dandogli status incerto: imprese quasi mai sufficientemente strutturate e capitalizzate, professionisti spesso ancora un po' amatoriali, un linguaggio vivace. Ma tale continuità – sostiene ancora Ortoleva – avrebbe favorito la persistente vitalità del mezzo e la varietà delle voci.

Dopo la crisi economica del decennio precedente, gli anni Ottanta si profilano come un periodo di ripresa economica e di forte rilancio ed espansione dei consumi⁶⁴⁸. Questi processi saranno trainati da un sistema dei media in mutamento, incardinato sulla centralità della televisione commerciale, ma dove la radio rivendicherà una propria dimensione, soprattutto rispetto allo spazio mediatico del locale. La riscoperta della dimensione locale si intreccia con la *deregulation* dei settori radiotelevisivi che avviene in Europa a partire dalla seconda metà degli anni Settanta. Si assiste a un

581-587, G. De Luna, *Le ragioni di un decennio 1969-1979. Militanza, violenza, sconfitta, memoria*, Feltrinelli, Milano 2009, pp. 128-139 e F. Colombo, *Il paese leggero*. cit., p. 231.

⁶⁴⁶ F. Colombo, *La cultura sottile. Media e industria culturale in Italia dall'Ottocento agli anni novanta*, Bompiani, Milano 2009 (IV ed.), p. 264.

⁶⁴⁷ Cfr. P. Ortoleva, *Premessa*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna”, cit., pp. 101-102.

cambiamento nei contenuti, nei temi, con un'assoluta prevalenza della musica. Questo mutamento coincide anche con la trasformazione nella struttura sociale dell'Italia che avviene in parallelo in questo periodo: secondo il censimento del 1981 per la prima volta gli occupati nei servizi costituiscono la maggioranza della popolazione attiva con il 50,2% degli addetti contro il 36,8% per l'industria e il 13% per l'agricoltura. Tale tendenza si accentuerà nel corso del decennio proiettando l'Italia verso una società "post-industriale"⁶⁴⁹.

All'inizio degli anni Ottanta la situazione per le radio locali in Italia è piuttosto confusa: la mancanza di una legge pone problemi di regolamentazione di non facile soluzione poiché non esiste un ente in grado di attribuire le frequenze. È così che in molti casi sono le Regioni che si incaricano di mettere ordine nell'etere, diventato sempre più caotico, sia per gli ascoltatori, costretti a saltare da una frequenza all'altra, sia per le emittenti che a causa del sovraffollamento non riescono ad avere un segnale chiaro e riconoscibile.

Come esempio nell'ottica di avviare una forma di regolamentazione, nel 1980 la Regione Piemonte si impegna nel favorire un "codice di comportamento" tra le emittenti, stimate in oltre 200 unità e più di duemila addetti; questo caso dimostra come la necessità di una legge costringeva gli enti locali ad intervenire pur senza avere competenza specifica in materia⁶⁵⁰. L'urgenza di una regolamentazione non appare prorogabile oltre e viene invocata da più parti. Si leggano a questo proposito le parole di Ugo Buzzolan alla fine del 1980 in riferimento alla situazione italiana:

“A proposito delle radio private c'è da osservare che nel 1980 si sono verificate in tutta Italia parecchie defezioni (oltre ad un ulteriore scadimento di qualità): cioè si sono registrate attività ridotte, saltuarie, a singhiozzo o addirittura chiusure che potrebbero essere definitive a causa di investimenti pubblicitari che si indirizzano di preferenza alle televisioni locali. Sembrano resistere ancora bene poche radio, veramente poche, quelle che già qualche anno fa con una dimensione aperta, aggressiva e spregiudicata avevano messo in crisi la Rai, fornendole al tempo stesso i modelli per un rinnovamento. C'è infine il problema, analogo a quello della tv, ma forse per alcuni aspetti ancora più pesante, del cosiddetto sovraffollamento dell'etere con emittenti che si accavallano e si disturbano

⁶⁴⁸ Cfr. S. Cavazza, E. Scarpellini (a cura di), *Il secolo dei consumi: dinamiche sociali nell'Europa del Novecento*, cit. e M. Gervasoni, *Storia d'Italia degli anni Ottanta. Quando eravamo moderni*, cit., pp. 89-96.

⁶⁴⁹ Cfr. D. Forgacs, *L'industrializzazione della cultura italiana (1880-2000)*, Il Mulino, Bologna 2000, pp. 265-266.

⁶⁵⁰ Cfr. G. B., *La Regione indaga sulle radio private*, in "La Stampa", 29 aprile 1980.

gravemente a vicenda (e dai disturbi non è certo immune la Rai). Anche qui si aspetta entro il 1981 la legge di disciplina tante volte promessa e sempre rimandata.⁶⁵¹

IV.3.2 La radio e la centralità della televisione commerciale in Italia

Il settore delle televisioni locali a partire dalla metà degli anni Settanta si sviluppa in modo costante, ma il quadro cambia quando a partire dai primi anni Ottanta l'imprenditore milanese Silvio Berlusconi completa il progetto del network televisivo costituito da tre canali televisivi a diffusione nazionale.

Quando nell'ottobre del 1984 i Pretori di tre Regioni, Lazio, Abruzzo e Piemonte, stabiliscono la chiusura delle reti Fininvest vietando la ripetizione del segnale con diffusione nazionale⁶⁵², si comincia a porre con forza nuovamente il problema della mancanza di una legge. Il settore al quale dovrebbe indirizzarsi un nuovo provvedimento è quello televisivo, ma non mancano anche riferimenti alla radio, considerata come un medium di seconda serie e di minore importanza nella vita culturale del Paese. Con la firma del decreto del dicembre 1984, poi tramutato in legge nel febbraio 1985, con il quale vengono riaperte le trasmissioni oscurate, si legittimano in forma provvisoria le trasmissioni nazionali dei network privati purché basati su programmi preregistrati⁶⁵³. La *deregulation* del settore radiofonico si produce proprio a causa del fatto che la televisione è al primo posto delle preoccupazioni sia delle forze politiche che dell'opinione pubblica. Occorre in ogni caso ricordare come tra il 1976 e la metà degli anni Ottanta i vari progetti che si succedono nel tentativo di regolamentare il settore non riescono ad essere approvati per differenti motivazioni. In poco più di otto anni, dalla sentenza della Corte Costituzionale del luglio 1976, osservava il quotidiano "La Repubblica"⁶⁵⁴, cinque ministri si erano succeduti, senza mai riuscire a portare a termine un progetto di riforma.

Se nella seconda metà degli anni Settanta, i governi di solidarietà nazionale, impegnati su temi di più urgente attualità non intervengono, dall'inizio degli anni Ottanta sarà la televisione il vero tema sul quale confrontarsi. Non è un caso che i

⁶⁵¹ U. Buzzolan, *Alla radio di Stato l'80 anno di lotta e di riscossa*, in "La Stampa", 24 dicembre 1980.

⁶⁵² Su questa fase cfr. P. Ortoleva, *Un ventennio a colori. Televisione privata e società in Italia (1975-1995)*, Giunti, Firenze 1995. Per un resoconto giornalistico della vicenda cfr. G. Fedi, *È pronto il progetto di legge per la televisione del Duemila*, in "La Stampa", 29 dicembre 1984.

⁶⁵³ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit., 455-458 e F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, cit., pp. 106-107.

vari decreti che autorizzano la trasmissione su scala nazionale dei canali Fininvest segnalavano la volontà di intervenire del governo socialista guidato da Bettino Craxi, in un settore che si avvia a diventare di fondamentale importanza nella vita delle famiglie italiane. A testimonianza di quanto la politica ha influenzato questi processi si leggano le osservazioni di Peppino Ortoleva :

“sotto il nome di deregulation si possono includere due processi intrecciati, ma concettualmente distinti: da un lato, lo sviluppo della presenza delle aziende private nelle aree in precedenza occupate dal servizio pubblico; dall’altro, l’astensione, o il limitato intervento, del potere legislativo nella regolamentazione del sistema dei media. Alla base della deregulation vi è, naturalmente la diffusa convinzione per cui la capacità di autoregolamentazione del mercato sarebbe migliore garanzia di efficienza che non l’intervento diretto dello Stato; con l’implicito presupposto che l’efficienza delle reti costituirebbe la migliore garanzia delle capacità dei mezzi di comunicazione di rispondere alle esigenze effettive della società. [...] la deregulation non si fonda sulla spontaneità delle forze economiche; è forgiata e sostenuta dall’intervento pubblico, altrimenti non esiste”⁶⁵⁵.

Secondo David Hendy, gli agenti di cambiamento nel mondo della radio possono essere classificati all’interno di due macro definizioni: l’evoluzione tecnologica e la commercializzazione⁶⁵⁶. Il boom e la crescita delle radio libere, prima in Italia e successivamente in Francia, ma il fenomeno ha avuto una dimensione europea, è stato il prodotto di fattori concomitanti di diversa natura. Se negli anni Settanta, spesso una forte motivazione ideologica legata ad una determinata concezione dei mezzi di comunicazione di massa, ha favorito la nascita di esperienze di comunicazione “alternativa” e di “controinformazione”, associandosi perfettamente con le caratteristiche comunicative proprie della radio, negli anni Ottanta emergono altre motivazioni forti che segnano al tempo stesso un cambiamento di epoca. La forte spinta ideologica degli anni Settanta si legava con lo sviluppo di innovazioni tecnologiche e segnatamente con lo sviluppo della banda a modulazione di frequenza (FM). A questo si aggiunga la crescita di un’industria elettronica che produceva apparecchi radiofonici e tutta la strumentazione tecnica necessaria a realizzare una

⁶⁵⁴ Cfr. *Le promesse mancate di cinque ministri*, in “La Repubblica”, 18 ottobre 1984 e S. Malatesta, *Bogi: ecco chi ha impedito che si facesse la legge*, in *ivi*, 20 ottobre 1984.

⁶⁵⁵ P. Ortoleva, *Mediastoria*, cit., pp. 115-116.

⁶⁵⁶ Cfr. D. Hendy, *La radio nell’era globale*, Editori Riuniti, Roma 2002, p. 42.

radio locale, facendo dell'Italia uno dei paesi all'avanguardia in questo settore⁶⁵⁷. Il cambiamento e l'innovazione tecnologica non avrebbero condotto ad una realizzazione immediata di tante esperienze di comunicazione, se non si fossero incontrate con un forte bisogno di partecipazione e comunicazione da parte della società che vedeva nei media non soltanto uno strumento di svago e intrattenimento, ma anche l'occasione per essere protagonisti di un mondo che era rappresentato sempre di più dai mezzi di comunicazione. Se l'effetto più diretto della *deregulation* è stato la moltiplicazione dei canali, è necessario chiedersi come la commercializzazione abbia rappresentato l'altro aspetto dominante degli anni Ottanta, non solo per la radio, ma anche per i mezzi di comunicazione in generale con l'esempio centrale della televisione commerciale. La commercializzazione è il vero fattore determinante dell'evoluzione della radiofonia in Italia e in Francia durante gli anni Ottanta. Nel giro di poco meno di dieci anni l'intero sistema radiofonico, che inizia a mutare sotto la spinta della "presa della parola", dell'accesso ai media per tutti, di mezzi di comunicazione attivi, oltre che di un'industria in cerca di nuovi mercati, si converte pienamente alla logica del profitto commerciale.

La tendenza alla crescita del numero di radio, mostra come vi fosse una parte consistente della società interessata ad entrare nel mondo mediatico in prima persona, attraverso uno strumento capace di permettere l'iniziativa autonoma e la creatività degli animatori.

Gli anni Ottanta per la radio sono contraddistinti dal processo di commercializzazione, che del resto risponde alle tendenze economiche in atto a livello mondiale; in Italia questo percorso avviene in varie tappe: gli introiti ricavati dalla pubblicità locale, che in molti casi era un prodotto artigianale realizzato grazie all'inventiva e all'intraprendenza dei primi animatori, non garantivano guadagni in grado di coprire tutte le spese; molte emittenti scelgono allora di affidarsi ad emittenti che hanno una maggiore dimensione e una maggiore possibilità di aumentare il proprio bacino di utenza. Le radio economicamente più forti, che perseguono l'obiettivo di trasformarsi in radio nazionali, coinvolgono le emittenti di minori dimensioni, inviando programmi pubblicitari già realizzati e programmando pubblicità nazionale in determinati intervalli orari, per ritornare in un secondo

⁶⁵⁷ Negli anni Settanta l'Italia è all'avanguardia nella costruzione di apparecchiature radiofoniche. Le prime radio libere francesi 'clandestine' trasmettono in molti casi con materiale acquistato o proveniente dall'Italia. Per questi aspetti cfr. T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, cit., pp. 110-121.

momento alla programmazione locale. Questa attività si sviluppa tra le maglie di una legislazione che dal 1976 è in attesa di una definizione più concreta. Del resto le dimensioni del controverso “ambito locale” non vengono definite e si instaura la più totale confusione sulle onde. Anche la sentenza della Corte Costituzionale del luglio 1981⁶⁵⁸, confermando il monopolio statale per le trasmissioni radiotelevisive a carattere nazionale, assegnava una centralità al concetto di comunicazione locale. Se per la televisione commerciale nazionale il dibattito dell’opinione pubblica si accende tra favorevoli e contrari, per la radio si assiste per l’intero decennio ad un’indifferenza piuttosto significativa. Il settore delle radio locali private è un settore dinamico, dove numerosi animatori, redattori, giornalisti, sperimentano la possibilità di lavorare nel mondo dei media, sfruttando una possibilità di accesso che fino a quel momento non era stato possibile. Il lavoro è spesso non retribuito e comunque il volontariato costituisce una parte fondamentale del contributo che una grande parte di giovani apporta alla realizzazione dei progetti radiofonici. Ci troviamo di fronte ad un fenomeno che inoltre sembra omogeneo a tutta la Penisola. Infatti, se si eccettuano i centri della comunicazione italiana come Roma e Milano, che per diverse ragioni sono casi a parte, le radio libere si trovano sull’intero territorio nazionale ed iniziano ad avere una legittimazione nel rapporto con gli ascoltatori, che trovano nella radio locale una compagna fedele nell’arco della giornata, in grado di comunicare informazioni su fatti realmente vicini al vissuto delle persone.

Le sollecitazioni per regolare un sistema che continua una crescita senza limiti al di fuori di qualsiasi tipo di controllo, arrivano soprattutto dall’estero, a dimostrazione di una crescente internazionalizzazione della gestione di alcuni settori fondamentali delle comunicazioni. Nel settembre 1984, il Ministro delle Poste Antonio Gava redige un progetto di piano nazionale delle radiofrequenze da presentare nel mese successivo alla UIT, Unione internazionale delle Telecomunicazioni, con sede a Ginevra. In questa occasione viene richiesto al governo italiano di definire con esattezza il numero di frequenze da assegnare ai canali della radio pubblica e a quelli delle radio locali private. Il piano prevedeva la concessione di 4500 frequenze, suddivise tra le 2450 alla Rai, che sarebbero aumentate rispetto alle 1800 a disposizione in quel momento e le restanti 2000 alle radio locali private. Davanti a questo progetto la protesta dei rappresentanti delle radio private esprimeva il timore di vedere ridotto il

⁶⁵⁸ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione*, cit., pp. 436-437.

numero di frequenze, soprattutto nei grandi centri urbani, laddove nelle zone a minore densità di abitanti si prevedeva una possibilità di insediamento maggiore.

Per le associazioni di radio private il piano rappresentava un tentativo mascherato di far ritornare il monopolio della Rai, in quanto una volta approvato, avrebbe costituito un ostacolo a successivi tentativi di regolamentazione. L'ANTI, la principale associazione di categoria, arriva fino a chiedere le dimissioni del ministro⁶⁵⁹. Nel corso dell'ottobre del 1984 anche i funzionari del Ministero dell'Interno segnalano ai Prefetti le mobilitazioni da parte degli animatori e dei simpatizzanti delle radio che coinvolgono varie aree della penisola. Il Partito Radicale emerge come una delle poche forze che sostiene la battaglia delle radio private, anche perché l'emittente "Radio Radicale" costituisce il suo organo di stampa e sarebbe stato penalizzato da un'eventuale limitazione delle frequenze. Manifestazioni di protesta su scala regionale vengono organizzate in diverse centri: a Roma, Pescara, Belluno e Padova. In un volantino distribuito in occasione di una di queste manifestazioni a sostegno delle radio a Padova, si temeva per la limitazione degli spazi disponibili sull'etere che ormai da anni sono gestite dalle emittenti: " [...]. A Milano le stazioni radio passerebbero dalle attuali 70 a 2; a Roma da 75 a 13; a Torino da 37 a 4;". Ciò che emerge dalla rivendicazioni è il desiderio di continuare ad esistere in quanto media locali radicati nel territorio, cercando di fare leva proprio sul rapporto con gli ascoltatori, considerati, insieme agli animatori, i veri protagonisti di queste emittenti che hanno ridefinito la geografia dei media in Italia dalla seconda metà degli anni Settanta. Davanti al rischio concreto di vedere drasticamente ridotto il numero di emittenti le radio venete esprimevano la loro contrarietà:

" [...]. Noi D.J. e speakers chiediamo il tuo aiuto, perché questo problema non riguarda solo noi, ma anche te, radioascoltatore, perché la musica che ora ascolti, un giorno potresti non sentirla più. In tutta Italia, siamo oltre 10.000 tra D.J. e speakers che[*sic*] lavoriamo in più di 8.000 radio, e rimarremmo tutti senza lavoro e senza stipendio se tutto ciò accadesse. Ma quello che è più grave, è che nel proporre quel disegno di legge, noi e voi, che siamo le persone più direttamente interessate, non siamo stati interpellati: hanno tentato di metterci di fronte ad un fatto compiuto senza darci la possibilità di difenderci; ma ora siamo pronti a rivendicare i nostri diritti,

⁶⁵⁹ Cfr. T. C., *Giallo sulle frequenze radio. A sorpresa il numero chiuso?*, in "La Stampa", 16 settembre 1984.

perché è un nostro diritto ascoltare e fare la musica che piace a noi e che piace ai nostri radioascoltatori. [...]. Perché: radio vuol dire musica, informazione, libertà”⁶⁶⁰.

Da queste prese di posizione, che amplificano sicuramente il numero effettivo di radio presenti in Italia, emergeva come il principale diritto che si voleva rispettato era quello della possibilità di trasmettere musica, non tanto quella della libertà di espressione e dell’informazione militante, che erano stati all’origine delle rivendicazioni delle prime radio libere degli anni Settanta. Questo aspetto mostra come sia paradigmatico il mutamento che avviene nella dimensione della radio. La radio si avvia a diventare il “sottofondo sonoro” della giornata, seguendo una programmazione che si avvicinerà sempre di più all’idea di flusso teorizzata negli anni Sessanta da Raymond Williams⁶⁶¹.

Le radio soddisfano come la televisione e in alcuni momenti della giornata anche in misura maggiore, dei “bisogni di comunicazione reticolare e continua” come è stato scritto da Alberto Abruzzese⁶⁶².

Avere sollevato la questione del piano delle frequenze dopo circa dieci anni di completo disordine e deregolamentazione, contribuisce in ogni caso ad attirare l’attenzione dell’opinione pubblica sull’argomento, sottolineando che nel corso di questi anni la radio privata è divenuta un settore commerciale importante. L’indagine ISAR (Indagine sull’Ascolto Radiofonico), commissionata da alcune delle più importanti società radiofoniche e pubblicitarie italiane per la prima volta nel 1983⁶⁶³, evidenziava come circa tredici milioni di italiani ascoltavano le radio private che raggiungevano il 28,6% di audience nazionale tra la popolazione che dichiarava di ascoltare almeno una radio privata nel corso della giornata. I risultati di questa ricerca, riportati dal quotidiano “La Stampa”, mostravano inoltre come da un punto di vista commerciale “questo settore è costituito da 18 mila addetti, di cui 8000 con regolare contratto e gli altri come collaboratori”. Secondo questa stessa indagine “il

⁶⁶⁰ Volantino firmato “Fronte delle radio libere”, 28 settembre 1984, in ACS, PS, G 1944-86, b. 406, fasc. G17/5/11.

⁶⁶¹ Il concetto di flusso così come elaborato dallo studioso Raymond Williams evidenzia la continuità tra il modello comunicativo proprio della radio e quello della televisione, riconoscendo nella radio la matrice di un fenomeno sociale nuovo, il flusso di messaggi di cui fruire ininterrottamente nell’ambiente domestico, negli spazi e nei tempi stessi della vita quotidiana. Cfr. R. Williams, *Televisione. Tecnologia e forma culturale* (1974), Editori Riuniti, Roma 2000, pp. 111-114. Per questi aspetti si veda anche E. Menduni, *Il mondo della radio. Dal transistor a Internet*, cit., pp. 37-38.

⁶⁶² Cfr. A. Abruzzese, *L’intelligenza del mondo. Fondamenti di storia e teoria dell’immaginario*, Meltemi, Roma 2001, p. 140.

⁶⁶³ L’Indagine ISAR nasce a seguito di un accordo fra la RAI, le principali concessionarie di radio locali (Radio Radicale, CORALLO, SPER, Radio Studio 105, Gamma Italia, Divisione radio Italia), le associazioni delle agenzie di pubblicità (Assap, SIPRA) ed egli utenti di pubblicità (UPA). Per queste informazioni cfr. ISAR; *Indagine sull’ascolto radiofonico 1983*, vol. II, Dati regionali, Makrotest – Rai, Roma 1983.

giro di affari per le fabbriche di apparecchiature è di 13 miliardi di lire e di 4 miliardi e mezzo quello delle aziende produttrici di programmi”⁶⁶⁴. Tali cifre, che rappresentano un campione e non l’intero fenomeno, difficile da censire nella sua effettiva portata, mostravano il peso economico di un settore che si sviluppava nella più totale mancanza di regole. Al fine di tutelare meglio i propri interessi economici e presentarsi con una struttura unitaria alla discussione della nuova legge sulla radiotelevisione, nel 1985 le federazioni di radio e televisioni locali si costituivano nella FRT (Federazione Radio Televisioni)⁶⁶⁵. Questo nuovo organismo era composto dalle associazioni costituite negli anni precedenti come la FIERTL, la FIEL e la FILET, ma anche dalle grandi emittenti televisive, inglobando oltre il 50% dell’emittenza radiofonica privata e il 98% dell’emittenza televisiva. Anche queste cifre illustravano quanto il settore delle televisioni private condizionava in parallelo lo status dei canali radiofonici. Dal punto di vista delle radio locali, questo organismo si batterà negli anni seguenti per il rilascio delle concessioni del diritto di trasmissione sul territorio nazionale a tutti i soggetti interessanti, contribuendo così alla definizione di un quadro normativo più rigoroso. La mancanza di regole sarebbe stata definitivamente risolta soltanto con l’approvazione della legge Mammi nell’agosto del 1990⁶⁶⁶: una fotografia della situazione esistente, che avrebbe definito, per la prima volta dagli anni Settanta, le nuove tipologie di emittenti destinate ad animare il paesaggio radiofonico italiano negli anni Novanta.

IV.4. Le radio locali e la pubblicità in Italia e in Francia

Con una misura inserita nella legge del novembre 1981, e confermata dalla legge di riforma del sistema audiovisivo del luglio 1982, in Francia le radio locali private non sono autorizzate al finanziamento attraverso la pubblicità. Tale misura, se da un lato riconosce l’importanza della comunicazione sociale, dall’altro costituisce uno dei punti di maggiore contrasto tra le forze politiche e gli animatori della radio. La questione del finanziamento rappresenta un tema controverso in quanto era all’origine di due differenti visioni dei media e del mercato che appaiono in contraddizione tra loro. Il divieto di autorizzare la raccolta pubblicitaria, esprimeva la volontà di

⁶⁶⁴ Cfr. *Radio private, una speranza. Si ritocca il piano-frequenze?*, in “La Stampa”, 29 settembre 1984.

⁶⁶⁵ Cfr. *Associate tutte le tv e le radio private*, in “La Stampa”, 2 marzo 1985.

preservare la comunicazione locale da un eventuale condizionamento da parte dei finanziatori sul contenuto delle trasmissioni radiofoniche, mentre la concessione della pubblicità rappresentava l'accettazione del modello commerciale. Il periodo che va dall'elezione di François Mitterrand nel maggio 1981 fino all'autorizzazione del finanziamento pubblicitario per le radio locali private nell'agosto del 1984, costituisce una fase molto importante per lo sviluppo del settore della radiofonia privata locale che si pone in concorrenza tanto con i canali di Radio France, quanto con le radio "periferiche". Le numerose radio che ottengono la possibilità di diffondere dei programmi, iniziano a dotarsi di collaboratori fissi, come gli animatori, i redattori e i tecnici. Sebbene in una fase pionieristica come è stata quella dei primi anni Ottanta, i responsabili delle stazioni svolgevano le attività più diverse, presentandosi come figure "tuttofare", con il passare dei mesi la maggior parte delle emittenti mostrava di avere problemi economici che impedivano di finanziare i vari progetti a causa dell'aumento del numero di collaboratori. Lo Stato, per garantire la tutela di queste forme di comunicazione, come già ricordato, su proposta del deputato socialista Bernard Schreiner aveva previsto l'istituzione di un Fondo di sostegno per l'espressione radiofonica locale di 100.000 franchi all'anno che sarebbe stato finanziato da una tassa applicata sulla pubblicità trasmessa dalla televisione, dalla radio pubblica e dalle radio periferiche⁶⁶⁷.

I primi finanziamenti a favore delle radio private locali saranno concessi soltanto nell'autunno del 1983, circa due anni dopo la legge di tolleranza e ad oltre un anno dalla legge sull'audiovisivo del luglio 1982. In questa fase le radio utilizzano forme di finanziamento alternative: dai sostegni istituzionali, come le sovvenzioni ministeriali e degli enti locali, alle iniziative autonome delle stazioni come la vendita delle tessere degli ascoltatori, l'organizzazione di eventi (concerti, mostre, festival), la vendita di dischi e l'organizzazione di spettacoli al di fuori delle radio. Altre forme di finanziamento riguardano il rapporto con il pubblico e la promozione di eventi culturali del luogo di trasmissione delle radio: dediche di canzoni, vendita di gadget

⁶⁶⁶ Cfr. F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, cit., pp. 109-110 e E. Menduni, *La radio nell'era della Tv*, cit., 53-55.

⁶⁶⁷ Cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, t. III 1974-2000, cit., p. 383.

della radio (adesivi, t-shirt), promozione di spettacoli, del cinema locale, della presentazione di libri⁶⁶⁸.

All'interno della casistica sui finanziamenti pubblicitari delle radio locali rientrano anche le sponsorizzazioni delle discoteche, dei negozi di dischi e altri tipi di sponsorizzazione di attività legate alla musica. Questo a testimonianza di quanto questi settori economici stabiliscono rapporti sempre più stretti con il mondo delle radio⁶⁶⁹.

IV.4.1 Pubblicità clandestina e radio locali in Francia

Davanti a difficoltà materiali di sopravvivenza per le stazioni, si afferma in questa fase il finanziamento pubblicitario clandestino, che diventa una pratica piuttosto diffusa per le radio meno forti da un punto di vista economico e coinvolge diverse associazioni. Un numero sempre maggiore di emittenti, in mancanza di fonti di finanziamento certe, decide apertamente di violare la legge. A titolo di esempio si riporta il rapporto del Service Juridique et Technique de l'Information rispetto alla situazione di tre radio locali a Valence nella regione del Rhône-Alpes, che si differenziavano tra loro sulla questione della pubblicità:

“A l'occasion d'une émission diffusée le 23 septembre 1981 deux radios «Radio Feeling» et «Radio La Méduse» refusant toujours toute publicité sur leur antenne tentent d'assurer leur autofinancement par vente d'autocollants et l'organisation de fêtes de soutien. Mais selon leur responsables, ces ressources s'avèrent largement insuffisantes pour couvrir tous les frais afférents à une radio locale et ils craignent de devoir recourir à la publicité «sous peine d'être obligés de mettre fin à leur activité».

A cette fin Radio Feeling (102 mhz) et Radio La Méduse» (101 mhz) pourraient imiter leur consœur «Radio V» (97 mhz) qui elle, parvient à équilibrer son budget en acceptant de diffuser 20 mn de publicité pour 10 heures d'antenne par jour selon le tarif de 3 F la seconde. Les annonceurs locaux auraient ainsi permis à «Radio V» de réaliser une chiffre d'affaires de 20.000 F depuis la mi-juillet”⁶⁷⁰.

Altri esempi mostrano come le radio sono individuate da diverse attività commerciali locali come uno spazio da sfruttare nella propria strategia di vendita. “Radio Horizon RH+”, diffonde dall'autunno 1981 brevi spot pubblicitari riguardanti delle attività

⁶⁶⁸ Sugli aspetti del finanziamento delle radio private locali in questa fase Cfr. R. Prot, *Des radios pour se parler*, cit., pp. 101-102.

⁶⁶⁹ Cfr. E. Menduni, *La radio nell'era della Tv*, cit., p.68.

⁶⁷⁰ *Le financement des radios locales à Valence (26)*, 28 septembre 1981, versement n. 20030260 art. 1, CAC, site de Fontainebleau.

locali: “un hôtelier, un disquaire, un coiffeur”⁶⁷¹. A Bourg-en-Bresse “Radio 2” “diffuse [...] 10 à 15 minutes de publicité par jour, pour les commerçants de la cité et ceci pour faire face à des difficultés financiers”⁶⁷².

In questo periodo di divieto della pubblicità le nuove radio che si costituiscono si dotano di forme di organizzazione in grado di tutelare le proprie rivendicazioni. Se le federazioni delle radio hanno contribuito alla stesura delle leggi che regolano l’audiovisivo durante i lavori preparatori condotti dal Ministro Fillioud e dai suoi collaboratori, per altri versi hanno anche sottolineato i limiti di una possibile legislazione che avrebbe penalizzato le radio locali. A partire dalla nascita delle *radios libres* nel 1977 le federazioni delle radio hanno rappresentato delle strutture organizzate in grado di avere un peso nei confronti delle autorità e delle istituzioni. Al fianco delle tre federazioni nazionali, l’ALO, la FNRL e la FNRTL, si costituiscono, numerose associazioni e federazioni di radio a carattere regionale. Le tre principali associazioni nazionali rappresentano un terzo del totale delle radio, anche se non è raro che alcune radio aderenti ad un’organizzazione locale, facciano parte anche di una delle organizzazioni nazionali. In una lettera indirizzata al Presidente della Repubblica già nel settembre 1981, i rappresentanti di quattro importanti associazioni di categoria come l’ALO, la FNRTL, les Amis de la Parole e il SIRTI (Syndicat Interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes), avevano denunciato il rischio per le radio locali di non poter sopravvivere senza mezzi di finanziamento e segnatamente senza la pubblicità:

“[...] Sans financement par les messages payants, seules subsisteraient des radios pauvres de bénévoles, sans audience et sans moyen, car elles ne pourraient ni créer, ni informer, ni répondre dans la dignité à la soif de libre création et de libre parole de notre époque. Face à ces stations généreuses mais privées des ressources, grandiront des entreprises florissantes qui vivront des subventions de collectivités locales, de municipalité, voire des mécènes. Alors les partis politiques, les organisations les plus riches ou les grandes entreprises seront les seules à pouvoir financer leurs propres radios. Il faut que votre gouvernement n’ait pas mesuré toutes ces conséquences pour avoir pris aussi soudainement des semblables mesures”.

Nella stessa lettera inoltre si insisteva sulle grandi possibilità di crescita e rilancio dell’occupazione che un settore come quello delle radio locali, avrebbe potuto

⁶⁷¹ *Nouvelles brèves des radios locales*, 26 novembre 1981, versement n. 20030260 art. 1, CAC, site de Fontainebleau.

⁶⁷² *Nouvelles brèves des radios locales*, 11 décembre 1981, *ivi*.

garantire, sottolineando una questione che negli stessi anni riguardava anche il mondo delle radio locali italiane:

“[...] Comment enfin refuser, dans un moment de chômage grandissant, la création d’emplois que représenteront les radio libre en particulier pour les jeunes attirés par cette nouvelle forme d’expression et de formation? D’où vient cet immense besoin qui dans le temps des roses a fait fleurir les radios libres? Il s’agit dans ce monde moderne et dur d’abolir la solitude, de créer de nouvelles alliances entre les êtres, de donner enfin la parole aux offensés du cœur et aux humiliés de la vie. [...] c’est que nous attendons [...], c’est une législation exemplaire qui seule permettra à la France de rattraper en ce domaine le retard qu’elle a pris sur ses voisins et de leur devancer par la générosité de son audace”⁶⁷³.

La principale differenza tra le associazioni riguardava proprio le questioni del finanziamento e della professionalità delle radio. La volontà dell’ALO era quella di favorire la creazione di un solido settore di radiofonia locale finanziata dalla pubblicità. Questa scelta rispondeva non tanto alla logica di adesione ai principi liberali del mercato, quanto alla preoccupazione di garantire l’esistenza e la qualità delle radio, ponendo al primo piano l’ascoltatore. Dopo l’elezione di François Mitterrand si crea nel maggio 1981 la FNRTLI, la Fédération Nationale des Radios et Télévisions Libres et Indépendantes. Anche tale organismo, che raggruppava oltre 180 emittenti, ha svolto un ruolo importante tanto nello spingere a favore di un cambiamento della legge, che nel dare uno statuto professionale alle radio. In questa ottica la Federazione si trasforma nel novembre del 1983 in un vero e proprio sindacato, il SNTRL (Syndicat National des Télévisions et Radios Locales) con lo scopo principale di “défendre et promouvoir les intérêts des entreprises de communication audiovisuelle”⁶⁷⁴.

La FNRL (Fédération Nationale des Radio Libres non Commerciales), che rivendicava oltre un centinaio di radio aderenti, è stata l’organizzazione che con maggiore determinazione ha difeso la legge e le misure previste per la sopravvivenza delle radio locali. La FNRL ha contribuito alla fine degli anni Settanta a far emergere il dibattito sul monopolio insieme all’ALO ed è quella che raggruppava le radio militanti che rifiutavano la pubblicità. Nella fase della pubblicità clandestina questa

⁶⁷³ Per queste citazioni si veda il testo della lettera delle Associazioni, datata 22 settembre 1981, riportato in “Problèmes de l’Audiovisuel”, n. 16, novembre-décembre 1983, pp. 24-25.

⁶⁷⁴ Cfr. R. Prot, *Des radios pour se parler*, cit., p. 53.

federazione chiedeva il rispetto della legge e l'istituzione di mezzi finanziari alternativi in grado di garantire l'esistenza delle radio. A differenza delle altre associazioni di categoria, la FNRL era composta prevalentemente da radio di quartiere o comunque con un raggio di emissione abbastanza ridotto. La questione della pubblicità e del finanziamento sarà all'origine della divisione tra le due componenti dell'organizzazione nel congresso del giugno 1983. In questa occasione la FNRL si divide tra una maggioranza favorevole al mantenimento di una comunicazione non commerciale ed una minoranza che auspica il ricorso alla pubblicità. Da questa divisione viene fondata la CNRL (Confédération nationale des radios libres). Nel suo statuto si legge come le radio dovessero mantenere l'indipendenza da: “ [...] tout pouvoir politique: situées au cœur des cités ou des campagnes, ces radios ne peuvent ni ne veulent échapper aux débats politiques; mais elles se refusent d'être l'organe d'expression d'un Etat, d'un parti ou d'un pouvoir local.”.

Oltre a questa volontà di indipendenza da organi politici, si affermava con decisione anche l'indipendenza delle radio rispetto a qualunque confessione religiosa e a qualunque potenza economica⁶⁷⁵.

Dai rapporti del Ministero dell'Interno emerge come la nuova legge sull'audiovisivo del 1982 e i provvedimenti in favore delle radio locali, non fossero sufficienti a garantire la loro sopravvivenza economica. A margine di una valutazione sullo stato delle radio locali in Francia, una nota del governo sottolineava come il divieto della pubblicità aveva determinato le risposte più varie da parte delle stazioni al fine di aggirare la legge:

“Privées par la loi de toute ressource publicitaire, les stations qui parviennent à survivre après deux ans d'existence mettent en pratique, dans la plupart de cas, « combines » et manœuvres en tout genre pour contourner les dispositifs légaux et s'assurer de la trésorerie par la publicité « indirecte »”⁶⁷⁶.

Dietro queste forme di finanziamento premeva forte un bacino di inserzionisti prima locali, poi regionali e infine nazionali che intravedevano nelle oltre mille radio presenti sul territorio un importante spazio da sfruttare. A questo proposito, come esempio di una situazione che ormai non sembrava più controllabile, è indicativo leggere una nota redatta dal Service Juridique et Technique de l'Information circa la situazione delle radio nel

⁶⁷⁵ Per queste informazioni si veda la Charte de la CNRL, riportato in appendice in J. Benetière-J. Soncin, *Au cœur des radios libres*, Paris, L'Harmattan 1989, p. 235.

⁶⁷⁶ Cfr. 1983: *L'année de la légalisation effective des radios locales privées*, 19 décembre 1983, versement n. 20030260 art.2, CAC, site de Fontainebleau.

dipartimento della Sarthe, nella regione della Loira. Per ottemperare alle spese dovute ai costi di gestione della radio e al pagamento dei salari dei redattori, si segnala come questo dipartimento era :

« assez représentatif d'une situation qui tend à se généraliser et qui se caractérise essentiellement par le non respect, de plus en plus évident, des critères définis par la loi de la Communication Audiovisuelle. Ainsi pour faire face aux charges fixes et aux salaires versés aux animateurs professionnels, le recours à la publicité et aux contrats d'animation ont tendance à se développer »⁶⁷⁷.

IV.4.2 L'autorizzazione della pubblicità in Francia: le radio locali nel sistema commerciale

Le spinte sempre più consistenti in direzione di un'apertura del settore radiofonico alla pubblicità da parte degli inserzionisti⁶⁷⁸, mostrano l'importanza che viene attribuita a questi nuovi supporti per favorire uno sviluppo economico del settore. Le Associazioni delle Agenzie pubblicitarie francesi si schierano a favore di un cambiamento della legge, auspicando una definitiva apertura del settore. Infatti i rappresentanti delle Agenzie sostenevano la necessità di una modifica per una serie di motivi, elencati in un documento redatto pochi giorni prima delle dichiarazioni favorevoli alla pubblicità pronunciate da François Mitterrand nella primavera del 1984:

“ [...] pour les radios [...] vivre dans l'illégalité n'a rien de satisfaisant;
 - pour les agences et pour les annonceurs, il est difficile d'être sollicités par des médias qui répondent clairement à des nouveaux besoin de communication et de ne pas saisir cette chance. Mais c'est aussi se rendre complice d'un détournement de la loi;
 - enfin, il est [...] évident que [...] commencent à s'organiser divers regroupements, réseaux, ou positions dominantes qui agissent aujourd'hui dans l'ombre, mais qui demain apparaîtront au grand jour comme les véritables bénéficiaires d'une période trouble [...]”

Il testo terminava con un invito rivolto al governo che preannunciava le evoluzioni dei mesi successivi: “Les radios locales ont, depuis deux ans, fait la preuve qu'elles correspondaient à un besoin réel de communication. Il est désormais urgent que les préjugés nourris à l'encontre de la publicité s'effacent et que soient reconnus à ces nouveaux médias les moyens de vivre”⁶⁷⁹.

⁶⁷⁷ Cfr. *La loi sur la communication audiovisuelle de moins en moins respectée*, 4 octobre 1983, ivi.

⁶⁷⁸ Cfr. M. Martin, *Trois siècles de publicité en France*, Odile Jacob, Paris 1992, pp. 353-371.

⁶⁷⁹ Cfr. *Radios locales: "Changez la loi" demandent les agences*, 29, mars 1984, versement n. 19920382, art. 3, CAC, site de Fontainebleau.

Dopo un'intensa campagna di stampa condotta in primo luogo dal quotidiano "Le Matin de Paris", il Presidente Mitterrand nell'aprile del 1984 si dichiara favorevole alla pubblicità⁶⁸⁰. Questo cambiamento di impostazione trova sostenitori entusiasti nella maggior parte delle radio che in questo modo si avviano verso una forma di istituzionalizzazione all'interno del sistema dei media francesi. A differenza dell'Italia, dove il settore della radiofonìa privata rappresenterà da subito un canale di comunicazione pubblicitaria, soprattutto a livello locale, in Francia il governo ritorna sui propri passi e riconosce alle radio la possibilità di finanziarsi attraverso i comunicati pubblicitari. Sebbene questa pratica, come si è visto, fosse largamente utilizzata in modo clandestino, con la legge del 1° agosto 1984, la radiofonìa privata locale termina la sua fase sperimentale e pionieristica e si afferma come una componente importante del panorama dei media in Francia⁶⁸¹. I decreti di applicazione della legge sul finanziamento delle emittenti sarebbero stati firmati nel dicembre del 1984. Da sottolineare che i nuovi provvedimenti, non stabilivano limiti né nella forma, né nella durata dei messaggi pubblicitari. Per quelle emittenti decise a mantenere lo statuto associativo e a non finanziarsi attraverso la pubblicità, il governo proponeva altre forme di sovvenzione come il ricorso al Fondo di sostegno all'espressione radiofonica locale che era stato confermato dalla legge. Tra la fine del 1983 e la fine del 1985 è stato valutato che oltre 700 stazioni o raggruppamenti di radio avessero ricevuto una sovvenzione di 100 000 franchi per l'installazione, dimostrando la volontà delle istituzioni di sostenere anche nel mutato quadro queste forme di comunicazione⁶⁸².

Le stazioni potevano programmare la trasmissione di messaggi pagati, destinati a sostenere delle azioni collettive o d'interesse generale. Gli enti locali e le comunità territoriali avevano la facoltà di coprire le spese di gestione delle emittenti fino ad un massimo del 25% dei costi totali⁶⁸³. L'unico limite alla pubblicità era che lo stesso inserzionista non poteva superare il 10% del finanziamento della radio.

L'approvazione della nuova legge sul finanziamento pubblicitario avveniva peraltro in un momento politico in cui la Presidenza di François Mitterrand viveva una delle fasi di maggiore difficoltà. Infatti il governo di Pierre Mauroy era al centro delle critiche dell'opposizione che sfoceranno in grandi manifestazioni di piazza per la proposta di legge

⁶⁸⁰ Cfr. tra gli altri J.-N. Jeanneney, *Une histoire des médias*, cit., p. 259, C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, t. III 1974-2000, cit., pp. 384-386, J. Benetière-J. Soncin, *Au cœur des radios libres*, cit., pp. 29-30 e G. Fillioud, *Mémoires des deux rives*, Editions du Moment, Paris 2008.

⁶⁸¹ Cfr. C. Ulmann-Mauriat, *Presse, radio et télévision en France de 1631 à nos jours*, cit., pp. 227.

⁶⁸² Per questi dati cfr. A. Cojean, *Le départ de M. Jean-Michel Galabert*, in "Le Monde", 16 novembre 1985.

sulle scuole private presentata dal Ministro dell'Educazione Alain Savary. Nel mese di luglio del 1984 il progetto sarà ritirato su indicazione del Presidente della Repubblica con le conseguenti dimissioni del Ministro. Accusato di essere illiberale dall'opposizione, Mitterrand favorisce un'alternanza alla carica di Primo ministro tra Pierre Mauroy e Laurent Fabius. Le figura di Fabius rispetto a Mauroy segnava, anche da un punto di vista simbolico la volontà di dare un'immagine più liberale del governo⁶⁸⁴. Uno dei primi provvedimenti del neonato governo Fabius è dunque l'autorizzazione della pubblicità sulle radio locali private. Alla fine del 1984 un altro avvenimento simbolico contribuisce ad un ulteriore cambiamento di fase per le radio libere in Francia, almeno così come erano state conosciute dalla fine degli anni Settanta. Il 4 dicembre 1984 la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle sospende le autorizzazioni per otto radio di Parigi, accusate di violare le norme sulla potenza consentita dei trasmettitori. NRJ (Nouvelle Radio des Jeunes), l'emittente lanciata dal giovane pubblicitario Jean-Paul Baudecroux, il cui trasmettitore è di 100 kW quando la potenza consentita è di 0,5 kW, organizza una manifestazione in suo favore alla quale partecipano alcuni esponenti della musica francese, tra i quali anche la popolare cantante Dalida. In questa occasione migliaia di giovani sostengono la "loro" radio, dai provvedimenti delle autorità e reclamano la libertà di trasmettere per "la plus belle des radios"⁶⁸⁵. Davanti a questo appoggio alla radio commerciale più ascoltata a Parigi, la Haute Autorité ritirerà le misure di sospensione e consentirà all'emittente di proseguire indisturbata le trasmissioni. NRJ a partire dal marzo 1984⁶⁸⁶, inizierà un lungo percorso di affiliazione con altre emittenti locali attraverso un sistema di ponti-radio, che determinerà un progressiva estensione del proprio segnale a numerose zone della Francia, in attesa di diventare il primo *network* di dimensioni nazionali.

Secondo Annick Cojean, inviata per il quotidiano "Le Monde" alla giornata di studi organizzata dall'AACP (Association des Agences-Conseils en Publicité) e dal settimanale "Stratégies" sul tema "Les radios locales face à la publicité", ad un mese di distanza dall'approvazione della legge, dopo il periodo di passione, per le radio locali era giunto il

⁶⁸³ Cfr. E. Cazenave, C. Ulmann-Mauriat, *Presse, radio et télévision en France de 1631 à nos jours*, cit., pp. 227-228.

⁶⁸⁴ Cfr. J.-F. Sirinelli (éd.), *La France de 1914 à nos jours*, Presses Universitaires de France, Paris 2004 (1ère édition «Quatrigé»), pp. 443-445.

⁶⁸⁵ Per una cronaca di questo episodio si veda J.-N. Jeannenney, *Une histoire des médias*, cit., p. 259.

⁶⁸⁶ Cfr. *Nouvelles breves des radios locales*, 21 mars 1984, versement n. 20030260, art. 2, CAC, site de Fontainebleau. Si legge nella nota del SJTI: "La Direction de N.R.J. a décidé de franchiser son sigle. Ainsi, de nombreuses stations de province

momento del passaggio al professionismo⁶⁸⁷. Frank Eskenazi, sottolineava come le agenzie pubblicitarie vedevano con favore l'autorizzazione della pubblicità sulla banda FM, soprattutto rispetto al pubblico da individuare come destinatario dei propri messaggi. Infatti i giovani, che animavano e ascoltavano le nuove *radios locales privées*, come del resto avveniva parallelamente in Italia, erano individuati come il settore principale della loro strategia comunicativa. Secondo Jean-Jacques Cheval, la tendenza che si afferma in questa fase è che il finanziamento pubblicitario risolveva i problemi economici soltanto per le radio con un progetto di impresa più sviluppato, costringendo le emittenti meno organizzate ad accontentarsi di una parte minima del mercato e determinando una generale concentrazione delle risorse. A testimonianza di questo aspetto si veda uno studio pubblicato dall'AACP nel 1985. Su 614 radio locali private interrogate, il 19% raccoglieva il 67,4% della cifra globale investita in questo settore, mentre il 57% si divideva soltanto il 16% delle risorse⁶⁸⁸. Tale dato dimostrava la tendenza all'affermazione delle emittenti con una struttura più solida che di fatto assumevano una posizione di predominio nella divisione degli investimenti pubblicitari. In questo stesso anno il valore complessivo degli investimenti pubblicitari nelle radio locali private in Francia veniva stimato nella cifra di 395 milioni di franchi. La maggior parte dei messaggi pubblicitari trasmessi erano di carattere locale (71%), mentre il restante 29% aveva un carattere nazionale⁶⁸⁹. Come succede negli stessi anni in Italia, nel caso delle pubblicità nazionali, i canali locali ritrasmettono il programma dell'emittente o dell'agenzia fornitrici del contenuto pubblicitario, prima di ritornare alla tradizionale diffusione locale.

Al fine di avere dei dati certi, utili per indirizzare gli inserzionisti e le agenzie pubblicitarie verso una determinata emittente piuttosto che verso un'altra, si manifesta la necessità di realizzare alcuni sondaggi specifici sull'ascolto delle radio a livello locale⁶⁹⁰. Muovendo da queste esigenze, nel corso del 1985 si svolgerà una prima ondata di rilevazioni sul pubblico, sulle quali torneremo più avanti in sede di analisi degli ascolti delle radio locali in Italia e in Francia.

pourront utiliser la marque NRJ comme un label de qualité radiophonique, moyennant, en guise de royalties, la diffusion sur leur antenne d'un certain quota de programmes fabriqués par NRJ.

⁶⁸⁷ Cfr. A. Cojean, *Après la passion, le temps des professionnels*, in "Le Monde", 20 septembre 1984.

⁶⁸⁸ Per questi dati cfr. J.-J. Cheval, *Les radios en France*, cit., pp.82-83.

⁶⁸⁹ Per questi dati cfr. A. Cojean, *395 millions de francs de publicité investis dans les radios locales*, in "Le Monde", 15 juin 1985.

⁶⁹⁰ Cfr. F. Eskenazi, *Les radios locales économiquement insaisissables*, in "Libération", 20 septembre 1984.

IV.4.3 Radio locali, pubblicità e televisione in Italia

Lo sviluppo delle radio locali in Italia va collocato all'interno dell'evoluzione del sistema dei media così come si configura dalla fine degli anni Settanta. L'Italia costituisce un caso a parte per il forte sviluppo della televisione privata commerciale, prima locale, poi nazionale⁶⁹¹. La moltiplicazione dei canali resa possibile dalla radio dalla metà degli anni Settanta anticipa in parte il cambiamento epocale che si verificherà con la comparsa delle televisioni nazionali private.

Le radio, come l'intero comparto dei media audiovisivi, rientrano all'interno di un processo più lungo, di dimensioni europee che è stato il boom della pubblicità. È in questi anni che le radio decidono di finanziarsi nella maggior parte dei casi attraverso degli introiti pubblicitari. Negli anni precedenti, soprattutto nella seconda metà degli anni Settanta si erano registrate delle iniziative alternative anche rispetto alla raccolta pubblicitaria. La FRED (Federazione Radio Emittenti Democratiche), prima della sua dissoluzione nel 1978, aveva costituito una propria agenzia pubblicitaria, Pubbliradio, con la quale si occupava di raccogliere la pubblicità, produrre messaggi preregistrati da distribuire alle emittenti, in modo da avere un coordinamento nazionale su questo tipo di risorse. Più in generale, come ha scritto Antonio Pilati il periodo che segue il 1976

“vede il confluire e il sovrapporsi di tre sviluppi differenti, ma intrecciati: il formarsi di un mercato con forti caratteri competitivi e modalità commerciali innovative; la crescente fiducia delle aziende nella capacità di orientamento della comunicazione; l'espansione quantitativa delle risorse di marketing (tra cui la pubblicità primeggia) e la loro redistribuzione presso i diversi canali di comunicazione”⁶⁹².

A partire dagli anni Ottanta, venuta meno la presenza delle radio di “movimento”, nascono diverse concessionarie pubblicitarie radiofoniche; in alcuni casi le emittenti più strutturate, come per esempio Rete 105, si dotano di proprie concessionarie, diventando degli importanti punti di riferimento per le radio che possiedono una dimensione maggiormente locale. Nel corso del 1980 viene costituita la SPER (Società Pubblicità Editoriale Radiofonica), come emanazione del settore radio della Manzoni (Gruppo editoriale L'Espresso). Fin dai primi anni vengono prodotti e distribuiti programmi radiofonici con pubblicità preinserita. La dimensione artigianale dei messaggi pubblicitari della seconda

⁶⁹¹ Cfr. P. Ortoleva, *Un ventennio a colori. Televisione privata e società in Italia (1975-1995)*, cit., F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, cit., F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, cit. e E. Menduni, *La radio nell'era della Tv*, cit.

⁶⁹² A. Pilati, *La pubblicità dei mezzi di comunicazione*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *La stampa italiana nell'età della TV*, cit., p. 292.

metà degli anni Settanta, con la reclame di prodotti e attività commerciali legate alla zone di trasmissione, si trasforma lentamente nel corso degli anni in un'attività che coinvolge un settore economico che cerca nuovi canali per espandersi⁶⁹³. Per la pubblicità, la nascita delle radio locali rappresenta una possibilità nuova da sfruttare. Infatti a partire dalla Riforma della Rai del 1975, l'esclusiva sugli investimenti pubblicitari radiotelevisivi riservata alla SIPRA, la concessionaria pubblicitaria della Rai, viene meno. Si aprono in questa fase nuovi spazi e possibilità per gli investitori. Il luogo privilegiato di questa mutamento è la televisione commerciale, che si sostiene in gran parte con i proventi pubblicitari. La creazione della concessionaria Publitalia per i canali Fininvest, rappresenta da questo punto di vista un momento cruciale della trasformazione del sistema pubblicitario nei mezzi di comunicazione⁶⁹⁴.

Tuttavia se si osservano gli investimenti annuali in spese pubblicitarie sui mezzi di comunicazione si nota che l'insieme delle radio private – un settore composto da più di tremila soggetti a livello nazionale – supera la raccolta pubblicitaria della radio Rai soltanto nel 1984, quando cioè seppur timidamente, alcune radio iniziano a progettare di ampliare il proprio raggio di emissione e permettere così all'emittente una copertura nazionale. Se si osservano gli investimenti pubblicitari lungo tutto il decennio nei principali mezzi di comunicazione si nota come per la radio si passi dai 38 miliardi di lire investiti nelle radio private nel 1980 ai 183 del 1990. Nello stesso periodo, l'investimento sui canali radiofonici della Rai passa dai 45 miliardi del 1980 ai 111 del 1990. In termini percentuali sulla quota complessiva della raccolta pubblicitaria sui mezzi di comunicazione, il totale della radio passa dal 6,68% del 1980 al 3,64% del 1990. Nello stesso periodo la spesa pubblicitaria complessiva in relazione al PIL è cresciuta passando tra il 1981 e il 1987 dallo 0,4% a oltre l'1%⁶⁹⁵, grazie soprattutto alla televisione, che trainata dal comparto privato, passa tra il 1980 e il 1990 dal 25,68% al 47,88% della percentuale sul mercato. Questo trionfo della pubblicità negli anni Ottanta ha coinvolto in maniera meno importante il settore della radiofonia privata. Tuttavia occorre sottolineare che a partire dai primi anni Novanta, grazie soprattutto alla migliore struttura di impresa di diverse radio, che con il tempo hanno acquisito una dimensione nazionale o interregionale, gli investimenti

⁶⁹³ Cfr. R. Borghi, *Dritti al cuore. Dalla pubblicità fatta in casa la moderno advertising*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", cit., pp. 353-354.

⁶⁹⁴ A. Pilati, *La pubblicità dei mezzi di comunicazione*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *La stampa italiana nell'età della TV*, cit., p. 294.

pubblicitari sono ripresi ad aumentare superando il 4% della spesa complessiva. I dati presentati nella tabella 2 mostrano l'evoluzione della spesa pubblicitaria sulle radio private in Italia. Da un punto di vista economico il confronto con la televisione commerciale mostra come la radio in questa fase non riusciva ad occupare una porzione significativa di mercato. Attraverso il radicamento nel territorio locale, le emittenti si presentano come dei validi spazi per il mercato locale che offre necessariamente risorse limitate rispetto a quelle della televisione privata, che cerca fin dagli inizi degli inserzionisti nazionali. Infatti molta pubblicità locale trova nelle radio uno dei canali principali: si premia la possibilità di utilizzare le radio come veicolo pubblicitario e si apprezza da parte degli artigiani il piacere di ascoltare l'annuncio della propria attività o del proprio negozio. Anche in questa categoria dunque viene privilegiato l'ascolto delle radio private e locali poiché sono «divertenti, si può telefonare, ci si conosce»⁶⁹⁶.

Il processo di inserimento delle radio locali all'interno di un mercato pubblicitario di dimensioni nazionali si realizzerà soltanto alla fine del decennio, mantenendo sempre un forte legame con il territorio di origine. Il rapporto di predominanza del comparto privato in termini di pubblicità si accentuerà nel corso del decennio, prefigurando il “sorpasso” sugli ascolti che avviene nel 1987.

Dai dati IREP del 1987 emergeva come la radio in Francia occupava circa il 7% degli investimenti pubblicitari tra i vari media contro il 22% della televisione e il 56,4% della stampa (quotidiani e periodici)⁶⁹⁷. Secondo Marc Martin nel settore della pubblicità la radio è stata la principale vittima dell'arrivo delle televisioni private. La percentuale di pubblicità radiofonica raccolta dai network di radio locali nel 1988 era del 25%. Una percentuale di investimenti che mostrava la concorrenza operata dalle radio periferiche, che dal 1986 trasmettevano anche in FM. La frammentazione della modulazione di frequenza, articolata tra radio nazionali e radio locali, spiega in parte le riserve degli inserzionisti nazionali ad investire nel settore della pubblicità radiofonica, che tra il 1984 e il 1990 passa dal 9,4% al 6,6% della percentuale di investimenti globali⁶⁹⁸. Se confrontati con analoghi dati sulla spesa pubblicitaria nei mezzi di comunicazione di massa in Italia,

⁶⁹⁵ Cfr. D. Forgacs, *L'industrializzazione della cultura italiana (1880-2000)*, cit., p. 282.

⁶⁹⁶ Appunto del servizio opinioni della Rai, *Il vissuto della radio*, n.448, ottobre 1989, pp. 23-25.

⁶⁹⁷ Cfr. F. D'Almeida, C. Delporte, *Histoire des médias en France*, cit., p. 270.

⁶⁹⁸ Cfr. M. Martin, *Trois siècles de publicité en France*, cit., pp. 384-388.

appare chiaro come la televisione, trainata dal comparto commerciale, era indiscutibilmente il supporto più utilizzato sfiorando il 50% degli investimenti complessivi e come la radio ne risultasse profondamente penalizzata non riuscendo a raccogliere risorse superiori al 3%.

Tabella 2: Fonte: Nostra elaborazione su dati presenti in E. Menduni, *Il mondo della radio. Dal transistor a Internet*, Il Mulino, Bologna 2001, p. 141. *Investimenti pubblicitari in Italia: quote di mercato della radio e della televisione (in miliardi di lire e in percentuale).*

Anno	Radio RAI	Radio Private	% Radio sul mercato	%TV sul mercato
1980	45	38	6,68	25,68
1981	48	43	5,65	30,06
1982	62	46	5,15	36,16
1983	70	64	4,91	42,79
1984	56	74	3,93	47,24
1985	64	80	3,61	48,65
1986	72	102	3,65	47,58
1987	81	126	3,55	46,90
1988	97	140	3,55	47,52
1989	105	159	3,62	46,75
1990	111	183	3,64	47,88

5. La nuova “geografia” della radio. L’ascolto delle radio locali private nelle Regioni

IV.5.1 Le radio tra “glocalizzazione” e pluralità di formati

Lo sviluppo e la crescita del numero di radio locali in Italia e in Francia determina un mutamento profondo del panorama radiofonico nei due Paesi. Il passaggio da un sistema monopolistico ad un sistema di libera concorrenza aumenta il numero dei canali a disposizione per la comunicazione di messaggi, di contenuti culturali e di informazioni. Le caratteristiche della radio, mezzo di comunicazione dell’oralità, del

linguaggio parlato, negli anni Ottanta permettono un rapporto con il pubblico, che ne accentua la propria dimensione di *medium* dell'intimità, della confidenza⁶⁹⁹. Il costante utilizzo del telefono che favorisce la bidirezionalità del flusso comunicativo e una forma di interattività, costituisce uno dei principali strumenti per aiutare quel processo di identificazione degli ascoltatori con l'emittente, che si afferma in maniera compiuta in questa fase. La radio favorisce l'intrecciarsi della dimensione pubblica con la sfera privata⁷⁰⁰, grazie alla capacità di stimolare uno scambio costante con il pubblico. Il pubblico si identifica con la radio perché gli animatori si occupano di argomenti che sono di stretto interesse rispetto alla vita locale, alle informazioni. Accanto alla dimensione locale di questo nuovo tipo di comunicazione, si coglie nella programmazione delle radio una tendenza a "delocalizzarsi"⁷⁰¹, a "internazionalizzare" i propri contenuti, proponendo in molte occasioni prodotti dell'industria musicale anglosassone. Si osserva così una duplice tendenza nelle radio italiane e francesi nel loro passaggio da una dimensione locale dei primi anni alla costruzione dei network nazionali nel corso della loro evoluzione. Il completamento della copertura nazionale da parte di alcuni emittenti locali, avviene progressivamente a partire dalla metà degli anni Ottanta. In questa fase l'altra tendenza è la definizione di un profilo di comunicazione locale incentrato sul rapporto con gli ascoltatori, basato sulle dediche, sui giochi a premi, sulle telefonate in diretta, sulla pubblicità di avvenimenti politici e culturali significativi per la comunità nella quale si trasmette. Il duplice orientamento ad una dimensione da un lato nazionale, dall'altro locale, costituisce un aspetto decisivo per la radio negli anni Ottanta. La specificità propria della radio di essere al contempo un *medium* globale e locale⁷⁰² permette di analizzare queste evoluzioni anche alla luce dei processi di concentrazione di alcuni settori dell'industria culturale a livello mondiale che iniziano sul finire degli anni Settanta. Il concetto di "glocalizzazione", considerato come uno dei tratti distintivi nella modernità, applicato ai media e in questo caso specifico alla radio, consente di illustrare questa duplice propensione.

⁶⁹⁹ Cfr. A. Abruzzese, *Dialoghi del tempo vissuto*, in F. Monteleone (a cura di), *La radio che non c'è. Settant'anni, un grande futuro*, Donzelli, Roma 1994, pp. 5-15.

⁷⁰⁰ Cfr. P. Flichy, *Storia della comunicazione moderna. Sfera pubblica e dimensione privata*, Baskerville, Bologna 1994 e A. Tonelli, *Stato spettacolo. Pubblico e privato dagli anni '80 a oggi*, Bruno Mondadori, Milano 2010, pp.73-77.

⁷⁰¹ Cfr. B. Fenati, *La radio commerciale. Le origini del mercato, lo sviluppo delle professionalità e dei format dei network radiofonici italiani*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", cit., pp. 73-79.

⁷⁰² Cfr. D. Hendy, *La radio nell'era globale*, cit., pp. 38-42.

Il numero di formati radiofonici determinato dalla *deregulation* in Italia e in Francia, aumenta in modo esponenziale. La radio, diventa lo strumento a disposizione di qualunque tipo di minoranza per intervenire ed occupare uno spazio nei media. Accanto alle radio politiche, portavoce di un gruppo o di una sensibilità specifica, trovano largo spazio le stazioni espressione delle differenti comunità religiose, oltre a quelle che manifestano un'aperta vocazione commerciale. Tale diversificazione contribuisce ad arricchire enormemente l'offerta radiofonica nei due Paesi, consentendo al pubblico di scegliere tra un ventaglio di prodotti molto ampio. In Italia fino al 1975 il monopolio della Rai aveva limitato l'offerta radiofonica a tre canali, con brevi spazi per le notizie del locale; in Francia, la radio pubblica era affiancata dalle radio "periferiche", RTL, RMC e Europe 1, grandi compagnie radiotelevisive che fedeli alla propria impostazione commerciale, si presentavano come forme di intrattenimento generalista. Con l'allargamento dell'offerta radiofonica si registra tra il pubblico una tendenza che si affermerà compiutamente tra la fine degli anni Ottanta e l'inizio degli anni Novanta: il passaggio da una comunicazione di massa ad una comunicazione segmentata, o in altri termini dal *broadcasting* al *narrowcasting*⁷⁰³.

Da questo punto di vista la radio costituisce il mezzo di comunicazione attraverso cui si modifica questo mutamento nella scelta dell'interlocutore. Se fino a qualche anno prima l'obiettivo di arrivare al numero più ampio di persone passa per una programmazione generalista (fondata sull'informazione e l'intrattenimento), durante gli anni Ottanta si sviluppa una programmazione specifica in direzione di pubblici mirati⁷⁰⁴.

5.2 Una nuova "geografia" della radio?

Un altro elemento significativo della proliferazione delle radio locali, è il loro contributo alla definizione di una nuova "geografia dei media". Il bisogno di comunicazione a livello locale avviene in un momento in cui le autonomie locali iniziano ad essere rivendicate come tratti propri di un'identità comune. È così che attraverso la radio diventa possibile recuperare una serie di linguaggi, stili espressivi, dialetti, che altrimenti difficilmente avrebbero trovato spazio in una programmazione

⁷⁰³ Per questi aspetti si veda D. Forgacs, *L'industrializzazione della cultura italiana (1880-2000)*, cit., p. 272, B. Fenati, *Stili di consumo radiofonico*, in F. Monteleone (a cura di), *La radio che non c'è*, cit., p. 52.

⁷⁰⁴ Cfr. B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, cit., pp. 38-59

di carattere più ampio. I processi di decentramento amministrativo e politico avviati negli stessi anni in Italia e in Francia, denotano la crescente importanza della dimensione locale. In Italia con l'attuazione del dettato costituzionale vengono istituite le Regioni nel 1970, indicando la progressiva cessione di alcune prerogative dello stato alle strutture periferiche; in Francia il ministro per il decentramento Gaston Defferre a partire dal 1982 inaugura una serie di provvedimenti con i quali si avvia il processo di decentramento amministrativo⁷⁰⁵. Inoltre il ruolo giocato dalla radio pubblica, con una missione istituzionale riconosciuta rispetto alle radio locali private, nel favorire una maggiore copertura della vita delle comunità locali, denota come il tema rimanesse attuale e come il decentramento dei media in Italia e in Francia avveniva in questa fase principalmente attraverso le radio. Peppino Ortoleva ha evidenziato come le radio contribuiscono a favorire una ridefinizione della "geografia dei media" italiani basata su due contraddizioni essenziali:

"[...] mentre si conferma e si rafforza la tendenza all'accentramento che esclude o emargina centri un tempo vivi e produttivi, si fa in più momenti sentire il bisogno di dare espressione nuova, con mezzi nuovi, alle culture locali: questa contraddizione attraversa non solo e non tanto le TV, ma soprattutto le radio, nate dalla liberalizzazione di fatto dell'etere a partire dal 1975"⁷⁰⁶.

Da sottolineare anche il ruolo svolto dalla stampa locale nei due Paesi. In Francia, al momento dell'autorizzazione delle nuove radio locali private molte testate decidono di partecipare alla costruzione di una radio per ampliare le proprie possibilità comunicative; in Italia la collaborazione tra le emittenti locali e la stampa dei giornali di provincia si rafforza nel corso degli anni dando vita a diverse forme di collaborazione.

Le nuove radio consentono a numerose comunità di accedere ad un mezzo di comunicazione e di esprimersi, permettono ad esempio alle numerose comunità di immigrati presenti in Francia di avere uno strumento a propria disposizione e favorire il processo di integrazione, oppure tutelare un patrimonio culturale che altrimenti si perderebbe. Analogo discorso può essere fatto per le emittenti espressione di una comunità regionale ben definita: è il caso ad esempio di Radio Onde Furlane⁷⁰⁷, nel Friuli Venezia Giulia, che decide di trasmettere in dialetto friulano per preservare il

⁷⁰⁵ Cfr. per questi aspetti G.-F. Dumont, *Les régions et la régionalisation en France*, Ellipses Editions, Paris 2004, pp. 32-34.

⁷⁰⁶ P. Ortoleva, *Mediastoria*. cit., p. 30.

proprio patrimonio linguistico e culturale, rappresentando la capacità della radio di essere un mezzo di diffusione di un'identità territoriale. Quando si parla di una nuova geografia dei media, bisogna partire dall'accentramento dei media presente in Italia e in Francia prima e durante l'avvento delle radio locali. La dimensione centralistica della comunicazione in Francia, dove Parigi costituisce il fulcro di ogni attività, pur mantenendo una posizione dominante, si attenua sulla spinta delle radio locali. In Italia, negli anni Ottanta, si accentua il processo di concentrazione dei media, in particolare nel settore televisivo, con le due capitali dei media, Milano per il settore privato e Roma per il settore pubblico, ma assistiamo nello stesso tempo alla diffusione di un numero elevato di radio in aree del Paese periferiche rispetto al centro.

L'Italia e la Francia, con una struttura amministrativa relativamente simile dal punto di vista delle Regioni, possono essere analizzate in questa ottica per misurare il grado di penetrazione delle radio locali presso il pubblico in alcune aree specifiche anche in base a differenti "scale" di analisi.

La concentrazione di radio locali private in Francia alla fine del 1984, presentata nello studio di Robert Prot⁷⁰⁸, mostra come le zone di maggiore presenza di queste emittenti erano oltre all'Ile de France, il Nord-Pas de Calais, l'Alsazia, l'Aquitania, la Provenza e il Rhône-Alpes dove si registrava la presenza di oltre 25 stazioni locali in media. Come riportato nella tabella 3 un'analoga presenza di radio locali si riscontrava in alcune agglomerazioni del Midi come Marsiglia (Bouches du Rhône) e Montpellier (Hérault); nel Nord-ovest in Bretagna l'area di Rennes aveva tra le sedici e le venticinque emittenti. Tra le aree che contavano una minore diffusione radiofonica, compresa tra le 6 e le 15 stazioni, si trovavano le regioni del Centro con i bacini di Orleans e Tours (Centre), di Dijon (Bourgogne), ma anche zone del Midi come Toulouse (Midi-Pyrénées), del Nord-Est come Nantes (Pays de la Loire) e del Nord-Ovest come Nancy (Lorraine).

Altre regioni faticavano ad imporsi come luoghi di diffusione radiofonica come l'Auvergne con il bacino di Clermont-Ferrand (tra una e cinque radio locali private) anche perché il numero degli abitanti di queste aree era inferiore rispetto a quello con

⁷⁰⁷ Cfr. *Radio Onde Furlane*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", cit., p. 255.

⁷⁰⁸ R. Prot, *Des radios pour se parler*, cit., p. 86.

una maggiore densità radiofonica e in molti casi anche soltanto alcune radio locali riuscivano ad essere presenti nella vita delle comunità locali. Questi livelli di diffusione delle radio locali, che sono indicativi di una fase ancora provvisoria, se da un lato erano comprensibili rispetto alla densità del popolamento e della ricchezza economica di regioni come l'Ile de France, il Rhône-Alpes, la Provence e il Nord-Pas de Calais, non spiegavano la grande proliferazione in regioni meno densamente popolate come l'Alsazia. All'opposto il bacino di Nantes, pur avendo un numero di abitanti superiore si collocava indietro nel numero di stazioni locali. La diversa diffusione delle radio locali private in Francia alla fine del 1984 mostrava quanto questi nuovi strumenti di comunicazione nati con la fine del monopolio avessero modificato il quadro della geografia radiofonica anche indipendentemente dai livelli demografici delle varie aree.

Il ruolo delle radio private locali all'interno dell'offerta radiofonica complessiva della Francia, secondo il sondaggio IFOP del giugno 1985 appare significativo. Infatti nelle aree con il numero maggiore di radio locali si registrano importanti livelli di ascolto. Prima di effettuare un confronto tra le diverse percentuali di penetrazione delle radio locali, occorre ricordare che all'interno dell'offerta complessiva della radio francese sono presenti anche le radio "periferiche", stazioni che si dividono la quota di ascolto con i canali di Radio France, fino alla legalizzazione delle radio 'pirata'. Valutare l'incidenza delle radio locali rispetto all'Italia deve tenere conto di questa specificità in un'ottica di comparazione. Le radio estere sono presenti in Italia, ma hanno una diffusione limitata soltanto ad alcune regioni, soprattutto quelle poste ai confini della Penisola e non hanno un peso significativo nel rilevamento degli ascolti.

Tabella 3: Fonte: Nostra elaborazione su dati: *L'Audience de la Radio*, Principaux résultats, Région Ile de France et agglomérations françaises de plus de 200.000 habitants, juin 1985, Etude réalisée sous le contrôle technique du CESP (Centre d'Etudes et de Supports de la Publicité), CAC, site de Fontainebleau, versement n 19920382(sous dérogation) art. 3 e R. Prot Des radios pour se parler. Les radios locales en France, La Documentation Française, Paris 1985, p. 86.

Audience cumulée la veille	Au moins une de poste périphérique	Au moins une radio locale privée	Au moins une station Radio-France	La radio en général	RLP nella Regione
Paris (intra muros)	34,8%	32,8%	31,0%	72,8%	>25
Ile de France	42,7%	32,3%	21,0%	75,7%	>25
Lyon	40,2%	30,0%	20,1%	71,8%	>25
Marseille	29,3%	25,3%	18,2	61,3%	>25
Bordeaux	22,6%	30,7%	40,2%	72,4%	>25
Lille	46,8%	33,0%	17,7%	76,3%	>25
Strasbourg	34,4%	46,0%	12,3%	74,0%	>25
Rennes	33,7%	31,3%	30,1%	78,3%	16 – 25
Rouen	45,1%	32,4%	19,6%	77,3%	>25
Montpellier	27,7%	27,7%	24,3%	65,6%	>25
Dijon	49,1%	34,4%	17,7%	77,6%	6 – 15
Clermont-Ferrand	32,6%	24,9%	33,2%	71,8%	1 – 5
Tours	44,2%	27,8%	19,8%	73,4%	6 – 15
Orléans	48,6%	24,9%	17,0%	73,8%	6 – 15
Nancy	56,6%	25,6%	14,3%	77,4%	6 – 15
Brest	16,7%	38,4%	29,3%	69,3%	16 – 25
Grenoble	28,6%	30,7%	32,4%	71,2%	>25
Mulhouse	34,6%	35,1%	12,2%	68,2%	>25
Nantes	31,2%	31,6%	24,0%	69,1%	6 – 15
Nice	32,0%	20,9%	22,2%	64,5%	16 – 25
Toulouse	28,9%	23,7%	24,1%	64,3%	6 – 15

Come si osserva dalla Tabella 3 già nel 1985, a pochi mesi dall'autorizzazione della pubblicità, il settore delle radio private locali ha un ascolto indicativo del peso che il fenomeno aveva assunto. La regione della Bretagna era uno dei luoghi dove venivano più ascoltate le nuove emittenti. A Brest, le radio locali superano nettamente sia le radio periferiche che i canali di Radio France con il 38,4% anche se l'ascolto complessivo della radio era inferiore ad altre aree con il 69,3%. A Rennes, le radio locali registravano ascolti maggiori di Radio France e avevano percentuali di penetrazione molto simili a quelle delle radio "periferiche", laddove l'ascolto radiofonico era il più diffuso tra i vari bacini presi in considerazione. La Bretagna si presenta come una regione dove il numero di emittenti è significativo, ma non è nell'ordine dei numeri dei grandi centri urbani. Questi dati mostrano tuttavia la capacità delle emittenti di incontrare il favore del pubblico in alcune aree meno dotate di mezzi di comunicazione a livello locale. A Parigi e nell'Ile de France, dove il numero di radio è sempre stato molto alto, le radio locali private si dividevano gli ascolti con Radio France e le periferiche dimostrando di essere apprezzate da oltre un terzo degli ascoltatori (32,3%) dove l'ascolto della radio in generale era del 75,2%. A Lione e Marsiglia, le aree più densamente popolate dopo l'Ile de France, le radio locali superavano in entrambi i casi le percentuali di ascolto della radio pubblica, rispettivamente il 30% a Lione e il 25,3% a Marsiglia, ma erano inferiori rispetto alle radio periferiche. Inoltre i livelli di diffusione dell'ascolto radiofonico erano molto più alti a Lione con 71,8% di penetrazione contro il 61,3% dell'area di Marsiglia. All'interno dell'agglomerazione di Bordeaux, un'altra area con un'alta densità di concentrazione di emittenti locali, la radio pubblica è al primo posto, mentre le *radios locales privées* (30,7%), superavano di molto gli ascolti delle "radio periferiche"(22,6%) con il 72,4% di ascolto globale. Lilla, nella regione del Nord Pas de Calais, dove si trovavano alcune decine di radio locali, registrava il primato delle radio "periferiche"(46,8%), ma il dato delle private era comunque significativo (33%) in quanto superava ampiamente i canali di Radio France (17,7%) in un'area dove la radio era ascoltata dal 76,3% del pubblico. La Regione dove gli ascolti delle radio locali erano maggiori era l'Alsazia. A Strasburgo le radio locali ottenevano il 46% degli ascolti, contro il 34,4% delle periferiche e circa il 12% per Radio France con un ascolto radiofonico del 74%. Tale percentuale può essere spiegata con il grande numero di stazioni private presenti in questa area. Se osserviamo i dati in alcune agglomerazioni dove non era presente un numero significativo di radio locali, come

per esempio l’Auvergne e segnatamente il bacino di Clermont-Ferrand, si notava che la radio pubblica manteneva la sua centralità (33,2%), ma anche che le radio locali avevano circa un quarto dell’ascolto complessivo (24,9%). Se consideriamo l’agglomerazione di Digione e la regione della Borgogna, si notava invece una prevalenza delle “periferiche”(49,1%) ma con dei livelli di ascolto delle emittenti locali (34,4%) che superava decisamente la radio pubblica(17,7%) in un’area dove la radio era ascoltata dal 77,6% della popolazione.

In Italia l’indagine ISAR tiene conto per la prima volta della diffusione della radio a livello regionale e provinciale dal momento della fine del monopolio nel 1976. Da questi dati emerge un quadro complessivo ricco e piuttosto omogeneo. Le radio sono presenti in tutte le Regioni con una percentuale consistente. Tale indagine, svolta su un campione, pur non avendo la pretesa di essere esaustiva, in quanto il numero delle emittenti in questo periodo continuava a crescere sulla spinta di un ampio *turn over* rendendo difficile stabilire una cifra esatta⁷⁰⁹, mostra un quadro attendibile delle Regioni con una maggiore concentrazione di radio private in Italia. Sulle 1577 radio locali censite, emergeva che la Sicilia era al primo posto per numero di emittenti, 190, di cui 183 nella sola provincia di Palermo e sette nelle altre provincie. In questa Regione l’ascolto complessivo delle radio locali superava l’ascolto complessivo dei canali Rai. Su un totale di 2626 ascoltatori della radio, pari al 70,9% della popolazione regionale, il 54,1% premiava l’ascolto delle radio private, con punte dell’ascolto giovanile (15-24 anni) che toccava cifre superiori all’ 85%. La Sicilia⁷¹⁰, patria della prima radio libera italiana, Radio Sicilia Libera fondata da Danilo Dolci nel 1970, confermava così la presenza significativa del comparto radiofonico privato. La Lombardia si trovava al secondo posto per numero di emittenti (157), di cui 132 concentrate nella sola provincia di Milano e 25 nelle altre provincie della Regione. La Lombardia, costituiva del resto la regione dove si erano sviluppate con maggiori risultati le prime radio libere, da Radio Milano International a Studio 105, fino ad arrivare a Radio Milano Centrale, Canale 96 e Radio Popolare. Inoltre nel 1982 a Milano era nata Radio Deejay su iniziativa di Claudio Cecchetto, disc-jockey in

⁷⁰⁹ Sul numero esatto di radio in Italia durante gli anni Ottanta vi è stata a lungo confusione. Il sondaggio del Ministero delle Poste del 1984 indicava oltre 4000 emittenti. Le radio oggetto dell’indagine ISAR, sono le emittenti che a livello provinciale hanno raggiunto un bacino di ascolto significativo. Si prestano pertanto all’analisi della loro effettiva incidenza sul pubblico ‘locale’ considerato.

⁷¹⁰ Per un quadro generale della radiofonia libera e privata nell’Italia meridionale cfr. G. Fiorentino, *Radio libere e radio private nel Sud*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) *Radio FM 1976-2006. Trent’anni di libertà d’antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent’anni di libertà d’antenna”, cit., pp. 109-112.

passato di Studio 105 e Radio Milano International, che costituisce uno dei primi esempi di radio indirizzata ad un pubblico specifico, individuato nella fascia dei giovani tra i 15 e i 24 anni. Studio 105 che muterà il nome fino a diventare Radio 105 nel 1982 è la prima emittente locale che inizia ad ampliare il proprio raggio di emissione, fino a quando nel 1989 raggiungerà l'intera copertura nazionale, diventando di fatto la prima radio privata nazionale a vocazione commerciale⁷¹¹. In Lombardia le radio private si dividevano gli ascolti con le reti pubbliche, ma non superavano la RAI, consolidando una posizione di vantaggio soprattutto tra i giovani(25-34) e i giovanissimi(15-24) con punte oltre l'80%. Un'altra regione dove il numero delle emittenti appare significativo era la Puglia con 130 stazioni, di cui 125 all'interno della provincia di Bari. A livello regionale anche in questo territorio si confermava un maggiore ascolto delle radio private (54%) contro il 46% della Rai. Per quanto riguarda il Lazio si registravano 88 stazioni, la maggior parte delle quali (86) all'interno della provincia di Roma; l'indagine del 1983 rivelava che la Radio Rai era nel complesso più ascoltata (41,2%), contro il 22,1% delle private. Altre regioni che manifestano una forte vitalità del settore radiofonico con circa un centinaio di radio private erano la Campania, la Toscana, l'Emilia Romagna, il Piemonte e il Veneto. In questi casi il numero di emittenti censite varia tra le 98 del Piemonte (all'interno delle quali venivano contemplate anche le radio della Valle d'Aosta), e le 111 del Veneto. Le radio private sopravanzavano negli ascolti la radio Rai in Campania e in Emilia Romagna, mentre in Toscana, Piemonte e Veneto, il primato degli ascolti spettava ai canali Rai⁷¹². Da questi dati emerge come già nel 1983, per quanto riguarda gli ascolti in importanti regioni italiane, le radio libere divenute locali, si ponessero in alternativa al servizio pubblico della Rai. Tale aspetto si confermerà nel corso degli anni successivi e sarà sancito dal superamento a livello nazionale del comparto privato su quello pubblico nel 1987. A livello di penetrazione nel bacino di ascolto, dagli stessi dati emergeva come l'ascolto delle radio private era superiore a quello dei canali Rai nei comuni tra i 10 mila e i 30 mila abitanti con il 31,4% contro il 28,5%, e nei comuni tra i 30 e i 100 mila abitanti (32,4% contro il 31,3). Da un punto di vista della composizione del pubblico il 31,9% degli ascoltatori di radio private si concentra nei comuni al di sotto dei 10 mila abitanti, con buone

⁷¹¹ Cfr. P. Ortoleva, *Milano e le altre*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", cit., pp. 209-210.

percentuali (22,1%) anche in quelli tra i 10 e i 30 mila abitanti. L'ascolto della Rai si ripartisce invece sia nei centri inferiori ai 10 mila abitanti (30,8%), sia in quelli con oltre 250 mila abitanti (24,9%). Da un punto di vista demografico le radio private sopravanzano la Rai soprattutto nelle fasce di pubblico di giovani e giovanissimi, mentre la RAI recuperava la sua centralità nelle fasce di età superiori ai 35 anni. In particolare tra i 15 e i 24 anni l'ascolto delle private era del 59% contro il 22% della Rai, mentre tra i 25 e i 34 anni è del 36,9% contro il 27,3% dei canali pubblici. Se l'ascolto complessivo dei canali Rai si ripartisce in maniera omogenea tra le varie fasce demografiche, l'ascolto delle radio private è costituito nel complesso per il 40,5% dai giovani tra i 15 e i 24 anni⁷¹³.

Dall'insieme di questi dati si osserva come la presenza delle radio locali ha contribuito a modificare in profondità delle abitudini di ascolto consolidate, emergendo in alcune zone dei due Paesi come le radio più ascoltate nella Regione. Il mutamento intervenuto si è esplicitato anche in una nuova "geografia della radio" che ha determinato un apprezzamento significativo per le emittenti locali, che dimostravano di avere intaccato in modo significativo le percentuali di ascolto dei canali pubblici e per la Francia delle "periferiche". Queste evoluzioni degli anni Ottanta anticipano alcune cambiamenti del pubblico radiofonico che arriveranno a compimento nel corso del decennio successivo; fin da ora tuttavia si manifestava chiaramente la trasformazione intervenuta nelle scelte del pubblico della radio in Italia e in Francia, a partire dalla comparsa delle radio libere nella seconda metà degli anni Settanta. Le preferenze attribuite alle emittenti private su scala locale segnavano un mutamento decisivo che avrebbe condizionato l'evoluzione del comparto radiofonico anche nella seconda metà degli anni Ottanta.

⁷¹² Per questi dati si veda ISAR; *Indagine sull'ascolto radiofonico 1983*, vol. II, Dati provinciali sull'ascolto delle radio locali, Makrotest – Rai, Roma 1983.

⁷¹³ Cfr. ISAR; *Indagine sull'ascolto radiofonico 1983*, vol. II, *Dati provinciali sull'ascolto delle radio locali*, Makrotest – Rai, Roma 1983.

CINQUIEME PARTIE –QUINTA PARTE

V. Le radio Libere nell'età della Tv (1985-1990)

V.1. La normalizzazione della FM.

V.1.1 La radio nella seconda metà degli anni Ottanta: dalle radio libere al modello commerciale

Nel corso della seconda metà degli anni Ottanta la stagione delle radio libere così come si era configurata a partire dagli anni Settanta si chiude in modo definitivo. A parte alcune significative eccezioni, di cui tratteremo nel dettaglio più avanti, la radio e le espressioni di utilizzo alternativo del mezzo, sia dal punto di vista della produzione che dell'organizzazione, in Italia e in Francia vengono assorbite all'interno di un sistema mediatico in trasformazione sulla spinta dei progressi tecnologici e di un più generale indirizzo liberale e liberista dell'economia, simboleggiato su scala planetaria dai governi di Ronald Reagan negli Stati Uniti e di Margaret Thatcher in Inghilterra.

I media, attraverso la loro moltiplicazione, se da un lato offrono nuovi ed importanti occasioni di diffusione e consumo di contenuti, dall'altro diventano degli attori fondamentali del nuovo sistema commerciale dove la corsa agli ascolti è giustificata dalla centralità che assumono i ricavi pubblicitari. L'esempio delle radio libere – divenute negli anni Ottanta in Italia e in Francia prima radio private locali e in seguito nazionali – dimostra come i tentativi di creazione di modelli alternativi di utilizzo della radio, venissero ricompresi all'interno di processi economici e sociali più generali in una logica di normalizzazione del settore.

Il concetto di società dell'informazione con cui si è soliti tracciare il passaggio da una società industriale ad una società "post-industriale"⁷¹⁴, è pertinente se ci si riferisce al contesto dell'Italia e della Francia durante gli anni Ottanta. Nel corso di questo decennio nei due Paesi si verificano dei mutamenti profondi nella composizione sociale: la maggioranza della popolazione viene impiegata nei servizi, determinando il passaggio verso una società dell'informazione, dove i media assumono un ruolo sempre più centrale all'interno della società e nella vita degli individui. Riflettendo sui caratteri della modernità e sui mutamenti del concetto di sapere indotti dall'informatizzazione della società, alla fine degli anni Settanta il filosofo François Lyotard aveva individuato le caratteristiche della "condizione post-moderna"⁷¹⁵, indicando un'epoca in cui le grandi narrazioni ideologiche sul mondo e sulla realtà, che fino ad allora avevano ispirato la coesione sociale, sarebbero venute meno. Queste trasformazioni implicavano un nuovo modo di concepire il sapere e la conoscenza:

“Questo rapporto fra la conoscenza ed i suoi fornitori ed utenti tende e tenderà a rivestire la forma di quello che intercorre fra la merce e i suoi produttori e consumatori, vale a dire la forma valore. Il sapere viene e verrà prodotto per essere venduto, e viene e verrà consumato per essere valorizzato in un nuovo tipo di produzione: in entrambi i casi per essere scambiato. Cessa di essere fine a sé stesso, perde il proprio «valore d'uso»”⁷¹⁶.

Tali riflessioni mostravano il cambiamento di fase realizzato sotto la spinta dell'informatizzazione della società: da questo punto di vista le radio private negli anni Ottanta rappresentano un esempio di come si declina il concetto di sapere e di conoscenza attraverso i media. Lo stretto legame tra programmazione ed esigenze commerciali espresso dalla maggior parte delle stazioni in Italia e in Francia mostrava come anche le radio – che negli anni Settanta erano state viste come delle opportunità concrete per l'espressione di culture alternative a quella dominante – partecipassero di questi mutamenti, decretando la fine delle speranze e delle illusioni nell'idea di comunicazione alternativa ai grandi circuiti mediatici⁷¹⁷. Come ha scritto Armand Mattelart in proposito

“la trajectoire des «médias communautaires» montrait la fausseté des dilemmes qui marquaient les débats occupant le devant de la scène. Elle signalait, d'une part qu'une

⁷¹⁴ D. Bell, *The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting*, Basic Books, New York 1973.

⁷¹⁵ Cfr. F. Lyotard, *La condition postmoderne*, Les Editions de Minuit, Paris 1979, trad. it. *La condizione postmoderna*, Feltrinelli, Milano 1981.

⁷¹⁶ Cfr. F. Lyotard, *La condition postmoderna*, cit., pp. 12-13.

⁷¹⁷ Cfr. J.-J. Cheval, *Les radios en France. Histoire, état, enjeux*, Apogée, Rennes 1997, pp. 89-92.

service public maintenu pour des raisons corporatistes est aussi pernicieux qu'une décentralisation qui ne vise qu'un objectif de déconcentration de pouvoir et, d'autre part, que jouer le jeu des self-médias-outil-idéal-d'autogestion contre la télévision-centralisatrice-image du pouvoir concentrique ne se soldait pas forcément par un élargissement des possibilités d'expression des citoyens et le renouvellement de l'espace public".

Inoltre il sociologo belga parlava di una "impossible quête du «communautaire» et du «local» comme point d'ancrage pour la création d'une identité et d'un espace de couverture du média dit alternatif rappelait que la démocratie n'est pas nécessairement là où on dit qu'elle est. *Small n'est pas nécessairement beautiful*".⁷¹⁸

Le radio libere e locali, perso ormai il loro connotato di alterità e di libertà rispetto alle tradizionali istituzioni del monopolio, nella seconda metà degli anni Ottanta costituiscono un settore in cui si riproducono su piccola scala i meccanismi che avevano accompagnato la nascita della neotelevisione, secondo la definizione di Umberto Eco. Un attento osservatore della trasformazione dei media come Eco già nel 1983 aveva sostenuto: "con la moltiplicazione dei canali, con la privatizzazione, con l'avvento di nuove diavolerie elettroniche, viviamo nell'epoca della Neotelevisione. Della Paleo TV si poteva fare un dizionarietto coi nomi dei protagonisti e i titoli delle trasmissioni. Con la Neo Tv sarebbe impossibile, non solo perché i personaggi e le rubriche sono infinite, non solo perché nessuno ce la fa più a ricordarli e a riconoscerli, ma anche perché lo stesso personaggio gioca ruoli diversi a seconda se parla dai teleschermi statali o da quelli privati. [...]. La caratteristica principale della Neo Tv è che essa sempre meno parla (come la Paleo Tv faceva o fingeva di fare) del mondo esterno. Essa parla di se stessa e del contatto che sta stabilendo col proprio pubblico"⁷¹⁹.

Le emittenti cambiano e vengono assorbite all'interno di un'industria culturale in profonda trasformazione sulla spinta di nuovi metodi di produzione e di *marketing*, oltre ai progressi tecnologici nel campo delle telecomunicazioni (dallo sviluppo dei cavi in fibra ottica, alla diffusione dei satelliti, fino ai nuovi sistemi di commutazione). A partire dalla metà degli anni Settanta anche nell'organizzazione industriale avvengono cambiamenti importanti attraverso il passaggio dal fordismo al "post-fordismo", vale a dire dalla produzione di massa alla specializzazione flessibile. Dal punto di vista del sistema mediatico, come ha ben messo in evidenza

⁷¹⁸ A. Mattelart, *La communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, La Découverte, Paris 1999, pp. 240-241.

David Forgacs⁷²⁰ concorrono a questa rinnovata organizzazione alcuni processi di lunga durata che si affermano compiutamente dalla seconda metà degli anni Settanta e faranno sentire i propri effetti nel corso del decennio Ottanta. La progressiva mondializzazione della produzione e della distribuzione di prodotti culturali all'interno delle industrie audiovisive è strettamente collegata alla globalizzazione dell'industria pubblicitaria e allo sfruttamento commerciale dei nuovi sistemi di comunicazione e di tele distribuzione. Negli stessi anni viene ridimensionato il controllo dello Stato nella gestione dell'industria audiovisiva. Lo sviluppo di un mercato sempre più polarizzato ha favorito una progressiva tendenza delle comunicazioni di massa a spostarsi sempre più verso forme di comunicazione segmentata. La radio, grazie alla sua elasticità e pluralità di formati è stato, prima ancora della televisione, il *medium* che ha sperimentato forme di comunicazione rivolte a specifici segmenti di pubblico. L'evoluzione delle radio libere e locali in Italia e in Francia mostra questo cambiamento e coincide con un mutamento della funzione sociale attribuita alla radio.

Lo spirito della “presa della parola”, innalzato a vessillo delle prime radio libere e più in generale della comunicazione alternativa degli anni Settanta, si scontra con un ritorno al realismo e al pragmatismo degli anni Ottanta. I media assumono in questi anni un ruolo centrale e fondamentale nella società. Dal punto di vista degli animatori delle radio non è più in gioco la libertà di espressione, ma la semplice possibilità di trasmettere per avere un proprio spazio nel sistema delle comunicazioni. Dall'impegno politico di alcuni gruppi orientati verso una riflessione sui media, considerati nella seconda metà degli anni Settanta strumenti utili per la diffusione delle proprie idee e per dare la parola a chi era escluso dalla comunicazione, si è passati nel decennio successivo ad una partecipazione che vede in questa attività un nuovo mestiere, dove si trasmette per essere presenti e partecipare alla creazione del sistema dei media; la moltiplicazione dei canali viene interpretata come una possibilità di trovare dei luoghi in cui investire la propria attività professionale e le radio rappresentano in questi anni un luogo fondamentale per acquisire esperienze nel mondo della comunicazione⁷²¹.

⁷¹⁹ Cfr. U. Eco, *Sette anni di desiderio*, Bompiani, Milano 1983, p. 163.

⁷²⁰ Cfr. D. Forgacs, *L'industrializzazione della cultura italiana (1880-2000)*, Il Mulino, Bologna 2000, pp. 266-267.

⁷²¹ Cfr. J.-J. Cheval, *Les radios en France*, cit., p. 82.

Le radio libere avevano favorito la diffusione di modi di organizzare e produrre la comunicazione radiofonica secondo logiche differenti da quelle della radio del monopolio. In una visione di lungo periodo esse hanno avuto il merito di scardinare il modello della radio generalista che era sopravvissuto fino agli anni Settanta, per dare spazio ad una differenziazione progressiva, interessata ad individuare specifici segmenti di pubblico, al fine di essere maggiormente competitivi sul mercato pubblicitario. La radio si trasforma così in un *medium* che favorisce una comunicazione frammentata (*narrowcasting*), dove la musica costituisce il contenuto principale, riducendo di molto lo spazio che negli anni Settanta era stato riservato alla comunicazione politica e alla parola. In Italia e in Francia la progressiva normalizzazione del settore della modulazione di frequenza è determinata da cambiamenti sia nel quadro legislativo, che nella programmazione. In Francia il primo governo di “coabitazione” guidato da Jacques Chirac dopo la vittoria della destra nelle elezioni legislative della primavera del 1986, approva una nuova legge sull’audiovisivo, che seppur non rivolta in modo specifico alla radio, inserisce la comunicazione all’interno di un sistema commerciale, eliminando la nozione di radio locale in favore di quella di radio privata. In Italia nella stessa fase avviene una normalizzazione *de facto*, poiché all’interno di un perdurante vuoto legislativo⁷²², le radio più strutturate iniziano ad ampliarsi e a rilevare le frequenze delle stazioni con un progetto meno solido, all’interno di un sistema mediatico dominato dalla centralità della televisione commerciale. La normalizzazione dei programmi e dell’accesso al microfono causa la ridefinizione dei palinsesti e dello spazio dedicato alla libera espressione. Le stazioni più ascoltate in Italia e in Francia decidono di puntare su una programmazione simile, articolata sulla formula *music and news*, seguendo il concetto di flusso comunicativo. La costituzione dei network nazionali a partire dal 1984 con le parallele esperienze di NRJ in Francia e Studio 105 in Italia, favorisce la diffusione dei programmi della radio nazionale alle radio locali, determinando una generale omogeneità del prodotto radiofonico. Con l’introduzione del sistema dei satelliti nella seconda metà del decennio, la possibilità di circolazione e condivisione dei programmi tra più stazioni era destinata a rafforzare ulteriormente questa tendenza. Nella maggior parte delle radio locali infatti, a differenza della prima fase del movimento delle radio libere dove la varietà di formati era uno degli aspetti più

⁷²² Per un quadro generale della radio italiana negli anni Ottanta cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in*

innovativi , si cercava di riprodurre il modello generalista delle radio nazionali determinando una generale standardizzazione dei formati. Da un punto di vista dei palinsesti avviene inoltre il passaggio da una programmazione “verticale”, basata su appuntamenti variabili nel corso della giornata e della settimana e da un numero di ore di trasmissione ridotto, ad una struttura sempre più regolare, “orizzontale”, caratterizzata da appuntamenti fissi, facilmente individuabili dal pubblico fidelizzato. Se nella prima fase di diffusione del fenomeno della radiofonia privata, un ampio spazio è assegnato alle possibilità di esprimersi attraverso la parola, nel periodo successivo, accanto ad un maggior rigore nella composizione delle scalette, si assiste anche alla progressiva emarginazione dei programmi basati sulla voce, in favore delle trasmissioni musicali. Tale mutamento nei contenuti può essere interpretato alla luce delle riflessioni di Pierre Bourdieu sugli scambi linguistici, considerati come rapporti economici che influenzano il campo dei rapporti tra ricevitore ed emittente. Secondo Bourdieu: “l’échange linguistique est aussi un échange économique, qui s’établit dans un certain rapport de forces symbolique entre un producteur, pourvu, d’un certain capital linguistique, et un consommateur (ou un marché), et qui est propre à procurer un certain profit matériel ou symbolique”⁷²³. Il passaggio da una prevalenza di programmi parlati, ad una prevalenza di programmi di musica segnala il cambiamento di funzione della maggior parte delle radio in questa fase, anche alla luce del mutato quadro economico e sociale in Italia e in Francia nel corso degli anni Ottanta⁷²⁴.

In Italia fino al 1990 – anno dell’approvazione della legge Mammi – la radiofonia privata risentirà di una fase di incertezza giuridica nella quale le emittenti svilupperanno nuove strategie nel tentativo di costituire delle imprese con solide basi economiche. La nascita dei primi network a copertura nazionale dimostrerà come la logica della radio commerciale puntava ad accrescere sempre più il bacino di utenza al fine di allargare i propri introiti economici. In Italia quando negli anni Novanta si registrerà l’affermazione delle radio nazionali, stimate in una dozzina, almeno otto avranno un formato commerciale caratterizzato dall’individuazione di precisi

Italia. Costume, società e politica, Marsilio, Venezia 2006, pp. 499-503.

⁷²³ Cfr. P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Fayard, Paris 1992, p. 99.

⁷²⁴ Cfr. in particolare S. Colarizi, *Storia del Novecento Italiano. Cent’anni di entusiasmo, di paure, di speranza*, BUR, Milano 2000, pp. 453-468, P. Ginsborg, *Storia d’Italia 1943-1996. Famiglia, società, Stato*, Einaudi, Torino 1998, pp. 623-636, S. Lanaro, *Storia dell’Italia repubblicana*, Marsilio, Venezia 1992, pp. 475-476, J.-F. Sirinelli (éd.), *La France de 1914 à nos jours*, Presses Universitaires de France, Paris 2004 (1ere édition «Quatriges»), 438-439 e S. Bernstein, P. Milza, *Histoire de la France au XXe siècle*, tome III, *1958 à nos jours*, Editions Perrin, Paris 2009(IV éd.), pp. 642-48.

segmenti di pubblico e da strategie di offerta che saranno molto simili tra di loro⁷²⁵. In Francia dopo l'autorizzazione della pubblicità nell'agosto 1984, la strada verso l'integrazione delle radio locali all'interno del sistema mediatico commerciale sembrava essere definita. Tanto più che il fenomeno della pubblicità clandestina che le radio trasmettevano precedentemente all'approvazione della legge, risultava essere molto diffuso e sarà tra i principali motivi che determineranno la fine del divieto di raccolta di fondi pubblicitari in nome della libertà per le radio. La libertà richiesta non era quella di espressione come era stato nella fase di clandestinità del movimento, ma la libertà di accedere ai ricavi pubblicitari⁷²⁶. François Mitterrand stabilisce la possibilità per le radio di finanziarsi attraverso la pubblicità. Per le emittenti che decidevano di non usufruire di questa possibilità permanevano delle opzioni di scelta alternative. Tuttavia, nonostante esistesse l'opportunità di avvalersi del Fondo di Sostegno all'espressione radiofonica locale, dal 1985 almeno tre radio su quattro decidono di trasformarsi in società, con lo scopo di avere più solide basi finanziarie. Quando nel 1986 il governo di Jacques Chirac, facendo leva sulle proprie posizioni liberali, riconoscerà che la comunicazione doveva essere trattata come una "impresa" del sistema mediatico, la tendenza alla commercializzazione del settore era ormai definitivamente avviata. In questo quadro la costituzione dei primi network nazionali, unitamente all'apertura della modulazione di frequenza per le radio periferiche, rappresentava lo sviluppo di un processo che appariva inevitabile. Alla fine del decennio, la legge Mammì in Italia e la legge che istituisce il CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) in Francia nel gennaio del 1989, riserveranno uno spazio definito alle stazioni che esprimevano progetti di comunicazione "sociale", definendo queste emittenti come radio "comunitarie", vale a dire legate ad una comunità specifica di pubblico, sia essa di tipo politico, sociale, etnico, culturale, religioso e linguistico. Le radio comunitarie, tanto in Italia quanto in Francia, possono essere considerate le eredi del movimento delle radio libere degli anni Settanta. Tuttavia i mutamenti del quadro politico e economico lasciavano alle radio comunitarie uno spazio minimo, valutato in circa il 5% dell'ascolto totale, favorendo l'affermazione di progetti di impresa più solidi animati dalla volontà di creare delle radio commerciali. Si può rilevare come, pur da percorsi politici e legislativi

⁷²⁵ Cfr. E. Menduni, *La radio. Gli anni Novanta in Il Mediaevo: tv e industria culturale nell'Italia del XX secolo*, in M. Morcellini (a cura di), Carocci, Roma 2000, pp. 290-294.

⁷²⁶ Cfr. M. Achard, *La bande FM en liberté surveillée*, in "Le Matin de Paris", 26 mars 1984.

differenti, le radio “comunitarie” in Italia e in Francia, finiscano per occupare una posizione di secondo piano rispetto al mondo radiofonico nel suo complesso.

Il mutato clima politico e sociale degli anni Ottanta, definiti come anni del riflusso, del trionfo del privato⁷²⁷, anni nei quali si cercano nuove forme di organizzare il tempo libero, influisce su questa trasformazione del sistema radiofonico. Il pubblico trova nei media, soprattutto nella televisione, ma anche nelle radio, delle grandi dispensatrici di intrattenimento immediatamente fruibile e disponibile, favorendo così una generale spettacolarizzazione della società. Una spettacolarizzazione in parte diversa da quella descritta da Guy Debord⁷²⁸ nel 1967, ma che ben si adattava all’euforia di una società dei consumi, orientata verso occasioni di consumo mediale fortemente individualizzate, destinate a considerare l’individuo-ascoltatore nelle sue molteplici sfaccettature.

Le riflessioni di Jean Baudrillard, secondo il quale all’interno della “società dei consumi” i mass media costruiscono una “pseudo realtà” e rendono “consumabile” ogni aspetto della vita reale⁷²⁹, sembravano confermare questa tendenza riscontrabile nelle radio locali degli anni Ottanta. Per Baudrillard il consumo dei mass media si definiva a partire dalla sostituzione del codice del *medium* al sistema di riferimento proprio degli individui, poiché ciò che viene consumato – in linea con l’affermazione di Marshall McLuhan “medium is message”⁷³⁰ - “non è il contenuto manifesto dei suoni e delle immagini, ma è lo schema costrittivo, connesso all’essenza tecnica stessa di questi media, di disarticolazione del reale in segni successivi ed equivalenti”⁷³¹. In Francia, l’avvento al potere di François Mitterrand nel maggio 1981, era stato considerato come la promessa di una più ampia libertà nel campo delle comunicazioni di massa, dopo gli anni precedenti in cui sovente era stata rivolta al potere politico l’accusa di essere incapace di far rispettare l’indipendenza e il pluralismo all’interno della radio e della televisione. Nonostante il tentativo di sottrarre la comunicazione radiofonica alle logiche del mercato privilegiando il settore associativo, già nel 1984, a poco più di tre anni dall’elezione del governo socialista, la pubblicità aveva finito con l’imporsi. Sia nel caso dell’Italia che nel

⁷²⁷ E. Galli della Loggia, *La crisi del politico*, in AA. VV., *Il trionfo del privato*, Laterza, Roma-Bari 1980, pp. 6-45.

⁷²⁸ G. Debord, *La société du spectacle*, Buchet-Castel, Paris 1967, trad. it. *La società dello spettacolo*, Baldini&Castoldi, Milano 2008.

⁷²⁹ J. Baudrillard, *La société de consommation. Ses mythes ses structures*, Denoël, Paris 1970, trad. it. *La società dei consumi*, Il Mulino, Bologna 2010, p. 136.

⁷³⁰ M. McLuhan, *Understanding Media: The Extensions of Man*, McGraw Hill Book Company, New York 1964, trad. it. *Gli strumenti del comunicare*, Il Saggiatore, Milano 2008, pp. 29-41.

caso della Francia, si nota come l'evoluzione delle radio rispondesse più a criteri economici che di apertura di spazi in cui i cittadini potessero realmente utilizzare il medium per comunicare in maniera differente. Inoltre nel decennio dell'affermazione della televisione, del fascino dell'immagine a colori, presente costantemente all'interno dei nuclei familiari, la radio sembrava destinata ad aver perso molte delle sue prerogative. Se l'emergere delle radio libere negli anni Settanta aveva permesso numerose esperienze di comunicazione dal basso, svincolate da logiche di tipo economico, negli anni Ottanta la maggior parte di quelle spinte venivano ricomposte all'interno di uno spirito votato quasi esclusivamente al profitto. Si può parlare di un ritorno alla normalità, intesa come aderenza ai principi economici più generali, laddove, le radio degli anni Settanta avevano incrinato il sistema e dimostrato la possibilità di far convivere tra loro forme di organizzazione e produzione di contenuti estremamente varie e ricche. La "normalisation" della Fm di cui parla Jean-Jacques Cheval⁷³² a proposito della Francia, o il periodo di sostanziale continuità nella storia delle radio private in Italia rappresentato dagli anni Ottanta secondo Peppino Ortoleva⁷³³, segnalano una traiettoria comune, ma con specificità nazionali che hanno condizionato l'evoluzione del settore. L'Italia e la Francia, i due Paesi dell'Europa Occidentale in cui il processo di *deregulation* della radiofonia è stato più marcato negli anni Ottanta, costituiscono un esempio estremamente utile per dimostrare come la radio, proprio nel momento in cui in molti pensavano ad un suo progressivo declino sull'onda della cultura televisiva (*Video Killed the Radio Stars* cantava il gruppo musicale dei Buggles all'inizio del decennio), aveva saputo resistere e trovare nuove formule capaci di attirare delle nicchie di pubblico sempre più precise e individualizzate, ritagliandosi uno spazio centrale e complementare⁷³⁴ alla televisione, ma in direzione di una progressiva omogeneizzazione dei formati. Laddove infatti esistevano modalità di comunicazione radiofonica differenti, esse si esaurivano all'interno della comunicazione locale associativa e comunitaria. Tuttavia anche questo tipo di esperienze ben presto si sarebbero adeguate ad un tipo di

⁷³¹ J. Baudrillard, *La società dei consumi*, cit., p. 137.

⁷³² Cfr. J.-J. Cheval, *Les radios en France*, cit., pp. 84-87.

⁷³³ P. Ortoleva, *Premessa*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", Minerva, Bologna 2006, pp. 101-102.

⁷³⁴ Cfr. E. Menduni, *I pubblici della radio* in M. Livolsi (a cura di), *Il pubblico dei media. La ricerca nell'industria culturale*, Carocci, Roma 2003, pp. 151-152

programmazione che puntava a fare della radio uno strumento di compagnia e intrattenimento per gli individui, più che dei luoghi di innovazione sul piano dei contenuti. In questo modo, lo spazio riservato all'espressione delle comunità locali e della vita dei territori era destinato ad essere sempre più ridotto, trasformando così l'idea stessa di comunicazione locale a vantaggio di una programmazione organizzata in vista di indici di ascolto più alti. Attraverso una progressiva standardizzazione dei formati anche le possibilità di sperimentare erano sempre più limitate, determinando anche in questo settore una diminuzione della capacità creativa, che era stata uno degli aspetti di maggior rilievo della nascita del fenomeno della radiofonìa libera.

V.2. Musica e parole: programmazione e consumo delle radio private locali

V.2.1 La prevalenza dei contenuti musicali nella radio

La trasformazione delle radio libere in radio locali private si attua compiutamente in Italia e in Francia a partire dalla seconda metà degli anni Ottanta. In questa fase infatti i progetti delle radio locali con un più solido profilo commerciale si sviluppano e acquistano una dimensione di impresa. Negli stessi anni si affermano i primi grandi network o *réseaux* a dimensione nazionale, promossi dalle emittenti con una maggiore dimensione con lo scopo di accrescere i propri introiti pubblicitari. La logica che si sviluppa appare la medesima tanto in Italia che in Francia. Le migliaia di radio locali vengono inserite in pieno nelle nuove logiche di mercato stimulate dalla fine del controllo statale sull'audiovisivo. A questo si aggiungano anche processi di più lunga durata che fanno degli anni Ottanta il decennio del divertimento, del *loisir*, del *fun*, dell'edonismo, dell'esaltazione del sé⁷³⁵. I media contribuiscono in maniera determinante a costruire nuovi immaginari e anche le radio locali si inseriscono in questo processo. La moltiplicazione dei canali e delle occasioni di consumo mediale favorisce una generale crescita dell'ascolto radiofonico dimostrando come alle soglie della modernità questo *medium* era ancora in grado di occupare una parte significativa nei consumi culturali in Italia e in Francia grazie alla forte richiesta di contenuti musicali. Alla fine degli anni Ottanta l'Italia "riaccendeva la radio" come notava Maria Grazia Bruzzone sulle pagine del quotidiano "La

⁷³⁵ Cfr. M. Gervasoni, *Storia d'Italia degli anni Ottanta*, Marsilio, Venezia 2011, p. 11 e S. Bernstein, P. Milza, *Histoire de la France au XXe siècle*, tome III, *1958 à nos jours*, cit., pp. 642-648.

Stampa”⁷³⁶, mentre Marco Pastonesi dalle colonne di “Repubblica”⁷³⁷ ricordava che almeno un italiano su due ascoltava la radio nell’arco della giornata. L’indagine *Médiométrie* realizzata nell’ottobre 1987 mostrava come circa il 75% del pubblico francese era sintonizzato quotidianamente all’ascolto della radio, con l’insieme delle radio locali private che ottenevano circa il 25% di ascolti totale, superando i canali di Radio France (circa il 20%), oltre alle radio periferiche che nel complesso conseguivano circa il 40%. Il ruolo della radio era individuato come fondamentale per il consumo musicale soprattutto per le fasce di pubblico giovanile. Commentando i risultati dell’inchiesta sulle pratiche culturali dei francesi, realizzata da Olivier Donnat e Denis Cogneau alla fine del decennio, dai quali emergeva la funzione determinante assunta negli anni Ottanta dalle immagini televisive e dal consumo musicale⁷³⁸, Pierre Lepape sottolineava come l’aumento dell’ascolto musicale era stato favorito dalla “radio qui s'est elle aussi considérablement développée avec l'apparition de «radios libres» sur la fréquence FM et l'évolution de l'écoute de la radio, devenue le média de prédilection des 15-19 ans et dont la fonction musicale dépasse aujourd'hui la fonction d'information”⁷³⁹.

La normalizzazione della radio si compie all’ombra di cambiamenti che riguardano in primo luogo la televisione. L’organizzazione del settore radiofonico rimane sullo sfondo e viene comunque considerata alla stregua di un *medium* minore. Infatti sebbene l’Italia e la Francia si differenzino profondamente sul piano delle scelte dei governi, l’evoluzione delle radio private locali appare simile. Nel momento in cui le radio libere escono dalla dimensione puramente alternativa e contestatrice, le spinte ad un rinnovamento della comunicazione si scontrano con la volontà di fare anche della radio un’industria.

In Italia il tema della regolamentazione del settore radiofonico non appare una priorità nelle scelte degli esecutivi socialisti degli anni Ottanta (1983-1987), soprattutto a causa della centralità acquisita dal settore televisivo privato; in Francia, sia nel corso del primo governo di coabitazione guidato da Jacques Chirac dal 1986, sia in occasione del nuovo governo di Michel Rocard nel 1988 dopo la rielezione di

⁷³⁶ M.G. Bruzzone, *Ora l’Italia riaccende la radio*, in “La Stampa”, 30 novembre 1989.

⁷³⁷ M. Pastonesi, *Un italiano su due ascolta la radio. Ecco tutte le cifre*, in “La Repubblica”, 5 ottobre 1988.

⁷³⁸ Per una visione di insieme del ruolo della musica cfr. A. Hennion (éd.), *1789-1989. Musique, histoire, démocratie*, Ministère de la Culture/Maison des Sciences de l’Homme, Paris, 1993.

⁷³⁹ P. Lepape, *Années télé, années musicales. L’enquête sur “ les pratiques culturelles des Français ” révèle que l’image et le son deviennent l’axe de notre culture. Au détriment de l’écrit*, in “Le Monde”, 1^{er} avril 1990.

François Mitterrand alla Presidenza della Repubblica, l'intervento della politica sarà al contrario costante. L'apertura del settore radiofonico al modello commerciale privato trainato dalla pubblicità, prefigurava la privatizzazione anche dei canali televisivi. TF1, primo canale della televisione pubblica, tra il 1986 e il 1987 sarà ceduta all'imprenditore Bouygues, decretando di fatto l'apertura di una fase nuova nel paesaggio audiovisivo francese⁷⁴⁰. La privatizzazione di un canale del servizio pubblico televisivo non determina tuttavia in Francia la situazione di assoluta centralità della televisione dal punto di vista commerciale che era presente in Italia. Il ruolo trainante della pubblicità sui canali televisivi che in Italia alla fine degli anni Ottanta sfiora il 50% sul totale degli investimenti pubblicitari tra i media⁷⁴¹, non permetterà al comparto radiofonico privato di raggiungere una quota di mercato pubblicitario superiore al 4%. Secondo dati IREP alla fine del 1987 in Francia nella radio venivano investiti il 7,4% dei finanziamenti pubblicitari, mentre per la televisione la quota era del 22%. Per il caso francese occorre considerare l'importanza esercitata dalle grandi stazioni periferiche, segnatamente RTL, Europe 1 e RMC nell'acquisizione di ricavi legati alla pubblicità.

Il processo di commercializzazione del settore radiofonico passa anche attraverso il progressivo disimpegno dello Stato dalla partecipazione al capitale di queste stazioni. Dal 1986 con l'apertura della modulazione di frequenza alle radio periferiche, che fino a quel momento avevano trasmesso solo in modulazione di ampiezza, la ricerca della massimizzazione degli ascolti in vista di un maggior peso nei confronti delle agenzie pubblicitarie è l'orientamento definito e prevalente per la grande maggioranza dell'emittenza radiofonica. Negli stessi anni, a dimostrazione di quanto le radio potevano costituire dei supporti importanti a livello pubblicitario, vengono create delle agenzie allo scopo di predisporre degli spot preregistrati da inviare in blocco alle stazioni affiliate. Il sistema delle affiliazioni determina anche una programmazione che finisce con l'essere sempre più simile a quella delle grandi radio tematiche nazionali, articolandosi nella formula *music and news*. Questo fenomeno di trasformazione è osservabile tanto in Italia che in Francia: nelle aree locali dove le emittenti con un bacino di impresa circoscritto sono più apprezzate, si finisce con uniformare i programmi e renderli sempre più omogenei tra loro.

⁷⁴⁰ Cfr. F. D'Almeida, C. Delporte, *Histoire des médias en France de la Grande Guerre à nos jours*, Flammarion, Paris 2010, pp. 260-262.

⁷⁴¹ *Ibidem*, p. 270.

Questa forma di standardizzazione dei formati sul piano musicale, con una generale tendenza a programmare prodotti musicali dell'industria anglosassone, negli anni in cui si affermano le grandi icone della musica *pop* internazionale come tra gli altri i Duran Duran, Madonna, Prince, si accompagna per altri versi anche alla ricerca di nicchie, fasce di pubblico sempre più definite in base all'età, al sesso, alla condizione socio-economica, al titolo di istruzione, all'appartenenza alla comunità. In questo decennio nei due Paesi si afferma compiutamente il modello della *format radio*. Sviluppato negli Stati Uniti a partire dagli anni Cinquanta, la *format radio* come osserva Barbara Fenati è “in breve diventato un sistema concettuale e operativo che procede a individuare un segmento di pubblico e formulare una programmazione adatta”⁷⁴². Un elemento comune al consumo radiofonico è costituito dunque dalla centralità della programmazione musicale. Nel corso degli anni Ottanta la radio viene ascoltata da un vasto pubblico giovanile che utilizza il *medium* per seguire la musica che costituisce un potente fattore di identificazione e riconoscimento con i gruppi di coetanei. Questo anche perché la musica “ha delle qualità generazionali e scegliendo una determinata radio musicale si sceglie di appartenere a una determinata generazione”⁷⁴³. La segmentazione delle emittenti in direzione di una programmazione sempre più selezionata, determina la nascita di stazioni che si strutturano intorno ad un genere musicale definito (*pop, hard rock, punk, heavy metal, new wave, reggae, musica nazionale*) che serve a indicare stili e modelli di comportamento in quella particolare fase della vita. La musica costituisce un potente fattore di aggregazione giovanile e la tendenza della società e dei giovani all'individualismo e alla ricerca di “identità di stile”⁷⁴⁴, tipico di questo periodo, conferisce alla radio un ruolo di primo piano nel consumo culturale delle giovani generazioni.

La radio negli anni Ottanta si afferma come radio di flusso per gli ascoltatori. Il concetto di flusso, introdotto per l'analisi della televisione da Raymond Williams⁷⁴⁵, si adatta alle caratteristiche delle radio private, in particolare quelle nazionali. Il flusso radiofonico, tipico della *format radio*, deve essere per il consumatore una

⁷⁴² B. Fenati, *Stili di consumo radiofonico*, in F. Monteleone (a cura di), *La radio che non c'è. Settant'anni, un grande futuro*, Donzelli, Roma 1994, p. 52.

⁷⁴³ D. Hendy, *La radio nell'età globale*, Editori Riuniti, Roma 2002, p. 159.

⁷⁴⁴ A. Cavalli e C. Leccardi, *Le culture giovanili*, in *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. III, t. II, Einaudi, Torino 1997, pp. 790-795.

⁷⁴⁵ Cfr. R. Williams, *Television: Technology and Cultural Form*, Fontana, London 1974, trad. it *Televisione: Tecnologia e forma culturale: e altri scritti sulla tv*, Editori Riuniti, Roma 2000.

cornice di senso dalla quale l'ascoltatore può entrare ed uscire a piacimento in qualsiasi momento della giornata: deve rendersi disponibile per una fruizione interstiziale tra un'attività e l'altra, effimera, rapida, mutevole. Infatti come ha evidenziato Enrico Menduni “il concetto fondamentale della radio di flusso è la *rotation*. Non è il pubblico a doversi adattare ad orari precisi: l'emittente gli viene incontro ripetendo la programmazione (con modifiche dovute soltanto al diverso “clima” dei diversi momenti della giornata) in cicli periodici”⁷⁴⁶.

Nel corso degli anni Ottanta la radio si è confermata come il principale veicolo di consumo musicale, con particolare riferimento ad uno dei prodotti più diffusi dell'industria culturale: la canzone. Molte delle caratteristiche relative alla radio come la leggerezza e la sua natura secondaria e non impegnativa, sono altrettanto valide per la fruizione delle canzoni. Il legame tra radio e canzoni appare il più delle volte inscindibile poiché la radio risulta il *medium* con il quale l'esperienza della canzone è più immediata e diretta, vissuta a volte in modo casuale e non volontario. Queste osservazioni confermano il carattere «onnipresente e proteiforme»⁷⁴⁷ della canzone all'interno dell'intero sistema dei media, presenza che le radio in Italia e in Francia hanno contribuito a rafforzare a partire dalla nascita del settore privato, agendo come potente veicolo di fantasie e suggestioni.

Se la centralità della programmazione musicale si afferma nel mondo radiofonico può essere utile verificare in quali aree dei due Paesi le emittenti private locali sono maggiormente premiate negli ascolti, verificando come la musica costituisca il principale fattore di attrazione delle radio private. Tale impostazione permette di valutare l'impatto delle emittenti anche in relazione alle varie zone di ascolto che si differenziano per il tipo di uditorio a cui si rivolgono. In questo modo ci si può interrogare sul rapporto tra programmazione e spazio locale e su come la radio locale a partire dalla seconda metà degli anni Ottanta amplifica le caratteristiche di medium “glocale”, intrecciando da un lato una programmazione prevalentemente incentrata sui prodotti dell'industria culturale globale, dall'altro la sua presenza che le consente la diffusione in aree specificamente locali⁷⁴⁸.

Analizzando dei singoli *case studies* si potrà verificare quale spazio aveva l'informazione come contenuto delle emittenti e riflettere sulla loro capacità di dare

⁷⁴⁶ E. Menduni, *La radio nell'era della Tv*, Il Mulino, Bologna 1994, pp. 98-100.

⁷⁴⁷ P. Ortoleva, *Il secolo dei media*, cit., p. 297.

⁷⁴⁸ Cfr. J. B. Thompson, *Mezzi di comunicazione e modernità. Una teoria sociale dei media*, Il Mulino, Bologna, pp. 245-251.

veramente conto delle tematiche locali. Potrebbe allora essere legittimo interrogarsi su quella che Claude Collin⁷⁴⁹ ha definito come la “grande illusione” della comunicazione locale esaminando le radio locali a Grenoble, oppure analizzare i risultati dell’indagine di Anne-Claire Delorme⁷⁵⁰, che a proposito delle radio dell’area di Rennes definisce lo spazio del locale come un luogo “immaginario”. Rispetto all’Italia, osservando alcuni dati sugli ascolti si cercherà di mettere in luce quali sono le emittenti private che riscuotono più successo, evidenziando come gli obiettivi di comunicazione alternativa (organizzazione e contenuti), di democratizzazione dello spazio mediatico, di recupero delle culture e delle identità locali, siano stati limitati all’interno di un sistema che puntava sulla massimizzazione degli ascolti.

V.2.2 Programmazione e ascolti delle radio locali

I dati sull’ascolto radiofonico delle radio locali private in Italia e in Francia confermano la tendenza all’affermazione della programmazione incentrata intorno al flusso. La crescita della radiofonia locale costituisce un fenomeno dalle dimensioni vaste, difficile da considerare nella sua effettiva portata. In un confronto tra l’Italia e la Francia è sembrato utile comparare i dati sull’ascolto delle radio locali private a partire dal 1985 scegliendo delle aree simili per popolazione e dimensioni dei bacini di utenza. Dopo l’autorizzazione del finanziamento pubblicitario per le radio locali in Francia, il settore comincia ad avere una struttura più solida che comporta una maggiore attenzione da parte delle agenzie pubblicitarie per quanto riguarda gli ascolti. In Italia il settore è ormai avviato a trasformarsi con le emittenti più solide, come Studio 105 a Milano, che iniziano ad ampliare il proprio raggio di emissione in un ambito ultra locale, mentre parallelamente le radio locali, soprattutto laddove hanno minore concorrenza, riscuotono un buon indice di gradimento. Dalle indagini del 1985 emerge che l’ascolto radiofonico varia in maniera consistente a livello di regioni, segnalando una certa disparità tra le varie aree geografiche dei due Paesi⁷⁵¹. Per quanto i dati utilizzati non abbiamo la pretesa di essere esaustivi essendo la misurazione dell’ascolto della radio basata su un campione di pubblico, essi permettono di avere un quadro piuttosto attendibile della diffusione della radio e di

⁷⁴⁹ C. Collin, *Radios locales et culture régionale: la grande désillusion*, in “Média Pouvoirs, juin 1986.

⁷⁵⁰ A.-C. Delorme, *Le rendez-vous manqué des radios locales privées: le local imaginaire*, in *Réseaux*”, 1985, volume 3, n. 15.

⁷⁵¹ Cfr. A. de Saint Roman, *L’audience de la radio en France, un exemple de contrastes régionaux*, in J.-J. Cheval (éd.), *Audiences, publics et pratiques radiophoniques*, Maison de la Science de l’Homme d’Aquitaine, Pessac 2003, pp. 31-34.

tracciare degli spunti di analisi. Secondo l'indagine CESP-IFOP-SOFRES⁷⁵² del 1985 in Francia l'area con il più alto tasso di penetrazione radiofonica è l'agglomerazione di Rennes in Bretagna con il 78,3% degli ascolti della popolazione di oltre 15 anni. L'ascolto delle radio locali private raggiunge il 31,3% contro il 33,7% delle radio periferiche e il 30,1% dei canali di Radio France. La radio locale privata più ascoltata dopo France Inter e Europe 1 con il 18,7% degli ascolti è Fréquence Ille. Questa stazione costituisce uno degli esempi più significativi di radio locale di intrattenimento che utilizza lo spazio locale più per finalità commerciali, che come vera presenza nella vita del luogo di trasmissione. Come mostra l'indagine di Anne-Claire Delorme sulle radio private di Rennes nel 1985, la vicinanza allo spazio locale “ne se traduit pas par la diffusion de programmes «couleur locale». La programmation laisse au contraire apparaître une dominante anglo-américaine prononcée. Il ne s'agit pas là bien sur de dévaluer au nom de quelque impérialisme culturel les expressions culturelles étrangères, mais de démontrer que l'absence de vocation locale se traduit aussi au niveau du contenu par la confortation du modèle américain”⁷⁵³. Da questo punto di vista NRJ, che dal 1984 ha iniziato ad affiliarsi con circa trenta stazioni in tutto il territorio francese rappresenta il modello di riferimento al quale le emittenti musicali guardano con maggiore attenzione. Così Fréquence Ille, che ha lo scopo di realizzare “une couleur d'antenne rock américain”⁷⁵⁴, ha scelto di escludere dalla programmazione tutti i programmi di varietà francese. Le parole di Robert Prot, autore di un libro-inchiesta sul fenomeno delle radio locali in Francia alla metà degli anni Ottanta, confermavano la scelta compiuta dalla maggior parte delle stazioni nelle trasmissioni musicali di puntare su prodotti di origine anglosassone trascurando la musica nazionale e locale:

“Le problème n'est pas tant le flot de musique en lui-même que de son uniformité : d'un bout à l'autre de la France, au moins métropolitaine en ces années 80, on n'entend que musique d'origine anglo-saxonne. L'impécuniosité des radios les amène à accepter des éditeurs phonographiques des disques que ces derniers veulent pousser dans le public. Grande perdante, la musique composée chez nous. Ce n'est pas pour vain corporatisme que l'on réclame davantage de musique française, mais parce que rien ne serait pire que l'uniformité d'une culture imposée par une civilisation dominante économiquement. Non

⁷⁵² Cfr. *Audience de la radio*, Principaux résultats, Région Ile de France et agglomérations françaises de plus de 200 000 habitants, juin 1985, *Agglomération de Rennes*, Etude réalisée sous le contrôle technique du CESP (Centre d'Etudes et de Supports de la Publicité), CAC, site de Fontainebleau, versement n. 19920382(sous dérogation) art. 3.

⁷⁵³ Cfr. A.-C. Delorme, *Le rendez-vous manqué des radios locales privées: le local imaginaire*, in “Réseaux”, 1985, volume 3, n°15, p. 53.

seulement les compositeurs et les musiciens issus de nos terroirs ont le droit de vivre et de s'exprimer, mais le public a le droit de préférer les thèmes et les variations tirées de notre patrimoine, même sous une forme rockée"⁷⁵⁵.

La spinta delle emittenti ad ampliare il raggio di trasmissione e costituirsi in network viene alimentata soprattutto dal mondo delle agenzie pubblicitarie che cercano nuovi spazi per collocare i propri prodotti. Diverse trasmissioni musicali realizzate da Fréquence Ille saranno finanziate da importanti sponsor come Kodak e Yoplait. Come ulteriore manifestazione della volontà di ampliare le proprie attività, Fréquence Ille darà vita insieme a Radio Nantes ad una nuova stazione parigina Radio L.A. (Los Angeles). Dal punto di vista delle informazioni e del loro rapporto con l'ambiente locale, le indagini di Anne-Claire Delorme mostrano come i notiziari di questa emittente, una delle poche in regione a diffondere bollettini informativi, trattavano l'informazione seguendo i *flash* delle radio nazionali e delle periferiche "qui donnant la priorité à l'événement, à la rapidité, empêchent toute mise en perspective de l'information"⁷⁵⁶. L'informazione "spettacolarizzata" di Fréquence Ille, come di altre emittenti che si ispirano allo stesso modello, non contestualizza le informazioni locali con l'ambito nazionale facendo del locale "un espace lointain d'où on observe, on distingue à peine les tendances du débat national. Fréquence Ille fait du local un univers imaginaire, coupé de la réalité, une entité repliée sur elle-même"⁷⁵⁷. Nell'agglomerazione di Rennes lo spazio del locale della radio pubblica con Radio France Armorique era del 2,1% mostrando come nonostante il decentramento dei canali di Radio France, la penetrazione tra la popolazione locale non era così elevata in confronto alle radio private locali. Dal punto di vista dell'informazione si riscontrava come stava cambiando anche la nozione di informazione locale, che non toccava più soltanto l'informazione in senso stretto ma tutti quegli ambiti legati all'evasione, al divertimento e all'intrattenimento coprendo tutti i campi della vita quotidiana:

⁷⁵⁴ *Ibidem*, p. 53.

⁷⁵⁵ R. Prot, *Des radios pour se parler. Les radios locales en France*, La Documentation française, Paris 1985, pp. 69-70.

⁷⁵⁶ Cfr. A.-C. Delorme, *Le rendez-vous manqué des radios locales privées: le local imaginaire*, in "Réseaux", 1985, volume 3, n°15, pp. 83-84.

⁷⁵⁷ *Ibidem*, p. 84.

“La conception de la FM privée comme instrument de divertissement, de détente fait du secteur de loisirs un domaine privilégié de l’information locale (loisirs, vie associative, information service)”⁷⁵⁸.

Negli stessi anni in Italia le regioni con maggiore ascolto radiofonico erano il Trentino Alto Adige con il 70,1% degli ascolti e il Friuli Venezia Giulia con il 66,8%, quando la media nazionale rilevata era del 54%⁷⁵⁹. Le radio locali censite nell’indagine sugli ascolti regionali ISAR 1985 ottenevano il 36,3% sul totale in Trentino e il 32,5% in Friuli, poiché la radio pubblica manteneva ancora il primato rispettivamente con il 47,2% e il 44,7%. Queste due regioni a statuto speciale, caratterizzate da una lunga tradizione di autonomia e indipendenza, devono questa affermazione della radio alla propria tradizione “di terra di confine”. L’emittente leader degli ascolti in Trentino nel 1985 era Radio Dolomiti, una radio lanciata già negli anni Settanta da Angelo Detisi. Dalla ricostruzione del suo fondatore emerge come fin dalle origini la radio avesse intrecciato la dimensione di intrattenimento musicale con quella di radio locale, integrata nel territorio del luogo di ricezione:

“All’inizio non c’erano modelli precisi da seguire, non c’era nulla da copiare, c’era solo da ascoltare quello che volevano gli ascoltatori: essere un po’ protagonisti, essere nominati, lasciare spazio alle dediche [...] poi trasmettere musica, musica, musica e poche chiacchiere e informazione locale. Tutti si sono sentiti protagonisti, noi la chiamavamo «la radio del Trentino e degli ospiti del Trentino»”⁷⁶⁰. Negli anni successivi la radio consolida lo spazio riservato alla programmazione musicale e adotta delle strategie per affinare l’informazione locale. Tali misure da un lato confermavano la tendenza delle emittenti maggiormente ascoltate a livello locale a scegliere dei formati incentrati sulla musica, dall’altro segnalavano il tentativo di coprire lo spazio informativo di una precisa comunità geografica. Ricorda ancora il fondatore di Radio Dolomiti: “Avevamo lo spazio esclusivamente per i giovani nel pomeriggio, lo spazio delle musiche romantiche alla sera, lo spazio di musica d’altri tempi al mattino, dove i giovani erano tutti a scuola e quindi era il momento più adatto alle persone adulte. Abbiamo poi cominciato con l’informazione sempre più puntuale: andavamo in onda 10 minuti prima dei notiziari Rai, altrimenti sarebbe

⁷⁵⁸ *Ibidem*, p. 69.

⁷⁵⁹ Per questi dati cfr. ISAR 1985, Indagine sull’Ascolto Radiofonico in Italia, Dati Nazionali e Regionali, *Ascolto delle radio e delle diverse emittenti nel giorno medio*, Tav. 2.6.

⁷⁶⁰ Cfr. *Radio Dolomiti*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent’anni di libertà d’antenna*, cit., p. 257.

stato inutile perché gli ascoltatori avrebbero preferito ascoltare la Rai, che aveva più credibilità. Andando in onda 10 minuti prima, invece abbiamo voluto dimostrare, che anche noi sappiamo fare informazione”⁷⁶¹. Come dimostra anche questo esempio, l’informazione locale all’interno della programmazione delle radio private era presente, ma scontava tuttavia dei limiti legati tanto alla professionalizzazione del settore, quanto alle risorse disponibili per svolgere un’informazione locale completa ed esauriente. È per questo che la musica diventava il contenuto principale della programmazione, relegando uno spazio minoritario e circoscritto alle notizie locali. Lo spazio del locale viene così lasciato sullo sfondo dalle radio locali private, privilegiando una programmazione che garantisce maggiori audience di ascolto e di conseguenza maggiori introiti pubblicitari. A conferma della centralità della musica nella programmazione delle emittenti si legga a titolo di esempio un articolo del quotidiano “La Stampa” sulle radio private della provincia di Biella:

“Agli inizi si puntava sulle dediche per conquistare sempre maggiori fasce di pubblico. L’entusiasmo della novità aveva fatto ovunque decine di proseliti perché, soprattutto per i giovani, far parte di una radio era diventato di moda, una maniera di sentirsi in [...]. Seguendo l’evoluzione delle domande negli ultimi dieci anni si è assistito ad una trasformazione basata sulle richieste degli ascoltatori: il mattino è così generalmente dedicato alle casalinghe con trasmissioni imperniate sulla musica più tradizionale, inframmezzate dalle lettura di ricette, pettegolezzi e notizie di stampo familiare. Nelle ore pomeridiane e in serata sono soprattutto i giovani a farla da padrone mentre sul tardi qualche emittente non disdegna la musica classica”⁷⁶².

Se i casi delle due aree dove la radio viene maggiormente ascoltata in Italia e in Francia alla metà degli anni Ottanta, sono un esempio che consente delle prime osservazioni circa il ruolo centrale del consumo musicale nelle radio locali, può essere utile un confronto con altre agglomerazioni differenti e di maggiori dimensioni per valutare l’incidenza dell’ascolto delle radio locali.

Le regioni dove l’ascolto delle radio locali private era massimo, superando di gran lunga la radio pubblica, erano per la Francia l’Alsazia con particolare riferimento all’agglomerazione di Strasburgo, mentre per Italia le regioni della Puglia e della Sicilia. Il dato di Strasburgo⁷⁶³ confermava l’espansione dell’ascolto delle radio locali

⁷⁶¹ *Ibidem*, p. 258.

⁷⁶² R. Eyn., “*Dediche, musica e tanto sport ma anche rubriche intelligenti*”, in “La Stampa”, 17 aprile 1986.

⁷⁶³ Per questi dati cfr. *L’Audience de la Radio*, Principaux résultats, Région Ile de France et agglomérations françaises de plus de 200.000 habitants, juin 1985, Etude réalisée sous le contrôle technique du CESP (Centre d’Etudes et de Supports de la Publicité), CAC, site de Fontainebleau, versement n. 19920382 (sous dérogation) art. 3.

private in questa area con il 46% dell'uditorio totale. Tra queste emittenti la più seguita era NRJ che riscuoteva oltre il 29,1% degli ascolti, mostrando quanto il sistema delle affiliazioni risultasse vincente nel gradimento del pubblico. Altri dati rivelano una discreta diffusione delle radio locali: Radio Nuée Bleue, creata nel 1982 dal quotidiano "Les Dernières Nouvelles d'Alsace", che dimostra il legame con la stampa regionale, dalla seconda metà degli anni Ottanta si affilierà alla rete Europe 2. Un'altra stazione musicale, Canal 15, molto seguita dai giovani, otteneva il 2,2% degli ascolti mostrando una buona presenza in questa fascia di pubblico. Le radio periferiche mantenevano dei buoni livelli di ascolto con il 34,4 %, mentre l'insieme dei canali della radio pubblica ottenevano soltanto il 12,3%. Nonostante in questa area l'ascolto delle radio periferiche avesse una lunga tradizione, l'*exploit* delle radio private dimostrava come la loro comparsa avesse ridefinito la composizione del pubblico radiofonico nella regione alsaziana. Se si prende ad esempio per l'Italia il caso della Sicilia, dove le radio private ottenevano il 35,8% degli ascolti, la tendenza all'affermazione del modello musicale appare evidente, non solo nelle grandi città ma anche in realtà geograficamente più limitate. Se nella provincia di Palermo l'emittente più ascoltata nel 1985 è Radio Palermo Centrale, erede dei primi anni dell'apertura della modulazione di frequenza, nella provincia di Catania il pubblico premiava due emittenti a dichiarata vocazione musicale come Radio Color e Radio Catania International che ottenevano dei buoni indici di ascolto tanto nel pubblico più giovane (15-24 anni) che in quello più adulto⁷⁶⁴.

In altre realtà della Francia, significative da un punto di vista della popolazione, come per esempio l'agglomerazione di Lione, si osserva che le radio locali private ottenevano circa il 30% dell'ascolto complessivo. Le radio periferiche riscuotevano come da tradizione degli alti indici di penetrazione attestandosi intorno al 40% degli ascolti, mentre radio France si fermava intorno al 20%. La prima radio privata dopo le periferiche e France Inter, era Radio Scoop con un significativo 8,4%. Creata nell'aprile 1982 dall'assicuratore Daniel Perez, l'emittente sarà ben presto la più ascoltata nella città e nell'agglomerazione. Attraverso una programmazione incentrata sulla musica di origine anglosassone, questa radio si imponeva nelle preferenze degli abitanti della città. Nella seconda metà degli anni Ottanta, a causa della progressiva estensione dei network nazionali, Radio Scoop soffrirà la forte concorrenza di NRJ.

⁷⁶⁴ Cfr. ISAR 1985, Indagine sull'Ascolto Radiofonico in Italia, Dati Provinciali, *Provincia di Catania*.

Negli anni seguenti uniformandosi ad una pratica piuttosto diffuso tra le stazioni più solide, allargherà il proprio raggio di emissione in vista della copertura dell'intera regione Rhône-Alpes.

Da un'indagine sulla programmazione delle radio nella stessa regione ma riferita all'area di Grenoble, emerge un giudizio che conferma la tendenza al prevalere di contenuti musicali provenienti dall'industria culturale anglosassone:

« Quand on demande aux radios de se définir, près d'une sur deux, se présentent comme étant « music and news », ce qui ne veut pas dire musique folklorique dauphinoise agrémentée d'informations locales, mais musique disco, anglo-saxonne de préférence, ponctuée dans le meilleur de cas de bulletin d'information nationaux fournis par des régies...”.

I desideri di fare del locale un nuovo spazio di accesso democratico, attraverso i media ed in particolare attraverso le radio locali private, si scontrano con una poca attenzione delle radio più sviluppate a trattare temi di carattere locale. In questo modo sostiene Claude Collin “le local, primitivement conçu comme un lieu d'expression et d'épanouissement d'une vie communautaire et collective, a très vite été considéré comme un espace marchand à conquérir. La façon la moins couteuse de conquérir «les paires d'oreilles» étant la diffusion permanente de musique à la mode (qu'il faut tout de même interrompre par fois de spots publicitaires), on comprend pourquoi les radios locales se définissent de plus en plus comme «musicales»⁷⁶⁵.

In chiave di comparazione con un esempio italiano, l'analisi dell'ascolto nella provincia di Firenze, dove l'indice di penetrazione è del 57% e le radio private sono ascoltate dal 24,7% del pubblico, mostra come nel corso degli anni Ottanta le emittenti si orientassero in direzione di una programmazione incentrata sull'intrattenimento. Infatti confrontando i palinsesti di Radio Firenze del 1981 e del 1989, la seconda emittente più ascoltata nella provincia dopo Radio Fiesole, si nota come nel corso di poco meno di un decennio tutta la programmazione si fosse articolata intorno alla musica e al rapporto con la quotidianità e il privato degli ascoltatori attraverso telefonate in diretta, giochi a quiz, concorsi⁷⁶⁶. Lo spazio riservato alla informazioni locali veniva garantito, ma sempre all'interno della programmazione di flusso, dove l'informazione viene utilizzata come complemento

⁷⁶⁵ C. Collin, *Radios locales et culture régionale: la grande désillusion*, in Média Pouvoirs, juin 1986, p. 37.

⁷⁶⁶ Per questi aspetti cfr. A. Tonelli, *Stato spettacolo. Pubblico e privato dagli anni '80 a oggi*, Bruno Mondadori, Milano 2010, pp. 73-74.

del prodotto radiofonico e non come un elemento centrale. Anche in questo tipo di approccio organizzativo, comune a tante radio locali italiane, come a quelle francesi, è possibile vedere nelle emittenti una manifestazione delle tendenze alla “glocalizzazione” nell’ambito dei media. L’aspetto globale si rafforza nell’offerta di musica distribuita dalle grandi aziende audiovisive omogeneizzate e standardizzate a livello internazionale, e un continuo ritorno allo spazio locale, peculiare della zona di diffusione delle radio. Radio Firenze costituisce un esempio tra i tanti possibili delle emittenti commerciali che godevano di maggior successo in città significative per popolazione e diffusione radiofonica.

RADIO FIRENZE⁷⁶⁷ - Fm 91,5 MhZ -

PROGRAMMAZIONE TIPO ANNO 1981

- 07,30** Buongiorno in musica. Musiche del mattino scelte nel repertorio italiano
- 08,00** Segnale orario - Bricolage. Programma di annunci economici
- 08,05** Colazione a due voci. Canzoni italiane e francesi del repertorio romantico intervallate da rubriche e comunicazioni commerciali con commento a due voci.
- 09,00** Passeggiando la mattina. Musiche confidenziali di tutti i paesi con annotazioni, osservazioni, comunicati commerciali.
- 09,55** Fatti dal mondo. Panorama di notizie e informazioni
- 10,00** Segnale orario - Bricolage. Replica
- 10,05** Seconda parte di Passeggiando la mattina con inserti, rubriche, notizie sulla vita della città (indicazioni di conferenze, manifestazioni, esposizioni e altro). Anteprima Disco Kim
- 11,15** Solaria (ovvero un calendario delle pratiche lunari). Notizie sul tempo e sulle previsioni, oroscopo, ricette antiche e moderne, consigli pratici.
- 12,45** Radio Firenze Giornale. Edizione del giorno. Notizie a carattere prevalentemente locale e interviste di attualità.
- 13,05** Oggi sport. Panorama dei fatti sportivi
- 13,15** Controdiscoteca. Programma di dediche con dischi scelti dagli ascoltatori
- 14,30** Segnale orario - Bricolage. Replica
- 14,35** Radio Firenze Giornale. Seconda edizione del giorno. Replica del notiziario delle 12,45 e di Oggi sport con eventuali aggiornamenti
- 15,00** Burro e marmellata. Programma per i piu' piccini
- 15,20** Anteprima musicale. Novità discografiche
- 15,30** Foto di gruppo (1a parte). Programma di intrattenimento con l'intervento degli ascoltatori, comunicati commerciali.
- 16,30** Disco Kim. In diretta con RTV 38
- 17,00** Foto di gruppo. (2a parte)
- 18,00** Segnale orario - Bricolage. Replica
- 18,05** Oggi sport. Panorama dei fatti sportivi
- 18,15** Metti stasera insieme ... Rassegna degli spettacoli a Firenze
- 18,30** Radio Firenze Giornale. Edizione della sera. Notiziario locale con commenti e note sui fatti di tutto il mondo
- 18,45** Ti piace il classico ? Scelta di musica sinfonica e operistica
- 19,00** Giubbe Rosse. Rubrica di incontri con il personaggio (Martedì e Giovedì con repliche al Sabato e alla Domenica)
- 19,00** Rassegna d'arte. Rubrica di avvenimenti artistici (Lunedì e Mercoledì)
- 19,30** L'Arpa d'erba / C'e' Musica e Musica (in alternanza) scelta di canzoni famose e straniere

⁷⁶⁷ Per i palinsesti del 1981 e del 1989 di Radio Firenze si veda il sito Internet: <http://www.firenzemedia.com/>

(registrazione) alternate a comunicati commerciali
20,00 La borsa della spesa. Proposte del negoziante
20,15 Seconda parte di L'Arpa d'erba / C'e' Musica e Musica (in alternanza)
21,00 Notturmo musicale

RADIO FIRENZE

Programmazione Inverno 1989

Fonte : Il mensile di Radio Firenze

LUNEDI' - VENERDI'

07,00 BUONGIORNO FIRENZE con Marco Bertelli
 Musica e notizie
09,00 STELLA DEL MATTINO con Stella
 Carte, cartoni, consigli e ricette
11,00 RADIOSAMENTE CON VOI con Simona
 Musica, filo diretto e giochi
13,00 TELE RICHIESTE. Richieste telefoniche
15,30 lunedì: CALCIO SUONATO IL GIORNO DOPO. Commenti ed interviste dalla parte dei tifosi. In studio Alberto Gori, Sandro Nelli, Piero Barbetti e Gianluca.
 ma-me-gi-ve DI TUTTO IL MEGLIO ? BOH ! "RADIOPARLIAMONE" con Piero Barbetti
16,30 RICHIESTE E DEDICHE. Programma curato e condotto da Lorenzo
18,30 MUSICALMENTE CON RADIO FIRENZE
19,00 NUOVAMENTE MUSICA "PASTICCIO MUSICALE" di e con Paolo Batistoni
20,00 NOTTE DI NOTE. Speciale "Musica Speciale"
21,00 lu-me-gi LA NOTTE DEL PIPISTRELLO. Notte e dintorni in compagnia di Piero Barbetti e Paolo Batistoni (il LUNEDI)
 ma IL SALOTTO DI STELLA. Programma in diretta in compagnia di Stella e del Maresciallo Cocozza
 ve RADIONOVELA. Novelle radiofoniche in diretta ideate dagli ascoltatori e recitate da

24,00 Selezione musicale notturna

SABATO

09,00 SABATISSIMAMENTE PARLANDO. con Deborah Gherardi - Musica, ospite, filo diretto
12,00 TELE RICHIESTE. Richieste telefoniche
17,00 DISCHI NOSTRI E DISCHI LORO. Classifiche Italiane e straniere a cura di Paolo Batistoni.
19,00 NOTTE DI NOTE. Speciale "Musica Speciale"
24,00 Selezione musicale notturna

DOMENICA

10,00 PARLIAMO DI Quattro chiacchiere con gli ascoltatori di Radio Firenze tra una dedica e l'altra. In studio chi c'e' c'e'

13,00 TELE RICHIESTE. Richieste telefoniche
14,30 CALCIO SUONATO. Risultati in diretta del campionato di calcio ed altri sport commentati dai conduttori di Radio Firenze il tutto condito, ovviamente, da buona musica
 L'inizio della trasmissione subira' eventuali variazioni in quanto strettamente connessa all'orario d'inizio delle partite.
17,00 NOTTE DI NOTE. Speciale "Musica Speciale"
24,00 Selezione musicale notturna

Confermano questo quadro anche ulteriori indagini realizzate su scala provinciale e regionale con particolare riferimento al Piemonte e alla provincia di Genova. In Piemonte secondo l'indagine Maknomedia realizzata nel 1988, erano "state censite 170 radio e 30 tv private, dai grandi gruppi alla radio di parrocchia. Un fenomeno in evoluzione qualitativa, dove sono compresi anche i «corsari» che vendono le

lunghezze d'onda. Ecco le emittenti: 63 radio e 12 tv in provincia di Torino; 15 e 2 a Vercelli; 18 e 2 a Novara; 17 e 3 a Cuneo; 9 e 2 ad Asti; 15 e 5 ad Alessandria. In più ci sono 33 radio e 4 tv che non hanno risposto all'inchiesta". Dall'analisi delle stazioni censite emergeva l'importanza dei canali commerciali per il finanziamento e la progressiva tendenza ad eliminare trasmissioni di approfondimento come dibattiti e inchieste, anche a causa di uno scarso livello di professionismo degli animatori che nelle realtà più piccole costituiva una costante:

“Il 50 per cento [delle radio] sono nate negli Anni 70, hanno una struttura artigianale, con collaboratori volontari. Il 63 per cento raccoglie direttamente la pubblicità: la selvaggia concorrenza ha ribassato i costi. La metà dei notiziari sono fatti leggendo quotidiani e giornali locali. Scarsissimi i dibattiti e le inchieste (penalizzate dagli sponsor); insufficienti i programmi d'informazione, nonostante la domanda”⁷⁶⁸. Nella provincia di Genova l'emittente più ascoltata era la musicale Radio Babboleo, che si imponeva non solo sui canali di Radio Rai ma anche sui principali network che trasmettevano in quell'area. I dati sull'ascolto in questa zona confermavano la netta prevalenza delle radio musicali favorite dalla scelta del pubblico di giovani (15-24 anni), mostrando dall'altro lato il deciso calo negli ascolti delle emittenti locali, destinate ad essere meno competitive sul piano della programmazione:

“A fronte del successo delle radio private che operano su scala regionale si registra invece a Genova un sensibile calo di ascolto delle emittenti più piccole, nate a metà degli Anni 70, sopravvissute all'ondata dei Network, ma assolutamente impreparate ad una rincorsa che le porti ad uscire dai confini ristretti della cittadina in cui trasmettono, nonostante un considerevole gettito pubblicitario prettamente locale. Secondo molti responsabili di radio private locali una via d'uscita da questa situazione d'impasse potrebbe essere rappresentata dall'informazione. Ma la controffensiva delle stesse reti regionali della Rai e degli altri Network privati esige anche in questo campo professionalità e investimenti che non sempre sono alla portata delle realtà più piccole”⁷⁶⁹.

L'ascolto delle radio locali private nei due Paesi variava in maniera consistente a seconda delle aree geografiche. Ne risulta un quadro articolato dove accanto a regioni con un alto tasso di ascolto, si trovano aree nelle quali l'uso della radio era decisamente meno significativo. Dalle indagini sugli ascolti condotte nel 1985 in

⁷⁶⁸ Per queste citazioni cfr. R. S., *Le radio in Piemonte una piccola "armata"*, in “La Stampa”, 8 novembre 1988.

Francia si nota generalmente una maggiore percentuale di penetrazione nelle regioni del Nord, del Nord est e del Nord-Ovest che si attesta intorno al 75% del pubblico totale, mentre nelle regioni meridionali l'ascolto radiofonico raggiunge poco più del 60% di penetrazione⁷⁷⁰. Una tendenza simile è presente anche in Italia, anche se con differenze meno marcate, poiché alcune regioni meridionali come la Puglia (57,3%) registravano degli indici di ascolto superiori alle medie nazionali(54,4%). Tuttavia si nota un maggiore ascolto delle radio nel Centro-Nord della Penisola e una minore incidenza del consumo radiofonico nelle regioni meridionali. Da questo punto di vista appare utile un confronto tra gli ascolti delle radio locali private dell'agglomerazione di Marsiglia, dove l'ascolto radiofonico raggiunge il 61,3% e la provincia di Napoli dove l'ascolto è del 62,3%. Nell'agglomerazione di Marsiglia le radio locali private ottenevano il 25,3% degli indici di gradimento, di poco inferiore al 29% raggiunto dall'insieme delle radio periferiche. I canali di Radio France nel complesso risultavano meno seguiti con il 18,2% degli ascolti. Tra le radio di maggiore successo emergeva Radio Service con l'8,6% degli ascolti. Questa emittente, lanciata nel 1984, si era assicurata presto una discreta audience nel territorio di Marsiglia, inaugurando una classifica di dischi quotidiana, la *Top Horaire* già nel 1985. Dall'ascolto di una delle numerose trasmissioni musicali dell'emittente si scopre come la programmazione comprendesse musica nazionale e internazionale con brani di interpreti come "Gianna Nannini, Patti Smith e Gilbert Montagné"⁷⁷¹. Le informazioni locali erano organizzate secondo il palinsesto ogni trenta minuti, testimoniando la presenza dell'informazione locale sulle onde della radio. Lo scopo principale di Radio Service era quello di programmare la radio in vista di una maggiore visibilità sul mercato pubblicitario. Radio Star con il 5,2% degli ascolti sull'agglomerazione di Marsiglia riscuoteva un discreto successo, grazie ad una programmazione incentrata sulle dediche musicali e sul rapporto con il pubblico. La realtà della provincia di Napoli mostrava secondo i dati Isar 1985 una buona penetrazione delle radio locali private che ottenevano il 31,6% degli ascolti. La radio più ascoltata era Radio discoteca Kiss Kiss, emittente che prendeva il nome da una

⁷⁶⁹ Cfr. M. B., *Così le radio regionali a Genova battono la Rai*, in "La Stampa", 29 settembre 1988.

⁷⁷⁰ Cfr. *L'Audience de la Radio*, Principaux résultats, Région Ile de France et agglomérations françaises de plus de 200.000 habitants, juin 1985, Etude réalisée sous le contrôle technique du CESP (Centre d'Etudes et de Supports de la Publicité), CAC, site de Fontainebleau, versement n. 19920382(sous dérogation) art. 3.

⁷⁷¹ Per questa trasmissione si veda il sito Internet http://www.schoop.fr/ficheradio.php?id_radio=339

discoteca della zona dell'*hinterland* napoletano. In pochi anni questa stazione si affermerà soprattutto tra il pubblico più giovane riscuotendo una grande seguito a Napoli e nella regione. Come ricorda Giovanni Fiorentino Radio Kiss Kiss nasce nel 1976 su iniziativa di Ciro Niespolo, il proprietario del locale dal quale saranno trasmesse direttamente le musiche della *disco dance* degli anni Settanta. Nel corso degli anni Ottanta, come dimostrano i risultati significativi in termini di ascolto, Radio Kiss Kiss è l'emittente più ascoltata in Campania nel 1983, mentre nel 1985 raggiunge il primato di radio più ascoltata d'Italia. Dal 1986 inizierà la sua costituzione in network, fino a raggiungere nel 1990 la copertura di due terzi del territorio nazionale. Oltre ad autori napoletani, tra i quali Pino Daniele, Nino Buonocore e Peppino Di Capri, la radio si mostra uno spazio di sperimentazione musicale dove "generazioni diverse [...] convivono con musica rock e cantautori italiani, con il soul e il funk, la promiscuità e il meticcio più completo"⁷⁷². A dimostrazione del successo delle emittenti con finalità commerciali è significativo il risultato ottenuto da Radio Spaccanapoli Sound che si piazza al secondo posto degli ascolti in provincia e conferma la tendenza del pubblico a premiare le radio locali con una programmazione incentrata in modo quasi esclusivo sulla musica.

Come ulteriore elemento di comparazione tra la situazione delle radio locali in Italia e in Francia è sembrato indicativo un confronto tra quanto avveniva nelle grandi metropoli di Parigi per la Francia e di Roma e Milano per l'Italia. Contestualmente si è analizzato anche l'ascolto nelle regioni dell'*Ile de France*, del Lazio e della Lombardia. Tale confronto permette di verificare se le tendenze riscontrate in altre aree geografiche sono presenti anche nelle grandi metropoli, oppure se proprio grazie alla possibilità di intercettare un pubblico più vario, aumentavano le occasioni di proporre modelli alternativi a quelli delle radio commerciali musicali. Nel giugno 1985 nella regione dell'*Ile de France* la radio veniva ascoltata dal 75,7 % della popolazione. Gli ascolti premiavano l'insieme delle periferiche con il 42,7%, mentre l'insieme delle radio locali private otteneva il 32,3% degli ascolti. Queste due categorie di emittenti sopravanzavano ampiamente gli ascolti di Radio France che non andavano oltre il 21%. Tra le radio locali private la più ascoltata nella regione era NRJ che otteneva il 18,8% dietro ai canali nazionali di RTL, Europe 1 e France Inter. NRJ, che dal 1984 aveva iniziato ad ampliare il proprio segnale in vista di un

⁷⁷² Cfr. G. Fiorentino, *Radio libere e radio private nel sud*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-*

passaggio ad una dimensione ultralocale, si affermava come la radio più seguita soprattutto dai giovanissimi. In questo modo era confermato il grande apprezzamento ricevuto dagli ascoltatori nell'*Ile de France*, in linea con la solidarietà espressa dal pubblico alla "plus belle des radios", in occasione della manifestazione organizzata nel dicembre 1984 per protestare contro la richiesta di chiusura da parte del governo. Un'altra stazione molto importante che si collocava al secondo posto tra le radio locali private parigine dopo NRJ, era 95.2 che otteneva il 2,5% degli ascolti. Nata nel febbraio del 1983 come Radio Fréquence Montparnasse, era diretta da Alexandre Marcellin. Emanazione di Europe 1, cambierà nome al termine del 1983 diventando 95.2. Grazie ad un ricercato professionismo, questa emittente dimostrerà di essere in grado di coprire grande parte del bacino di Parigi e della sua *banlieue* affermandosi come una delle emittenti più apprezzate dagli ascoltatori. Con un identico indice di ascolto occorre tenere presente Radio RFM. Fondata nel giugno 1981, subito dopo l'elezione di François Mitterrand, da Patrick Meyer a Vélizy, un comune di 20.000 abitanti nel dipartimento dell'Yvelines nell'*Ile de France*, "la radio couleur" si pone subito al di fuori della legge: diffonde comunicati pubblicitari e trasmette con una potenza eccessiva rispetto a quella consentita. Dopo un lungo periodo in cui il segnale dell'emittente viene reso inascoltabile da TDF tra il 1981 e il 1982, la radio insieme a NRJ si differenzia profondamente dalle numerose radio libere di Parigi, grazie ad un programmazione rock e molto professionismo. RFM sarà una delle prime emittenti a sviluppare una dimensione sovra locale: nel 1986 rileva il network CFM per allargare il proprio bacino di ascolto. Tuttavia non riuscirà a superare la forte concorrenza delle altre emittenti e attraverserà una fase molto difficile prima che il fondatore, Patrick Meyer decida di assegnare il 35% del capitale della radio al gruppo inglese Crown Communication e il 30% al Crédit Mutuel Artois. Tali mutamenti nella proprietà indicavano già in maniera significativa in questa fase la tendenza delle emittenti alla ricerca di collaborazioni con gruppi multimedia stranieri. Un'altra emittente che confermava la tendenza all'ascolto delle stazioni musicali è HIT Fm, accreditata nel 1985 del 2,5% degli ascolti. Creata dal pubblicitario di grande fama Jacques Séguela nel 1985, la radio apparteneva al gruppo UGC e si poneva l'obiettivo di creare un network nelle grandi città di provincia. I programmi erano in larga parte musicali

alternandosi con rubriche cinematografiche. La radio disponeva di un sistema di diffusione automatizzata impiegando pochi animatori. Nonostante diverse campagne pubblicitarie la radio non incontrava un grande successo di pubblico e dal febbraio 1988 sarà autorizzata dalla CNCL a trasmettere i programmi di Europe 2, che avendo perso la frequenza su Parigi era in cerca di nuovi partner. Negli stessi anni il network delle città di provincia viene chiuso, con Hit Fm che conservava circa il 20% della produzione di programmi a Parigi, sempre con una grande attenzione verso il mondo del cinema.

Se si guarda all'Italia, nella regione Lazio il pubblico totale è del 58,7%, con il 26,8% per le radio private e il 40,6% di radio Rai. Se da un lato questo dato dimostra come l'ascolto premiasse ancora i canali pubblici, dall'altro appare evidente che all'interno della provincia di Roma (dove l'ascolto era del 63,2%), le radio private maggiormente ascoltate erano Radio Dimensione Suono, Teleradio Stereo e Radio Tvr Voxson. RDS, creata nel 1976 da Eduardo Montefusco, dal 1986 diventerà un network dalle dimensioni nazionali che grazie ad una precisa scelta del target di riferimento (14-44 anni) si è affermata a partire dai primi anni Novanta come una delle emittenti private più seguite in Italia. Teleradio Stereo e Radio TVR Voxson risultavano le emittenti maggiormente seguite soprattutto dalla fascia di pubblico più giovane con circa il 40% degli ascolti. Dall'ascolto di un *jingle* di Teleradio Stereo emergeva la sua connotazione esclusivamente musicale rivolta all'intrattenimento quotidiano del pubblico: "Teleradio Stereo...semplicemente la tua musica...C'è una musica dentro te...Teleradio stereo è con te...la tua 24 ore da chiudere, da aprire e da amare, Teleradio stereo fa volare la musica dentro di te...una festa ogni giorno con te"⁷⁷³.

Come si vede dai nomi di queste emittenti esse avevano un progetto riguardante anche la realizzazione di televisioni private, indicando con questa un'ulteriore tendenza – comune tanto all'Italia che alla Francia – ad una progressiva diversificazione delle attività dei gruppi multimedia e ad associare alla nascita di una radio anche quello di un televisione privata. Nella regione Lazio osservando l'ascolto in altre province, diverse per territorio e popolazione rispetto all'area di Roma, si nota come anche nella provincia di Viterbo le radio con maggiori ascolti erano due emittenti musicali, seguite da un pubblico in prevalenza composto dalla fascia di età

tra i 25 ei 44 anni. In particolare Radio Mediterraneo Trasmissioni RMT e Radio Montefiascone si affermavano nel pubblico di artigiani e commercianti, ottenendo circa il 60% dell'ascolto del pubblico femminile, fortemente trainato dall'ascolto delle casalinghe.

In Lombardia, patria delle prime radio private italiane, l'ascolto della radio si attestava sulla media nazionale con il 55%. Le radio private raggiungevano il 29,5 % dell'uditorio complessivo, poco distante dal 31,6% di radio Rai. Nella provincia di Milano dove l'ascolto riguardava il 60% della popolazione, l'emittente più ascoltata era Gamma Radio, seguita da Rete 105 e Radio DeeJay. Tutte queste emittenti, a partire da Rete 105, saranno protagoniste nel corso degli anni Ottanta di una progressiva trasformazione in network dalle dimensioni nazionali. Nella seconda metà degli anni Ottanta anche Gamma Radio, emittente di proprietà di Claudio Rieffeser, fratello di Andrea Riffeser, allora editore di varie testate locali come il "Resto del Carlino" di Bologna, "La Nazione" di Firenze e il "Piccolo" di Trieste, adotterà questa strategia. Radio DeeJay infine, nata nel 1982 è stata tra le emittenti più innovative nell'intercettare una fascia di pubblico giovanissimo desideroso di ascoltare sonorità differenti provenienti dal mondo anglosassone. Nella proposta musicale questa emittente sfrutterà in pieno le nuove potenzialità offerte anche dalle televisioni private per la programmazione dei videoclip. *DeeJay Television*, programma televisivo andato in onda dal 1984 su Italia 1, permetterà alla radio di accrescere la popolarità ampliando il proprio seguito di pubblico mostrando le immagini dei videoclip delle *hits* trasmesse. Se si osservano i dati sulla composizione dell'ascolto, si nota come nella provincia di Milano oltre il 63,9% del pubblico tra i 15 e i 24 anni ascoltasse Radio DeeJay, mentre Studio 105 e Gamma Radio con un programmazione più generalista, ottenevano degli indici di ascolto intorno al 50% della fascia compresa tra i 25 e i 44 anni⁷⁷⁴.

Da questi dati emerge un quadro completamente diverso da quello ipotizzato dai primi pionieri delle radio libere: infatti la logica del commercio, legato agli investimenti pubblicitari e alle analisi sugli ascolti che si sviluppano nel corso degli anni Ottanta, segnalano una direzione diversa dei media locali. Come scrive Anne-

⁷⁷³ Per questa trasmissione cfr. <http://www.radioromane.eu/audio/fmroma/Tele%20Radio%20Stereo%20-%20Jingle%20%281%29.mp3>

⁷⁷⁴ Cfr. ISAR 1985, Indagine sull'Ascolto Radiofonico in Italia, Dati Provinciali, *Provincia di Milano*.

Claire Delorme “cette course à la puissance illustre bien la dimension nouvelle prise par le local avec l’arrivée des radios locales privés. Loin d’être considéré comme un lieu de renouvellement démocratique, il est avant tout considéré comme un espace marchand qu’il faut conquérir”⁷⁷⁵. Riflettendo sulle caratteristiche principali delle radio locali private, vale a dire la loro dimensione musicale e il loro carattere di medium di prossimità, che spiegavano la crescita degli ascolti delle emittenti a discapito delle reti nazionali, l’autrice concludeva “qu’il ne suffit pas de rendre les médias à la société civile pour en faire des médias alternatifs et que le changement social ne s’impose pas plus par la technologie que par les décrets. [...]. Si les espoirs de voir les radios locales privées servir d’instrument de renouvellement du système de communication semblent déçus, c’est aussi parce qu’elles sont le miroir des années 80 dominées par l’individualisme et la réhabilitation du marché”⁷⁷⁶.

I condizionamenti imposti dalla corsa alla pubblicità e la tendenza della maggior parte delle emittenti a scegliere formati musicali simili tra loro, oltre alla progressiva nascita di reti nazionali sulla spinta dei satelliti, destinate a relegare le radio locali ad un ruolo marginale, erano bene evidenziati all’inizio del 1987 per la situazione francese dal quotidiano “Le Monde”. Eric Hauville esprimeva la delusione per l’evoluzione della radiofonia privata, profondamente diversa da come avevano ipotizzato i primi esponenti delle radio libere e destinata a sfociare in un situazione sempre più simile a quella della radio italiana:

“Il existe en France un marché totalement dérégulé où la seule loi est celle de la jungle. Il n’y a plus de shérif, les radios non autorisées pullulent, c’est la course aberrante à la puissance, on se brouille, on se rackette, on s’assigne en justice... Ajoutez à cela le piment d’une course effrénée à l’annonceur : non vraiment, on ne voit pas en France un domaine où la concurrence soit aussi sauvage. Après tout, l’avait-on voulue, cette liberté, et son corollaire, la publicité ? Force est pourtant de reconnaître que le sentiment dominant est aujourd’hui celui d’une profonde déception. [...]. Les radios associatives, s’adressant à des communautés, sont confrontées à la fatigue de leurs troupes, à leurs maigres résultats d’écoute, à une réduction des subventions qui leur sont accordées. Le sort des radios commerciales n’est pas vraiment plus enviable : les radios musicales dominant, et la musique que l’on peut entendre est, il faut bien l’avouer, presque partout la même. L’information, quant à elle, ne s’avère à l’expérience que peu rentable. La part laissée à la création, à l’originalité, s’est réduite comme une peau de chagrin. Ajoutons à cela l’entrée

⁷⁷⁵ Cfr. A.-C. Delorme, *Le rendez-vous manqué des radios locales privées: le local imaginaire*, in “Réseaux”, 1985, volume 3, n. 15, p. 52.

de la FM dans l'ère du satellite : locales, vous avez dit, les radios ? Non, nationales, avec un programme unique de Marseille à Lille, en passant par Paris, bien entendu, qui mène la danse, et qui renoue par là-même avec un centralisme bien atavique. Les stations, à peine l'embauche faite, licencient : il ne restera bientôt plus à côté de leurs paraboles de réception que des gardiens de phare, veillant à la bonne diffusion des programmes de ces nouvelles périphériques. Si l'on n'y prend garde, la province va devenir un désert radiophonique. L'argent ? Le marché de la pub FM a des allures de champ de bataille, dévasté par l'amateurisme des responsables de radio, l'inconséquence de leurs régies, la myopie du marché publicitaire parisien, la naissance prématurée des télévisions privées. [...] Désillusion des hommes, des publicitaires, des légalistes. Mais plébiscite des auditeurs, qui ne cessent d'affluer. Nul ne peut dire ce que sera la FM l'année devenue l'année prochaine ; une seule certitude cependant apparaît à tous : à défaut de s'organiser très vite, les radios locales en France vont déraiser une fois pour toute vers une situation à l'italienne. Elles y perdraient leurs dernières illusions”⁷⁷⁷.

A fronte dell'aumento esponenziale dei canali da scegliere, la maggior parte del pubblico degli anni Ottanta in Italia e in Francia preferisce assegnare le proprie preferenze alle radio musicali, le uniche considerate redditizie ai fini di un'impresa economica dai produttori radiofonici. Tuttavia questo processo di omogeneizzazione dei contenuti sulla spinta delle agenzie pubblicitarie, dei gruppi multimedia, delle agenzie di stampa che forniscono flash informativi preconfezionati da inviare alle radio affiliate, ha finito col relegare lo spazio del locale in una posizione marginale. Le radio locali private negli anni Ottanta prefigurano una delle tendenze della modernità e dei media all'interazione costante tra “locale” e “globale”, in virtù di un doppio processo che vede la musica anglosassone diffusa su scala planetaria da un lato, e la ricezione di un pubblico che è necessariamente locale dall'altro.

Anche se la programmazione delle radio in Italia e in Francia negli anni Ottanta è organizzata prevalentemente intorno alla musica di origine anglosassone, non si è in presenza di una forma di “imperialismo culturale” come quella teorizzata da Herbert Schiller⁷⁷⁸ alla fine degli anni Sessanta e riproposta in chiave aggiornata agli inizi degli anni Novanta. Sebbene la maggior parte delle radio siano organizzate come

⁷⁷⁶ Cfr. A.-C. Delorme, *Le rendez-vous manqué des radios locales privées: le local imaginaire*, in “Réseaux”, 1985, volume 3, n. 15, p. 89.

⁷⁷⁷ E. Hauville, *Point de vue FM: la grande désillusion*, in “Le Monde”, 11 janvier 1987.

⁷⁷⁸ Cfr. H.I. Schiller, *Mass Communications and American Empire*, Augustus M. Kelley, New York 1969, poi aggiornato nella seconda edizione come H.I. Schiller, *Mass Communications and American Empire*, Westview Press, Boulder, Colo. 1992.

imprese che seguono il modello americano basato sulla concorrenza e il libero mercato, è necessario considerare la complessità di modi e di forme con i quali i messaggi dei media sono interpretati dagli ascoltatori. Tali modalità variano a seconda del tipo specifico di contesto in cui gli individui li assorbono e li rielaborano nella loro quotidianità, come aveva dimostrato lo studio classico di Tamar Liebes ed Elihu Katz sulla ricezione del telefilm *Dallas* in diversi contesti sociali e ambientali⁷⁷⁹.

L'apertura della FM non ha determinato soltanto una corsa al mercato e al profitto: tanto in Italia che in Francia le radio comunitarie, di prossimità, associative, pur avendo degli indici di ascolto molto inferiori a quelli delle radio commerciali, hanno svolto un ruolo importante per determinate comunità etniche, politiche, religiose, culturali, che fino a quel momento non avevano avuto la possibilità di esprimersi attraverso i media. Le radio che si sviluppano nella seconda metà degli anni Ottanta e mantengono un'organizzazione senza scopo di lucro, costituiscono degli esempi interessanti anche per verificare la validità della loro missione e del loro ruolo nel contesto in cui queste emittenti operano. In una chiave comparativa osserveremo il ruolo di alcune radio comunitarie nei due Paesi con particolare riferimento alle realtà di Parigi, Marsiglia e Lione e a quelle di Roma e Milano.

V.3. Le radio comunitarie e associative in Italia e in Francia

V.3.1 Radio comunitarie: l'eredità delle radio libere

Nella seconda metà degli anni Ottanta le spinte alla commercializzazione del settore della radiofonia locale provenienti dal settore pubblicitario e dalle strategie dei gruppi multimediali internazionali costituiscono il fenomeno più evidente. Anche lo spazio riservato alla comunicazione locale, uno dei temi maggiormente richiamati al momento della nascita delle radio libere, viene sacrificato in nome di una gestione dei programmi che finisce con il trascurare questa dimensione. Con l'autorizzazione della pubblicità per le radio locali nel 1984 in Francia si apre una fase nuova che sarà poi confermata dalla legge del settembre 1986 relativa alla libertà di comunicazione attraverso la quale viene istituito il nuovo organismo della CNCL (Commission

⁷⁷⁹ Cfr. T. Liebes, E. Katz, *The Export of Meaning: Cross-Cultural Readings of «Dallas»*, Polity Press, Cambridge 1993.

Nationale de la Communication et des Libertés)⁷⁸⁰. François Léotard, il ministro della comunicazione del nuovo governo guidato da Jacques Chirac, secondo il quale “l’information et la distraction ne sont pas des services publics, mais de libertés”, compie un ulteriore passo in direzione non solo della privatizzazione del settore, ma anche della concentrazione sostenendo che “la concentration n’est pas nécessairement antinomique du pluralisme”⁷⁸¹. Dal momento dell’autorizzazione della pubblicità sulle onde in Francia le radio che volevano usufruire del finanziamento pubblicitario dovevano trasformarsi da associazioni in società a responsabilità limitata e dichiarare il proprio statuto commerciale. Fin da subito i tre quarti delle circa 1500 radio locali francesi sceglieranno un profilo commerciale. Il fondo di sostegno all’espressione radiofonica locale viene mantenuto per le emittenti che rifiutavano di fare una radio a scopo di lucro, prevedendo delle risorse per svolgere l’attività radiofonica. Il fondo di sostegno resterà in vigore fino al gennaio 1987, non riuscendo tuttavia ad agevolare interamente le molte emittenti che ne facevano richiesta, la maggior parte delle quali saranno costrette nel corso di questo periodo a cessare la propria attività.

Le radio di questo tipo vengono definite come radio “associative”, “comunitarie”, “di prossimità”, ad indicare con questi termini la volontà di indirizzarsi ad un pubblico espressione di una comunità specifica. Nell’ottica di rappresentare uno spazio dove allargare la partecipazione degli ascoltatori queste tipologie di radio propongono una gestione alternativa rispetto alle radio commerciali, finanziandosi oltre che con il fondo di sostegno, anche con gli abbonamenti degli ascoltatori, l’organizzazione di eventi culturali, e soprattutto attraverso una grande parte di volontariato. Queste emittenti che si sono create nella maggior parte dei casi al momento della liberalizzazione della FM, costituiscono le eredi dirette del movimento delle “radio libere”: sottraendosi alla logica commerciale che si è affermata nel campo della radio con la creazione dei network e alla tendenza delle radio locali a porsi come radio di flusso, le radio associative e comunitarie in Italia e in Francia si differenziano per la scelta dei temi trattati, per rivolgersi ad un pubblico preciso, per cercare di animare la vita di un territorio o di una comunità. Secondo un’interpretazione consolidata le radio associative possono essere classificate in varie tipologie: dalle emittenti che si

⁷⁸⁰ Cfr. F. D’Almeida, C. Delporte, *Histoire des médias en France*, cit., p. 260, J.-N. Jeanneney, *Une histoire des médias. Des origines à nos jours*, Editions du Seuil, Paris 2001, pp. 308-311.

⁷⁸¹ Per queste citazioni cfr. J.-J. Cheval, *Les radios en France*, cit., p. 84 e l’intervista rilasciata dal ministro al quotidiano “Le Monde”: A. Cojean, P.A. Gay, *Un entretien avec M. Léotard, ministre de la culture et de la communication*. “Aider Hachette, Hersant ou Bouygues à s’épanouir sur la scène européenne”, in “Le Monde”, 15 septembre 1987.

rivolgono ad un pubblico preciso (comunità di immigrati, gruppi politici, sociali, religiosi, culturali, comunità rurali), alle radio militanti che vogliono sviluppare un progetto differente di comunicazione e informazione, alle radio interessate al recupero della memoria e della tradizione del luogo di trasmissione⁷⁸². Questo settore, seppur minoritario, è riuscito a mantenere una buona vitalità in Italia e in Francia, nonostante il cambiamento di epoca, dimostrando come le radio libere avessero contribuito ad aprire uno spazio importante per la comunicazione decentrata. Il fenomeno delle radio libere non risultava peraltro circoscritto soltanto ai due Paesi se nell'aprile del 1986 a Limans veniva costituita la FERL (Federazione Europea delle Radio Libere), un'organizzazione composta da circa 400 radio in provenienza di 14 Paesi del Continente. Nel documento costitutivo di questa associazione si ribadiva la volontà di creare un'organizzazione in grado di proporre un modo differente di fare comunicazione radiofonica, basato sull'espressione dei movimenti sociali e culturali, indipendente da ogni vincolo economico:

“Les radios libres doivent contribuer à l'expression des mouvements sociaux et culturels dans leur diversité et promouvoir toute initiative qui tend vers la paix, l'amitié entre les peuples, l'extension de la démocratie, le développement d'une éthique se référant à la Déclaration des droits de l'homme. [...]. Nous estimons que l'indépendance des radios libres ne doit pas être remise en cause par la nomination d'un pouvoir politique, financier ou autre. Tirant les leçons de l'expérience italienne et française, nous recommandons aux radios l'autofinancement et le refus de la publicité sur les ondes. Les radios libres ont pour objectif de donner la parole à ceux qui en sont privés”⁷⁸³.

In Francia nel tentativo di costituire un'associazione comprendente le radio associative senza scopo di lucro, dopo la divisione tra FNRL e CNRL avvenuta nel 1984, nel maggio 1986 a Marsiglia la CNRL presenta una Carta che esprime l'adesione di queste emittenti ai principi della comunicazione indipendente da qualunque condizionamento politico ed economico. Nel giro di tre anni questo documento sarà sottoscritto da circa 100 stazioni mostrandosi come un fattore di coordinamento e rivitalizzazione del settore associativo.

La situazione italiana appare in parte diversa: le radio eredi della stagione delle radio libere come Radio Radicale, Radio Città Futura e Radio Onda Rossa a Roma, Radio Popolare a Milano, Controradio a Firenze rappresentano delle forme di comunicazione alternativa nel panorama mediatico italiano e nel corso degli anni

⁷⁸² Cfr. R. Prot, *Des radios pour se parler*, cit., pp. 73-75.

Ottanta hanno sviluppato un modello riconosciuto e definito. Tanto Radio Radicale che Radio Popolare, seguendo la tendenza ad allargare il proprio bacino di utenza, si sono progressivamente costituite in network: Radio Radicale ha iniziato ad estendere il proprio segnale all'infuori di Roma già dal 1979, mentre Radio Popolare completerà il progetto di Popolare Network nel 1992. Attraverso la distribuzione di programmi preregistrati a varie realtà locali questa emittente ha svolto un ruolo importante nell'animazione della vita sociale milanese negli anni Ottanta. Radio Radicale e Radio Popolare, rifiutando la logica commerciale si finanziano attraverso le sottoscrizioni, gli abbonamenti alla radio, le tessere dell'ascoltatore, il finanziamento di eventi culturali (musica, spettacoli), ed un ricorso alla pubblicità che tuttavia è sempre promozione di attività legate alla vita culturale e politica.

3.2 Modelli di radio comunitarie in Francia

La liberalizzazione dell'etere se da un lato finisce con il favorire l'affermazione di un modello di radio commerciale anche a livello locale, con un programmazione articolata nella formula *music and news*, dall'altro determina la nascita di formati differenti con lo sviluppo di radio che si rivolgono ad un pubblico specifico. Nel mondo delle radio associative i formati si differenziano in funzione dei pubblici ricercati. Se nel caso delle radio commerciali la tendenza è quella di differenziare i pubblici in base alla scelta di un determinato genere musicale e in funzione dell'età, tra le radio associative e comunitarie il pubblico si differenzia in base ai contenuti proposti.

La peculiarità della radio di essere al tempo un *medium* locale e globale emergono anche nelle strategie adottate dalle emittenti associative e comunitarie. Infatti nel caso delle radio che si rivolgono alle comunità di immigrati nelle grandi metropoli si assiste ad una diffusione di contenuti in lingua straniera, espressione della cultura di alcune nazionalità, rivolti ad un pubblico che è necessariamente locale. Questa interazione tra dimensione internazionale dei contenuti e dimensione locale della ricezione, già riscontrata per le radio musicali, determina una duplice prospettiva dello spazio locale⁷⁸⁴: da un lato esso è visto come luogo di insediamento per le

⁷⁸³ Cfr. J. Benetière-J. Soncin, *Au cœur des radios libres*, L'Harmattan, Paris 1989, pp. 39-40.

⁷⁸⁴ Cfr. A. Mattelart, *La communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, cit., p. 241.

comunità di immigrati, ma dall'altro esso è uno spazio che attraverso la radio permette alle varie comunità di restare in contatto con la cultura di origine. Il fenomeno delle radio rivolte a differenti comunità di immigrati costituisce una peculiarità del mondo radiofonico associativo francese rispetto all'Italia. Tra le emittenti più significative e numerose vi sono proprio le stazioni espressioni di comunità di immigrati. Analizzando nel dettaglio le loro attività emerge l'originalità dei contenuti e la volontà di animare la vita culturale del pubblico al quale si rivolgono. Dall'osservazione di alcune di queste esperienze si riscontra la centralità assunta da questa tipologia di radio nel rapporto con gli ascoltatori e con il luogo di diffusione. La realtà di Parigi è quella che fornisce il maggior numero di esempi dimostrando i differenti modi di concepire una stazione da parte degli animatori delle radio comunitarie.

Tra le più significative di questa fase "Radio Pays" viene inaugurata nel maggio del 1982 rivolgendosi alle varie comunità di immigrati della città: baschi, corsi, catalani, occitani e fiamminghi: "C'est la voix de tous ces pays mais ici..à Paris..Radio Pays c'est la Voix du Pays à Paris..."⁷⁸⁵. Ai diversi gruppi vengono dedicate delle trasmissioni in lingua regionale: ognuno dispone di 2 mezzogiornate alla settimana. Oltre alle trasmissioni nei vari dialetti regionali Radio Pays propone musiche tradizionali programmando un repertorio realizzato da giovani gruppi regionali. Questo dimostra la volontà dell'emittente di preservare i vari patrimoni culturali regionali integrandoli all'interno di un programmazione nella quale trovano spazio diversi contenuti identitari e rappresentando un punto di riferimento per l'espressione e la comunicazione delle varie comunità. La radio manifestava la sua presenza nella vita delle comunità con 30 associazioni affiliate alla stazione, oltre al collegamento con altre radio regionali della Francia. Dal punto di vista dell'organizzazione questa emittente si avvaleva del lavoro di circa 70 animatori volontari, dimostrando così la finalità puramente non commerciale di questa esperienza⁷⁸⁶. Un esempio originale del mondo delle radio associative è costituito dalle radio di quartiere. Tra queste una delle più significative è "988 FM", già "Fréquence Montmartre" e "Abbesses Echo". La stazione, composta da 65 volontari e 7 stagisti, si definisce come radio "di creazione, di informazione, musicale" che rifiuta la pubblicità come garanzia

⁷⁸⁵ Cfr. http://www.schoop.fr/ficheradio.php?id_radio=745

dell'indipendenza della radio". Un esempio di programma realizzato in questo periodo è un magazine sulla città di Parigi costituito da 100 puntate per un totale di 175 ore di trasmissione. Tra le attività della stazione che favoriscono l'integrazione al tessuto locale si segnalano le collaborazioni con il quotidiano "Le Matin de Paris" e le trasmissioni realizzate in collaborazione con le scuole del 18° *arrondissement* della capitale. Un altro esempio di radio di quartiere che riceveva il fondo di sostegno ed aveva un progetto di impresa più strutturato è stato quello di "Radio Aligre". Radio "educativa di informazione locale", essa si definisce indipendente da ogni movimento politico e non vuole rappresentare nessuna comunità, ma rivolgersi al pubblico del quartiere nel suo complesso. Al lavoro della stazione partecipavano circa 70 collaboratori, di cui dieci con regolare stipendio e il palinsesto era composto per il 70% da musica (jazz, reggae, salsa e musica classica) e per il 30% di informazioni locali. Tra le iniziative culturali era prevista anche una trasmissione settimanale incentrata sull'attualità letteraria con la presentazione e la lettura delle opere⁷⁸⁷. Attraverso un uso originale della formula *music and news*, "Radio Aligre" si affermerà come una delle radio di quartiere maggiormente apprezzate a Parigi. Quando nel 1987 la CNCL non rinnoverà l'autorizzazione di questa stazione, diverse saranno le prese di posizione in suo favore, come per esempio quella dello scrittore Julien Green che ne esaltava la funzione culturale in un mondo mediatico in evoluzione:

"Je suis très heureux d'apporter mon soutien à une radio libre qui défend avec amour la culture et parfois sous ses formes les plus difficiles. C'est la bonne manière pour préserver la part de rêve qui permet aux êtres de vivre et nous sauve de l'abêtissement auquel la plupart des moyens médiatiques actuels se consacrent..."⁷⁸⁸.

Un'altra radio associativa presente nella regione dell'*Ile de France*, nel dipartimento della Seine- St-Denis è stata "Radio Contact" a Bondy. Anche questa emittente è espressione di uno spirito aperto verso le comunità di immigrati, multiculturale, di

⁷⁸⁶ CAC, Centre des Archives Contemporaines, site de Fontainebleau, n° versement 19920382 art. 3, Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des techniques de communication, Commission d'attribution de l'aide financière à l'expression radiophonique locale, Radio Pays Paris, 12 septembre 1986.

⁷⁸⁷ CAC, Centre des Archives Contemporaines, site de Fontainebleau, n° versement 19920382 art. 3, Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des techniques de communication, Commission d'attribution de l'aide financière à l'expression radiophonique locale, Radio Aligre Paris, 12 septembre 1986.

⁷⁸⁸ Cfr. J. Green, *Quand Julien Green soutient Radio Aligre*, in "Le Monde", 8 aout 1987.

creazione e di ricerca. La redazione era composta da 80 volontari che assicuravano la copertura degli spazi del palinsesto che era così suddiviso:

- 36 ore settimanali di informazioni dibattito;
- 35 ore di trasmissioni settimanali in lingua straniera (arabo, portoghese, africano);
- 7 ore di trasmissioni in lingua antillese;
- 85 ore di trasmissioni musicali⁷⁸⁹.

Come si vede questa stazione privilegiava i contenuti musicali, lasciando comunque un ampio spazio alle trasmissioni in lingua straniera, permettendo così a varie comunità di occupare uno spazio sulle onde.

“Radio Beur”, creata nel 1981 a Montreuil è una radio espressione della comunità magrebina. Secondo un’indagine sul campo⁷⁹⁰ questa emittente ancora nel 1986 veniva ascoltata principalmente da un pubblico prevalentemente di origine araba. A differenza di altre stazioni associative che puntavano un pubblico specifico (giovani, casalinghe) a seconda dell’età, la programmazione di “Radio Beur” può essere definita generalista dunque rivolta ad un pubblico indifferenziato. L’importanza di questo tipo di esperienze risiede nella prossimità degli ascoltatori alla stazione radio e nel fatto che l’emittente grazie alle telefonate e alla partecipazione del pubblico è percepita come una presenza effettiva nella vita della comunità. Il rapporto che si instaura tra la radio e il suo pubblico riproduce dei meccanismi di fidelizzazione che fanno percepire una determinata emittente come una presenza “familiare”.

Queste stazioni agiscono in particolare nelle grandi città dove le comunità di immigrati risultano più ampie. Per esempio a Lione si distingue “Radio Trait d’Union”, attiva dal luglio 1981, che secondo i sondaggi del giugno 1985 otteneva l’1,7% degli ascolti nell’intera agglomerazione. Nel 1988 ha riunito venticinque comunità di immigrati che si esprimevano in dodici lingue differenti. Questo rivelava la volontà di utilizzare la radio come strumento di scambio interculturale all’interno della città di Lione. Come testimonia il fondatore della stazione Mohammed Messoussa la radio era stata creata “dans le double but de faire connaitre les étrangers vivant ici à la population française, et réciproquement de faire connaitre la culture et l’organisation de la société française aux communautés issues de l’immigration. Nous

⁷⁸⁹ CAC, Centre des Archives Contemporaines, site de Fontainebleau, n° versement 19920382 art. 3, Secrétariat d’Etat auprès du Premier Ministre chargé des techniques de communication, Commission d’attribution de l’aide financière à l’expression radiophonique locale, Radio Contact Bondy, 12 septembre 1986.

⁷⁹⁰Cfr. S. Tievant (éds.), *Les radios de proximité: acteurs, produits, publics et vie locale*, La Documentation Française, Paris 1986.

pensons aider ainsi chacun à s'adapter sans trop de difficultés. Ceux qui arrivent du Viêt-Nam, du Laos, du Cambodge, ne connaissent souvent pas la langue française. Communiquer avec eux dans leur langue maternelle est un facteur d'intégration"⁷⁹¹. La forme di finanziamento utilizzate mostrano un quadro comune a molte radio locali in questo periodo, sfruttando il sostegno del pubblico e la promozione di attività locali: "les cotisations des animateurs et les subventions, dont celles du FAS, financent nos activités. La spécificité de notre radio rend impossible l'appel à la pub. Les éventuels annonceurs se limiteraient à trois ou quatre et proposeraient des sommes dérisoires; ce sont des petits commerçants aux budgets publicitaires réduits, qui veulent toucher une clientèle bien spécifique"⁷⁹².

Le possibilità aperte dalla diffusione della banda FM hanno permesso la nascita di esperienze radiofoniche fino a quel momento inedite come le radio rurali. Nel gennaio 1983 viene costituita l'APROR (Association pour la Promotion des Radios Rurales) con lo scopo di offrire alle circa 50 stazioni federate una struttura di scambi e sperimentazioni nella programmazione di queste stazioni. Il caso di "Radio Alpes-Mancelles" nel comune di Fresnay-sur-Sarthe illustra bene la modalità di intervento di questa radio all'interno del contesto agricolo. Infatti l'emittente ha cercato di costruire un progetto di comunicazione locale e dimostrare così che le campagne, penalizzate dal punto di vista culturale, potevano rivaleggiare su questo terreno con le radio di città. Con una diretta quotidiana di quindici ore dalle 7 alle 22, grazie a 30 collaboratori volontari, questa stazione è diventata la voce di un territorio e ha contribuito alla vita culturale, sociale ed economica della zona di copertura promuovendo eventi, feste e spettacoli. A dimostrazione dell'importanza di uno strumento come la radio in contesti maggiormente isolati, si legga il giudizio di un agricoltore della valle del Grésivaudan in merito alla funzione della radio in contesto rurale e all'importanza della suo ruolo nella quotidianità di questo tipo di categoria di ascoltatori:

"Le monde agricole est maintenant bien plus tourné vers la radio: dans tous les tracteurs neufs [...] les cabines sont insonorisées et il y a la radio en option. La télé, on est trop fatigués le soir, on se couche... Tandis que la radio, même s'il ya des

⁷⁹¹ J. Benetière-J. Soncin, *Au coeur des radios libres*, cit, pp. 87-88.

⁷⁹² *Ibidem*, p. 88.

moments où on ne peut pas l'écouter, quand on fais du bois par exemple, il reste tout le travail des champs, la traite..."⁷⁹³.

V. 3.3 Esempi di radio religiose e di radio di informazione

Questi esempi mostrano una delle caratteristiche di questa fase: la radio grazie alla sua adattabilità, alla sua leggerezza, alla sua comunicazione orale, si presta ad intercettare segmenti di ascoltatori dalle caratteristiche più varie. Questa pluralità di formati costituisce una eredità della grande esplosione della fine degli anni Settanta. Un fenomeno che proviene direttamente dalla fine del monopolio è costituito dalla crescita del numero di radio espressione di confessioni religiose. Raggruppate in federazioni nazionali e regionali, queste emittenti permettono la diffusione di contenuti legati alla fede, alla preghiera delle varie confessioni, costituendo un importante fattore di vicinanza per il pubblico di fedeli. Se i media del mondo cattolico rappresentano la maggioranza delle radio religiose, non vanno trascurati i casi di radio espressione delle comunità ebraica e protestante tanto in Italia che in Francia, che costituiscono una presenza importante nel vasto mondo della radiofonìa privata. Nel corso degli anni Ottanta le stazioni religiose si organizzano in varie federazioni in modo da promuovere la creazione di altre stazioni dello stesso orientamento. In Francia all'interno della FFRC (Fédération Française des Radios Chrétiennes) vengono riunite circa trenta stazioni. Tra queste la più importante e significativa è "Radio Notre-Dame" creata nel novembre 1981 a Parigi. Questa stazione diventerà ben presto la voce della chiesa cattolica che si esprimeva sulla modulazione di frequenza parigina e punto di riferimento per i fedeli. Come ricordava il suo direttore Olivier Jay, responsabile della comunicazione per il cardinale di Parigi Lustiger, la radio si rivolgeva "aux catholiques de Paris avec une affirmation d'identité, de propos, de contenu très forte, pour recréer cette communion locale qui existe de moins en moins, en particulier dans l'Eglise". Il palinsesto di "Radio Notre-Dame" confermava la centralità assoluta della pratica religiosa nell'organizzazione dei programmi: "la prière rythme désormais la journée – de l'angélus à l'office du soir, en passant par le chapelet de 15 heures. Le cardinal Lustiger se livre, chaque semaine, à une «causerie spirituelle»"⁷⁹⁴. In un articolo apparso sul quotidiano "Le

⁷⁹³ Cfr. S. Tievant (éds.), *Les radios de proximité: acteurs, produits, publics et vie locale*, cit., p. 169.

⁷⁹⁴ Cfr. A. Chemin, *Radios paroisses, radios missionnaires*, in "Le Monde", 15 février 1987.

Monde” Ariane Chemin distinguava le radio confessionali in radio che si rivolgevano ad una specifica comunità religiosa, come nel caso di “Radio Notre Dame”, e radio che cercavano di essere aperte al dialogo con altre confessioni, come nel caso di “Radio Dialogue” a Marsiglia e Radio “Fouvière” a Lione. In particolare “Radio Dialogue” favoriva uno spirito di incontro e scambio tra le varie fedi con l’obiettivo di essere una radio “ecumenica”:

“Car s'il existe des radios d' «esprit œcuménique» (la radio catholique de Lyon, Radio Fourvière, donne aux protestants l'occasion de s'exprimer), la Radio des chrétiens de Marseille est la seule à l'être par son fonctionnement, et constitue à cet égard en France une expérience unique en son genre. Au conseil d'administration de Dialogue-RCM siègent depuis la naissance de la station, en janvier 1983, trois représentants de chacune des quatre Eglises fondatrices : l'Eglise apostolique arménienne, l'Eglise catholique, l'Eglise orthodoxe et l'Eglise réformée. Les statuts précisent aussi que si une Eglise venait à se retirer, Radio Dialogue devrait aussitôt se dissoudre. Aucune, de toute façon, n'en manifeste l'envie. " Il est vrai que Marseille est une ville ouverte à toutes les ethnies, qui bénéficie d'une longue expérience œcuménique ; mais il faut aussi rendre hommage à Etchegaray ", reconnaît, bon prince, le Père Stéphane, vicaire général de l'archevêché orthodoxe grec et responsable de la station. Pour lui, si Dialogue dispose d'un tel capital d'originalité (et de crédibilité) à Marseille, c'est qu'elle est disponible à tous sans aucune coloration politique. Radio Dialogue a ainsi refusé un contrat de partenaires associés avec le patronat local, de peur de perdre notamment pour les problèmes sociaux, si souvent abordés _ sa liberté de... dialogue. Radio paroisses, radios missionnaires : le clivage existe, il fonctionne”⁷⁹⁵.

Nel settore delle radio espressione della comunità ebraica emerge la volontà di avere uno strumento di comunicazione non solo per rivolgersi alla comunità di fedeli, ma anche per proporre a persone di orientamento religioso differente il proprio punto di vista in un’ottica di dialogo. Il reportage realizzato da Ariane Chemin in riferimento a “Radio J” e “Radio Com”⁷⁹⁵, mostrava bene come nelle stazioni confessionali della comunità ebraica si riscontrava un approccio che andava oltre il discorso religioso puro e semplice: “Le religieux se taille toujours la part du lion; mais il est vrai que Radio J (la pionnière, proche du Renouveau juif) tend plutôt à privilégier l'information sur Israël et sur la communauté juive, tandis que Radio Com', par exemple, cherche à donner «un regard juif sur l'événement. Il y a d'ailleurs pour la première fois, me semble-t-il, une attente chez un public qui n'est pas seulement juif

⁷⁹⁵ Cfr. A. Chemin, *Radios paroisses, radios missionnaires*, in “Le Monde”, 15 février 1987.

pour savoir ce que les juifs ont à dire sur le monde», fait remarquer Schlomo Malta, le directeur d'antenne⁷⁹⁶.

In Italia la maggior parte delle stazioni religiose sono costituite dalle radio cattoliche, che si sono riunite nel consorzio CO.RA.L.L.O (Consorzio Radio Libere Locali) arrivando a circa 450 emittenti affiliate all'inizio degli anni Novanta. Il punto di raccordo di queste stazioni, che scambiano programmi informativi, è la trasmissione del settimanale "Ecclesia" sulla vita della Chiesa in Italia e nel mondo⁷⁹⁷. Lo sviluppo impetuoso dell'emittente "Radio Maria", creata nel 1982, che nel giro di circa dieci anni è passata dalla dimensione locale del paese di origine, Arcellasco d'Erba in provincia di Como, ad una dimensione nazionale affermandosi agli inizi degli anni Novanta come uno dei network italiani tra i più seguiti dopo le stazioni commerciali nazionali, illustra in modo emblematico la crescita del settore delle radio religiose e cattoliche. A conferma di questa crescita e del gradimento del pubblico l'indagine Audiradio del 1990 mostrava come "Radio Maria" aveva superato negli ascolti "Italia Radio", l'emittente che dal 1988 era gestita dal Partito comunista italiano, e soprattutto "Radio Radicale", che poteva contare sul riconoscimento della credibilità del suo ruolo di radio di informazione⁷⁹⁸. Altri esempi significativi di radio cattoliche che nascono in seguito alla liberalizzazione dell'etere in Italia, attivi ancora oggi, sono "Radio 2001" di Novara, nata nel 1979 e "Radio Pace" di Verona, le cui trasmissioni sono iniziate nel 1977. In Italia come radio espressione di altre comunità religiose singolare è stato lo sviluppo di "Radio Krishna Centrale", fondata nel 1982 da alcuni seguaci del movimento degli Hare Krishna. Il palinsesto autoprodotta è incentrato sulla cultura e l'espressione dei principi del movimento, ed ha riscosso un buon seguito tra gli ascoltatori, che ne ha fatto nel corso degli anni Ottanta una delle stazioni più ascoltate in Italia. Le radio espressione delle varie comunità evangeliche, nate alla metà degli anni Settanta attorno all'organizzazione "Voce della Bibbia", rappresentano un altro segmento molto attivo di questo particolare settore delle radio comunitarie, dimostrando l'importanza della radio, e della nascita delle emittenti libere nel favorire la circolazione e la rappresentazione mediatica di differenti

⁷⁹⁶ *Ibidem*.

⁷⁹⁷ Cfr. *L'arcipelago dei mass media bianchi*, in "Repubblica", 20 ottobre 1991. Per una panoramica sulle radio religiose in Italia cfr. N. Verna, *Le radio comunitarie*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, cit., pp. 87-90.

⁷⁹⁸ Cfr. G. Pin., *Radio Maria batte anche il Pci*, in "La Stampa", 7 giugno 1990.

sensibilità spirituali⁷⁹⁹. Anche sul piano dell'offerta radiofonica locale le emittenti religiose, in particolare quelle cattoliche, stimate in 600 unità negli anni Novanta, hanno contribuito ad accrescere le tipologie radiofoniche, accanto alle ex radio di "movimento".

Tra i casi più interessanti di radio comunitarie e associative occorre tenere presente Radio Popolare di Milano e Radio Radicale di Roma. L'emittente milanese dopo l'iniziale fase di effervescenza e di partecipazione politica della seconda metà degli anni Settanta, nel corso degli anni Ottanta si ritaglia un ruolo decisivo sul piano dell'informazione. Nel 1984 nascerà il primo bollettino di informazione regionale "Metroregione", mentre si consolideranno trasmissioni come *Ubik*, rotocalco quotidiano di cultura e spettacoli e *Bar Sport*, condotto dalla futura Gialappa's band, con commenti e classifiche alternative sul mondo del calcio. La popolarità della stazione sarà accresciuta dallo scoop costituito dall'intervista rilasciata nel 1987 dal noto bandito Renato Vallanzasca, che dopo un'evasione durante un trasferimento, si recherà presso gli studi dell'emittente. L'attenzione alle minoranze e all'importanza di uno spazio mediatico a loro disposizione è testimoniata dalla presenza di trasmissioni come *Radio Shabi*, settimanale in lingua araba per gli immigrati e *L'altro martedì*, spazio dedicato alla comunità omosessuale. La tendenza ad avere uno sguardo internazionale sugli avvenimenti, pur rimanendo inserito all'interno del contesto della città di Milano, mostra come anche Radio Popolare esprimesse in pieno la duplice tendenza delle radio locali all'ibridazione tra spazio locale e spazio internazionale. Nei primi anni Ottanta la trasmissione *Radio Solidarnosc* e i collegamenti con i militari del contingente italiano in Libano offrono una prospettiva ampia su due avvenimenti internazionali percepiti come decisivi nella politica dell'informazione della radio. Dal 1989 la radio sviluppa la capacità di collegamenti dall'estero: dal Cile che ritorna al voto, agli scontri di Piazza Tien An men in Cina, fino ai collegamenti con Berlino e Parigi. In questa attenzione alla duplice dimensione locale e globale dell'informazione si nota una delle peculiarità di una delle emittenti che nel corso di oltre 35 anni di attività ha acquisito sul piano dell'informazione un riconoscimento della propria professionalità e attendibilità. Un ulteriore aspetto di originalità di Radio Popolare risiede anche nella forma organizzativa che si è data nel corso degli anni. Dopo essere stata gestita da una

⁷⁹⁹ Cfr. N. Verna, *Le radio comunitarie*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di*

società a responsabilità limitata, controllata per il 50% dalla cooperativa che amministrava la radio e da forze politiche della sinistra milanese, dal 1990 si trasformerà in società per azioni basata sull'azionariato popolare. L'obiettivo era quello di rendere la stazione più indipendente dalle forze politiche e più vicina al rapporto con gli ascoltatori. Così la cooperativa arriva a gestire il 30% delle azioni, mentre il resto del capitale sarà detenuto dagli azionisti ascoltatori. Dopo due campagne di sottoscrizione Radio Popolare nel 1992 potrà contare su dodicimila azionisti⁸⁰⁰. Al momento dell'approvazione della legge Mammi, Radio Popolare chiederà l'autorizzazione governativa per le trasmissioni a carattere locale. Infatti questa scelta rispondeva alle caratteristiche di radicamento territoriale dell'emittente, ma anche perché lo sviluppo nazionale è concepito da tempo come collegamento in network con altre emittenti locali, dimensione in cui socializzare la parte più costosa della comunicazione quale l'informazione nazionale e internazionale. Tale progetto vedrà la luce con la nascita di Popolare Network nel 1992 collegando in diretta per i notiziari le città di Roma, Bologna, Firenze, Verona e Brescia⁸⁰¹.

L'altra grande stazione, che ha cercato di proseguire con lo stesso spirito degli inizi e che dopo oltre 35 anni svolge un ruolo informativo apprezzato e riconosciuto è Radio Radicale a Roma. Organo del Partito Radicale, questa emittente nel corso degli anni Ottanta ha rafforzato la propria dimensione di radio al servizio delle informazioni e degli avvenimenti politici, economici e culturali più importanti nella vita del Paese. Già alla fine degli anni Settanta la stazione aveva progressivamente ampliato il proprio raggio di emissione, mostrando la volontà di intercettare un pubblico sempre più nazionale. Oltre alla trasmissione in diretta dei lavori della Camera e del Senato e dei congressi dei Partiti, Radio Radicale trasmetterà in maniera integrale alcuni dei più importanti processi penali degli anni Ottanta. Erano le prime occasioni in cui un *medium* seguiva per intero un processo penale. Il primo ad essere seguito integralmente è il processo Toni Negri nel 1983 per la vicenda del 7 aprile 1979 in cui diversi esponenti dell'Autonomia operaia erano stati accusati di terrorismo. L'altro grande processo è quello che riguarda Enzo Tortora, popolare conduttore

libertà d'antenna, cit., p. 90.

⁸⁰⁰ *Radio Popolare*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, cit., pp. 221-223.

⁸⁰¹ Cfr. D. De Biasio (a cura di), *Ma libera veramente! Trent'anni di Radio Popolare: voci, parole e immagini*, Kowalski, Milano 2006, pp. 16-19.

televisivo, accusato di essere affiliato alla Nuova Camorra Organizzata. In questa occasione si manifesta con maggiore evidenza il distacco da due concezioni profondamente diverse di dare informazione tra Radio Radicale e gli altri mezzi di comunicazione. Come ricorda Valter Vacellio “c’è chi come la Rai, confeziona servizi attraverso interviste [...] ai margini delle udienze: prima e dopo, selezionando gli interventi dei “pentiti” da mandare in video. In tal modo, milioni di spettatori hanno solo un’immagine del processo, che coincide in sostanza con le poche battute dei “pentiti” di turno durante gli intervalli delle udienze. Radio Radicale, al contrario, fa ascoltare quello che i «pentiti» dicono davanti ai giudici e come rispondono (o non rispondono) all’incalzare degli avvocati”⁸⁰².

Gli esempi delle emittenti analizzate in questi paragrafi mostrano come nell’ambito del settore associativo e comunitario queste stazioni rispondessero a delle esigenze di pubblici specifici e mirati. La tendenza all’individuazione di segmenti precisi di pubblico a cui rivolgersi è una delle peculiarità della radio. La radio per le sue caratteristiche di compagnia, di medium leggero, che permette di svolgere altre attività durante il suo ascolto, si adatta bene ad essere l’orologio sociale della vita degli individui. Se questa funzione è assolta dalle grandi radio commerciali e pubbliche e in parte anche dalle radio locali a vocazione commerciale, le radio comunitarie attraverso la difesa di una precisa identità culturale, religiosa, etnica e politica, dimostrano come nella seconda metà degli anni Ottanta, la radio si è posta anche come mezzo per affermare una data identità culturale. All’interno della «modernità liquida» descritta da Zygmunt Bauman, la radio permette la ricerca di un’identità attraverso le tante, frammentate e differenziate possibilità di fruizione⁸⁰³. “La ricerca di identità – ricorda Bauman – è l’incessante lotta per arrestare o rallentare il flusso, di solidificare il fluido, di dare forma all’informe”⁸⁰⁴.

Anche se con la definizione di un nuovo quadro normativo in Italia e in Francia il peso delle radio comunitarie sarà sempre meno importante, occorre sottolineare come in alcune realtà questi mezzi di comunicazione hanno rappresentato e rappresentano ancora degli strumenti validi in vista sia del decentramento dei media che della possibilità di accesso per gli ascoltatori.

⁸⁰² V. Vecellio, *Radio Radicale*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent’anni di libertà d’antenna*, cit., p. 143.

⁸⁰³ Z. Bauman, *Liquid modernity*, Cambridge, Blackwell Publishers Ltd e Polity Press, Oxford 2000, trad. it *Modernità liquida*, Laterza, Roma-Bari 2011, pp. 88-89.

⁸⁰⁴ *Ibidem*, p. 88.

4. L'affermazione dei network nazionali e la corsa all'audience

V.4.1 La logica delle concentrazioni e il modello commerciale

Nella seconda metà degli anni Ottanta nei due Paesi la radio, dopo il periodo di effervescenza vissuto nei primi anni dell'apertura del settore, risente della minore considerazione ricevuta da parte della politica rispetto alla televisione. Infatti in Italia si assiste in questa fase all'affermazione dei tre canali televisivi nazionali commerciali della Fininvest di Silvio Berlusconi, mentre in Francia a partire dal 1986 è in atto il processo che nel 1987 porterà alla privatizzazione del canale TF1 la cui quota di maggioranza viene ceduta dallo Stato all'imprenditore Francis Bouygues. Il mutamento del quadro politico in Francia dopo la vittoria della destra alle elezioni legislative del 1986 determina anche un ripensamento circa l'organizzazione del settore audiovisivo. Attraverso la legge Léotard del 30 settembre 1986 si abolisce la nozione di radio locale privata in favore del concetto di radio privata. A questo si aggiunga che vengono parzialmente eliminati i vincoli che la legge del luglio 1982 aveva imposto alla concentrazione. La legge stabiliva un dispositivo anticoncentrazione secondo il quale una stessa persona che gestiva un network radiofonico nazionale con un bacino di utenza di 30 milioni di abitanti poteva controllarne un altro, a condizione che il secondo network non superasse i 15 milioni di ascoltatori. La legge sostituiva la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle con un altro ente denominato CNCL. Rispetto al precedente organismo composto da nove membri, la CNCL era formata da tredici personalità designate con un meccanismo più complesso⁸⁰⁵. Installata nel novembre 1986, la Commissione attira le critiche dell'opposizione di sinistra poiché considerata troppo vicina alle posizioni della maggioranza di governo e in particolare al RPR. Una prima conferma della tendenza a favorire esponenti vicini alla sensibilità politica del Primo Ministro Jacques Chirac si era manifestata in occasione del rinnovo degli incarichi dei Presidenti dei cinque canali televisivi e radiofonici del servizio pubblico. Dal punto di vista delle radio nel 1986 arrivavano a scadenza le prime autorizzazioni concesse alle radio locali nel 1983 dalla Commissione consultiva sulle radio locali private. Questo organismo verrà abolito nel corso dello stesso 1986 impegnando la CNCL a decidere sul futuro delle autorizzazioni delle radio locali. Sebbene nel corso di

⁸⁰⁵ Due membri erano nominati dal Presidente della Repubblica, due dal Presidente del Senato, due dal Presidente dell'Assemblea nazionale, uno dal Consiglio di Stato, uno dalla Corte dei Conti, uno dalla Corte di Cassazione, uno dall'Accademia francese. A queste figure si aggiungano tre esperti nel campo della comunicazione audiovisiva, della stampa e delle telecomunicazioni.

questo periodo venissero affrontati soltanto i casi delle radio delle regioni di Lione, del Nord e di Parigi, le decisioni adottate da Yves Rocca, incaricato di gestire il settore delle radio locali private, daranno luogo a molte polemiche. I maggiori problemi riguardano, come già avvenuto nel 1983, l'assegnazione delle frequenze all'interno dell'agglomerazione di Parigi, che vengono discusse nell'estate del 1987. Davanti ad un alto numero di richieste per un numero limitato di frequenze, la commissione autorizza le stazioni più potenti, basandosi sull'analisi della solidità economica dei singoli progetti. In questo modo venivano favorite le radio più strutturate, attraverso la possibilità di avere frequenze uniche, potenze superiori e localizzazioni vantaggiose. Oltre alle radio periferiche come RTL, Europe 1 e RMC, vengono autorizzate le grandi stazioni commerciali, spesso alla guida di un network. Le stazioni maggiormente penalizzate da queste decisioni sono alcune tra le "storiche" radio associative di Parigi, tra le quali "Radio Aligre" e "Radio Ici et Maintenant". Queste due stazioni dopo numerose proteste sono ripescate insieme ad altre tre stazioni con l'obbligo di condividere la frequenza di emissione, ma saranno numerose le radio parigine respinte in seguito alle valutazioni della CNCL. Secondo Annick Cojean, attenta osservatrice dell'evoluzione della Fm in Francia e coautrice del libro *Fm. La folle histoire des radios libres*,

“les décisions de la CNCL et l'orientation de ses choix marquent incontestablement un tournant dans l'histoire de la FM. Un tournant instructif pour l'ensemble des stations de province, qui vont elles aussi devoir passer, tour à tour, sous ses fourches caudines. Car, hormis une poignée de radios associatives – radios alibis ou expressions jugées inévitables (notamment celles des communautés ethniques), - la CNCL s'est fondée sur l'assise financière des radios. Elle a reconnu la primauté des stations commerciales. Mieux: elle a choisi de les conforter, de les protéger et d'asseoir leur puissance en leur donnant fréquences uniques, puissances supérieures et sites avantageux”⁸⁰⁶.

Larsen FM, una delle radio che non aveva ottenuto l'autorizzazione, depositerà una denuncia nei confronti della CNCL e di alcune radio autorizzate tra cui "Radio Courtoise", emittente portavoce dell'estrema destra. In seguito a questa denuncia Michel Droit, membro della CNCL, sarà accusato di corruzione per aver favorito l'autorizzazione di "Radio Courtoise". Il caso si chiudeva nel dicembre del 1987 con un nulla di fatto e con la destituzione del giudice che aveva accusato Michel Droit, ma anche questa vicenda contribuiva ad accrescere un'immagine non positiva di questo organismo e i suoi

condizionamenti dal potere politico. Se si osserva l'attività della CNCL per il settore radiofonico, nel breve arco dei circa due anni della sua esistenza, si nota come, se si eccettuano le regioni dove il tema dell'assegnazione delle frequenze era stato affrontato (Parigi, il Nord e Lione), "dans le reste de la France, on se trouvait de fait devant un vide juridique"⁸⁰⁷. Poiché le autorizzazioni continuavano ad arrivare a scadenza e non erano rinnovate "divers opérateurs, et au premier rang d'entre eux les réseaux, purent mettre à profit cette situation de vide réglementaire, de non droit, pour prendre le contrôle des stations et renforcer leurs positions"⁸⁰⁸. Questo non impediva tuttavia alla CNCL nel gennaio del 1988 di contestare l'operato dei network nazionali accusandoli di comportamento "illegale" rispetto alle pratiche di acquisizione di frequenze e di affiliazione con emittenti locali che avvenivano al di fuori di ogni controllo: "Il apparaît que la plupart des opérateurs de réseaux mènent actuellement une stratégie de développement par création, affiliation ou franchisage de stations sur l'ensemble du territoire national, sans que la CNCL soit intervenue, alors qu'elle est seule habilitée à autoriser des services de radiodiffusion sonore"⁸⁰⁹.

Nello stesso articolo Annick Cojean presentava il quadro della modulazione di frequenza in Francia all'inizio del 1988, mostrando come la logica del mercato avesse permesso alle radio nazionali di avere una centralità assoluta nel settore radiofonico relegando l'emittenza locale ad un ruolo minore:

"Dépôts de bilan, faillites se multiplient qui éliminent les faibles _ pas assez professionnels ou pas assez " magouilleurs " _ et assurent un renouvellement rapide des opérateurs FM. Rachats, escroqueries, divorces d'associés, éclatement de sociétés, référés et " affaires " contribuent à envenimer le climat et à lui donner des allures de guerre. Enfin les affiliations, les franchisages, les créations sauvages de stations font apparaître les réseaux tout-puissants, impatients de tisser leur toile d'araignée sur la France et d'aligner cent villes devant leurs annonceurs. Les radios en province se croient libres aujourd'hui de faire n'importe quoi, de faire fi des contraintes et de bafouer la loi, comme dans un no man's land juridique que la CNCL aurait bel et bien déserté"⁸¹⁰.

⁸⁰⁶ Cfr. A. Cojean, *Le verdict de la CNCL sur les radios FM parisiennes. Le désarroi des exclus*, in "Le Monde", 26 juillet 1987.

⁸⁰⁷ Cfr. J.-J. Cheval, *Les radios en France*, cit., p. 87.

⁸⁰⁸ *Ibidem*, p. 87.

⁸⁰⁹ Cfr. A. Cojean, *Face à une anarchie croissante la CNCL adresse une mise en garde aux réseaux FM*, in "Le Monde", 10 janvier 1988.

⁸¹⁰ *Ibidem*.

In questa fase uno dei fenomeni più diffusi, che esprimeva bene la misura di quanto il settore radiofonico fosse diventato redditizio per i grandi gruppi multimediali, era l'acquisto e la rilevazione delle frequenze delle radio più piccole da parte dei grandi network, nonostante la legge Léotard vietasse esplicitamente la vendita delle concessioni. Tale pratica confermava l'affermazione della logica commerciale e della corsa all'audience, mostrando come il settore della radiofonia privata aveva perso le principali caratteristiche di autonomia e indipendenza orientandosi in modo esplicito verso il modello americano: “Ce qui est sûr, c'est que depuis 1984, malgré la loi interdisant la cession des fréquences et des autorisations, les transactions se sont multipliées, à Paris et en province, créant ainsi de toutes pièces un véritable marché des fréquences, biens rares par nature, et soumis, de par la loi, à autorisations précaires et révocables. [...]. Désormais, comme aux Etats-Unis, le jeu du marché primera. La logique économique heurtera de plein fouet la règle juridique, forçant les garants de celle-ci à s'incliner”⁸¹¹.

V.4.2 I network nazionali in Italia e in Francia: dalla ricerca dell'audience al nuovo quadro legislativo degli anni Novanta

Il 1987 costituisce un anno di cambiamento nella composizione dell'ascolto radiofonico nei due Paesi. La tendenza alla concentrazione e la corsa all'audience determinano una crescita notevole del settore della radiofonia privata. In Italia nel 1987, l'ascolto della radio nel suo complesso si attesta intorno al 55%, mentre gli indici di gradimento delle radio private superano per la prima volta quelli dei canali pubblici; in Francia secondo l'indagine Médiamétrie⁸¹² l'insieme dell'ascolto radiofonico si aggira intorno al 75% della popolazione totale e le radio locali private ottengono oltre il 25% del pubblico. Il network NRJ secondo questi dati otteneva circa il 10% dell'ascolto complessivo della radio in Francia, contando in particolare sull'ascolto fidelizzato del pubblico dei giovani (15-24 anni). Questa tendenza della radio ad essere un *medium* il cui utilizzo varia profondamente a differenza della classe di età permette di cogliere l'importanza acquisita dalla emittenti commerciali nella programmazione di un flusso ininterrotto di musica che accompagna l'ascoltatore nei vari momenti della giornata. La natura fortemente individuale dell'atto di ascoltare la radio mostra come il pubblico svolga un ruolo decisivo nella costruzione dei

⁸¹¹ A. Cojean, *Rachat de fréquences, prise de contrôle de sociétés. Le marché noir des radios*, in “Le Monde”, 14 août 1987.

⁸¹² Cfr. *Enquete Médiamétrie 55 000: Audience de la radio en baisse en octobre*, Correspondance de la Presse, 18 novembre 1987, p. 7.

prodotti culturali attraverso le interpretazioni soggettive di ciascun ascoltatore⁸¹³. La disponibilità di musica quasi gratuitamente attraverso la radio ha determinato una crescita sia in Italia che in Francia del consumo musicale che è stato trainato dalla programmazione radiofonica. Se in Francia il quadro politico interviene a regolamentare il settore radiofonico, in Italia la necessità di un disciplinamento appare ancora più urgente visto il perdurante stato di vuoto legislativo che finisce per favorire le emittenti più solide in vista dell'acquisizione di altre frequenze al di fuori della zona originaria di trasmissione. Da un articolo pubblicato dal quotidiano "La Repubblica" nel maggio 1987 a margine del Convegno degli Editori radiofonici Associati, emerge l'importanza di una regolamentazione per tutelare il settore delle radio locali destinato ad avere una posizione secondaria nell'ambito del mondo radiofonico. Così si chiede "un'autoregolamentazione dell'affollamento pubblicitario, in modo che questo non superi il 20% della programmazione che viene trasmessa dalle 7 alle 20". Tra le altre misure ritenute indispensabili dal settore della radiofonica locale si chiedevano "la regolamentazione delle frequenze, uno sbarramento alle concentrazioni, la costituzione di un'autorità di controllo"⁸¹⁴. Il problema delle frequenze restava di difficile soluzione in mancanza di un piano nazionale delle radiofrequenze. Nel luglio 1987, in occasione dell'entrata in vigore del piano europeo delle radiofrequenze stabilito a Ginevra, "Radio Vaticana" occupava il segnale di quattro radio private tra cui "Radio Radicale", "Radio Roma", "Radio Onda Rossa" e "Radio Tre mari". La protesta delle stazioni escluse puntava soprattutto al vuoto legislativo, che unito alla mancanza di un piano nazionale, determinava il perdurare di un situazione di incertezza giuridica⁸¹⁵. Da un punto di vista politico la fine dell'esperienze dei governi socialisti di Bettino Craxi, tra il 1987 e il 1992 lascia il posto a quattro governi di breve durata guidati dagli esponenti della DC Giovanni Gorla, Ciriaco De Mita e Giulio Andreotti, sostenuti dalle coalizioni di pentapartito. Il repubblicano Oscar Mammi, ministro delle Poste e Telecomunicazioni, fin dal suo insediamento dichiarava di voler mettere ordine nel caos dell'etere italiano. Benché le sue attenzioni fossero rivolte soprattutto a limitare la concentrazione dei grandi gruppi televisivi e la corsa al finanziamento pubblicitario, ispirandosi alla legge sull'editoria del 1981, in un'intervista concessa alla giornalista Miriam Mafai, insisteva sulla necessità di regolare un sistema che finiva con il favorire l'affermazione di grandi soggetti nazionali davanti alle emittenti

⁸¹³ Cfr. A. Hennion e C. Meadel, *Programming Music: Radio as Mediator*, in «Media Culture & Society», 8, 1986, n. 3, pp. 281-303

⁸¹⁴ D. B., *Anche la radio aspetta una legge*, in "La Repubblica", 24 maggio 1987.

meno forti economicamente⁸¹⁶. In occasione di un convegno sul ruolo della radio nell'era della tv il critico Ugo Buzzolan, esaltando la capacità della radio di trovare nuovi modi di coinvolgere il pubblico, descrive bene il ruolo di questo medium sul finire degli anni Ottanta. Le sue considerazioni esprimevano le caratteristiche di immediatezza del medium che si adattava ai frenetici ritmi della società post-moderna:

“A parte il fatto della sazietà da tv, c'è stata universalmente la conferma che la radio è imbattibile per notiziari velocemente aggiornabili, e per tutta la musica. Ma non solo per questo: si è constatato e ribadito che la radio gioca un ruolo insostituibile in certe fasce orarie (mattina e notte fonda), per certe categorie specifiche di utenti (compresi quelli che ascoltano e intanto possono fare altro) e — punto determinante — negli ambiti locali di cui spesso, più che le tv, è l'assidua e immediata portavoce. Media costante e confortante di audience, nuovo afflusso di pubblicità: ecco i lati positivi contro cui stanno, in modo clamoroso o strisciante, una carenza di professionalità nelle radio minori, una commercialità selvaggia da bollettino di spot, e una verbosità straripante e fastidiosa (difetto da cui non sono immuni, a volte gravemente, le radio pubbliche)”⁸¹⁷.

Gli avvenimenti politici in Francia contribuiscono a mutare nuovamente il quadro dell'audiovisivo. Nel 1988, dopo la sua seconda elezione a Presidente della Repubblica, François Mitterrand, critico nei confronti dell'operato della CNCL, chiede a Catherine Tasca, ministro con delega alla comunicazione, di approntare un nuovo progetto di legge che sarà definitivamente approvato nel gennaio del 1989. La legge n. 89-25 del 17 gennaio 1989 prevede la creazione del CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel), incaricato di gestire l'organizzazione dei media audiovisivi. Per la terza volta in meno di dieci anni viene creato un organo indipendente nel controllo del sistema audiovisivo, anche se il costante intervento del potere politico sul settore mostrava lo stretto rapporto tra organizzazione dei media e controllo della politica. Dal punto di vista delle radio la legislazione viene confermata rispetto a quanto previsto nei precedenti decreti, ma vengono definite con maggiore precisione le questioni dei bacini di utenza, delle affiliazioni delle radio locali con quelle nazionali e del finanziamento pubblicitario. Secondo la ricostruzione di Christian Brochand nel 1989 in Francia esistono circa 1800 stazioni radio in modulazione di frequenza, di cui circa 300 associative e non commerciali⁸¹⁸. Le 1500

⁸¹⁵ L. Delli Colli, *Fra le radio ora è guerra sulle frequenze: il Vaticano invade i radicali*, in “La Repubblica”, 1 luglio 1987.

⁸¹⁶ M. Mafai, *Rai e network, Mammi deciso: sarò lo sceriffo dell'etere*, in “La Repubblica”, 13 dicembre 1987.

⁸¹⁷ U. Buzzolan, *I giorni della radio cominciano adesso*, in “La Stampa”, 24 settembre 1987.

⁸¹⁸ Cfr. C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*. tome III 1974-2000, La Documentation Française, Paris 2000, pp. 389-390.

stazioni radio commerciali si dividono in 500 indipendenti e 1000 affiliate. L'esistenza delle radio associative viene garantita grazie alla possibilità di ottenere fino al 20% del loro budget attraverso la pubblicità, oltre al fondo di sostegno statale che sarà confermato grazie ad un provvedimento del deputato comunista Gérard Delfau nell'estate del 1990⁸¹⁹. Queste stazioni devono assicurare una missione di servizio nei confronti di una comunità specifica definita secondo criteri geografici e culturali. In questo modo le eredi della stagione delle radio libere vedono riconosciuto uno spazio specifico all'interno del panorama mediatico francese. Pur non avendo un grande impatto nella percentuale di ascolto, queste stazioni come abbiamo visto svolgono un compito di servizio nei confronti del pubblico al quale esse si rivolgono, sia esso una comunità agricola, politica, etnica o religiosa.

Uno degli aspetti di maggiore novità di questo provvedimento è l'istituzione dei CTR (Comités Techniques Régionaux), prevista dall'articolo 14 del progetto di legge, incaricati di seguire i dossier delle radio per l'attribuzione delle frequenze nelle varie aree regionali. Questa misura, che si ispirava ad organismi analoghi presenti negli Stati Uniti e in Canada, puntava ad organizzare con maggiore efficienza la distribuzione delle frequenze nelle regioni, cercando di colmare i limiti e i ritardi dell'intervento a livello locale che avevano caratterizzato l'operato della Commission Nationale de la Communication et des Libertés. Inoltre nelle intenzioni dei suoi promotori, tra cui il ministro Catherine Tasca, già membro della CNCL, questa nuova organizzazione avrebbe dovuto facilitare il rispetto della legge preservando le radio locali dalla concorrenza dei grandi network nazionali:

“[...] Bénéficiant de l'aide logistique des préfetures et des DRAC (directions régionales de l'action culturelle), les comités techniques auraient à la fois un rôle d'observation et d'écoute des radios de leur zone et un rôle de conseil à l'égard du CSA, auquel ils formuleraient des avis pour la sélection des radios, l'attribution des autorisations, les suivis des différents dossiers (respect des sites d'émission et des puissances, maintien ou évolution de types de programmes annoncés, affiliations ou rachats)”⁸²⁰.

In un paesaggio mediatico dove la televisione ha acquisito una centralità senza precedenti, il modello che ha finito per imporsi anche a livello locale è stato quello commerciale: “Les stations de province sont essentiellement des relais diffusant les programmes musicaux parisiens entrecoupés de publicité local”⁸²¹. Le radio commerciali, si dividono in quattro categorie a seconda della diffusione locale o

⁸¹⁹ *Ibidem*, pp. 391-392.

⁸²⁰ Cfr. A. Cojean, *Le projet de loi sur l'audiovisuel. La création de “comités techniques” régionaux permettrait une décentralisation du dossier des radios privées*, in “Le Monde”, 25 octobre 1988 e C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*. tome III 1974-2000, cit., pp. 389-390.

nazionale, dell'affiliazione ad un network e del tipo di programmazione scelto. In questa fase si completa il processo di affiliazione ai grandi network francesi commerciali che cercano di imitare lo stile delle radio periferiche e di ispirarsi alla programmazione giovanile di NRJ. Tra questi i più significativi sono RFM, Fun, Kiss FM, Nostalgie, Pacific FM, Chic Fm e Skyrock. Nel 1989 otto network nazionali raggruppano circa seicento emittenti: Nostalgie, emanazione di RMC, è affiliata a 139 stazioni, Fun a 97 e NRJ a 77 stazioni radio. Questa tendenza alla concentrazione sarà confermata negli anni successivi: nel 1993, 14 network principali emettevano in tutta la Francia raggiungendo circa 15 milioni di ascoltatori, circa il 40% dell'ascolto globale. Il formato era quello *music and news*, con delle scelte di programmazione che variavano in base al genere musicale. Se NRJ privilegia la programmazione di musica anglosassone, Nostalgie punta decisamente sulla musica nazionale francese. Questa tendenza a riprodurre dei formati simili, rafforza un'altra indicazione di questo periodo, vale a dire l'omogeneizzazione dei programmi attorno al concetto di flusso radiofonico. Con la legge promulgata nel febbraio del 1994 viene eliminato anche il vincolo per le radio di detenere più network nazionali. Così i grandi editori radiofonici si organizzano intorno a grandi aziende pubblicitarie che alla fine del 1993 detengono circa al'85% degli investimenti pubblicitari in radio. Tra i gruppi più importanti e strutturati giocano un ruolo decisivo Matra-Hachette che collabora con Europe n°1, Europe n°2, RFM e Skyrock; Havas al servizio di RTL, Fun e Sud-Radio; NRJ orientata alla fascia di pubblico tra i 15 ei 34 anni fornisce la pubblicità a Chérie Fm e Rire et Chansons, mentre la Sofirad lavora con RMC e Nostalgie⁸²². Come ulteriore elemento che segnalava il cambiamento di fase delle radio nate dall'apertura della banda FM e il loro inserimento all'interno di un sistema votato al profitto, è necessario segnalare che alla fine del 1989 NRJ viene quotata per la prima volta in Borsa, indicando anche simbolicamente la chiusura definitiva di una stagione:

“La radio NRJ a fait, lundi 4 décembre, son entrée sur le second marché boursier de Paris. 512 000 actions, représentant 10 % du capital, avaient été mises en vente du 1er octobre au 1er décembre au prix minimum de 320 F, laissant à son fondateur et PDG, M. Jean-Paul Baudecroux, la propriété de 78,2 % des parts. Cette entrée au Palais Brongniart

⁸²¹ E. Cazenave, C. Ulmann-Mauriat, *Presse, radio et télévision en France*, Hachette, Paris 1994, p. 228.

⁸²² *Ibidem*, p. 229.

couronne le parcours exceptionnel d'une station née en juillet 1981, en pleine «épopée des radios libres», dans un minuscule studio avec un investissement de 200 000 F et devenue aujourd'hui un groupe de communication réalisant un chiffre d'affaires consolidé de 277 millions de francs pour un résultat net de 84 millions de francs. Un symbole dans l'univers mouvant de la radio où toutefois la concurrence de plus en plus intense entre les réseaux modifie sans cesse la donne⁸²³.

La ricomposizione del settore radiofonico avvenuta sulla spinta delle radio locali private prima e delle radio commerciali nella seconda metà degli anni Ottanta, ha determinato un decisivo mutamento anche del pubblico: le radio musicali hanno favorito, come del resto in Italia, una ripresa del consumo radiofonico trainato in particolare dai giovani. Se ancora nel 1988 gli ascoltatori della radio si sintonizzano per ascoltare “un peu de tout”(il 43%), tra i giovani tra i 15 e i 19 anni la radio è seguita da 3 ascoltatori su quattro⁸²⁴. Accanto all'uso della radio come medium musicale si afferma un uso più adulto, legato al bisogno di informazioni, di aggiornamenti sulla vita politica ed economica che la radio più della televisione riesce a soddisfare in modo immediato. L'utilizzo di pratiche di *marketing* nella scelta di dischi da programmare per soddisfare la fascia di ascoltatori alla quale le radio si rivolgevano, acquisterà sempre maggiore importanza nella definizione dei palinsesti. Una delle prime conseguenze sarà l'affermazione del modello della “Top 40”, un formato radiofonico da tempo in uso nelle radio statunitensi, costituito dalla proposta di quaranta titoli recenti (con l'inserimento di una percentuale di canzoni del passato e di grandi successi internazionali) in modo da soddisfare l'attesa media del pubblico e di qualunque ascoltatore in qualsiasi momento della giornata. Come ha osservato Pierre Bellanger, direttore di Skyrock, uno dei network più importanti in Francia, la scelta della “Top 40” riusciva ad andare incontro alle richieste del pubblico, che pur ascoltando gli stessi titoli, percepiva la programmazione come una costante novità: “Depuis que nous avons adopté le format Top 40, nos auditeurs ont l'impression que nous passons plus de nouveautés alors qu'il y a moins de titres, simplement nous les passons plus souvent et ils les reconnaissent en tant que nouveautés”⁸²⁵.

⁸²³ Cfr. *Introduction en Bourse d'une radio FM*, in “Le Monde”, 5 décembre 1989

⁸²⁴ Cfr. O. Donnat, D. Cogneau, *Les Pratiques culturelles des Français, 1973-1989*, La Découverte-La Documentation Française, Paris 1990.

⁸²⁵ Cfr. T. Sotinel, *La création entre panels et tops. L'industrie du disque est confrontée à l'irruption du marketing sur la bande Fm*, in “Le Monde”, 3 janvier 1990.

L'approvazione della legge Mammi nell'agosto del 1990 sanciva di fatto in Italia il riconoscimento della radiofonia commerciale nazionale stabilendo il limite minimo di copertura del 60% del territorio nazionale, l'obbligo di programmare notiziari quotidiani e il vincolo a trasmettere solo pubblicità nazionale. La pubblicità locale veniva riservata alle emittenti locali ed escludeva la possibilità di proprietà incrociate tra radio nazionali e radio locali. Pur riconoscendo la quota minima di frequenze da riservare alle radio locali (il 70%), la legge non riuscì ad applicare queste norme poiché esse si basavano sulla mai realizzata definizione del bacino di utenza. Come ulteriore spinta alla concentrazione, la legge Mammi prevedeva per le radio locali la possibilità di consorzarsi tra loro e trasmettere gli stessi programmi per un massimo di 6 ore al giorno. Tuttavia più che un vero sistema di consorzi basato sul modello statunitense delle *syndications*, le radio hanno utilizzato piuttosto le modalità dei network: le stazioni sono interconnesse e inseriscono la propria pubblicità oltre a quella nazionale inclusa nei programmi della radio capofila⁸²⁶. La radio, che secondo Paddy Scannell "riaccende la vita e il fuoco del mondo"⁸²⁷, consente di ascoltare, di riflettere, di selezionare i contenuti ai quali si intende prestare maggiore attenzione e quelli che possono essere trascurati. Un consumo "dolce" in termini di invasività ma al tempo stesso che permette di costruire un senso non soltanto "sonoro" al passare del tempo e ai ritmi frenetici della vita quotidiana nella società post-industriale. Anche in Italia le indagini Audiradio mostravano come le categorie di consumatori forti fossero sostanzialmente tre: i giovani tra i 15 e i 24 anni di entrambi i sessi; le casalinghe; i lavoratori autonomi come i commercianti e gli artigiani. Se la scelta del pubblico giovanile confermava una predilezione per l'intrattenimento musicale delle stazioni private, casalinghe e lavoratori autonomi si alternavano tra canali pubblici e privati per soddisfare varie esigenze comunicative, che andavano dall'intrattenimento all'informazione. Coloro che si sintonizzavano saltuariamente ("bassi-consumatori") nelle ore tipiche dell'informazione favorivano la ripresa della radio pubblica, che tuttavia era dominante soltanto in questi intervalli orari⁸²⁸. La progressiva differenziazione dell'ascolto radiofonico tra stazioni pubbliche e emittenti commerciali a livello nazionale e locale ha favorito quel processo di segmentazione del pubblico che è alla base della rinnovata vitalità del settore radiofonico. In questo

⁸²⁶ Cfr. B. Fenati, A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, Carocci, Roma 2004, pp. 25-26.

⁸²⁷ *Ibidem*, cit., p. 148.

⁸²⁸ Cfr. F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia*, Marsilio, Venezia 1996, p. 499.

modo sono stati ideati differenti formati adottati soprattutto dalle radio commerciali nazionali che hanno privilegiato il formato musicale con brevi flash di informazione. Alla metà degli anni Novanta sul totale delle dodici radio nazionali private, almeno otto optavano per il formato musicale rivolgendosi pressoché al medesimo target di giovanissimi e giovani-adulti (11-34 anni). Tra di esse alcune puntavano alla fascia di pubblico di età più giovane (11-24 anni), mentre le altre differenziavano la propria offerta verso la fascia 25-34 anni. Tra queste quelle che maggiormente hanno sviluppato una programmazione a flusso sono state “RTL 102.5” e “Radio DeeJay”, seguendo l’idea che “la radio debba farsi immediatamente fruibile e riconoscibile per un consumo occasionale e soprattutto limitato nel tempo”⁸²⁹. In questo modo si è favorita una tendenza tipica della fruizione radiofonica, vale a dire la fedeltà al canale. Infatti come osserva Barbara Fenati, a differenza della televisione “la scelta della radio si esercita prevalentemente entro una limitata gamma di canali e la preferenza è determinata non tanto e non solo da particolari trasmissioni, ma da tutta la programmazione nel suo insieme. L’ascoltatore sceglie il canale e non il programma perché la discontinuità dell’ascolto radiofonico rende meno importanti i singoli contenuti. [...] la scelta di sintonizzarsi su un certo canale è una scelta di scenario, dove il ritmo e il tono della programmazione diventano altrettanto o addirittura più importanti dei contenuti”⁸³⁰.

Altre stazioni hanno privilegiato uno stile musicale differente: “Radio Italia solo Musica Italiana” ha puntato sull’offerta di musica nazionale, mentre “RDS Radio Dimensione Suono” che ha mirato ad una soluzione intermedia tra i formati classici di Radio Montecarlo e quelli “solo musica italiana” di Radio Italia⁸³¹. Le altre emittenti a diffusione nazionale che contribuiscono ad ampliare l’offerta si dividono tra le radio “politiche”, eredi della stagione delle radio libere come Radio Radicale, e le radio comunitarie, tra le quali in termini di ascolto ha un ruolo importante l’emittente cattolica Radio Maria. Questa radio nel giro di due anni ha realizzato la piena copertura nazionale, ritagliandosi un segmento di pubblico significativo, soprattutto tra i pensionati⁸³².

⁸²⁹ *Ibidem*, p. 509.

⁸³⁰ B. Fenati, *Stili di consumo radiofonico*, cit., p. 61.

⁸³¹ Cfr. E. Menduni, *La radio. Gli anni Novanta* in M. Morcellini (a cura di), *Il Medioevo: tv e industria culturale nell’Italia del XX secolo*, cit., pp. 290-294.

⁸³² Cfr. B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, cit., p. 106.

A distanza di circa un anno dall'approvazione della legge Mammi permanevano tuttavia numerosi problemi legati tanto alle assegnazioni delle frequenze, in mancanza di un piano nazionale, tanto delle possibilità di finanziamento per le radio locali. In un articolo pubblicato su "La Repubblica" nel settembre 1991 si evidenziava come la situazione dell'emittenza radiofonica in Italia poteva essere paragonata ad "una vera giungla, più intricata della più fitta foresta tropicale". Secondo Antonio Di Pollina questo era il risultato di almeno tre ragioni: una legge concepita esclusivamente per la televisione; in secondo luogo "gli attori in campo hanno fatto della legge sulla tv una questione centrale del recente dibattito politico. Un'attenzione esasperata cui fa da contraltare la sostanziale sottovalutazione degli assetti del settore dell'emittenza radio, più povero dal punto di vista imprenditoriale, meno attraente dal punto di vista pubblicitario e, soprattutto, meno influente dal punto di vista politico tanto da ridurne sensibilmente l'appeal per gli uomini del Palazzo". Tutte queste difficoltà avevano determinato un generale immobilismo, confermato dal fatto che il successore di Mammi, l'esponente socialdemocratico Carlo Vizzini, non aveva trovato alcuna indicazione sulle modalità di gestire il settore radiofonico. Di fronte ad un numero di stazioni che si aggirava intorno alle circa 4 mila unità, il rischio paventato era quello che nell'assegnazione delle frequenze e delle autorizzazioni a trasmettere sarebbero state favorite le emittenti nazionali nei confronti di quelle locali, confermando come la crescita del settore in modo selvaggio premiasse i grandi network nazionali e la logica commerciale: "[...] In queste condizioni, i numeri sono significativi fino a un certo punto: le reti nazionali avranno la concessione, mentre, delle oltre 4 mila locali, ne hanno fatto richiesta 3.500: se anche, come si prevede, si arrivasse alla concessione per poco meno della metà, sarà sempre e ancora caos. Le scelte dovranno essere drastiche e, in questi casi, è sempre il più forte a vincere"⁸³³.

Un quadro che sarebbe destinato a restare a lungo "selvaggio" e che avrebbe agevolato la costituzione delle radio nazionali, lasciando alle emittenti locali e comunitarie uno spazio limitato sia dal punto di vista delle frequenze che dei finanziamenti pubblicitari. Con l'avvento della Rete e successivamente delle web radio, l'idea delle radio libere si riproporrà in altri termini e sotto un'organizzazione diversa, segnalando una fase nuova per la produzione e la fruizione radiofonica.

⁸³³ Per queste citazioni cfr. A. Di Pollina, *Una giungla di 4 mila antenne*, in "La Repubblica", 8 settembre 1991.

La crescita e la riscoperta della radio nella prima metà degli anni Novanta si è confrontata con l'avvento di Internet e con delle nuove modalità di fruizione della radio. Le radio libere in parte avevano prefigurato l'evoluzione della radio sulla Rete, attraverso la rivendicazione della propria autonomia e indipendenza da qualsiasi controllo esterno e la scelta di puntare su moduli espressivi che i canali della radio pubblica fino alla metà degli anni Settanta non riuscivano ad avere. La rivoluzione digitale e il rapporto tra radio e web, con la proliferazione di esperienze di radio *online* erano destinate a ridefinire anche l'idea di radio libera, come si era affermata nella seconda metà degli anni Settanta, aprendo di fatto una nuova fase.

Nonostante le ripetute previsioni che ne hanno decretato sempre troppo in anticipo una fine prossima, la radio proprio per le sue caratteristiche di leggerezza e immediatezza, si propone come il medium ancora oggi in grado di interpretare e fornire un senso agli individui in un mondo sempre più globale, ma al tempo stesso frammentato e localizzato. Davanti ad i meccanismi di disaggregazione spazio-temporale (*disembedding*) descritti da Anthony Giddens come uno dei tratti tipici della modernità, la radio per il suo carattere di medium dell'intimità, aiuta l'individuo ad orientarsi in questi differenti e mutevoli processi⁸³⁴. La radio si adatta così meglio di altri media a queste nuove dimensioni, definendosi proprio a partire dalle sue peculiarità come un *medium* «glocale», prefigurandone una centralità anche all'interno di un sistema dei media in rapido mutamento. Si conviene con David Hendy quando ricorda che «anche se gli altri mezzi stanno spingendo la radio fuori dallo status sociale di una volta, quello di essere il mezzo per lo svago “privato” in ambiente domestico, ciò che comunque sembra garantire la sua sopravvivenza è il bisogno umano fondamentale di una colonna sonora di accompagnamento per tutte le situazioni della vita»⁸³⁵.

La vicenda delle radio libere e private in Italia e in Francia dagli anni Settanta agli anni Novanta dimostra che la radio, inserita all'interno di un sistema dei media, indirizzato verso una progressiva convergenza multimediale, ha saputo essere una presenza costante ed un consumo quotidiano per il pubblico dei due Paesi, soddisfacendo tanto i bisogni pratici delle informazioni, quanto quelli dell'intrattenimento legati alla fruizione musicale. Al tempo stesso, individuando dei pubblici sempre più definiti e specifici, ha dimostrato che proprio attraverso l'offerta

⁸³⁴ Cfr. A. Giddens, *Le conseguenze della modernità*, cit., pp. 28-38.

di una pluralità di stili, è il *medium* che più degli altri si offre alla costruzione del senso di identità, che in una modernità liquida piena di incertezze, costituisce uno dei bisogni più forti dell'individuo.

⁸³⁵ D. Hendy, *La radio nell'età globale*, cit., p. 167.

CONCLUSION

L'evoluzione del paesaggio radiofonico in Italia e in Francia dagli anni Settanta agli anni Novanta del XX secolo e in particolare delle radio libere mostra molteplici aspetti di riflessione. Nate negli anni Settanta, come esperienze di comunicazione "dal basso", fedeli all'idea della presa della parola che volevano restituire alle persone escluse dai tradizionali circuiti dei media, si è scontrata nel corso degli anni Ottanta, con un mutato quadro sociale ed economico. Le radio libere, pur in contesti politici e sociali diversi tra Italia e Francia, nascono come promessa di una democratizzazione della società, che passava per l'accesso ai media. Le radio libere italiane che iniziano a trasmettere alla metà degli anni Settanta si affermano nel contesto politico dei movimenti di quegli anni e ne rappresentano al contempo un aspetto senza il quale non sarebbe stato possibile realizzare migliaia di esperienze di comunicazione per individui che fino a quel momento non avevano grandi possibilità di accesso ai media. In Francia dopo il periodo di clandestinità anteriore all'elezione di François Mitterrand nel 1981, le radio libere si sono presto trasformate in radio locali private, autorizzate a patto di restare nel settore associativo e di non essere sottoposte alle leggi del mercato liberale. In Italia, finita la stagione più intensa di conflittualità politica e sociale, simboleggiata dal movimento del '77, nel quale non a caso giocheranno un ruolo fondamentale le radio "democratiche" come "Radio Alice", rappresentano un esempio di comunicazione decentrata di massa, che tuttavia non è riuscita a proseguire sulle basi iniziali dalle quali erano partite. Questo per una serie di motivi, politici, economici, sociali, ma anche culturali. Le radio commerciali in Italia si affermano già sul finire degli anni Settanta in un contesto di vuoto giuridico, che costituisce la regola per l'esperienza delle radio libere italiane almeno fino all'approvazione della legge Mammi del 1990. Il settore radiofonico, dopo la breve parentesi della comunicazione alternativa degli anni Settanta, ha finito col ricevere una legalizzazione *de facto*, che è avvenuta all'infuori di qualunque tipo di regola, condizionata pesantemente dal parallelo sviluppo e affermazione del sistema della

televisione privata. Le radio allora sono divenute degli strumenti nelle quali l'originaria idea della presa della parola è venuta meno, sia perché erano sempre meno i gruppi decisi ad investire in forme di comunicazione alternative, sia perché l'intrattenimento, il *fun*, il *loisir* sono entrati con prepotenza all'interno della società. La radio non era vista più come una piazza virtuale, nuova agorà dell'etere, ma piuttosto come grande dispensatore di musica a tutte le ore, strumento di accompagnamento degli individui nel corso della giornata, presenza discreta e non invadente attraverso la quale si cercava di dare un senso ai mutamenti della condizione di vita. In Francia dal 1981 queste nuove esperienze di comunicazione sono state inserite all'interno del settore associativo, ma nel corso degli anni, hanno dovuto confrontarsi con le leggi del mercato. Infatti, nonostante il governo avesse previsto delle forme di finanziamento per far proseguire le esperienze delle radio associative, le costrizioni del mercato dei media sulla spinta della pubblicità hanno determinato un generale ridimensionamento di queste esperienze. Nel 1986 con il cambio del potere legislativo, il governo di Jacques Chirac ha definitivamente eliminato la nozione di radio locale in favore di quella privata, inserendo la comunicazione all'interno di una logica di concorrenza alla ricerca del profitto. Così una larghissima parte delle radio nate dopo l'elezione di François Mitterrand, ha scelto di modificare i propri obiettivi e si è adeguata ai mutamenti in corso. Dalla seconda metà degli anni Ottanta le radio locali hanno sofferto la concorrenza con le emittenti più solide economicamente, che hanno finito per acquistare le frequenze delle stazioni più deboli in vista di ampliare il proprio raggio di trasmissione. La tendenza alla concentrazione delle stazioni, che apparirà evidente agli inizi degli anni Novanta, testimoniava come l'idea della radio libera, strumento di espressione delle minoranze o comunque della fasce sociali meno presenti nei media, era condizionata dal mutato quadro politico ed economico. Anche in Italia l'evoluzione è stata analoga e l'idea originaria della radio fatta dalla gente per la gente ha progressivamente perso di importanza. Ciò non soltanto per la centralità della civiltà delle immagini e il ridimensionamento del ruolo della radio nella società, ma anche perché essa ha beneficiato solo in parte delle risorse a disposizione nel sistema dei media determinando la fine di molti progetti e attività. Infatti per le radio locali private, la tendenza alla concentrazione in network ha significato anche una concentrazione delle risorse pubblicitarie verso le stazioni più grandi, che negli anni Novanta si

affermeranno come attori compiuti del sistema commerciale, lasciando ai tentativi meno strutturati soltanto una minima parte del mercato.

Sul piano della comunicazione locale e decentrata, le radio libere hanno mostrato l'importanza dello spazio del locale e della sua rappresentazione attraverso i media. Tuttavia anche da questo punto di vista, si è osservato che eccetto la prima fase di crescita del movimento, dove si andava in direzione di un accesso al microfono per tutti, le migliaia di radio locali non sono riuscite a restare fino in fondo "locali", trasformandosi in mezzi di comunicazione glocali, con una dimensione globale nei contenuti e nella produzione e una ricezione locale per quanto riguarda gli ascolti. La tendenza ad uniformarsi in un programmazione di flusso, mostrava la difficoltà delle emittenti locali di affermarsi realmente come attori del sistema dei media su scala locale. Una comunicazione locale e decentrata che appariva importante anche per i paralleli provvedimenti di decentramento amministrativo che erano stati lanciati in Italia e in Francia. In Italia con l'istituzione delle Regioni nel 1970, le comunità locali avevano assunto un ruolo sempre maggiore, in Francia con le riforme inaugurate da Gaston Defferre nel 1982, si sottolineava un cambiamento anche un importante mutamento nelle strutture amministrative. Il bisogno di comunicazione locale entrava direttamente in gioco anche in questi processi. Ma nonostante il bisogno di comunicazione locale, l'evoluzione delle radio libere ha mostrato che eccetto alcuni casi, le radio hanno finito con l'uniformarsi ad uno stile dominante incentrato sulla programmazione musicale, dove lo spazio del locale era ridotto e relegato in una posizione marginale.

Le radio libere in Italia e in Francia in un quadro di comparazione mostravano comunque di essere state un attore fondamentale dei processi che hanno condotto nei due Paesi alla fine del monopolio sulle comunicazioni. Un monopolio, che scelto all'indomani della Seconda guerra mondiale come garanzia di essere il migliore strumento per esprimere le posizioni della collettività, a partire dagli anni Settanta, con lo sviluppo della tecnologia e con la domanda sempre più incisiva degli individui per poter partecipare in prima persona al sistema delle comunicazioni di massa, sembrava ormai superato. La fine del monopolio era direttamente provocata dall'emergere delle radio libere. Tuttavia è legittimo chiedersi cosa è rimasto di quella esperienza e se e in che modo quella volontà di democratizzare l'accesso ai media è stata soddisfatta. A giudicare dall'evoluzione osservabile nei due Paesi agli inizi degli anni Novanta del XX secolo, le radio non sono riuscite a tenere fede alle

motivazioni e alle speranze dei pionieri del movimento. Nonostante questo hanno contribuito ad ampliare le modalità di fare radio e ad arricchire un panorama radiofonico che fino a quel momento aveva visto primeggiare soltanto attori istituzionali. Le eredi dirette delle esperienze di radio libere, sono diventate le radio “comunitarie” e “associative”, che hanno cercato di tenere fede all’idea di una comunicazione alternativa, autogestita, autoprodotta, ma hanno dovuto scontrarsi con una generale carenza di pubblico. Se infatti in Italia e in Francia le radio associative ottengono un bacino di pubblico modesto rispetto agli altri attori del sistema radiofonico, esse si presentano ancora come dei luoghi all’interno dei quali prevale l’idea di una comunicazione svincolata dai condizionamenti esterni o dai vincoli imposti dalla logica della concorrenza. Anche se l’evoluzione delle emittenti, poteva essere prevedibile, occorre riconoscere, l’innovazione introdotta da queste forme di comunicazione. Esse proprio perché volevano proporsi come “libere” sia dal punto di vista dei contenuti che del rapporto con i propri ascoltatori, hanno inaugurato delle tendenze che nei decenni successivi, sarebbero stati sviluppati in nuove e inedite forme grazie alla Rete e a Internet. La nascita di migliaia di web radio dimostra infatti come l’idea della radio libera abbia saputo rinnovare le proprie formule, in linea con lo sviluppo tecnologico, proponendo ancora degli spazi alternativi ai canali della comunicazione *mainstream*. L’esistenza delle radio libere aveva offerto un’alternativa per una produzione dal basso, che rifiutava i contenuti trasmessi da quelli che erano considerati strumenti funzionali alla prosecuzione del sistema dei media così come era. La possibilità dell’iniziativa autonoma dei cittadini come protagonisti della comunicazione, costituisce uno degli aspetti di maggiore interesse di questa fase. Le radio libere, avevano inaugurato delle pratiche che poi si sarebbero riproposte sotto altre vesti, ma che denotavano comunque la necessità della creazione di canali differenti, ma soprattutto accessibili, rispetto a quelli delle radio pubbliche e delle reti nazionali private. La presenza delle radio comunitarie, seppur ridotte in numero e influenza nella società, testimonia come esse siano una forma di alternativa al sistema dei media e possono rappresentare lo spazio attraverso cui i cittadini entrano nel mondo mediatico e perciò nella sfera pubblica, utilizzando delle risorse minime e proponendo un’alternativa ad un sistema mediatico incardinato sulla centralità della televisione.

BIBLIOGRAPHIE

- AA. VV., *Bologna marzo 1977...fatti nostri...*, Giorgio Bertani Editore, Verona 1977.
- AA. VV., *La radio?mais c'est le diable!*, La Radio Technique Compelec (RTC), Paris 1978.
- A. Abruzzese, *Dialoghi del tempo vissuto*, in F. Monteleone (a cura di), *La radio che non c'è. Settant'anni, un grande futuro*, Donzelli, Roma 1994.
- A. Abruzzese, *L'intelligenza del mondo. Fondamenti di storia e teoria dell'immaginario*, Meltemi, Roma 2001.
- P. Albert e A.-J. Tudesq, *Storia della radio e della televisione*, Dedalo edizioni, Bari 1983.
- P. Albert e A.-J. Tudesq, *Histoire de la radio-télévision*, Presses Universitaires de France, Paris 1995 (4^{ème} éd.).
- F. Anania, *Breve storia della radio e della televisione italiana*, Carocci, Roma 2004.
- F. Anania, *I mass media tra storia e memoria*, Rai Eri, Roma 2008.
- R. Arnheim, *La radio, l'arte dell'ascolto e altri saggi*, Editori Riuniti, Roma 2003 (*Rundfunk als Hörkunst und weitere Aufsätze zum Horfunk*, Carl Hanser Verlag München Wien, 1979).
- Atelier Populaire de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Paris, *Atelier populaire présenté par lui-même: 87 affiches de mai-juin 1968*, Usine, Université, Union, Paris 1968.
- P. Baldelli, *Informazione e controinformazione*, Mazzotta, Milano 1972.
- N. Balestrini e P. Moroni, *L'orda d'oro 1968-1977*, Feltrinelli, Milano 2007.
- A. Bartolomei e P. Bernabei, *L'emittenza privata in Italia dal 1956 a oggi*, ERI Edizioni RAI, Torino 1983.
- J. Baudrillard, *La société de consommation. Ses mythes ses structures*, Denoël, Paris 1970, trad. it. *La società dei consumi*, Il Mulino, Bologna 2010.
- J. Baudrillard, *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard, Paris 1972.

- Z. Bauman, *Globalization. The Human Consequences*, Polity Press Blackwell Publishers Ltd., Cambridge-Oxford 1998, trad. It *Dentro la globalizzazione*, Laterza, Roma - Bari, 1998.
- Z. Bauman, *Liquid modernity*, Cambridge, Blackwell Publishers Ltd e Polity Press, Oxford 2000, trad. IT *Modernità liquida*, Laterza, Roma-Bari 2011
- D. Bell, *The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting*, Basic Books, New York 1973.
- J. Benetière - J. Soncin, *Au coeur des radios libres*, L'Harmattan, Paris, 1989.
- L. Bernard, *Europe-1. La grand histoire d'une grande radio*, Centurion, Paris 1990.
- S. Bernstein – P. Milza – J.-L. Bianco (sous la direction de), *François Mitterrand. Les années du changement 1981-1984*, Perrin, Paris 2001.
- S. Bernstein, P. Milza, *Histoire de la France au XXe siècle*, tome III, *1958 à nos jours*, Editions Perrin, Paris 2009 (IVème éd.).
- G. Bettetini, *La radio come mezzo di comunicazione*, in AA. VV. , *La Radio. Storia di sessant'anni 1924-1984*, catalogo della mostra “La radio, ieri, oggi e domani”, ERI Edizioni RAI, Torino 1984.
- R. Borghi, *Dritti al cuore. Dalla pubblicità fatta in casa la moderno advertising*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra “Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna”, Minerva, Bologna 2006.
- A. Borgnino, *Radio pirata. Le magnifiche imprese dei bucanieri dell'etere*, Castelveccchi, Roma 1997.
- P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Fayard, Paris 1992.
- J. Bourdon, *Introduzione ai media*, Il Mulino, Bologna 2001.
- B. Brecht, *Scritti sulla letteratura e sull'arte*, Einaudi, Torino 1973, p. 45, (B. Brecht, *Der Rundfunk als Kommunikationsapparat*, in B. Brecht , *Schriften zur Literatur und Kunst*).
- C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome II 1944-1974, La Documentation française, Paris 1994.
- C. Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Tome III 1974-2000, La Documentation Française, Paris 2006.
- A. Cavalli e C. Leccardi, *Le culture giovanili*, in *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. III, t. II, Einaudi, Torino 1997.

- S. Cavazza, E. Scarpellini (a cura di), *Il secolo dei consumi: dinamiche sociali nell'Europa del Novecento*, Carocci, Roma 2006.
- E. Cazenave, C. Ulmann-Mauriat, *Presse, radio et télévision en France de 1631 à nos jours*, Hachette, Paris 1994.
- F. Cazenave, *Les radios libres : des radios pirates aux locales privées*, Presses Universitaires de France, Paris 1984 (2^{ème} éd.).
- R. Chapman, *Selling the sixties: The pirates and pop music radio*, Routledge, London 1992.
- R. Chaniac, P. Flichy, M. Sauvage, *Les Radios locales en Europe*, La Documentation française, Paris 1978.
- D. Charasse, *Lorraine Cœur d'Acier*, Maspéro, Paris 1981.
- F. Chassaing, *Radio Fil Bleu : à qui la liberté fait-elle peur?*, Westhoek, Dunkerque 1980.
- A. Chauveau, *L'Audiovisuel en liberté? Histoire de la Haute Autorité*, Presses de Sciences Po, Paris 1997.
- J.-J. Cheval, *Les Radios en France. Histoire, état, enjeux*, Apogée, Rennes 1997.
- J.-J. Cheval (éd.), *Audiences, publics et pratiques radiophoniques*, Maison de la Science de l'Homme d'Aquitaine, Pessac 2003.
- A. Cojean e F. Eskenazi, *FM. La folle histoire des radios libres*, Grasset, Paris 1986.
- S. Colarizi, *Storia del Novecento italiano. Cent'anni di entusiasmo, di paure, di speranza*, BUR, Milano 2000.
- S. Colarizi, M. Gervasoni, *La cruna dell'ago: Craxi, il partito socialista e la crisi della Repubblica*, Laterza, Roma - Bari 2005.
- Collectif radios libres populaires, *Les radios libres*, Maspéro, Paris 1978.
- Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo. Storia di una radio sovversiva*, ShaKe Edizioni, Milano 2002.
- Collectif A/traverso, *Radio Alice, radio libre*, J.-P. Delarge, Paris 1977.
- C. Collin, *Ondes de choc. De l'usage de la radio en temps de lutte*, L'Harmattan, Paris 1982.
- F. Colombo, *La cultura sottile. Media e industria culturale in Italia dall'Ottocento agli anni novanta*, Bompiani, Milano, 2009 (IV ed.).
- F. Colombo, *Il paese leggero. Gli italiani e i media tra contestazione e riflusso*, Laterza, Roma - Bari 2012.
- V. Colombo, *Antenne: nuovo potere*, Vallecchi, Firenze 1979.

- G. Cordoni, *Radio Bologna. Intervista a Roberto Faenza*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", Minerva, Bologna 2006.
- G. Crainz, *Il paese mancato. Dal miracolo economico agli anni ottanta*, Donzelli, Roma 2003.
- M. Dalle, *Les radios libres et la fragmentation du champ politique français (1977-1981)*, Site Internet du GRER [[http : //www.grer.fr](http://www.grer.fr)], janvier 2009.
- F. D'Almeida e C. Delporte, *Histoire des médias en France de la Grande Guerre à nos jours*, Flammarion, Paris 2010.
- S. Dark, *Libere! L'epopea delle radio italiane degli anni '70*, Stampa Alternativa, Viterbo 2009.
- C. Debbasch, *Droit de l'audiovisuel*, Dalloz, Paris 1995 (4^{ème} édition).
- D. De Biasio (a cura di), *Ma libera veramente! Trent'anni di Radio Popolare:voci, parole e immagini*, Kowalski, Milano 2006.
- G. Debord, *La société du spectacle*, Buchet-Castel, Paris 1967, (trad. italiana 5 ed., Baldini&Castoldi, Milano 2008)
- M. De Certeau, *La prise de la parole et autres écrits politiques*, Éditions du Seuil, Paris 1994.
- G. Deleuze, F. Guattari, *L'Anti-Oedipe. Capitalisme et schizophrénie*, Les Editions de Minuit, Paris 1972.
- G. De Luna, *Le ragioni di un decennio. 1969-1979. Militanza, violenza, sconfitta, memoria*, Feltrinelli, Milano 2009
- R. Dickason, *Radios et télévisions britanniques*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes 1999.
- D. Doglio e G. Richeri, *La radio: origini storia, modelli*, Mondadori, Milano 1980.
- D. Dolci, *Il limone lunare. Poema per la radio dei poveri cristi*, Laterza, Bari 1970.
- O. Donnat, D. Cogneau, *Les Pratiques culturelles des Français, 1973-1989*, La Découverte-La Documentation Française, Paris 1990.
- G.-F. Dumont, *Les régions et la régionalisation en France*, Ellipses Editions, Paris 2004.
- R. Duval, *Histoire de la radio en France*, Alain Moreau, Paris 1979.

- U. Eco e P. Violi, *La controinformazione*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *Storia della stampa italiana*, volume VI: *La stampa italiana del neocapitalismo*, Laterza, Roma-Bari 1976.
- U. Eco, *La struttura assente. La ricerca semiotica e il metodo strutturale*, Bompiani, Milano 1968.
- U. Eco, *Dalla periferia dell'impero*, Bompiani, Milano 1976.
- U. Eco, *Sette anni di desiderio*, Bompiani, Bologna 2004.
- H. M. Enzersberger, *Elementi per una teoria dei media*, in *Palaver. Considerazioni politiche*, Einaudi, Torino 1976.
- R. Faenza (a cura di), *Senza chiedere permesso. Come rivoluzionare l'informazione*, Feltrinelli, Milano 1973.
- A. Farge, *Dire et mal dire: l'opinion publique au XVIII siècle*, Éditions du Seuil, Paris 1992.
- B. Fenati, *Stili di consumo radiofonico*, in F. Monteleone (a cura di), *La radio che non c'è. Settant'anni, un grande futuro*, Donzelli, Roma 1994.
- B. Fenati e A. Scaglioni, *La radio: modelli, ascolto, programmazione*, Carocci, Roma 2002.
- B. Fenati, *La radio commerciale. Le origini del mercato, lo sviluppo delle professionalità e dei format dei network radiofonici italiani*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", Minerva, Bologna 2006.
- Ferrentino S. (a cura di), *Vedi alla voce Radio popolare*, Garzanti, Milano 2006,
- M. Ferro, *Histoire de France*, Odile Jacob, Paris 2003.
- G. Fillioud, *Mémoires des deux rives*, Editions du Moment, Paris 2008.
- G. Fiorentino, *Radio libere e radio private nel Sud*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", Minerva, Bologna 2006.
- P. Flichy, *Storia della comunicazione moderna. Sfera pubblica e dimensione privata*, Baskerville, Bologna 1994.
- D. Forgacs, *L'industrializzazione della cultura italiana (1880-2000)*, Il Mulino, Bologna 2000.
- M. Foucault, *L'ordine del discorso*, Einaudi, Torino 1972.

- M. Gaido, *Radio libere? La prima vera inchiesta e storia delle radio libere in Italia e nel mondo*, Arcana editrice, Roma 1976.
- E. Galli della Loggia, *La crisi del politico*, in AA. VV., *Il trionfo del privato*, Laterza, Roma-Bari 1980.
- V. Gasquet, *Les 500 affiches de Mai 68*, Balland, Paris 1978.
- F. Gentile e G. Roberti, *La radio. Origini e sviluppo*, in (a cura di) M. Morcellini, *Il Mediaevo: tv e industria culturale nell'Italia del XX secolo*, Carocci, Roma 2000.
- M. Gervasoni, *Storia d'Italia degli anni Ottanta. Quando eravamo moderni*, Marsilio, Venezia 2010.
- A. Giddens, *Le conseguenze della modernità*, Il Mulino, Bologna 1994 (ed. or. *The Consequences of Modernity*, Polity Press, Cambridge 1990).
- P. Ginsborg, *Storia d'Italia 1943-1996. Famiglia, società, Stato*, Einaudi, Torino 1998.
- G. Gozzini, *Storia del giornalismo*, Bruno Mondadori, Milano 2000.
- K. Gruber, *L'avanguardia inaudita. Comunicazione e strategia nei movimenti degli anni Settanta*, Costa&Nolan, Milano 1997.
- F. Guattari, *La Révolution moléculaire*, Éditions Recherches, Fontenay-sous-Bois 1977.
- J. Habermas, *Storia e critica dell'opinione pubblica*, Laterza, Roma-Bari 2008, (tit. or. *Strukturwandel der Öffentlichkeit. Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1962).
- D. Hendy, *La radio nell'era globale*, Editori Riuniti, Roma 2002.
- A. Hennion (éd.), *1789-1989. Musique, histoire, démocratie*, Ministère de la Culture/Maison des Sciences de l'Homme, Paris 1993.
- M. Horkheimer e T. W. Adorno, *Dialettica dell'illuminismo*, Einaudi, Torino 1966 (M. Horkheimer und T. W. Adorno, *Dialektik der Aufklärung. Philosophische Fragmente*).
- P. Impastato e i suoi compagni, *Radio Aut. Materiali di un'esperienza di controinformazione*, Edizioni Alegre, Roma 2008.
- J.-N. Jeanneney, *Une histoire des médias des origines à nos jours*, Éditions du Seuil, Paris 2001.
- S. Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana*, Marsilio, Venezia 1992.
- T. Lefebvre, *La bataille des radios libres 1977-1981*, Nouveau Monde Éditions, Paris 2008.

- T. Lefebvre, *Carbone 14. Légende et histoire d'une radio pas comme les autres*, Ina Editions, Bry-sur-Marne 2012.
- D. Lesuer, *Pirates des ondes*, L'Harmattan, Paris 2002.
- D. Lesuer, *Les années transistor*, Aléas, Lyon 2009.
- T. Liebes, E. Katz, *The Export of Meaning: Cross-Cultural Readings of «Dallas»*, Polity Press, Cambridge 1993.
- D. Linotte, *Radio et télévision en France*, in (sous la direction de) C. Debbasch, *Radio et télévision en Europe*, Editions du Centre Nationale de la Recherche Scientifique, Paris 1985, Actes du colloque tenu à Aix-Marseille en octobre 1984.
- J. Loudot, *L'aventure Radio Monte-Carlo ou un demi-siècle d'affaires d'État(s)*, Dreamland, Paris 2002.
- F. Lyotard, *La condition postmoderne*, Les Editions de Minuit, Paris 1979.
- G. Macali, *Meglio tardi che Rai*, Savelli, Roma 1977.
- C. Macchitella, *La stagione dei "cento fiori"*, in AA. VV. , *La Radio. Storia di sessant'anni 1924-1984*, catalogo della mostra "La radio, ieri, oggi e domani", ERI Edizioni RAI, Torino 1984.
- V. Majakovskij, *Il nostro lavoro verbale*, in *Opere* (1958), a cura di Ignazio Ambrogio, Editori Riuniti, Roma 1980, vol. VIII.
- D. Maréchal, *Radio Luxembourg 1933-1993*, Presses Universitaires de Nancy, Nancy 1994.
- M. Martin, *Trois siècles de publicité en France*, Odile Jacob, Paris 1992.
- A. Mattelart, *La communication-monde: histoire des idées et des stratégies*, La Découverte, Paris 1992.
- M. McLuhan, *Understanding Media: The Extensions of Man*, McGraw Hill Book Company, New York 1964, trad. it. *Gli strumenti del comunicare*, Il Saggiatore, Milano 2008.
- E. Menduni, *La radio nell'era della Tv*, Il Mulino, Bologna 1994.
- E. Menduni, *La radio. Gli anni Novanta* in *Il Mediaevo: tv e industria culturale nell'Italia del XX secolo* in M. Morcellini (a cura di), Carocci, Roma 2000.
- E. Menduni, *Il mondo della radio. Dal transistor a Internet*, Il Mulino, Bologna 2001.
- E. Menduni (a cura di), *La radio. Percorsi e territori di un medium mobile e interattivo*, Baskerville, Bologna, 2002.
- E. Menduni, *I pubblici della radio* in M. Livolsi (a cura di), *Il pubblico dei media. La ricerca nell'industria culturale*, Carocci, Roma 2003.

- F. Mitterrand, *Politique II, 1977-1981*, Fayard, Paris 1981.
- F. Monteleone, *Storia della radio e della televisione in Italia. Costume società e politica*, Marsilio, Venezia 2006.
- F. Monteleone, *Radio pubblica ed emittenti commerciali*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di) *La stampa italiana nell'età della TV. Dagli anni Settanta a oggi*, Laterza, Roma-Bari 2008.
- P. Murialdi, *Storia del giornalismo italiano*, Il Mulino, Bologna 2006.
- P. Musso, *Les télécommunications*, La Découverte, Paris 2008.
- P. Ortoleva, *Saggio sui movimenti del 1968 in Europa e in America*, Editori Riuniti, Roma 1988.
- P. Ortoleva, *Un ventennio a colori. Televisione privata e società in Italia (1975-1995)*, Giunti, Firenze 1995.
- Cfr. P. Ortoleva, *I media, Comunicazione e potere*, in *Storia dell'Italia Repubblicana*, vol. III t. 2, L'Italia nella crisi mondiale. L'ultimo ventennio, Einaudi, Torino 1997.
- P. Ortoleva, *Mediastoria. Mezzi di comunicazione e cambiamento sociale nel mondo contemporaneo*, Il Saggiatore, Milano 2002.
- P. Ortoleva, *Principi e pirati. Monte Carlo e le altre*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", Minerva, Bologna 2006.
- P. Ortoleva, *Milano e le altre*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di) *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", Minerva, Bologna 2006.
- P. Ortoleva, *La televisione italiana 1974-2002: dall'«anarchie italiana» al duopolio imperfetto*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di) *La stampa italiana nell'età della TV. Dagli anni Settanta a oggi*, Laterza, Roma-Bari 2008.
- P. Ortoleva, *Il secolo dei media*, Il Saggiatore, Milano 2009.
- R. Palumbo, *C'eravamo tanto amati. Breve storia del rapporto tra radio e movimenti*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", Minerva, Bologna 2006.
- M. Perrotta, *La radio pirata*, in P. Ortoleva, G. Cordoni e N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", Minerva, Bologna 2006.

- Y. Peyrault, *Radio Libertaire: La voix sans maître, 1981-1991*, Monde Libertaire, Paris 1991.
- A. Pilati, *La pubblicità dei mezzi di comunicazione*, in V. Castronovo e N. Tranfaglia (a cura di), *La stampa italiana nell'età della TV. Dagli anni Settanta a oggi*, Laterza, Roma-Bari 2008.
- R. Prot, *Des radios pour se parler. Les radios locales en France*, La Documentation Française, Paris 1985.
- G. Richeri, *La radio locale pubblica e privata in Europa*, in *Informazione Radio Tv. Numero speciale. La Radio*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979.
- R. Robertson, *Globalization: Social Theory and global culture*, SAGE Publications Ltd, London 1992.
- K. Robins, A. Torchi, *Geografie dei media*, Baskerville, Bologna 1993.
- F.M. Samuelson, *Il était une fois Libé...*, Editions du Seuil, Paris 1979.
- A. Scaglioni, *Nascita, sviluppo e maturità nell'informazione della radio privata italiana*, in E. Menduni (a cura di), *La radio: percorsi e territori di un medium mobile e interattivo*, Baskerville, Bologna 2002.
- H.I. Schiller, *Mass Communications and American Empire*, Augustus M. Kelley, New York 1969.
- H.I. Schiller, *Mass Communications and American Empire*, Westview Press, Boulder, Colo. 1992.
- M. Siégel, *Vingt ans ça suffit! Dans les coulisses d'Europe n°1*, Plon, Paris 1975.
- F. Siliato, *L'antenna dei padroni. Radiotelevisione sistema dell'informazione*, Mazzotta, Milano 1977.
- J.-F. Sirinelli (éd.), *La France de 1914 à nos jours*, Presses Universitaires de France, Paris 2004 (1ere édition «Quatriges»).
- R. Sorace, *Effe emme. Gli anni delle radio libere*, Memori, Roma 2005.
- E. Sullerot, *Transistors et barricades*, in (a cura di) P. Labro et l'équipe d'Éditions spéciale, «*Ce n'est qu'un début...*», Éditions et Publications Premières, Paris 1968.
- S. Tarrow, *Democrazia e disordine: movimenti di protesta e politica in Italia. 1965-1975*, Laterza, Roma-Bari 1990.
- S. Tievant (éd.), *Les radios de proximité: acteurs, produits, publics et vie locale*, La Documentation Française, Paris 1986.
- A. Tonelli, *Stato spettacolo. Pubblico e privato dagli anni '80 a oggi*, Bruno Mondadori, Milano 2010.

- J. B. Thompson, *Mezzi di comunicazione e modernità. Una teoria sociale dei media*, Il Mulino, Bologna 1998.
- C. Vecchio, *Ali di piombo. Il 1977 trent'anni dopo. Lotte di piazza e vittime innocenti. Le radio libere, la piaga dell'eroina, il terrorismo. La cronaca, i documenti, le testimonianze*, BUR, Milano 2007
- M. Veneziani, *Controinformazione. Stampa alternativa e giornalismo d'inchiesta dagli anni Sessanta a oggi*, Castelvechi, Roma 2006.
- N. Verna, *Le radio comunitarie*, in P. Ortoleva, G. Cordoni, N. Verna (a cura di), *Radio FM 1976-2006. Trent'anni di libertà d'antenna*, catalogo della mostra "Radio FM. Trent'anni di libertà d'antenna", Minerva, Bologna 2006.
- R. Zaccaria, *Radiotelevisione e Costituzione*, Giuffrè, Milano 1977.
- S. Zingale, L. Gotti Porcinari, *La legge di riforma della RAI. Legge 14 aprile 1975, n. 103: i problemi della riforma, commento agli articoli della legge, documentazione*, AIART, Roma 1976.
- R. Williams, *Television: Technology and Cultural Form*, Fontana, London 1974, trad. it *Televisione: Tecnologia e forma culturale: e altri scritti sulla tv*, Editori Riuniti, Roma 2000.
- D. Wolton, *Penser la communication*, Flammarion, Paris 1997.

SITOGRAFIE

- 1) www.radiopopolare.it
- 2) www.radioradicale.it
- 3) www.broadcastitalia.it
- 4) www.centroimpastato.it
- 5) www.schoop.fr
- 6) <http://radio.carbone.14.free.fr/>
- 7) www.firenzemedia.com
- 8) www.radioromane.eu

FONTI STAMPA: PERIODICI

- Agus G., *Et la guerre des ondes fut déclarée...*, in "Télérama", n° 1421, 20 avril 1977.
- Annuario stazioni radio a modulazione di frequenza*, in "Mille Canali", Anno II, n. 10, Ottobre 1975, p. 31.
- Anti a colpi di sentenze*, in "Mille Canali", Anno VI, n. 51, marzo 1979, p. 38.
- Arnaud J.-L., *L'O.R.T.F. et le reste...paysage après la bataille*, in "Interférences", n° 1, décembre 1974, p. 5.
- Arnaud J.-L., *À nous la radio*, in "Interférences", n° 1, décembre 1974, pp. 10-11.
- Aveux, théories, actrices*, in "Interférences", n° 1, décembre 1974, p. 3.
- Azémard G., Quiniou J.-C., *Les radios-télévisions libres et locales*, in "La Nouvelle Critique", n° 115, juin-juillet 1978, p. 73.
- Bases pour un projet*, in "Interférences", n° 2, printemps 1975, p.4.
- Bidou J., *Pour des radios de ville*, La Nouvelle Critique, n° 115, juin-juillet 1978, p. 67.
- Buffa P. V., *Vi audio e vi detesto, disse Finocchiaro*, in "L'Espresso", 16 maggio 1976.
- Cattoretti F., *Radiofonia pubblica in crisi*, in "Mille Canali", anno VI, n. 52, aprile 1979, pp. 33-36.
- Chapman, *Les radios pirates des années 60: Radio London e Radio Caroline, analyse comparative*, in "Réseaux", n° 52, vol. 10, mars- avril 1992, pp. 57-72.
- Che informazione fanno le radio italiane*, in "Mille Canali", Anno IV, n. 28, Aprile 1977, pp. 41-43.
- Chiara L., *Dal Piemonte l'esempio per i coordinamenti delle emittenti democratiche*, in "Mille Canali", Anno VI, n. 53, maggio 1979, pp. 21-23.
- Chiusa Radio Onda Rossa*, in "Mille Canali", anno VII, n. 62, febbraio 1980, p. 30.
- Come parla sporco Radio Alice*, in "Mille Canali", Anno IV, n. 28, aprile 1977, pp. 39-40.
- Dal 17 giugno Radiobraonderosse*, in "In campo rosso", 6 giugno 1975.
- Descrizione del progetto della cooperativa comunicazione*, in "Mille Canali", Anno II, n. 12, Dicembre 1975, p. 41.
- Di Rienzo R., *Così giovani e così disperati*, in "L'Espresso", 19 dicembre 1976.

- Dispaccio da Radiotermoli*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 10, Ottobre 1975, p. 32.
- Eco U., *Buonasera, vi parla Pancho Villa*, in “L’Espresso”, 8 febbraio 1976.
- Fabrizio G., *Collaborazione tra RAI e radio locali*, in “Mille Canali”, anno VI, n. 55-56, luglio-agosto 1979, pp. 42-43.
- Fasce d’ascolto di Radio Bra Onderosse, in “In campo rosso”, 7 luglio 1975
- Ficoneri P., *Buondì, state ascoltando Mosca tzè-tzè*, in “L’Espresso”, 2 Maggio 1976.
- Fleischer E. (a cura di), *Radio italiane sono oltre 200*, in “Suono Stereo Hi-Fi”, anno IV, n. 47, marzo 1976, p. 40.
- Guigon C., *Radios: Longwy écoute sa différence*, in “Le Point”, 14 mai 1979.
- Il fallait bien commencer*, in “Kanar”, n° 1, 1^{er} trimestre 1974, p. 1.
- Il parere della Fred*, in “Mille Canali”, Anno IV, n. 26, febbraio 1977, p. 33.
- Il penultimo colpo di coda*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 11, novembre 1975, p. 32.
- Intervista al microfono di Luzzatto Fegiz*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 11, Novembre 1975, p. 35.
- Iozzia G., *Il “caso” italiano: aspetti e problemi dell’emittenza radiofonica privata*, in *Informazione Radio Tv*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979, p. 34.
- Lacan J.-F., *Radios libres ou radios locales*, in “Sonovision”, n. 200, décembre 1977.
- L. J.-F. (Jean-François Lacan), *La journée nationale des radio libres*, Sonovision, n. 203, mars 1978.
- Lacan J.-F., *Alfredo 78 de l’autre côté du média*, in “Sonovision”, n. 204, avril 1978.
- L’alternativa di Canale 96*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 11, Novembre 1975, p. 36.
- La radio tra servizio pubblico ed iniziativa privata, in *Informazione Radio Tv*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979, p. VIII.
- La Rai-Tv al servizio della Dc*, in “Orientamenti: quaderni di orientamento e di iniziativa a cura della sezione centrale di stampa e propaganda del Pci”, n. 5, anno VIII, 5 marzo 1973.
- Le Collectif de soutien aux radios libres*, in “Sonovision”, n. 204, avril 1978.
- Lefébure A., *Périphériques and C*, in “Interférences”, n° 1, décembre 1974, p.12.
- Lefébure A., *Et faites ce qu’il vous plaît*, in “Interférences”, n° 2, printemps 1975, p.5.
- Lefébure A., *Expériences italiennes*, in “Interférences”, n. 4, février 1976, pp. 14-15.
- Lefébure, *Technique de la radio libre*, in “Interférences”, n. 7, juin 1977, p. 14
- LEID: una lega per l’emittenza democratica*, in “Mille Canali”, Anno VI, n. 54, giugno 1979, pp. 32-34.
- Les printemps des radios vertes*, in “Le Point”, n. 243, 16 mai 1977.
- Libération ou libéralisation des ondes?*, in “Sonovision”, n. 198, octobre 1977.

- Libertà e progresso*, in “Mille Canali”, anno I, n. zero, novembre 1974.
- Malaspina T., *Dieci, venti, cento, mille canali*, in “L’Espresso”, 1 febbraio 1976.
- Mentre a Milano spunta Radio Libera*, in “L’Espresso”, 11 maggio 1975.
- Mieli P., *Video anch’io!*, in “L’Espresso”, 18 Luglio 1976.
- Minoia G., *Stili di ascolto della radio e funzioni della radio pubblica e delle emittenti locali*, in *Informazione Radio Tv. Numero speciale. La Radio*, Documentazione e studi della Rai, n. 1/6, dicembre 1979, p. 31.
- “*Onda Rossa*” *radio militante*, in “Altri media”, n. 12, gennaio-febbraio 1978, p. 25.
- Pas de créneau pour «Radio-Verte»*, in “Nouvel Observateur”, 23 mai 1977.
- Pirates suisses et français*, in “Interférences”, n° 5-6, décembre 1976, p.25.
- Programmes ou paroles sonores*, in “Interférences”, n. 7, juin 1977, p. 13.
- Quanti canali, dove e per chi*, in “L’Espresso”, 18 luglio 1976.
- Qui trasmette Radio donna*, in “L’Espresso”, 25 aprile 1976.
- Radio*, in “Kanar”, n° 1, 1^{er} trimestre 1974, p. 10.
- RadioBologna: la prima voce diversa nella storia della radio italiana*, in “Mille Canali”, Anno II, n.4-5, aprile – maggio 1975.
- Radio Borgomanero, Radio baby 103*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 8-9, Agosto-Settembre 1975, p. 31.
- Radio communautaire*, in “Kanar”, n° 1, 1^{er} trimestre 1974, p. 12.
- Radio Firenze*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 11, Novembre 1975, p. 37.
- Radios libres: l’offensive du pouvoir*, in “L’Étincelle”, n. 58, 11 mai 1978, pp. 26-28.
- Radio locali: dibattito alla Rai*, in “Mille Canali”, Anno III, n. 16, Aprile 1976, p. 39.
- Radio Milano Centrale*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 11, Novembre 1975, p. 35.
- Radio Roma 104*, in “Mille Canali”, Anno II, n. 12, Dicembre 1975
- Radio-Verte Fessenheim*, in “Politique Héβδο”, 27 juin 1977.
- Ramini, *FIEL: la terza rete non s’ha da fare*, in “Mille Canali”, Anno VI, n. 51, marzo 1979, pp. 43-49.
- Roma, Radio Città Futura: farsa e conflitti*, in “Mille Canali”, Anno IV, n. 27, Marzo 1977, p. 52.
- Riva V., *Da oggi l’antenna è più libera*, in “L’Espresso”, 20 luglio 1975.
- Rusconi M., *Chi le fa, chi le ascolta, chi le finanzia*, in “L’Espresso”, 8 febbraio 1976.
- Rusconi M., *Qui Radio libera: vi parla Gesù antibambino*, in “L’Espresso”, 19 dicembre 1976.
- Saviane S., *Quello lì ha le onde corte*, in “L’Espresso”, 27 Giugno 1976.

Scalfari E., *E ora, libertà d'antenna!*, in “L'Espresso”, 23 gennaio 1972.

Tele Roma cavo, in “Mille Canali”, Anno II, n. 12, Dicembre 1975.

Una radio a misura di città, in “Mille Canali”, Anno II, n. 4-5, aprile – maggio 1975.

Vete P., *Radio Entonnoir*, in “Interférences”, n° 1, décembre 1974, p. 14.

W. E., *Radios: è pericoloso sporgersi*, in “Interférences”, n. 5-6, octobre 1976, pp. 22-23.

FONTI STAMPA: QUOTIDIANI FRANCESI

(Le testate sono classificate in ordine alfabetico, mentre gli articoli sono in ordine cronologico)

L'Aurore

«Radio Verte»: *la seconde émission brouillée*, 17 mai 1977.

Grousset V., *RADIO FIL BLEU: est-ce la fin du monopole?*, 6 décembre 1977.

La Croix

Buisson J., *Les contraintes de la galaxie Marconi*, 9 novembre 1981.

Le Figaro

Matignon R., *Radios pirates: guerre des ondes déclarée*, 13 juillet 1977.

Non-lieu pour les responsables de "Radio Fil-Bleu", 6 mai 1978.

Brizay B., *Prochaine offensive du P.C. et de la C.G.T.*, 20 mai 1980.

Wajzman P., *Des radios libres...de mourir*, 9 novembre 1981.

France Soir

Caron C., *La radio pirate des écologistes émettra à Paris le 7 avril*, 23 mars 1977.

Les premiers «pirates vertes» sur le toits de Paris, 16 mai 1977.

L'Humanité

Rocchi J., *Opération « Radio fil bleu »*, 6 aout 1977.

Cordier J.-M., *Une brèche*, 3 décembre 1977.

Cordier J.-M., *Une radio libre à Othis*, 5 octobre 1978.
Cordier J.-M., *Lecat frappe à nouveau*, 6 octobre 1978.
Cordier J.-M., *Lorraine Coeur d'Acier*, 19 mars 1979.
Cordier J.-M., *L'impact d'une radio enfin libre*, 31 mars 1979.
Lavigne R., *Lorraine Coeur d'Acier*, 30 mai 1979.
Cordier J.-M., *L'idée de ce qui pourrait être une radio différente*, 16 juin 1979.

Libération

Attention, aujourd'hui radio libre, 25 avril 1975.
Grenoblois, Radio 104, 20 juin 1975.
Haupais T., *Des radios vertes dans les quartiers de Paris*, 18 mars 1977.
La première émission de Radio Verte, 22 mars 1977.
Comment se prépare l'opération «radios vertes», 22 avril 1977.
Radio-verte est née à Paris, 14 mai 1977.
Collectif Radio Verte, *Jour J: 37 minutes d'émission*, 16 mai 1977.
Lalonde B., *La volonté politique des écologistes et la passion des techniciens*, 16 mai 1977.
Roland-Lévy F., *«Ici Radio Verte sur 92 MHz»*, 16 mai 1977.
Radio Verte et les écologistes, 27 mai 1977.
Radio Beau Délire est née, 21 juin 1977.
R.-L. F., *Abbesses-Écho et Radio Libre Toulouse*, 4 juillet 1977.
Lapergue M., *La radio giscardienne a été brouillée*, 13 juillet 1977.
Lapergue M., *Radio-libre: la phase juridique*, 22 juillet 1977.
Radio Fil Bleu chez les républicains, 8 août 1977.
Lapergue M., *Un projet de loi giscardien pour la liberté des ondes*, 8 septembre 1977.
C'H. J.M., *3 radios libres sur le rassemblement*, 16 août 1977.
ALO; Les radios libres!, 16 septembre 1977.
Radio-tract pour soutenir Croissant, 25 octobre 1977.
Reunion des radios libres de Paris, 5 décembre 1977.
S. D., *«Les comités homosexuels d'arrondissement» lancent Radio Fil Rose*, 28 février 1978.
36 heures d'émission pour Radio 93, 22 mars 1978
A.L.O. , *L'Alo prend ses distances après la reunion internationale des radios libres*, 1 avril 1978.
Radio: du cote des pirates, 4 avril 1978.

- Gene J.P., *Aux «Degling's» : imagination, imagination...*, 4 mai 1978.
- Lapergue M., « *Radio Fil Bleu : on a limé les dents du tigre* », 6-7 mai 1978.
- Lapergue M., *Montpellier-Radio-Fil Bleu: pour « une autogestion des ondes »...*, 9 mai 1978.
- Lapergue, *Les giscardiens de Radio Fil Bleu s'expliquent*, 11 mai 1978.
- Deux associations proposent un projet de loi*, 1 juin 1978.
- Création d'une fédération des radios libres non commerciales*, 2 juin 1978.
- Le troisième regroupement des radios libres*, 5 juin 1978.
- C. J.P., *Radio-Oya ne répond plus*, 22 août 1978.
- Nancy: radio Mirabelle candidate*, 11 septembre 1978.
- FRL, *Les pirates à la mairie*, 3 octobre 1978.
- Roland-Lévy F., *Longwy: en direct du crassier*, 20 janvier 1979.
- Hocquenghem G., *Guerre des ondes entre syndicats*, 21 mars 1979.
- Najman M., « *Dès que les gars voient un képi, ils foncent* », 19-20 mai 1979.
- Roland-Lévy F., *Un 2ème soufflé pour les radios libres*, 19-20 mai 1979.
- Le texte de l'appel*, 25-26 août 1979.
- Les socialistes contre les radios libres*, 28 septembre 1979.
- Hellion C., *Félix Guattari: «Ce qui m'intéresse, ce sont les radios de mouvement»*, 27 août 1981.
- Eskenazi F., *Les radios locales économiquement insaisissables*, 20 septembre 1984.

Le Matin de Paris

- Une radio «verte»*, 18 mars 1977.
- Les écologistes veulent négocier*, 18 mai 1977.
- Q. C., *Radio-Verte prépare la riposte*, 19 mai 1977.
- La Vert a réussi à émettre*, 13 juillet 1977.
- Radio Fil Bleu sous scellés*, 21 juillet 1977.
- Serre P., *Les avocats accusent TDF de voie de fait*, 22 juillet 1977.
- Radios en liberté*, 15 août 1977.
- Le glas du monopole*, 8 mai 1978.
- L'armée brouille les radios libres de Longwy*, 21 mars 1979.
- Claisse G., Liebaert A., *L'assaut du siège du PS: la stratégie de la tension tourne à gaffe*, 30 juin 1979.

Les socialistes portent plainte, 30 juin 1979.

Radio-PS (suite): le RPR critique le gouvernement, 2 juillet 1979.

Raymond Barre dit non aux radios libres, 8-9 septembre 1979.

Achard M., *La bande FM en liberté surveillée*, 26 mars 1984.

Le Monde

La déclaration de M. Chirac, 5 juillet 1974.

Les réactions dans les milieux politiques, 5 juillet 1974.

Rossi A., *Liberté et émulation*, 23 juillet 1974.

Radio-Télévision: à l'avant-garde de la culture, 27 juillet 1974.

Les explications de vote, 30 juillet 1974.

La majorité est trois fois plus citée que l'opposition affirme le comité de «gauche» présidé par Mme Edmode Charles-Roux, 1^{er} juillet 1976.

Fête antinucléaire franco-suisse à Creys-Malville, 4-5 juillet 1976.

Cfr. M. Perronet et le Comité pour le droit à l'information, 6 juillet 1976.

Luksic V., *Capitalistes et gauchistes se partagent les émetteurs libres*, 20-21 février 1977

«Radio-Verte» n'a pu se faire entendre, 18 mai 1977.

Une association et «une journée nationale», 19 septembre 1977.

Non lieu dans l'affaire de Radio-Fil bleu, 3 décembre 1977.

Radio pirate: onze interpellations à Paris, 9 janvier 1978.

Mood E., *Les « brouilleurs » étaient au rendez-vous*, 17 février 1978.

Misère 93, 2 mai 1978.

«Le monopole n'est plus protégée», 10 mai 1978.

Radios libres: création d'un bureau de liaison, 23 mai 1978.

Les propositions du bureau de liaison, 3 juin 1978.

« Radio Riposte ». Une émission « libre » du P.S., 28 juin 1979.

Le P.S. dénonce l'intervention de la police à la suite de l'émission Radio-Riposte, 30 juin 1979.

La seconde émission de radio libre du P.S., 1 août 1979.

La position du P.S.: monopole et radio locale, 11 août 1979.

Sueur G., *Les radios locales selon Radio France. Fréquence Nord, trois mois après*, 21 septembre 1980.

Quelle est le diamètre de la liberté, 1 kilomètre?, 17 juillet 1981.

- Cojean A., *Après la passion, le temps des professionnels*, 20 septembre 1984.
- Cojean A., *395 millions de francs de publicité investis dans les radios locales*, 15 juin 1985.
- Cojean A., *Le départ de M. Jean-Michel Galabert*, 16 novembre 1985.
- Hauville E., *Point de vue FM: la grande désillusion*, 11 janvier 1987.
- Chemin A., *Radios paroisses, radios missionnaires*, 15 février 1987.
- Cojean A., *Le verdict de la CNCL sur les radios FM parisiennes. Le désarroi des exclus*, 26 juillet 1987.
- Green J., *Quand Julien Green soutient Radio Aligre*, 8 août 1987.
- Cojean A., *Rachat de fréquences, prise de contrôle de sociétés. Le marché noir des radios*, 14 août 1987.
- Cojean A., Gay P.A., *Un entretien avec M. Léotard, ministre de la culture et de la communication. "Aider Hachette, Hersant ou Bouygues à s'épanouir sur la scène européenne"*, 15 septembre 1987.
- Cojean A., *Face à une anarchie croissante la CNCL adresse une mise en garde aux réseaux FM*, 10 janvier 1988.
- Cojean A., *Le projet de loi sur l'audiovisuel. La création de "comités techniques" régionaux permettrait une décentralisation du dossier des radios privées*, 25 octobre 1988.
- Introduction en Bourse d'une radio FM*, 5 décembre 1989.
- Sotinel T., *La création entre panels et tops. L'industrie du disque est confrontée à l'irruption du marketing sur la bande Fm*, 3 janvier 1990.
- Lepape P., *Années télé, années musiques. L'enquête sur "les pratiques culturelles des Français" révèle que l'image et le son deviennent l'axe de notre culture. Au détriment de l'écrit*, 1^{er} avril 1990.

Le Quotidien de Paris

- Longin J.-C., *Le départ de Radio-Ecologie est prévu pour cette semaine*, 18 avril 1977.
- Les Français parlent aux Français*, 17 mai 1977.
- Radio "Fil-Bleu": un projet de loi sur les radios libres*, 26 septembre 1977.
- Longin J.-C., *Radio-T.V. Le monopole chancelle*, 3 décembre 1977.
- Longin J.-C., *« Alo » et « Consensus Liberté » face aux parlementaires*, 5 juin 1978.
- Lejeune V., *Michel Fiszbin: Pourquoi j'ai demandé à un couple de faire l'amour en direct*, 25 février 1982.

Rouge

Caron D., *Radio-Verte: jour J-9*, 30 mars 1977.

Radio Beau Délire, 20 juin 1977.

Les radios libres veulent se coordonner, 16 août 1977.

F. D., *Réaction fantaisiste de la direction de la Santé*, 15 septembre 1977.

Caron D., *Les radios libres se coordonnent*, 16 septembre 1977

Six minutes d'émission pour Radio-verte Fessenheim, 5 septembre 1977.

FONTI STAMPA: QUOTIDIANI ITALIANI

Corriere della Sera

Continuano dalla valle del Belice le trasmissioni dell'emittente clandestina, 27 marzo 1970.

Pasolini P.P., *Una sfida ai dirigenti di Viale Mazzini*, 9 dicembre 1973.

Ieri la prima trasmissione di una radio clandestina, 11 marzo 1975.

Manfellotto R., *Camera: passa la nuova Tv*, 27 marzo 1975.

Mo E., *Qualche momento di tensione tra i marciatori di Fo e il PCI*, 7 luglio 1975.

Fatta sequestrare dalla Rai l'emittente "Pescara libera", 20 luglio 1975.

Luzzatto Fegiz M., *E' scoppiato il boom delle "radio libere"*, 23 luglio 1975.

Felicetti F., *Voci a sorpresa dai microfoni alternativi*, 19 dicembre 1975.

Così una radio libera ha trasmesso tutti gli scontri minuto per minuto, 9 dicembre 1976.

Eco U., *La comunicazione "sovversiva" nove anni dopo il Sessantotto*, 25 febbraio 1977.

Chierici M., *Le "radio libere" bolognesi hanno rivelato tre città diverse*, 13 marzo 1977.

Padellaro A., *I giovani della guerriglia*, 13 marzo 1977.

Ora c'è la guerriglia delle "radio libere", 15 marzo 1977.

Marzo E., *Le emittenti private temono altre chiusure*, 16 marzo 1977.

Eco U., *Con qualche radio in più*, 21 marzo 1977.

Luzzatto Fegiz M., *A Livorno passerella e problemi delle radio tv private. Proposta la costituzione di organismi unitari regionali*, 13 marzo 1978.

Il Giornale di Sicilia

Denunciato Danilo Dolci: ha scritto sui muri la sua protesta, 23 ottobre 1968.

Barletta O., *Il "centro" di Dolci parla da una radio clandestina*, 26 marzo 1970.

Serio E., *La radio di Danilo Dolci sequestrata dal pretore*, 27 marzo 1970.

Lotta Continua

Dove vanno le radio democratiche?, 4 giugno 1977.

Quotidiano dei lavoratori

Modello di radio emittente democratica, 4 maggio 1977.

Per la legge di regolamentazione, 4 maggio 1977.

Per il 1° congresso nazionale delle radio democratiche, 4 maggio 1977.

Agostini A., Fucci C., Caselli R., *Musica per sviluppare un'ideologia di classe*, 5 maggio 1977.

Caselli R., *Rubriche musicali: cultura o ghetto per addetti ai lavori?*, 5 maggio 1977.

Il collettivo femminista e le ascoltatrici di Radio Donna, *Le lavoratrici di una radio libera si organizzano*, 4 maggio 1977.

Fucci C., *Musica "varia" da sottofondo e musica "colta" per le rubriche. Una logica non più praticabile per le radio democratiche*, 5 maggio 1977.

Di Informazione, di opposizione, democratica: com'è una radio "libera"?, 11 marzo 1978.

La Repubblica

Le promesse mancate di cinque ministri, 18 ottobre 1984

Malatesta S., *Bogi: ecco chi ha impedito che si facesse la legge*, 20 ottobre 1984.

B. D., *Anche la radio aspetta una legge*, 24 maggio 1987.

Delli Colli L., *Fra le radio ora è guerra sulle frequenze: il Vaticano invade i radicali*, 1 luglio 1987.

Mafai M., *Rai e network, Mammi deciso: sarò lo sceriffo dell'etere*, 13 dicembre 1987.

Pastonesi M., *Un italiano su due ascolta la radio. Ecco tutte le cifre*, 5 ottobre 1988.

Di Pollina A., *Una giungla di 4 mila antenne*, 8 settembre 1991.

L'arcipelago dei mass media bianchi, 20 ottobre 1991.

La Stampa

Barbato A., *Le radio della guerriglia*, 19 marzo 1977.

Un'altra giornata violenta sconvolge il centro di Roma, 13 novembre 1977.

B. G., *La Regione indaga sulle radio private*, 29 aprile 1980.

Buzzolan U., *Alla radio di Stato l'80 anno di lotta e di riscossa*, 24 dicembre 1980.

C. T., *Giallo sulle frequenze radio. A sorpresa il numero chiuso?*, 16 settembre 1984.

- Radio private, una speranza. Si ritocca il piano-frequenze?*, 29 settembre 1984.
- Fedi G., *È pronto il progetto di legge per la televisione del Duemila*, 29 dicembre 1984.
- Associate tutte le tv e le radio private*, 2 marzo 1985.
- Eyn. R., *“Dediche, musica e tanto sport ma anche rubriche intelligenti”*, 17 aprile 1986.
- Buzzolan U., *I giorni della radio cominciano adesso*, 24 settembre 1987.
- B. M., *Così le radio regionali a Genova battono la Rai*, 29 settembre 1988.
- S. R., *Le radio in Piemonte una piccola “armata”*, 8 novembre 1988.
- Bruzzo M.G, *Ora l’Italia riaccende la radio*, 30 novembre 1989.
- Pin. G., *Radio Maria batte anche il Pci*, 7 giugno 1990.

Stampa quotidiana inglese

The Times

- “Pirate radio” in action*, 30 march 1964.
- “Caroline” affecting lightships radio*, 31 march 1964.
- Another Pirate Radio Ready*, 1 april 1964.
- New Pirate Radio Ship In Position*, 28 april 1964.
- Action to stop pirate radio wanted now*, 19 June 1964.
- Are pop pirates on to Bonanza?*, 24 June 1966.

FONTI ARCHIVISTICHE

CENTRE DES ARCHIVES CONTEMPORAINES, Site de FONTAINEBLEAU:

Centre des Archives Contemporaines (CAC), site de Fontainebleau, versement n° 19810440, art. 25: *radios libres: notes et presse 1977-1979*.

(CAC), site de Fontainebleau, versement n° 19810440, art. 25 : *radios libres : notes et presse 1977-1979, Radio Active 3^{ème} émission*, 28 juin 1976, fasc. *Radio Active*.

CAC, site de Fontainebleau, versement 19810440, art. 25, *Radios libres: notes et presse 1977-1979*, fasc. Radio Verte.

CAC, site de Fontainebleau, versement n. 19810440, art.25, Direction Générale de la Police Nationale, Direction des renseignements généraux, fasc. Radio Libre 44, 13 octobre 1977.

CAC, site de Fontainebleau, versement n° 19810440, art. 25, fasc. Radio Libre Toulouse, 4 novembre 1977.

CAC, site de Fontainebleau,, versement n° 19810440, art. 25, Direction Générale de la Police Nationale, Direction Centrale des Renseignement Généraux, fasc. Radio Fil Bleu, note 8 juillet 1977.

CAC, site de Fontainebleau, versement. 19810440 art. 25, fasc. ALO, Note 7 février 1978, annexe II, *Liste des radios-pirates ayant diffuse des émissions et les projets annoncés*.

CAC, versement n. 19810440, fasc. ALO, note, 8 février 1978.

CAC, versement n. 19819440, art. 25, fasc. Consensus Liberté radio, Statut, 10 mars 1978.

CAC, site de Fontainebleau, versement n. 19810440, art. 25, fasc. "Radio 93", note 30 mai 1978.

CAC, versement n. 19810440, fasc. Radio Fil Bleu, arrêt, n°51, 5 mai 1978, Montpellier.

CAC, site de Fontainebleau, n° versement 19810440, art.25, Direction Générale de la Police Nationale, Direction Centrale des Renseignements Généraux, fasc. Radio Oya, 11 aout 1978.

CAC, site de Fontainebleau, n° versement 19810440, art. 25, fasc. Radio Mirabelle, note 11 septembre 1978.

CAC, site de Fontainebleau, versement n°19810440, art. 25 fasc. Radio Riposte, note 2 octobre 1979, Parti Socialiste et radiodiffusion.

CAC, site de Fontainebleau, versement n. 19920382 (sous dérogation concessa il 17 giugno 2010), art. 2, *Développement des radios locales privées (radios libres, radios pirates): réglementation, publicité 1974-1978*.

CAC, site de Fontainebleau, versement 19920382, art. 3, *Radios locales: "Changez la loi" demandent les agences*, 29 mars 1984.

CAC, site de Fontainebleau, n° versement 19920382, art. 3, Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des techniques de communication, *Commission d'attribution de l'aide financière à l'expression radiophonique locale*, fasc. Radio Pays Paris, 12 septembre 1986.

CAC, site de Fontainebleau, versement n. 20030260, art. 1 (sous dérogation), *Les radios locales et l'opposition*, note 13 novembre 1981.

CAC, site de Fontainebleau, versement n. 20030260, art. 1 (sous dérogation), *Radios locales privées: vers une offensive du R.P.R.?*, note du 24 mai 1982.

CAC, site de Fontainebleau, versement n. 20030260, art. 1 (sous dérogation), *Radio Service Tour Eiffel: lancement officiel*, note du 7 décembre 1981.

CAC, site de Fontainebleau, versement n. 20030260, art. 1 (sous dérogation), *Le financement des radios locales à Valence (26)*, 28 septembre 1981.

CAC, site de Fontainebleau, versement n. 20030260, art. 2, *"Alouette F.M.". La Station qui monte*, note du 27 juin 1983.

CAC, site de Fontainebleau, versement n. 20030260, art. 2, *1983 : L'année de la légalisation effective des radios locales privées*, 19 décembre 1983.

CAC, site de Fontainebleau, versement n. 20030260, art. 2, *Nouvelles breves des radios locales*, 21 mars 1984.

INA (Institut National de l'Audiovisuel)

Fonds INA Radio : Radios libres

Archivio Centrale dello Stato (ACS):

Archivio Centrale dello Stato (ACS), Ministero dell'Interno, Direzione Generale P.S., Categoria G 1944-1986, Centro studi e iniziative Danilo Dolci 1968-1978, b. 297, f. G/5/8/44.

ACS, Ministero dell'Interno, Direzione Generale P.S., Categoria G 1944-1986, F.I.R. Federazione Italiana Radioamatori, b. 387, fasc. G 11/24/10.

ACS, Ministero dell'Interno, Direzione Generale P.S., Categoria G 1944-1986, Associazione nazionale Teleradiodiffusioni indipendenti, b. 406, f. G 17/5/9.

ACS, Ministero dell'Interno, Direzione Generale P.S., Categoria G 1944-1986, Volantino firmato "Fronte delle radio libere", 28 settembre 1984 b. 406, f. G 17/5/11.

Archivio Istituto Gramsci (AIG):

Archivio Istituto Gramsci (AIG), Fondo "Aldo Cotronei", b. 1/1, Convegni nazionali 1965-1973, fasc. Convegno del PCI: *Radiotelevisione informazione e democrazia*, Roma 29-31 marzo 1973.

AIG, Fondo "Aldo Cotronei", b. 1/2, Convegni nazionali 1973-1975, fasc. "Forze politiche, regioni e sindacati di fronte all'imminente riforma della Rai-TV", Milano 11-12 ottobre 1974.

AIG, Fondo "Aldo Cotronei" b. 1/8 Convegni Nazionali (11/1978-5/1979), Convegno PSI: *Informazione e Potere*, Roma, 14-16 novembre 1978.

AIG (Archivio Istituto Gramsci), b. 21/13, Rai Servizio Opinioni (1976-1981).

AIG, "Fondo Cotronei", b. 36, "Problemi dell'informazione. Aiart-Fred-Anti-Enars-Fiel-Fnsi-Fierti", Cooperativa Radio Città Futura, *Documento sul ruolo e la funzione di Radio Città Futura*, 29 aprile 1977.

Archives Départementales de la Seine Saint Denis:

Archives Départementales de la Seine Saint Denis, *Grille de Programmes*, Radio Lorraine Cœur d'Acier, mars 1979- juin 1980.

ARCHIVI AUDIO

Archivio Privato Joelle Girard (La Rochelle, France);

Archivio Privato Antoine Léfèbure (Paris, France);

Archivio Privato Albino Pedroia (Paris, France);

Archivio Privato Roberto Renzetti (Roma, Italia);

Résumé :

Cette recherche présente une analyse historique de la naissance et de l'évolution des radios libres en Italie et en France à partir du début des années soixante-dix jusqu'à la fin des années quatre-vingt au XXe siècle. Le caractère comparatif de la recherche illustre les similitudes et les divergences soit des processus sociaux-historiques, soit des différents systèmes politiques, qui ont déterminé l'apparition et l'évolution de ces formes de communication en dehors du monopole d'Etat et leur intégration à l'intérieur de systèmes médiatiques spécifiques, aux réalités nationales singulières. L'étude s'insère dans l'histoire des médias des deux Pays.

Le parcours des radios libres montre de quelle façon on est passé des revendications originelles de la prise de parole libre, d'une communication décentrée, de la réalisation de médias démocratiques, à l'affirmation dans les années quatre-vingt du modèle de la radio commerciale, influencé par la domination de la télévision et de la publicité. L'évolution des radios libres contribue à redéfinir le paysage audiovisuel en décrétant la fin du monopole public du service audiovisuel. Les radios libres, en exprimant le point de vue de groupes politiques, culturels, religieux et de communautés locales, ont représenté un moment d'ouverture et de démocratisation du secteur des médias et d'élargissement de l'espace de la sphère publique. Même si ces objectifs pendant les années quatre-vingt ont été en partie remplacés par l'affirmation des radios à vocation musicale, à cause de situations politique, sociale et économique différentes, l'expérience des radios communautaires, favorisant une communication de proximité sans but lucratif, ont constitué les héritières directes de la période des radios libres. Bien qu'elles n'occupent qu'une place réduite dans les systèmes médiatiques de l'Italie et de la France, ces radios ont démontré l'importance sociale des moyens de communications alternatifs et locaux, au niveau soit des contenus, soit de l'organisation radiophonique, en anticipant en partie des formes d'interactivité que se développeront dans les décennies suivantes avec la naissance des webradios.

Descripteurs : Radio Libres, Radios Privées, Radios Locales, Communication, Dérégulation, France, Italie.

Title and Abstract :

Free radios in Italy and France between Seventies and Nineties: from the research of freedom of speech to affirmation of commercial radio.

The thesis presents an historical analysis of the birth and evolution of free radios in Italy and France between the beginning of '70s (seventies) and the end of '80s (eighties) of the 20th century. The comparative character of the study highlights the similarities and divergences of both the historical-social processes and the various political systems which determined the emergence and transformation of such from-the-ground means of communication, out of the central monopoly of the State as well as their insertion in the proper frame of national media. The study finds its place in the historical context of the two countries. The route of free radios shows how one passed from the original claim of 'taking-the-word', of off-centred communication, of realization of democratic media, to the affirmation in the Eighties of the model of commercial radio, influenced by the centrality of the television and the commercials. The evolution of free radios contributes to redefine the audio-visual landscape of the two countries, causing the end of the public monopoly of the radio and TV broadcast. Free radios, expressing the point-of-view of political, cultural and religious groups of local communities, represented a moment of opening and democratization of the media sector and of widening of spaces of the public sphere. Although these objectives in the Eighties, thanks also to a changed political, social and economic frame, were substituted by the affirmation of the music radios, community radios, which favored non-profit forms of communication of proximity, constituted the direct heir of free radios. Despite they occupied a reduced space in the media system of the two countries, they proved the social importance of alternative and local means of communication, with respect to the radiophonic contents and the organization, partially anticipating certain features of interactivity which will be recovered years later with the rise of the web-radios.

Keywords :

Free Radios, Private Radios, Local Radios Station, Broadcasting, Deregulation, France, Italy